LENINE

œuvres

tome
8

janvier-juillet
1905

LÉNINE

journées révolutionnaires • la social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire • IIIe congrès du p.o.s.d.r. • l'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LÉNINE

ŒUVRES

8

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LENINE

ŒUVRES

TOME

8

Janvier – juillet 1905

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS DU PROGRES * MOSCOU
1964

PRÉFACE

Le tome 8 comprend des œuvres écrites par Lénine entre janvier et juillet 1905, au début de la première révolution russe. Il est surtout composé d'articles publiés dans les journaux bolchéviks illégaux, *Vpériod* et *Prolétari*.

Dans « L'autocratie et le prolétariat », « La chute de Port-Arthur », « Le capital européen et l'autocratie », « La débâcle », on trouve l'analyse de la faillite militaire et de la crise politique de l'autocratie ; Lénine prévoit l'inéluctabilité de la révolution en Russie.

« Les deux tactiques », « Devons-nous organiser la révolution ? », « Nouveaux objectifs, forces nouvelles », « Sur le gouvernement révolutionnaire provisoire », « Dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie », « L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire » justifient et développent la tactique révolutionnaire du Parti bolchévik, démasquent et critiquent la tactique opportuniste des menchéviks.

« Il est temps d'en finir », « Historique abrégé de la scission du P.O.S.D.R. », « Le plan général des décisions du III^e^ Congrès», «Projets de résolutions du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. », « Le premier pas », « Les fourberies des bonapartistes », « Le deuxième pas », « Lettre ouverte au camarade Plékhanov, président du Conseil du P.O.S.D.R. », mettent en lumière la lutte de Lénine contre l'activité scissionniste des menchéviks, ses efforts pour amener la convocation du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R., le premier congrès bolchévik.

Une grande partie du volume est réservée aux documents du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. ; rapports, discours et interventions de Lénine, les résolutions qu'il a rédigées sur l'insurrection armée, le gouvernement révolutionnaire pro-

visoire, le soutien du mouvement paysan, les événements au Caucase et d'autres.

On trouvera également dans ce volume des œuvres dirigées contre le libéralisme bourgeois : « Le programme agraire des libéraux », « Sophismes politiques », « Les premiers pas de la trahison bourgeoise », « Révolutionnaires » en gants blancs », « La lutte du prolétariat et la servilité de la bourgeoisie ».

Quatorze écrits sont inclus pour la première fois dans les Œuvres de Lénine. Ils sont consacrés à l'analyse des événements révolutionnaires en Russie et aux questions du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R.

Dans l'article « La révolution en Russie », Lénine considère pour la première fois les événements du 9 janvier comme le début de la révolution et salue le prolétariat insurgé. « Les premiers pas », « La veille du dimanche sanglant », « Nombre des tués et blessés », « Combats sur les barricades », « Pétersbourg après le 9 janvier » sont consacrés aux premières journées de la lutte révolutionnaire à Pétersbourg et au développement de la conscience politique du prolétariat de Russie.

Dans la proclamation « Premier mai », Lénine explique les tâches du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution et appelle à préparer l'insurrection armée du peuple tout entier.

Dans la note « Conférences des comités », il est question des conférences des comités locaux qui se sont prononcés pour la convocation immédiate du III^e^ Congrès du parti. « Du camp de la nouvelle *Iskra* » dévoile comment les menchéviks ont systématiquement trompé le parti.

Les documents : « Résolution sur l'insurrection armée », « Intervention sur l'ordre de discussion des résolutions touchant les rapports des ouvriers et des intellectuels dans les organisations social-démocrates », « Résolution sur la publication des procès-verbaux du Congrès », « Projet de résolution sur les événements du Caucase », font partie des matériaux du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R.

Dans « Le nouvel emprunt russe », Lénine souligne que le crédit du gouvernement tsariste à l'étranger est en baisse à cause des défaites militaires et du mécontentement croissant à l'intérieur du pays.

L'AUTOCRATIE ET LE PROLÉTARIAT[1]

Publié le 4 janvier 1905
(22 décembre 1904)
dans le journal « Vpériod », n° 1

Conforme au texte du journal

EL AVANT

Российская Социал-демократическая Рабочая Партия

ВПЕРЕДЪ

№ 1 ЖЕНЕВА. 4 ЯНВАРЯ (22 ДЕКАБРЯ) 1905 г.

Premières page du journal bolchévik *Vpériod* n° 1, 4 janvier 1905 (22 décembre 1904) avec l'article de Lénine « L'autocratie et le prolétariat »

Réduction

La Russie traverse une nouvelle vague constitutionnaliste. Notre génération n'a rien vu encore qui ressemble à l'agitation politique actuelle. La presse légale foudroie la bureaucratie, réclame la participation des représentants du peuple à la direction de l'Etat, proclame avec insistance la nécessité de réformes libérales. Toutes sortes d'assemblées de délégués aux zemstvos[2], de médecins, de juristes, d'ingénieurs, de cultivateurs, de conseillers municipaux[3], etc., votent des motions demandant, en termes plus ou moins clairs, une Constitution. On entend partout des révélations politiques d'une hardiesse inaccoutumée pour le public russe, des discours passionnés sur la liberté. Les réunions des libéraux se transforment sous la pression des ouvriers et de la jeunesse radicale en meetings populaires et en manifestations de rues. Une grande partie du prolétariat, la population pauvre des villes et des campagnes sont visiblement travaillés par une effervescence grandissante. Le prolétariat prend relativement peu de part aux manifestations les plus spectaculaires et les plus solennelles du mouvement libéral, il se tient un peu comme à l'écart des délibérations compassées des gens posés, mais tout montre que les ouvriers ont pour ce mouvement un intérêt extrêmement profond. Tout montre qu'ils ont soif de grandes réunions populaires et de grandes manifestations de rues. Le prolétariat, semble-t-il, se contient, observe avec soin ce qui l'entoure, concentre ses forces et décide de cette question : le moment est-il venu, oui ou non, d'engager le combat décisif pour la liberté ?

Apparemment, la vague d'excitation libérale commence déjà à décroître quelque peu. Les bruits et les informations des journaux étrangers sur la victoire de la réaction dans les milieux les plus influents de la Cour sont confirmés.

L'oukase de Nicolas II[4], promulgué ces jours derniers, est un vrai soufflet à l'adresse des libéraux. Le tsar prétend maintenir et faire respecter l'autocratie. Le tsar refuse de changer la forme du gouvernement et ne songe nullement à octroyer une Constitution. Il promet — simple promesse ! — diverses réformes de caractère absolument secondaire. Il ne donne naturellement aucune garantie qu'elles seront réalisées. Les rigueurs policières se multiplient, d'heure en heure, contre la presse libérale. Les moindres manifestations publiques sont de nouveau réprimées avec autant de brutalité qu'avant, sinon davantage. Les conseillers libéraux, dans les villes et dans les provinces, sont de nouveau visiblement rappelés à l'ordre, et, plus encore, les fonctionnaires libéralisants. Les journaux libéraux sont frappés de découragement et demandent pardon aux correspondants dont ils n'osent pas insérer les lettres.

Il n'y a rien d'impossible à ce que la vague de libéralisme qui s'était si rapidement élevée après l'autorisation de Sviatopolk-Mirski [5], tombe aussi rapidement après une nouvelle interdiction. Il faut distinguer les causes profondes qui engendrent nécessairement, inéluctablement, et de plus en plus, l'opposition et la lutte contre l'autocratie, des menus prétextes qui donnent au libéralisme une animation temporaire. Les causes profondes engendrent des mouvements populaires profonds, puissants et tenaces. Les menus prétextes sont parfois un changement de personnes dans le ministère et la manœuvre ordinaire du gouvernement recourant un instant à la ruse après quelque acte terroriste. Le meurtre de Plehve [6] a certainement demandé à l'organisation terroriste de gigantesques efforts et de longs préparatifs. Le succès de cette entreprise n'en confirme que mieux l'expérience fournie par toute l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, qui nous met en garde contre l'emploi de la terreur comme méthode de combat. La terreur en Russie a toujours été et demeure une arme spécifiquement intellectuelle. On a beau nous parler du rôle de la terreur, non pas à la place du mouvement populaire, mais conjointement à lui, les faits témoignent, de façon irréfutable, que chez nous les assassinats politiques individuels n'ont rien de commun avec les actes de violence d'une révolution populaire. Dans la société capitaliste, le seul

mouvement de masses possible est celui de la classe ouvrière. Il se développe en Russie selon ses lois propres, il suit son chemin, gagnant constamment en profondeur et en largeur, passant d'une accalmie temporaire à un nouvel essor. La vague libérale, seule, s'élève et retombe selon l'humeur des divers ministres dont la succession est hâtée par les bombes. Rien d'étonnant, par conséquent, si nous rencontrons souvent de la sympathie pour la terreur dans la fraction radicale (ou radicalisante) de l'opposition bourgeoise. Rien d'étonnant si, parmi les intellectuels révolutionnaires, les plus emballés pour la terreur (de façon durable ou passagère) sont justement ceux qui ne croient pas à la vitalité et à la force du prolétariat et de sa lutte de classe.

Le caractère passager et fragile de l'excitation libérale à tel ou tel propos ne doit naturellement pas nous faire oublier la contradiction invincible qui existe entre l'autocratie et les exigences de la société bourgeoise en voie de développement. L'autocratie ne peut pas ne pas retarder le développement de la société. Nous verrons de plus en plus l'intérêt de la bourgeoisie, en tant que classe, l'intérêt des intellectuels, catégorie dont ne saurait se passer la production capitaliste moderne, se heurter à l'autocratie. Les déclarations libérales peuvent avoir une cause apparente superficielle, les positions des libéraux peuvent être hésitantes, bâtardes, mesquines ; il n'en est pas moins certain que l'autocratie ne peut vivre en paix véritable qu'avec une poignée d'individus particulièrement privilégiés de la classe des propriétaires fonciers et des marchands, et non avec cette classe dans son ensemble.. Les intérêts de la classe dirigeante doivent être directement représentés sous une forme constitutionnelle : c'est une nécessité pour un pays qui veut être un pays européen et que sa situation oblige, sous peine d'écrasement politique et économique, à devenir un pays européen. Aussi est-il essentiel que le prolétariat conscient comprenne clairement à la fois le caractère inéluctable des protestations libérales contre l'autocratie, et la nature véritablement bourgeoise de ces protestations.

La classe ouvrière se propose des buts grandioses, d'une portée historique universelle : libérer l'humanité de toutes les formes d'oppression et d'exploitation de l'homme par

l'homme. Dans le monde entier, elle en poursuit la réalisation avec ténacité depuis des dizaines et des dizaines d'années, élargissant sans cesse son champ de bataille, organisant des partis de millions de membres, ne se laissant décourager ni par les défaites, ni par des échecs passagers. Pour cette classe réellement révolutionnaire, rien ne saurait être plus important que de se débarrasser de toutes les illusions et de tous les mirages. Parmi ces illusions, une des plus répandues et des plus vivaces chez nous est de croire que notre libéralisme n'est pas un mouvement bourgeois, et que notre prochaine révolution ne sera pas une révolution bourgeoise. L'intellectuel russe — depuis le partisan le plus modéré de l'*Osvobojdénié* [7] jusqu'au plus acharné socialiste-révolutionnaire [8] — se figure toujours que déclarer notre révolution bourgeoise, c'est la ternir, la rabaisser, la rendre banale. Le prolétaire russe conscient, au contraire, voit dans ce jugement la seule façon vraie de définir la situation réelle du point de vue de classe. A ses yeux, la lutte pour la liberté politique et la république démocratique dans la société bourgeoise n'est qu'une des étapes indispensables de la lutte pour la révolution sociale appelée à renverser le régime bourgeois. Bien distinguer les étapes qui diffèrent par leur nature, étudier de sang-froid les moyens de les traverser, cela ne signifie nullement remettre aux calendes grecques le but final ou ralentir la marche en avant. Tout au contraire, pour hâter cette marche, pour arriver plus rapidement et plus sûrement à ce but, il faut comprendre les rapports des classes dans la société moderne. Désillusions et oscillations d'un côté à l'autre, voilà tout ce qui attend ceux qui éludent, sous prétexte d'étroitesse d'esprit, les considérations de classe, ceux qui veulent être socialistes et craignent de donner franchement à la révolution prochaine et déjà commencée en Russie son vrai nom de révolution bourgeoise.

Fait caractéristique : en plein mouvement constitutionnel, la presse légale la plus démocratique a profité de la liberté inusitée pour attaquer non seulement la « bureaucratie », mais aussi « la théorie » soi-disant « inconsistante sur le plan scientifique exclusiviste et, par suite, erronée de la lutte de classe » (*Nacha Jizn* [9] n° 28). Il paraît que le problème du rapprochement entre les intellectuels et les masses « a été posé, jusqu'ici, en insistant uni-

quement sur les antagonismes de classe qui séparent le peuple et les milieux où se recrute... la majeure partie des intellectuels ». Inutile de noter que cette façon de présenter les choses n'a absolument rien à voir avec la réalité. Au contraire. La grande masse des intellectuels légaux, adonnés aux œuvres culturelles, tous les vieux socialistes russes, tous les gens du type de l'*Osvobojdénié* ont méconnu et méconnaissent la profondeur des antagonismes de classe existant en Russie en général et dans les campagnes russes en particulier. Même l'extrême-gauche du monde intellectuel radical, le parti socialiste-révolutionnaire, pèche surtout par cette méconnaissance : rappelons-nous ses habituelles considérations sur « la paysannerie laborieuse » ou sur la prochaine révolution « non pas bourgeoise, mais démocratique ».

Non ! Plus l'heure de la révolution approche, plus le mouvement constitutionnaliste devient combatif, et plus le parti du prolétariat doit conserver strictement son caractère de classe et ne pas laisser noyer ses revendications de classe dans le torrent des phrases démocratiques générales. Plus souvent, plus hautement, les représentants de la « société » font résonner leurs revendications prétendues nationales, et plus impitoyablement la social-démocratie doit dénoncer le caractère de classe de cette « société ». Prenez la fameuse résolution du congrès « clandestin » des zemstvos tenu du 6 au 8 novembre [10]. Vous y verrez de timides vœux de Constitution, rejetés au second plan et intentionnellement obscurs. Vous y verrez des références au peuple et à la société, beaucoup plus souvent à la société qu'au peuple. Vous y verrez indiquer, avec force détails, et avec le plus de détails, les réformes concernant les zemstvos et les conseils municipaux, c'est-à-dire les institutions qui représentent les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes. Vous y verrez mentionner la réforme du statut des paysans, la suppression de la tutelle, le redressement de la justice. La chose est claire, vous avez affaire à des membres des classes possédantes, qui ne demandent à l'autocratie que des concessions et ne songent nullement à modifier les fondements du régime économique. Si ces gens désirent « un changement radical » (soi-disant radical) « de la condition d'inégalité et d'asservissement qui est

celle du paysan », c'est une preuve de plus en faveur de la social-démocratie, qui a toujours souligné combien le régime et les conditions d'existence des paysans sont en retard sur l'état général de la société bourgeoise. La social-démocratie a toujours invité le prolétariat conscient à bien distinguer, dans l'ensemble du mouvement paysan, les intérêts et les besoins impérieux de la bourgeoisie rurale, si couverts ou enveloppés de brouillard qu'ils puissent être, si déguisés qu'ils soient sous l'utopie « égalitaire » par l'idéologie paysanne (et par la phrase « socialiste-révolutionnaire »). Prenez les résolutions du banquet des ingénieurs de Pétersbourg, le 5 décembre. Vous verrez que les 590 participants, et, après eux, les 6 000 qui ont signé la motion des ingénieurs se prononcent pour la Constitution, « sans laquelle ne peut être défendue l'industrie russe », et protestent, par la même occasion, contre la remise des commandes gouvernementales à des maisons étrangères.

Peut-on ne pas voir aujourd'hui encore que les intérêts des propriétaires terriens, de la bourgeoisie commerçante et industrielle et de la bourgeoisie rurale, sont la doublure et la base des aspirations constitutionnalistes qui viennent de se manifester ? Pouvons-nous nous laisser dérouter par le seul fait que ces intérêts sont présentés par les intellectuels démocrates qui toujours et partout, dans toutes les révolutions bourgeoises d'Europe, se sont chargés des rôles de publicistes, d'orateurs et de leaders politiques ?

Le prolétariat russe a une tâche extrêmement importante. L'autocratie est ébranlée. La guerre difficile et sans issue dans laquelle elle s'est jetée a sapé profondément les fondements de son pouvoir et de sa domination. Elle ne peut plus désormais se maintenir sans faire appel aux classes dirigeantes, sans l'appui des intellectuels, appel et soutien qui entraînent fatalement la revendication d'une Constitution. Les classes bourgeoises tâchent d'exploiter à leur profit les embarras du gouvernement. Le gouvernement joue un jeu désespéré pour se tirer d'affaire, avec de misérables concessions, des réformes sans effet politique, des promesses n'engageant à rien. Ce sont ces dernières qui remplissent le nouvel oukase impérial. Ce jeu aura-t-il un succès, temporaire et partiel tout au moins, cela dépend, en fin de compte, du prolétariat russe, de son degré

d'organisation, de la vigueur de sa pression révolutionnaire. Le prolétariat doit profiter d'une situation politique extraordinairement avantageuse. Il doit soutenir le mouvement constitutionnaliste de la bourgeoisie, remuer les masses exploitées, les grouper autour de lui, le plus largement possible, concentrer toutes ses forces et déclencher l'insurrection au moment où le désarroi gouvernemental et l'effervescence populaire seront à leur comble.

Quelle forme doit prendre, dans l'immédiat, l'appui donné par le prolétariat aux constitutionnalistes ? Il visera surtout à utiliser l'effervescence générale pour agiter et organiser les couches les moins touchées, les plus retardataires de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le prolétariat organisé, la social-démocratie, doit naturellement pénétrer dans toutes les classes de la population ; mais plus ces classes manifestent d'indépendance, plus la lutte devient âpre, plus l'heure de la lutte finale approche, et plus le centre de gravité de notre action doit être déplacé vers les prolétaires et les semi-prolétaires, afin de les préparer eux-mêmes à la lutte ouverte pour la liberté. Dans un pareil moment, il faut être un opportuniste pour décorer du nom de lutte particulièrement active, de nouvelles méthodes de combat, ou de type supérieur de manifestations, l'intervention de quelques orateurs ouvriers au sein des zemstvos ou autres assemblées. De pareilles manifestations ne peuvent avoir qu'une signification très secondaire. Ce qui importe infiniment plus, aujourd'hui, c'est d'attirer l'attention du prolétariat sur des formes de lutte véritablement hautes et actives, comme la fameuse manifestation de Rostov et la série d'actions de masses dans le Midi [11]. Ce qui importe infiniment plus, aujourd'hui, c'est d'élargir nos cadres, d'organiser nos forces et de nous préparer à un combat encore plus direct et plus déclaré.

Il ne s'agit naturellement pas d'abandonner le travail habituel et quotidien des social-démocrates. Ils n'y renonceront jamais, car c'est justement là qu'ils voient la véritable préparation du combat décisif ; ils comptent absolument et exclusivement sur l'activité, la conscience, l'organisation du prolétariat, sur son influence dans la masse des travailleurs et des exploités. Il s'agit seulement d'indiquer le bon chemin, de diriger l'attention sur la nécessité d'aller de

l'avant, sur le danger des hésitations tactiques. L'action quotidienne, que ne doit jamais, ni en aucun cas, oublier le prolétariat conscient, comporte le travail d'organisation. Sans organisations ouvrières larges et diverses, sans le rapprochement entre ces organisations et la social-démocratie révolutionnaire, pas de succès possible dans la lutte contre l'autocratie. Or, ce travail d'organisation est impossible sans une opposition catégorique aux tendances désorganisatrices qui se manifestent, chez nous comme partout, dans la fraction intellectuelle du parti, veule et changeant de mots d'ordre comme de gants. Il est concevable sans la lutte contre l'absurde « théorie » réactionnaire de l'organisation-procès qui couvre toutes les débandades.

Aujourd'hui, le développement de la crise politique en Russie dépend par-dessus tout du cours de la guerre avec le Japon. Rien, mieux que cette guerre, n'a dévoilé et ne dévoile la pourriture de l'autocratie, rien ne l'affaiblit autant financièrement et militairement, rien ne tourmente autant et ne pousse autant à l'insurrection les masses épuisées, dont cette guerre honteuse et criminelle exige des sacrifices sans fin. La Russie absolutiste est, d'ores et déjà, défaite par le Japon constitutionnel, et tout atermoiement ne servira qu'à accroître et à aggraver l'échec. La meilleure partie de la flotte est détruite, la situation de Port-Arthur est désespérée, l'escadre de secours n'a pas la moindre chance, je ne dirai pas de succès, mais même d'arriver à destination ; la principale armée, commandée par Kouropatkine, a perdu plus de 200 000 hommes, elle est sans force et sans espoir devant un ennemi qui l'écrasera fatalement après la prise de Port-Arthur. Le fiasco militaire est inévitable et, avec lui, le redoublement du mécontentement, de l'effervescence et de l'indignation.

Nous devons nous préparer à ce moment, avec toute notre énergie. A ce moment-là, une des escarmouches qui éclatent de plus en plus souvent, ici ou là, déclenchera un immense mouvement populaire. A ce moment-là, le prolétariat se lèvera et prendra la tête de l'insurrection, pour libérer le peuple tout entier, pour assurer à la classe ouvrière la possibilité de mener ouvertement, largement et en s'appuyant sur toute l'expérience de l'Europe, la lutte pour le socialisme.

SUR LES BONNES MANIFESTATIONS DES PROLÉTAIRES ET LES MAUVAIS RAISONNEMENTS DE CERTAINS INTELLECTUELS

Le mouvement constitutionnel des classes dirigeantes de la société, dont nous sommes aujourd'hui les témoins, est nettement différent des mouvements analogues qui se produisirent dans les années 50 et 70 du siècle dernier. Les revendications constitutionnelles des libéraux sont essentiellement les mêmes. Les discours des orateurs radicaux répètent les affirmations connues du libéralisme des zemstvos. Par contre, la participation du prolétariat au mouvement constitue une nouveauté très importante. La classe ouvrière russe, dont l'action a été le pivot de tout le mouvement révolutionnaire de la dernière décennie, est, depuis longtemps, passée à la lutte ouverte, à l'action dans la rue, aux grandes manifestations populaires organisées malgré la police, au corps à corps avec l'ennemi dans les rues des villes méridionales.

Le mouvement libéral bourgeois est à l'heure actuelle marqué par l'entrée en scène, résolue, frappante, infiniment plus vigoureuse et plus hardie, du prolétariat. Mentionnons d'abord la manifestation de Saint-Pétersbourg, à laquelle les ouvriers n'ont malheureusement participé que dans une faible mesure par suite de la tentative désorganisatrice des « menchéviks » ; mentionnons ensuite la manifestation de Moscou. Signalons aussi l'apparition des ouvriers au banquet de la bourgeoisie libérale à Smolensk, à l'assemblée de la société culturelle de Nijni-Novgorod, aux réunions des sociétés savantes, médicales et autres dans diver-

ses villes ; notons enfin la grande réunion ouvrière de Saratov, la manifestation du 6 novembre à la société juridique de Kharkov, celle du 20 novembre à la Douma municipale d'Ekatérinodar, celle du 18, à la société pour la protection de la santé publique d'Odessa, celle du tribunal de la circonscription d'Odessa quelques jours plus tard, et ajoutons que les deux manifestations d'Odessa ont été accompagnées, comme celle de Kharkov, d'actions ouvrières dans la rue, de défilés, drapeaux déployés, au son de chansons révolutionnaires, etc.

Ces quatre dernières manifestations sont décrites, entre autres, dans le n° 79 de l'*Iskra* [12] sous la rubrique « Manifestations prolétariennes » et c'est sur ces descriptions que je voudrais retenir l'attention du lecteur. J'indiquerai, d'abord, les faits d'après l'*Iskra*, ensuite les commentaires de l'*Iskra*.

Kharkov. Le comité organise la participation des ouvriers à l'assemblée de la société juridique. Plus de 200 prolétaires viennent : un certain nombre d'ouvriers s'abstiennent, gênés de paraître dans une assemblée d'apparat, d'autres ne peuvent entrer la porte étant « fermée aux moujiks ». Le président libéral se sauve dès la fin du premier discours révolutionnaire. Un discours social-démocrate suit, les proclamations volent, on chante la *Marseillaise*, on descend dans la rue avec une foule de 500 ouvriers, on défile derrière un drapeau rouge, en chantant des chansons ouvrières. Une partie des manifestants finit par être assommée et arrêtée.

Ekatérinodar. Un nombreux auditoire s'est rassemblé à la salle de la Douma (attiré par la promesse de discours libéraux). Le téléphone est mis hors d'usage. L'orateur du comité pénètre dans la salle accompagné de 30 à 40 ouvriers et prononce une brève harangue social-démocrate d'une parfaite teneur révolutionnaire. Applaudissements. Proclamations. Stupéfaction des conseillers municipaux. Vaine protestation du maire, les manifestants s'en vont paisiblement à la fin. De nombreuses perquisitions ont lieu dans la nuit.

Odessa. Première manifestation. Une réunion de 2 000 personnes environ composée en *très grande majorité* d'ouvriers. Plusieurs discours révolutionnaires (social-démocra-

tes et social-révolutionnaires), des tonnerres d'applaudissements, des acclamations révolutionnaires, des feuilles volantes. Défilé par les rues en chantant des chansons révolutionnaires. On se sépare sans brutalités policières.

Odessa. Deuxième manifestation. Plusieurs milliers de personnes. Même manifestation populaire, révolutionnaire, grandiose, même défilé dans les rues. Répression brutale. Quantité de blessés dont plusieurs grièvement. Une ouvrière meurt, 60 arrestations.

Tels sont les faits. Telles sont les manifestations des prolétaires russes.

Et voici les réflexions qu'elles suggèrent à certains intellectuels social-démocrates. Ces réflexions se rapportent à la manifestation d'Ekatérinodar à laquelle tout un article est consacré. Lisez plutôt : « Le prolétariat russe organisé s'est, pour la première fois, trouvé dans cette manifestation face à face avec la bourgeoisie libérale ! »... C'est « un nouveau progrès dans le développement des formes de la lutte politique ». C'est, « de toute façon, un procédé vraiment nouveau de lutte politique, et qui donne d'excellents résultats tout à fait évidents ». Dans ces manifestations les ouvriers « sentent qu'ils interviennent en qualité de facteurs politiques bien déterminés ». Ils acquièrent « le sentiment de leur capacité juridique de militants du parti ». « La notion de l'importance du parti, organisme bien déterminé, d'une forme achevée et, — c'est l'essentiel, — qui a le droit d'*exiger* » se répand « dans les milieux sociaux les plus larges ». On s'accoutume à considérer le parti tout entier « comme une force politique active, militante, qui proclame nettement et résolument ses revendications ». Il faut « user plus largement de cette nouvelle méthode d'action dans les doumas municipales, les zemstvos et dans les congrès les plus variés où se réunissent ceux qui se consacrent à l'action sociale ». Et la rédaction de l'*Iskra* de parler, à l'unisson avec l'auteur de ces réflexions, de « l'idée de manifestation d'un nouveau genre » et de « réussite de nos camarades, surtout à Ekatérinodar, qui ont su montrer à « la société » qu'ils agissent en tant que parti indépendant, conscient de sa capacité d'influencer le cours des événements et qui s'efforce d'en user ».

Bien, bien. « Surtout à Ekatérinodar... » Un nouveau progrès, une nouvelle méthode, un nouveau procédé, pour la première fois face à face, d'excellents résultats tout à fait évidents, des facteurs politiques bien déterminés, le sentiment de la capacité juridique de militants politiques, le droit d'exiger... Ces graves réflexions ampoulées évoquent un passé depuis longtemps révolu, presque oublié. Mais, avant de l'identifier, je demandais malgré moi : Permettez, Messieurs, pourquoi ce «surtout à Ekatérinodar» et pourquoi est-ce, à la vérité, une nouvelle méthode ? Pourquoi ceux de Kharkov et d'Odessa ne se targuent-ils pas (passez-moi l'expression vulgaire) de la nouveauté de leur méthode, d'excellents résultats tout à fait évidents, de leur première rencontre face à face et du sentiment acquis de leur capacité juridique sur le plan politique ? Pourquoi les résultats de la réunion de quelques dizaines d'ouvriers et de quelques centaines de libéraux dans l'enceinte d'une salle de douma municipale seraient-ils plus évidents et plus excellents que ceux des réunions de milliers d'ouvriers, non seulement dans les sociétés de médecins et d'avocats, mais aussi *dans la rue* ? Les réunions dans la rue (à Odessa, et aussi auparavant à Rostov-sur-le-Don et dans d'autres villes) développeraient-elles moins que les réunions des doumas municipales le sentiment de la capacité juridique sur le plan politique et le droit d'exiger ?... A la vérité, j'éprouve, je dois le reconnaître, une certaine gêne à transcrire cette dernière association de mots (le droit d'*exiger*) vraiment trop inintelligente. Mais on ne supprime pas les paroles d'une chanson.

Il est pourtant un cas où cette association de mots acquiert un certain sens et tous les raisonnements de l'*Iskra* avec elle. C'est lorsqu'on suppose l'existence du parlementarisme, si l'on se représente, un instant, la Douma municipale d'Ekatérinodar transportée sur les bords de la Tamise, à côté de l'abbaye de Westminster [13]. Cette modeste supposition permet de comprendre comment l'on peut avoir, entre les quatre murs d'une assemblée de délégués, davantage le « droit d'exiger » que dans la rue, pourquoi la lutte est plus féconde avec le premier ministre — le maire de Ekatérinodar, veux-je dire — qu'avec les agents de police, pourquoi le sentiment de la capacité juridique sur le

plan politique et la conscience que l'on a d'être des facteurs politiques grandissent précisément à la Chambre des Députés ou à l'assemblée du zemstvo. Et pourquoi à défaut d'un Parlement authentique ne jouerait-on pas au parlementarisme ? Il est ainsi possible d'imaginer avec relief la « rencontre face à face », la nouvelle méthode, etc. ; il est vrai que ces images détourneront infailliblement nos idées de la véritable action des masses *pour* le parlementarisme — action qui n'a rien de commun avec le jeu *au* parlementarisme —, mais ce sont là des détails. En revanche, quels résultats palpables, évidents...

Des résultats palpables... Cette expression m'a tout de suite rappelé le camarade Martynov et le *Rabotchéïé Diélo* [14]. Il n'est pas possible de bien apprécier la nouvelle *Iskra* sans revenir à cette autre publication. Les réflexions sur la « nouvelle méthode de lutte », développées à propos de la manifestation d'Ekatérinodar, reprennent, mot pour mot, celles de la rédaction dans sa « lettre aux organisations du parti » (à ce propos : est-il raisonnable de garder secret ce document et de n'en répandre que des copies ?). Les raisonnements de la rédaction reproduisent, à un autre propos, les réflexions coutumières du *Rabotchéïé Diélo*.

En quoi consistaient l'erreur et la nocivité de la théorie de cet organe sur la lutte économique à laquelle il s'agissait de conférer un caractère politique, sur la lutte économique des ouvriers avec le patronat et le gouvernement, sur la nécessité d'adresser au gouvernement des revendications précises promettant des résultats palpables ? Ne devons-nous pas donner à la lutte économique un caractère politique ? Mais si, absolument. Mais quand le *Rabotchéïé Diélo* déduisait les objectifs politiques du parti révolutionnaire du prolétariat à partir de la lutte « économique » (syndicale), il rétrécissait et avilissait de façon impardonnable les conceptions social-démocrates, il abaissait le niveau de l'action politique multiforme du prolétariat.

En quoi consistent l'erreur et la nocivité de la théorie de la nouvelle *Iskra* sur la nouvelle méthode, sur le type supérieur de mobilisation des forces du prolétariat, la nouvelle voie de développement du sentiment de la capacité juridique sur le plan politique des ouvriers, leur « droit d'exiger », etc., etc. ? Ne devons-nous pas organiser des manifestations

ouvrières dans les assemblées des zemstvos aussi bien qu'à l'occasion de ces assemblées ? Si, absolument. Mais nous ne devons pas dire, à propos de bonnes manifestations ouvrières, les bêtises propres à la gent intellectuelle. Nous ne ferons que dépraver la conscience du prolétariat et détourner son attention de la lutte réelle, sérieuse, ouverte, imminente, si nous vantons, au titre de nouvelle méthode, précisément les aspects de nos manifestations coutumières qui ressemblent le moins à la lutte active, et que l'on ne peut dire particulièrement féconds, profitables au développement du sentiment de la capacité juridique sur le plan politique, etc., que par plaisanterie.

Notre vieille connaissance, le camarade Martynov, et la nouvelle *Iskra* pèchent par le même manque de foi, propre aux intellectuels, en les forces du prolétariat, en ses capacités d'organisation en général, en ses capacités de fonder un parti notamment, en sa capacité de lutte politique. Il semblait au *Rabotchéïé Diélo* que le prolétariat ne serait pas, de longtemps encore, capable de soutenir des luttes politiques sortant du cadre de l'action économique contre le patronat et le gouvernement. Il semble à la nouvelle *Iskra* que le prolétariat n'est pas encore en mesure, ou ne le sera pas de longtemps, d'agir révolutionnairement lui-même, et c'est pourquoi il qualifie de nouvelle méthode l'intervention de quelques dizaines d'ouvriers devant les membres des zemstvos. L'ancien *Rabotchéïé Diélo* et la nouvelle *Iskra* répètent, comme des formules sacramentelles, des phrases sur l'initiative et l'auto-éducation du prolétariat, pour la seule raison que ces formules dissimulent l'incompréhension, propre aux intellectuels, des forces réelles et des tâches pressantes du prolétariat. L'ancien *Rabotchéïé Diélo* comme la nouvelle *Iskra* débitent un inconcevable galimatias sur la portée toute particulière des résultats évidents et palpables et sur l'opposition concrète du prolétariat à la bourgeoisie, détournant ainsi l'attention du prolétariat, invité à jouer au parlementarisme au lieu d'attaquer directement l'autocratie en prenant la tête d'une insurrection populaire imminente. L'ancien *Rabotchéïé Diélo* aussi bien que la nouvelle *Iskra*, entreprenant la *revision* des vieux principes d'organisation et de tactique de la social-démocratie révolutionnaire et cherchant fiévreu-

sement de nouveaux mots et de « nouvelles méthodes », font, en réalité, rétrograder le parti à l'aide de mots d'ordre arriérés, voire réactionnaires.

Assez de cette nouvelle revision qui nous ramène au vieux bric-à-brac ! Il est temps d'aller de l'avant et de cesser de couvrir le désordre au moyen de la fameuse théorie d'organisation-procès ; il est temps de souligner jusque dans les manifestations ouvrières, de faire ressortir au premier plan tout ce qui les rapproche de plus en plus de la vraie lutte déclarée pour la liberté !

« Vpériod » n° 1 du 4 janvier 1905 (22 décembre 1904)

Conforme au texte du journal

IL EST TEMPS D'EN FINIR [15]

De l'avis de tous les témoins oculaires la manifestation du 28 novembre a échoué, les ouvriers s'étant presque complètement abstenus d'y venir. Pourquoi les ouvriers se sont-ils abstenus ? Pourquoi le comité de Pétersbourg, à l'appel duquel la jeunesse estudiantine vint manifester, n'eut-il pas soin de convier les ouvriers, condamnant par cette négligence sa propre entreprise ? La réponse à ces questions nous est apportée par la lettre d'un ouvrier membre du comité, lettre dont voici les principaux passages :

« Le moral était excellent (au début de novembre) et l'on eût voulu le montrer. La manifestation devait en fournir le moyen. A ce moment parut une feuille volante, publiée au nom d'une « organisation social-démocrate d'étudiants », contenant un appel en faveur du rassemblement du 14 novembre. Informé, le comité demanda à cette organisation d'ajourner la manifestation jusqu'à la fin du mois afin d'agir de concert avec le prolétariat de Pétersbourg. Les étudiants y consentirent... Les ouvriers conscients avaient hâte d'intervenir. Ils se trouvèrent nombreux sur le Nevski le 14 novembre, supposant que la manifestation des étudiants aurait lieu. Quand on leur disait qu'ils n'auraient pas dû s'y rendre sans avoir été appelés par le comité, ils en convenaient mais répondaient avoir cru que « quelque chose se passerait tout de même ». Ce fait traduit, en tous cas, l'état d'esprit des ouvriers conscients.

Il fut décidé le 18 novembre, à la séance du comité, de manifester le 28. Une commission fut constituée sur l'heure afin d'organiser la manifestation et d'arrêter le plan d'action : il fut résolu de publier deux tracts destinés à l'agitation préparatoire et un appel. On se mit fiévreusement à l'œuvre. L'auteur de ces lignes dut organiser plusieurs réunions d'ouvriers, de représentants des cercles, et où l'on parla du rôle de la classe ouvrière ainsi que du but et de la portée d'une action à ce moment. Avec des armes ou sans armes ? La question fut débattue et toutes les réunions adoptèrent des motions de solidarité avec le comité. Les ouvriers demandaient qu'on leur donnât davantage de tracts : « Puissiez-vous, disaient-ils, en donner des charrettes entières ».

Ainsi se préparait, pour le 28, une manifestation qui s'annonçait grandiose. Mais notre « minorité » pétersbourgeoise, à l'instar de la « minorité » « de toute la Russie » et de celle de l'étranger, ne pouvait pas ne pas jouer, ici encore, un rôle purement négatif, un rôle désorganisateur. Afin que ce rôle apparaisse bien clairement, je me permettrai de dire quelques mots de la « minorité » locale et de son activité. Jusqu'à la manifestation, et après, le comité était composé en majorité de partisans de la majorité du IIe Congrès du parti. Les échecs et les désaccords qui déchirent le parti avaient, à bien des égards, affaibli l'activité des organisations social-démocrates locales. La « minorité » locale s'efforçait, dans sa lutte contre la « majorité », de discréditer le comité ; tel était son intérêt fractionnel. Les représentants « minoritaires » des quartiers ne laissaient pas entrer dans leurs organisations des camarades « majoritaires » et n'assuraient aucune liaison au comité. Il en résultait, dans ces quartiers, une terrible désorganisation et une baisse d'activité. Voici à titre d'exemple un fait. Un « menchévik » était délégué depuis 5 ou 6 mois dans un quartier. Ecarté du travail commun, ce quartier s'affaiblit terriblement. Au lieu des 15 à 20 cercles ouvriers d'autrefois, il y en a à peine 4 ou 5. Les ouvriers sont mécontents de cette situation ; leur délégué s'efforce d'exploiter ce mécontentement contre la « majorité » en les dressant contre le comité. La « minorité » cherche à exploiter toutes les faiblesses de la social-démocratie locale contre la « majorité ». Ses efforts sont-ils couronnés de succès ? C'est une autre question, mais le fait demeure.

Le comité se réunit trois jours avant la manifestation sur l'initiative de la « minorité ». Pour des raisons particulières, trois membres « majoritaires » du comité n'avaient pu être informés et ne vinrent pas. La « minorité » proposa de décommander la manifestation, menaçant, si sa proposition était repoussée, de s'y opposer et de ne pas distribuer les tracts. Cette proposition l'emporta en raison de l'absence de trois camarades. Il fut décidé de ne pas répandre les tracts et de détruire les appels.

Les masses, tant dans la société pétersbourgeoise que parmi les ouvriers, se préparaient à l'événement et n'attendaient que l'appel du comité. Le bruit courut que la manifestation était décommandée, remise à un terme indéterminé. Nombre de camarades exprimèrent leur mécontentement ; le service technique[16] protesta et refusa de travailler dorénavant pour le comité.

Celui-ci se réunit le vendredi. Les trois camarades absents à la réunion précédente protestèrent contre la révocation de la manifestation ; quantité de gens devant, à coup sûr, se rassembler sur le Nevski, même sans tracts, ils demandaient instamment que toutes les mesures soient prises, afin que les ouvriers participent au rassemblement. Le délégué de la « minorité » s'y opposa en disant que « *tous les ouvriers ne sont pas assez développés pour participer consciemment à la manifestation et défendre les revendications du comité* ». On mit aux voix et il fut décidé à la majorité contre un d'y participer. Mais on s'aperçut alors que la plus grande partie des appels — plus de 12 000 exemplaires — avaient été brûlés. Il était en outre impossible de distribuer ce qui en restait dans les fabriques,

parce qu'on n'avait plus le temps d'apporter les tracts dans la matinée du samedi, et le travail se terminait ce jour-là entre 2 et 3 heures. Ainsi, la diffusion des tracts n'était plus possible que dans des milieux ouvriers restreints, par relations, et non plus parmi les masses. Dans ces conditions, la manifestation était condamnée d'avance. Et elle échoua...

Notre « minorité » peut maintenant triompher. Elle a vaincu ! Un nouveau fait discrédite le comité (lisez la « majorité »). Mais, nous l'espérons, le lecteur considérera avec plus de sérieux les causes de cet échec et dira avec nous : « Oui, une situation telle s'est créée dans le parti que le travail fécond n'est plus possible. Il faut en finir au plus vite avec la crise du parti, il faut serrer les rangs, ou nous sommes menacés de nous débiliter tout à fait, et ne sachant pas exploiter les circonstances favorables actuelles, nous nous trouverons à la remorque des grands événements. »

L'action désorganisatrice de la « minorité » pétersbourgeoise qui, mue par de mesquins intérêts de petits cercles, a saboté une manifestation prolétarienne est la dernière goutte qui doit faire déborder le calice ; la patience du parti est à bout. Chacun sait que notre parti est bien malade et qu'il a, au cours de la dernière année, perdu une bonne moitié de son influence. Et nous nous adressons maintenant à ceux qui sont incapables de considérer ce mal profond avec une jubilation ou une joie mauvaise, à ceux qui ne peuvent se débarrasser des questions maudites de la crise du parti avec des oh ! et des ah !, avec des soupirs et des jérémiades, à ceux qui estiment de leur devoir d'élucider — fût-ce au prix des plus grands efforts — les causes de la crise et d'extirper la racine même du mal. A ceux-là *et rien qu'à ceux-là* nous rappellerons l'histoire de la crise : on ne peut sans l'étudier comprendre la scission actuelle à laquelle les « menchéviks » sont tout de même arrivés.

Première phase de la crise. Les principes de l'*Iskra* triomphent au IIe Congrès de notre parti, malgré la résistance des partisans et des demi-partisans du *Rabotchéïé Diélo*. Aussitôt après le congrès, la minorité se met à déchirer le parti afin d'introduire dans la rédaction du journal les personnes écartées par le congrès. L'action désorganisatrice, le boycottage, la préparation de la scission durent *trois mois*, de la fin d'août à la fin de novembre.

Deuxième phase. Plékhanov cède aux gentlemen assoiffés de cooptation, non sans déclarer hautement dans un ar-

ticle intitulé « Ce qu'il ne faut pas faire » (n° 52) qu'il a fait là, afin d'éviter un plus grand mal, une concession personnelle aux révisionnistes et aux individualistes anarchistes. Les gentlemen mettent à profit la concession qui leur est faite, pour continuer à déchirer le parti. Entrés dans la rédaction de l'Organe central et au Conseil du parti, ils y forment *une organisation secrète* afin d'introduire les leurs au Comité central et de saboter le III^e^ Congrès. C'est énorme, ce n'est guère croyable, mais c'est prouvé par la lettre du nouveau Comité central dans laquelle on parle de marchandages avec cette honorable compagnie.

Troisième phase. Trois membres du Comité central, passant du côté de ceux qui conspirent contre le parti, *admettent par cooptation trois prétendants de la minorité* (tout en donnant par lettre aux comités l'assurance du contraire) et *sabotent définitivement*, avec le concours du Conseil, le *III^e^ Congrès* du parti, réclamé par la grande majorité des comités qui ont exprimé leur opinion sur la crise. Ces faits sont également établis, preuves à l'appui, dans les brochures d'Orlovski (*Le Conseil contre le Parti*) et de Lénine (*Déclaration et documents sur la rupture des organismes centraux avec le parti* *). La masse des militants de Russie ignore ces faits, mais quiconque veut réellement appartenir au parti doit les connaître.

Quatrième phase. En Russie des militants s'unissent pour riposter au petit cercle de l'étranger qui a déshonoré notre parti. *Les comités majoritaires* et leurs partisans *organisent une série de conférences privées* et désignent leurs délégués. Le nouveau Comité central, entièrement aux mains des prétendants cooptés de la minorité, *se donne pour but de désorganiser et de scinder tous les comités locaux de la majorité*. Que les camarades ne se fassent aucune illusion à ce sujet : le Comité central ne poursuit pas d'autres fins. Des créatures de cette coterie d'émigrés préparent et constituent partout (Odessa, Bakou, Ekatérinoslav, Moscou, Voronèje, etc.) de nouveaux comités. Le petit cercle d'émigrés prépare un congrès à son image. L'organisation secrète ayant réglé leur compte aux centres s'est tournée contre les comités locaux.

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 493-502. (*N.R.*)

L'action désorganisatrice des menchéviks pétersbourgeois n'est pas fortuite ; c'est une action réfléchie tendant à scinder le comité, c'est une action accomplie à l'aide des « menchéviks » cooptés au Comité central. Nous le répétons une fois de plus : la masse des militants de Russie ignore ces faits. Nous les avertissons en y insistant tout particulièrement : quiconque veut combattre pour le parti, contre la désorganisation, quiconque ne veut pas être irrémédiablement berné, doit connaître ces faits.

Nous avons consenti toutes les concessions imaginables et quelques concessions inimaginables afin de collaborer avec la « minorité » au sein d'un parti unique. Maintenant que le III[e] Congrès est saboté et que la désorganisation vise les comités locaux, tout espoir de collaboration est perdu. Nous devons, à la différence des « menchéviks » qui agissent dans le secret et se dérobent à la vue du parti, déclarer hautement et confirmer par nos actes que le parti rompt toutes relations avec ces messieurs.

« Vpériod » n° 1 du 4 janvier 1905 (22 décembre 1904)

Conforme au texte du journal

CONFÉRENCES DES COMITÉS

Trois conférences des comités locaux de notre parti ont récemment eu lieu. La première a réuni quatre comités du Caucase, la deuxième, trois comités du Midi (d'Odessa, d'Ekatérinoslav et de Nikolaev) et la troisième conférence, a réuni six comités du Nord (de Pétersbourg, de Moscou, de Tver, de Riga, du Nord et de Nijni-Novgorod). Nous espérons pouvoir bientôt publier des informations détaillées sur ces conférences [17]. Actuellement, nous pouvons seulement dire que les trois conférences se sont prononcées catégoriquement pour la convocation immédiate du III[e] Congrès du parti et pour le soutien du groupe littéraire de la « majorité ».

« Vpériod » n°1 du 4 janvier 1905 (22 décembre 1904)

Conforme au texte du journal

LE NOUVEL EMPRUNT RUSSE

Le journal de la haute finance allemande (la *Frankfurter Zeitung*) publie sous ce titre ce communiqué instructif :

« Des bruits persistants concernant un nouveau grand emprunt russe couraient depuis déjà quelques semaines. Ces bruits étaient immédiatement démentis. Cependant, on reconnaît à présent, d'une manière officielle, que des pourparlers viennent d'avoir lieu (écrit le 29 décembre, nouveau style) à Pétersbourg. Il est évident que des contacts privés ont précédé ces pourparlers, ce qui a donné cours aux bruits. On dit que, cette fois-ci, des financiers allemands ont pris part aux pourparlers. On a l'intention de placer l'emprunt sur le marché allemand. Jusqu'à présent, depuis le début de la guerre, la Russie s'est procuré de l'argent de trois façons : d'abord 300 millions de roubles environ ont été prélevés sur les fonds disponibles du Trésor augmentés grâce à la réduction des dépenses déjà autorisées. Puis il y a eu un emprunt de 800 millions de francs (près de 300 millions de roubles), obtenus grâce aux banquiers français. En août, la Russie s'est tournée vers le marché intérieur : elle a émis pour 150 millions de roubles de papier-monnaie. La guerre engloutit chaque mois des sommes de plus en plus élevées et la Russie songe de nouveau à un grand emprunt à l'étranger. Ces derniers temps, les fonds russes accusent une forte (sérieuse, bedenkliche) tendance à la baisse. On ne sait pas comment réagiront les Allemands à l'emprunt russe. Jusqu'à présent, la chance souriait aux Japonais. Si jusqu'ici on considérait les emprunts russes comme un placement sûr, ils acquièrent maintenant un caractère (Beigeschmack) plus ou moins spéculatif, surtout après

le récent manifeste impérial qui éclaire d'un jour particulier l'ordre intérieur. Nous allons voir si le nouvel emprunt va être proposé aux Allemands à des conditions (tant d'intérêt et cote de départ) qui compenseraient sa sécurité réduite ».

Nouvel avertissement de la bourgeoisie européenne à l'autocratie russe ! Son crédit baisse à cause des défaites militaires ainsi que du mécontentement grandissant à l'intérieur du pays. Compter sur l'autocratie n'est plus une mise avantageuse pour les banquiers européens ; la « qualité » des emprunts russes, c'est-à-dire leur sécurité, est ouvertement jugée en baisse.

Combien va encore coûter au peuple cette guerre criminelle qui engloutit au moins *trois millions de roubles par jour !*

Ecrit après le 16 (29) décembre 1904.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

LETTRE A A. A. BOGDANOV

Le 10 janvier 1905.

Cher ami,

Nous avons enfin commencé à publier *Vpériod* et je voudrais vous en parler plus longuement. Le n° 2 sortira après-demain. Nous pensons en faire un hebdomadaire. Nous ne manquerons pas de collaborateurs. Le moral est excellent et la capacité de travail (seul Vassili Vassiliévitch [18] est légèrement déprimé) est élevée. Nous sommes certains que tout marchera bien, si nous ne faisons pas faillite. Il nous faut 400 fr (150 roubles) par numéro ; nous ne possédons que 1 200 francs. Nous avons terriblement besoin d'aide les premiers mois ; sans tirage régulier, la position de la majorité sera presque irrémédiablement compromise. Ne l'oubliez pas et soutirez de l'argent (*surtout à Gorki*) même petit à petit.

Ensuite. Il est extrêmement important de dire à présent à Rakhmétov [19] qu'il fasse tout son possible pour organiser un groupe de collaborateurs en Russie. Le succès d'un hebdomadaire dépend avant tout du travail énergique des écrivains et des social-démocrates de Russie. Dites à Rakhmétov de mobiliser pour cela *Finn et Kollontaï* (les articles *sur la Finlande* sont archinécessaires), *Roumiantsev et Andréi Sokolov*, ce dernier tout particulièrement et absolument. Une longue expérience m'a appris que dans une telle affaire, les Russes sont terriblement, impardonnablement, incroyablement récalcitrants. C'est pourquoi il faut agir d'abord en donnant l'exemple ; deuxièmement, ne pas s'en tenir aux promesses, mais obtenir des choses faites. Il faut absolument que Rakhmétov commande personnellement les ar-

ticles et les correspondances, les reçoive et les expédie lui-même, sans lâcher prise tant qu'il ne les aura pas obtenus. (J'ajoute *Souvorov et Luntz*, mais Rakhmétov en connaît encore beaucoup d'autres.) Nous avons grand besoin 1) d'articles sur la vie russe, de 6 à 18 000 signes ; 2) de notes sur le même thème, de 2 à 6 000 signes ; 3) de correspondances sur tous les sujets et de différentes dimensions ; 4) d'extraits et de citations intéressants d'éditions russes locales et spécialisées ; 5) de notes sur des articles de journaux et revues édités en Russie. Les trois derniers points sont parfaitement à la portée de la jeunesse ouvrière et surtout des étudiants ; c'est pourquoi il faut en parler, faire de la propagande dans ce sens, secouer le public de sa torpeur, lui montrer sur des exemples concrets ce qu'on lui demande et comment utiliser chaque petite chose, en le persuadant de l'immense besoin à l'étranger de documentation *brute* sur la Russie (nous saurons bien lui donner une forme littéraire nous-mêmes !), qu'il est archistupide de se laisser arrêter par des insuffisances littéraires, qu'il faut s'habituer à parler simplement et correspondre sans façon avec le journal paraissant à l'étranger s'ils veulent qu'il soit leur journal. De ce point de vue, j'estimerais nécessaire, absolument nécessaire, de donner à *chaque* cercle d'étudiants, *chaque* groupe ouvrier une adresse (à l'étranger, il y en a plusieurs à présent et il y en aura encore davantage) de *Vpériod*. Je vous assure que le préjugé des membres des comités quant à une large distribution d'adresses à la jeunesse des provinces est idiot. Combattez-le de toutes vos forces, distribuez les adresses, et exigez des *relations directes* avec la rédaction de *Vpériod*. Sinon, cela ne marchera pas. On a absolument besoin de correspondances d'ouvriers, et il y en a peu. Il faut que des dizaines et des centaines d'ouvriers écrivent directement pour *Vpériod*.

Il faut également obtenir que les ouvriers donnent directement leurs adresses personnelles pour l'envoi de *Vpériod* sous enveloppe. Les ouvriers n'auront pas peur. La police ne pourra même pas saisir le dixième des enveloppes. Le petit format (4 pages) et la fréquence de parution de *Vpériod* font pour nous de l'envoi sous enveloppe la question essentielle. Il faut se fixer pour tâche de développer l'abonnement des ouvriers à *Vpériod*, les habituer à

envoyer directement de l'argent à l'étranger (un rouble, ce n'est pas la mer à boire) avec leur adresse. Si on le fait convenablement, je vous jure qu'on peut révolutionner la diffusion des publications illégales en Russie. N'oubliez pas que, dans le meilleur des cas, le transport demande quatre mois environ. Pour un hebdomadaire ! Alors que 50 à 75% des enveloppes arrivent, à coup sûr, avec la vitesse du courrier.

Puis les collaborateurs. Il faut les engager à écrire régulièrement, chaque semaine ou tous les quinze jours ; ou alors, on ne les considérera pas comme des honnêtes gens et on rompra toutes relations avec eux, leur direz-vous. Leur argument habituel : Nous ne savons pas de quels sujets on a besoin, nous avons peur que ce ne soit du temps perdu, nous pensons qu'« ils l'ont déjà ». C'est contre des raisons aussi plates et stupides que Rakhmétov doit lutter sans répit et personnellement. Les thèmes principaux : la situation à l'intérieur de la Russie (ce qui, dans les revues fait partie de la chronique intérieure et de la chronique sociale), puis des articles et des notes sur les matériaux des éditions spécialisées russes (statistiques, militaires, médicales, de prisons, cléricales, etc.). Nous avons toujours de grands besoins pour ces deux rubriques. Ces deux rubriques ne peuvent être bien faites que par des collaborateurs de Russie et seulement par eux. *Le centre de gravité, ici, ce sont des faits nouveaux, des impressions fraîches, des documents spéciaux, introuvables à l'étranger, et non des commentaires et réflexions social-démocrates.* C'est pourquoi de tels articles et notes seront toujours utilisables. C'est Rakhmétov qui doit à présent organiser cette affaire et nous procurer au moins cinq bons collaborateurs, capables, actifs et diligents, qui seraient directement en contact avec la rédaction. C'est seulement grâce à un contact direct qu'on peut s'entendre entièrement sur tous les détails. Il faut les attirer en soulignant que, nulle part, on ne les « publiera » plus vite que dans un hebdomadaire.

En conclusion, quelques mots sur le mot d'ordre actuel de l'organisation. Après l'article « Il est temps d'en finir » (n°1 de *Vpériod*) *, ce mot d'ordre doit être clair, mais le

* Voir le présent tome, pp. 28-32. (*N. R.*)

public est tellement routinier que Rakhmétov doit là aussi expliquer, remâcher et faire pénétrer dans les cerveaux par tous les moyens que maintenant la *rupture est complète*, car nous avons épuisé tous les remèdes possibles. *Le IIIe Congrès* contre la volonté du Comité central et du Conseil et *sans eux*. Rupture complète avec le Comité central. Déclarer ouvertement que nous avons notre Bureau. Ecarter complètement les menchéviks et les partisans de la nouvelle *Iskra* de partout. Nous avons tout tenté pour faire bon ménage et à présent nous devons faire connaître franchement et nettement qu'il nous faut travailler séparément. Toute confiance, toute naïveté peuvent seulement causer un tort immense.

Nous vous adjurons de publier sans retard une déclaration ouverte et catégorique sur le Bureau [20]. Il faut : 1) exprimer une entière solidarité avec « Il est temps d'en finir » et répéter son appel ; 2) déclarer que *Vpériod* est l'organe de la majorité des comités et que le Bureau travaille en complet accord avec lui ; 3) que le Comité central et le Conseil ont trompé le parti d'une manière scandaleuse et saboté le congrès ; 4) qu'il n'y a, à présent, pas d'autre solution qu'un congrès des comités eux-mêmes, *sans* le C.C. et le Conseil ; 5) que le Bureau se charge de soutenir l'action positive des comités ; 6) que l'Organe central n'inspire plus aucune confiance à cause de ses hésitations et de ses mensonges.

Croyez que nous avons une haute opinion de Zemliatchka, mais elle a tort contre Papa [21] et c'est vous qui devez corriger ses erreurs. Il faut rompre au plus vite sur toute la ligne avec le C.C. et écrire immédiatement que le Bureau existe, qu'il est un Comité d'organisation et qu'il convoque le IIIe Congrès.

Publié pour la première fois en 1925 dans la revu « Prolétarskaïa Révolutsia » n°3 (38)

Conforme au manuscrit

LA CHUTE DE PORT-ARTHUR [22]

« Port-Arthur a capitulé !

Cet événement est l'un des plus grands de l'histoire contemporaine. Ces trois mots, répandus hier par le télégraphe dans le monde civilisé, produisent l'impression accablante d'une catastrophe immense et terrible, d'une calamité que les mots n'arrivent que difficilement à exprimer. La force morale d'un puissant empire s'effondre, le prestige d'une jeune race qui n'a pas eu l'occasion de donner la mesure de ses forces, se ternit. Tout un système politique est condamné, une longue suite de conquêtes s'interrompt, de puissants efforts sont brisés. Certes, la fin de Port-Arthur était depuis longtemps prévue, on s'en consolait depuis longtemps avec des mots et des phrases toutes faites. Mais le fait brutal et palpable annule tout mensonge conventionnel. L'importance de ce désastre ne peut plus être amoindrie. L'ancien monde est, pour la première fois, humilié par l'irréparable défaite que lui inflige un monde nouveau si mystérieux et, semble-t-il, si jeune, appelé d'hier à la civilisation. »

Ainsi s'exprimait, sous l'impression immédiate de l'événement, un journal bourgeois sérieux d'Europe [23]. Et il faut convenir qu'il n'a pas seulement réussi à traduire avec force l'état d'esprit de toute la bourgeoisie européenne. Le sûr instinct de classe de la bourgeoisie du vieux monde, troublée par les succès du nouveau monde bourgeois, troublée par la débâcle de la puissance militaire de la Russie, longtemps considérée comme le plus sûr rempart de la réaction européenne, s'exprime dans ce journal. Rien d'étonnant que même la bourgeoisie européenne, qui ne participe pas à la guerre, se sente humiliée et accablée. Elle

est tellement accoutumée à identifier la force morale de la Russie à la force militaire du gendarme européen! Le prestige de la jeune race russe était indissolublement lié, à ses yeux, au prestige du pouvoir impérial, inébranlable dans le maintien de « l'ordre » actuel. Il n'est pas étonnant que la catastrophe qui atteint la Russie dominante et régnante paraisse « terrible » à la bourgeoisie européenne : cette catastrophe signifie une prodigieuse accélération de l'évolution du capitalisme mondial, une accélération du cours de l'histoire, et la bourgeoisie sait bien, trop bien, en vertu d'expériences amères, que cette accélération est aussi celle de la révolution sociale du prolétariat. La bourgeoisie de l'Europe occidentale était si tranquille dans l'atmosphère d'un long marasme, sous l'égide du « puissant Empire », et voici qu'une force « mystérieuse et si jeune » ose troubler ce marasme et briser ce rempart.

Certes, la bourgeoisie européenne s'effraie à bon droit. Le prolétariat se réjouit à juste titre. La catastrophe qui atteint notre pire ennemi n'atteste pas seulement l'approche de la liberté de la Russie. Elle annonce aussi un nouvel essor révolutionnaire du prolétariat européen.

Mais pourquoi et dans quelle mesure la chute de Port-Arthur est-elle vraiment une catastrophe historique ?

Tout d'abord l'importance de cet événement dans le cours même de la guerre saute aux yeux. Les Japonais ont atteint leur but principal. L'Asie progressiste, avancée, a porté un coup irréparable à la vieille Europe réactionnaire et arriérée. Dix ans auparavant, cette Europe réactionnaire, la Russie en tête, s'inquiétait de la défaite infligée à la Chine par le jeune Japon et se coalisait pour arracher au vainqueur les plus beaux fruits de sa victoire. L'Europe maintenait les rapports établis et les privilèges de l'ancien monde, son droit de préséance, son droit, sanctionné par les siècles, à l'exploitation des peuples de l'Asie. Le retour de Port-Arthur au Japon est un coup porté à toute l'Europe réactionnaire. Pendant six ans, la Russie a été maîtresse de Port-Arthur, dépensant des centaines et des centaines de millions de roubles à construire des chemins de fer stratégiques, des ports, à bâtir des villes nouvelles, à améliorer les fortifications d'une citadelle que l'ensemble des journaux européens soudoyés par la Russie, à plat ventre de-

vant la Russie, célébraient comme imprenable. Port-Arthur, écrivaient les auteurs militaires, valait six fois Sébastopol. Et voici que le petit Japon, méprisé de tous jusqu'à présent, s'empare en huit mois de cette citadelle, alors que la France et l'Angleterre alliées mirent toute une année à prendre Sébastopol. Ce coup est irréparable. La question de la suprématie navale, question majeure dans la guerre actuelle, est tranchée. La flotte russe du Pacifique aussi forte au début des hostilités que la flotte japonaise — peut-être plus forte — est détruite définitivement. Elle perd sa base d'opérations et l'escadre de Rojdestvenski n'a plus qu'à refaire honteusement son voyage en sens inverse, après avoir inutilement englouti de nouveaux millions, et après la grande victoire remportée par les redoutables cuirassés russes sur les bateaux de pêche britanniques. On considère que la perte navale de la Russie, à elle seule, se monte à 300 millions de roubles. Plus grave encore est la perte de 10 000 hommes des meilleurs équipages et de toute une armée de terre. De nombreux journaux européens s'efforcent maintenant d'atténuer la gravité de ces pertes, non sans faire ainsi preuve d'un zèle parfois comique. Ne vont-ils pas jusqu'à dire que voici Kouropatkine « soulagé », « libéré » des soucis que lui causait Port-Arthur ! Les troupes russes sont aussi « soulagées » d'une armée entière. D'après les dernières informations de source anglaise, les Japonais auraient pris *48 000 hommes*. Combien d'autres ont péri dans les combats sous Kien-Tchaou et sous les murs mêmes de Port-Arthur ! Les Japonais s'emparent définitivement du Liaotoung tout entier, acquièrent une base d'opérations d'une importance inappréciable pour agir sur la Corée, la Chine et la Mandchourie ; ils libèrent pour la lutte contre Kouropatkine une armée aguerrie de 80 à 100 000 hommes, pourvue, de surcroît, d'une formidable artillerie lourde dont l'envoi sur la rivière Chaké leur donnera une supériorité écrasante sur le gros des forces russes.

Le gouvernement de l'autocratie a décidé, d'après les journaux étrangers, de continuer à tout prix la guerre et d'envoyer à Kouropatkine 200 000 hommes de troupes fraîches. Il est fort possible que les hostilités durent encore longtemps, mais il est évident que ce sera une guerre sans espoir, et que tous les sursis ne feront qu'aggraver les innom-

brables calamités qui sont pour le peuple russe la conséquence de sa patience envers le joug de l'autocratie. Jusqu'à présent, après chaque grande bataille, les Japonais ont plus rapidement et plus abondamment renforcé leurs troupes. S'étant maintenant rendus maîtres des mers et ayant complètement détruit l'une des armées russes, ils pourront envoyer au front des renforts deux fois plus considérables que ceux des Russes. Les Japonais ont jusqu'à présent battu sans cesse les généraux russes bien que leurs meilleures batteries fussent occupées à la guerre de forteresse. Les Japonais sont maintenant parvenus à concentrer totalement leurs forces, tandis que les Russes doivent craindre non seulement pour Sakhaline, mais aussi pour Vladivostok. Les Japonais ont occupé la partie la meilleure et la plus peuplée de la Mandchourie où ils peuvent entretenir une armée aux frais du pays conquis et avec le concours de la Chine. Les Russes doivent de plus en plus se contenter des vivres envoyés de Russie, et il ne sera bientôt plus possible à Kouropatkine d'accroître ses effectifs en raison de l'impossibilité de ravitailler suffisamment son armée.

Mais la débâcle infligée à l'autocratie sur les champs de bataille acquiert une signification plus grande encore en tant que symptôme de l'effondrement de tout notre système politique. Les temps où la guerre se faisait à l'aide de mercenaires ou de représentants de castes à demi détachées du peuple sont révolus. Les guerres sont maintenant menées par les peuples, et Némirovitch-Dantchenko atteste que Kouropatkine lui-même commence à comprendre que cette vérité n'est pas uniquement formelle. Les guerres sont maintenant menées par les peuples, et c'est pourquoi l'on voit ressortir aujourd'hui, avec un relief particulier, ce qui caractérise essentiellement la guerre : la mise en évidence par des faits, devant des dizaines de millions d'hommes, de l'incompatibilité du peuple et du gouvernement, incompatibilité que la minorité consciente voyait seule jusqu'à présent. La critique de l'autocratie formulée par tous les Russes avancés, par la social-démocratie russe, par le prolétariat russe, est maintenant confirmée par la critique des armes japonaises, confirmée avec une telle force que l'impossibilité de vivre sous l'autocratie est de plus en plus *perçue* de ceux-

là mêmes qui ne savent pas ce qu'est l'autocratie, de ceux-là mêmes qui le savent et voudraient de toute leur âme défendre ce régime. L'incompatibilité de l'autocratie et des intérêts du développement social, des intérêts du peuple entier (une poignée de fonctionnaires et de magnats exceptés) est apparue dès que le peuple a dû, en fait, payer de son sang la rançon du régime. Par son aventure coloniale, sotte et criminelle, l'autocratie s'est fourrée dans une telle impasse que le peuple seul peut en sortir et ne peut en sortir qu'au prix de la destruction du tsarisme.

La chute de Port-Arthur dresse l'un des plus grands bilans historiques des crimes du tsarisme, dont la guerre commença dès le début la divulgation, et qui vont maintenant se révéler plus largement et plus irrésistiblement encore. « Après nous le déluge ! » se dit tout Alexéev [24], petit ou grand, sans croire d'ailleurs vraiment au déluge. Les généraux et les chefs militaires se sont révélés incapables et nuls. Toute l'histoire de la campagne de 1904 n'est, d'après le témoignage faisant autorité d'un correspondant de guerre anglais (du *Times* [25]), que celle du « dédain criminel avec lequel on a traité les principes élémentaires de la stratégie sur terre et sur mer ». La bureaucratie militaire et civile s'est révélée tout aussi vénale et parasitique qu'au temps du servage. Les officiers se sont révélés ignorants, incultes, non préparés, sans contact étroit avec les soldats auxquels ils n'inspiraient aucune confiance. L'ignorance, l'inculture, l'analphabétisme, l'extrême état d'oppression de la masse paysanne se sont manifestés avec une effroyable netteté dans le conflit avec un peuple progressiste, au cours d'une guerre moderne qui exige, aussi impérieusement qu'une technique contemporaine, un matériel humain de haute qualité. Sans soldats et marins conscients, capables d'initiative, le succès est impossible dans la guerre moderne. Aucune endurance, aucune force physique, aucun rassemblement moutonnier, aucune cohésion dans l'action des masses ne peut assurer la supériorité, à l'époque des fusils d'un petit calibre à tir rapide, des canons à chargement mécanique, de la technique compliquée des vaisseaux et des combats sur terre en ordre dispersé. La puissance militaire de la Russie autocratique s'est révélée en toc. Le tsarisme s'est révélé un obstacle à l'organisation moderne, au ni-

veau des besoins actuels, de l'armée à laquelle pourtant il se consacrait de toute son âme, dont il était fier par-dessus tout, à laquelle il apportait les plus grands sacrifices sans se gêner de l'opposition populaire, quelle qu'elle fût. L'autocratie s'est révélée un sépulcre blanchi, et cela en matière de défense, dans la spécialité qui lui était la plus chère et la plus familière. Les événements ont confirmé l'opinion des étrangers qui riaient en voyant gaspiller des dizaines et des centaines de millions de roubles en achats et en constructions de magnifiques vaisseaux de guerre, et parlaient de la vanité de ces dépenses puisqu'on ne savait pas se servir des vaisseaux modernes et puisqu'on n'avait pas d'hommes capables de mettre à profit avec compétence les derniers perfectionnements de l'art militaire. La flotte, la forteresse, les fortifications en campagne et l'armée de terre sont apparues arriérées et bonnes à rien.

La connexion entre l'organisation militaire du pays et toute sa structure économique et culturelle ne fut jamais encore si étroite qu'à l'heure présente. Aussi la débâcle ne pouvait manquer de marquer le début d'une profonde crise politique. La guerre d'un pays avancé avec un pays arriéré a joué une fois de plus, comme il arriva maintes fois dans l'histoire, un grand rôle révolutionnaire. Et le prolétariat conscient, ennemi implacable de la guerre, corollaire inévitable et inexorable de toute domination de classe, ne peut se dissimuler cette œuvre révolutionnaire accomplie par la bourgeoisie japonaise victorieuse de l'autocratie. Le prolétariat est hostile à toute bourgeoise, hostile à toutes les manifestations de la société bourgeoise, mais cette hostilité ne le libère pas de la nécessité de distinguer entre les représentants de la bourgeoisie jouant un rôle progressiste ou réactionnaire dans l'histoire. Aussi comprend-on que les représentants les plus conséquents et les plus intransigeants de la social-démocratie révolutionnaire internationale, Jules Guesde en France et Hyndman en Angleterre, aient exprimé sans détour leur sympathie pour le Japon en train d'écraser l'autocratie russe. Il s'est naturellement trouvé chez nous, en Russie, des socialistes qui ont fait preuve en ces matières aussi de confusion dans les idées. La *Révolutsionnaïa Rossia*[26] a blâmé Jules Guesde et Hyndman en déclarant que les socialistes ne pouvaient sympathiser qu'avec le Japon ou-

vrier, populaire, et non avec le Japon bourgeois. Ce blâme est aussi absurde que celui qu'on décernerait à un socialiste pour avoir reconnu le caractère progressiste de la bourgeoisie libre-échangiste comparée à la bourgeoisie protectionniste. Guesde et Hyndman n'ont pas défendu la bourgeoisie japonaise et l'impérialisme nippon, mais, traitant du conflit de deux pays bourgeois, ils ont noté avec justesse le rôle historiquement progressiste de l'un des deux. La confusion dans les idées des « socialistes-révolutionnaires » est naturellement le résultat inévitable chez nos intellectuels radicaux de l'incompréhension du point de vue de classe et du matérialisme historique. La nouvelle *Iskra* ne pouvait manquer, elle non plus, de tomber dans la confusion. Elle a d'abord prodigué des phrases sur la paix à tout prix. Elle s'est mise ensuite à « rectifier » quand Jaurès eut montré avec évidence à quels intérêts bourgeois, progressistes ou réactionnaires, devait servir la campagne quasi-socialiste poursuivie en faveur de la paix en général. Elle termine maintenant par des platitudes sur l'inconvenance de « spéculer » (! ! ?) sur la victoire de la bourgeoisie japonaise, et sur la guerre qui est une calamité « quelle qu'en soit » l'issue — victoire ou défaite — pour l'autocratie.

Non. La cause de la liberté russe et de la lutte du prolétariat russe (et international) pour le socialisme dépend dans une très large mesure des défaites militaires de l'autocratie. Cette cause a été sensiblement servie par une débâcle qui inspire la terreur à tous les défenseurs de l'ordre en Europe. Le prolétariat révolutionnaire doit poursuivre contre la guerre une agitation inlassable, sans oublier jamais que les guerres sont inévitables tant que durera une domination de classe en général. Les phrases banales sur la paix, *à la* * Jaurès, ne serviront de rien à la classe opprimée, qui n'est pas responsable de la guerre bourgeoise entre deux nations bourgeoises, qui fait tout son possible pour renverser toutes les bourgeoisies et qui connaît l'étendue des calamités infligées aux peuples sous l'exploitation capitaliste « pacifique » également. Mais, en combattant la libre concurrence, nous ne pouvons oublier qu'elle représente un

* En français dans le texte. (*N. R.*)

progrès par rapport au régime semi-féodal. En combattant toute guerre et toute bourgeoisie, nous devons distinguer avec soin dans notre agitation la bourgeoisie progressiste de l'autocratie féodale, nous devons souligner en toutes circonstances le grand rôle révolutionnaire de la guerre historique à laquelle l'ouvrier russe participe malgré lui.

Ce n'est pas le peuple russe, c'est l'autocratie russe qui a commencé cette guerre coloniale devenue celle des mondes bourgeois, ancien et nouveau. Ce n'est pas le peuple russe, c'est l'autocratie qui a subi une honteuse défaite. La défaite de l'autocratie a servi le peuple russe. La capitulation de Port-Arthur est le prologue de celle du tsarisme. La guerre est loin d'être finie. Mais chaque pas qu'on fait pour la continuer aggrave immensément l'effervescence, l'indignation du peuple russe, rapproche la nouvelle grande guerre qui vient, la guerre du peuple contre l'autocratie, la guerre du prolétariat pour la liberté. Ce n'est pas à tort que la bourgeoisie européenne, la plus calme et la plus sensée, qui accueillerait avec la plus vive sympathie les concessions libérales que pourrait faire l'autocratie russe, mais qui craint plus que le feu la révolution russe, en laquelle elle voit le prélude de la révolution européenne, manifeste une si grande inquiétude.

« L'opinion s'est ancrée, écrit un de ces organes sensés de la bourgeoisie allemande, que l'explosion de la révolution en Russie est chose tout à fait impossible. Cette opinion est défendue par de multiples arguments. On invoque l'inertie du paysan russe, sa foi en le tsar, l'empire exercé sur lui par le clergé. On dit que les éléments extrémistes, parmi les mécontents, ne sont qu'une petite poignée capable de monter des coups de force et des attentats terroristes, mais incapable de provoquer un soulèvement général. La grande masse de mécontents, nous dit-on, manque d'organisation, d'armes et surtout de la résolution de se risquer elle-même. Quant à l'intellectuel russe, il n'est généralement révolutionnaire que jusqu'à 30 ans environ, après quoi il s'installe confortablement dans quelque sinécure bien tranquille, et la plupart des fortes têtes deviennent fonctionnaires quelconques. » Mais aujourd'hui, continue ce journal, divers indices attestent une profonde transformation. Les révolutionnaires ne sont plus seuls à parler de révolution en Rus-

sie ; des hommes aussi étrangers aux « entraînements », des piliers de l'ordre tels que le prince Troubetskoï, dont la lettre au ministre de l'Intérieur est maintenant reproduite par toute la presse étrangère, en parlent aussi [27]. « La crainte de la révolution semble reposer en Russie sur des faits. Personne ne pense, il est vrai, que les paysans russes vont prendre leurs fourches et se battre pour la Constitution. Mais les révolutions se font-elles dans les campagnes ? Les grandes villes sont devenues depuis longtemps des foyers de révolution dans l'histoire moderne. Et les villes fermentent précisément en Russie, du sud au nord et de l'est à l'ouest. Nul ne tentera de prédire comment tout cela finira, mais c'est un fait indéniable que le nombre de gens considérant la révolution comme impossible en Russie diminue de jour en jour. Et si une sérieuse explosion révolutionnaire se produit, il est plus que douteux que l'autocratie affaiblie par la guerre d'Extrême-Orient puisse en venir à bout. »

Oui. L'autocratie est affaiblie. Les plus sceptiques commencent à croire à la révolution. La foi générale en la révolution est déjà le commencement de la révolution. Le gouvernement lui-même prend soin, en poursuivant son aventure militaire, de la continuation de la révolution. Le prolétariat russe se chargera de soutenir et d'élargir une poussée révolutionnaire sérieuse.

« Vpériod » n°2
du 14 (1er) janvier 1905

Conforme au texte du journal

LE ROSSIGNOL NE SE LAISSE PAS NOURRIR DE FABLES

Nous attirons l'attention des lecteurs sur une brochure d'*Un Ouvrier* récemment éditée par les gens de la nouvelle *Iskra* : *Les ouvriers et les intellectuels dans nos organisations*, préface d'Axelrod. Nous aurons sans doute à revenir plus d'une fois sur cette œuvre édifiante qui montre très bien quels fruits a porté et porte encore la prédication démagogique de la « minorité » ou des gens de la nouvelle *Iskra*, et comment ces derniers tentent maintenant de se tirer du fatras de leurs propres bavardages. Bornons-nous, en attendant, à noter le fond de la brochure et de la préface.

« Un Ouvrier » a eu le malheur d'ajouter foi aux prédications de la nouvelle *Iskra*. Aussi agite-t-il tout un chapelet de phrases dans la manière du *Rabotchéïé Diélo*, dans l'esprit d'Akimov. « Nos guides, les intellectuels, ... ne se sont pas proposé... de développer la conscience et l'esprit d'initiative des ouvriers... » Les aspirations à l'initiative ont été « systématiquement persécutées... » « Dans aucun des types d'organisation, il n'y a eu et il n'y a place pour le développement de l'initiative ouvrière... » « La lutte économique a été complètement abandonnée ». Même aux réunions de propagande et d'agitation, « les ouvriers n'étaient pas admis » (qui l'eût cru ?). Les manifestations « ont fait leur temps ». Toutes ces abominations (que l'ancien *Rabotchéïé Diélo* dénonçait à grands cris depuis longtemps à la face de l'ancienne *Iskra*) sont naturellement l'œuvre des « partisans de la centralisation bureaucratique », c'est-à-dire de la majorité de notre deuxième Congrès, qui a combattu le *Rabotchéïé Diélo*. Excité contre le congrès du parti par la minorité vexée, le malheureux « Ouvrier »

pulvérise le congrès qui se serait tenu « sans nous » (nous les ouvriers), « sans notre participation » ; il ne s'y trouvait pour ainsi dire « pas un ouvrier » ; ce disant, on tait, bien entendu, avec discrétion que tous les ouvriers authentiques, délégués au congrès, Stépanov, Gorski, Braun, étaient résolument attachés à la majorité et des ennemis de la pusillanimité propre à la gent intellectuelle. Mais c'est sans importance. Ce qui importe, c'est la démoralisation infinie semée par la prédication de la nouvelle *Iskra*, dont les collaborateurs « débinent » le congrès après avoir été battus aux voix, le démolissent devant des gens qui n'y ont pas assisté, incitent ces gens à cracher sur tous les congrès social-démocrates, et ce au moment précis où ils se sont noblement faufilés dans les organismes centraux agissant exclusivement au nom du congrès ! Combien plus honnête est l'attitude de Riazanov (cf. sa brochure : *Illusions perdues*) qui, ayant hautement déclaré que le congrès n'était qu'un *attroupement*, ne lui emprunte au moins ni titre ni qualité ?

Un fait qui caractérise bien, toutefois, la mentalité d'ouvrier, c'est que notre auteur, bien que lancé contre la « majorité », ne se contente pas de phrases sur l'autonomie, l'initiative ouvrière, etc. Il répète ces mots comme tout autre adepte de la nouvelle *Iskra* ou du *Rabotchéïé Diélo*, mais demande en plus, avec un clair instinct prolétarien, *des actes confirmant les paroles* ; il ne se contente pas des fables dont on le nourrit. Les belles phrases, dit-il, restent des phrases « *tant que n'est pas modifiée la composition* » (souligné dans le texte) des milieux dirigeants. Il faut exiger *l'accès* des ouvriers à tous les organismes dirigeants du parti, les ouvriers doivent s'efforcer d'y obtenir des *droits égaux* à ceux des intellectuels. C'est avec la profonde méfiance d'un vrai prolétaire et d'un vrai démocrate envers toute grandiloquence qu'« Un Ouvrier » dit : « *Quelle garantie avons-nous que les comités ne seront pas formés des seuls intellectuels ?* » C'est ce qui s'appelle mettre dans le mille et toucher les gens de la nouvelle *Iskra* au point vulnérable. Cette admirable question montre que les excitations du *Rabotchéïé Diélo* n'ont pas encore troublé la lucide pensée du prolétaire. Il déclare tout net que le comité dans lequel il a travaillé « n'était un

comité minoritaire qu'en principe, sur le papier (écoutez bien !), — ne se distinguant en rien, dans la pratique, des comités majoritaires. Nous, ouvriers, n'avions accès à aucune institution responsable, c'est-à-dire dirigeante (pour ne point parler du comité même). »

Nul ne confondrait mieux les menchéviks que cet ouvrier menchévik. Il a compris que *sans garanties* tous les boniments sur l'autonomie et l'initiative du prolétariat ne sont que piètres phrases. Mais quelles *garanties* peut-il y avoir dans les organisations social-démocrates, vous l'êtes-vous demandé, camarade « Ouvrier » ? Quelles garanties pourrait-on prendre contre des révolutionnaires qui, après s'être rendus au congrès de leur parti, vexés de n'avoir pas été élus par le congrès, se mettent à crier que ce congrès fut une tentative réactionnaire d'affermir les opinions de l'*Iskra* (Trotski, dans une brochure éditée *sous la rédaction de la nouvelle « Iskra »*), que les décisions du congrès n'ont rien de sacré, qu'il n'y avait pas, au congrès, d'ouvriers liés aux masses ? Quelles garanties sont possibles contre la violation par des gens veules, sous le prétexte de bureaucratisme et de formalisme, de la partie qui leur déplaît dans les décisions communes sur les formes et les normes de l'organisation du parti — décisions qui s'appellent les statuts d'organisation du parti et ne peuvent pas revêtir d'autre aspect ? Quelles garanties sont possibles contre des gens qui, ayant violé les règles d'organisation adoptées en commun, soutiennent ensuite que l'organisation est un procès, une tendance, une forme correspondant à son contenu, et qu'il est, par conséquent, inepte et utopique d'exiger l'observation de règles d'organisation ? « Un Ouvrier », auteur de la brochure, n'a réfléchi à aucune de ces questions. Mais il les a frôlées de si près, il les a posées avec tant de sincérité et de hardiesse, à brûle-pourpoint, aux phraseurs et aux politiciens que nous recommandons de tout cœur son opuscule. On y voit à merveille les chevaliers de la « phrase éloquente » démasqués par leurs propres partisans.

« Un Ouvrier » s'élève, sur la foi de ce qu'on lui a dit, contre le « plan d'organisation » de Lénine, sans indiquer, comme de juste, aucun sujet clair et précis de mécontentement, mais en citant Panine et Tchérévanine [28] (qui n'ont

exprimé que leur irritation), sans même tenter de jeter un *coup d'œil* sur la fameuse lettre de Lénine à un militant de Pétersbourg. Or, si l'« Ouvrier » au lieu de croire sur parole ceux qui lui montaient la tête avait parcouru cette lettre, il y aurait, à son extrême étonnement, lu ceci :

« *On s'efforcera d'amener le plus possible d'ouvriers à devenir des révolutionnaires professionnels tout à fait conscients et d'en faire entrer dans le comité. On s'efforcera d'introduire dans le comité les ouvriers révolutionnaires ayant les relations les plus nombreuses et la meilleure réputation dans la masse ouvrière. Ainsi, tous les principaux meneurs ouvriers du mouvement doivent autant que possible appartenir au comité.* » (*Lettre, pp. 7-8*) *.

Lisez et relisez ces lignes, camarade « Ouvrier », et vous verrez que vous *avez été embobiné* par les gens du *Rabotchéïé Diélo* et de la nouvelle *Iskra*, qui débinent l'ancienne *Iskra* et ses partisans, la « majorité » du IIe Congrès. Pesez bien ces lignes et essayez de relever le défi que je vous lance : trouvez-moi donc dans nos publications social-démocrates *un autre texte où soit aussi clairement, expressément et résolument* énoncée la question que vous posez au sujet « des ouvriers et des intellectuels dans nos organisations », et où soit signalée la nécessité de faire entrer le plus possible d'ouvriers *dans le comité*, d'y faire entrer, autant que possible, tous les meneurs ouvriers du mouvement ouvrier. *J'affirme que vous ne trouverez pas un second texte comme celui-ci.* J'affirme que quiconque s'est donné la peine d'étudier les dissensions de notre parti sur pièces, dans le *Rabotchéïé Diélo*, dans l'*Iskra*, dans les brochures, et non d'après les racontars des cancaniers, verra ce qu'il y a de mensonger et de démagogique dans les prédications de la nouvelle *Iskra*.

Peut-être objecterez-vous : Lénine a sans doute pu l'écrire, mais ses conseils n'ont pas toujours été suivis. C'est évidemment possible. Aucun écrivain de parti ne se portera garant que tous ceux qui se réclament de lui appliquent toujours ses recommandations. Mais demandons-nous tout d'abord si un social-démocrate, qui, s'étant déclaré partisan de la « lettre », n'en observerait pas les recommanda-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 211 (*N. R.*)

tions, ne serait pas démasqué par cette lettre même ? Cette lettre est-elle imprimée pour les intellectuels à l'exclusion des ouvriers ? L'écrivain peut-il, pour répandre ses opinions, faire plus que de les publier ? Et si, en second lieu, ces recommandations n'ont pas été suivies — comme « Un Ouvrier » en témoigne — ni des menchéviks ni des bolchéviks, n'est-il pas évident que les menchéviks n'étaient nullement fondés à *imaginer* un tel « désaccord » avec les bolchéviks, et que leur tentative de dresser les ouvriers contre les bolchéviks, sous prétexte que ces derniers méconnaîtraient l'initiative ouvrière, était démagogique ?

Quelle est, *sur ce point*, la différence *réelle* entre menchéviks et bolchéviks ? N'est-ce pas que les bolchéviks ont bien plus tôt et avec la plus grande franchise recommandé sans ambiguïté de faire entrer des ouvriers dans le comité ? N'est-ce pas que les bolchéviks ont méprisé et méprisent toujours les « belles phrases » sur l'autonomie et l'initiative des ouvriers lorsqu'elles ne sont (comme c'est le cas chez les menchéviks) que des phrases ?

Voyez plutôt comme se défile maintenant dans la préface Axelrod, doyen éminent et vénérable, mis au pied du mur par la droiture prolétarienne et le sans-gêne d'un ouvrier qui a puisé la science du *Rabotchéïé Diélo* dans les « remarquables » feuilletons d'Axelrod, les inoubliables articles de Martov, l'excellente (au point de vue des intérêts de la « majorité ») brochure de Trotski !

« Un Ouvrier » essaye de combattre l'opinion de Riadovoï [29] selon laquelle l'organisation de notre parti est, depuis l'économisme, devenue quant à sa composition relativement plus prolétarienne. « Un Ouvrier » a évidemment tort, comme peut s'en rendre compte quiconque a observé de près les activités de notre parti au cours d'une période plus ou moins prolongée. Mais le plus drôle est de voir comment notre Axelrod fait peau neuve. Qui ne se souvient de ses fameuses assertions, si habilement exploitées par les ennemis de la social-démocratie, par les libéraux de l'*Osvobojdénié*, prétendant que la social-démocratie était une organisation d'intellectuels ? Qui ne se rappelle cette calomnie rabâchée et remâchée par la nouvelle *Iskra*, fâchée contre le parti ? Et voilà ce même Axelrod, effrayé des conclusions droites et honnêtes qu'« Un Ouvrier » tire

de cette calomnie, réduit à chercher des échappatoires :

« Dans la période de formation et de premier développement de la social-démocratie, écrit-il dans la préface, le parti révolutionnaire russe ne fut qu'un parti d'intellectuels... Les ouvriers révolutionnaires conscients constituent aujourd'hui les principaux détachements (écoutez !) du parti social-démocrate » (page 15).

Pauvre « Ouvrier » ! Comme il est puni d'avoir cru aux « belles phrases » d'Axelrod ! Et ceux qui ajoutent foi aux propos d'écrivains capables de changer d'avis en dix-huit mois, suivant les besoins de la « cooptation », seront toujours punis.

Voyez plutôt Axelrod tourner la question des « garanties » qui lui est posée à brûle-pourpoint. C'est tout bonnement délicieux, ce n'est rien moins qu'une perle littéraire de l'*Iskra*. « Un Ouvrier » parle de l'attitude des ouvriers et des intellectuels *dans les organisations* ; il a *mille fois raison* de déclarer que sans garanties, sans droits égaux, c'est-à-dire sans principe électif, les belles phrases sur la centralisation non bureaucratique ne sont que vains mots. Que répond Axelrod ? « Se laisser séduire par l'idée d'une modification des droits des ouvriers dans nos organisations, c'est adopter un point de vue unilatéral » ; l'auteur a tort de situer la question de l'élimination du mal « sur le terrain des rapports formels d'organisation » ; il a tort d'oublier que « le problème particulier de l'égalisation des droits » ne pourra être résolu « qu'au cours de l'évolution ultérieure de notre pratique dans un sens social-démocrate ». « La question qui préoccupe l'auteur de la brochure ne peut être radicalement tranchée que dans le processus d'un travail collectif conscient de notre parti. »

N'est-ce pas une perle, en vérité ? Axelrod a soulevé lui-même, le premier, la question d'organisation et de l'organisation seule, au congrès de la Ligue et dans la nouvelle *Iskra* (n° 55) ; mais lorsque « Un Ouvrier » écrit une brochure traitant spécialement de l'organisation, voici qu'on lui dit avec hauteur : ce n'est pas la forme qui importe, c'est le processus du travail !

Ce ne sont pas les principes d'organisation qui importent à la nouvelle *Iskra* et à Axelrod, c'est le processus du bavardage destiné à justifier le manque de principes. Toute

la fameuse théorie de l'organisation-procès (voir surtout les articles de Rosa Luxembourg), théorie qui banalise et prostitue le marxisme, se réduit uniquement à cette défense du manque de principes.

Répétons-le : on ne saurait trop recommander la remarquable brochure d'« Un Ouvrier » à quiconque veut se rendre compte de tout ce qu'il y a de faux dans l'attitude des gens de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation. Nous la recommandons tout particulièrement aux ouvriers que les menchéviks excitent contre les bolchéviks par la propagande du principe électif *. Les ouvriers démasquent à merveille les phraseurs et les menteurs. Ils posent à merveille la question : ou principe électif, ou simple recommandation de faire entrer des ouvriers dans les comités. En cas d'application du principe électif, donnez des garanties formelles, des garanties statutaires, instituez une égalité statutaire. Les ouvriers verront les gens de la nouvelle *Iskra* se démener, en entendant cette question, comme le diable dans un bénitier. Et si l'on préfère la recommandation d'introduire les ouvriers dans les comités, si l'ancienne *Iskra* avait raison d'estimer que la démocratie, c'est-à-dire l'application rigoureuse du principe électif dans les organisations clandestines *russes*, est incompatible avec un régime d'autocratie policière, — vous ne trouverez *nulle part* de recommandations aussi nettes et édifiantes de faire entrer des ouvriers dans les comités que celles de la majorité.

« Vpériod » n°2
du 14 (1er) janvier 1905

Conforme au texte du journal

---

* Cf. N. Lénine, « Déclaration et documents sur la rupture entre les institutions centrales et le parti ». (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 493-502. *N.R.*) La lettre du *leader menchévik* citée dans cette brochure contient cette phrase : « Les ouvriers exigent un système électif : c'est là un symptôme patent de l'agonie des durs-comme-pierre. » Je suis de ces durs-comme-pierre mais je suis très satisfait de cette agonie. Si les ouvriers exigent le principe électif, cela prouve que la nouvelle *Iskra* n'a pas réussi à les nourrir de fables et que les prestidigitations d'Axelrod ne l'empêcheront plus d'être complètement démasqué.

LETTRE AU GROUPE BOLCHÉVIK DE ZURICH

Genève, le 18. 1. 1905 *

Chers camarades,

Nous n'avons pas la possibilité de réunir la rédaction pour répondre à votre question, aussi me permettrai-je de vous répondre en mon nom personnel. Le groupe bolchévik de Zurich nous demande « quelle est notre attitude envers l'Organe central et le Comité central, si nous les considérons comme des organes existant légitimement, mais agissant illégitimement, et si nous sommes à leur égard en opposition ou si nous nous refusons complètement à leur reconnaître la qualité d'organes centraux du parti ».

J'ai l'impression que votre question est quelque peu casuistique. L'annonce du journal *Vpériod* [30], le n° 1 de ce journal (« Il est temps d'en finir » **), + mes *Déclaration et documents* *** répondent, semble-t-il, à la question *quant au fond*. Les centres (Organe central, Comité central et Conseil) *ont rompu* avec le parti, saboté les II[e] et III[e] Congrès, trompé le parti de la façon la plus grossière, usurpé leurs bonnes petites places d'une manière bonapartiste. Comment pourrait-il être question de leur existence légitime ? L'escroc qui s'est procuré quelque argent au moyen d'un faux en est-il le maître légitime ?

Il est, à mon avis, singulier que les bolchéviks de Zurich soient encore embarrassés quand la question est déjà aussi complètement élucidée. Que les centres n'aient pas voulu se soumettre au parti, c'est pleinement démontré. Que

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** Voir le présent tome, pp. 28-32. (*N.R.*)

*** Voir Œuvres, 4[e] éd. russe, t. 7, pp. 493-502. (*N.R.*)

devons-nous donc faire ? Convoquer le III^e Congrès ? Sur ce point aussi, on nous a trompés. Il reste une chose à faire : rompre avec les menchéviks aussi *complètement*, aussi promptement, aussi nettement (ouvertement, publiquement) que possible, convoquer le III^e Congrès du parti, le nôtre, sans attendre l'assentiment des centres et malgré eux, nous mettre *tout de suite* au travail — sans attendre non plus ce centre — avec nos centres de parti à nous, la rédaction de *Vpériod* et le Bureau de Russie élu par la conférence du Nord.

Je le répète, les centres *se sont mis h o r s parti*. Il n'y a pas de milieu : qui est pour les centres ? qui est pour le parti ? Il est temps de se séparer et, à la différence des menchéviks qui scindent clandestinement le parti, de relever ouvertement leur défi : scission, oui, puisque vous avez fait la scission jusqu'au bout. Scission, oui, car nous avons épuisé *tous* les délais et tous les moyens offerts par la décision du *parti* (par le III^e Congrès). Scission, oui, car toujours et partout cette maudite chicane avec les désorganisateurs n'a fait que nuire à la cause. On nous écrit de Pétersbourg : ça va mieux depuis la scission, on travaille sans chicane avec des gens en lesquels on a confiance. N'est-ce pas évident? A bas les bonapartistes et les désorganisateurs !

Dites-nous si cette réponse vous satisfait.

La nécessité de la cohésion *s'impose* aux groupes majoritaires de l'étranger. Ecrivez immédiatement à ce sujet aux camarades bernois (Herrn Kazakow — Bäckereiweg 1, Bern). Ils se sont déjà mis à l'œuvre et vous répondront mieux que moi. Il faut se mettre à l'œuvre avec plus d'énergie. Entrez en correspondance avec tous les groupes, pressez-les quant à l'argent et aux documents, fondez des groupes dans de nouvelles localités, etc.

Nous nous sentons aussi beaucoup mieux depuis que nous avons rompu définitivement avec la minorité. Nous vous souhaitons du fond du cœur de vous en délier au plus tôt.

Je vous serre la main. Votre *N. Lénine*

P.-S. Je vous prie de transmettre mes meilleures amitiés à Meyersonn. Comment va-t-il ? Se sent-il mieux ?

Je suis fâché contre Steiner ; elle avait promis d'envoyer des nouvelles de Nikolaev pour Noël, et on est presque à la fin de janvier ! Dites-lui que c'est dégoûtant !

Le groupe de Berne prend l'initiative de réunir les bolchéviks émigrés, sous la direction du Bureau naturellement. Demandez-lui la lettre qu'il nous a adressée à ce sujet et la réponse du groupe de Genève.

Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

LETTRE A E. D. STASSOVA ET AUX CAMARADES EMPRISONNÉS DE MOSCOU [21]

Le 19.1.1905

Chers amis,

J'ai pris connaissance de votre demande touchant la tactique à suivre devant le tribunal (par une lettre d'Absolut et un billet que m'a « littéralement transmis » un inconnu). Absolut expose deux points de vue. Il est question dans le billet de trois groupes ; peut-être a-t-on en vue les trois tendances suivantes que je m'efforce de rétablir : 1. Ne pas reconnaître la compétence du tribunal et boycotter ce dernier. 2. Ne pas reconnaître la compétence du tribunal et ne pas participer à l'instruction. Ne prendre d'avocat qu'à la condition qu'il parle exclusivement de l'incompétence du tribunal au point de vue du droit pur. Faire dans un discours final *sa profession de foi* * et exiger un jugement par le jury. 3. De même, dans le dernier mot. User du tribunal comme d'une possibilité d'agitation et participer à cette fin à l'instruction avec le concours d'un avocat. Montrer l'illégalité du tribunal et faire même appeler des témoins (établir des *alibis* *, etc.).

Autre question : faut-il se réclamer uniquement des idées social-démocrates ou se déclarer membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ?

Vous écrivez qu'il faudrait une brochure sur ce sujet. Je ne pense pas qu'il soit commode de publier tout de suite une brochure, alors que nous manquons d'expérience. Peut-être traiterons-nous à l'occasion, de quelque façon,

* En français dans le texte. (*N.R.*)

ce sujet dans le journal. Peut-être quelqu'un des emprisonnés nous donnera-t-il un petit article (5 à 8 000 lettres) ? Ce serait, sans doute, la meilleure façon de commencer la discussion.

Quant à moi, je n'ai pas encore d'opinion bien arrêtée et je préférerais, avant de m'exprimer nettement, causer un peu plus longuement avec les camarades emprisonnés ou avec des camarades qui auraient déjà été jugés. J'exposerai, pour engager cette conversation, mes réflexions. Bien des choses dépendent à mon avis *de la nature* du tribunal. En d'autres termes, pourra-t-on s'en servir pour l'agitation ou n'aura-t-on pas du tout cette possibilité ? Dans le premier cas, la tactique n° 1 n'est pas applicable ; dans le second, elle est opportune, mais rien qu'après une protestation et une déclaration ouvertes, déterminées, énergiques. S'il y a moyen de se servir du tribunal pour l'agitation, la tactique n° 3 est désirable. Les professions de foi sont en général très désirables, très utiles, à mon avis, et auraient dans la plupart des cas des chances de jouer un rôle dans l'agitation. Les social-démocrates devraient, surtout au début de l'utilisation des tribunaux par le gouvernement, prendre la parole et exposer leur programme et leur tactique. Il n'est pas commode, dit-on, de se reconnaître membre du parti et surtout de l'organisation, mieux vaut se borner à proclamer des convictions social-démocrates. Il me semble qu'il faut s'abstenir de parler de ses relations avec l'organisation, déclarer que l'on s'abstiendra, pour des raisons bien compréhensibles, de traiter de ces rapports, mais souligner que l'on est social-démocrate et que l'on parlera de *n o t r e* parti. Cette façon de faire aurait deux avantages : d'abord il serait nettement et franchement précisé que l'on ne peut pas traiter des questions d'organisation (appartenait-on à l'organisation, à laquelle, etc.) et en même temps on parle de *notre* parti. C'est nécessaire pour que les discours des social-démocrates devant les tribunaux deviennent discours et déclarations du parti, pour que le parti bénéficie de l'agitation. En d'autres termes : je m'abstiens d'examiner mes rapports avec l'organisation, je les passe sous silence, je me garde de parler formellement au nom d'une organisation, mais, en ma qualité de social-démocrate, je vous parle de *notre*

parti et je vous prie de considérer mes déclarations comme un essai d'exposer précisément les opinions social-démocrates, défendues dans toutes *nos* publications, à savoir dans tels de nos brochures, tracts, journaux.

La question de l'avocat. Les avocats doivent être inflexiblement tenus en mains, placés sous les rigueurs de l'état de siège, car cette canaille d'intellectuels joue souvent de mauvais tours. Leur déclarer à l'avance : Si tu te permets, vieux salaud, la moindre inconvenance *ou de verser dans l'opportunisme politique* (parler du caractère primitif, de l'erreur du socialisme, d'engouements, *de la répudiation de la violence par les social-démocrates*, du caractère pacifique de leur doctrine et du mouvement, etc., ou quelque chose de ce genre), je t'interromprai tout de suite en public, moi l'accusé, je te traiterai de misérable, je déclarerai repousser ta défense, etc. Mettre ces menaces à exécution. Ne prendre que des avocats intelligents, il n'en faut pas d'autres. Leur déclarer à l'avance : Bornez-vous exclusivement à critiquer et à « mettre dedans » les témoins et le procureur à propos de la vérification des faits et de la structure truquée de l'accusation, bornez-vous exclusivement à discréditer le tribunal dans ce qu'il a d'inique. Un avocat même libéral et intelligent est archi-enclin à parler du caractère pacifique du mouvement social-démocrate dont le rôle culturel a été reconnu par des hommes tels que Ad. Wagnerov, etc., *ou à y faire allusion*. Toute tentative de ce genre doit être étouffée dans l'œuf. Les juristes sont les gens les plus réactionnaires, disait, je crois, Bebel. Connais ta place, mon ami. Ne sois qu'un juriste, tourne en ridicule les témoins de l'accusation et le procureur, oppose tout au plus ce tribunal-ci au jury des pays libres, mais ne touche pas aux convictions de l'accusé et prends bien garde de ne pas dire ce que tu en penses ou ce que tu penses de ses actions. Car, petit libéral que tu es, tu comprends si peu ces convictions que tu ne pourrais sans platitudes en faire l'éloge. On peut, bien entendu, exposer tout cela à l'avocat sans muflerie, doucement, souplement, prudemment, avec circonspection. Mais le mieux est tout de même de craindre les avocats et de ne les point croire *surtout* s'ils se présentent comme social-démocrates et membres du parti (en vertu de notre article 1 des statuts !!).

La question de la participation à l'instruction est, me semble-t-il, tranchée par celle de l'avocat. Prendre un avocat, c'est participer à l'instruction. Pourquoi n'y point participer pour attraper les témoins et faire de l'agitation contre ce tribunal ? Certes, on doit être très circonspect afin de ne pas avoir l'air de se justifier d'une façon inopportune. Cela va de soi ! Le mieux est de déclarer tout de suite, *avant* l'instruction même, en réponse aux premières questions du président : Je suis social-démocrate et je vous dirai dans mon discours ce que cela signifie. La décision concrète sur la participation à l'instruction dépend entièrement des circonstances : admettons que vous soyez totalement confondu par l'accusation, que les témoins disent la vérité, que tout est prouvé par des documents incontestables. Dans ce cas, peut-être n'est-ce pas la peine de participer aux débats et faut-il consacrer toute l'attention à l'exposé des principes. Si, par contre, les faits sont contestables, les témoignages de la police confus et menteurs, on aurait sans doute tort de se priver de l'occasion de faire quelque agitation pour dénoncer cette comédie judiciaire. Cela dépend aussi des accusés : s'ils sont très fatigués, malades, las, s'il n'y a pas parmi eux d'hommes tenaces, accoutumés aux joutes verbales et aux « débats judiciaires », il peut être rationnel de renoncer à la participation aux débats, de le déclarer et de consacrer toute l'attention à l'exposé des principes qu'il sied de préparer à l'avance. En tout cas, l'exposé des principes, du programme et de la tactique de la social-démocratie, sur le mouvement ouvrier, les buts socialistes et l'insurrection — voilà ce qui importe le plus.

Je répète, pour conclure, une fois de plus : les réflexions anticipées que voici ne doivent nullement être considérées comme un essai de solution du problème. Il faut attendre que l'expérience nous ait quelque peu éclairés. Et pour le moment, les camarades auront le plus souvent à s'inspirer des circonstances concrètes et de *l'instinct du révolutionnaire.*

Salut, grand salut à Kurtz, Rouben, Baumann et à tous les amis. Ne vous découragez pas ! Nos affaires vont maintenant bien. Nous avons enfin rompu avec ceux qui faisaient

du scandale. Nous avons rompu avec la tactique des retraites. Nous prenons maintenant l'offensive. Les comités de Russie commencent aussi à rompre avec les désorganisateurs. Nous avons mis sur pied notre journal. Nous avons pratiquement notre centre (Bureau). Deux numéros du journal sont parus, le troisième [32] sort ces jours-ci (le 23.1.1905 nouveau style). Nous espérons paraître hebdomadairement. Je vous souhaite santé et vaillance ! ! Nous nous reverrons à coup sûr et nous aurons encore l'occasion de batailler en des conditions meilleures que celles des chicanes mesquines d'ici et des basses querelles telles que les congrès de la Ligue.

Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Proletarskaia Révolutsia » n°7 (30)

Conforme au manuscrit

LA RÉVOLUTION EN RUSSIE [88]

Genève, le 10 (23) janvier

La classe ouvrière, qui semblait depuis longtemps rester à l'écart du mouvement d'opposition bourgeois, a élevé la voix. Les larges masses ouvrières ont rattrapé, en un éclair, leur avant-garde, les social-démocrates conscients. Le mouvement ouvrier pétersbourgeois a avancé ces jours derniers vraiment à pas de géant. Les revendications économiques cèdent la place aux revendications politiques. La grève devient générale, ce qui prépare une manifestation comme on n'en a encore jamais vue ; le prestige du titre impérial s'effondre à jamais. L'insurrection a éclaté. La force répond à la force. On se bat dans les rues, on dresse des barricades, les coups de feu crépitent, les canons tonnent. Partout des ruisseaux de sang ; la guerre civile pour la liberté commence. Moscou, le Sud, le Caucase et la Pologne sont prêts à se rallier au prolétariat de Pétersbourg. Le mot d'ordre des ouvriers est devenu : la mort ou la liberté !

Beaucoup de choses se décideront aujourd'hui et demain. La situation évolue d'heure en heure. Le télégraphe apporte des nouvelles exaltantes et les mots semblent faibles pour rendre l'intensité des événements vécus. Chacun doit être prêt à remplir son devoir de révolutionnaire et de social-démocrate.

Vive la révolution !

Vive le prolétariat insurgé !

« Vpériod » n°3
du 24 (11) janvier 1905

Conforme au texte du journal

DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET DÉMOCRATIE BOURGEOISE

La question des rapports entre la social-démocratie, ou démocratie ouvrière, et la démocratie bourgeoise est vieille, mais reste éternellement neuve. Elle est vieille car elle fut formulée dès l'origine de la social-démocratie. Ses bases théoriques sont déjà élucidées dans les premières œuvres de la littérature marxiste : *Le Manifeste communiste* et *le Capital*. Elle est toujours neuve car l'évolution d'un pays capitaliste présente à chaque étape une combinaison particulière, originale des diverses nuances de la démocratie bourgeoise et des diverses tendances du mouvement socialiste.

Cette vieille question est devenue particulièrement neuve, de nos jours, chez nous, en Russie. Pour mieux mettre en lumière la façon dont elle se pose maintenant, nous commencerons par une petite référence historique. Le vieux populisme révolutionnaire russe [34] se plaçait à un point de vue utopique, semi-anarchique. Le moujik appartenant à une communauté était d'emblée considéré comme un socialiste. On apercevait nettement derrière le libéralisme de la société cultivée les convoitises de la bourgeoisie russe. Considérée comme une lutte pour des institutions utiles à la bourgeoisie, la lutte pour la liberté politique était mise au rancart. Les adeptes de la « Narodnaïa Volia [35] » firent un pas en avant en passant à la lutte politique, mais sans réussir à la rattacher au socialisme. L'aspect nettement socialiste de la question fut même obscurci quand on se mit à raviver la foi affaiblie dans la nature socialiste de notre communauté à l'aide de théories dans

le style de Monsieur V.V.[36] suivant lesquelles les intellectuels démocrates russes seraient dépourvus de caractère de classe, de caractère bourgeois. De sorte que le populisme, qui auparavant rejetait catégoriquement le libéralisme bourgeois, commença à se fondre peu à peu avec ce dernier en une seule tendance libérale-populiste. La nature démocratique bourgeoise du mouvement des intellectuels russes, depuis l'action culturelle la plus modérée, jusqu'au terrorisme révolutionnaire le plus extrême, se révéla de plus en plus clairement au fur et à mesure qu'apparaissaient et se développaient l'idéologie prolétarienne (social-démocrate) et le mouvement ouvrier de masse. Mais la croissance de ce dernier s'accompagna d'une scission parmi les social-démocrates. On vit s'accuser les ailes révolutionnaire et opportuniste de la social-démocratie, l'une exprimant les tendances prolétariennes, l'autre les tendances des intellectuels dans notre mouvement. Le marxisme légal [37] se révéla bientôt en fait comme « le reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise [38] » et, à travers l'opportunisme à la Bernstein [39], déboucha directement sur le libéralisme. Les « économistes » social-démocrates, d'une part, s'éprenaient de la conception semi-anarchiste d'un mouvement purement ouvrier, estimaient que l'appui accordé à l'opposition bourgeoise par les socialistes constituait une trahison du point de vue de classe, déclaraient que la démocratie bourgeoise n'était en Russie qu'un fantôme * ; les « économistes » de l'autre tendance, épris du même mouvement purement ouvrier, reprochaient d'autre part aux social-démocrates révolutionnaires de méconnaître la lutte d'opinion menée contre l'autocratie par nos libéraux, nos zemstvos et nos culturistes**.

L'ancienne *Iskra* indiquait des éléments de démocratie bourgeoise en Russie à une époque où nombreux étaient encore ceux qui ne les voyaient pas. Elle exigeait le soutien de cette démocratie par le prolétariat (consulter le n° 2 de l'*Iskra* sur le soutien du mouvement des étudiants ***, le n° 8 sur le congrès illégal des zemstvos, le n° 16 sur les

* Voir la brochure éditée par le *Rabotchéïé Diélo «Deux Congrès»* (p. 32) dirigée contre l'*Iskra*.

** Voir le supplément à *Rabotchaïa Mysl* de septembre 1899.

*** Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 431-436. (*N.R.*)

maréchaux libéraux de la noblesse *, le n° 18 ** sur l'effervescence dans les zemstvos ***, etc.). Elle signalait sans cesse le caractère de classe, bourgeois, du mouvement libéral et radical et répondait aux arguties des gens de l'*Osvobojdénié* : « Il est temps de comprendre cette simple vérité que la lutte concertée effective (et non pas verbale) contre l'ennemi commun ne peut être assurée ni par la politicaillerie ni par ce que feu Stepniak appela un jour l'amoindrissement de soi-même et le repli sur soi ; ni par le mensonge conventionnel d'une diplomatique reconnaissance réciproque, mais par la participation de fait à l'action et par l'unité effective de celle-ci. Quand, chez les social-démocrates allemands, la lutte contre la réaction militaire et policière, la réaction féodale et cléricale, s'intégrait réellement à la lutte d'un vrai parti, s'appuyant sur une classe déterminée (par ex., la bourgeoisie libérale), alors l'unité d'action s'établissait sans grandes phrases sur la reconnaissance réciproque. » (n° 26) ****.

Cette prise de position de l'ancienne *Iskra* nous conduit au plus fort des discussions actuelles touchant les rapports entre social-démocrates et libéraux. On sait que ces discussions ont commencé au IIe Congrès où furent prises deux résolutions conformes, l'une au point de vue de la majorité (résolution Plékhanov), l'autre à celui de la minorité (résolution Starover [40]). La première indique avec exactitude le caractère de classe du libéralisme, mouvement bourgeois, et prescrit en premier lieu d'expliquer au prolétariat le caractère antirévolutionnaire et antiprolétarien de la principale tendance libérale (celle de l'*Osvobojdénié*). Tout en admettant la nécessité du soutien de la démocratie bourgeoise par le prolétariat, cette résolution

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, pp. 310-316. (*N.R.*)

** *Ibid.* t. 6, pp. 131-139. (*N.R.*)

*** Je profite de l'occasion pour exprimer ma sincère reconnaissance à Starover et Plékhanov qui ont entrepris la tâche extrêmement utile de découvrir les auteurs anonymes de l'ancienne *Iskra*. Espérons qu'ils vont mener ce travail à bien ; nous aurons ainsi des éléments au plus haut point caractéristiques pour apprécier le tournant de la nouvelle *Iskra* vers la tendance de *Rabotchéïé Diélo*.

**** Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 232. (*N.R.*)

n'abonde pas dans le sens d'une reconnaissance politique de part et d'autre, mais conformément à l'esprit de l'ancienne *Iskra*, ramène tout à l'action commune : « *dans la mesure où* la bourgeoisie *est* révolutionnaire ou seulement opposante *dans sa lutte* contre le tsarisme », les social-démocrates « doivent l'appuyer ».

Tout au contraire, la résolution de Starover ne contient pas d'analyse de classe du libéralisme et du démocratisme. Elle est pleine de bonnes intentions, elle invente les conditions d'accord les meilleures possibles, mais qui demeurent malheureusement fictives, *verbales* : les libéraux ou les démocrates doivent *déclarer* ceci, ne pas *revendiquer* cela, adopter tels *mots d'ordre*. Comme si l'histoire de la démocratie bourgeoise de tous les temps et de tous les pays ne mettait pas les ouvriers en garde contre la foi dans les déclarations, les revendications, les mots d'ordre ! L'histoire ne nous montre-t-elle pas, en des centaines d'exemples, les démocrates bourgeois affichant des mots d'ordre non seulement de liberté complète, mais aussi d'égalité, des mots d'ordre socialistes, sans cesser pour cela d'être des démocrates bourgeois, et ajoutant ainsi à la « confusion » dans la conscience du prolétariat ! Les éléments intellectuels de la social-démocratie veulent dissiper cette confusion en posant aux démocrates bourgeois des conditions de non-confusion ! L'aile prolétarienne recourt, dans le combat, à l'analyse du contenu de classe du démocratisme. Les éléments intellectuels courent après l'entente verbale ; l'aile prolétarienne exige l'action commune effective. Les éléments intellectuels inventent l'étalon d'une bonne et brave bourgeoisie méritant l'accord. L'aile prolétarienne ne s'attend à aucune bienveillance de la part de la bourgeoisie, mais soutient n'importe laquelle, même la pire, des bourgeoisies, *dans la mesure où celle-ci combat réellement le tsarisme*. Les éléments intellectuels en viennent à marchander : si vous prenez parti pour les social-démocrates et non pour les socialistes-révolutionnaires, nous consentons à conclure un accord contre l'ennemi commun, mais pas autrement. L'aile prolétarienne se place au point de vue de l'efficacité : nous vous soutenons exclusivement dans la mesure où nous pouvons frapper tant soit peu notre ennemi, le frapper avec plus d'adresse.

Tous les défauts de la résolution Starover se sont manifestés avec éclat dès son premier contact avec la réalité, dans le fameux plan de la rédaction de la nouvelle *Iskra*, plan « de mobilisation de forme supérieure », en rapport avec les considérations de principe du numéro 77 (éditorial : « Les démocrates au carrefour ») et 78 (article de Starover). Il a déjà été question du plan dans la brochure de Lénine ; mais il faudra s'arrêter ici sur ces considérations.

L'idée maîtresse ou plutôt l'absence d'idée de ces articles est dans la distinction tracée entre les zemstvos *et* la démocratie bourgeoise. Cette distinction fait le fond des deux articles ; un lecteur attentif s'apercevra que les termes de démocratie bourgeoise se trouvent remplacés ou accompagnés, à titre équivalent, par ceux de démocratie, radicalisme intellectuel (*sic!*), démocratie en germe, démocratie intellectuelle. Cette distinction est érigée par la nouvelle *Iskra*, avec cette modestie qui lui est propre, en grande découverte, en conception originale « qu'il n'a pas été donné de saisir » au pauvre Lénine. Elle est expressément liée à la nouvelle méthode de lutte dont nous avons tellement entendu parler Trotski et, explicitement, la rédaction de l'*Iskra*, à savoir : le libéralisme des zemstvos, disent-ils, « n'est bon qu'à être fouetté avec des scorpions » ; quant aux intellectuels démocrates, ils méritent qu'on s'entende avec eux. La démocratie doit agir par elle-même en qualité de force autonome. « Le libéralisme russe, une fois privé de sa partie historiquement indispensable, de son nerf moteur (écoutez !), de sa moitié démocrate-bourgeoise, n'est plus bon qu'à être fouetté. » Dans la conception léniniste « du libéralisme russe, il n'y avait point de place pour les éléments sociaux auxquels la social-démocratie eût pu tôt ou tard (!) étendre son influence en sa qualité d'avant-garde de la démocratie ».

Telle est la nouvelle théorie. De même que toutes les nouvelles théories de l'actuelle *Iskra*, ce n'est que galimatias. Primo, la prétention d'avoir découvert la démocratie intellectuelle est dénuée de fondement et risible. Deuxièmement, il est faux de distinguer entre le libéralisme des zemstvos et la démocratie bourgeoise. Troisièmement, l'opinion que les intellectuels peuvent devenir une force

autonome est inconsistante. Quatrièmement, il est erroné d'affirmer que le libéralisme des zemstvos (sans sa moitié « démocrate-bourgeoise ») n'est bon qu'à être flagellé, etc. Examinons chacun de ces points.

Lénine aurait ignoré la formation d'une démocratie intellectuelle et d'un tiers élément.

Ouvrons le n° 2-3 * de la *Zaria* [41]. Prenons la « Chronique de l'intérieur » qui est précisément citée dans l'article de Starover. Lisons le *titre de la troisième rubrique* : « Troisième élément ». Nous y lisons des considérations sur « l'accroissement du nombre et de l'influence des médecins, techniciens, etc., employés par les zemstvos », sur « le développement économique impérieux qui engendre le besoin d'intellectuels, le nombre de ceux-ci ne cessant pas de croître », sur les conflits inévitables entre ces intellectuels et la bureaucratie ainsi que « les manitous des grandes administrations », sur le « caractère quasi-épidémique que ces conflits ont revêtu au cours des derniers temps », sur « l'incompatibilité de l'autocratie avec les intérêts des intellectuels en général » ; nous y lisons enfin un *appel direct* à ces éléments, invités à se ranger « sous le drapeau » de la social-démocratie...

Pas mal, n'est-ce pas ? Ces nouvelles inventions à savoir la démocratie intellectuelle et la nécessité de l'appeler sous le drapeau de la social-démocratie, ont été « inventées » *il y a trois ans* par le maléfique Lénine !

Certes, on n'opposait pas encore ouvertement à cette époque les zemstvos *et* la démocratie bourgeoise. Mais c'est qu'il est aussi intelligent de les opposer que de dire : la province de Moscou *et* le territoire de l'Empire russe. Les censitaires des zemstvos et les maréchaux de la noblesse sont des *démocrates* dans la mesure où ils se prononcent contre l'autocratie et le servage. Leur démocratisme est borné, étroit et inconséquent, comme l'est toujours à divers degrés le démocratisme bourgeois quel qu'il soit. L'éditorial du n° 77 de l'*Iskra* analysant notre mouvement libéral le divise en groupes : 1. seigneurs terriens ; 2. propriétaires fonciers libéraux ; 3. intellectuels libéraux, partisans de la Constitution censitaire ; 4. intellectuels démocrates d'ex-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, pp. 258-265. (*N.R.*)

trême-gauche. Cette analyse est incomplète et ambiguë car la division des intellectuels est confondue avec celle des divers groupes et classes dont les intérêts sont exprimés par les intellectuels. Outre les intérêts d'une large couche de propriétaires fonciers, le démocratisme bourgeois reflète en Russie ceux de quantité de négociants et d'industriels, surtout moyens et petits, et aussi (ce qui est d'une importance particulière) de quantité de possédants de toute taille parmi la paysannerie. L'oubli de cet élément, le plus nombreux, de la démocratie bourgeoise russe constitue une première lacune dans l'analyse de l'*Iskra*. La deuxième est d'avoir oublié que l'intelligentsia démocratique russe se répartit non fortuitement, mais nécessairement, quant à son attitude politique, en trois courants : les gens de l'*Osvobojdénié*, les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates. Ces tendances ont une longue histoire et chacune d'elles exprime (avec la précision que lui permet l'Etat autocratique) le point de vue des idéologues modérés ou révolutionnaires de la démocratie bourgeoise, ou celui du prolétariat. Rien n'est plus ridicule que ce vœu innocent de la nouvelle *Iskra* : « la démocratie doit agir en tant que force indépendante » aussitôt suivi de l'identification de la démocratie avec l'intelligentsia radicale ! La nouvelle *Iskra* oublie que l'intelligentsia radicale, ou démocratie intellectuelle, devenue « force indépendante » *constitue précisément notre « parti socialiste-révolutionnaire »* ! Il ne peut y avoir d'autre « extrême-gauche » *pour* nos intellectuels démocrates. Mais il va de soi qu'on ne peut parler de la force indépendante d'une telle intelligentsia que d'une manière ironique ou seulement quand il s'agit de bombes. Demeurer sur le terrain de la démocratie bourgeoise et aller à gauche de l'*Osvobojdénié*, c'est aller vers les socialistes-révolutionnaires et nulle part ailleurs.

Si, enfin, quelque chose résiste moins encore à la critique, c'est la dernière et nouvelle découverte de la nouvelle *Iskra*, à savoir : « le libéralisme sans sa moitié démocrate-bourgeoise n'est tout au plus bon qu'à être fouetté » et il est « plus raisonnable de jeter par-dessus bord l'idée d'hégémonie » s'il n'y a, en dehors des zemstvos, personne à qui s'adresser. Tout libéralisme peut être soutenu par la social-démocratie dans la mesure exacte où il combat ef-

fectivement l'autocratie. C'est précisément ce soutien par le seul démocrate conséquent jusqu'au bout, c'est-à-dire par le prolétariat, de tous les démocrates inconséquents (c'est-à-dire bourgeois) qui réalise l'idée d'hégémonie. Seule une conception petite-bourgeoise, mercantile, de l'hégémonie, en voit l'essence dans un accord, dans une reconnaissance réciproque, dans des conditions verbales. Au point de vue prolétarien, l'hégémonie appartient, dans la lutte, à celui qui combat avec le plus d'énergie, à celui qui saisit tout prétexte pour frapper l'ennemi, à celui dont les paroles correspondent aux actes, et qui est, pour cette raison, dans le domaine des idées, le chef de la démocratie, un chef critiquant toute équivoque *. Profonde est l'erreur de la nouvelle *Iskra* lorsqu'elle pense que l'équivoque est une propriété morale et non économique et politique de la démocratie bourgeoise, lorsqu'elle pense que l'on peut et doit trouver un degré d'équivoque *en deçà* duquel le libéralisme ne mérite que les verges, mais *au-delà* duquel il mérite qu'on s'entende avec lui. C'est bien ce qui s'appelle « déterminer à l'avance le niveau admissible de bassesse ». Méditez en effet les paroles suivantes : poser comme condition d'un accord avec les groupes d'opposition la reconnaissance du suffrage universel, égal, direct et secret, c'est « leur offrir le réactif irrésistible de notre revendication, la feuille de tournesol de la démocratie, et mettre dans la balance de leur calcul politique tout le prix du concours prolétarien » (n° 78). Que c'est bien écrit ! Et comme on a envie de dire à Starover, l'auteur de ces belles paroles : Arkadi Nikolaévitch, mon ami, cesse donc de si bien parler ! M. Strouvé a, d'un trait de plume, réfuté l'irréfutable réactif de Starover en inscrivant le suffrage universel au programme de l'« Union de l'Osvobojdénié ». Et le même Strouvé nous a déjà prouvé maintes fois, par des actes, que tous ces programmes ne sont pour les libéraux que chiffons de papier, non pas feuille de tournesol, mais très ordinaire

* Note à l'intention des collaborateurs perspicaces de la nouvelle *Iskra*. On nous objectera sans doute que la lutte énergique, *sans conditions*, du prolétariat permettra à la bourgeoisie de profiter des fruits de la victoire. Nous répondrons par cette question : quelle autre garantie existe-t-il que les conditions du prolétariat soient remplies, sinon la force indépendante du prolétariat ?

papier car il ne coûte rien à un démocrate bourgeois d'écrire aujourd'hui ceci et demain cela. De nombreux intellectuels bourgeois passant à la social-démocratie se distinguent de la même façon. Toute l'histoire du libéralisme européen et russe est remplie d'exemples nombreux où les actes ne correspondent pas aux paroles ; c'est pourquoi le désir de Starover de découvrir des papiers réactifs irréfutables est naïf.

Cette foi naïve de Starover le conduit à cette grande idée que soutenir les adversaires bourgeois du suffrage universel dans leur lutte contre le tsarisme, c'est « réduire à néant l'idée de suffrage universel ». Peut-être Starover nous écrira-t-il encore un bel article * afin de prouver qu'en soutenant les monarchistes dans leur lutte contre l'autocratie nous réduisons à néant l'« idée » de république ? Tout le malheur, c'est que la pensée de Starover piétine, impuissante, parmi les conditions, les mots d'ordre, les revendications, les déclarations et perd de vue le seul critère réel : le degré de participation effective à la lutte. De là, dans la pratique, l'enjolivement inévitable de l'intelligentsia radicale, avec laquelle un « accord » est déclaré possible. Les intellectuels sont, en dérision du marxisme, recommandés comme le « nerf moteur » du libéralisme (n'en sont-ils pas plutôt les serviteurs grandiloquents ?). Les radicaux français et italiens sont traités de gens étrangers aux revendications antidémocratiques et

* Encore un autre petit échantillon de la prose de notre Arkadi Nikolaévitch : « Quiconque a eu l'occasion, au cours des dernières années, de suivre la vie sociale en Russie n'a certes pu manquer d'observer la forte aspiration démocratique à l'idée pure de liberté constitutionnelle dénudée de tous ses revêtements idéologiques, de toutes les survivances du passé historique. Cette aspiration réalisait en quelque sorte un long processus de modifications moléculaires au sein de la démocratie, ses métamorphoses ovidiennes, qui retenaient ainsi par leur bigarrure kaléidoscopique, deux dizaines d'années durant, l'attention et l'intérêt de plusieurs générations successives. » Il est dommage que ce soit faux, car l'idée de liberté, loin de se dénuder, se farde précisément de l'idéalisme chez les philosophes les plus modernes de la démocratie bourgeoise (Boulgakov, Berdiaïev, Novgorodtsev, etc. Voir *Les problèmes de l'idéalisme* et *La Voie Nouvelle* [42]). Il est également dommage que l'aspiration dénudée à la phrase creuse se manifeste à travers toutes les bigarrures kaléidoscopiques des métamorphoses ovidiennes de Starover, Trotski et Martov.

antiprolétariennes bien que chacun sache qu'ils ont maintes fois trahi leurs programmes et troublé la conscience du prolétariat, et bien que vous puissiez lire dans le même n° 78 de l'*Iskra*, à la page suivante (7e page), que les monarchistes et les républicains en Italie «ont fait cause commune dans la lutte contre le socialisme ». La résolution des intellectuels de Saratov (société sanitaire) sur la nécessité de la participation des représentants du peuple entier au travail législatif est déclarée « la voix authentique (! !) de la démocratie » (n° 77). Le plan pratique de la participation des prolétaires à la campagne des zemstvos est accompagné du conseil de « conclure certains accords avec les représentants de la gauche de l'opposition bourgeoise » (le fameux accord de ne pas provoquer de panique). Lénine ayant demandé ce qu'étaient devenues les fameuses conditions de Starover, la rédaction de la nouvelle *Iskra*, a répondu :

« Ces conditions doivent être toujours présentes à la mémoire des membres du parti, et ces derniers, sachant quelles sont les seules conditions auxquelles le parti consent à conclure des accords politiques avec un parti démocratique, ont, même dans les accords particuliers comme ceux dont il s'agit dans la lettre, l'obligation morale de distinguer strictement entre les démocrates authentiques, représentant l'opposition bourgeoise, auxquels on peut faire confiance, et les écumeurs du libéralisme * ».

De mieux en mieux. Outre l'accord entre les partis (le seul admissible selon la résolution de Starover), des accords particuliers locaux ont fait leur apparition. Outre les accords formels voici des accords moraux. La reconnaissance verbale des « conditions » et de l'obligation « morale » de les respecter suffit à l'obtention du titre de « démocratie digne de confiance » et de « démocrate authentique » ; bien qu'un enfant même comprenne qu'il y a dans les zemstvos des dizaines et des centaines de bavards prêts

* Voir la deuxième « Lettre aux organisations du parti » de la rédaction, éditée également en secret (« seulement pour les membres du parti »), bien qu'il n'y ait rien de secret dans cette lettre. Il est extrêmement instructif de comparer cette réponse de toute la rédaction avec la brochure « secrète » de Plékhanov : *De notre tactique envers la lutte de la bourgeoisie libérale contre le tsarisme* (Genève 1905. Lettre au Comité central. Destinée aux seuls membres du parti). Nous espérons encore reparler de ces deux écrits.

à faire toutes les déclarations verbales imaginables, prêts à s'affirmer socialistes sur leur honneur de radicaux, pourvu que les social-démocrates soient rassurés.

Non, le prolétariat ne se prêtera pas à ce jeu de mots d'ordre, de déclarations et d'accords. Jamais il n'oubliera que les démocrates bourgeois ne peuvent être de démocrates dignes de confiance. Le prolétariat soutiendra la démocratie bourgeoise non sur la base de transactions visant à ne pas provoquer de panique, ou en vertu de la foi en la probité de cette démocratie, mais exclusivement là et dans la mesure où elle combattra en fait l'autocratie. Ce soutien-là est indispensable au succès des objectifs révolutionnaires du prolétariat.

« Vpériod » n°3
du 24 (11) janvier 1906

Conforme au manuscrit

DU POPULISME AU MARXISME

PREMIER ARTICLE

Un journal légal exprimait ces jours derniers l'opinion qu'il est inopportun de faire ressortir les « contradictions » existant entre les intérêts des différentes classes sociales en lutte contre l'autocratie. Cette opinion n'est pas neuve. Nous la trouvons dans les pages de l'*Osvobojdénié* et de la *Révolutsionnaïa Rossia*, exposée, bien entendu, avec des réserves variées. Il va de soi qu'elle prévaut parmi les représentants de la démocratie bourgeoise. Pour ce qui est des social-démocrates, ils ne peuvent avoir deux opinions sur cette question. L'action commune du prolétariat et de la bourgeoisie contre l'autocratie ne doit pas et ne peut pas obliger le prolétariat à oublier l'antagonisme de ses intérêts et de ceux des classes possédantes. Or, il faut pour élucider cet antagonisme élucider les profondes différences de vues des diverses tendances. Il ne s'ensuit nullement, bien entendu, que nous devions renoncer aux accords temporaires avec les partisans des autres tendances, accords que le IIe Congrès de notre parti a trouvés admissibles pour les social-démocrates avec les socialistes-révolutionnaires et les libéraux.

Les social-démocrates considèrent les socialistes-révolutionnaires comme représentant l'extrême-gauche de notre démocratie bourgeoise. Les socialistes-révolutionnaires en sont indignés et ne veulent voir dans cette opinion que le malveillant désir d'abaisser un adversaire et de jeter la suspicion sur ses intentions et sa probité. A la vérité, il ne s'agit aucunement de suspicion, il s'agit uniquement

de la définition marxiste des origines sociales et du caractère de classe des idées socialistes-révolutionnaires. Plus les socialistes-révolutionnaires exposent nettement et clairement leurs idées, et plus la définition qu'en donnent les marxistes apparaît juste. A cet égard, le projet de programme du parti socialiste-révolutionnaire, publié dans le n° 46 de la *Révolutsionnaïa Rossia*, présente le plus grand intérêt.

Ce projet ne marque pas seulement un grand progrès quant à la clarté de l'exposé des principes. Le progrès se traduit aussi dans les principes mêmes ; il y a progrès du populisme au marxisme, de la démocratie au socialisme. Les résultats de notre critique dirigée contre les socialistes-révolutionnaires sont patents. Notre critique les a obligés à souligner avec force leurs bonnes intentions socialistes et les idées marxistes qu'ils partagent. Les vieilles conceptions vaguement démocratiques des populistes n'en ressortent qu'avec plus de relief. A celui qui nous reprocherait de nous contredire (en reconnaissant d'une part les bonnes intentions socialistes des socialistes-révolutionnaires, et en définissant de l'autre leur nature sociale comme bourgeoise et démocratique), nous rappellerions que le *Manifeste communiste* donnait déjà l'analyse de variétés de socialisme non seulement petites-bourgeoises, mais aussi bourgeoises. Les bonnes intentions socialistes n'excluent pas une nature démocratique bourgeoise.

L'étude du projet nous révèle trois traits essentiels de la conception socialiste-révolutionnaire. D'abord, des amendements théoriques sont apportés au marxisme. Ensuite, la doctrine populiste se survit dans les idées sur les paysans laborieux et la question agraire. En troisième lieu, on observe la même survivance des idées populistes sur le caractère soi-disant non bourgeois de la future révolution russe.

Des *amendements* au marxisme, ai-je dit. C'est bien cela. Tout le développement des idées, toute la charpente du programme atteste la victoire du marxisme sur la doctrine populiste. Cette doctrine vit encore (grâce aux injections sous-cutanées du révisionnisme dernier cri), mais ne vit que sous la forme de « corrections » partielles apportées au marxisme. Considérez la principale, la théorie du rap-

port favorable ou défavorable entre les aspects positifs et négatifs du capitalisme. Cet amendement se ramène, dans la mesure où elle n'est pas simple confusion, à l'introduction du vieux subjectivisme russe dans le marxisme. Reconnaître l'œuvre « créatrice » historique du capitalisme qui socialise le travail et engendre « une force sociale » susceptible de transformer la société — le prolétariat —, c'est rompre avec la doctrine populiste et passer au marxisme. La théorie socialiste se fonde sur le développement objectif de l'économie et la division de la société en classes. Amendement : « Dans certaines branches de l'industrie et plus particulièrement dans l'agriculture, et ce dans des pays entiers » le rapport entre les aspects positifs et négatifs du capitalisme « devient » (tiens, tiens !) « de moins en moins favorable ». C'est une répétition des idées de Hertz et de David, de Nik.-on [43] et de V.V. impliquant toute la théorie de ce dernier sur les singulières « destinées du capitalisme en Russie ». L'état arriéré de la Russie en général et de l'agriculture russe notamment n'est plus présenté comme celui du *capitalisme*, mais comme un fait particulier justifiant des théories arriérées. Des opinions désuètes sur les intellectuels transparaissent à côté de la conception matérialiste de l'histoire ; les intellectuels seraient en mesure de choisir les chemins plus ou moins favorables à la patrie, et de devenir des juges du capitalisme, placés au-dessus des classes, au lieu de représenter une classe qui naît précisément de la destruction des anciennes formes de la vie sociale par le capitalisme. Le fait que l'exploitation capitaliste revête en Russie des formes particulièrement révoltantes en raison de la survivance des relations sociales précapitalistes est perdu de vue, conformément à l'usage des populistes.

La théorie populiste apparaît avec plus de netteté encore dans les raisonnements sur les paysans. Les mots : travailleurs, exploités, classe ouvrière, masse laborieuse, classe exploitée, classes exploitées, sont indifféremment employés dans le projet. Si les auteurs avaient au moins pris la peine de réfléchir au terme qui leur a échappé par mégarde (les classes), ils eussent compris que les prolétaires ne sont pas les seuls à peiner et à subir l'exploitation en régime capitaliste ; il en va de même des petits-bour-

geois. Il faut bien dire de nos socialistes-révolutionnaires ce qu'on a déjà dit des populistes légaux : l'honneur leur appartient d'avoir découvert un capitalisme sans petite bourgeoisie, ignoré jusqu'à présent du monde. Ils parlent des paysans laborieux en fermant les yeux sur ce fait depuis longtemps démontré, étudié, mesuré, décrit, rabâché que la bourgeoisie paysanne prévaut déjà chez nous indiscutablement parmi ces paysans laborieux, et que les paysans cossus, qui ont incontestablement le droit de s'appeler des travailleurs, ne se passent pourtant pas de main-d'œuvre salariée et détiennent dès maintenant plus de la moitié des forces productives des ruraux.

La tâche que s'assigne le parti socialiste-révolutionnaire dans son programme minimum est à ce point de vue extrêmement curieuse : « Mettre à profit dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre les principes de la propriété bourgeoise les conceptions communautaires, ainsi que les conceptions touchant le travail, les traditions, les coutumes des paysans russes, et plus particulièrement leur conception de la terre, patrimoine commun de tous les travailleurs. » Cette tâche semble à première vue tout à fait inoffensive ; on croit ne voir dans ces lignes qu'une répétition purement académique des utopies communautaires depuis longtemps réfutées par la vie et par la théorie. Mais nous sommes, en réalité, en présence d'un problème politique tout à fait pressant que la révolution russe promet de résoudre dans un avenir rapproché : qui l'emportera ? Les intellectuels révolutionnaires qui se croient socialistes mettront-ils à profit, dans la lutte contre les principes de la propriété bourgeoise, les conceptions des paysans laborieux ? Ou les paysans, propriétaires bourgeois et travailleurs en même temps, useront-ils de la phraséologie des intellectuels démocrates révolutionnaires pour combattre le socialisme ?

Nous pensons que la deuxième hypothèse se réalisera (malgré la volonté de nos contradicteurs et à leur insu). Nous sommes persuadés qu'elle se réalisera parce qu'elle est déjà réalisée dans la mesure des 9/10. Les paysans « propriétaires-bourgeois » (et travailleurs en même temps) ont déjà tiré parti de la phraséologie socialiste des intellectuels populistes, démocrates qui, avec leurs artels, leurs

coopératives, leurs assolements herbacés, leurs petites charrues, leurs dépôts de zemstvos, leurs banques entendaient soutenir les « traditions et les coutumes des paysans laborieux » et ont encouragé, à la vérité, le développement du capitalisme au sein de la communauté paysanne. L'histoire économique de la Russie a déjà démontré ce qui sera démontré demain par l'histoire politique. Et toute la tâche du prolétariat conscient consiste à expliquer au prolétariat rural, sans refuser de soutenir les aspirations progressistes et révolutionnaires des paysans laborieux mais *bourgeois*, l'inéluctable nécessité des luttes de demain contre ces paysans, et les vraies fins du socialisme à la différence des rêveries démocratiques bourgeoises sur la jouissance égalitaire du sol. Avec les paysans bourgeois contre les vestiges de la féodalité, contre l'autocratie, le clergé, les gros propriétaires fonciers, avec le prolétariat des villes contre la bourgeoisie en général et la bourgeoisie paysanne en particulier, voilà le seul mot d'ordre juste du prolétaire des campagnes, voilà le seul programme agraire juste de la social-démocratie russe à l'heure actuelle. Et c'est précisément ce programme agraire qu'a adopté notre IIe Congrès. Avec la bourgeoisie paysanne pour la démocratie, avec le prolétaire des villes pour le socialisme, ce mot d'ordre sera beaucoup mieux compris des pauvres des campagnes que les phrases brillantes mais vides des socialistes-révolutionnaires de tendance populiste.

Nous arrivons au troisième des principaux articles du projet indiqués plus haut. Ses auteurs ont déjà rompu avec l'opinion des populistes conséquents qui se montraient hostiles à la liberté politique susceptible seulement, disaient-ils, d'amener la bourgeoisie au pouvoir. Mais les vestiges de la doctrine populiste se manifestent très clairement dans les passages du projet qui définissent l'autocratie et l'attitude des diverses classes envers elle. Et nous voyons ici comme toujours que les premières tentatives des intellectuels révolutionnaires petits-bourgeois d'exposer avec précision leur idée de la *réalité* les conduisent inévitablement à dévoiler tout à fait le caractère suranné et contradictoire de leur point de vue. (Faisons observer, entre parenthèses, qu'il faut toujours ramener les discussions avec les socialistes-révolutionnaires à la notion de la réalité,

ce problème seul révélant avec netteté les causes de nos profondes divergences politiques.)

« La classe des gros industriels et des gros commerçants, plus réactionnaire chez nous que partout ailleurs, lisons-nous dans ce projet, a de plus en plus besoin de la protection de l'autocratie contre le prolétariat... » Ce n'est pas juste car l'indifférence des bourgeois avancés envers la forme autocratique du gouvernement ne se manifeste nulle part en Europe aussi clairement que chez nous. La bourgeoisie se montre de plus en plus mécontente de l'autocratie, en dépit des craintes que lui inspire le prolétariat, et pour la simple raison tout d'abord que la police ne réussit pas, malgré ses pouvoirs sans borne, à extirper le mouvement ouvrier. Parlant de la « classe » des *gros* industriels, le projet confond des subdivisions, des fractions de la bourgeoisie avec la bourgeoisie tout entière, en tant que classe. C'est d'autant plus faux que l'autocratie peut le moins satisfaire les bourgeois moyens et petits.

« ...La noblesse locale et les paysans riches ont de plus en plus besoin du même soutien contre les masses laborieuses des campagnes... » Tiens, tiens ! Mais d'où vient donc le libéralisme des zemstvos ? D'où viennent les sympathies des intellectuels (démocrates) porteurs de culture envers le petit moujik diligent, et vice-versa ? Ou le paysan riche n'a-t-il rien de commun avec le petit moujik diligent ?

« ...L'existence de l'autocratie devient incompatible et de plus en plus inconciliable avec tout le développement économique, social, politique et culturel du pays... »

Eh bien, nous voilà arrivés à l'absurde ! Peut-on concevoir une « incompatibilité » aussi « inconciliable » avec tout le développement économique et autre du pays qui ne se manifesterait pas par l'état d'esprit des classes économiquement dirigeantes ? De deux choses l'une : *Ou* l'autocratie est en effet incompatible avec le développement économique du pays, et elle est alors également incompatible avec les intérêts de *toute la classe* des industriels, des négociants, des propriétaires fonciers et des petits moujiks diligents. Les socialistes-révolutionnaires n'ignorent probablement pas (bien que V.V. leur ait enseigné le contraire) que c'est précisément cette classe qui tient en main « no-

tre » développement économique depuis 1861 [44]. Qu'un gouvernement, incompatible avec la classe bourgeoise en général, puisse spéculer sur les discordes entre les fractions et les couches diverses de la bourgeoisie, s'entendre avec les protectionnistes contre les libre-échangistes, s'appuyer sur une couche sociale contre une autre et faire durer ces acrobaties des années et des dizaines d'années, toute l'histoire de l'Europe nous l'enseigne. *Ou* les industriels, les gros propriétaires fonciers et les bourgeois paysans ont tous « de plus en plus besoin » de l'autocratie. Il faut alors admettre que ces maîtres économiques du pays ne comprennent pas, même considérés dans leur ensemble en tant que classe, les intérêts du développement économique du pays, que ces intérêts ne sont même pas compris des chefs et des représentants avancés, instruits et intellectuels de ces classes !

Mais n'est-il pas plus simple d'admettre que nos socialistes-révolutionnaires ne comprennent pas de quoi il retourne ? Voyez plutôt : ils reconnaissent un peu plus loin « l'existence d'une opposition libérale démocratique englobant principalement les éléments intermédiaires, au point de vue de classe, au sein de la société instruite ». Notre société instruite n'est-elle pas une société bourgeoise ? N'est-elle pas attachée par des milliers de liens aux marchands, aux industriels, aux gros propriétaires fonciers, aux petits moujiks diligents ? Dieu prédestina-t-il la Russie à un capitalisme dans lequel l'opposition libérale démocratique ne serait pas une opposition démocratique bourgeoise ? Les socialistes-révolutionnaires connaissent-ils un seul exemple historique, peuvent-ils se représenter un seul cas où l'opposition de la bourgeoisie à l'autocratie *n'*eût *pas* été exprimée par la « société » libérale instruite ?

L'ambiguïté de ce projet est l'inévitable résultat de l'amalgame du populisme et du marxisme. Le marxisme seul donne une analyse scientifiquement juste et de plus en plus confirmée par la réalité des rapports entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme. Il y a chez nous, comme dans tout l'univers, une démocratie bourgeoise et une démocratie ouvrière. Chez nous, comme dans tout l'univers, la social-démocratie doit démasquer impitoyablement les illusions inévitables de la démocratie

bourgeoise incapable de comprendre elle-même sa propre nature. Chez nous, comme dans tout l'univers, le prolétariat conscient doit soutenir la démocratie bourgeoise dans son opposition et sa lutte contre les vestiges de la féodalité, contre l'autocratie, sans oublier un instant sa propre situation sociale et son but de classe qui est le renversement de la bourgeoisie.

« Vpériod » n°3
du 24 (11) janvier 1906

Conforme au texte du journal

LA GRÈVE DE PÉTERSBOURG

La grève commencée le 3 janvier à l'usine Poutilov devient une des manifestations les plus grandioses du mouvement ouvrier. Nos renseignements se bornent pour le moment aux dépêches des journaux russes légaux et des journaux étrangers. Mais ces dépêches ne laissent pas de doute sur l'immense importance de l'événement politique qu'est devenue cette grève.

Le début de la grève fut tout à fait spontané. Un de ces conflits du capital et du travail, qui se renouvellent sans cesse, se produisit cette fois à l'occasion du licenciement de quatre ouvriers par l'administration de l'usine. Les ouvriers s'insurgent par esprit de solidarité et exigent la réintégration des ouvriers congédiés. Le mouvement s'affermit rapidement. L'« Association russe des ouvriers de fabriques et d'usines» [45], organisation légale, y participe, et la grève entre dans sa phase suivante, plus élevée.

L'Association ouvrière légale a été l'objet d'une attention toute particulière de la part des gens de Zoubatov. Et voilà que le mouvement Zoubatov sort de ses cadres et, déclenché par la police, dans l'intérêt de la police afin de donner un appui à l'autocratie, afin de corrompre la conscience politique des ouvriers, se retourne contre l'autocratie, aboutit à une explosion de la lutte prolétarienne de classe.

Les social-démocrates ont depuis longtemps indiqué l'inéluctabilité de *ces* résultats du mouvement Zoubatov. La légalisation du mouvement ouvrier, disaient-ils, nous sera sûrement profitable, à nous, social-démocrates. Elle amènera au mouvement certains milieux ouvriers particulièrement arriérés, elle contribuera à secouer ceux que

l'agitation socialiste n'eût réussi à toucher de sitôt, ceux qu'elle n'eût peut-être jamais secoués. Une fois entrés dans le mouvement, amenés à s'intéresser à leur propre sort, les ouvriers iront plus loin. L'action ouvrière légale ne sera qu'une base nouvelle, élargie, du mouvement ouvrier social-démocrate *.

Il est hors de doute que c'est ce qui vient de se passer à Pétersbourg.

Deux circonstances ont surtout contribué à élargir le mouvement : d'abord le moment bien choisi d'une action économique (le gouvernement a besoin de l'exécution rapide des commandes des ministères de la Guerre et de la Marine) ; en second lieu, le mouvement constitutionnaliste dans la société. S'étant mis en grève pour défendre des camarades congédiés, les ouvriers ont formulé de larges revendications économiques. Ils ont exigé la journée de 8 heures, le salaire minimum (1 rouble pour l'homme et 70 kopecks pour la femme), la suppression de l'obligation des heures supplémentaires (et le double salaire pour ces heures), l'amélioration des conditions hygiéniques du travail et du secours médical, etc. La grève a commencé à se généraliser.

Les journaux étrangers annoncent le samedi 8 (21) janvier que, même d'après les informations officielles russes, 174 usines, fabriques et ateliers occupant près de 96 000 ouvriers ont cessé le travail.

Nous sommes en présence d'un grand conflit qui met aux prises la classe prolétarienne en voie de formation et ses ennemis, d'un de ces conflits dont la trace demeure pour de longues années.

Mais les revendications économiques n'ont pas épuisé le litige. Le mouvement a revêtu un caractère politique. Les social-démocrates se sont efforcés d'y participer (bien que très faiblement encore, semble-t-il). On s'est mis à discuter en de vastes réunions ouvrières, rassemblant des milliers de personnes, les revendications politiques, et à voter des résolutions en faveur de la liberté politique. La pétition élaborée par les ouvriers se divise, nous affirme-t-on, en trois parties [46]. La première expose les revendi-

* Comparer *Que faire ?* de N. Lénine, pp. 86-88. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, pp. 424-425. *N.R.*)

cations concernant les droits du peuple ; la deuxième, les mesures à prendre contre la misère du peuple ; la troisième, les mesures à prendre contre l'oppression du travail par le capital. Les revendications de la première partie sont : inviolabilité de la personne, liberté de parole, de réunion, de conscience, enseignement scolaire obligatoire aux frais de l'Etat, participation des représentants élus du peuple à l'œuvre législative, égalité de tous devant la loi, responsabilité des ministres, abolition des rachats [47], crédit bon marché, distribution progressive des terres de l'Etat au peuple, impôt sur le revenu. (Si cette information est exacte, elle montre la transposition extrêmement intéressante du programme social-démocrate dans l'esprit des masses et de leurs chefs peu éclairés.) Le correspondant du journal anglais *The Standard* écrit que trois réunions se sont tenues le 5 (18) janvier (4 000 personnes dans l'une et 2 000 dans une autre) et ont formulé les revendications politiques que voici : 1. convocation immédiate d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel ; 2. cessation de la guerre ; 3. amnistie complète des prisonniers et déportés politiques ; 4. liberté de la presse et liberté de conscience ; 5. liberté de réunion et d'association. Les journaux étrangers du 8 (21) janvier annoncent qu'une manifestation devant le Palais d'Hiver, où l'on remettra la pétition « au tsar lui-même », se prépare pour le 9 (22). « La liberté ou la mort », déclarent les ouvriers. Les délégués des ouvriers de Moscou et de Libau sont en route pour Pétersbourg.

Telles sont les informations restreintes et non confirmées dont nous disposons en ce moment. Il est évident que le mouvement est encore loin d'atteindre son apogée et qu'il faut, pour donner de ce qui se passe une appréciation complète, attendre les événements. La transition extrêmement rapide du mouvement, d'une base purement économique à une base politique, l'immense solidarité et l'immense énergie de dizaines et de centaines de milliers de prolétaires, tout cela, en dépit du manque (ou de l'insignifiance) de l'action social-démocrate consciente, voilà ce qui saute aux yeux. Le caractère primitif des conceptions socialistes de certains dirigeants du mouvement et ce qu'il y a de vivace dans la foi naïve en le tsar de certains

éléments de la classe ouvrière, augmentent plutôt que de la diminuer, l'importance de l'instinct révolutionnaire prolétarien qui se fraie un chemin. La protestation politique de la classe opprimée et avancée, son énergie révolutionnaire se fraient un chemin à travers tous les obstacles tant extérieurs (les interdictions policières) qu'intérieurs (la mentalité et les idées retardataires de certains meneurs). L'action de la social-démocratie au cours des dix dernières années et les leçons du mouvement ouvrier, dans le même laps de temps, ont porté leurs fruits, ont répandu les idées du socialisme et de la lutte politique par les canaux les plus larges. Le prolétariat montre en fait qu'il n'y a pas deux forces dans l'arène politique en Russie (l'autocratie et la société bourgeoise) comme certains étaient enclins à l'admettre avec pusillanimité. Le prolétariat nous montre les formes vraiment supérieures de la mobilisation des forces révolutionnaires de classe, et cette mobilisation touche, cela va de soi, non aux manifestations secondaires dans quelque douma municipale, mais à des mouvements de masses analogues aux manifestations de Rostov et aux grèves du Midi en 1903. Et cette nouvelle mobilisation, cette mobilisation supérieure des forces révolutionnaires du prolétariat, nous rapproche à pas de géant de l'action plus vigoureuse encore et plus consciente du prolétariat dans la bataille contre l'autocratie !

« Vpériod » n°3
du 24 (11) janvier 1905

Conforme au texte du journal

NOS TARTUFFES

Le numéro 83 de l'*Iskra* que nous venons de recevoir publie une déclaration des menchéviks et du Comité central sur « la fin de l'isolement de la minorité ». « La minorité, nous assure-t-on, cesse de se considérer *comme une fraction*, et dorénavant il ne peut être question ni de boycotter le C.C., ni de lui *poser des ultimatums.* » Cette déclaration vient un peu tard ! Le parti sait à présent, grâce à la brochure de Lénine (*Déclaration et documents sur la rupture des organes centraux avec le parti* *), que « les ultimatums » touchant la cooptation de Popov, Fisher et Fomine *sont déjà exécutés*, mais en cachette, *en trompant le parti.* On sape d'une façon aussi malhonnête la convocation du IIIe Congrès. On continue à désorganiser le travail local, et le soi-disant Comité central a déjà reconnu à Saint-Pétersbourg (selon l'*Iskra*) une « *organisation spéciale* » ou un groupe, « étant donné l'impossibilité évidente pour ses nombreux (?) membres de travailler sous la direction du comité local ».

De cette façon, tout ce qu'a dit et prédit « la majorité », à commencer par la « lettre » de Lénine (« Pourquoi j'ai quitté la rédaction », de décembre 1903 **) et en terminant par la brochure d'Orlovski *le Conseil contre le parti*, est *entièrement et absolument* confirmé par les événements. L'objectif réel d'une lutte, qui a duré un an et demi, a été la cooptation de quatre membres à l'Organe central et de trois membres au Comité central. A cet effet, on a inventé une théorie d'organisation-procès et une série de divergences « de principe ». Pour cette cooptation, nos centres ont complètement rompu avec le parti et rompent avec les comités locaux, l'un après l'autre. La justesse de notre mot

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 493 502. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 102-108. (*N.R.*)

d'ordre « la majorité doit rompre toutes relations avec les fauteurs de troubles » (*Vpériod* n° 1, « Il est temps d'en finir » *) se confirme pleinement.

Le passage suivant de la déclaration de l'*Iskra* est aussi extrêmement intéressant : « La décision des délégués (de la minorité) a été soumise à l'examen de tous les partisans de la minorité, qui militent dans les comités de Kiev, de Kharkov, du Don, du Kouban, de Pétersbourg et d'Odessa dans les Unions du Donetz et de Crimée et dans d'autres organisations du parti. » Ainsi, après une campagne acharnée de *presque un an et demi*, avec l'aide de l'organe central, du Conseil, et (à partir du mois de mai) du Comité central, le cercle de l'étranger a *seulement gagné cinq comités en Russie parmi les 20 qui ont assisté au IIe Congrès* ! ** En dehors de ces comités, les groupes importants qui ont eu l'honneur d'être énumérés dans l'*Iskra*, se sont formés dans deux villes seulement : Pétersbourg et Odessa. Le comité du Kouban a été vraisemblablement fabriqué tout récemment pour bénéficier de deux voix supplémentaires.

Par conséquent, l'*Iskra*, organe de la minorité, confirme à présent, en janvier, la justesse de la caractérisation de la situation du parti faite en septembre par un autre menchévik. Un agent du Comité central, sympathisant de la minorité et coopté à présent au C.C., écrivait en septembre au membre du C.C. Glébov [48] qu'« en *Russie la minorité est impuissante* », qu'elle n'est suivie que par *quatre comités*. Cette impuissance du cercle de l'étranger l'a obligé de recourir à un coup d'état bonapartiste au sein du Comité central et à esquiver, malhonnêtement, le IIIe Congrès.

« Vpériod » n°3 du 24 (11) janvier 1906

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome pp. 28-32. (*N.R.*)

** Parmi les comités qui ont assisté au congrès, seul celui de Kiev est passé de la majorité à la minorité, c'est-à-dire qu'au congrès ses deux délégués étaient des bolchéviks alors qu'à présent les menchéviks sont plus nombreux au comité. Au contraire, dans les comités de Nikolaev et de Sibérie, les deux délégués au congrès étaient des menchéviks, et après le congrès, ces comités se sont rangés du côté de la majorité. Au congrès se sont divisés (un délégué du côté de la majorité, l'autre du côté de la minorité) les comités d'Odessa, du Don, d'Oufa, de Moscou ; seul celui du Don est à présent menchévik.

LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION EN RUSSIE

Genève, mercredi 25 (12) janvier.

De grands événements historiques se déroulent en Russie. Le prolétariat s'est soulevé contre le tsarisme. Le gouvernement a réduit le prolétariat à la révolte. Il n'est guère permis de douter aujourd'hui que le gouvernement a, délibérément, laissé le mouvement gréviste se développer sans rencontrer trop d'obstacles et laissé commencer une vaste manifestation afin de recourir à la force des armes. Et il y est arrivé ! Des milliers de morts et de blessés — tel est le bilan de la sanglante journée du dimanche 9 janvier à Pétersbourg. L'armée a vaincu les ouvriers désarmés, les femmes et les enfants. L'armée a infligé une défaite à l'ennemi en fusillant les ouvriers gisant sur le sol. « Nous leur avons administré une bonne leçon ! », disent maintenant, avec un cynisme incroyable les valets du tsar et leurs larbins européens de la bourgeoisie conservatrice.

Oui, la leçon a été grande ! Le prolétariat russe s'en souviendra. Les milieux les plus retardataires, les moins avertis de la classe ouvrière, ceux qui croyaient naïvement au tsar et voulaient, en toute sincérité, transmettre pacifiquement « au tsar lui-même » les doléances du peuple à bout de forces, ont reçu une leçon de l'armée dirigée par le tsar ou par l'oncle du tsar, le grand-duc Vladimir.

La classe ouvrière a pris une grande leçon de guerre civile ; l'éducation révolutionnaire du prolétariat a fait, en l'espace d'un jour, plus de progrès qu'elle n'en aurait pu faire en des mois et des années d'existence monotone, grise et soumise. La devise de l'héroïque prolétariat pétersbourgeois : « La mort ou la liberté » est maintenant répétée, d'écho en écho, à travers toute la Russie. Les événe-

ments se déroulent avec une rapidité surprenante. La grève générale grandit à Pétersbourg. Toute la vie industrielle, publique et politique est paralysée. Lundi 10 janvier, les collisions entre les ouvriers et la troupe s'aggravent. Quoi qu'en disent les communiqués mensongers du gouvernement, le sang coule dans de nombreux quartiers de la capitale. Les ouvriers de Kolpino se lèvent. Le prolétariat s'arme et arme le peuple. Les ouvriers se seraient, dit-on, emparés du dépôt d'armes de Sestroretsk. Les ouvriers se munissent de revolvers, se forgent des armes avec leurs outils, se procurent des bombes pour leur lutte farouche pour la liberté. La grève générale gagne les provinces. 10 000 hommes ont déjà débrayé à Moscou. La grève générale est fixée à demain (jeudi 13 janvier), à Moscou. Une émeute a éclaté à Riga. Les ouvriers manifestent à Lodz, un soulèvement se prépare à Varsovie, des manifestations prolétariennes ont lieu à Helsingfors. A Bakou, Odessa, Kiev, Kharkov, Kovno, Wilno, l'effervescence augmente dans la classe ouvrière, la grève s'étend. Les entrepôts et l'arsenal de la marine brûlent à Sébastopol où la troupe refuse d'ouvrir le feu sur les marins mutinés. Grève à Revel et à Saratov. Collisions armées entre la troupe, les ouvriers et les réservistes à Radom.

La révolution s'étend. Le gouvernement commence déjà à ne plus savoir où donner de la tête. D'une politique de répression sanglante, il tente de passer à des concessions économiques pour s'en tirer, en faisant l'aumône ou la promesse de la journée de 9 heures. Mais la leçon de la journée sanglante portera ses fruits. La revendication des ouvriers insurgés de Pétersbourg — convocation immédiate d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct, égal et au scrutin secret — doit devenir celle de tous les grévistes. Renversement immédiat du gouvernement, ce mot d'ordre est la réponse au massacre du 9 janvier donnée par les ouvriers de Pétersbourg, par ceux-là mêmes qui avaient foi en le tsar. Le pope Gapone, leur chef, l'a dit après la sanglante journée : « Nous n'avons plus de tsar. Un fleuve de sang coule entre le tsar et le peuple. Vive la lutte pour la liberté ! »

Vive le prolétariat révolutionnaire ! dirons-nous. La grève générale lève et mobilise les masses de plus en plus

nombreuses de la classe ouvrière et des pauvres des villes. L'armement du peuple devient l'un des objectifs les plus proches de l'heure, en ces journées révolutionnaires.

Le peuple armé peut seul défendre réellement sa liberté. Plus tôt le prolétariat réussira à s'armer, plus longtemps il se maintiendra sur ses positions de combat, ses positions de gréviste révolutionnaire, et plus vite on verra fléchir la troupe, plus il se trouvera parmi les soldats des hommes comprenant enfin ce qu'ils font, prenant parti pour le peuple contre les scélérats, contre le tyran, contre les assassins des ouvriers sans défense, de leurs femmes et de leurs enfants. Quelle que soit l'issue du soulèvement actuel de Pétersbourg, il sera dans tous les cas, inévitablement, inéluctablement, le prélude d'un soulèvement plus vaste encore, plus conscient, mieux préparé. Peut-être le gouvernement réussira-t-il à retarder l'heure du châtiment, mais ce répit n'aura d'autre effet que de rendre plus puissante la poussée ultérieure de la révolution. La social-démocratie tirera parti de ce répit pour resserrer les rangs des combattants organisés et faire connaître partout l'initiative des ouvriers pétersbourgeois. Abandonnant les fabriques et les usines, se forgeant des armes, le prolétariat se joindra à la lutte. Les mots d'ordre de la lutte pour la liberté se répandront de plus en plus largement parmi les pauvres des villes, parmi des millions de paysans. Des comités révolutionnaires se formeront dans chaque fabrique, dans chaque quartier, dans chaque bourgade importante. Le peuple insurgé renversera les institutions gouvernementales, quelles qu'elles soient, de l'autocratie tsariste, et annoncera la convocation immédiate de l'Assemblée constituante.

L'armement immédiat des ouvriers et de tous les citoyens, en général, la préparation et l'organisation des forces révolutionnaires afin de supprimer les autorités et les institutions gouvernementales, telle est la base pratique sur laquelle peuvent et doivent s'unir pour un effort commun tous les révolutionnaires, quels qu'ils soient. Le prolétariat doit toujours suivre son propre chemin sans relâcher sa liaison avec le Parti social-démocrate, ni perdre de vue son grand but final qui est l'affranchissement de l'humanité entière de toute exploitation. Mais cette indépendance du Parti social-démocrate prolétarien ne nous

fera jamais oublier l'importance de la poussée révolutionnaire d'ensemble à l'heure d'une vraie révolution. Social-démocrates, nous pouvons et nous devons suivre notre chemin, indépendamment des révolutionnaires de la démocratie bourgeoise, sauvegardant ainsi l'indépendance de classe du prolétariat, mais nous devons aussi marcher la main dans la main pendant l'insurrection, quand on attaque le tsarisme de front, quand on riposte à la troupe, quand on donne l'assaut aux bastilles de l'ennemi maudit du peuple russe tout entier.

Le prolétariat mondial observe maintenant avec une fiévreuse impatience le prolétariat de Russie. Le renversement du tsarisme en Russie, héroïquement commencé par notre classe ouvrière, marquera un tournant dans l'histoire de tous les pays, facilitera la tâche de tous les ouvriers de toutes les nations dans tous les Etats, dans toutes les régions du globe. Que chaque social-démocrate, que chaque ouvrier conscient se souvienne des immenses devoirs que la lutte du peuple entier lui impose ! Il représente les besoins et les intérêts de toute la paysannerie, des masses de travailleurs et d'exploités du peuple entier contre l'ennemi commun. Qu'il ne l'oublie pas ! L'exemple des héroïques prolétaires de Pétersbourg est maintenant sous les yeux de tous.

Vive la Révolution !

Vive le prolétariat insurgé !

« Vpériod » n° 4
du 31 (18) janvier 1905

Conforme au texte du journal

JOURNÉES RÉVOLUTIONNAIRES

Paru le 31(18) janvier 1906 dans le n° 4 du « Vpériod »

Conforme au texte du journal collationné sur le manuscrit

1

QUE SE PASSE-T-IL EN RUSSIE?

Emeute ou révolution ? Telle est la question que se posent les journalistes et reporters européens en informant l'univers des événements de Pétersbourg et en s'efforçant de les apprécier. Ces prolétaires, debout par dizaines de milliers, contre lesquels l'armée impériale a donné victorieusement, sont-ils des émeutiers ou des insurgés ? Et les journaux étrangers qui ont le plus de possibilité d'observer les événements « à l'écart », avec l'impartialité des chroniqueurs, sont embarrassés de devoir répondre à cette question. Ils usent à tout moment des deux termes différents. Ce n'est pas étonnant. On n'a pas tort de dire qu'une révolution est une émeute réussie tandis qu'une émeute est une révolution avortée. Quiconque assiste au début d'événements vastes et grandioses, quiconque ne peut se rendre compte de ce qui se passe que de façon fragmentaire et imprécise, par des informations de troisième main, ne peut certes se décider à parler net en attendant. Les journaux bourgeois qui continuent à parler d'émeute, de mutinerie, de troubles, ne peuvent pourtant pas se dissimuler la portée nationale et même internationale des événements. Et c'est justement cette portée qui confère à ces derniers le caractère d'une révolution. Ceux qui parlent des derniers jours de l'émeute se mettent tout de même à traiter des premiers jours de la révolution. L'histoire de Russie est arrivée à un tournant. Les conservateurs européens les plus endurcis, auxquels la puissance incontrôlée de l'autocratie russe inspire l'admiration et la vénération, ne le nient pas. Il ne peut être question de

paix entre l'autocratie et le peuple. Les casse-cou, les « nihilistes » — l'Europe considère encore ainsi les révolutionnaires russes — ne sont plus les seuls à parler de révolution ; quiconque est tant soit peu capable de s'intéresser à la politique mondiale en fait autant.

Le mouvement ouvrier russe s'est élevé à un degré supérieur en quelques jours. Il se transforme sous nos yeux en soulèvement populaire. On conçoit qu'il devienne infiniment difficile de suivre les événements d'ici, de Genève, dans notre maudit éloignement. Mais tant que nous sommes condamnés à notre maudit éloignement, nous devons pourtant essayer de les suivre, d'en dresser le bilan, d'en dégager les enseignements, de tirer de l'expérience historique d'aujourd'hui les leçons qui nous serviront demain, ailleurs, là où « le peuple se tait » encore, où s'allumera quelque jour prochain, sous une forme ou sous une autre, l'incendie révolutionnaire. Nous devons remplir notre tâche constante de publiciste, écrire l'histoire contemporaine et nous efforcer de l'écrire de telle façon que notre travail de chroniqueur vienne en aide, autant que faire se peut, aux participants directs du mouvement, aux prolétaires héroïques qui sont sur le lieu de l'action ; et nous efforcer d'écrire de manière à contribuer à élargir le mouvement, à choisir consciemment des moyens, des procédés et des méthodes de lutte, susceptibles de donner les résultats les plus grands et les plus sûrs avec la moindre dépense de forces.

L'histoire des révolutions révèle des antagonismes sociaux mûris au cours de dizaines d'années et de siècles. La vie devient extraordinairement riche. Les masses toujours demeurées dans l'ombre et souvent méconnues pour cela, voire méprisées par les observateurs superficiels, interviennent activement sur la scène et combattent. Ces masses s'éduquent par la pratique, sous les yeux de tous, à force d'essais, de tâtonnements, de jalonnements, en se mettant à l'épreuve et en mettant à l'épreuve les théories de tous leurs idéologues. Ces masses font des efforts héroïques pour s'élever à la hauteur des immenses tâches mondiales que l'histoire leur impose ; et quelle que soit parfois la gravité de leurs défaites, quel que soit notre bouleversement devant les flots de sang et les milliers de victimes,

on ne pourra jamais rien comparer, quant à l'importance, à cette éducation directe des masses et des classes dans le cours même de la lutte révolutionnaire. L'histoire de cette lutte se mesure en journées. Et ce n'est pas à tort que certains organes étrangers ont déjà ouvert « le journal de la révolution russe ». Ouvrons-le à notre tour.

2

LE POPE GAPONE

L'hypothèse selon laquelle le pope Gapone serait un provocateur semble confirmée par le fait qu'il appartient à l'association patronnée par Zoubatov et même la dirige. La presse étrangère note, en outre, de même que nos correspondants, que la police a sciemment laissé s'étendre le mouvement gréviste ; que le gouvernement en général (et le grand-duc Vladimir en particulier) *voulait* provoquer, dans les conditions les plus avantageuses pour lui, une répression sanglante. Les correspondants anglais montrent même que la participation énergique des gens de Zoubatov au mouvement devait être particulièrement avantageuse au gouvernement dans cette conjoncture. Les intellectuels révolutionnaires et les prolétaires conscients qui se fussent probablement les premiers approvisionnés en armes devaient nécessairement se défier du mouvement de Zoubatov et s'en écarter. Le gouvernement avait ainsi les mains tout à fait libres et jouait sans risque : la manifestation serait celle des ouvriers les plus paisibles, les moins organisés, les plus arriérés ; les troupes en viendraient à bout sans la moindre peine et le prolétariat recevrait une bonne leçon ; le prétexte pour une bonne fusillade dans les rues serait magnifique ; la victoire du parti réactionnaire (ou grand-ducal) à la Cour, sur les libéraux, serait complète. La répression la plus cruelle suivrait.

Les journaux anglais et aussi les journaux conservateurs allemands imputent nettement au gouvernement (ou à Vladimir) un plan d'action de cette sorte. Il est très probable que telle est la vérité. Les sanglants événements du 9 janvier nous confirment fortement dans cette opinion.

Mais l'existence d'un plan de cette sorte n'exclut nullement l'hypothèse que le pope Gapone en ait été l'instrument *inconscient*. L'existence d'un mouvement réformateur et libéral parmi certains éléments du jeune clergé russe est hors de doute : ce mouvement s'est traduit dans les assemblées des milieux religieux philosophiques et dans la littérature cléricale. Il a même reçu un nom : c'est le mouvement de la « nouvelle orthodoxie ». Aussi ne peut-on pas exclure complètement l'idée que le pope Gapone ait pu être un socialiste-chrétien sincère et que le dimanche sanglant l'ait précisément poussé dans la voie de l'action révolutionnaire. Nous sommes d'autant plus enclins à l'admettre que les lettres de Gapone, écrites après la boucherie du 9 janvier et disant : « nous n'avons plus de tsar », son appel à la lutte pour la liberté, etc., sont autant de faits témoignant en faveur de sa sincérité et de son honnêteté, car un agent provocateur ne pouvait certes pas être chargé de se livrer à une agitation aussi puissante pour la continuation du soulèvement.

Quoi qu'il en soit, la tactique des social-démocrates à l'égard de nouveau meneur est toute indiquée : une expectative prudente et méfiante s'impose vis-à-vis de l'homme de Zoubatov. Il faut en tout cas participer avec énergie au mouvement gréviste déclenché (fût-ce par l'homme de Zoubatov), il faut une propagande énergique des idées et des mots d'ordre social-démocrates. C'est la tactique dont se sont inspirés, comme on le voit par les lettres citées plus haut, nos camarades du Comité pétersbourgeois du P.O.S.D. de Russie [49]. Quels que soient les desseins « pleins de ruse » de la coterie réactionnaire de la Cour, la réalité de la lutte des classes et de la protestation politique des prolétaires, avant-garde du peuple entier, s'est montrée infiniment plus rusée. Que les desseins des policiers et des militaires se soient retournés contre le gouvernement, que le mouvement patronné par Zoubatov, mince prétexte en lui-même, ait donné naissance à un mouvement révolutionnaire large et puissant, embrassant la Russie entière, c'est un fait. L'énergie révolutionnaire et l'instinct révolutionnaire de la classe ouvrière se sont frayés un chemin avec une force irrésistible, en dépit de tous les stratagèmes et de toutes les ruses policières.

3

LE PLAN DE LA BATAILLE DE PÉTERSBOURG

Il paraît singulier, au premier abord, de parler de bataille alors que les ouvriers désarmés allaient paisiblement présenter une pétition. Ce fut un massacre. Mais le gouvernement comptait précisément sur une bataille et exécutait, à coup sûr, un plan mûrement étudié. Il avait débattu d'un point de vue militaire la défense de Pétersbourg et du Palais d'Hiver. Il avait pris toutes les mesures militaires désirables. Il avait écarté toutes les autorités civiles et livré une capitale peuplée d'un million et demi d'habitants aux généraux assoiffés du sang populaire, le grand-duc Vladimir en tête.

Le gouvernement a sciemment amené le prolétariat à l'insurrection, provoquant par le meurtre de gens désarmés la bataille des barricades, afin de pouvoir noyer cette insurrection dans le sang. Le prolétariat profitera de ces leçons militaires du gouvernement, et puisqu'il a commencé la révolution, apprendra l'art de la guerre civile. La révolution est une guerre. C'est la seule guerre légitime, juste, nécessaire, la seule grande guerre de toutes celles que connaît l'histoire. Cette guerre est menée non dans l'intérêt sordide d'une poignée de dirigeants et d'exploiteurs, comme toutes les autres guerres, mais dans l'intérêt des masses populaires contre les tyrans, dans l'intérêt de millions et de dizaines de millions d'exploités et de travailleurs contre l'arbitraire et la violence.

Tous les observateurs étrangers sont maintenant unanimes à reconnaître que cette guerre est déclarée et déclenchée en Russie. Le prolétariat se lèvera de nouveau en masse plus nombreuse encore. Les derniers vestiges d'une foi

enfantine en le tsar mourront aussi vite que les ouvriers pétersbourgeois ont passé de la pétition aux barricades. Les ouvriers s'armeront partout. La police aura beau décupler sa surveillance autour des dépôts et des magasins d'armes. Aucune sévérité, aucune prohibition n'arrêtera la population des villes, consciente du fait que si elle est désarmée le gouvernement peut, sous tout prétexte, l'acculer à la fusillade. Chacun fera de son côté tout son possible pour se procurer un fusil ou du moins un revolver, pour cacher son arme et être prêt à riposter aux serviteurs sanguinaires du tsarisme. Il n'y a que le premier pas qui coûte. Il a été difficile aux ouvriers de passer à la lutte armée. Le gouvernement les y a contraints. Le premier pas, le plus difficile, est fait.

Un correspondant anglais relate une conversation caractéristique entre ouvriers, entendue dans la rue à Moscou. Un groupe de prolétaires discutait tout haut les leçons de l'actualité. « Des haches ? » disait l'un. — « Non, des haches ne serviront à rien contre les sabres. La hache n'atteint pas le sabre et le couteau moins encore ; non, il faut des revolvers, au moins des revolvers, mais des fusils vaudraient mieux ». Des conversations de cette sorte ont lieu maintenant, dans la Russie entière. Et ce ne seront pas, après la « journée de Vladimir » à Pétersbourg, propos en l'air.

Le dessein militaire de l'oncle du tsar, Vladimir, qui a présidé à la boucherie, se bornait à empêcher les ouvriers des faubourgs de parvenir au centre de la ville. On s'est efforcé de convaincre les soldats que les ouvriers voulaient détruire le Palais d'Hiver (avec des icones, des croix et une pétition !) et tuer le tsar. Le problème stratégique se réduisait à la défense des ponts et des principales artères conduisant à la place du Palais. Les places avoisinant les ponts (Troïtski, Sampsonievski, Nicolaïevski, du Palais) et les rues conduisant des quartiers ouvriers vers le centre (alentours de la barrière de Narva, chaussée de Schlusselbourg, perspective Nevski) et enfin la place du Palais, à laquelle parvinrent, en dépit de la concentration des troupes et des barrages, des milliers et des milliers d'ouvriers, furent les principaux théâtres des « opérations militaires ». Celles-ci étaient naturellement facilitées au

plus haut point du fait que l'on savait très bien où allaient les ouvriers qui n'avaient qu'un point de rassemblement, un objectif. Les braves généraux ont opéré « avec succès » contre un adversaire qui s'en venait les mains nues après avoir annoncé bien haut où il se rendait et pourquoi... Ce fut le plus infâme assassinat des masses populaires paisibles et désarmées, et un assassinat commis de sang-froid. Les masses y réfléchiront longtemps en revivant par les souvenirs et les récits ce qui vient de se passer. La seule conclusion inévitable, le seul résultat de cette « leçon de Vladimir » dans la conscience des masses, sera qu'il faut se comporter à la guerre comme à la guerre. Les masses ouvrières et, derrière elles, les masses de paysans pauvres, prendront conscience qu'elles sont partie belligérante et, dès lors... dès lors les batailles suivantes de notre guerre civile ne se dérouleront plus selon les « plans » des seuls grands-ducs et tsars. L'appel « Aux armes ! » qui a retenti sur la perspective Nevski, le 9 janvier, dans une foule ouvrière, ne peut plus demeurer sans écho.

4

SUPPLÉMENT À L'ARTICLE : « LE PLAN DE LA BATAILLE DE PÉTERSBOURG »

Le plan de la bataille de Pétersbourg a été décrit dans le n° 4 de *Vpériod* *. Nous trouvons à présent, dans les journaux anglais, certains détails intéressants relatifs à ce plan. Le grand-duc Vladimir avait nommé commandant en chef des opérations le général prince Vassiltchikov. La capitale était entièrement divisée en secteurs entre les officiers. Le tsar jouait sérieusement à la guerre, comme s'il se trouvait devant une invasion d'ennemis armés. Pendant les opérations, l'état-major était assis à la table verte sur l'Ile Vassilievski et recevait les rapports des commandants de chaque secteur, toutes les demi-heures.

Que les ouvriers de Pétersbourg en prennent acte !

Rédigé après le 18 (31) janvier 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, pp. 102-104. (*N. R.*)

5

« NOTRE PETIT PÈRE LE TSAR » ET LES BARRICADES

A jeter un coup d'œil d'ensemble sur les événements du dimanche sanglant, on est de plus en plus frappé d'étonnement de cette conjonction d'une foi naïve et patriarcale en le tsar et d'une cruelle bataille de rues, les armes à la main, contre l'autorité impériale. Le premier jour de la révolution russe met face à face, avec une étonnante vigueur, l'ancienne et la nouvelle Russie, révèle l'agonie de la foi séculaire de la paysannerie en le petit père le tsar et la naissance d'un peuple révolutionnaire incarné par le prolétariat des villes. Les journaux bourgeois d'Europe n'ont pas tort de dire que la Russie n'est plus le 10 janvier ce qu'elle était le 8 janvier. Le journal social-démocrate allemand que nous avons cité plus haut [50] n'a pas tort de rappeler comment débutait, il y a 70 ans, le mouvement ouvrier en Angleterre, comment les ouvriers anglais manifestaient en 1834 dans les rues contre l'interdiction des syndicats, comment ils élaboraient en 1838 près de Manchester, en de vastes assemblées, leur « charte populaire », et comment le pasteur Stephens proclamait que « tout homme libre respirant l'air libre de Dieu et marchant sur la terre que Dieu fit libre a le droit d'avoir son foyer ». Et ce pasteur invitait les ouvriers rassemblés à prendre les armes.

Un prêtre s'est aussi trouvé à la tête du mouvement chez nous, en Russie, un prêtre, qui au lendemain de l'appel à se rendre aux pieds du tsar avec une paisible pétition, lança l'appel à commencer la révolution. « Cama-

rades, ouvriers russes ! », écrivait le prêtre Gapone après la sanglante journée dans une lettre lue à l'assemblée des libéraux, « nous n'avons plus de tsar. Un fleuve de sang a coulé ajourd'hui entre lui et le peuple russe. Il est temps pour les ouvriers russes de commencer sans lui la lutte pour la liberté du peuple. Je vous bénis aujourd'hui, je serai parmi vous demain. Je suis absorbé aujourd'hui par le service de notre cause. »

Ce n'est pas le prêtre Gapone qui parle ainsi. C'est la voix de milliers et de dizaines de milliers d'hommes, la voix de millions et de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans russes qui pouvaient jusqu'à présent croire naïvement et aveuglément au petit père le tsar, chercher auprès du tsar « lui-même » un soulagement à leur intolérable misère, *n*'accuser de tous les abus, de tous les scandales, de toutes les violences et de tous les pillages *que* les fonctionnaires qui trompent le tsar. De longues générations opprimées, abêties, de moujiks relégués dans les coins perdus du pays, ont affermi cette foi. Chaque mois de vie dans les villes de la Russie nouvelle, industrielle et instruite, a sapé et détruit cette foi. Des milliers de prolétaires avancés, social-démocrates, se sont formés au cours des dix dernières années en rompant sciemment avec elle. Ces années ont formé des dizaines de milliers d'ouvriers dont l'instinct de classe, affermi dans les grèves et l'agitation politique, a miné les assises de cette foi. Mais il y avait encore, derrière ces milliers et ces dizaines de milliers d'hommes, des centaines de milliers et de millions de travailleurs et d'exploités, d'humiliés et d'outragés, de prolétaires et de demi-prolétaires, chez qui cette foi pouvait durer. Ils n'étaient pas en mesure d'aller jusqu'à l'insurrection, ils n'étaient capables que de demander et de supplier. Le prêtre Gapone a exprimé leurs sentiments, leur mentalité, le niveau de leurs connaissances et de leur expérience politique, et c'est ce qui fait la signification historique du rôle que vient de jouer, au début de la révolution russe, un homme hier encore inconnu, devenu aujourd'hui à Pétersbourg l'homme du jour, et au-delà de Pétersbourg celui de toute la presse européenne.

On comprend maintenant pourquoi les social-démocrates pétersbourgeois, dont nous avons cité plus haut les lettres,

considéraient au début — et ne pouvaient pas ne pas considérer — Gapone avec méfiance. Un homme revêtu de la soutane, croyant en Dieu et agissant sous la haute protection de Zoubatov et de l'Okhrana, ne pouvait pas manquer d'inspirer des suspicions. Nul, excepté ceux qui le connaissaient intimement, c'est-à-dire un groupe infime, ne pouvait dire avec certitude s'il était sincère en déchirant sa soutane et en maudissant son appartenance à une caste vile, au clergé qui vole et pervertit le peuple. Cette question ne pouvait être tranchée que par les événements historiques, par des faits, des faits et encore des faits. Et les faits l'ont tranchée en faveur de Gapone.

La social-démocratie réussira-t-elle à dominer ce mouvement spontané ? Nos camarades pétersbourgeois se le demandaient avec inquiétude en présence du développement impétueux de la grève générale qui gagnait des milieux prolétariens extrêmement larges, en présence de l'irrésistible influence de Gapone sur des masses « frustes » susceptibles de se laisser entraîner par un provocateur. Loin d'entretenir de naïves illusions sur la possibilité de démarches pacifiques, les social-démocrates discutaient avec Gapone, défendant ouvertement, résolument, toutes leurs idées, toute leur tactique. Et l'histoire, dont les masses ouvrières étaient les artisans sans la social-démocratie, a confirmé la justesse de ces idées et de cette tactique. La logique de la situation de classe du prolétariat s'est révélée plus forte que les erreurs, les naïvetés et les illusions de Gapone. Le grand-duc Vladimir, agissant au nom du tsar, investi de toute la puissance du tsar, s'est chargé de montrer, par son exploit de bourreau, aux masses ouvrières, ce que les social-démocrates leur ont toujours démontré et continueront de leur démontrer par la parole et l'écrit.

Les masses ouvrières et paysannes gardant encore quelque vestige de foi en le tsar ne pouvaient, avons-nous dit, aller à l'insurrection. Nous sommes en droit de dire depuis le 9 janvier : elles peuvent maintenant aller à l'insurrection et elles iront à l'insurrection. « Notre petit père le tsar » les a lui-même, en massacrant des ouvriers désarmés, poussées vers les barricades et leur a donné la première leçon du combat sur les barricades. Les leçons de « notre petit père le tsar » ne seront pas perdues.

A la social-démocratie de veiller à la plus large diffusion des informations sur les sanglantes journées de Pétersbourg, à la plus grande cohésion et à la plus grande organisation de ses forces, à la propagande la plus énergique du mot d'ordre qu'elle a lancé depuis longtemps : *l'insurrection armée du peuple entier* *.

* Il est vrai que nos profonds adeptes de la nouvelle *Iskra* (profonds à la Martynov) se sont évertués à embrouiller, à affaiblir, à reléguer à l'arrière-plan ce mot d'ordre (voir dans le n°62 de l'*Iskra* l'éditorial « Nous préparons-nous comme il faut ? »). Mais les élucubrations à la Martynov répandues par la nouvelle *Iskra* se heurtent à la ferme riposte au sein de notre parti, surtout depuis le fameux plan d'« accords » avec les membres des zemstvos visant à ne pas provoquer de peur panique [51].

6

LES PREMIERS PAS

L'étincelle qui a allumé l'incendie n'était rien d'autre qu'un conflit habituel travail-capital : une grève dans une usine. On doit souligner, cependant, que cette grève de 12 000 ouvriers de l'usine Poutilov, commencée le lundi 3 janvier, a été menée surtout au nom de la solidarité prolétarienne. Elle a été causée par le renvoi de quatre ouvriers. « Quand on eut rejeté la demande de les réintégrer, nous écrit un camarade de Pétersbourg, le 7 janvier toute l'usine a débrayé immédiatement, avec ensemble. La grève se passe très dignement ; les ouvriers ont délégué quelques hommes pour préserver les machines et tout le matériel de toute détérioration possible de la part d'ouvriers moins conscients. Puis ils ont envoyé dans les autres usines une délégation chargée de communiquer leurs revendications et de proposer de se joindre à la grève. » Des milliers, des dizaines de mille ouvriers ont commencé à se rallier au mouvement. L'association ouvrière légale de Zoubatov, fondée avec le concours du gouvernement pour pervertir le prolétariat par une propagande monarchiste systématique, a rendu un grand service dans l'organisation du mouvement à ses débuts et dans son élargissement. Il s'est produit ce dont parlaient, depuis longtemps déjà, les social-démocrates, disant aux partisans de Zoubatov que l'instinct révolutionnaire de la classe ouvrière et son esprit de solidarité prendront le dessus sur toutes les petites ruses policières. Les ouvriers les plus arriérés seront attirés dans le mouvement par les gens de Zoubatov, puis le gouvernement tsariste se chargera lui-même de les faire progresser ; l'exploitation capitaliste les fera passer elle-même du mouvement paisible et entièrement hypocrite de Zouba-

tov à la social-démocratie révolutionnaire. Les conditions de vie et l'expérience de la lutte du prolétariat seront plus fortes que toutes les « théories » et tous les vains efforts de messieurs les adeptes de Zoubatov *.

C'est ce qui s'est produit. Un camarade ouvrier, membre du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., nous fait part de ses impressions dans une lettre du 5 janvier :

« J'écris sous l'impression encore toute fraîche de la réunion des ouvriers de l'usine Sémiannikov, qui vient d'avoir lieu porte Nevski. Mais avant tout, quelques mots sur l'état d'esprit des ouvriers pétersbourgeois. Comme on le sait, *des organisations « Zoubatov » ont commencé ces derniers temps à se former ou plutôt à renaître sous la direction du pope Gapone. Ces organisations se sont multipliées et se sont considérablement renforcées en un laps de temps très court. Il existe déjà 11 sections du soi-disant « Rassemblement des ouvriers de fabrique et d'usine russes ». Comme il fallait s'y attendre, les résultats de ces rassemblements devaient être semblables à ceux du Midi.*

On peut affirmer à présent qu'un large mouvement de grèves est déclenché à Pétersbourg. Presque chaque jour on entend parler d'une nouvelle grève, tantôt dans une usine, tantôt dans une autre. L'usine Poutilov fait grève depuis deux jours déjà. Il y a deux semaines a fait grève la filature Schau dans le quartier de Vyborg. La grève a duré quatre jours. Les ouvriers n'ont rien obtenu. La grève recommencera d'un moment à l'autre. Partout, le moral est excellent, mais on ne saurait dire que ce soit au profit de la social-démocratie. Une grande partie des ouvriers se prononce pour la seule lutte économique et contre la lutte politique. Néanmoins, il faut espérer que cet état d'esprit changera et que les ouvriers comprendront que, sans lutte politique, ils n'obtiendront aucune amélioration économique. C'est à quoi il faut s'attendre. Aujourd'hui est entrée en grève l'usine de la société de constructions navales Nevski (de Sémiannikov). La section locale du « Rassemblement des ouvriers de fabrique et d'usine russes » s'efforce de prendre la direction de la grève, mais il est évident

* Cf. *Que faire ?* de Lénine pp. 86-88. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, pp. 424-425. *N.R.*)

qu'elle n'y parviendra pas. C'est la social-démocratie qui dirigera, bien qu'elle soit extrêmement faible ici.

Des tracts du comité de Pétersbourg ont paru : deux sont adressés à la filature Schau, et un aux ouvriers de l'usine Poutilov. Aujourd'hui s'est tenue une réunion à l'usine de constructions navales Nevski. Près de 500 ouvriers y ont assisté. Les membres de la section locale du « Rassemblement » y ont pris la parole pour la première fois. Ils ont écarté les revendications politiques et ont surtout présenté des revendications économiques. Dans la foule, il y avait des murmures de mécontentement. Mais un collaborateur de la *Rousskaïa Gazéta*, Stroev, qui est très estimé par les ouvriers de Pétersbourg, est apparu. Il a proposé une résolution qu'il avait élaborée, a-t-il déclaré, avec les représentants de la social-démocratie. Cette résolution souligne, mais d'une manière insuffisante, l'opposition des intérêts de classes du prolétariat et de la bourgeoisie. Après Stroev ont pris la parole des camarades ouvriers, social-démocrates, qui ont défendu le principe de cette résolution, tout en soulignant son insuffisance. La confusion a commencé ; certains étaient mécontents des discours des social-démocrates et se sont mis à saboter la réunion. On s'est prononcé, à la majorité, contre le président qui faisait partie des perturbateurs et on a élu un nouveau président, un socialiste. Mais les membres de l'« association » (de Zoubatov) ont continué à perturber la réunion. Bien que la majorité écrasante de l'assistance (90%) fût pour les socialistes, la réunion s'est terminée en queue de poisson et on a remis la résolution au lendemain. En tout cas, on peut dire que les social-démocrates ont pu disposer les ouvriers en leur faveur. Demain, on prévoit un grand meeting. Il y aura peut-être deux à trois mille personnes. On doit s'attendre ces jours-ci à une manifestation grandiose, quelque chose de semblable à celle de juillet dans le Midi, en 1903. L'usine de la Société franco-russe fait grève : près de quatre à cinq mille personnes. On communique que la grève a commencé aux filatures Schtiglitz — près de cinq mille. On attend une grève à l'usine Oboukhov — cinq-six mille. »

En comparant ces informations communiquées par un social-démocrate, membre du comité local (qui ne pouvait,

bien entendu, avoir des renseignements que sur ce qui s'est passé dans une petite partie de la ville), aux informations des journaux étrangers (anglais principalement), nous devons en conclure que ces dernières se distinguent par une précision très significative.

La grève s'est étendue de jour en jour avec une rapidité vertigineuse. Les ouvriers ont organisé un grand nombre de réunions et ont élaboré leur « charte », leurs revendications économiques et politiques. Malgré la direction des gens de Zoubatov, ces revendications se ramenaient, en somme, à celles du programme du Parti social-démocrate y compris le mot d'ordre : convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct, égal et au scrutin secret. La croissance spontanée d'une grève comme on n'en avait encore jamais vue a dépassé de loin la participation méthodique des social-démocrates organisés. Mais laissons-leur la parole.

7

LA VEILLE DU DIMANCHE SANGLANT

Nous nous sommes arrêtés dans notre récit sur le cours des événements au moment où, sur l'initiative de Gapone, on avait fixé pour le dimanche 9 janvier la marche des masses ouvrières vers le Palais d'Hiver pour remettre au tsar une « pétition » demandant la convocation de l'Assemblée constituante. La grève était devenue générale à Pétersbourg, dès le samedi 8 janvier. Même d'après les informations officielles, le nombre des grévistes était de 100 à 150 000. La Russie n'avait encore jamais vu une telle explosion de la lutte des classes. Toute la vie industrielle, commerciale, publique d'un centre gigantesque d'un million et demi d'habitants s'est trouvé paralysée. Le prolétariat a montré pratiquement que la civilisation moderne repose sur *lui* et *seulement sur lui*, que c'est son travail qui crée les richesses et le luxe ; c'est sur lui que repose notre « culture ». La ville était privée de journaux, d'éclairage et d'eau. Cette grève générale avait un caractère nettement politique, était un prélude à des événements révolutionnaires.

Voici comment un témoin décrit, dans sa lettre, la veille du jour historique :

« Depuis le 7 janvier, la grève est devenue générale à Pétersbourg. Non seulement les grandes usines et fabriques, mais de nombreux ateliers ont fermé leurs portes. Aujourd'hui, 8 janvier, aucun journal n'a paru en dehors du *Pravitelstvénny Vestnik* [52] et des *Viédomosti S.-Pétersbourgskovo Gradonatchalstva*. Jusqu'à présent, le mouvement est dirigé par les hommes de Zoubatov. Nous sommes témoins d'événements encore jamais vus à Pétersbourg

et nous sommes angoissés devant l'inconnu : l'organisation social-démocrate sera-t-elle en état de prendre la direction du mouvement, ne serait-ce que dans quelque temps ? La situation est très grave. Tous ces jours-ci, il y a des réunions de masses d'ouvriers dans tous les quartiers de la ville et dans les locaux de l'« Union des ouvriers russes », devant lesquels des milliers d'ouvriers stationnent des journées entières. De temps en temps, les social-démocrates prononcent des discours et distribuent des tracts. Ils sont en général accueillis favorablement, bien que les gens de Zoubatov cherchent à faire opposition. Quand on parle de l'autocratie, ils crient : « Cela ne nous intéresse pas, l'autocratie ne nous gêne pas ! ». Cependant, dans les discours qu'ils prononcent à l'« Union », ils exposent toutes les revendications social-démocrates, à commencer par la journée de 8 heures pour terminer par la convocation des représentants du peuple sur la base d'un suffrage égal, direct et au scrutin secret. Seulement les gens de Zoubatov affirment que la satisfaction de ces revendications ne signifie pas l'abolition de l'autocratie, mais le rapprochement du peuple et du tsar, l'élimination de la bureaucratie qui sépare le tsar du peuple.

Les social-démocrates prennent également la parole, même dans les locaux de l'« Union », et leurs discours sont accueillis favorablement, mais l'initiative des propositions concrètes vient des hommes de Zoubatov. Malgré les protestations des social-démocrates, ces propositions sont acceptées. Elles se ramènent à ceci : dimanche 9 janvier, les ouvriers doivent aller au Palais d'Hiver et transmettre au tsar, par l'entremise du prêtre Gapone, une pétition qui énumère toutes les revendications des ouvriers et se termine par les mots : « Donne-nous tout cela ou nous allons mourir. » Les dirigeants des réunions ajoutent : « Si le tsar ne nous accorde rien, nos mains seront déliées : il est notre ennemi et nous manifesterons contre lui avec un drapeau rouge. Si notre sang coule, il retombera sur sa tête. » La pétition est approuvée partout. Les ouvriers font serment de venir dimanche sur la place « avec femmes et enfants». Aujourd'hui, la pétition sera signée dans différents quartiers ; à 2 heures, tous doivent se rassembler à la « Maison du Peuple » pour un meeting final.

Tout cela se passe avec la complaisance entière de la police : on l'a retirée de partout, bien que dans la cour de certains immeubles soient cachés des gendarmes à cheval.

Aujourd'hui, on affiche dans les rues la déclaration du gouverneur qui interdit les rassemblements et menace de la force armée. Ces affiches sont arrachées par les ouvriers. On amène des troupes des environs. Les employés des tramways (receveurs et cochers) ont été obligés à aller travailler par les cosaques armés de sabres dégaînés. »

8

NOMBRE DES TUÉS ET DES BLESSÉS

Les données quant au nombre des tués et des blessés diffèrent. Il va de soi qu'il ne saurait être question d'un compte exact et il est très difficile d'évaluer à vue. Le communiqué officiel donnant 96 tués et 330 blessés est probablement faux, et personne n'y croit. Selon les dernières nouvelles, les journalistes ont soumis le 13 janvier au ministre de l'Intérieur une liste de *4 600 tués et blessés*, établie par des reporters. Il est évident que ce chiffre non plus *ne peut être* complet, étant donné l'impossibilité de dénombrer, même le jour (sans parler de la nuit), tous les tués et blessés, pendant les combats de rue.

La victoire de l'autocratie sur le peuple sans armes n'a pas coûté moins de victimes que les grandes batailles de Mandchourie. A en croire tous les correspondants étrangers, les ouvriers criaient non sans raison aux officiers, qu'ils combattent mieux le peuple russe qu'ils ne combattent les Japonais.

9

COMBATS SUR LES BARRICADES[48]

Comme nous l'avons déjà constaté, les correspondances font état le plus souvent des barricades de l'Ile Vassilievski, parfois de la perspective Nevski. Le communiqué gouvernemental du lundi 10 (23) janvier proclame : « La foule a élevé des barricades avec des barbelés, des drapeaux rouges, sur la chaussée de Schlusselbourg, puis près de la porte de Narva, sur le pont de Troïtski, près du jardin d'Alexandre, près des squares de la perspective Nevski. Des fenêtres des maisons voisines, on a jeté des pierres et tiré sur la troupe. La foule a désarmé la police. L'armurerie Schoff a été pillée. Dans les 1er et 2e arrondissements de l'Ile Vassilievski, la foule a coupé les fils télégraphiques et abattu les poteaux. Le commissariat de police a été saccagé. »

Un correspondant français a télégraphié dimanche à 2 h 50 : « La fusillade continue. La troupe semble avoir complètement perdu la tête. En traversant la Néva, j'ai vu quelques feux de signalisation et entendu le grondement des salves. Sur l'Ile Vassilievski, les barricades sont éclairées au moyen de feux de bois allumés par les grévistes. Je n'ai pas pu aller plus loin. Le sinistre son du cor donne le signal de la fusillade. Un bataillon, baïonnettes pointées, prend d'assaut une barricade, faite de traîneaux entassés. C'est une véritable boucherie. Une centaine d'ouvriers environ git sur le champ de bataille. Une cinquantaine de prisonniers blessés passent devant moi. Un officier me menace du pistolet et m'ordonne de vider les lieux. »

Les correspondants donnent très peu de descriptions précises des batailles de barricades. Cela se comprend parce qu'ils se sont efforcés de se tenir plus ou moins éloignés des endroits dangereux. Peu, très peu de participants aux combats ont survécu, cela se conçoit. On a même dit que l'artillerie a tiré sur les barricades, mais cela n'est pas confirmé, je crois.

Conforme au manuscrit

LA PAIX DU TSAR

Les journaux étrangers ont annoncé que, lors des dernières délibérations à Tsarskoïé Sélo (après la victoire du 9 janvier), on a discuté avec animation, en présence du tsar ou sans lui, de l'opportunité de signer la paix avec le Japon. En principe, à l'heure actuelle, tout l'entourage du bien-aimé monarque est pour la paix. Le nombre de dignitaires de l'Etat qui étaient inconditionnellement pour la poursuite de la guerre, il y a 10 jours, a considérablement diminué et beaucoup d'entre eux sont déjà devenus des partisans convaincus de la paix.

A l'intention des social-démocrates bébêtes du soi-disant Organe central de notre parti, qui ne comprenaient pas que les phrases sur « la paix *à tout prix* », restant des phrases creuses (parce que personne ne demandait l'avis des social-démocrates et que rien ne dépendait de leur avis), dans la conjoncture présente, servaient en fait seulement aux partisans effrayés de l'autocratie. Nos gens de la nouvelle *Iskra* n'ont pas remarqué le changement dans l'état d'esprit de toute la bourgeoisie européenne (qui avait commencé par prendre le parti du Japon et qui est passée depuis longtemps déjà du côté de la Russie, par crainte de la révolution : Cf. *Frankfurter Zeitung* et d'autres journaux). Maintenant, ils ne remarquent pas que les Ougrioum-Bourtchéev [84] pétersbourgeois commencent à utiliser eux aussi, pour servir leurs intérêts, les phrases vides et banales sur la paix *à tout prix.*

Rédigé le 19 janvier (1er février) 1905. Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

HISTORIQUE ABRÉGÉ DE LA SCISSION DU P.O.S.D.R. [55]

Le leader bien connu des social-démocrates suisses, *Hermann Greulich*, exprimait, entre autres, dans sa lettre du 1er février 1905 à la rédaction du journal *Vpériod* (P.O.S.D.R.), le regret qu'une nouvelle scission se fût produite parmi les social-démocrates russes. « Wer die grössere Schuld an dieser Zersplitterung trägt, das werde ich nicht entscheiden und ich habe den internationalen Entscheid bei der deutschen Parteileitung angeregt. » (« Je ne me chargerai pas, observait-il, de dire quels sont les plus coupables dans cette scission. J'ai proposé à la direction du Parti social-démocrate d'Allemagne de trancher la question par la voie internationale. »)

A cette lettre de Greulich, la rédaction de *Vpériod* et le représentant à l'étranger du « Bureau des Comités de la Majorité » de Russie, le camarade Stépanov, ont répondu par la lettre qu'on trouvera ci-dessous.

Le camarade Greulich ayant manifesté l'intention de demander une solution internationale du litige, nous communiquons la lettre que nous lui adressons à tous les amis étrangers du journal *Vpériod*, en les priant de la faire *traduire* dans la langue du pays qu'ils habitent et de la faire connaître aussi largement que possible parmi les social-démocrates étrangers.

Il serait aussi désirable de faire traduire en langues étrangères la brochure de Lénine *Déclaration et documents sur la rupture des organismes centraux avec le parti*, ainsi que les résolutions des conférences 1) du Nord, 2) du Caucase et 3) du Midi.

Prière de nous informer si on peut donner suite à cette demande...

LETTRE A GREULICH

Le 3 février 1905

Cher camarade,

Vous soulevez, dans votre lettre, la question de la culpabilité de l'une des fractions de notre parti (le P.O.S.D.R.) dans la scission. Vous dites avoir demandé sur ce sujet l'opinion des social-démocrates allemands et du Bureau International [56]. Aussi nous nous croyons tenus de vous faire connaître comment s'est produite la scission. Nous nous bornerons à citer *des faits établis avec précision*, toute appréciation de ces faits étant, autant que possible, écartée.

Jusqu'à la fin de 1903, notre parti fut un ensemble d'organisations social-démocrates locales dépourvues de liaison entre elles et appelées *comités*. Le Comité central et l'Organe central élus au Premier Congrès du parti (printemps 1898) faisaient défaut. La police les avait anéantis et ils ne s'étaient pas reconstitués. A l'étranger, « l'Union des social-démocrates russes » (dont le *Rabotchéïé Diélo* était l'organe, *d'où le nom de la tendance*) s'était séparée de Plékhanov. Le journal *Iskra*, fondé en 1900, se rangea du côté de ce dernier. Au cours de trois années, de 1900 à 1903, ce journal acquit une influence décisive sur les comités russes. L'*Iskra* défendait les idées de la social-démocratie révolutionnaire contre « l'économisme » (alias doctrine du *Rabotchéïé Diélo* ou variété russe de l'opportunisme).

Le manque d'unité du parti pesait à tout le monde.

On réussit enfin à réunir en août 1903, à l'étranger, le *II^e Congrès du parti*. Tous les comités russes, le *Bund* (organisation autonome du prolétariat juif) et les *deux* fractions des émigrés, celle de l'*Iskra* et du *Rabotchéïé Diélo*, y participèrent.

Tous les participants reconnurent la validité du congrès. La lutte se déroula entre les tendances de l'*Iskra* et du *Rabotchéïé Diélo* auquel se ralliait le *Bund* [57], le juste milieu étant occupé par ce qu'on appelait le « marais ». La tendance de l'*Iskra* l'emporta. Elle fit accepter le programme du parti (on adopte le projet de l'*Iskra*). La qualité d'Organe central fut reconnue à ce journal, dont l'orientation devint celle du parti. Diverses résolutions sur la tacti-

que furent conçues dans le même esprit. Les statuts d'organisation proposés par l'*Iskra* (projet Lénine) furent adoptés, les adversaires de l'*Iskra*, aidés d'une minorité des partisans du journal, ne réussirent qu'à en altérer quelques points. Les voix se répartirent ainsi au congrès : 33 sur 51 allèrent à l'*Iskra* (de ce nombre 24 appartiennent aujourd'hui à la *majorité* et 9 à la *minorité*), 10 appartenaient au marais et 8 aux adversaires de l'*Iskra* (3 du *Rabotchéïé Diélo* et 5 du *Bund*). A la fin du congrès, avant les élections, *sept* délégués (2 du *Rabotchéïé Diélo* et 5 du *Bund*) quittèrent le congrès (le *Bund* sortit du parti).

La minorité de l'*Iskra*, soutenue en raison de ses erreurs par tous les adversaires de l'*Iskra* et par le marais, forma la *minorité du congrès* (24 contre 9+10+1, c'est-à-dire 24 contre 20). Il fut décidé d'élire, afin de constituer les organismes centraux du parti, trois rédacteurs à l'Organe central et trois membres au Comité central. Des six membres de l'ancienne rédaction de l'*Iskra* (Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Starover, Lénine et Martov) furent élus : Plékhanov, Lénine et Martov. On voulut faire entrer au Comité central deux membres de la majorité et un membre de la minorité.

Martov refusa d'entrer dans la rédaction sans les trois camarades qui en étaient « exclus » (non réélus), et la minorité tout entière refusa de participer à l'élection du Comité central. Personne n'a jamais contesté et ne conteste la légitimité de ces élections, mais la minorité s'est refusée, après le congrès, à travailler sous la direction des organismes centraux élus par le congrès.

Ce boycottage a duré trois mois : de la fin août à la fin novembre 1903. L'*Iskra* (*6 numéros parus, les nos 46 à 51*) *était rédigée par Plékhanov et Lénine*. La minorité forma une organisation secrète [58] dans le parti (ce *fait* est maintenant établi dans la *presse* par ses propres partisans et n'est nié *par personne*). La majorité écrasante des comités de Russie (12 sur 14 qui eurent le temps de s'exprimer) se prononcèrent contre ce boycottage désorganisateur.

Mais Plékhanov, après que la Ligue des émigrés [59] (organisation du parti à l'étranger) eut tenu à *la fin d'octobre* 1903 un congrès agité, résolut de céder à la minorité en déclarant devant le parti, dans un article intitulé « Ce

qu'il ne faut pas faire » (n° 52 de l'*Iskra*, novembre 1903), qu'il faut parfois céder, pour éviter une scission, même à ceux qui penchent par erreur vers le *révisionnisme* et agissent en *individualistes anarchistes* (les mots soulignés sont textuellement empruntés à l'article de Plékhanov). Lénine ne voulant pas enfreindre les décisions du congrès sortit de la rédaction. Plékhanov s'adjoignit alors par « cooptation » les quatre anciens rédacteurs. Les comités de Russie déclarèrent vouloir se rendre compte de l'orientation de la nouvelle *Iskra* et de la volonté de paix des menchéviks entrés dans la rédaction.

Il arriva, comme le prédisaient les bolchéviks, que la tendance de l'ancienne *Iskra* ne se maintint pas et que la nouvelle rédaction menchéviste ne donna pas non plus la paix au parti. La tendance de l'*Iskra* revint à un tel point aux vieilles idées du *Rabotchéïé Diélo* répudiées par le IIe Congrès, que Trotski *lui-même*, membre en vue de la minorité, auteur d'une brochure-programme intitulée « Nos tâches politiques », publiée *sous la rédaction de la nouvelle « Iskra »*, déclara en toutes lettres : *« Il y a un abîme entre l'ancienne et la nouvelle « Iskra »*. Nous nous bornons à citer cette déclaration de l'un de nos adversaires pour ne pas entrer en de longs développements sur le manque de fermeté de principes de l'*Iskra*.

D'autre part, « l'organisation secrète de la minorité » ne s'était pas dissoute et continuait le boycottage du Comité central. Cette scission du parti en une organisation ouverte et une organisation secrète entravait intolérablement le travail. L'immense majorité des comités de Russie qui s'exprimèrent sur la crise condamnèrent résolument la tendance de la nouvelle *Iskra* et l'attitude désorganisatrice de la minorité. On demande de toutes parts la convocation immédiate du IIIe Congrès afin de sortir d'une situation intolérable.

Les statuts de notre parti exigent, pour qu'un congrès extraordinaire se réunisse (les congrès ordinaires se tiennent, « autant que possible », tous les deux ans), que les organisations disposant ensemble de la moitié du nombre total des voix le réclament. *Cette moitié s'est prononcée*. Mais ici le Comité central trahit la ma-

jorité en profitant de l'arrestation de quelques-uns de ses membres appartenant à cette majorité. Sous prétexte de « conciliation », les membres du Comité central qui n'avaient pas été arrêtés *s'entendirent avec l'organisation secrète de la minorité*, la déclarèrent dissoute et *firent secrètement entrer, par cooptation*, à l'insu du parti et en dépit des déclarations écrites du Comité central, *trois menchéviks dans le C.C.* Cette cooptation eut lieu en novembre ou décembre 1904. De sorte que la minorité a lutté depuis août 1903 jusqu'à novembre 1904, déchirant tout le parti afin de faire coopter trois personnes à l'Organe central et trois autres au Comité central.

Les institutions centrales du parti ainsi truquées opposèrent à la revendication d'un congrès le silence ou l'injure.

Toute la patience des comités de Russie fut alors épuisée. Ils se mirent à réunir des conférences partielles. Trois conférences ont eu lieu jusqu'à présent : 1. celle des quatre comités du Caucase ; 2. celle des trois comités du Midi (Odessa, Nikolaïev et Ekatérinoslav) ; 3. celle des six comités du Nord (Pétersbourg, Moscou, Tver, Riga, le « Nord » — c'est-à-dire Iaroslavl, Kostroma, Vladimir — et enfin Nijni-Novgorod). Toutes ces conférences se sont prononcées pour la « majorité », ont décidé de soutenir le groupe d'écrivains de la majorité (groupe formé par Lénine, Riadovoï, Orlovski, Galerka [60], Voïnov [61] et d'autres) et ont élu *leur Bureau.* Ce Bureau a été invité par la troisième conférence, celle du Nord, à se transformer en *Comité d'organisation* et à convoquer un congrès des comités de Russie, le Troisième Congrès du parti en d'autres termes, en dépit des centres dirigeants de l'étranger qui se sont détachés du parti.

Les choses en étaient là au 1er janvier 1905 (nouveau style). Le Bureau des Comités de la Majorité s'est mis à l'œuvre (le régime policier que nous subissons retardera naturellement de plusieurs mois la convocation du congrès : le IIe Congrès avait été annoncé en décembre 1902 et réuni en août 1903). Le groupe d'écrivains de la majorité a fondé le journal « *Vpériod* », *organe de la majorité* paraissant *hebdomadairement* depuis le 4 janvier 1905 (nouveau style). Quatre numéros ont paru à ce jour (3 février

1905). L'orientation du journal *Vpériod* est *celle de l'ancienne « Iskra »*. Au nom de cette dernière, *Vpériod* combat avec énérgie la nouvelle *Iskra*.

Il y a donc, en fait, deux partis ouvriers social-démocrates de Russie. L'un dont l'*Iskra* est « officiellement » qualifiée Organe central du parti, avec le Comité central et 4 comités de Russie sur *20* (les comités de Russie, autres que les 20 comités représentés au IIe Congrès, se sont constitués ultérieurement et leur légitimité est encore contestée). L'autre parti a *Vpériod* pour organe, rallie le « Bureau des Comités de la Majorité de Russie » et ces 14 comités (13 ont été nommés plus haut, plus celui de Voronèje et probablement aussi ceux de Saratov, de l'Oural, de Toula et de la Sibérie *.

La *nouvelle « Iskra »* est défendue par tous les adversaires de l'ancienne *Iskra*, par tous les partisans du *Rabotchéié Diélo* et par la plupart des intellectuels gravitant autour du parti. *Vpériod* est soutenu de tous ceux qui professent avec conviction les principes de l'ancienne *Iskra*, d'un plus grand nombre des ouvriers avancés conscients et des militants du parti en Russie. Plékhanov qui, au IIe Congrès du parti (août 1903) et au congrès de la Ligue (octobre 1903), était bolchévik et qui, à partir de novembre 1903, combat avec acharnement la « majorité », a déclaré publiquement, le *2 septembre 1904* (cette opinion a été publiée), que les forces des deux organisations étaient à peu près égales.

Bolchéviks, nous affirmons que la majorité des vrais militants du parti en Russie est avec nous. Nous considérons comme la cause principale de la scission et comme l'obstacle principale à l'union l'attitude désorganisatrice de la minorité qui a refusé de se soumettre aux décisions du IIe Congrès et préféré une scission à la convocation du IIIe Congrès.

En ce moment, les menchéviks scindent partout en Russie les organisations locales. C'est ainsi qu'à Pétersbourg ils ont empêché le comité d'organiser la manifestation du

* Ces quatre derniers comités se sont tout au moins prononcés après le IIe Congrès en faveur de la « majorité ».

28 novembre (voir le n° 1 de *Vpériod* *). Ils ont maintenant fait la scission à Pétersbourg et formé le groupe dit « près le Comité central » qui s'oppose au comité local du parti. Ils viennent de fonder un groupe analogue (« près le Comité central ») afin de combattre le comité du parti à Odessa. Les organismes centraux menchéviks ont dû, en raison de leur fausse position, désorganiser le travail local du parti, puisqu'ils refusaient de se soumettre aux décisions des comités qui les avaient élus.

Les divergences de principe entre *Vpériod* et la nouvelle *Iskra* sont essentiellement celles qui existaient entre l'ancienne *Iskra* et le *Rabotchéïé Diélo*. Ces divergences, nous les considérons comme importantes, mais nous ne les considérerions pas comme constituant en elles-mêmes un obstacle au travail commun au sein d'un seul parti, si la possibilité nous était donnée de défendre sans restriction nos points de vue, ceux de l'ancienne *Iskra*.

Publié en 1905 en feuille volante par le groupe de soutien du P.O.S.D.R. de Berne

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, pp. 28-32. (*N.R.*)

TRÉPOV EST LE MAÎTRE

L'impitoyable répression de tout mécontentement est devenue depuis le 9 janvier le mot d'ordre du gouvernement. Trépov, l'un des serviteurs du tsarisme les plus exécrés de la Russie entière, Trépov, célèbre à Moscou pour sa dureté, sa grossièreté et ses tentatives de corrompre les ouvriers avec Zoubatov, était nommé, le mardi, gouverneur-général de Pétersbourg et muni de pouvoirs dictatoriaux.

Les arrestations se mirent à pleuvoir comme d'une corne d'abondance. Les membres de la délégation libérale, qui s'étaient rendus tard dans la soirée du samedi chez Witte et Sviatopolk-Mirski, afin de prier le gouvernement de recevoir la pétition ouvrière et de ne pas répondre à coups de fusils à une manifestation pacifique, furent arrêtés les premiers. Il va de soi que leurs prières n'aboutirent à rien. Witte renvoya les délégués à Sviatopolk-Mirski qui refusa de les recevoir. Le ministre adjoint de l'Intérieur, Rydzevski, les reçut très sèchement en leur disant qu'il fallait convaincre les ouvriers et non le gouvernement, ce dernier étant parfaitement informé sur tout ce qui se passait et ayant déjà pris des décisions que nulle démarche ne pouvait plus modifier. Détail intéressant, l'assemblée des libéraux qui avait élu cette délégation s'était demandé s'il ne fallait pas déconseiller aux ouvriers de se rendre en cortège vers le Palais d'Hiver, mais un ami de Gapone qui se trouvait dans l'assistance avait déclaré que ce serait superflu, la décision des ouvriers étant irrévocable. (Ces faits ont été publiés par M. Dillon, correspondant du journal anglais *The Daily Telegraph*, et confirmés plus tard par d'autres correspondants.)

On a formulé contre les membres arrêtés de la délégation : Hessen, Arséniev, Karéiev, Péchékhonov, Miakotine, Sémevski, Kédrine, Chnitnikov, Ivantchine-Pissarev et Gorki (arrêté à Riga et amené à Pétersbourg) l'absurde inculpation d'avoir eu l'intention de former au lendemain de la révolution un « gouvernement provisoire de la Russie ». On comprend que cette inculpation tombe d'elle-même. Nombre d'entre les personnes arrêtées (Arséniev, Kédrine, Chnitnikov) ont déjà été relâchées. Une campagne énergique a commencé à l'étranger dans la société bourgeoise cultivée en faveur de Gorki ; une pétition au tsar demandant sa libération a été signée de nombreuses personnalités allemandes du monde scientifique et littéraire. Les écrivains et les savants d'Autriche, de France et d'Italie s'y joignent maintenant.

Le vendredi soir furent arrêtés quatre collaborateurs du journal *Nacha Jizn* : Prokopovitch et sa femme, Khijniakov et Iakovlev (Bogoutcharski). Parmi les collaborateurs du journal *Nachi Dni* [62], Ganeiser a été arrêté le samedi matin. La police cherche avec un zèle particulier les fonds envoyés de l'étranger pour les grévistes ou pour les veuves et les orphelins des tués. On arrête en masse : le mandat concernant Bogoutcharski portait le n° 53, et celui concernant Khijniakov, le n° 109. Des perquisitions eurent lieu le samedi aux rédactions des deux journaux où l'on emporta tous les manuscrits sans exception, y compris les comptes rendus détaillés des événements de la semaine, comptes rendus rédigés et signés de témoins oculaires, dignes de foi, qui avaient noté pour l'édification de la postérité tout ce qu'ils avaient vu. Cette documentation ne verra plus le jour.

Il y avait tant d'arrestations le mercredi qu'il fallait mettre deux ou trois personnes par cellule. Le nouveau dictateur ne se gêne pas avec les ouvriers. A partir du jeudi, on s'est mis à les arrêter par paquets et à les renvoyer dans leur pays natal. Ils y répandront, cela va de soi, le récit des événements du 9 janvier et ils y prêcheront la lutte contre l'autocratie.

Trépov reprend sa vieille politique moscovite : séduire la masse des ouvriers par des aumônes.

Les patrons se réunissent avec le ministre des Finances

pour étudier diverses concessions à faire aux ouvriers, parlent de la journée de 9 heures. Le ministre des Finances reçoit le mardi une délégation ouvrière, lui promet des réformes économiques et la met en garde contre l'agitation politique.

La police fait l'impossible pour semer la méfiance et l'hostilité entre la population, en général, et les ouvriers. Les informations de mercredi, parues dans les journaux étrangers, relatent avec précision que la police tente d'effrayer la population de Pétersbourg en répandant des récits à sensation sur les pillages et les crimes sanglants dont les grévistes se seraient rendus coupables. Le ministre adjoint à l'Intérieur, Rydzevski, assurait lui-même le mardi à un visiteur que les grévistes se préparaient à piller, brûler, tuer et détruire. Les grévistes — leurs chefs conscients tout au moins — dénoncèrent comme ils purent cette calomnie. *La police envoya elle-même des provocateurs et des portiers casser les vitres, brûler les kiosques des marchands de journaux et piller les boutiques* pour terroriser la population. A la vérité, les ouvriers se conduisirent si pacifiquement que leur attitude étonna les correspondants des journaux étrangers, témoins des horreurs du 9 janvier.

La police s'occupe maintenant d'une nouvelle « organisation ouvrière ». Elle sélectionne les ouvriers dont elle a besoin, elle leur distribue de l'argent, elle les excite contre les étudiants et les écrivains, elle loue la « politique vraiment populaire du petit père le tsar ». Il ne sera pas difficile de trouver parmi 2 ou 300 000 ouvriers ignorants, en proie à la faim, quelques milliers d'hommes qui se laisseront prendre à cet appât. On les « organisera », on les contraindra à maudire les « trompeurs libéraux » et à déclarer bien haut qu'ils ont été trompés dimanche dernier. Ces rebuts de la classe ouvrière éliront ensuite une délégation qui « suppliera humblement le tsar de lui permettre de se prosterner à ses pieds et de se repentir des crimes commis dimanche dernier ». « D'après les renseignements qui me sont fournis, continue un correspondant, c'est ce que prépare en ce moment la police. Quand cette organisation sera prête, Sa Majesté consentira gracieusement à recevoir la délégation au manège spécialement aménagé à cet effet. Le souverain parlera en termes touchants de sa tutélaire

sollicitude envers les ouvriers et de l'amélioration de leur condition. »

P.-S. Ces lignes étaient déjà composées quand les télégrammes nous informèrent que les prévisions du correspondant anglais s'étaient réalisées. Le tsar a reçu à Tsarskoïé Sélo une délégation de 34 ouvriers choisis par la police et leur a fait un discours plein d'hypocrisie officielle sur la tutélaire sollicitude du gouvernement et le pardon des crimes ouvriers. Cette ignoble comédie ne trompera certes pas le prolétariat russe qui n'oubliera jamais le dimanche sanglant. Le prolétariat parlera quelque jour au tsar sur un autre ton !

« Vpériod » n°5
du 7 février (25 janvier) 1905

Conforme au texte du journal

PÉTERSBOURG APRÈS LE 9 JANVIER

Lundi, 10 janvier, Pétersbourg ressemblait à une ville qui venait d'être envahie par l'ennemi. Des cosaques patrouillent sans cesse dans les rues. Çà et là, on voit des groupes excités d'ouvriers. Le soir, nombre de rues sont plongées dans l'obscurité. Il n'y a ni gaz ni électricité. Les maisons des aristocrates sont protégées par des groupes de portiers. Les kiosques à journaux en flammes projettent des lueurs étranges sur les gens rassemblés en groupes.

Sur la perspective Nevski, il y a eu des heurts entre le peuple et la troupe. On a à nouveau tiré sur la foule. On a tiré trois salves près du palais Anitchkov. La police a fermé les magasins d'armes et caché les armes dans les caves, afin d'empêcher, de toute évidence, les ouvriers de s'armer. Les fonctionnaires des services administratifs gouvernementaux étaient particulièrement inquiets, craignant incendies et explosions, et fuyaient en panique de Pétersbourg.

Sur l'Ile Vassilievski, les barricades prises par l'armée dimanche ont été reconstruites lundi et reprises par les soldats.

Il n'y a pas de journaux. Les établissements d'enseignement sont fermés. Les ouvriers discutent les événements et les mesures de défense, dans quantité de réunions privées. Des masses de sympathisants, surtout d'étudiants, assiègent les hôpitaux.

On annonce que 20 à 30 000 ouvriers de Kolpino, porteurs d'une pétition, se sont mis en marche vers Tsarskoïé Sélo, mardi matin. La garnison de Tsarskoïé Sélo a envoyé à leur rencontre un régiment de fantassins et une batterie d'artillerie. A cinq verstes de Kolpino, le choc s'est pro-

duit ; la troupe a tiré et définitivement battu et dispersé les ouvriers à 4 heures de l'après-midi. De nombreux morts et blessés. Par deux fois, les ouvriers ont attaqué le chemin de fer de Tsarskoïé Sélo, mais ont été repoussés. Les rails ont été arrachés sur une longueur de 7 verstes ; dans la matinée les trains n'ont pas marché.

Le gouvernement fait enterrer de nuit, en secret, les victimes du dimanche sanglant de Vladimir. On trompe sciemment les parents et les amis des victimes pour empêcher des manifestations à l'enterrement. Des wagons entiers de cadavres sont expédiés au cimetière Préobrajenski. A certains endroits, la foule s'efforce, malgré toutes les précautions de la police, d'organiser une manifestation en l'honneur des combattants tombés pour la liberté.

La fureur de la population contre l'armée est considérable. Les journaux de l'étranger transmettent, d'après des récits de témoins, que mardi, 11 février, sur la perspective Bolchoï, les cosaques ont arrêté un omnibus plein d'ouvriers. Un ouvrier a crié : « Bourreaux ! » aux cosaques. Ceux-ci ont arrêté l'omnibus, ont fait descendre tous les occupants, et les ont battus du plat de leurs sabres. L'une des victimes a été blessée. Les habitants des maisons voisines avaient ouvert leurs fenêtres et criaient aux cosaques : « Assassins ! Bandits ! » Vendredi, on communiquait par télégramme que, au cours de cet incident, une femme a également été chassée de l'omnibus par les cosaques. Effrayée, elle a laissé tomber son enfant qui a été écrasé par leurs chevaux (*The Times*). De telles victoires de notre armée sur les ouvriers sont en vérité des victoires à la Pyrrhus.

« Vpériod » n°5
du 7 février (25 janvier) 1906

Conforme au texte du journal

PREMIÈRES LEÇONS

La première vague soulevée par la tempête révolutionnaire reflue. Nous voici à la veille d'une seconde vague imminente et inévitable. Le mouvement prolétarien s'élargit sans cesse, gagnant maintenant les contrées les plus éloignées. L'effervescence et le mécontentement gagnent les milieux les plus variés et les plus arriérés de la société. La vie industrielle et commerciale est paralysée, les établissements d'enseignement sont fermés, les membres des zemstvos sont en grève à l'instar des ouvriers. Dans l'intervalle des mouvements de masse, les actes terroristes individuels se multiplient comme toujours : attentat contre le chef de la police d'Odessa, assassinat au Caucase, assassinat du procureur du Sénat à Helsingfors. Le gouvernement passe précipitamment de la politique des fouets ensanglantés à celle des promesses. Il tente de tromper quelques ouvriers tout au moins avec la comédie de la réception d'une délégation* ouvrière par le tsar. Il s'efforce de détourner l'attention générale par les nouvelles de la guerre et ordonne à Kouropatkine de commencer l'offensive sur Houn-Ho. Le 9 janvier, massacre à Pétersbourg, le 12, début de cette offensive, la plus absurde au point de vue militaire, terminée par une nouvelle et grave défaite des généraux du tsar. Les Russes sont repoussés, perdant d'après les informations mêmes du correspondant de *Novoïé Vrémia* près de 13 000 hommes, c'est-à-dire deux fois plus que les Japonais. Dans l'administration militaire, en Mandchourie, la désagrégation et la démoralisation règnent comme à Pétersbourg. Dans la presse étrangère, les télégrammes confirmant et démentant la que-

* Voir le présent tome, pp. 130-131. (*N.R.*)

relle de Kouropatkine et de Grippenberg alternent avec ceux qui confirment ou démentent que le parti des grands-ducs, comprenant combien la guerre menace l'autocratie, veut une prompte paix.

Il n'est pas étonnant que les journaux les plus pondérés de la bourgeoisie européenne ne cessent dans ces conditions de parler de la révolution en Russie. La révolution grandit et mûrit avec une promptitude inconnue jusqu'au 9 janvier. La deuxième vague déferlera-t-elle demain, après-demain ou dans quelques mois ? Cela dépend d'une foule de circonstances que l'on ne peut prévoir. Il n'en est que plus nécessaire de dresser, sous certains rapports, le bilan des journées révolutionnaires et de tenter d'en dégager des leçons qui peuvent nous être utiles beaucoup plus tôt que certains ne s'y attendent.

Il faut, pour bien apprécier les journées révolutionnaires, embrasser d'un coup d'œil l'histoire la plus récente de notre mouvement ouvrier. Il y a près de 20 ans, en 1885, les premières grandes grèves de la région industrielle du centre avaient lieu chez Morozov et ailleurs. Katkov traitait de l'apparition de la question ouvrière en Russie. Le prolétariat se développait avec une rapidité étonnante, passant de la lutte économique aux manifestations politiques, et des manifestations à l'offensive révolutionnaire ! Rappelons les principales étapes parcourues. — 1885. Grandes grèves auxquelles participent isolément, de façon insignifiante, des socialistes que nulle organisation ne relie entre eux. L'émotion générale suscitée par les grèves oblige Katkov, chien de garde fidèle de l'autocratie, à parler, à l'occasion du procès, d'une « salve de cent un coups de canon tirés en l'honneur de la question ouvrière apparue en Russie [63] ». Le gouvernement fait des concessions économiques. — 1891. Les ouvriers pétersbourgeois manifestent aux funérailles de Chelgounov [64], des discours politiques sont prononcés à Pétersbourg à la fête du 1er mai. Nous sommes en présence d'une manifestation social-démocrate des ouvriers avancés, sans mouvement de masse. — 1896. Une grève embrasse à Pétersbourg plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers. Le mouvement de masses est marqué p r le début de l'agitation dans les rues : toute une organisation social-démocrate y participe. Aussi faible que soit en comparaison avec notre

parti actuel cette organisation à peu près exclusivement estudiantine, l'intervention consciente et concertée des social-démocrates ainsi que la direction social-démocrate assurent au mouvement, en comparaison avec la grève des filatures Morozov, une immense portée et une immense ampleur. Le gouvernement fait de nouveau des concessions économiques. Le mouvement gréviste a désormais dans la Russie entière des bases solides. Les intellectuels révolutionnaires viennent en masse à la social-démocratie. Le Parti social-démocrate est fondé. — 1901. L'ouvrier vient à la rescousse de l'étudiant. Début des manifestations. Le prolétariat fait retentir les rues de son cri : A bas l'autocratie ! Les intellectuels radicaux se divisent décidément en libéraux, révolutionnaires bourgeois et social-démocrates. La participation des organisations de la social-démocratie révolutionnaire aux manifestations devient de plus en plus large, active et directe. — 1902. La formidable grève de Rostov devient une remarquable manifestation. Le mouvement politique du prolétariat ne se joint déjà plus au mouvement des intellectuels, des étudiants, mais naît lui-même d'une grève. La participation de la social-démocratie révolutionnaire organisée y est plus active encore. Le prolétariat conquiert pour lui même et pour les social-démocrates révolutionnaires de *son* comité la liberté de rassemblement de masses dans la rue. Le prolétariat se dresse pour la première fois, en tant que classe, face à toutes les autres classes sociales et au gouvernement du tsar. — 1903. Les grèves se confondent de nouveau avec les manifestations politiques, mais sur une base encore élargie. Les grèves embrassent une région entière, plus de 100 000 ouvriers y participent, des réunions politiques de masses ont lieu, en temps de grève, dans diverses villes. On se rend compte que nous sommes à la veille des barricades (ainsi s'expriment les militants social-démocrates à propos du mouvement à Kiev en 1903)[65]. Mais cette veille est assez longue, tendant, semble-t-il, à nous apprendre que les classes puissantes accumulent parfois les forces pendant des mois et des années, mettant en quelque sorte à l'épreuve les intellectuels de peu de foi venus à la social-démocratie. Et le fait est que les éléments intellectuels de notre parti, le groupe de la nouvelle *Iskra* ou (ce qui revient au même) le groupe

du nouveau *Rabotchéïé Diélo*, se mettent déjà à rechercher des « types supérieurs » de manifestations sous la forme d'accords entre les ouvriers et les membres des zemstvos, afin de ne pas provoquer de terreur panique. Les gens de la nouvelle *Iskra* en arrivent à soutenir, avec l'absence de principes qui caractérise tous les opportunistes, cette thèse invraisemblable entre toutes qu'il y a deux (!!) forces dans l'arène politique : la bureaucratie et la bourgeoisie (voir la *deuxième* lettre de la rédaction de l'*Iskra* sur la campagne des zemstvos). Les opportunistes de la nouvelle *Iskra*, saisissant l'occasion, ont oublié la force indépendante du prolétariat ! L'année 1905 survient et le 9 janvier démasque une fois de plus toute la gent intellectuelle oublieuse du passé... D'emblée, le mouvement prolétarien s'élève à un degré supérieur. La grève générale mobilise dans toute la Russie au moins un million d'ouvriers. Les revendications politiques de la social-démocratie gagnent même les couches de la classe ouvrière encore capables de croire au tsar. Le prolétariat brise les cadres des associations policières patronnées par Zoubatov, et la masse des membres de la société ouvrière légale, fondée pour combattre la révolution, entre avec Gapone dans la voie révolutionnaire. La grève et la manifestation se transforment sous nos yeux en *insurrection*. La participation de la social-démocratie révolutionnaire organisée est, dans ces événements, infiniment plus grande qu'elle ne l'avait été dans les phases antérieures du mouvement, bien que faible encore, et faible surtout par rapport au besoin énorme de direction social-démocrate éprouvé par les masses prolétariennes actives.

De façon générale, le mouvement gréviste et les manifestations s'y rattachant sous des formes variées et avec des motifs variés, s'élargissaient et s'approfondissaient, devenant de plus en plus révolutionnaires et se rapprochant de plus en plus, dans la pratique, de l'insurrection armée du peuple entier dont la social-démocratie révolutionnaire parlait depuis longtemps. Dès les nos 4 * et 5 de *Vpériod*, nous tirions cette conclusion des événements du 9 janvier. Cette conclusion, les ouvriers pétersbourgeois la dégagèrent eux-mêmes, directement, tout de suite, des événements.

* Voir le présent tome, pp. 91-93. (*N.R.*)

Le 10 janvier, ils faisaient irruption dans une imprimerie légale, y composaient la proclamation suivante que nous envoient des camarades de Pétersbourg, en faisaient un tirage de plus de 10 000 exemplaires et la répandaient par toute la ville. Voici cette remarquable proclamation *.

Cet appel n'a pas besoin de commentaires : l'initiative du prolétariat révolutionnaire s'y exprime pleinement. L'appel des ouvriers pétersbourgeois n'a pas été entendu aussi vite qu'ils le voulaient, mais il sera renouvelé plus d'une fois. Les tentatives d'y répondre subiront encore bien des échecs, mais l'immense portée du fait que la tâche a été posée par les ouvriers eux-mêmes est incontestable. Le mouvement révolutionnaire qui a amené à prendre conscience de l'urgence pratique de cette tâche, devenue imminente au cours de toute action populaire, a fait une acquisition que rien ne peut ravir au prolétariat.

Cela vaut la peine de s'arrêter sur l'histoire de l'idée de l'insurrection. La nouvelle *Iskra* a dit à ce sujet tant de platitudes confuses, à commencer par son mémorable éditorial du n° 62, tant de galimatias opportuniste tout à fait digne de notre vieille connaissance Martynov, qu'il importe de rappeler avec précision comment la question était posée antérieurement. On ne peut tout de même pas suivre toutes les platitudes et toutes les confusions de la nouvelle *Iskra*. Il est beaucoup plus utile d'évoquer plus souvent l'ancienne *Iskra* et de développer en termes concrets ses vieux mots d'ordre positifs.

Le mot d'ordre de *l'insurrection armée du peuple entier* était formulé à la fin de la brochure de Lénine *Que faire?* à la page 135 **. Voici ce que l'on disait à ce propos tout au début de 1902, c'est-à-dire il y a trois ans : « Représentez-vous l'insurrection populaire. Dans le moment présent, chacun sera probablement d'accord avec nous que nous devons y penser et nous y préparer ***...

Ecrit avant le 1er (14) février 1905. Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

---

* Voir le présent tome, p. 150. (*N.R.*)
** Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, p. 481. (*N.R.*)
*** Le manuscrit s'arrête là. (*N.R.*)

LETTRE A A. A. BOGDANOV ET S. I. GOUSSIEV

Le 11. 2. 1905

Je vous ai télégraphié hier que j'acceptais vos modifications bien que je ne sois nullement d'accord avec ce que j'ai pu comprendre de votre lettre. Mais tous ces atermoiements m'ont tellement écœuré et vous aviez tellement l'air de vous moquer de moi avec vos questions que je me suis dit : peu importe pourvu qu'on fasse quelque chose ! Que l'on publie *n'importe quel* communiqué sur le congrès, mais *qu'on le publie* au lieu d'en parler ! Vous vous étonnerez du mot : se moquer. Songez-y pourtant : j'envoie, il y a deux mois, mon projet à *tous* les membres du Bureau *. Pas un ne s'y intéresse et ne croit devoir procéder à un échange de vues ! ! Et voici qu'on télégraphie ! Ah, là là. Nous dissertons sur l'organisation, la centralisation, et en fait, parmi les camarades du centre les plus unis, règne tant de désarroi, tant de dilettantisme que cela soulève le cœur. Les gens du *Bund*, eux, ne palabrent pas sur la centralisation, mais *chacun* d'entre eux écrit chaque semaine au centre et la liaison s'établit *effectivement*. Il suffit d'ouvrir leurs *Poslédnié Izvestia* [66] pour s'en apercevoir. Mais nous, nous publions le 6e numéro de *Vpériod* sans que le membre de la rédaction (Rakhmétov) ait écrit une seule ligne sur ce journal ou dans ce journal. On « parle » chez nous de riches relations littéraires à Saint-Pétersbourg et Moscou, de jeunes forces de la majorité, mais nous n'en voyons rien, absolument rien, *deux mois* après l'appel au travail (l'annonce de

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 7, pp. 503-505. (*N.R.*)

Vpériod et la lettre qui l'accompagnait). Les comités de Russie (Caucase, Nijni-Novgorod, sans parler de la Volga et du Sud) considèrent le Bureau comme un « mythe » et ont pleinement raison. Nous avons « entendu » des tiers parler d'on ne sait quelle union du comité pétersbourgeois de la majorité et du groupe menchévik, mais nos propres camarades ne nous ont donné à ce sujet aucune information. Nous nous refusons à croire que des bolchéviks aient pu s'engager dans une action aussi sotte et désespérée. Nous avons « entendu » des tiers parler de la conférence des social-démocrates et du « bloc », mais nos propres camarades ne nous en ont pas dit une *syllabe* bien que ce soit, dit-on, un *fait accompli* *. Les bolchéviks ont évidemment envie d'être roulés une fois de plus.

Notre seule force est dans la droite franchise, la cohésion, l'offensive énergique. Mais les gens semblent s'être ramollis devant la « révolution » !! Ils se vendent aux désorganisateurs, à l'heure où l'organisation nous est nécessaire au centuple. On voit par les amendements au projet de déclaration et de congrès (exposés dans la lettre en termes aussi confus que possible) qu'ils se targuent de « loyauté » : Vieux Papa l'écrit en toutes lettres et ajoute : si l'on ne mentionne pas les centres, personne ne viendra au congrès ! Eh bien, messieurs, je parie que si vous agissez *a i n s i* vous n'aurez jamais de congrès, et vous n'échapperez jamais à la botte des bonapartistes de l'Organe central et du Comité central. Réunir un congrès *contre* les centres auxquels on a refusé la confiance, réunir un congrès au nom du Bureau *révolutionnaire* (inexistant et fictif du moment que l'on se prosterne devant les statuts formels) et reconnaître le droit *absolu* des 9 bonapartistes, de la Ligue (ha, ha !) et des créatures des bonapartistes (les comités tout frais émoulus) d'assister au congrès, c'est se rendre ridicule et ruiner son propre crédit. On peut et on doit inviter les centres, mais, je le répète, il est insensé de leur reconnaître une voix délibérative. Certes, les centres ne viendront pas quand même à *notre* congrès, mais pourquoi offrir l'occasion de nous cracher une fois de plus dans la gueule ? Pourquoi ces hypocrisies et ces cachotteries ?

* En français dans le texte. (*N.R.*)

C'est tout bonnement honteux. Nous avons proclamé la *scission*, nous convoquons un congrès *des partisans de « Vpériod »*, nous voulons organiser *le parti des partisans de « Vpériod »*, nous rompons, nous rompons sur l'heure *tous* les liens de *toute espèce* avec les désorganisateurs, et l'on nous parle de loyauté et l'on feint de croire qu'un congrès commun de l'*Iskra* et de *Vpériod* est possible. C'est une vraie comédie ! Il va de soi que le premier jour, la première heure du congrès (si seulement il se réunit) fera justice de cette comédie, mais cette duplicité nous nuira d'ici là des dizaines et des centaines de fois.

Vraiment, j'en arrive souvent à penser que les 9/10 des bolchéviks ne sont en réalité que des formalistes. Ou nous grouperons réellement dans une organisation de fer ceux qui veulent se battre et ce parti petit, mais solide, démolira le colosse débile, formé d'éléments hétérogènes de la nouvelle *Iskra*, ou nous démontrerons par notre attitude que nous avons mérité de périr comme de méprisables formalistes. Comment ne comprend-on pas que nous avons tout fait *avant* le Bureau et *avant « Vpériod »* pour sauver la loyauté, sauver l'unité, sauver les méthodes formelles, c'est-à-dire supérieures, de règlement du conflit ! ? ! ? Maintenant, *après* le Bureau, *après « Vpériod »*, la scission est un fait. Et dès qu'elle est devenue un fait, il est apparu que nous étions *matériellement beaucoup plus faibles*. Nous devons encore transformer notre force morale en force matérielle. Les menchéviks ont plus d'argent, plus de publications, plus de moyens de transport, plus d'agents, plus de « noms », plus de collaborateurs. Il serait d'une puérilité impardonnable de ne pas le voir. Et si nous ne voulons pas offrir au monde l'image écœurante au possible d'une vieille fille anémique et sèche, fière de sa vertu stérile, nous devons comprendre que nous avons besoin de la guerre et d'une organisation de guerre. Ce n'est qu'après une longue guerre, si nous avons une organisation excellente, que notre force morale se transformera en force matérielle.

Il faut de l'argent. Le plan d'un congrès à *Londres* est plus qu'absurde, car il coûterait deux fois plus cher. Nous ne pouvons arrêter la parution de *Vpériod* et une longue absence nous y obligerait. Le congrès doit être simple, court, peu nombreux. Ce doit être un congrès pour

l'organisation de la guerre. Tout indique que vous vous faites à ce sujet des illusions.

Il faut des collaborateurs à *Vpériod*. Nous sommes peu nombreux. Si l'on ne nous adjoint deux ou trois collaborateurs permanents de Russie, point n'est besoin de dire des sottises sur la lutte contre l'*Iskra*. Il faut des brochures et des tracts, il en faut à tout prix.

Il faut de jeunes forces. Je conseillerais tout simplement de fusiller sur place ceux qui se permettent de dire que nous manquons d'hommes. Il y a des hommes en Russie, tant qu'on veut. Il faut seulement recruter des jeunes plus largement et plus hardiment, encore plus hardiment et plus largement, toujours plus hardiment et plus largement, *sans craindre la jeunesse*. Nous sommes en temps de guerre. La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse estudiantine et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc. ! Formez des *centaines* de cercles de jeunes sympathisants de *Vpériod* et encouragez-les à travailler sans arrêt. *Triplez* le comité en y faisant entrer les jeunes, créez cinq sous-comités ou une dizaine, « cooptez » toute personne énergique et honnête. Donnez sans paperasserie à tout sous-comité le droit de rédiger et de publier des tracts (il n'y aura pas grand mal si l'on commet des erreurs, *Vpériod* les corrigera « avec douceur »). Il faut grouper et mettre en mouvement avec la promptitude la plus grande tous ceux qui ont de l'initiative révolutionnaire. Ne craignez pas leur manque de préparation, ne tremblez pas devant leur inexpérience et leur manque de culture. D'abord, si vous ne savez pas les organiser et les stimuler, ils suivront les menchéviks et les Gapone et leur inexpérience nous fera cinq fois plus de mal. En second lieu, les événements les formeront maintenant *comme nous le désirons*. Les événements inculquent déjà à tous et à chacun l'esprit de *Vpériod*.

Mais organisez à tout prix, organisez et organisez *des centaines* de cercles en reléguant tout à fait à l'arrière-plan les habituelles sottises (hiérarchiques) des comités. Nous sommes en temps de guerre. Ou de *nouvelles* organisations militaires, jeunes, fraîches, énergiques, se formeront partout pour accomplir sous tous ses aspects, dans tous les milieux, l'œuvre révolutionnaire de la social-démo-

cratie, ou vous périrez avec le renom de « comitards » nantis de sceaux.

Je traiterai ce sujet dans *Vpériod* * et j'en parlerai au congrès. Je vous écris pour *tenter* une fois de plus de susciter un échange de vues, pour que la *liaison directe* soit établie entre notre rédaction et une dizaine de *j e u n e s* cercles ouvriers (et autres) *n o u v e a u x*, bien que,... bien que, soit dit entre nous, je n'aie aucun espoir de voir ces vœux téméraires se réaliser. Peut-être me demanderez-vous dans deux mois de vous dire par télégramme si j'accepte telle ou telle modification du « plan »... Je vous réponds à l'avance que je souscris à tout... Au revoir, au congrès. — Lénine.

P.-S. Il faut se donner pour tâche de révolutionner le transport de *Vpériod* en Russie. Faites la plus large propagande pour les abonnements à Pétersbourg. Que les étudiants et surtout les *ouvriers* fassent venir des dizaines et des centaines d'exemplaires à leurs propres adresses. Il est ridicule de ne pas l'oser dans les cironstances actuelles. La police ne réussira jamais à tout saisir. La moitié ou le tiers arrivera à destination et ce sera déjà beaucoup. Suggérez cette idée à *tout* cercle de jeunes qui trouvera des centaines de moyens de communiquer avec l'étranger. Répandez, plus largement, nos adresses pour que l'on écrive à *Vpériod*.

Publié pour la première fois en 1925 dans la revue « Proletarskaïa Révolutsia » n° 4 (39)

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, pp. 209-219. (*N.R.*)

DEUX TACTIQUES

Depuis le début du mouvement ouvrier de masse en Russie, c'est-à-dire à peu près depuis dix ans, il existe entre les social-démocrates de profonds désaccords sur les questions de tactique. On sait que ce sont précisément ces désaccords qui ont fait naître dans les dernières années du siècle la tendance de l'économisme, cause de la scission du parti en deux ailes : l'aile opportuniste (*Rabotchéïé Diélo*) et l'aile révolutionnaire (ancienne *Iskra*). Mais l'opportunisme social-démocrate de Russie se distinguait de l'opportunisme occidental par des traits originaux. Il reflétait avec un puissant relief le point de vue, ou plutôt l'absence de point de vue propre, de l'aile intellectuelle du parti, entichée des expressions à la mode du bernsteinisme, et intéressée tout à la fois par les résultats immédiats et les formes du mouvement purement ouvrier. Cet engouement eut comme conséquence la trahison généralisée des marxistes légaux, passés au libéralisme, et l'invention par les social-démocrates de la fameuse théorie de la « tactique-procès » qui a valu à nos opportunistes le sobriquet de suivistes. Ils se traînaient misérablement à la remorque des événements, se jetaient d'un extrême à l'autre, minimisaient en toute occasion l'ampleur du mouvement révolutionnaire et la foi du prolétariat en ses propres forces, non sans invoquer le plus souvent et le plus abondamment, à des fins de camouflage, l'initiative du prolétariat. C'est curieux, mais c'est un fait. Nul n'a tant parlé de l'initiative des ouvriers, et nul n'a rétréci, rogné et rabaissé autant cette initiative que le *Rabotchéïé Diélo*. « Parlez un peu moins « d'augmenter l'activité de la masse ouvrière », disaient les ouvriers conscients et avancés à leurs zélés mais sots conseillers. « Notre

activité est beaucoup plus grande que vous ne le croyez, et nous savons soutenir par des luttes déclarées dans la rue jusqu'à des revendications ne promettant aucun « résultat tangible » ! Ce n'est pas à vous « d'augmenter » notre activité, car c'est justement vous qui en manquez. Inclinez-vous un peu moins devant la spontanéité et pensez un peu plus à augmenter votre propre activité, messieurs ! » C'est ainsi qu'il a fallu caractériser l'attitude des ouvriers révolutionnaires envers les intellectuels opportunistes (*Que faire ?* p. 55 *).

Les deux pas en arrière de la nouvelle *Iskra* vers le *Rabotchéïé Diélo* ont ranimé ces sentiments. La prédication du suivisme a coulé à nouveau dans les colonnes de l'*Iskra*, masquée par les mêmes serments écœurants : « Seigneur ! je professe l'initiative du prolétariat et j'y crois ! » Au nom de l'initiative du prolétariat, Axelrod et Martynov, Martov et Lieber (du Bund) ont défendu au congrès le droit des professeurs et des lycéens à s'inscrire au parti sans appartenir à aucune de ses organisations. Au nom de l'initiative du prolétariat, on a forgé la théorie « de l'organisation-procès » qui justifiait la désorganisation et glorifiait l'anarchisme intellectuel. Au nom de l'initiative du prolétariat on a inventé la non moins fameuse théorie du « type supérieur de manifestations », à savoir : *l'entente* d'une délégation ouvrière filtrée par des élections à trois degrés *avec les membres des zemstvos*, en vue de manifestations pacifiques qui ne doivent pas provoquer de terreur panique. Au nom de l'initiative du prolétariat, on a faussé et avili, on a ravalé et obscurci l'idée d'insurrection armée.

C'est sur cette dernière question que nous voulons, vu son énorme importance pratique, retenir l'attention du lecteur. La montée du mouvement ouvrier s'est cruellement moquée des sages de la nouvelle *Iskra*. Ils n'avaient pas encore eu le temps de répandre en Russie leur première lettre, recommandant au nom du « développement systématique de la conscience de classe et de l'initiative du prolétariat » comme type supérieur de manifestations, « l'envoi par la poste de la déclaration des ouvriers au domicile des délégués municipaux ou sa diffusion à un grand nombre d'exem-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, p. 387. (*N.R.*)

plaires dans la salle des séances des zemstvos » ; leur seconde lettre, contenant cette découverte stupéfiante qu'« à l'heure historique actuelle la scène politique est entièrement occupée (!) par le litige entre la bourgeoisie organisée et la bureaucratie », et que « le sens objectif de tout mouvement révolutionnaire » (de tout mouvement, écoutez bien !) « des masses se borne à soutenir les mots d'ordre de celle des deux (! !) forces qui est intéressée à briser le régime actuel » (ce sont les intellectuels démocrates qui sont ici déclarés une « force »), leur seconde lettre, disons-nous, n'était pas encore arrivée en Russie ; les ouvriers conscients n'avaient pas encore eu le temps de lire ces admirables épîtres, et d'en rire de bon cœur, que déjà les péripéties de la lutte réelle du prolétariat avaient balayé d'un seul coup le fatras des publicistes de la nouvelle *Iskra*. Le prolétariat a montré qu'il y a une troisième *force* (à vrai dire, non la troisième, bien sûr, mais la seconde en date et la première par ses capacités combatives) non seulement intéressée à briser l'autocratie, mais encore *prête à entreprendre pour de bon la destruction de l'autocratie*. A partir du 9 janvier, notre mouvement ouvrier prend à vue d'œil les *dimensions* d'une insurrection populaire.

Voyons comment les social-démocrates, qui en parlaient auparavant comme d'un problème de tactique, considéraient cette transition à l'insurrection, et comment les ouvriers ont eux-mêmes abordé, dans la pratique, la solution de ce problème.

Voici ce qu'on disait, il y a trois ans, de l'insurrection considérée comme un mot d'ordre déterminant nos objectifs pratiques immédiats : « Représentons-nous l'insurrection populaire. Personne ne niera, sans doute, qu'il faille y songer et s'y préparer à l'heure actuelle. Mais comment ? Ce n'est tout de même pas au Comité central de désigner des agents dans toutes les localités pour la déclencher ! Si même nous avions un Comité central et qu'il prît cette mesure, il ne parviendrait à rien dans les conditions actuelles de la Russie. Au contraire, un réseau de militants qui se serait formé de lui-même, en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun, ne se contenterait pas d'« attendre » le mot d'ordre de l'insurrection; il accomplirait une œuvre régulière qui lui garantirait, en cas

d'insurrection, le plus de chances de succès. Cette action renforcerait le lien avec la masse ouvrière et toutes les couches de la population mécontentes de l'autocratie, ce qui est si important pour l'insurrection. C'est bien ainsi qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale et, par suite, à choisir le moment favorable pour l'insurrection. *Toutes* les organisations locales apprendraient ainsi à réagir simultanément face aux problèmes politiques et aux événements qui émeuvent toute la Russie, à y répondre de la façon la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle possible, car, en somme, l'insurrection est la « riposte » la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle du peuple tout entier au gouvernement. C'est bien cette action qui apprendrait enfin à toutes les organisations révolutionnaires dans tous les coins de la Russie à entretenir entre elles les rapports les plus réguliers et en même temps les plus clandestins, rapports qui créent *en fait* l'unité du parti, et sans lesquels il est impossible de débattre collectivement un plan d'insurrection et de prendre, à la veille de cette dernière, les mesures nécessaires les plus secrètes.

En un mot le « plan d'un journal politique pour toute la Russie », loin d'être le fruit des travaux de savants de cabinet, condamnés par l'esprit doctrinaire et écrivassier, (comme cela a semblé à ceux qui n'y ont pas bien réfléchi) est au contraire le plan le plus pratique pour que, de *toutes parts, on se mette à l'œuvre et on se prépare à l'insurrection sans oublier un instant le travail quotidien* («*Que faire ?**»).

Les derniers mots que nous venons de souligner donnent une réponse tout à fait claire à la question : Comment les social-démocrates révolutionnaires se représentaient-ils la préparation de l'insurrection ? Mais, en dépit de la clarté de cette réponse, la vieille tactique suiviste ne pouvait manquer de se manifester sur ce point également. Martynov publiait tout récemment, sous le titre de *Deux dictatures*, une brochure chaudement recommandée par la nouvelle *Iskra* (n° 84). L'auteur est indigné du plus profond de son esprit d'adepte du *Rabotchéïé Diélo* que Lénine ait osé parler de « la préparation, de la *date* et du déclenchement de

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, p. 482. (*N.R.*)

l'insurrection populaire armée ». Le terrible Martynov confond son adversaire au moyen de cet argument : « La social-démocratie internationale, forte de l'expérience historique et de l'analyse scientifique de la dynamique des forces sociales, a toujours estimé que les révolutions de palais et les pronunciamientos peuvent seuls être *fixés* d'avance et exécutés avec succès d'après un plan préconçu, justement parce que ce ne sont pas des révolutions populaires, c'est-à-dire des révolutions dans les rapports sociaux, mais de simples regroupements de la coterie dirigeante. La social-démocratie a toujours et partout estimé que la révolution populaire ne peut être *fixée* d'avance, ne se fabrique pas artificiellement, mais se produit d'elle-même. »

Cette tirade lue, le lecteur dira peut-être que Martynov « n'est pas », évidemment, un adversaire sérieux et qu'il serait ridicule de le prendre au sérieux. Nous serions tout à fait de cet avis. Nous dirions même au lecteur qu'il n'y a pas au monde de plus amère souffrance que de prendre au sérieux toutes les théories et les raisonnements de nos gens de la nouvelle *Iskra*. Le malheur, c'est que ces balivernes figurent même dans les éditoriaux de l'*Iskra* (n° 62). Ce qui est encore plus grave, c'est qu'il y a dans le parti pas mal de gens qui s'en bourrent le crâne. Force nous est donc de parler de choses manquant de sérieux, de même que nous sommes bien obligés de parler de la « théorie » de Rosa Luxembourg, qui a découvert l'« organisation-procès ». Force nous est d'expliquer à Martynov qu'il ne convient pas de confondre insurrection avec révolution populaire. Force nous est d'expliquer que toutes ces savantes références au bouleversement des rapports sociaux, alors qu'il s'agit de résoudre pratiquement le problème des moyens propres à renverser l'autocratie russe, ne sont dignes que de Kifa Mokiévitch [67]. Le bouleversement dans les rapports sociaux a commencé en Russie avec l'abolition du servage, et c'est justement la vétusté de notre superstructure politique en regard de ce bouleversement qui rend inévitablement l'écroulement de la superstructure. De plus, il est fort possible que cet écroulement se produise tout d'un coup, *après un choc unique*, « la révolution populaire » ayant déjà porté au tsarisme une centaine de coups ; et l'on ne peut savoir si c'est le cent unième ou le cent-dixième

qui l'achèvera. Seuls les intellectuels opportunistes imputant leur béotisme au prolétariat peuvent, à l'heure où l'on recherche les moyens pratiques de porter à l'autocratie un des coups de la seconde centaine, étaler leur science scolaire sur le « bouleversement des rapports sociaux ». Seuls les opportunistes hystériques de l'*Iskra* peuvent dénoncer à grands cris l'horrible plan « jacobin » dont le centre de gravité est, comme nous l'avons vu, dans une propagande large et multiple, faite parmi les masses, à l'aide d'un journal politique !

La révolution populaire ne peut pas être faite à date fixe, c'est juste. On ne saurait s'empêcher de louer Martynov et l'auteur de l'éditorial du n° 62 de l'*Iskra* de connaître cette vérité (« de quelle préparation de l'insurrection peut-il, de façon générale, être question dans notre parti ? » demandait dans cet article destiné à combattre les « utopistes » un fidèle compagnon d'armes ou disciple de Martynov). Mais fixer la date de l'insurrection, si nous l'avons réellement préparée et si le bouleversement déjà *accompli* dans les rapports sociaux la rend possible, est chose parfaitement réalisable. Efforçons-nous de le démontrer aux gens de la nouvelle *Iskra* par un exemple bien simple. Peut-on déclencher, sur ordre, un mouvement ouvrier ? Non, car il résulte de mille actes distincts, engendrés par le bouleversement des rapports sociaux. Peut-on déclencher sur ordre une grève ? Oui, bien que — comprenez-le bien, camarade Martynov : *bien que* — toute grève soit le résultat d'un bouleversement des rapports sociaux. Quand peut-on déclencher une grève ? Quand l'organisation ou le groupe qui la déclenche a de l'influence sur *la masse* des ouvriers intéressés, et sait mesurer avec justesse l'irritation et le mécontentement grandissants de cette masse. Comprenez-vous maintenant de quoi il retourne, camarade Martynov, et vous, camarade « éditorialiste » du n° 62 de l'*Iskra* ? Si vous avez compris, prenez donc la peine de comparer l'insurrection et la révolution populaire. « La date de la révolution populaire ne peut pas être fixée d'avance. » Celle de l'insurrection peut être fixée, si ceux qui la fixent ont de l'influence sur les masses et savent apprécier le moment avec justesse.

Par bonheur, l'initiative des ouvriers avancés distance de loin la philosophie suiviste de la nouvelle *Iskra*. Tandis

que celle-ci enfante péniblement des théories pour prouver que la date de l'insurrection ne peut pas être fixée par ceux qui s'y préparaient en organisant l'avant-garde de la classe révolutionnaire, les événements montrent que des gens qui ne s'y préparaient nullement peuvent, et sont souvent obligés de fixer la date de l'insurrection.

Voici un tract que nous envoie un camarade de Pétersbourg. Il a été composé, imprimé et diffusé à plus de 10 000 exemplaires par les ouvriers eux-mêmes qui, à Pétersbourg, le 10 janvier, s'étaient emparés d'une imprimerie légale.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Citoyens ! Vous avez assisté hier aux atrocités du gouvernement autocrate ! Vous avez vu le sang inonder les rues. Vous avez vu les défenseurs de la cause ouvrière, tués par centaines, vous avez vu la mort, vous avez entendu les râles des femmes blessées et des enfants sans défense ! Le sang et la cervelle des ouvriers ont jailli sur les chaussées qu'ils avaient pavées de leurs mains. Qui a fait donner la troupe contre le peuple, qui a dirigé les fusils et les balles sur la poitrine des ouvriers ? — Le tsar, les grands-ducs, les ministres, les généraux et la canaille de la Cour.

Ce sont des assassins ! Mort à ces assassins ! Aux armes, camarades ! Emparez-vous des arsenaux, des dépôts d'armes, des boutiques d'armuriers ! Démolissez les prisons et libérez les combattants de la liberté ! Mettez à sac les gendarmeries, les postes de police et toutes les institutions gouvernementales. Renversons le gouvernement impérial, instaurons le nôtre ! *Vive la révolution !* Vive l'Assemblée constituante des représentants du peuple !

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. »

L'appel à l'insurrection lancé par cette poignée d'ouvriers avancés et pleins d'initiative n'a pas été entendu. Nous ne serions ni étonnés ni découragés par les échecs de plusieurs appels à l'insurrection, ou de plusieurs tentatives de « déclencher » l'insurrection. Nous laisserons à la nouvelle *Iskra* le soin de pérorer à ce propos sur la nécessité « d'un bouleversement des rapports sociaux », et de condamner avec emphase « l'utopisme » des ouvriers qui s'écriaient : « Instaurons notre gouvernement ! » Des pédants ou des brouillons incurables peuvent seuls voir dans cet appel l'idée maîtresse du tract. Ce que nous devons

noter et souligner, c'est cette amorce de solution pratique, remarquable et hardie, apportée au problème d'une brûlante actualité qui se pose à nous.

L'appel des ouvriers de Pétersbourg n'a pas été suivi d'effet et ne pouvait l'être aussi vite qu'ils le voulaient. Il sera repris plus d'une fois encore, et les tentatives insurrectionnelles conduiront peut-être plus d'une fois à des insuccès. Mais le fait que la tâche ait été posée par les ouvriers eux-mêmes a une importance colossale. Le mouvement ouvrier, qui a pris conscience du caractère pressant et pratique de cette tâche, devenue imminente dès la prochaine explosion populaire, quelle qu'elle soit, a fait là une acquisition que rien ne pourra lui ravir.

S'inspirant de considérations générales, les social-démocrates avaient lancé, il y a trois ans, le mot d'ordre de la préparation de l'insurrection. Le prolétariat y est arrivé de sa propre initiative, sous l'influence des leçons immédiates de la guerre civile. Il y a initiative et initiative. Il y a l'initiative d'un prolétariat révolutionnaire, et il y a l'initiative d'un prolétariat inculte, tenu en laisse ; il y a l'initiative consciemment social-démocrate et l'initiative à la Zoubatov. Il y a des social-démocrates qui, même à l'heure actuelle, contemplent avec vénération cette seconde espèce d'initiative et croient qu'on peut se dispenser de répondre nettement à des questions actuelles en répétant un nombre infini de fois le mot « classe ». Prenez le n° 84 de l'*Iskra*. « L'éditorialiste » nous attaque sur un ton triomphant : « Pourquoi n'est-ce pas une organisation étroite de révolutionnaires professionnels qui a donné le branle à l'avalanche (du 9 janvier), mais le Rassemblement des ouvriers ? *Parce que ce Rassemblement était vraiment* (écoutez bien) *une organisation large fondée sur l'initiative des masses ouvrières.* » Si l'auteur de cette phrase classique n'était pas un admirateur de Martynov, il aurait peut-être compris que le Rassemblement a servi le mouvement prolétarien révolutionnaire précisément à l'heure et dans la mesure où, de l'action à la Zoubatov, il a passé à l'action social-démocrate (après quoi il a immédiatement cessé d'exister en tant qu'Assemblée légale).

Si les gens de la nouvelle *Iskra* ou du nouveau *Rabotchéïé Diélo* n'étaient pas des suivistes, ils verraient que

la journée du 9 janvier a justement confirmé les prédictions de ceux qui disaient : « La légalisation du mouvement ouvrier nous sera finalement utile, à nous, et non aux Zoubatov ! » (*Que faire ?* *). Le 9 janvier a montré une fois de plus toute l'importance de l'objectif ainsi défini : « Préparer des moissonneurs qui sachent à la fois arracher l'ivraie d'aujourd'hui » (c'est-à-dire paralyser la corruption actuelle semée par Zoubatov) et « *récolter le blé de demain* » (c'est-à-dire diriger révolutionnairement le mouvement auquel la légalisation ferait faire un pas en avant). Et les Gros-Jean de la nouvelle *Iskra* d'invoquer l'abondance de la récolte pour rabaisser le rôle d'une forte organisation des faucheurs révolutionnaires ! A l'instar des bundistes, ils vantent sur tous les tons une seule formule : « l'esprit d'initiative des ouvriers ».

Il serait criminel, continue cet éditorial, d'« attaquer la révolution par derrière ». Allah sait ce que signifie cette phrase. Quant à son rapport avec la physionomie opportuniste de l'*Iskra* dans son ensemble, nous aurons sans doute à y revenir plus spécialement. Il nous suffit aujourd'hui d'indiquer qu'elle ne peut avoir qu'une seule signification politique, et la voici : l'auteur, se prosternant devant l'arrière de la révolution adresse une grimace dédaigneuse à son avant-garde « étroite » et « jacobine ».

La tactique du suivisme et celle de la social-démocratie révolutionnaire se manifestent dans un contraste d'autant plus frappant que la nouvelle *Iskra* abonde davantage dans le sens de Martynov. Nous montrions déjà dans le premier numéro de *Vpériod* ** que l'insurrection doit s'appuyer sur un mouvement spontané. Nous n'oublions donc nullement la nécessité « d'assurer les arrières » pour user d'une expression militaire. Dans le n° 4 ***, nous parlions de la juste tactique des membres du Comité de Pétersbourg, qui, dès le début, ont employé tous leurs efforts à soutenir et à développer les éléments révolutionnaires du mouvement spontané, tout en considérant, avec prudence et méfiance, son arrière obscur où l'on entrevoyait Zoubatov. Nous ter-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, pp. 424-425. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, p. 20. (*N.R.*)
*** *Ibid.*, p. 101. (*N.R.*)

minerons par un conseil que nous aurons encore à répéter maintes fois à la nouvelle *Iskra* : Ne minimisez pas les tâches de l'avant-garde de la révolution, n'oubliez pas le devoir qui nous incombe de la soutenir de notre initiative *organisée*. Faites moins de phrases générales sur le développement de l'initiative ouvrière — les ouvriers font preuve d'une initiative révolutionnaire infime sans que vous le remarquiez — et veillez davantage à ne pas dépraver les ouvriers arriérés avec votre propre suivisme.

« Vpériod » n° 6
du 14 (1er) février 1905

Conforme au texte du journal

D'UN ACCORD DE COMBAT POUR L'INSURRECTION

La *Révolutsionnaïa Rossia* écrit (dans son n° 58) : « Puisse l'esprit d'union dans le combat pénétrer enfin les rangs, déchirés par une discorde fratricide, des fractions socialistes-révolutionnaires et ressusciter la notion criminellement débilitée de la solidarité socialiste... Epargnons autant que possible les forces révolutionnaires, en développant leur action par une offensive concertée ! »

Nous avons eu maintes fois l'occasion de protester contre le règne de la phrase chez les socialistes-révolutionnaires, force nous est de le dénoncer pourtant une fois de plus. A quoi riment, messieurs, ces mots terribles : « discorde fratricide », etc. ? Sont-ils dignes de révolutionnaires ? Maintenant, précisément à l'heure où se poursuit une lutte véritable, où le sang coule, le sang dont la *Révolutsionnaïa Rossia* parle aussi en un style immodérément fleuri, maintenant, précisément, ces monstrueuses exagérations touchant la « discorde fratricide » sonnent faux plus que jamais. Epargner des forces, dites-vous ? Mais les forces s'épargnent par l'organisation cohérente, unie, fondée sur des principes déterminés et non par l'amalgame d'éléments hétérogènes. Loin d'être épargnées, les forces se gaspillent dans les tentatives stériles de réaliser ces sortes d'amalgames. Pour réaliser en fait et non en paroles « l'union dans le combat », il faut savoir clairement, nettement et d'ailleurs, *par expérience*, en quoi précisément et dans quelle mesure précise nous *pouvons* être unis. *Sans quoi*, tout ce qu'on dit de l'union de combat n'est que mots, mots et mots. Or, ce savoir-là ne s'obtient justement, soit dit en passant, que par la polémique, par la lutte, par l'hostilité dont vous

parlez en termes aussi « terrifiants ». Eût-il vraiment été préférable que nous taisions les divergences qui divisent, en d'énormes fractions, l'opinion publique et la pensée socialiste de la Russie ? N'est-ce vraiment que le « culte de la discorde » qui a provoqué la lutte acharnée entre le populisme, cette idéologie confuse, pleine de rêveries socialistes, de la bourgeoisie démocratique et le marxisme, idéologie du prolétariat ? Allons donc, messieurs, vous ne faites que vous rendre ridicules en en arrivant là, en persistant à qualifier d'« insultante » l'opinion marxiste sur la nature démocratique bourgeoise du populisme et de votre « doctrine social-révolutionnaire ». Nous continuerons nécessairement à discuter, à nous séparer, à batailler dans les futurs comités révolutionnaires de Russie, — mais il faut bien à la fin tirer les leçons de l'histoire. Il convient de veiller à éviter au moment de l'action les discussions soudaines, inintelligibles, confuses, il convient de se préparer à des discussions de principe, de façon à connaître les points de départ de chaque tendance, de façon à marquer d'avance les possibilités d'unification et les conflits inévitables. L'histoire des époques révolutionnaires fournit beaucoup, beaucoup trop d'exemples du préjudice énorme causé par les essais hâtifs et prématurés des « unions de combat », accolant au sein des comités du peuple révolutionnaire les éléments les plus hétérogènes, *ce qui aboutit aux tiraillements mutuels et à d'amères désillusions.*

Nous voulons profiter de ces leçons de l'histoire. Nous voyons dans le marxisme, qui vous paraît un dogme étroit, la quintessence même de cette leçon historique et de cet enseignement. Nous voyons dans le parti *indépendant*, inflexiblement marxiste, du prolétariat révolutionnaire la seule garantie de la victoire du socialisme et le chemin vers la victoire le plus exempt de flottements. Aussi ne renoncerons-nous jamais, même aux heures les plus âpres de la révolution, à l'entière indépendance du Parti social-démocrate, à la complète intransigeance de notre idéologie.

Il vous semble que l'union dans le combat est dès lors *exclue* ? Vous vous trompez. Vous pouvez voir d'après la résolution de notre II^e^ Congrès que nous ne déclinons pas les accords pour la lutte et en cours de lutte. Nous avons souligné dans le n° 4 de *Vpériod* que le début de la révolu-

tion en Russie rapproche, à coup sûr, le moment de la réalisation pratique de ces accords *. L'action commune de la social-démocratie révolutionnaire et des éléments révolutionnaires de la démocratie est inévitable et indispensable au moment de la chute de l'autocratie. Nous estimons que la meilleure façon de travailler à la conclusion de futurs accords de combat, c'est, pour nous, d'en peser avec sang-froid et lucidité la possibilité et les limites probables, le ressort de leur « compétence », si l'on peut s'exprimer ainsi, au lieu de nous répandre en phrases amères et en reproches. Nous avons commencé ce travail dans le n° 3 de *Vpériod*, en abordant l'étude de la progression du « parti socialiste-révolutionnaire », allant du populisme vers le marxisme **.

« La masse a d'elle-même pris les armes, écrit la *Révolutsionnaïa Rossia* à propos du 9 janvier. On n'en peut douter, la question de l'armement des masses sera tôt ou tard tranchée. » « Et c'est alors que se manifestera et se réalisera avec le plus d'éclat la fusion du terrorisme et du mouvement des masses, vers laquelle nous nous acheminons, conformément à l'esprit de la tactique de notre parti, par la pensée et par l'action. » (Remarquons, entre parenthèses, que nous mettrions volontiers un point d'interrogation après le dernier mot, et continuons la citation.) « Ces deux facteurs du mouvement apparaissaient séparés, tout dernièrement encore, et privés ainsi de la force voulue. »

Ce qui est vrai est vrai ! C'est bien cela. Le terrorisme des intellectuels et le mouvement ouvrier des masses étaient *séparés et privés* ainsi de la *force voulue*. C'est précisément ce qu'a toujours dit la social-démocratie révolutionnaire. C'est précisément pour cette raison qu'elle a toujours combattu le terrorisme ainsi que les velléités de terrorisme qui se sont maintes fois manifestées chez les représentants de l'aile intellectuelle de notre parti ***. C'est précisément pourquoi l'ancienne *Iskra* s'est aussi élevée contre le terrorisme. Elle disait dans son n° 48 : « La lutte terroriste *à l'ancienne mode* était la forme la plus audacieuse de l'action

* Voir le présent tome, p. 92. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 76-83. (*N.R.*)
*** Article de Kritchevski dans le n° 10 du *Rabotchéïé Diélo*. Martov et Zassoulitch sur le coup de feu de Lekkert. Le tract des rédacteurs de la nouvelle *Iskra* sur l'assassinat de Plehve [68].

révolutionnaire, et ceux qui y recouraient passaient pour des hommes d'action décidés et dévoués... Par contre, maintenant que les manifestations se transforment en résistance déclarée à l'autorité... notre vieux terrorisme cesse d'être une arme exceptionnellement audacieuse... L'héroïsme est descendu dans la rue ; les vrais héros de notre temps, ce sont les révolutionnaires qui marchent en tête des masses populaires insurgées contre leurs oppresseurs... Le terrorisme de la grande révolution française... commença le 14 juillet 1789 par la prise de la Bastille. Sa force fut celle d'un mouvement révolutionnaire du peuple... *Ce* terrorisme-*là* naquit non de la perte de la foi en le mouvement des masses, mais au contraire d'une foi inébranlable en la force des masses... L'histoire de *ce* terrorisme-*là* est extrêmement édifiante pour le révolutionnaire russe.*

Oui, mille fois oui ! L'histoire de *ce* terrorisme-*là* est édifiante au plus haut point. Non moins édifiantes sont les citations ci-dessus de l'*Iskra* qui datent de dix-huit mois. Elles nous montrent dans toute leur ampleur les idées auxquelles voudraient aussi venir, sous l'empire des leçons de la révolution, les socialistes-révolutionnaires. Ces citations nous rappellent l'importance de *la foi* en un mouvement de masses, la fermeté révolutionnaire qui ne s'acquiert que par l'intransigeance des principes, et peut seule prémunir contre les « désenchantements » lors des arrêts, prolongés en *apparence*, de ce mouvement. Il ne peut plus, à première vue, être question depuis le 9 janvier d'aucun « désenchantement », quant au mouvement des masses. Mais ce n'est qu'à première vue. Il faut distinguer entre l'« admiration » momentanée suscitée par une manifestation éclatante de l'héroïsme des masses, et les convictions solides, mûries, attachant indissolublement toute l'activité d'un parti au mouvement des masses, le principe de la lutte de classe étant la pierre angulaire de tout le mouvement. Souvenons-nous que, si élevé que soit le degré atteint par le mouvement révolutionnaire depuis le 9 janvier, ce mouvement traversera en tout cas bien des étapes avant que nos

* Cet article de l'*Iskra* fut écrit par Plékhanov et se rapporte à l'époque où il rédigeait ce journal avec Lénine (nos 46-51). Il ne songeait pas encore au nouveau cours des fameuses concessions à l'opportunisme.

partis socialistes et démocrates renaissent sur de nouvelles bases dans une Russie libre. Et nous devons maintenir, à travers toutes ces étapes, à travers toutes les péripéties de la lutte, l'inébranlable liaison, sans cesse affermie et fortifiée, de la social-démocratie avec la lutte de classe du prolétariat.

Aussi nous semble-t-il y avoir une exagération manifeste dans l'affirmation suivante de la *Révolutsionnaïa Rossia*: « Les pionniers de la lutte armée se sont perdus parmi les masses effervescentes... » C'est plutôt là un avenir désirable qu'un présent accompli. Le meurtre du grand-duc Serge à Moscou, le 17 (4) février, annoncé aujourd'hui par télégraphe, est évidemment du terrorisme à l'ancienne mode [69]. Les pionniers de la lutte armée ne *sont pas encore* perdus dans les rangs des masses excitées. Des pionniers porteurs de bombes guettaient sans doute le grand-duc à Moscou, tandis que la masse (à Pétersbourg) se jetait sans pionniers, sans armes, sans officiers révolutionnaires et sans état-major révolutionnaire, mais « pleine de fureur et d'indignation, sur les pointes hérissées des baïonnettes », comme le dit la même *Révolutsionnaïa Rossia*. La division dont il a été parlé plus haut *existe encore*, et le terrorisme auquel recourent des intellectuels isolés étonne d'autant plus par son insuffisance qu'il est désormais clair, aux yeux de tous, que « la masse s'est élevée à la hauteur des héros, qu'un héroïsme collectif s'est éveillé en elle » (*Révolutsionnaïa Rossia* n° 58). Les pionniers doivent *en fait* disparaître dans la masse ; en d'autres termes, appliquer avec abnégation leur énergie, en contact effectif, indissoluble, avec la masse insurgée, marcher avec elle, non au sens figuré, symbolique du mot, mais en son sens littéral. Je ne crois pas qu'on puisse concevoir à l'heure actuelle le moindre doute sur cette nécessité. Le 9 janvier et la continuation d'une sourde et profonde fermentation des masses ouvrières prouvent que cette possibilité est donnée. Le fait que c'est là un problème nouveau, plus élevé, plus difficile à résoudre que les précédents, ne peut ni ne doit nous empêcher d'en aborder sans délai la solution pratique.

L'union dans le combat du parti social-démocrate et du parti démocratique révolutionnaire, le parti socialiste-révolutionnaire, pourrait être l'un des moyens susceptibles de

faciliter cette solution. Cette union sera d'autant mieux réalisable que les pionniers de la lutte armée « disparaîtront » plus vite parmi les masses insurgées, et que les socialistes-révolutionnaires suivront avec plus de résolution la voie qu'ils indiquent eux-mêmes dans ces mots : « Puisse croître et s'affermir cette fusion commencée du terrorisme révolutionnaire et du mouvement des masses : puisse la masse user au plus tôt de toutes les armes du terrorisme ! » Désireux de hâter l'aboutissement de ces tentatives d'accord pour le combat, nous publions avec plaisir la lettre suivante que nous avons reçue de Gapone :

« Lettre ouverte aux partis socialistes de Russie.

Les sanglantes journées de janvier à Pétersbourg et dans le reste de la Russie ont dressé face à face la classe ouvrière opprimée et le régime autocratique dont le tsar sanguinaire est la tête. La grande révolution russe a commencé. La nécessité de vaincre ou de mourir s'impose à tous ceux qui ont vraiment à cœur la liberté du peuple. Conscient de la gravité du moment historique que nous traversons considérant la situation actuelle, et étant par-dessus tout un révolutionnaire et un homme d'action, j'appelle tous les partis socialistes de Russie à conclure immédiatement un accord pour l'insurrection armée contre le tsarisme. Toutes les forces de tous les partis doivent être mobilisées. Le plan technique de l'action doit être commun. Bombes et dynamite, terrorisme individuel et terrorisme de masses, tout ce qui peut contribuer au soulèvement populaire doit être mis en œuvre. L'objectif le plus proche est de renverser l'autocratie, d'instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire qui amnistiera immédiatement tous les combattants pour la liberté politique et religieuse, armera immédiatement le peuple et convoquera immédiatement l'Assemblée constituante élue au suffrage universel égal, direct et au scrutin secret. A l'œuvre, camarades ! En avant, au combat ! Reprenons le mot d'ordre des ouvriers de Pétersbourg le 9 janvier : La liberté ou la mort ! Toute temporisation, toute négligence est maintenant un crime contre le peuple dont vous défendez les intérêts. Ayant consacré toutes mes forces au service du peuple, dont je suis moi-même le fils (mon père était un paysan), ayant lié sans retour ma destinée à la lutte contre les oppresseurs et les exploiteurs de la classe ouvrière, je serai naturellement de tout mon cœur et de toute mon âme avec ceux qui travailleront réellement à l'affranchissement du prolétariat et des masses laborieuses du joug capitaliste et de l'esclavage politique.

Guéorgui Gapone. »

Nous croyons nécessaire de nous exprimer au sujet de cette lettre avec la plus grande franchise et la plus grande netteté. Nous estimons possible, utile et nécessaire l'« ac-

cord » qu'elle propose. Nous enregistrons avec satisfaction que G. Gapone parle précisément d'un « accord », car le maintien de l'entière indépendance de principes et d'organisation de chaque parti peut seul prémunir leurs tentatives d'union dans le combat contre les déceptions. Nous devons être prudents à l'égard de ces tentatives, pour ne pas compromettre la cause en nouant inutilement en un faisceau unique des éléments hétérogènes. Nous devrons inévitablement *getrennt marschieren* (marcher séparément), mais nous pouvons plus d'une fois et nous pouvons précisément à cette heure *vereint schlagen* (frapper ensemble). Il serait souhaitable, à notre avis, que cet accord embrassât non seulement les partis socialistes, mais aussi les partis *révolutionnaires*, car l'objectif immédiat de la lutte n'a rien de socialiste et nous ne devons pas confondre — et nous ne permettrons jamais de confondre — les objectifs démocratiques immédiats avec nos buts finaux de révolution socialiste. Il serait souhaitable et, à notre point de vue, *indispensable* pour l'accord, qu'au lieu d'un appel général au « terrorisme *individuel* et de masses », l'objectif des actions communes fût nettement et clairement déterminé comme étant le *fusionnement* immédiat et effectif du terrorisme et de l'insurrection des masses. A vrai dire, les mots de Gapone : « tout ce qui peut contribuer au soulèvement populaire », montrent bien son désir de subordonner justement à cette fin les actes terroristes individuels, mais ce désir, traduisant une pensée que nous avons relevée dans le n° 58 de la *Révolutsionnaïa Rossia*, doit être plus nettement exprimé et s'incarner en des décisions pratiques dépourvues d'équivoque. Nous ferons enfin remarquer, indépendamment des conditions de possibilité de l'accord qu'on nous propose, que la situation de G. Gapone en dehors de tout parti nous paraît un fait négatif. Il va de soi que, passant avec une telle promptitude de la foi au tsar et de la pétition au tsar à la poursuite de fins révolutionnaires, Gapone n'a pas pu acquérir d'un seul coup une claire conception révolutionnaire. C'est inévitable, et plus le cours de la révolution sera large et rapide, plus des faits semblables seront fréquents. Or, une clarté et une netteté entières dans les rapports entre partis, tendances et nuances sont la condition rigoureusement nécessaire d'un accord

provisoire tant soit peu efficace entre eux. La clarté et la netteté nous serviront à chaque démarche pratique et conditionneront la netteté et la fermeté de l'action réelle, *pratique*. Le début de la révolution en Russie amènera probablement sur la scène politique de nombreuses personnes, peut-être même de nombreuses tendances, qui estimeront que le mot d'ordre de « révolution » suffit parfaitement à définir les buts et les moyens des « hommes d'action ». Rien ne peut être plus erroné que cette opinion. Supérieure, plus commode ou plus « diplomatique » en apparence, l'attitude en dehors de tout parti n'est en réalité que *plus confuse*, plus trouble et forcément grosse d'inconséquences et d'hésitations dans l'activité pratique. Nous ne devons nullement adopter comme idéal, au nom de la révolution, la fusion de tous les partis, de toutes les tendances, de toutes les nuances, en un chaos révolutionnaire unique. Au contraire, la croissance et l'extension du mouvement révolutionnaire, sa pénétration à des profondeurs de plus en plus grandes au sein des diverses classes et couches sociales, feront nécessairement naître sans cesse (et ce sera tant mieux) des tendances et des nuances nouvelles. Seule l'entière netteté de leurs rapports réciproques et de leur attitude à l'égard de la position du prolétariat révolutionnaire peut garantir le maximum de succès au mouvement révolutionnaire. Seule la pleine clarté de leurs rapports peut garantir le succès d'accords visant la poursuite de l'objectif commun immédiat.

Cet objectif immédiat est, à notre avis, très justement *défini* dans la lettre de G. Gapone : 1. renversement de l'autocratie ; 2. gouvernement provisoire révolutionnaire ; 3. amnistie immédiate aux combattants pour la liberté politique et religieuse — et naturellement la liberté de grèves, etc. ; 4. armement immédiat du peuple ; 5. convocation immédiate de la Constituante élue au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret. La réalisation immédiate par le gouvernement révolutionnaire de l'égalité absolue de tous les citoyens et d'une entière liberté électorale est certainement sous-entendue par Gapone, mais eût gagné à être stipulée en toutes lettres. Il serait, de plus, rationnel d'inscrire au programme du gouvernement provisoire la constitution en tous lieux de comités

révolutionnaires paysans destinés à servir d'appuis à la révolution démocratique et à l'appliquer dans les détails. Le succès de la révolution dépend largement, très largement, de l'initiative révolutionnaire de la paysannerie, et un mot d'ordre de cette sorte recevrait probablement l'assentiment des différents partis socialistes et démocrates révolutionnaires.

Souhaitons que G. Gapone, qui a si profondément vécu et ressenti la transition des opinions d'un peuple politiquement inconscient à des opinions révolutionnaires, en vienne à la nette doctrine révolutionnaire indispensable à tout homme politique. Souhaitons que son appel à l'accord de combat pour l'insurrection soit entendu et couronné de succès, et que le prolétariat révolutionnaire, marchant côte à côte avec la démocratie révolutionnaire, puisse attaquer l'autocratie et la renverser ainsi plus vite, plus sûrement, au prix de moindres sacrifices.

« Vpériod » n° 7
du 21 (8) février 1905

Conforme au texte du journal

DEVONS-NOUS ORGANISER LA RÉVOLUTION?

C'était il y a longtemps, bien longtemps, il y a plus d'un an. D'après le témoignage du social-démocrate allemand assez connu, Parvus, des « divergences de principes » se faisaient jour dans le parti russe. La lutte contre les excès du centralisme, contre l'idée de « commander » aux ouvriers, disons à partir de Genève, contre l'exagération de l'idée d'une organisation d'agitateurs, de dirigeants, devenait le principal objectif politique du parti du prolétariat. Telle était la conviction profonde, ferme et inébranlable du menchévik Parvus, exposée par lui dans le numéro du 30 novembre 1903 de sa feuille hebdomadaire allemande *Aus der Weltpolitik* (De la politique mondiale).

On démontra alors au bon Parvus (voir la lettre de Lénine à la rédaction de l'*Iskra*, décembre 1903 *) qu'il avait été la victime de commérages, qu'il n'y avait au fond des désaccords de principes aperçus par lui que des cancans, et que le changement d'idées qui commençait à se dessiner dans la nouvelle *Iskra* était une conversion à l'opportunisme. Parvus se tut, mais ses « idées » sur l'exagération de l'importance de l'organisation de dirigeants furent ressassées sur tous les tons par les gens de la nouvelle *Iskra*.

Quatorze mois ont passé. La désorganisation apportée dans le travail du parti par les menchéviks et le caractère opportuniste de leur prédication sont apparus au grand jour. Le 9 janvier 1905 a révélé l'immense réserve d'énergie

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, p. 105. (*N.R.*)

révolutionnaire du prolétariat et toute l'insuffisance de l'organisation social-démocrate. Enfin, Parvus entend raison. Il a publié, dans le n° 85 de l'*Iskra*, un article témoignant, au fond, de la complète volte-face qui le ramène des nouvelles idées de la nouvelle *Iskra* opportuniste aux idées de l'ancienne *Iskra* révolutionnaire : « On avait un héros, s'écrie Parvus en parlant de Gapone, mais pas de chef politique, pas de programme d'action, pas d'organisation... » « Les conséquences tragiques du manque d'organisation se sont fait sentir... » « Les masses sont désunies, tout va à vau-l'eau, il n'y a ni centre de coordination, ni programme d'action susceptible de servir de guide... » « Le mouvement a échoué faute d'une organisation qui le dirigeât et le coordonnât... ». Et Parvus de donner le mot d'ordre que nous rappelions déjà dans le n° 6 de *Vpériod* : « *organiser la révolution* * ». Parvus s'est convaincu sous l'influence des leçons de la révolution que « nous ne pouvons pas, dans les circonstances politiques actuelles, organiser ces centaines de milliers d'hommes » (il s'agit des masses prêtes à l'insurrection). « Mais nous pouvons, dit-il, répétant judicieusement la vieille idée émise dans *Que faire ?*, créer une organisation qui sera comme un ferment agglutinant et qui les rassemblera au moment de la révolution ». « Il faut organiser des cercles d'ouvriers avec un but bien net : préparer les masses à l'insurrection, les rassembler pendant l'insurrection, et commencer l'insurrection sous un mot d'ordre donné. »

Enfin ! nous sommes-nous écriés avec soulagement, en découvrant ces vieilles idées si justes sous le fatras de la nouvelle *Iskra*. L'instinct révolutionnaire d'un militant du parti prolétarien l'emporte enfin, pour un moment tout au moins, sur l'opportunisme du *Rabotchéïé Diélo*. Nous entendons enfin la voix d'un social-démocrate qui ne se prosterne pas devant l'arrière de la révolution et ne craint pas de montrer la nécessité d'en soutenir l'avant-garde.

La nouvelle *Iskra* ne pouvait évidemment pas être de l'avis de Parvus : « La rédaction ne partage pas toutes les idées exposées par le camarade Parvus », dit-elle dans une note.

* Voir le présent tome, pp. 144-153. (*N.R.*)

Parbleu ! Comment « partageraient-ils » des idées qu « fustigent » tous leurs bavardages opportunistes continués dix-huit mois durant !

« Organiser la révolution ! » Mais nous avons le sage camarade Martynov qui sait que la révolution est suscitée par un bouleversement dans les rapports sociaux et ne peut pas être commandée à date fixe. Martynov expliquera à Parvus son erreur, Martynov lui démontrera que, si même il a en vue d'organiser l'avant-garde de la révolution, c'est une idée « jacobine étroite » et malfaisante. Allons plus loin. Notre sage camarade Martynov remorque à sa suite Martov-Triapitchkine [la-chiffe] [70], capable d'approfondir encore l'enseignement de son maître et peut-être de substituer au mot d'ordre : « Organiser la révolution », celui de « *délier* la révolution » (voir le n° 85 ; ces mots sont soulignés par l'auteur).

Oui, lecteur, c'est bien ce mot d'ordre qui nous est donné dans l'éditorial de l'*Iskra*. Il suffit, par le temps qui court, de se « délier » la langue en vue d'un libre bavardage-procès ou d'un procès de bavardage, pour écrire des articles de fond. Un opportuniste a toujours besoin de mots d'ordre qui, vus de près, ne sont que phrases sonores, acrobaties verbales chères aux décadents.

Organiser et organiser encore, répète Parvus, comme s'il était soudain devenu bolchévik. Il ne comprend pas, le malheureux, que l'organisation *est un procès* (voir le n° 85 et aussi tous les numéros précédents de la nouvelle *Iskra*, et surtout les feuilletons éblouissants de l'éblouissante Rosa). Il ne sait pas, le pauvre, que dans l'esprit du matérialisme dialectique, la tactique est un procès comme l'organisation. Mais, pareil à un « conspirateur », il prêche un plan d'organisation. Et, pareil à un « utopiste », il s'imagine qu'on peut ainsi, d'un coup, à un II^e^ ou III^e^ Congrès — Dieu nous en préserve — se mettre de but en blanc à organiser.

A quelles colonnes d'Hercule du « jacobinisme » ce Parvus n'est-il arrivé ! « Commencer l'insurrection sous un mot d'ordre donné », figurez-vous ça ! C'est pis encore que l'idée, repoussée par notre illustre Martynov, de « commander » l'insurrection à jour fixe. Il faut positivement que Parvus prenne des leçons chez Martynov. Il faut qu'il

lise le n° 62 de l'*Iskra* : l'éditorial lui apprendra quelles idées « *utopiques* » et pernicieuses sur la préparation de l'insurrection ont été si mal à propos répandues dans notre parti en 1902 et 1904. Il faut qu'il lise la préface d'Axelrod à la brochure d'« Un Ouvrier », afin de connaître « le mal profond, funeste et véritablement destructeur pour le parti » (sic !), dont la social-démocratie est menacée par les gens « qui mettent tout leur espoir dans des soulèvements spontanés des éléments populaires les plus arriérés, les plus inconscients, vraiment revenus à la barbarie (! !) ».

Parvus convient qu'il est impossible d'organiser immédiatement des centaines de milliers d'hommes, et met au premier plan « la fondation d'une organisation qui soit un ferment d'agglutination ». Comment nos gens de la nouvelle *Iskra* ne se démèneraient-ils pas quand de telles choses s'écrivent dans leur journal ? Une organisation qui serait un ferment d'agglutination, mais c'est justement l'organisation des révolutionnaires professionnels dont la seule évocation les fait défaillir.

Que nous sommes reconnaissants à l'*Iskra* d'avoir publié son éditorial à côté de l'article de Parvus. Avec quel relief la phraséologie suiviste, confuse et vide, ne ressort-elle pas auprès des clairs mots d'ordre révolutionnaires, bien frappés, francs et hardis de l'ancienne *Iskra* ! N'est-ce pas une phrase ronflante et creuse que celle-ci : « La politique de confiance quitte la scène, pour *ne plus jamais* mystifier ni la Russie ni l'Europe » ? Il n'est pas un numéro de journal bourgeois d'Occident qui ne montre au contraire que ce bourrage de crânes continue et progresse. « Le libéralisme modéré russe est frappé à mort. » Il est d'une naïveté enfantine de prendre pour la mort du libéralisme son désir « politique » de se dissimuler un moment. Au contraire, le libéralisme est vivant, vit et reprend vie. Il est justement aujourd'hui à la veille de son avènement au pouvoir. Et s'il s'est camouflé, c'est justement pour s'emparer du pouvoir, au moment voulu, plus sûrement, avec le moins de risque. C'est justement à cette fin qu'il fait tant d'avances à la classe ouvrière. Il faut être borné au dernier degré pour prendre ce jeu (extrêmement dangereux à l'heure actuelle) pour argent comptant, et déclarer d'un ton vantard : « *Le rôle héroïque* du prolétariat libéra-

teur de la patrie, avant-garde de la nation, *est reconnu* aujourd'hui des éléments avancés de la bourgeoisie démocratique et libérale. » Comprenez donc à la fin, Messieurs les collaborateurs de la nouvelle *Iskra*, que les bourgeois libéraux reconnaissent *précisément* l'héroïsme du prolétariat *parce que* ce prolétariat, tout en frappant le tsarisme, n'est encore ni assez fort ni assez social-démocrate pour *conquérir* la liberté *qu'il* voudrait. Comprenez donc qu'au lieu de nous féliciter des salamalecs des libéraux, nous devons mettre le prolétariat en garde contre eux et lui en montrer les dessous. Vous ne les voyez pas ? Lisez donc les *déclarations des fabricants, marchands et boursiers* sur la nécessité d'une Constitution ! Quelle preuve éclatante de la mort du libéralisme modéré ! Les bavards libéraux pérorent sur l'héroïsme prolétarien, tandis que les fabricants demandent avec aplomb et autorité une Constitution tronquée. Voilà, aimables « dirigeants * » !

Mais les raisonnements de l'*Iskra* sur l'armement sont surtout hors de pair. « L'armement du prolétariat, la préparation systématique d'une organisation garantissant l'université et la simultanéité de l'assaut du peuple contre le gouvernement », sont déclarés un problème « technique »(!?). Or, nous sommes évidemment au-dessus de la méprisable technique, et nous examinons le fond des choses. « Quelle que soit l'importance de ces problèmes « techniques », *ils ne sont pas l'objet principal* de notre travail de préparation des masses à l'insurrection »... « Tous les efforts des organisations clandestines n'auront aucune importance, si elles ne savent pas donner au peuple une arme irremplaçable : *le besoin brûlant d'attaquer l'autocratie et de s'armer à cette fin. La propagande de l'armement spontané du*

* Ces lignes étaient déjà écrites quand nous avons reçu des libéraux quelques renseignements non dépourvus d'intérêt. Le correspondant spécial de la *Frankfurter Zeitung*, organe démocrate bourgeois, à Pétersbourg (17 février 1905) transmet le jugement suivant d'*un journaliste libéral de cette ville* sur la situation politique : « Les libéraux seraient bien sots de laisser passer un moment tel que celui-ci. Ils ont tous les atouts en main, car *ils ont su atteler à leur char les ouvriers*, et le gouvernement n'a pas d'hommes, la bureaucratie ne donnant accès à personne. » Quelle sainte innocence doit régner à la nouvelle *Iskra* pour qu'elle puisse parler, à un pareil moment, de la mort du libéralisme !

peuple en vue de l'insurrection, tel doit être notre objectif. » (Les deux dernières phrases sont soulignées par l'auteur.)

Oui, oui, c'est une façon vraiment profonde de poser la question, tout autrement que ne le fait ce Parvus aux idées étroites, presque tombé dans le « jacobinisme ». Le principal n'est pas d'armer le peuple, ni de préparer systématiquement l'organisation, mais d'armer le peuple d'un besoin brûlant de s'armer, et de s'armer lui-même. Quelle honte cuisante ne ressent-on pas pour la social-démocratie en voyant cette bassesse de philistin qui s'évertue à ramener notre mouvement en arrière ! Armer le peuple d'un besoin brûlant de s'armer, mais c'est la tâche constante et générale, perpétuelle et universelle, de la social-démocratie ! C'est également sa tâche au Japon, en Angleterre, en Allemagne ou en Italie. Partout où il y a des classes opprimées luttant contre l'exploitation, la parole socialiste les arme toujours, dès le début et avant tout, du besoin brûlant de s'armer. Ce « *besoin* » existe dès le *début* du mouvement ouvrier. La social-démocratie n'a qu'à le rendre conscient, et à faire obligation à ceux qui l'éprouvent de compter avec la nécessité de l'organisation et de l'action coordonnée, comme avec la situation politique générale. Considérez, Monsieur le rédacteur de l'*Iskra*, n'importe quelle réunion d'ouvriers allemands. Vous verrez quelle haine — contre la police tout au moins — expriment les visages, vous verrez jaillir les sarcasmes, vous verrez les poings se serrer. Quelle force retient ce besoin brûlant d'en finir immédiatement avec les bourgeois et leurs larbins qui se moquent du peuple ? La force de l'organisation et de la discipline, la conscience que les meurtres individuels sont absurdes, que l'heure n'est pas encore venue de la lutte révolutionnaire sérieuse des masses populaires, que la situation politique générale voulue n'existe pas. Voilà pourquoi un socialiste ne dit et ne dira jamais au peuple en de pareilles circonstances : Armez-vous ! mais il l'arme toujours (faute de quoi il ne serait pas un socialiste, mais un vain bavard) du besoin brûlant de s'armer et d'attaquer l'ennemi. Or, la situation actuelle en Russie se distingue justement de ces conditions habituelles. C'est pourquoi les social-démocrates révolutionnaires qui n'appelèrent jamais aux armes jusqu'à présent, mais armèrent sans

cesse les ouvriers du besoin brûlant de s'armer, ont tous lancé *aujourd'hui*, à la suite des ouvriers doués d'initiative révolutionnaire, le mot d'ordre : *Aux armes !* Et c'est à ce moment, c'est quand ce mot d'ordre est enfin donné, que l'*Iskra* proclame : l'essentiel n'est pas dans l'armement, mais dans le besoin brûlant de s'armer ! Ne sont-ce pas vaines élucubrations d'intellectuels ? Veulerie incurable ? N'est-ce pas ramener notre parti en arrière, le ramener des problèmes actuels de l'avant-garde révolutionnaire à la contemplation des « arrières » du prolétariat ? Cet avilissement incroyable de notre rôle n'est pas dû aux qualités individuelles d'une quelconque chiffe, mais à l'attitude de ces gens-là si bien formulée par les expressions en vogue d'organisation-procès ou de tactique-procès. Cette attitude même condamne inévitablement et fatalement un homme à craindre tout mot d'ordre déterminé, à fuir tout « plan », à reculer devant toute initiative révolutionnaire hardie pour raisonner sans fin, ruminer les vieux rabâchages, craindre de se trouver trop avancé à un moment où nous autres, social-démocrates, nous sommes manifestement en retard sur l'activité révolutionnaire du prolétariat. En vérité, le mort a saisi le vif ; la théorie morte du *Rabotchéïé Diélo* a tué irrémédiablement la nouvelle *Iskra*.

Voyez les raisonnements de l'*Iskra* sur « le rôle politique dirigeant de la social-démocratie, avant-garde de la classe libératrice de la nation ». « Si même nous réussissions à prendre entièrement en main l'organisation technique et la réalisation de l'insurrection, nous ne pourrions jouer ce rôle, pas plus que nous ne serions assurés de le garder », nous explique-t-on. Pensez-y seulement : le rôle d'avant-garde ne sera pas tenu si nous réussissons à prendre complètement en main la réalisation de l'insurrection ! Et ces gens parlent encore d'avant-garde ! Ils *craignent que* l'histoire ne leur impose le rôle dirigeant dans une révolution démocratique ; ils pensent *avec terreur* qu'ils pourraient être obligés de « réaliser l'insurrection ». Ils sont hantés par l'idée — quoiqu'ils n'osent pas encore le dire franchement dans l'*Iskra* — que l'organisation social-démocrate *ne doit pas* « faire l'insurrection », ne doit pas vouloir prendre complètement en main le passage révolutionnaire à la république démocratique. Ces incorrigibles girondins du

socialisme voient là-dedans un jacobinisme monstrueux. Ils ne comprennent pas que plus notre volonté de prendre en main le déclenchement de l'insurrection sera grande, et plus la part d'action dont nous nous emparerons sera vaste ; que plus cette part sera vaste, moins sera sensible l'influence de la démocratie antiprolétarienne ou non prolétarienne. Ils veulent absolument se mettre à la remorque du mouvement, ils inventent même une philosophie à leur propre usage qui prescrit que l'on se mette à la remorque. Martynov a déjà commencé à l'exposer et mettra probablement dès demain, dans l'« *Iskra* », *les points sur les i.*

Essayez pas à pas d'analyser ces raisonnements :

« Le prolétariat conscient, s'appuyant sur la logique du processus spontané de l'évolution historique, utilisera, pour atteindre son but, tous les éléments d'organisation, tous les éléments de fermentation que fait surgir la veille de la révolution... »

Très bien ! Mais utiliser *tous* les éléments, cela veut dire se charger de *toute* la direction. L'*Iskra* se réfute elle-même et, le sentant, se dépêche d'ajouter :

...« sans se laisser aucunement troubler par le fait que tous ces éléments peuvent lui enlever une part de la direction technique de la révolution, contribuant ainsi, bon gré mal gré, à faire pénétrer nos revendications dans les couches les plus arriérées du peuple. »

Y comprenez-vous quelque chose, lecteur ? Utiliser *tous* les éléments, *sans se laisser troubler*, s'ils enlèvent une part *de la direction* !!? Arrêtez, Messieurs : si vraiment c'est *nous* qui utilisons tous les éléments, si vraiment *nos* revendications sont reprises par ceux que nous utilisons, ils ne nous *enlèvent* pas la direction, ils l'*acceptent* au contraire. Mais si *tous* ces éléments nous enlèvent véritablement la direction (et non seulement la direction « technique », car c'est une bien grande sottise de séparer le côté « technique » de la révolution de son côté politique), ce n'est pas nous qui les utilisons, ce sont eux qui nous utilisent.

« Nous ne pourrons que nous réjouir si, après le prêtre qui a prêché dans les masses notre revendication de séparation de l'Eglise et de l'Etat, après l'association ouvrière monarchiste qui a organisé la marche du peuple vers le

Palais d'Hiver, la révolution russe s'enrichit d'un général menant le premier les masses populaires à la lutte finale contre l'armée du tsar, ou d'un haut fonctionnaire proclamant le premier l'abolition officielle du pouvoir du tsar. »

Nous en serions certes contents nous aussi, mais nous voudrions bien que la joie excitée par cette agréable *possibilité* ne troublât pas notre logique. Que veulent dire ces mots : « La *révolution russe* s'enrichira d'un prêtre ou d'un général » ? Ils veulent dire qu'un prêtre ou qu'un général deviendra le partisan ou l'un des chefs de la révolution. Ces « recrues » peuvent venir à la révolution consciemment ou avec une conscience politique imparfaite. Dans ce dernier cas (le plus probable pour des recrues), nous ne devons pas nous réjouir, mais nous attrister de l'insuffisance de leur conscience politique et *nous efforcer à tout prix d'y remédier, de parfaire leur éducation*. Tant que nous ne l'aurons pas fait, tant que la masse suivra des meneurs peu conscients, nous serons obligés de constater que ce n'est pas la social-démocratie qui utilise tous ces éléments, mais que ce sont au contraire tous ces éléments qui utilisent la social-démocratie. Le nouvel adepte de la révolution, prêtre hier, général ou fonctionnaire, peut être un démocrate bourgeois plein de préjugés, et la démocratie bourgeoise « se servira » des ouvriers, dans la mesure où ils *le* suivront. Est-ce clair, Messieurs de la nouvelle *Iskra* ? Si c'est clair, pourquoi *avez-vous peur* que des partisans parfaitement conscients de la révolution (des social-démocrates *en d'autres termes*) prennent la direction ? Pourquoi craignez-vous qu'un officier social-démocrate (j'use intentionnellement d'un exemple analogue au vôtre), membre d'une organisation social-démocrate, n'assume entièrement, sur l'initiative et par ordre de cette organisation, les fonctions et le rôle de votre général supposé ?

Revenons à Parvus. Il termine son excellent article par l'excellent conseil de « jeter par-dessus bord » les désorganisateurs. Ecarter les désorganisateurs, comme on peut le voir dans notre rubrique « Dans le parti[71] », tel est le mot d'ordre le plus ardent et le plus catégorique de la majorité des social-démocrates russes. C'est juste, camarade Parvus, il faut les « jeter par-dessus bord » sans miséricorde, à commencer par ces héros de la presse social-démocrate qui ont

consacré et consacrent la désorganisation par leurs « théories » de l'organisation-procès, de l'organisation-tendance. Il faut le *faire* et non se borner à le dire. Il faut convoquer sans délai en congrès tous les militants social-démocrates désireux d'organiser le parti. Il ne faut pas se borner à la persuasion et aux exhortations, mais signifier à tous les inconstants, à tous les hésitants, à tous les indécis, à tous les sceptiques, un ultimatum inexorable et net : Choisissez ! Cet ultimatum, nous l'avons signifié dès notre premier numéro, au nom de la rédaction de *Vpériod*, au nom de la masse des militants du parti en Russie, exaspérés par les désorganisateurs. Débarrassez-vous-en au plus vite, camarades, et mettez-vous unanimement à l'œuvre d'organisation ! Une centaine de social-démocrates révolutionnaires acceptant l'organisation-plan valent mieux que mille chiffes intellectuelles bavardant sur l'organisation-procès !

« Vpériod » n° 7
du 21 (8) février 1905

Conforme au texte du journal

CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS DU PARTI

NOTE DE LA RÉDACTION [72]

Il ne reste à la rédaction de *Vpériod* qu'à exprimer sa vive sympathie à l'initiative du Bureau de Russie. Un geste énergique est enfin fait pour trouver une solution *de parti* à la situation créée par les bonapartistes de l'étranger [73] ! Nous publions sous la rubrique « Dans le parti » des nouvelles montrant avec quelle promptitude les comités répondent à l'appel du Bureau [74]. Que *tous* les groupes, que les organisations de *toutes sortes*, et aussi les personnes qui se réclament du P.O.S.D.R. ou simplement sympathisent avec le parti et partagent ses opinions, imitent cet exemple. Le IIIe Congrès est le *premier congrès* convoqué dans des conditions où l'on en connaît à l'avance la composition (sur la base des statuts du parti), le cours des travaux, ainsi que le droit laissé à chacun d'y participer. Que tous les camarades mettent largement à profit ces conditions ! Qu'ils n'oublient pas que les statuts de notre parti garantissent à chacun la possibilité de s'adresser au congrès (article 10 des statuts : « Tout membre du parti et *toute personne ayant quelque rapport que ce soit avec le parti* est en droit d'exiger que le texte original de sa déclaration soit transmis au Comité central, à la rédaction de l'Organe central *ou au congrès du parti* »). Que cette possibilité soit *immédiatement* mise à profit. La rédaction de *Vpériod* se charge de faire parvenir ces déclarations au Bureau de Russie qui vient de se constituer en Comité d'Organisation du congrès. Seuls les représentants des comités et des autres organisations du parti, jouissant de la plénitude des droits sur la base des statuts, peuvent participer au congrès avec

voix délibérative. Mais la participation avec voix *consultative* est possible, sur l'autorisation du congrès lui-même, pour n'importe qui, avec l'autorisation du Comité d'Organisation, la voix consultative est accordée aussi aux délégués des organisations du parti ne jouissant pas de la plénitude des droits. (Art. 3 des statuts, note 2 : « Il appartient au Comité central d'inviter au congrès, en leur donnant voix consultative, les délégués des organisations ne remplissant pas les conditions indiquées dans la note 1 », c'est-à-dire n'ayant pas été confirmés dans la plénitude de leurs droits un an avant le congrès. Il va de soi que le Comité d'Organisation qui réunit le congrès sur mandat de la majorité des comités, contre la volonté du C.C. bonapartiste et du Conseil, assume tous les droits du C.C. en cette matière.)

La rédaction de *Vpériod* propose de son côté au congrès un *ordre du jour* qui pourrait être à peu près ainsi conçu : 1. Constitution du congrès (règlement, rapport du Comité d'Organisation, vérification des mandats) ; 2. Rapports des délégués ; 3. La crise du parti * ; 4. Question d'organisation ; 5. Attitude envers l'insurrection ; 6. Accord avec la démocratie révolutionnaire à des fins insurrectionnelles ; 7. Attitude envers les libéraux ; 8. Travail parmi les paysans et soutien du mouvement révolutionnaire paysan ; 9. Travail parmi les troupes ; 10. Amélioration de l'agitation et de la propagande ; 11. Elections de responsables.

La participation active de tous les membres du parti à l'élaboration et à la préparation des rapports et des résolutions sur ces questions et sur d'autres questions importantes (ainsi qu'au rassemblement des matériaux pour les rapports) est absolument nécessaire au succès du congrès. Nous invitons tous ceux qui se réclament de l'esprit de parti à aborder *immédiatement* ce travail. *Quiconque* a par-

* Bebel a proposé par lettre à Lénine son arbitrage dans le conflit entre partisans de l'*Iskra* et partisans de *Vpériod* [75]. Lénine a répondu n'être pas en droit d'engager le parti, pas plus qu'aucun des partisans de *Vpériod* connus de lui, et que la proposition de Bebel devait, par conséquent, être soumise au congrès convoqué par le Bureau de Russie. Nous pensons que le congrès pourrait rattacher cette proposition au point de l'ordre du jour : « La crise du parti ».

ticipé, d'une manière ou d'une autre, aux péripéties de la crise du parti peut venir en aide au congrès en l'informant brièvement de son expérience et de son opinion sur les moyens de remédier à la crise. *Quiconque* a milité dans l'une des organisations du parti ou sympathisant avec le parti peut fournir la documentation la plus utile, fondée sur son expérience personnelle, pour la solution du problème d'organisation sous ses divers aspects. (Ces informations doivent être à peu près ainsi conçues : temps et lieu du travail; nombre de membres de l'organisation, ouvriers et intellectuels ; rapports entre eux ; faut-il des statuts écrits et lesquels ? Faut-il établir des normes et lesquelles sur les limites de l'autonomie, la division du travail, les groupes adhérant au parti ou sympathisant avec lui, la cooptation et l'exclusion des membres ; principe électif ; relations entre les comités et les groupes de propagandistes, d'agitateurs, d'organisateurs, les cercles de quartiers et de fabriques, les commissions littéraires et techniques, etc.)

La rédaction de *Vpériod* a déjà reçu une certaine documentation sur l'action parmi les soldats et les paysans. Nous connaissons un groupe qui dresse systématiquement le bilan de l'expérience de ses membres en matière de propagande, d'agitation et d'organisation et prépare un rapport destiné au congrès. On nous promet le rapport d'un camarade participant à l'organisation de la résistance armée de *centaines* d'ouvriers, en cas de pogromes antisémites dans une des grandes villes ; on nous promet aussi le rapport d'un camarade qui a étudié la question des batailles de rues. Il est de la plus haute importance que les camarades abordent *immédiatement* ce travail en nombre aussi grand que possible.

La crise du parti a été minutieusement étudiée dans nos publications. La discussion ne peut pas et ne doit pas prendre beaucoup de temps. Les *nouvelles questions* d'organisation et de tactique, résultant du nouvel essor prodigieux de notre mouvement révolutionnaire, doivent être le pivot des travaux du congrès. L'expérience collective de *tous* les social-démocrates, ayant tant soit peu participé au mouvement, est pour la solution de ces problèmes d'une importance inappréciable. Seulement il faut en dresser au plus

tôt le bilan pour pouvoir le soumettre à l'examen du congrès.

A l'œuvre donc, camarades ! Que tous ceux qui ont à cœur le mouvement ouvrier social-démocrate se mettent sans tarder à aider activement le congrès ! Alors le parti sortira promptement de la période temporaire d'humiliation et d'affaiblissement pour entrer dans la voie de la participation la plus active à la grande révolution russe, dans la voie conduisant à la victoire sur l'ennemi maudit du peuple russe !

« Vpériod » n° 8
du 28 (15) février 1905

Conforme au texte du journal

DU CAMP DE LA NOUVELLE « ISKRA »

Dans l'éditorial du n° 87 de l'*Iskra*, Plékhanov emploie avec succès, tout en saluant aimablement et avec déférence Martov, la tactique *kill with kindness* * (tuer par la douceur). Tout en s'inclinant devant l'auteur de l'éditorial du n° 85, Plékhanov *lui inflige un démenti complet quant au fond* et expose justement le point de vue soutenu depuis toujours par *Vpériod*. A la bonne heure ! Seulement, vénérable dialecticien, réglez encore vos comptes avec Martynov. Parlez-lui de la perspective si terrible et si dangereuse qui vous attend si, « *ayant préparé la victoire* » (mot d'ordre du n° 87), vous obtenez la victoire ! Parlez-lui du danger terrible de la «prise du pouvoir », de la « participation au gouvernement provisoire » et de la « dictature révolutionnaire ». Pauvre Plékhanov, il mettra encore longtemps à sortir du bric à brac accumulé dans les brochures, approuvées par toute (?) la rédaction, de Trotski, Martynov, l'Ouvrier et Axelrod ! Dans le supplément au n° 86 de l'*Iskra*, Popov *reconnaît qu'il est l'auteur de la lettre publiée dans la « Déclaration » de Lénine*. C'est ce qu'il fallait démontrer ! La tromperie systématique du parti par les gentlemen de la minorité est démontrée. Comme nous le prédisions, les gentlemen s'efforcent de s'en sortir en détournant l'attention du lecteur sur la question : Lénine avait-il le droit de confisquer une lettre qui démasquait les bonapartistes ? Célèbres pour leur sensibilité morale, Martov et Popov poussent de hauts cris à propos de vol, d'espionnage, etc. Tempêtez, messieurs, persévérez : faute d'arguments, il ne vous reste qu'à pester.

« Vpériod » n° 8
du 28 (15) février 1905

Conforme au texte du journal

* En anglais dans le texte. (*N.R.*)

LETTRE AUX ORGANISATIONS DE RUSSIE

Le 28.II.1905

Chers camarades, nous venons d'apprendre que St-Pétersbourg, Toula, Moscou, le Nord, Nijni-Novgorod, le Caucase et Odessa donnent leur adhésion au congrès ; d'autres adhésions ne font pas de doute. Le Comité central se serait, dit-on, déclaré en faveur du congrès. Il va de soi que personne ne lui fait plus confiance ; chacun dit : qu'il vienne au congrès puisque tout le monde y est invité, mais le Bureau, le Bureau seul réunit le congrès. Ce n'est pas la peine de parler des raisons pour lesquelles le Comité central n'inspire plus aucune confiance (même les voix isolées très rares qui se sont élevées en sa faveur se sont vite rétractées). Tout le monde comprend que le Comité central ne fait qu'user de tromperie et de diplomatie.

Il est extrêmement important de commencer tout de suite la préparation du congrès et d'y appeler avec la plus grande énergie tous les cercles, ceux des quartiers, ceux des propagandistes, ceux des fabriques, tous en un mot et surtout les cercles ouvriers. Nous en parlons aussi dans le n° 8 de *Vpériod* * (qui paraît aujourd'hui). La participation des ouvriers au congrès serait extrêmement utile. (Notre avis est qu'il convient de se montrer aussi larges que possible dans la distribution des voix consultatives. Il ne s'agit donc plus que d'une question d'argent. Développez l'agitation, nous sommes convaincus qu'il se trouvera des ouvriers capables de réunir 150 à 200 roubles pour leur délégué et qu'il se trouvera aussi des donateurs parmi les intellectuels.) Les questions posées au congrès sont importantes : organisation, rapport avec les cercles

* Voir le présent tome, pp. 173-176. (*N.R.*)

locaux, insurrection, armement des ouvriers (création d'ateliers pour la fabrication de la dynamite), accord avec les socialistes-révolutionnaires pour l'insurrection, appui du mouvement révolutionnaire paysan et diverses autres questions. Les rapports sur le travail dans les troupes et parmi les paysans ont une très grosse importance. Utilisez au mieux, le plus largement possible, en vue du congrès, vos relations avec les officiers, les étudiants, etc. On compte remplacer au congrès l'article 1er des statuts, rédigé par Martov, par un texte de Lénine, et élargir les droits des organisations du *parti* ainsi que des organisations *sympathisantes*. Ces dernières comprendront de très nombreux éléments de la démocratie révolutionnaire. Que tous et chacun se préparent donc activement au congrès.

Salut chaleureux. *Lénine*

On a commencé à nous envoyer de Pétersbourg les procès-verbaux des réunions ouvrières de quartiers. Cet exemple est digne d'être imité. De façon générale, nous prions les ouvriers de nous écrire eux-mêmes et de collaborer à *Vpériod.*

Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

PLAN GÉNÉRAL DES RÉSOLUTIONS DU IIIe CONGRÈS

Résolutions:

1. a) Objectif réel de la minorité : composition des centres.

b) Non-exécution des décisions du congrès.

c) Rupture avant la Ligue : formation d'une organisation secrète.

d) Malhonnêteté de cet acte et de toute la désorganisation qui en a découlé.

e) Justification déshonorante de cette désorganisation par les théories d'organisation-procès, d'organisation-tendance, par des clameurs hypocrites sur le bureaucratisme, le formalisme, etc.

f) Tort considérable apporté par leur désorganisation au travail positif en Russie.

g) Il est indispensable de rompre complètement avec les désorganisateurs.

h) Confier aux centres le soin de publier une brochure qui exposerait succinctement les causes et l'histoire de la scission ainsi que le communiqué de la social-démocratie internationale.

2. a) Nécessité de faire une déclaration sur le soi-disant courant conciliateur.

b) Le seul représentant honnête, sincère, de cette tendance était Plékhanov quand il rédigeait le n° 52 de l'*Iskra*.

c) Le congrès reconnaît la justesse de la position de Plékhanov au IIe Congrès du parti et au congrès de la Ligue, et son désir sincère de paix lors de la cooptation.

d) Malheureusement, Plékhanov n'a pas maintenu sa position de concessions vis-à-vis des révisionnistes et des

anarchistes individualistes. Toutes les tentatives d'une justification *de principe* de sa part tombent absolument à faux, sont seulement capables de troubler les esprits et introduire de la duplicité dans les relations à l'intérieur du parti.

e) Maintenant, les « partisans de la conciliation » sont des menchéviks hypocrites. Il n'y a aucun programme *indépendant* de conciliation, en dehors du programme de Plékhanov qui le rejette également à présent (concessions personnelles, mais *discussions* de principe avec les révisionnistes et les anarchistes individualistes).

3. a) Le congrès reconnaît les divergences de principes qui séparent notre position de celle des gens de la nouvelle *Iskra*.

b) Déjà au IIe Congrès, les partisans de la nouvelle *Iskra* ont fait preuve d'une instabilité totale touchant les principes : entièrement dressés au début contre l'aile opportuniste, ils se sont nettement rangés à son côté à la fin (bien que contre leur gré et leur conscience).

c) Après le IIe Congrès, la tendance opportuniste s'est encore accentuée en matière d'organisation également : justification de petites trahisons systématiques. On a émoussé une arme de la lutte de classe du prolétariat, telle que l'organisation. Déformation du marxisme allant jusqu'à la justification et la glorification de la désorganisation et de l'anarchisme intellectuel.

d) En ce qui concerne l'orientation générale de sa politique, l'*Iskra* a dû reconnaître elle-même « l'abîme entre l'ancienne et la nouvelle *Iskra* ». Tournant vers le suivisme.

e) Dans la tactique, cela s'est traduit dans l'attitude envers les libéraux.
Campagne des zemstvos.

f) Dans la tactique, cela s'est traduit dans l'attitude envers l'insurrection. Tentatives de faire reculer et de semer la confusion.

g) Dans la tactique, cela s'est traduit dans l'attitude envers l'armement.

h) Dans la tactique, cela s'est traduit dans l'attitude envers la dépravation des ouvriers non évolués par le mot d'ordre d'« initiative ouvrière », etc.

i) Au total, les gens de la nouvelle *Iskra*=l'aile opportuniste du parti.

Dans leur camp, il y a des éléments idéologiquement hétérogènes.

Organisation-procès Le parti et la classe Les libéraux et la campagne des zemstvos L'insurrection L'armement La dictature révolutionnaire	Instabilité sur le terrain des principes (IIe Congrès). Tournant vers le *Rabotchéïé Diélo* opportuniste (abîme). Ils sont approuvés par les intellectuels qui gravitent autour du parti et les opportunistes déclarés *à la* Strouvé. Nécessité de la lutte au nom de l'orientation de l'ancienne *Iskra*.

4. a) Caractère hypocrite des clameurs contre un parti d'intellectuels. Utilisées par les libéraux. Les partisans de la nouvelle *Iskra* les ont eux-mêmes désavouées.

b) Le caractère démagogique de la propagande parmi les ouvriers. « Principe électif », sa nécessité dans des conditions de *liberté* politique, impossibilité de l'appliquer *largement* en Russie.

c) Les mots vides de sens sur « l'initiative ouvrière » recouvrant une attitude suiviste — on promet des choses *impossibles* du point de vue de l'organisation, on dresse les gens, par des moyens mesquins, contre le « bureaucratisme », le « formalisme », etc., cela ne donne rien ; on ne remarque pas l'initiative *révolutionnaire* des ouvriers et on piétine sur place.

d) Mettre en garde les ouvriers. Les ouvriers conscients doivent connaître et se rappeler les procédés analogues des partisans du *Rabotchéïé Diélo*, doivent connaître et se rappeler la position de l'ancienne *Iskra* : importance de la mise en avant, au sein de la masse ouvrière, des ouvriers social-démocrates conscients, des ouvriers révolutionnaires, de nos Bebel ; importance d'*organiser* chaque quartier, chaque usine, etc.

e) La complète prise de conscience des ouvriers d'avant-garde, le complet effacement des frontières entre les social-démocrates, les intellectuels et les ouvriers, peuvent, seuls, garantir un parti de classe prolétarien, *social-démocrate*.

5. a) Nécessité de se préparer immédiatement à l'insurrection.

b) Nécessité de créer une organisation et des organisations de combat.

+7 c) Nécessité de multiplier les organisations en général : organiser la révolution.

d) Le terrorisme doit être lié en fait avec le mouvement de masse.

e) But de l'insurrection : gouvernement révolutionnaire provisoire, armement du peuple, Assemblée constituante, comités révolutionnaires paysans.

f) La tâche de la social-démocratie au pouvoir : remplir jusqu'au bout le programme démocratique, s'organiser indépendamment et organiser la classe ouvrière ; développer l'initiative révolutionnaire du prolétariat et des paysans pauvres, préserver constamment le programme et le point de vue de classe, adopter une attitude critique envers les illusions de la démocratie révolutionnaire.

g) Les conditions (qui précèdent) déterminent l'accord de combat entre la social-démocratie et la démocratie révolutionnaire pour l'insurrection.

ou 7: h) Par démocratie révolutionnaire on entend les courants démocratiques conséquents et décidés qui acceptent *tout* le programme démocratique de la social-démocratie, qui ne s'arrêtent devant aucune mesure révolutionnaire, mais sont privés d'une claire conscience social-démocratique de classe.

9. a) La résolution de Starover[76] est inexacte dans son principe : le centre de gravité n'est pas dans les déclarations, mais dans la lutte, la lutte commune.

b) Les déclarations et les mots d'ordre des libéraux et de la démocratie libérale n'inspirent pas confiance (Strouvé).

c) Une interprétation arbitraire et inexacte de cette démocratie dans le sens d'intellectuels démocrates. Accord

avec une *force*, or les intellectuels ne sont pas une force. Confusion chez Starover.

d) L'accord à l'ordre du jour ne dépend pas de déclarations, mais de la *participation* à l'insurrection et se fait non avec la démocratie libérale, mais avec la démocratie *révolutionnaire*.

10. a) L'accord avec les zemstvos détruit même les données de la résolution de Starover.

b) Ce n'est ni le lieu ni le moment de parler de la non-intimidation des libéraux. Impossibilité de le justifier par le danger d'anarchie.

c) Signification réactionnaire des mots d'ordre sur «le type supérieur de manifestations».

d) Impressionnisme-opportunisme de la nouvelle *Iskra*.

e) Usage abusif des mots sur « l'initiative de classe» et le développement systématique de classe.

f) Publier leur première lettre pour édifier les jeunes membres du parti.

11. a) Il est très important à l'heure actuelle :

b) de souligner les côtés démocratiques,

NB: avec la bourgeoisie rurale contre les propriétaires fonciers, avec le prolétariat rural contre la bourgeoisie

c) de ne pas perdre de vue, un seul instant, le programme (*intégral*) *socialiste*

d) de soutenir inébranlablement le point de vue du prolétariat en général et du *prolétariat socialiste* en particulier.

12 e) De soutenir le mouvement *révolutionnaire* du prolétariat rural, et aussi de la bourgeoisie rurale contre les propriétaires fonciers jusqu'à expropriation complète de leurs terres sans encourager, le moins du monde, ni par des actes ni par l'inaction, les illusions du socialisme petit-bourgeois, et en combattant de toutes les forces la spéculation monarchiste et impériale sur les éléments réactionnaires de la bourgeoisie rurale.

13. a) Importance du travail parmi les soldats.

b) Tracts.

c) Organisation militaire, ses éléments ? Une organisation militaire spéciale peut être utile je nachdem *.

d) **

14. a) Prendre pour base le *programme*...

b) Groupes itinérants.

c) Conférence et discours de propagande.

* * *

Dans une résolution de principe contre les gens de la nouvelle *Iskra*, il importe de souligner les points suivants :

(a) La négation ou la minimisation de l'idée d'une organisation solide du prolétariat conscient et de son avant-garde, le parti ouvrier social-démocrate, place le mouvement ouvrier à la traîne de la démocratie bourgeoise.

(b) Il en est de même lorsque l'on amoindrit démagogiquement le rôle de l'action social-démocrate consciente sur le mouvement prolétarien spontané, et que l'on donne une interprétation théorique vulgaire du marxisme en reléguant à l'arrière-plan l'initiative révolutionnaire et les tâches d'avant-garde de la social-démocratie.

C'est à quoi aboutit aussi l'idée de séparer et d'opposer la direction technique et la direction politique de la révolution, et —

et *** —

Rédigé en février 1905. *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

* Selon les circonstances. (*N.R.*)

** Le point *d* n'est pas rédigé. Il y a un point d'interrogation sur tout le paragraphe 13. (*N.R.*)

*** C'est sur ce mot que s'interrompt le manuscrit. (*N.R.*)

PROJETS DE RÉSOLUTIONS DU III[e] CONGRÈS DU P.O.S.D.R.

Rédigé en février 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

I

RÉSOLUTION SUR L'ACTIVITÉ DÉSORGANISATRICE DES MENCHÉVIKS OU DU GROUPE DE LA NOUVELLE «ISKRA»

Le Congrès estime nécessaire d'établir les faits incontestables concernant l'attitude des menchéviks ou du groupe de la nouvelle *Iskra* depuis le IIe Congrès du parti. Sans même tenter de contester la légalité des décisions et des élections, ils ont saboté impudemment ces décisions. Dès le lendemain du Congrès, ils ont boycotté les organes centraux qui y ont été créés et formé à l'insu du parti une organisation secrète. Celle-ci avait pour but d'imposer par la force l'introduction de six candidats, repoussés par le Congrès, à la rédaction de l'Organe central et au Comité central. Menant la lutte à cette fin, contraire à la volonté et aux intérêts du parti, les menchéviks ont partout désorganisé le travail positif du Parti, provoquant partout une scission clandestine, détériorant les relations de camaraderie entre social-démocrates, transformant l'Organe central en un foyer de chicanes et de commérages, se permettant des attaques basses et injurieuses contre les comités du parti qui avaient élu les organismes centraux et dont ils exigeaient un rapport d'activité ; ils réduisaient le Conseil du parti à n'être qu'un instrument de vengeance mesquine, sans hésiter à contrefaire la voix du parti qui exigeait la convocation du IIIe Congrès.

Le Congrès condamne avec la plus grande énergie cette attitude désorganisatrice et met tous les social-démocrates conscients en garde contre la fameuse théorie d'organisation-procès qui justifiait la désorganisation et avilissait à un degré sans précédent le marxisme révolutionnaire.

Le Congrès estime qu'en rédigeant leur résolution contre les désorganisateurs et en exigeant la réunion du IIIe Congrès, les majoritaires ont épuisé tous les moyens d'une action loyale et fraternelle à l'égard de leurs camarades du parti. Maintenant que les organes centraux créés par le parti se sont décidément dérobés à leurs responsabilités devant lui, le Congrès se voit obligé de les déclarer en dehors du parti. Le Congrès constate que les tenants de l'esprit de parti n'ont pas d'autre issue : il leur reste à travailler séparément et indépendamment des désorganisateurs. Aussi le Congrès décide-t-il que les partisans de la minorité ou de la nouvelle *Iskra* ne peuvent être admis dans aucune de nos organisations.

Le Congrès charge le Comité central du parti de publier une courte brochure expliquant cette résolution et destinée à informer la social-démocratie russe et internationale.

2

RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE DE PLÉKHANOV DANS LA CRISE DU PARTI

Le Congrès reconnaît la justesse de l'attitude de Plékhanov dans les questions se rapportant au programme, à la tactique et à l'organisation, lors du IIe Congrès du parti et du congrès de la Ligue de l'étranger. Le Congrès reconnaît que Plékhanov proposa, après le congrès de la Ligue, dans l'intérêt de la paix au sein du parti, afin d'éviter la scission déjà accomplie par les menchéviks, une politique de concessions à l'égard de gens qu'il avait justement définis devant tout le parti (dans le n° 52 de l'*Iskra*, le 7 novembre 1903) comme des révisionnistes et des individualistes anarchistes. Le Congrès exprime le profond regret que Plékhanov ne soit pas demeuré sur ces positions et se soit efforcé d'obtenir, sans reculer devant l'emploi des moyens les plus indignes, contre la volonté du parti, la satisfaction de toutes les revendications des menchéviks; qu'il se soit ravalé, afin de justifier les menchéviks, jusqu'à défendre leurs principes qu'il avait reconnus faux et imaginer de fantaisistes divergences de vues avec la majorité du parti.

Le Congrès condamne résolument cette politique retorse vis-à-vis de camarades du parti car, quels que soient les motifs d'humanité dont elle s'inspire à l'égard de certaines personnalités, elle ne peut manquer d'exercer sur le parti une influence démocralisatrice.

3

RÉSOLUTION SUR LES PRINCIPES DE LA NOUVELLE « ISKRA »

Le Congrès considère comme absolument nécessaire la lutte sur le terrain des principes contre les menchéviks — ou le groupe de la nouvelle *Iskra* — qui ont dévié de la social-démocratie révolutionnaire vers l'opportunisme. Dès le IIe Congrès du parti, cette déviation se faisait sentir, tant dans certains raisonnements que dans la composition de la minorité formée des adversaires de l'ancienne *Iskra* et des éléments les moins fermes sur le terrain des principes. Après le IIe Congrès, cette évolution des menchéviks vers l'opportunisme du *Rabotchéïé Diélo* devint tellement évidente qu'ils reconnurent eux-mêmes l'existence d'un abîme entre l'ancienne et la nouvelle *Iskra*. Le fait est que la nouvelle *Iskra* a formulé, sur diverses questions, des mots d'ordre et des théories incontestablement erronés et propres à obscurcir la conscience de classe du prolétariat. Telle est la théorie de l'organisation-procès qui avilit le marxisme au point de lui faire justifier la désorganisation et l'anarchisme intellectuel. Tel est le retour aux conceptions erronées des rapports du parti et de la classe, conceptions qui diminuent le rôle du parti, détachement avancé, guide et dirigeant de la classe. Les vues émises par la nouvelle *Iskra*, en désaccord avec l'ancienne *Iskra*, sur l'attitude envers les libéraux et les plans de la campagne des zemstvos, sur la préparation de l'insurrection et la fameuse idée suivant laquelle il serait utopique d'en fixer la date et de la mener à bonne fin, sur les tâches de l'armement, de la préparation technique et de l'organisation des masses pendant la révolution, sur l'impossibilité et l'inopportunité de la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la petite bourgeoisie à l'époque du renversement de l'auto-

cratie, etc., sont aussi fausses et réactionnaires. Toutes ces conceptions font rétrograder le parti, non seulement dans le domaine de la théorie, mais encore dans la pratique immédiate, étant particulièrement nuisibles et néfastes au parti du prolétariat révolutionnaire dans la période révolutionnaire que traverse la Russie. Le Congrès invite, pour ces raisons, tous les membres du parti à expliquer dans leur propagande et leur agitation le caractère erroné de ces idées.

4

RÉSOLUTION SUR LES RAPPORTS ENTRE LES OUVRIERS ET LES INTELLECTUELS DANS LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

Le Congrès condamne résolument la politique des gens de la nouvelle *Iskra*, qui consiste à semer la méfiance et l'hostilité entre ouvriers et intellectuels dans les organisations social-démocrates. Le Congrès rappelle aux ouvriers conscients qu'ils ont vu, il y a quelques années, le groupe du *Rabotchéïé Diélo* recourir à de semblables méthodes de lutte et les ont repoussées. Les phrases creuses sur l'initiative des ouvriers et le principe électif, lancées par les gens de la nouvelle *Iskra*, ne sont accompagnées d'aucune amélioration réelle du travail de nos organisations et promettent démagogiquement l'impossible. Dans des conditions de liberté politique, notre parti peut être et sera organisé tout entier sur le principe électif. Sous l'autocratie, il est impossible à la masse de milliers d'ouvriers adhérant au parti d'appliquer ce principe.

Le Congrès rappelle une fois de plus la tâche des partisans conscients du Parti ouvrier social-démocrate : affermir de toutes leurs forces les liens du parti avec les masses ouvrières, en élevant sans cesse des couches prolétariennes et semi-prolétariennes toujours plus larges à la pleine conscience social-démocrate, en développant leur initiative révolutionnaire et social-démocrate, en s'efforçant de former, au sein de la masse ouvrière même, le plus grand nombre d'ouvriers pleinement capables de diriger le mouvement et toutes les organisations du parti.

Le Congrès renouvelle, au nom du parti, les conseils des social-démocrates révolutionnaires : créer le plus possible d'organisations ouvrières adhérant à notre parti ; s'efforcer d'amener les organisations ouvrières qui ne désireraient pas ou ne pourraient pas entrer dans le parti à établir tout au moins le contact avec ce dernier ; s'efforcer de faire entrer le plus grand nombre d'ouvriers social-démocrates conscients dans les comités du parti.

MODIFICATION DE L'ARTICLE DES STATUTS CONCERNANT LES ORGANISMES CENTRAUX

Une partie importante des militants en Russie, et de ce nombre le Bureau des Comités de la Majorité, se prononcent en faveur d'un centre *unique en Russie*.

Que signifie en somme cette réforme ? Les camarades travaillant en Russie devraient exercer dans ce centre une influence prédominante, c'est sans nul doute ce qu'implique la tendance mentionnée. La satisfaction de ce désir dépend entièrement de la volonté du Congrès qui élit l'organisme central. Il n'y a donc pas lieu de discuter sur ce point, ni même d'en parler.

Mais, plus loin, quels seront les rapports entre l'Organe central et le Comité central ? L'Organe central, nous dit-on, est une commission désignée par le Comité central. Un (ou deux) membres de la rédaction de l'Organe central peuvent (disent les mêmes camarades) entrer dans le Comité central et en former une section, *la moindre*. On demande dès lors en quoi se manifestera la participation de cette section, vivant à l'étranger, du Comité central, aux affaires du Comité central ? *Prendre part* réellement « par correspondance » aux affaires du Comité central, c'est une utopie manifeste dont on ne peut parler que par dérision. A l'étranger, on ne parvient à obtenir qu'à grand-peine, au prix d'une foule de démarches, de travaux, d'engueulades et de désagréments, quelque piètre information *post factum*, de sorte qu'il n'est permis de parler d'une « participation » des militants habitant l'étranger « aux décisions » que pour « se donner un air important » ou par hypocrisie.

Ainsi, de deux choses l'une : ou bien les membres (le

membre) du Comité central habitant l'étranger stipulent *dans les statuts du parti* (car tous autres « accords » sont inopérants) que le Comité central *tout entier* se réunira périodiquement à l'étranger. *S'il en est* ainsi, ce centre suprême coïncide *en réalité* pleinement avec le Conseil actuel du parti, devient en d'autres termes une institution qui se réunit trois, quatre ou cinq fois l'an et se borne à indiquer *l'orientation générale* du travail dans son ensemble ; *ou bien* le Comité central se réunit en Russie et *y* décide de tout *en l'absence* du membre habitant l'étranger. En ce cas, ce dernier n'a que le titre, *manifestement fictif*, de membre du Comité central ; *en fait, il ne peut pas* participer au règlement des affaires d'intérêt général. On est en droit de douter qu'il se trouve, dans ces conditions, des gens disposés à occuper les « postes » (ou les sinécures ?) de « membres du Comité central habitant à l'étranger » !

Autre supposition (la dernière qui soit possible). Les camarades militant en Russie formeraient le Comité central *tout entier* en tant que centre unique du parti. Seul un tel centre serait *effectivement* le centre unique russe. Il désignera à l'étranger ses agents. *Pratiquement* ces agents constitueront un centre indépendant : représentez-vous, en effet la rédaction de l'Organe central. On comprend qu'elle doit être formée d'un *collège entier* qui se forme et acquiert la cohésion et l'unité de vues au cours d'une *longue, longue période de travail.* (Il a fallu à la Russie *un an et demi* d'efforts pour former un *nouvel* Organe central après le IIe Congrès, alors que le pays entier portait le plus grand intérêt à la grave crise *du parti tout entier* !) Dans la pratique, cette rédaction dirige en pleine indépendance l'organe *hebdomadaire.* Le Comité central de Russie fait écho à son travail, *dans le meilleur des cas*, en réunissant tous les six mois (ou tous les 18 mois) une « conférence » — en quoi cette « conférence » diffère-t-elle du « Conseil » ? — ou en adressant à la rédaction une « lettre » *d'un* membre du Comité central. Dans la pratique, cette rédaction à l'étranger dirige l'agitation et la formation des militants à l'étranger (conférences et réunions) devant *des centaines* de membres du parti. Le Comité central n'est *matériellement* pas en mesure de diriger *en réalité* ce travail, de diriger *en réalité* l'action de la rédaction à l'étranger. Le Comité

central n'est pas en mesure de *participer* matériellement à ce travail autrement qu'en de *rares* conférences avec ceux qui le font. Et, encore un coup : en quoi ces conférences différeront-elles du Conseil du parti ??

Bilan : en fait dans la pratique, le centre « unique » sera une *fiction*, ou se réduira infailliblement, inéluctablement, au système actuel que l'on appelle avec ironie celui des « trois centres ». En réalité, en pratique, la différence des conditions géographiques, politiques, des conditions du travail déterminera infailliblement, inéluctablement et continuera à déterminer (jusqu'à la chute de l'autocratie) l'existence dans notre parti de deux centres réunis de *temps à autre « par des conférences »*, qui joueront toujours *en réalité* le rôle d'un « Conseil » supérieur ou suprême du parti.

On comprend très bien que la réaction contre les militants à l'étranger ait provoqué chez les camarades de Russie un cri général : A bas ceux de l'étranger ! A bas le système des deux centres ! Cette réaction est légitime et *louable* car elle atteste la croissance considérable des forces et de la prise de conscience au sein du parti depuis le IIe Congrès. Cette réaction constitue, de la part de notre parti, un pas en avant, et c'est indéniable. Mais il ne convient ni de se laisser griser par les mots ni d'ériger en « système » *l'état d'esprit* du moment, la « colère » passagère contre « ceux de l'étranger ». On n'érige aucun système de parti sur la colère. Rien ne serait plus facile que de décider simplement et brièvement : « centre unique », mais cette décision ne nous rapprocherait nullement de la solution du problème, si complexe, de l'union effective (et non sur le papier) des divers aspects de nos activités en Russie et à l'étranger.

Rédigé en février 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

ENQUÊTE [77]

POUR LE IIIe CONGRÈS DU PARTI

Certains militants nous demandent de publier la déclaration suivante, à l'occasion de la convocation du IIIe Congrès du parti. Il serait tout à fait souhaitable que lors de la discussion au Congrès de la question d'organisation, on prenne en considération et examine avec le plus grand soin les suggestions et les opinions du plus grand nombre possible de camarades qui ont milité en Russie. C'est pourquoi il faut que *chaque* militant réponde aux questions suivantes. La rédaction de *Vpériod* rassemblera les réponses et les transmettra au Congrès, de sorte que chaque délégué bénéficie de l'expérience collective de la masse des camarades. Voici la liste type des questions les plus importantes dont l'éclaircissement est indispensable pour modifier les statuts et élaborer les résolutions du Congrès :

1) Lieu, moment et durée du travail ? 2) A-t-on milité en qualité de membre de comité ou d'un des organismes du comité, et lequel ? d'un cercle de fabrique, etc. ? 3) Combien de membres réunissait chaque comité, ou chaque section du comité, chaque groupe d'organisation, connus du militant, etc. ? Combien y avait-il d'ouvriers et d'intellectuels dans chacun d'eux ? 4) Quel était le mode de cooptation des membres venant des cercles locaux au comité ? Pourrait-on indiquer la durée moyenne de travail dans les cercles locaux ? N'y a-t-il pas d'exemples de mécontentement à cause de la cooptation, etc. ? Il est indispensable de distinguer strictement, dans les réponses, la période avant le IIe Congrès et après. Des renseignements détaillés sur la période *précédant* le IIe Congrès sont particulièrement souhaitables.

5) Combien y avait-il d'organisations du parti, groupes, cercles, etc., *en tout*, dans la localité où N.N. travaillait ? Enumérer les groupes, le nombre de membres, et les fonctions de chaque groupe, etc. 6) Y avait-il des groupes (organisations, cercles, etc.) qui n'étaient pas considérés comme organisations du parti, mais ralliés au parti ? 7) Quels étaient les rapports entre les cercles locaux (de tout genre) et le comité ? Les militants étaient-ils satisfaits de cette forme de rapports ? 8) Estimez-vous possible et souhaitable l'adoption du principe électif ? Si non, pourquoi ? Si oui, précisez comment. Il faudrait indiquer avec précision les cercles qui devraient bénéficier du droit de vote. 9) Estimez-vous utile la séparation des comités intellectuels et ouvriers (groupes, cercles, organisations, etc...) ? Si non, pourquoi ? Si oui, indiquez la forme de séparation. 10) Le comité choisissait-il un groupe central directeur, ou non ? Si oui, comment ? A quelle fréquence le contrôlait-on ? Etait-on satisfait de sa création ? 11) Estimez-vous utiles et possibles les statuts écrits pour des organisations locales ? 12) Estimez-vous utile que les statuts du parti stipulent certaines normes pour les organisations locales (comités et autres) ? Si oui, indiquez-les. 13) Estimez-vous souhaitable la définition, dans les statuts du parti, des droits précis du Comité central à admettre (et exclure) des membres des comités et autres organisations ? Quels doivent être les droits précis du Comité central ? 14) Est-il souhaitable de délimiter l'autonomie des comités locaux par des normes spéciales et lesquelles ? 15) A quelle fréquence se réunissait le comité ou le groupe, cercle, etc., dont vous faisiez partie ? Si cela est possible, énumérez exactement toutes les réunions tenues durant la période de votre travail. Sinon, faites-le approximativement. Etait-il difficile de tenir des réunions fréquentes ? Quel est le chiffre moyen, d'après votre expérience, de réunions possibles et indispensables par mois, et combien de participants à chaque réunion ?

Rédigé avant le 20 février (5 mars) 1905. Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

PRÉFACE A LA BROCHURE : « MÉMOIRE DU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DE LA POLICE LOPOUKHINE »

N'abusons pas des bonnes choses ! semble dire M. Lopoukhine dans son mémoire. L'Arrêté « provisoire » sur le renforcement de la Sûreté qui est devenu depuis 1881 une des lois les plus stables, les plus fondamentales de l'Empire Russe, est pour la police une bonne chose. La police reçoit tous les droits désirables pour « tenir les gens du commun bien en main » selon la juste expression du mémoire, expression qui saute d'autant mieux aux yeux que l'on se heurte plus souvent, en lisant ce document, à des tournures incroyablement lourdes, gauches et bureaucratiques. Oui, la police a prospéré sous les auspices de cet « Arrêté » dont les « heureuses » qualités ont toutefois fini par la gâter. Ceci d'une part. De l'autre, les mesures exceptionnelles de répression, qui pouvaient paraître exceptionnelles il y a 25 ans, sont devenues tellement coutumières que la population s'y est adaptée, si l'on peut ainsi s'exprimer. La portée répressive des mesures exceptionnelles a faibli, comme faiblit un ressort neuf dont on fait un usage long et immodéré. Le jeu ne vaut pas la chandelle, dit le directeur du département de la police, M. Lopoukhine, tout au long de son mémoire, écrit dans un style triste et morne.

Ce ton morne, cette critique concrète, sèche et néanmoins impitoyable, faite par un policier, du statut de la police russe, produisent sur le social-démocrate une impression tout à fait réjouissante. Les beaux jours de l'idylle policière sont donc révolus ! Les années 1860-70, où l'idée

même d'un parti révolutionnaire ne venait pas à l'esprit, sont révolues. Les années 1870-80, où les forces du parti révolutionnaire, indéniablement existant et inspirant la terreur, se révélèrent « tout justes suffisantes pour l'organisation d'attentats isolés, et non d'une révolution politique » sont révolues. Au temps où « l'agitation clandestine était le fait de personnes isolées et de cercles », le ressort nouvellement inventé pouvait encore exercer une certaine action. Mais à quel point n'est-il pas détraqué maintenant, « dans la situation actuelle de la société en Russie où l'on voit se développer largement le mécontentement de l'ordre de choses existant et un fort mouvement d'opposition » ! Comme les mesures exceptionnelles de renforcement de la Sûreté se sont révélées absurdes et insensées quand il a fallu, précisément *fallu*, les appliquer dans des milliers de cas « aux ouvriers, en raison de grèves d'un caractère pacifique et dont les mobiles étaient exclusivement économiques », quand il a fallu reconnaître que les pierres mêmes ne sont, au point de vue politique, des armes nullement inoffensives !

Le pauvre Lopoukhine met dans son désespoir deux points d'exclamation, invitant ainsi MM. les Ministres à rire un peu avec lui des conséquences absurdes de l'Arrêté sur le renforcement de la Sûreté. Tout s'y est révélé impropre depuis que le mouvement révolutionnaire a vraiment gagné le peuple et s'est indissolublement lié au mouvement de classe des masses ouvrières, tout, à commencer par l'enregistrement obligatoire des passeports, pour finir par les conseils de guerre. L'« institution même des portiers », cette panacée, cette salutaire institution des dvorniks, est soumise par le ministre de la police, qui l'accuse d'amoindrir l'action préventive de la police, à une critique foudroyante.

C'est, à la vérité, la complète banqueroute du régime policier !

Et cette banqueroute nous est confirmée, outre les déclarations d'une personnalité aussi hautement compétente que l'honorable M. Lopoukhine, par la politique impériale tout entière. Quand il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire authentique, quand la lutte politique ne se liait pas encore, jusqu'à se confondre avec elle, à la lutte de classe, les mesures policières contre les personnes et les cercles

étaient suffisantes. Contre les classes sociales, elles se sont révélées ridiculement impuissantes, et leur excès même est devenu un obstacle à l'action de la police. Les articles autrefois redoutables de l'Arrêté sur le renforcement de la Sûreté se sont révélés des prétextes misérables, mesquins et chicaniers, excitant bien davantage le mécontentement des « gens du commun » non révolutionnaires qu'ils n'embarrassent sérieusement les révolutionnaires. Contre la révolution populaire, contre la lutte de classe, on ne peut pas s'appuyer sur la police, il faut aussi s'appuyer sur le peuple, sur les classes. Telle est la morale du mémoire de M. Lopoukhine, et telle est aussi la morale à laquelle arrive dans sa pratique le gouvernement autocratique. Les ressorts des mécanismes policiers ont fléchi, les seules forces militaires sont insuffisantes. Il faut exciter la haine nationale, la haine de race, il faut organiser dans la petite bourgeoisie la plus arriérée des villes (*et ensuite, bien entendu, des campagnes*) des « Cent-Noirs [78] », il faut tenter de grouper pour la défense du trône tous les éléments réactionnaires de la population, il faut transformer la lutte de la police contre les cercles révolutionnaires en celle d'une partie du peuple contre une autre.

C'est précisément ce que fait maintenant le gouvernement en excitant à Bakou les Tatares contre les Arméniens, en s'efforçant de provoquer de nouveaux pogromes antisémites, en organisant les cent-noirs contre les membres des zemstvos, les étudiants et les lycéens séditieux, en faisant appel à la noblesse dévouée au régime et aux éléments conservateurs des campagnes. Mais quoi ! Cette tactique de l'autocratie ne nous étonnera ni ne nous effrayera, nous autres, social-démocrates. Nous savons que le gouvernement ne se tirera plus d'affaires en excitant la haine des races, maintenant que les ouvriers se sont mis à organiser la résistance armée aux fauteurs de pogromes. En s'appuyant sur les couches exploiteuses de la petite bourgeoisie, le gouvernement indisposera plus encore les larges masses vraiment prolétariennes. Nous n'avons jamais attendu et nous n'attendons pas de révolutions politiques et sociales de la « persuasion » des grands de ce monde ou de la conversion des gens instruits à la « vertu ». Nous avons toujours enseigné et nous enseignons, que la lutte de classe, la

lutte de la partie exploitée du peuple contre la partie exploiteuse, constitue la base des transformations politiques dont elle décide *en fin de compte* les destinées. Reconnaissant la faillite complète des mesquines mesures de police et passant à l'organisation directe de la guerre civile, le gouvernement démontre ainsi que le *suprême règlement de comptes* se rapproche. Tant mieux. Il commence la guerre civile. Tant mieux. Nous en sommes partisans, nous aussi. S'il est un terrain sur lequel nous soyons à l'aise, c'est celui-là, c'est dans la bataille de l'immense majorité des opprimés, des déshérités, des travailleurs qui nourrissent la société entière, des millions d'hommes contre une poignée de parasites privilégiés. Certes, le gouvernement peut, en excitant la haine des races et des peuplades, entraver pour quelque temps le développement de la lutte de classe, mais ce ne sera que pour peu de temps, et au prix d'un nouvel élargissement du champ des luttes futures, au prix d'un redoublement du courroux populaire contre l'autocratie. La preuve : voyez les conséquences du pogrome de Bakou qui a décuplé l'état d'esprit révolutionnaire de toutes les couches de la population à l'égard du tsarisme. Le gouvernement croyait terrifier le peuple en lui infligeant la vue du sang versé et des victimes innombrables de batailles de rues, il ne fait en réalité que *désapprendre au peuple* la peur du sang versé, la peur des combats en règle. Il se livre en réalité à une agitation si large et si édifiante en notre faveur que nous n'osions rien rêver de pareil. *Vive le son du canon !* * dirons-nous avec la chanson révolutionnaire française, vive le son du canon ! Vive la révolution ! Vive la guerre déclarée du peuple contre le gouvernement tsariste et ses suppôts!

Rédigé en février-mars 1905.
Publié pour la première fois en 1908 dans la brochure :
« Mémoire du directeur du département de la police Lopoukhine ».
Editions « Vpériod », Genève.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure

* En français dans le texte. (*N.R.*)

PLAN DE LA CONFÉRENCE SUR LA COMMUNE[79]

1. Aperçu historique de la Commune.

La France sous Napoléon III. Les fondements de l'impérialisme : la bourgeoisie ne peut plus, le prolétariat ne peut pas encore [80]...

Politique d'aventures de Napoléon III. Nécessité de l'éclat extérieur, des guerres.

2. Développement du prolétariat après juin 1848. Internationale Arbeiter Association [81] en 1864. Napoléon III la fait poursuivre.

Protestation des ouvriers français (12 juillet, la section parisienne de l'Internationale, S. 16) et des ouvriers allemands (réunion ouvrière dans le Braunschweig le 16 juillet, à Chemnitz, la section de Berlin de l'Internationale, S. 18 [82]) contre la guerre.

3. Sedan : 2 septembre 1870 et proclamation de la République, *le 4 septembre 1870*. Les aventuriers libéraux prennent le pouvoir.

Les avocats libéraux et les fourbes royalistes : *Thiers*.

4. Gouvernement de défense nationale=gouvernement de trahison du peuple. Trochut : « plan » de la défense de Paris. Comédie de la défense. Héroïsme des ouvriers parisiens. *Capitulation* le 28 janvier 1871.

5. Conditions imposées par Bismarck : convocation de l'Assemblée Nationale *dans les 8 jours* (S. 34), pour régler la question de la guerre et de la paix. Intrigues de Thiers auprès des monarchistes.

Chambre des junkers (*ruraux* *). *Assemblée Nationale à Bordeaux*, 630 députés : 30 bonapartistes+200 républicains (100 modérés et 100 radicaux)+400 monarchistes (200 orléanistes+200 légitimistes).

Conversation de Thiers avec Falloux.

6. Provocation de Paris : nomination d'ambassadeurs monarchistes ; on ôte « 30 sous » aux soldats de la garde nationale ; à Paris, le préfet de police Valentin, le commandant en chef de la garde nationale d'Orel de Paladin et d'autres (Trépov, Vassiltchikov ! !) [83] ; transfert de l'Assemblée Nationale à Versailles ; on poursuit les journaux républicains, etc. On essaye de rejeter les dépenses de guerre sur les pauvres (S. 35). Armement des ouvriers parisiens et Assemblée monarchiste. Le conflit est inévitable.

7. Avertissement de Marx ** : deuxième message du Conseil général de l'Internationale, le 9 septembre 1870 : « Ne pas se laisser séduire par les traditions nationales de 1792 », « organiser sa propre classe », ne pas se fixer pour but de renverser le gouvernement (« terrible sottise ») : S. 25. Eugène Dupont, secrétaire de l'Internationale (du Conseil Général) disait la même chose pour la France, le 7 septembre 1870 (Weill, 134 [84]).

8. Dernier acte de la provocation. Les canons enlevés à la garde nationale, le 18 mars 1871. Arguments mensongers de Thiers. L'attentat a échoué. Le Comité central de la garde nationale proclame la Commune. *La guerre civile a commencé* entre la Commune de Paris et le gouvernement de Versailles.

9. Tendances de la Commune : (a) *blanquistes*. Déjà en novembre *1 8 8 0*, Blanqui condamne, dans « Ni Dieu ni maître », la théorie de la lutte des classes et la distinction entre les intérêts du prolétariat et les intérêts de la nation. (Weill, 229) (ne sépare pas les ouvriers de la bourgeoisie révolutionnaire). (b) *proudhoniens* (mutualistes) « organisation d'échange et de crédit ».

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** Contre *Blanqui*, qui avait fondé en 1870 « *Patrie en danger* ». (*N.B.*)

L'instinct révolutionnaire de la classe ouvrière se manifeste *malgré* les théories erronées.

10. *Mesures politiques de la Commune* :

(1) Abolition de l'armée permanente.
(2) Abolition de la bureaucratie : a) tous les fonctionnaires sont élus ; b) traitement n'excédant pas 6 000 francs.

(3) Séparation de l'Eglise et de l'Etat
(4) Instruction publique gratuite

programme minimum

La Commune et les paysans. En 3 mois tout aurait été différent. (S. 49-50) *.

La Commune et l'Internationale. Frankel, *les Polonais* (drapeau de la république mondiale).

11. *Mesures économiques de la Commune*

(1) Interdiction du travail de nuit des boulangers.
(2) Interdiction des amendes.
(3) Enregistrement des fabriques abandonnées, transfert de ces fabriques à des associations ouvrières ; le montant du salaire doit être fixé par des commissions d'arbitrage (S. 54).

N. B. On ne s'est pas emparé de la banque. La journée de travail de 8 heures n'a pas été instituée Weill, 142.

(4) On suspend la vente des hypothèques. On recule le terme (du loyer).

12. Echec. Insuffisances dans l'organisation. Etat de siège. Marché de Thiers et de Bismarck {rôle de Bismarck = assassin mercenaire}. *Semaine sanglante du 21-28 mai 1871.*

* Démystification des « mystères » : les fourberies de Trochut, « l'ordre » dans les monastères (S. 54). *On a encore bien peu fait !*

Ses horreurs, la déportation, etc... Calomnies (S. 65-66). Enfants et femmes...

P. 487 : 20 000 tués dans les rues, 3 000 morts dans les prisons, etc... Tribunaux militaires : au 1er janvier 1875, il y avait *13 700* condamnés (80 femmes, 60 enfants), déportation, prison [85].

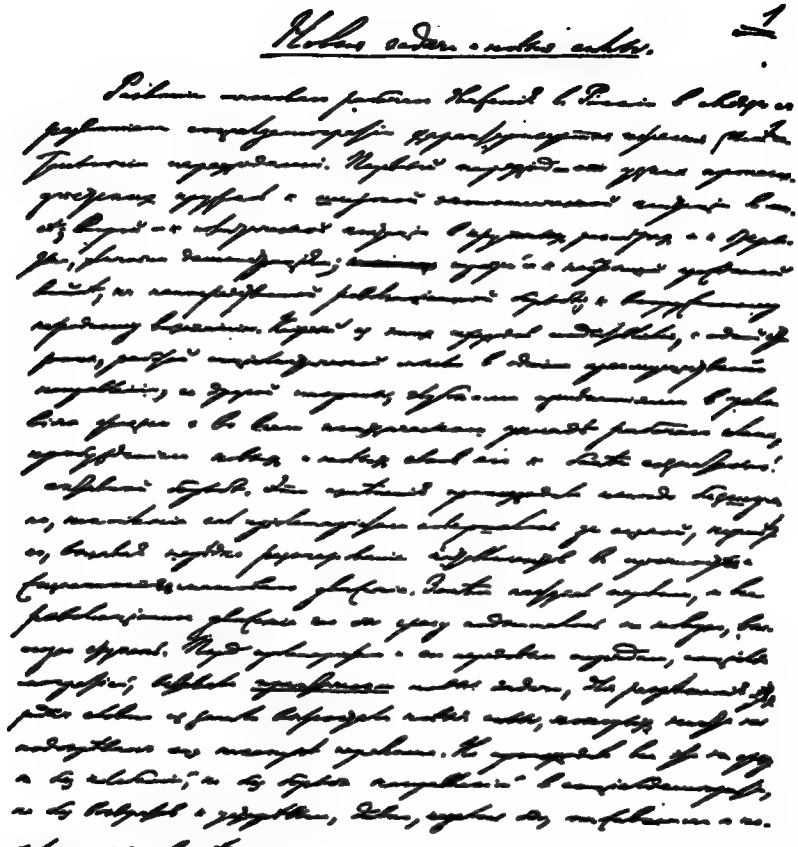
13. Leçons : la bourgeoisie est prête *à tout*. Aujourd'hui : libéraux, radicaux, républicains ; demain, trahison, fusillades.

Organisation indépendante du prolétariat ; lutte de classes — guerre civile.

Nous nous appuyons tous sur la Commune dans le mouvement actuel.

Ecrit en février-mars 1905.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de Lénine
« Nouveaux objectifs, forces nouvelles » — 1905
Réduction

NOUVEAUX OBJECTIFS, FORCES NOUVELLES

L'évolution du mouvement ouvrier de masses en Russie est caractérisée, en corrélation avec celle de la social-démocratie, par trois remarquables étapes : de la propagande des petits cercles à une vaste agitation économique au sein des masses ; de là à une large agitation politique et à des manifestations dans la rue ; enfin, la guerre civile véritable, la lutte révolutionnaire directe, l'insurrection armée du peuple. Chacune de ces étapes fut préparée, d'un côté par le travail des théoriciens socialistes orienté surtout dans une seule direction, de l'autre par de profondes modifications dans les conditions d'existence et dans la mentalité de la classe ouvrière, par l'éveil incessant de nouveaux éléments ouvriers à la lutte consciente et active. Ces modifications se sont parfois produites sans bruit, l'accumulation de forces par le prolétariat ayant lieu dans la coulisse, insensiblement, non sans décevoir les intellectuels quant à la robustesse et la vitalité du mouvement de masses. Puis un revirement se produisait, le mouvement révolutionnaire s'élevait, d'un bond eût-on dit, à un degré supérieur. De nouveaux problèmes *pratiques* se posaient au prolétariat et à son avant-garde, la social-démocratie, des forces nouvelles, insoupçonnées la veille encore, surgissaient pour les résoudre. Cela ne se passait pourtant ni soudainement, ni sans hésitations, ni sans luttes de tendances dans la social-démocratie, ni sans retour à des idées surannées, mortes et enterrées, semblait-il, depuis longtemps.

La social-démocratie traverse à nouveau une de ces périodes d'hésitation. Il fut un temps où l'agitation politique se frayait un chemin à travers des théories opportunistes, où l'on craignait de manquer de forces pour résoudre les nouveaux problèmes, où le retard de la social-démocra-

tie sur les exigences du prolétariat était légitimé par l'emploi démesuré de l'expression « de classe », ou par une interprétation suiviste de l'attitude du parti à l'égard de la classe. L'évolution du mouvement balaya ces craintes à courte vue et ces opinions retardataires. A présent, le nouvel essor s'accompagne à nouveau, bien que sous une forme quelque peu différente, d'une lutte contre les cercles et les tendances périmés. Les gens du *Rabotchéïé Diélo* ont ressuscité dans la nouvelle *Iskra*. Pour adapter notre tactique et notre organisation aux nouveaux objectifs, il faut briser la résistance des théories opportunistes touchant le « type supérieur de manifestation » (le plan de campagne des zemstvos) ou « l'organisation-procès » ; il faut combattre la crainte réactionnaire de « fixer la date » de l'insurrection, ou celle qu'inspire la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Le retard de la social-démocratie sur les revendications pressantes du prolétariat est à nouveau justifié par la reprise immodérée (et très souvent stupide) de l'expression « de classe » et la minimisation des tâches du parti en ce qui concerne la classe. On abuse à nouveau du mot d'ordre d'« initiative ouvrière » en exaltant les formes inférieures d'initiative et en méconnaissant les formes supérieures de l'initiative réellement social-démocratique, de l'initiative authentiquement révolutionnaire du prolétariat lui-même.

On n'en peut douter, le mouvement balayera une fois de plus toutes ces survivances d'opinions surannées et pétrifiées. Mais il le fera beaucoup moins en réfutant les vieilles erreurs, qu'en accomplissant un travail révolutionnaire positif tendant à la réalisation pratique des tâches nouvelles, et tendant à rassembler autour de notre parti, afin de les mettre en œuvre, les forces nouvelles dont la masse formidable entre maintenant dans l'arène révolutionnaire. Ces questions se rapportant au travail révolutionnaire positif doivent précisément faire l'objet principal des débats du III^e^ Congrès appelé à se réunir prochainement. C'est précisément sur elles que tous les membres de notre parti doivent concentrer toutes leurs pensées dans l'action locale et générale. Nous avons souvent esquissé à grands traits les nouveaux objectifs qui se présentent à nous : extension de notre agitation à de nouveaux éléments des couches pau-

vres des villes et des campagnes ; création d'une organisation plus vaste, plus mobile et plus solide ; préparation de l'insurrection et armement du peuple ; entente à cette fin avec la démocratie révolutionnaire. Quant aux nouvelles forces qui atteindront ces objectifs, elles sont éloquemment désignées par les informations sur les grèves générales qui ont lieu dans toute la Russie, sur les grèves et l'état d'esprit révolutionnaire de la jeunesse, des intellectuels démocrates, et même de nombreux milieux bourgeois. L'existence de ces énormes forces neuves et la certitude absolue que même l'effervescence révolutionnaire actuelle, encore jamais vue en Russie, n'a gagné qu'une faible partie des gigantesques forces potentielles de la classe ouvrière et de la paysannerie, nous sont une garantie pleinement suffisante que les nouveaux objectifs peuvent être atteints et le seront certainement. La question pratique que nous avons à trancher, c'est avant tout celle de savoir *comment précisément* utiliser, orienter, réunir, organiser ces nouvelles forces, *comment précisément* concentrer l'action des social-démocrates au premier chef sur les nouveaux objectifs supérieurs, posés par l'actualité, sans oublier pour autant les tâches courantes et de toujours qui sont et resteront les nôtres tant que durera le monde de l'exploitation capitaliste.

Commençons, pour indiquer certains moyens de résoudre ce problème pratique, par un cas particulier, mais qui constitue à notre avis un exemple frappant. *L'Osvobojdénié*, organe de la bourgeoisie libérale, parlait dernièrement, dans son numéro 63, tout à la veille de la révolution, du travail d'organisation de la social-démocratie. Observant attentivement la lutte des deux tendances de la social-démocratie, l'*Osvobojdénié* n'a pas manqué de tirer une fois de plus avantage de la volte-face de la nouvelle *Iskra* vers l'économisme, et de souligner (à l'occasion de la brochure démagogique d'« Un Ouvrier ») la profonde sympathie qu'il voue par principe à l'économisme. L'organe libéral fait remarquer avec justesse que la négation ou l'amoindrissement du rôle de la social-démocratie révolutionnaire découle inévitablement de cette brochure (voir à ce sujet le n° 2 de *Vpériod* *). A propos des assertions absolument inexactes

* Voir le présent tome, pp. 49-55. (*N.R.*)

d'« Un Ouvrier » sur la méconnaissance de la lutte économique après la victoire des marxistes orthodoxes, l'*Osvobojdénié* dit :

« L'illusion de la social-démocratie russe contemporaine, c'est qu'elle craint le travail éducatif, les voies légales, l'économisme, les formes dites apolitiques du mouvement ouvrier, sans comprendre que seul le travail éducatif, les formes légales et apolitiques peuvent donner une base assez large et solide à un mouvement ouvrier méritant d'être appelé révolutionnaire » ; et l'*Osvobojdénié*, traçant un parallèle avec le mouvement ouvrier allemand de l'époque de la loi d'exception contre les socialistes [60] conseille à ses adeptes « de prendre sur eux la création d'un mouvement syndical ouvrier» non contre la social-démocratie, mais avec elle.

Ce n'est pas le lieu de parler de ce parallèle, qui est profondément erroné. Il est, avant tout, nécessaire de rétablir la vérité sur l'attitude de la social-démocratie envers les formes légales du mouvement ouvrier. « La légalisation des associations ouvrières qui ne sont ni socialistes ni politiques a déjà commencé en Russie », était-il dit en 1902 dans *Que faire ?* * « Nous ne pouvons désormais ignorer ce courant. » Comment en tenir compte ? se demandait-on, et la nécessité était indiquée de dénoncer non seulement les idées de Zoubatov, mais aussi tous les discours doucereux des libéraux sur « la collaboration des classes » (l'*Osvobojdénié* invitant les social-démocrates à la collaboration reconnaît volontiers la première de ces deux tâches, mais passe la seconde sous silence). « Se comporter de la sorte, est-il dit plus loin, ce n'est nullement oublier que la légalisation du mouvement ouvrier nous sera utile à nous, en fin de compte, au lieu de l'être aux gens de Zoubatov. » Nous séparons l'ivraie du bon grain en démasquant dans les réunions légales les gens de Zoubatov et les libéraux. « Récolter le bon grain, c'est attirer l'attention des couches ouvrières les plus larges et les plus arriérées sur les questions sociales et politiques, c'est nous libérer, nous autres révolutionnaires, de fonctions qui sont au fond légales (diffusion de livres légaux, secours mutuels, etc.) et dont

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, p. 424. (*N.R.*)

l'extension nous fournira de plus en plus d'occasions d'agitation. »

Il ressort clairement de tout ce qui précède que l'*Osvobojdénié* est la seule victime d' « *illusions* » touchant la « *crainte* » des formes légales du mouvement. Les social-démocrates révolutionnaires, loin de les craindre, y signalent franchement la présence de l'*ivraie* et du *froment*. Les raisonnements de l'*Osvobojdénié* ne font donc que dissimuler la *crainte* réelle (et fondée) des libéraux de voir *la nature sociale du libéralisme* démasquée par la social-démocratie révolutionnaire.

Mais ce qui nous intéresse particulièrement au point de vue des problèmes actuels, c'est la libération des révolutionnaires d'une partie de leurs fonctions. Le début de la révolution prête à cette question une actualité et une importance toutes spéciales. « Plus nous serons énergiques dans la bataille révolutionnaire, et plus le gouvernement sera contraint de légaliser une partie du travail des révolutionnaires professionnels, ce qui nous déchargera d'une partie de notre fardeau » était-il dit dans *Que faire ?* *. Mais ce n'est pas seulement ainsi qu'une action révolutionnaire énergique nous décharge « d'une partie de notre fardeau », elle a nombre d'autres moyens. L'actualité n'a pas fait que « légaliser » bien des choses naguère interdites. Elle a élargi à ce point le mouvement, qu'en dehors de la légalisation gouvernementale, des choses sont entrées dans la pratique, sont devenues coutumières et accessibles à la masse, des choses qui jadis n'étaient estimées accessibles et ne l'étaient réellement qu'aux révolutionnaires. Ce qui distingue tout le développement historique du mouvement social-démocrate, c'est qu'il conquiert, en dépit de tous les obstacles, en dépit des lois du tsarisme et des mesures de police, une liberté d'action de plus en plus grande. Le prolétariat révolutionnaire est entouré, dirait-on, au sein de la classe ouvrière et aussi parmi les autres classes (qui ne partagent évidemment que dans une faible mesure les revendications de la démocratie ouvrière) d'un soutien, d'une atmosphère de sympathie, inaccessibles au gouvernement. Au début du mouvement le social-démocrate devait s'acquitter

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, p. 458. (*N.R.*)

d'un grand travail presque exclusivement éducatif, consacrer presque toutes ses forces à l'agitation économique. Et voilà que ces fonctions passent de plus en plus, l'une après l'autre, à de nouvelles forces, à de plus larges couches, venues au mouvement. Les organisations révolutionnaires concentrent de plus en plus entre leurs mains la véritable direction *politique* ; leur mission est d'indiquer les conclusions *social-démocrates* tirées des protestations ouvrières et des manifestations du mécontentement populaire. Il nous a tout d'abord fallu enseigner aux ouvriers l'alphabet au propre et au figuré. Depuis, le niveau des connaissances politiques s'est tellement élevé que nous pouvons et devons concentrer tous nos efforts sur les tâches plus immédiates de la social-démocratie, celles de la direction organisée du torrent révolutionnaire. Désormais, les libéraux et la presse légale s'acquittent d'une grande partie du travail « préparatoire » qui ne nous prenait jusqu'à présent que trop de forces. Désormais, la propagande ouverte, que le gouvernement affaibli ne réprime plus, des idées et des revendications démocratiques est devenue si large que nous devons nous adapter à l'ampleur inégalée du mouvement. Certes, ce travail préparatoire contient de l'ivraie et du bon grain ; certes les social-démocrates devront désormais combattre avec une attention sans cesse accrue l'influence de la démocratie bourgeoise sur les ouvriers. Mais ce travail sera précisément beaucoup plus essentiellement social-démocrate que notre activité antérieure, surtout orientée vers l'éveil des masses politiquement inconscientes.

A mesure que s'amplifie le mouvement populaire, la nature véritable des diverses classes ressort avec plus d'évidence, et la tâche qui incombe *au parti* de diriger la classe et de l'organiser, au lieu de se traîner à la remorque des événements, devient de plus en plus urgente. Plus se développent de toutes parts les initiatives révolutionnaires les plus variées, et mieux l'on se rend compte de la vanité et de l'inconsistance des phrases du *Rabotchéïé Diélo*, si volontiers reprises par la nouvelle *Iskra*, sur l'initiative en général ; et mieux ressort l'importance de l'initiative *social-démocrate*, plus rigoureux sont les impératifs que les événements imposent à notre *initiative révolutionnaire*. Plus les torrents, sans cesse renouvelés, du mouvement social-démocrate

sont larges, et plus grande est l'importance d'une organisation social-démocrate solide qui sache leur aménager de nouveaux lits. Plus nous bénéficions de la propagande et de l'agitation démocratiques qui ne dépendent pas de nous, et plus grande est l'importance de la direction organisée de la social-démocratie afin de sauvegarder, vis-à-vis de la démocratie bourgeoise, l'indépendance de la classe ouvrière.

Une époque révolutionnaire est pour la social-démocratie ce que le temps de guerre est pour une armée. Il faut multiplier les cadres de notre armée, mettre ses contingents sur le pied de guerre, mobiliser la territoriale et la réserve, appeler sous les drapeaux les permissionnaires, créer de nouveaux corps et des services auxiliaires. Ne pas oublier qu'on est inévitablement amené, en temps de guerre, à compléter les effectifs avec des recrues moins instruites, souvent à remplacer les officiers par de simples soldats, à hâter et simplifier la promotion d'officiers sortis du rang.

Parlons sans métaphores : les effectifs de toutes les organisations du parti et sympathisant avec le parti doivent être fortement accrus, afin que nous puissions suivre autant que possible le torrent centuplé de l'énergie révolutionnaire du peuple. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille négliger la formation méthodique des effectifs et l'enseignement systématique des vérités du marxisme. Non, mais il faut se rappeler que les hostilités elles-mêmes ont maintenant beaucoup plus d'importance pour la formation et l'enseignement ; elles *éduquent* précisément dans *notre* sens et entièrement dans notre sens ceux qui ne sont pas formés. Il convient de rappeler que notre fidélité « doctrinaire » au marxisme s'est maintenant accrue du fait que le cours de la révolution donne partout *des leçons de choses à la masse* et que toutes ces leçons confirment justement notre doctrine. Ce n'est donc pas de l'abandon de la doctrine que nous parlons, ni d'un relâchement de notre méfiance et de notre vigilance à l'égard du confusionnisme des intellectuels et du trompe-l'œil révolutionnaire, bien au contraire. Nous parlons de nouvelles méthodes d'enseigner la doctrine que le social-démocrate serait inexcusable d'oublier. Nous parlons de l'importance de mettre à profit

les leçons pratiques des grands événements révolutionnaires afin d'enseigner, non plus à des petits cercles, mais à la masse, nos vieilles leçons « dogmatiques » sur la nécessité, par exemple, de fusionner en fait le terrorisme et l'insurrection de masses, et de savoir discerner derrière le libéralisme de la société cultivée russe les intérêts de classe de notre bourgeoisie (voir la polémique avec les socialistes-révolutionnaires dans le n° 3 de *Vpériod* *).

Ce n'est donc pas d'un relâchement de nos principes social-démocrates, de notre intransigeance orthodoxe qu'il s'agit, mais du raffermissement des uns et de l'autre, par *de nouveaux moyens*, par de nouvelles méthodes d'éducation. En temps de guerre, les recrues s'instruisent directement au cours des opérations militaires. Ne craignez pas, camarades, d'aborder de nouvelles méthodes d'enseignement ! Ne craignez pas de rassembler sans cesse de nouvelles cohortes, envoyez-les au feu ! Faites de nouvelles recrues dans la jeunesse ouvrière, élargissez les cadres habituels des organisations du parti, à partir des comités jusqu'aux groupes de fabrique, aux corporations, aux cercles d'étudiants ! Rappelez-vous que tout retard dans ce domaine fera le jeu des ennemis de la social-démocratie, car les eaux nouvelles cherchent une issue immédiate, et si elles ne trouvent pas le chenal de la social-démocratie, elles se précipiteront ailleurs. Rappelez-vous que chaque progrès pratique du mouvement révolutionnaire enseignera immanquablement et inéluctablement aux jeunes recrues la science même de la social-démocratie, car cette science est fondée sur l'évolution objective des forces et des tendances des diverses classes sociales, et la révolution n'est que la démolition d'anciennes superstructures et l'action indépendante des classes sociales désireuses de bâtir la nouvelle à leur gré. Gardez-vous seulement de rabaisser notre science révolutionnaire au niveau d'un dogme livresque, n'en faites pas un poncif avec de méprisables phrases sur l'organisation-procès, la tactique-procès, phrases qui justifient le gâchis, l'indécision, le manque d'initiative. Donnez plus de champ aux initiatives les plus variées des divers groupes et cercles, sans oublier que la justesse de leur action est

* Voir le présent tome, pp. 76-83. (*N.R.*)

garantie, en dehors de nos conseils, abstraction faite de nos conseils, par les impératifs inflexibles du cours même de la révolution. C'est un vieil adage qu'en politique on va souvent à l'école de l'ennemi. En révolution, l'ennemi nous impose toujours, avec une promptitude et une vigueur particulières, des décisions judicieuses.

Faisons le bilan : il faut tenir compte du fait que le mouvement a centuplé, que le travail se poursuit à un rythme nouveau, que l'ambiance est plus libre, que le champ d'action s'est élargi. Le travail doit bénéficier d'une ampleur toute différente. Il faut donner la prépondérance à la formation des effectifs dans le combat, et non plus à un enseignement valable en temps de paix. Il faut enrôler plus audacieusement, plus largement et rapidement de jeunes combattants dans *toutes* nos organisations. Il faut donc organiser immédiatement des *centaines* de nouvelles organisations. Oui, des centaines, ce n'est pas une hyperbole et ne me rétorquez pas que maintenant il est « trop tard » de s'occuper d'un si vaste travail d'organisation. Non, il n'est jamais trop tard pour s'organiser. Nous devons nous servir de la liberté que nous accorde la loi et de celle dont nous nous sommes emparés illégalement pour multiplier et renforcer toutes les organisations du parti possibles. Quel que soit le déroulement et l'issue de la révolution, même si tels ou tels événements la stoppaient rapidement, toutes ses acquisitions réelles seront solides et sûres dans la mesure seulement où le prolétariat sera organisé.

Le mot d'ordre : Organisez-vous ! que les majoritaires ont voulu consacrer au IIe Congrès du parti doit être cette fois appliqué sans retard. Si nous ne pouvons pas prendre hardiment l'initiative de la création de nouvelles organisations, nous devons renoncer à nos vaines prétentions au rôle d'avant-garde. Si nous nous arrêtons impuissants aux limites, formes et cadres déjà atteints des comités, des groupes, des réunions et des cercles, nous aurons prouvé notre incapacité. Des milliers de cercles surgissent maintenant un peu partout, à notre insu, sans but ni programme déterminés, simplement sous l'influence des événements. Les social-démocrates doivent s'assigner pour fin d'établir et d'affermir des rapports directs avec le plus grand nombre de ces groupements pour les aider, pour les éclairer en leur trans-

mettant leurs connaissances et leur expérience, pour les vivifier de leur initiative révolutionnaire. Que tous ces cercles, sauf ceux qui s'écartent sciemment de la social-démocratie, adhèrent ouvertement au parti ou prennent contact avec lui en *qualité de sympathisants*. On ne peut, dans ce dernier cas, exiger ni l'acceptation de notre programme, ni des relations organiques obligatoires avec nous ; il suffit du seul sentiment de révolte, de la seule sympathie envers la cause de la social-démocratie révolutionnaire internationale, pour que ces cercles de *sympathisants* deviennent, si les social-démocrates font preuve d'énergie, sous la pression des événements, d'abord des auxiliaires démocratiques du Parti ouvrier social-démocrate, puis des membres convaincus du parti.

« Les hommes sont légion et il n'y a pas d'hommes », telle est la formule contradictoire qui, depuis longtemps déjà exprime les contradictions de la vie et des besoins de la social-démocratie en matière d'organisation. Cette contradiction ressort maintenant avec relief : les appels passionnés aux forces nouvelles, les plaintes sur le manque d'hommes dans les organisations retentissent de toutes parts ; et de toutes parts aussi, ce n'est qu'offres de services et croissance de jeunes forces, surtout dans la classe ouvrière, à une échelle gigantesque. L'organisateur qui, dans ces conditions, se plaint du manque d'hommes, tombe dans la même erreur que Madame Roland qui écrivait en 1793, à l'apogée de la grande révolution française : Il n'y a pas d'hommes en France, il n'y a que des pygmées. Celui qui parle ainsi ne voit pas, derrière les arbres, la forêt. Parler ainsi, c'est reconnaître qu'on est aveuglé par les événements, reconnaître que le révolutionnaire, loin de dominer les événements dans sa conscience et dans son activité, est dominé, écrasé par eux. Un organisateur de ce genre *ferait mieux de prendre sa retraite*, de céder la place aux jeunes forces dont l'énergie peut largement suppléer à la routine habituelle, apprise par cœur.

Les hommes ne font pas défaut, jamais la Russie révolutionnaire n'en eut autant qu'à présent. Jamais la classe révolutionnaire ne se trouva dans une situation aussi exceptionnellement favorable que celle où se trouve le prolétariat russe quant aux alliés occasionnels, aux amis conscients,

aux auxiliaires involontaires. Les hommes sont légion, il suffit de jeter par-dessus bord les idées et les formules suivistes, il suffit de donner libre jeu à l'initiative, aux « plans », aux « entreprises », et nous nous révélerons les dignes représentants de la grande classe révolutionnaire, et alors le prolétariat de Russie accomplira *la grande révolution russe* aussi héroïquement qu'il l'a commencé.

« Vpériod » n°9 du 8 mars (23 février) 1905

Conforme au manuscrit

GENS DE L'«OSVOBOJDÉNIÉ» ET DE LA NOUVELLE «ISKRA», MONARCHISTES ET GIRONDINS

Le n° 66 de l'*Osvobojdénié* publie une notice sur la brochure de Martynov *Deux dictatures* (approuvée et recommandée par la rédaction de l'*Iskra*, n° 84). Comme il fallait s'y attendre, le bourgeois libéral ne dissimule pas sa sympathie pour l'aile opportuniste de la social-démocratie. La brochure de Martynov est pour l'*Osvobojdénié*, « *à côté du travail de M. Akimov, une des productions les plus intéressantes de la littérature social-démocrate la plus récente* ». Un libéral pouvait-il considérer autrement la propagande du suivisme, qui terrorise la classe révolutionnaire en évoquant à ses yeux la fatale perspective d'une participation au gouvernement provisoire, et d'une « dictature révolutionnaire » dans le bouleversement *démocratique* (que Martynov, effrayé par le « jacobinisme », confond avec la révolution socialiste !) ? Est-ce par hasard que dans un article intitulé « Revirement significatif », l'*Osvobojdénié* a accueilli avec joie l'idée émise par Plékhanov de concessions à faire aux révisionnistes ? Comment expliquer cette déclaration de l'*Osvobojdénié* (n° 57) : « Les minoritaires défendent maintenant, somme toute, quelque chose de plus vivant et de plus efficace que les majoritaires » ? L'explication n'est-elle pas que « la seule espérance de vitalité du libéralisme russe sur le terrain des idées réside dans la vitalité de l'opportunisme social-démocrate » (voir notre tract *Le libéral complaisant* *) ? M. Strouvé avait-il tort ou raison quand il affirmait que la brochure de Trotski : *Nos tâches politiques*,

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 451-454. (*N.R.*)

parue *sous la rédaction de l'« Iskra »* (n° 72), « assume à juste titre la défense de certaines idées que les écrits de MM. Akimov, Martynov, Kritchevski, et d'autres auteurs dits économistes ont déjà fait connaître à ceux qui s'intéressent à la littérature social-démocrate » (*Osvobojdénié* n° 57) ? Si Martynov et Cie avaient réfléchi à ces questions, ils eussent peut-être compris l'idée si ardue (combien ardue !), émise par l'ancienne *Iskra*, de la ressemblance des relations entre les Jacobins et les Girondins d'une part, et entre les social-démocrates révolutionnaires et les opportunistes de l'autre. (Si nous ne nous trompons pas, cette idée fut pour la première fois formulée dans l'éditorial de l'*Iskra* n° 2, rédigé par Plékhanov.) Les Girondins trahissaient-ils la cause de la grande Révolution française ? Non. Mais ils en étaient les défenseurs inconséquents, irrésolus, opportunistes. *Aussi* les Jacobins, qui défendaient les intérêts de la classe avancée du XVIII[e] siècle avec autant de fermeté que les social-démocrates révolutionnaires en mettent à défendre les intérêts de la classe avancée du XX[e] siècle, les combattaient-ils. Aussi les traîtres avérés à la cause de la grande révolution, royalistes, prêtres constitutionnels et autres, soutenaient-ils et justifiaient-ils les Girondins, face aux attaques des Jacobins. Ne commencez-vous pas maintenant à y comprendre quelque chose, Martynov, vous, le plus honorable des Girondins ? Pas encore ? Permettez qu'on vous donne encore un éclaircissement : les gens de la nouvelle *Iskra* trahissent-ils la cause du prolétariat ? Non. Mais ils en sont des défenseurs inconséquents, irrésolus, opportunistes (et sur le terrain des principes d'organisation et de tactique qui éclairent cette cause). Aussi les social-démocrates révolutionnaires les combattent-ils (les uns ouvertement et nettement, les autres en secret, derrière les portes closes des salles de rédaction, à l'aide de ruses et de stratagèmes). Aussi les gens de la nouvelle *Iskra* sont-ils soutenus et défendus sur le plan idéologique par les *traîtres avérés* à la cause du prolétariat, les gens de l'*Osvobojdénié*. Ne commencez-vous pas maintenant à y comprendre quelque chose, Martynov, vous, le plus honorable des Girondins ?

« Vpériod » n° 9
du 8 mars (23 février) 1905

Conforme au texte du journal

PERPÉTUELS DÉTOURS

L'*Iskra* et le soi-disant Conseil continuent à employer leur tactique de lenteurs, de détours et d'échappatoires vis-à-vis du Congrès. Plékhanov s'efforce de se placer à un point de vue formel et répète avec une opiniâtreté digne d'un meilleur emploi que le Congrès est convoqué par le Conseil, et que par conséquent un congrès qui n'est pas convoqué par le Conseil est illégal. Ce raisonnement est à ce point exclusif et naïvement partial que l'on a envie de décerner à Plékhanov une médaille pour le récompenser de veiller si sévèrement au respect des statuts du parti et de la légalité ! Nous demanderions avec la plus grande vénération au vénérable adepte de l'analyse dialectique, c'est-à-dire intégrale: est-ce le Conseil qui existe pour le parti ou le parti pour le Conseil? Est-ce le Conseil qui relève du parti et est soumis au contrôle du parti, ou le parti qui relève du Conseil ? La discipline vis-à-vis d'une instance inférieure n'est-elle pas subordonnée à la discipline vis-à-vis d'une instance supérieure ? ? Notre incorruptible gardien de la légalité ne se rappellera-t-il pas ses réflexions à ce sujet au IIe Congrès du parti ?

Aux termes de nos statuts, le Conseil doit convoquer le congrès si la moitié des voix le réclame. Que doit faire le parti si le Conseil se dérobe à son devoir ? Dans les statuts du parti social-démocrate allemand il y a une réponse précise à cette question, à savoir : le congrès est alors convoqué par une commission de contrôle spéciale, indépendante et non par l'instance supérieure du parti. Nous n'avons pas de réponse à cette question dans nos statuts. Cela signifie-t-il, demanderons-nous à nos amis de la nouvelle *Iskra*, que le problème soit insoluble ? Que le parti, lors-

que le Conseil se dérobe à ses obligations, doit être dissous et remplacé par le Conseil ? Le parti existerait pour le Conseil, n'est-ce pas ?

Nous osons penser qu'il n'en est pas ainsi, que le parti *doit* veiller lui-même à l'application des statuts par ses délégués, que « veiller » ne signifie pas seulement faire des reproches, mais corriger par des actes. Celui qui ne sait pas exiger et *obtenir* de ses mandataires qu'ils remplissent leurs engagements vis-à-vis de celui qui leur a fait confiance, n'est pas digne du nom de citoyen politiquement libre. Celui qui ne sait pas exiger et *obtenir* de ses délégués qu'ils remplissent leurs obligations de parti envers ceux qui leur ont fait confiance, n'est pas digne d'être appelé membre du parti. Le Conseil est le mandataire des comités. Les comités *doivent* obtenir qu'il exécute ses engagements. Les comités *ne peuvent* l'obtenir autrement *qu'en* élisant un Bureau chargé de convoquer le congrès. C'est ainsi qu'ont agi les comités. C'est ainsi qu'ils *devaient* agir, s'ils sont conscients de leur élémentaire devoir de parti.

Le vénérable camarade Plékhanov n'essaiera-t-il pas de contredire la justesse de cette affirmation ? N'essaiera-t-il pas de nous nommer *un seul* parti social-démocrate au monde dont les membres refuseraient d'agir comme l'ont fait nos comités, si l'organisme du parti se dérobait à la convocation du congrès ? Nous défions le camarade Plékhanov de le faire !

Passons maintenant à la seconde question, de fait: est-il exact que notre Conseil s'est soustrait à la tâche de convoquer le congrès ? Cette question n'est pas seulement formelle, car en dehors du devoir selon les statuts, il y a un devoir *...

Rédigé après le 24 février (9 mars) 1905. Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XV

Conforme au manuscrit

* C'est là que s'arrête le manuscrit. (*N.R.*)

QUI VEULENT-ILS TROMPER ?

Nous trouvons, dans le n° 89 de l'*Iskra* que nous venons de recevoir, une décision du « Conseil du parti » en date du 8 mars 1905. Le « Conseil » siégeant à l'étranger lance, comme il fallait s'y attendre, ses foudres contre le congrès du parti convoqué par les comités de Russie et déclare que « les participants à ce congrès se mettent eux-mêmes, par leur façon d'agir, hors du parti ». L'irritation du petit cercle d'émigrés dont le parti militant en Russie s'est depuis longtemps détaché en fait, et s'éloigne maintenant formellement, nous est bien compréhensible. On comprend aussi que seuls l'irritation et le désespoir puissent amener les gens à raisonner aussi mal et à « éluder la vérité » aussi maladroitement que le fait le Conseil. « Aux termes des statuts, nous dit-on, le congrès ne peut être convoqué que par le Conseil. » Oui, sauf au cas où le Conseil déchire les statuts et se dérobe par la tromperie au devoir de convoquer le congrès. Et c'est précisément ce « cas » qui est depuis longtemps démontré par le parti en ce qui concerne le Conseil (voir Orlovski : *Le Conseil contre le parti*, où il est, entre autres, démontré que 16 fois 4 font 61 d'après l'arithmétique du Conseil !). Au 1er janvier 1905, nous dit-on plus loin, il y avait, d'après la décision unanime du Conseil (Lénine compris), outre les organismes centraux, 33 organisations du parti jouissant de la capacité juridique. C'est faux. Le parti sait depuis longtemps, grâce à la même brochure, que ces organisations étaient, au 1er janvier 1905, au nombre de 29 seulement. Les comités du Kouban et de Kazan mentionnés par l'*Iskra* n'ont jamais été confirmés par le Conseil. Et les comités du Polessié et du Nord-Ouest ne l'ont été qu'au 1er avril 1905. Restent 29 organisations

(comités : St.-Pétersbourg, Moscou, Tver, Nord, Toula, Nijni-Novgorod, Saratov, Oural-Oufa, Sibérie, Don, Kharkov, Kiev, Odessa, Ekatérinoslav, Riga, Orel-Briansk, Smolensk, Samara, Voronèje, Union du Caucase, soit 4 comités : Koursk, Astrakhan, Nikolaïev, Crimée, Gornozavodsk, Ligue de l'étranger). « Le Bureau des Comités de la Majorité » invoque les mandants de 10 organisations, dit plus loin le Conseil. C'est un mensonge. Le Bureau a été élu, comme chacun sait, dès avant le 1er janvier 1905, dans trois conférences, par 13 comités (6 du Nord, 3 du Midi, 4 du Caucase). Depuis qu'il a annoncé la convocation du congrès, les comités du Voronèje et de Toula lui ont donné leur adhésion. De sorte qu'au 1er janvier 1905, 15 organisations, sur 28 organisations jouissant de droits en Russie, s'étaient prononcées pour le congrès en dépit de la volonté des centres bonapartistes. Et nous ne faisons pas entrer en ligne de compte les organisations jouissant de pleins droits (comités de Saratov, de Sibérie et autres) qui se sont depuis longtemps prononcées, de façon générale, pour le congrès (voir la brochure de Chakhov : *La lutte pour le Congrès*). Les deux références suivantes font ressortir à quel point les tentatives du Conseil tendant à tromper les personnes mal informées, renseignées non par les documents mais par les bavardages des militants habitant l'étranger, sont ridicules et maladroites. Dan convient, dans la très intéressante brochure intitulée *Compte rendu de la réunion tenue à Genève le 2 septembre 1904* et publiée par la minorité, que la majorité des comités du parti ont rompu avec l'*Iskra* toutes relations de camaraderie, et Plékhanov, résolument hostile à la majorité, se voit obligé de déclarer que les forces en présence sont sensiblement égales !! (C'est, remarquez-le, l'avis d'un militant habitant l'étranger.) Dans la *Déclaration* * de Lénine qui, loin d'être démentie par la minorité, est au contraire confirmée par les aveux très nets de Popov, l'agent du Comité central reconnaît que la minorité n'a que 4 comités en Russie et qu'un vrai congrès du parti amènerait certainement le renouvellement de la rédaction de l'*Iskra* et du Conseil. Une fois encore : Qui voulez-vous tromper, très honorables champions de la cooptation ? Vous crai-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, p. 500. (*N.R.*)

gnez, comme du feu, le congrès, seule issue véritable pour le parti, et vous affirmez en même temps que vos adversaires n'ont qu'une infime fraction des organisations, quelque chose comme un quart au total ! Vous ne remarquez pas dans votre aigreur que vos arguments se retournent contre vous. N'est-ce pas parce que les adversaires du tsarisme constituent l'infime minorité du peuple que Nicolas II craint l'Assemblée constituante ?

« Vpériod » n° 10
du 15 (2) mars 1905

Conforme au texte du journal

LE PROLÉTARIAT ET LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Nous avons déjà souligné l'impardonnable étroitesse d'esprit des gens de la nouvelle *Iskra* prétendant que le libéralisme modéré russe est condamné à mort *, que le rôle du prolétariat comme avant-garde est reconnu par notre démocratie. Au contraire, c'est précisément à l'heure actuelle que la démocratie bourgeoise s'efforce particulièrement de s'emparer du mouvement ouvrier, c'est précisément pour cela qu'à l'heure actuelle la tendance du *Rabotchéïé Diélo*, reprise par la nouvelle *Iskra*, est extrêmement dangereuse. Voici un tract intéressant, diffusé en Russie, et qui fournit de précieux renseignements sur ce point :

« Ces derniers temps, on observe une tendance de la bourgeoisie à s'organiser, mais il est encore plus significatif que la démocratie bourgeoise s'adresse aux ouvriers. Les démocrates veulent diriger la lutte politique et économique du prolétariat. « Par nos convictions, nous sommes, à proprement parler, des social-démocrates, disent-ils, mais la social-démocratie, dans ses dissensions partisanes, n'a pas compris l'importance du moment présent et s'est avérée incapable de diriger le mouvement ouvrier ; nous, nous voulons le faire. » La suite de leurs propos montre que ces nouveaux « social-démocrates dans l'âme », sans élaborer leur propre programme, vont seulement donner des explications et répondre aux questions que leur poseront les ouvriers. Les publications doivent servir le même but et ne porter nullement un caractère de parti. Ainsi « ces purs social-démocrates », mécontents de la tactique et de la

* Voir le présent tome, p. 166. (*N.R.*)

position actuelle du comité, se sont tournés d'eux-mêmes vers les formes de « spontanéité » rejetées depuis longtemps par l'histoire, vers les formes de l'économisme, d'heureuse mémoire. S'estimant social-démocrates, se considérant comme le porte-parole authentique des aspirations de la classe ouvrière, ces messieurs ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que le mouvement ouvrier n'obtiendra des résultats appréciables que s'il est dirigé par un parti ouvrier uni, que si le prolétariat prend conscience de son caractère spécifique en tant que classe et comprend que sa libération véritable ne peut être que sa propre œuvre, et non celle de la démocratie bourgeoise qui discrédite les actes du parti ouvrier. Ces social-démocrates, « à proprement parler », ces prétendus marxistes devraient comprendre à quel point ils dépravent la conscience de la masse ouvrière en s'évertuant à démontrer que des « démocrates » (et non des social-démocrates) qui sont exclusivement des intellectuels bourgeois doivent indiquer aux ouvriers la voie de la liberté et du socialisme.

D'ailleurs, ils semblent avoir complètement oublié ce dernier point, engoués qu'ils sont pour les politicailleries de l'heure. Peu à peu, ils introduisent des éléments d'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Les ouvriers cessent d'aspirer à la création de leur propre parti et se reposent sur les intellectuels. Mais pourquoi ces nouveaux amis de la classe ouvrière admettent-ils et même encouragent-ils de telles choses ? Les « démocrates » répondent eux-mêmes franchement : « Auparavant, notre groupe militait seulement parmi les intellectuels, disent-ils, mais les événements de ces derniers temps nous ont obligés à nous tourner vers les ouvriers. »

Messieurs les écornifleurs démocrates, qui se nomment des social-démocrates « en principe », n'ont dirigé leur bienveillante attention sur le mouvement prolétarien que le jour où les masses sont descendues dans la rue et que les pavés sont devenus rouges du sang de milliers d'ouvriers. C'est alors que, se posant en amis authentiques de la classe ouvrière, ils passent hypocritement sur les efforts de dizaines d'années, qui ont formé et orienté le prolétariat révolutionnaire russe, et créé, au prix de nombreux sacrifices, le Parti social-démocrate ouvrier uni. Il faut croire que ces social-

démocrates « modern style » n'ont retenu qu'une seule chose de toute la théorie marxiste (et encore depuis peu de temps) : seule la force du prolétariat organisé abolira l'arbitraire de l'autocratie et gagnera la liberté politique dont bénéficiera principalement la bourgeoisie. Les nouveaux amis du prolétariat enfourchent le mouvement ouvrier et, le fouettant de l'aiguillon des résultats immédiats, crient : « En avant vers notre liberté ! » Le proverbe russe dit avec raison : « Délivre-nous, mon Dieu, de nos amis, nous nous débarrasserons de nos ennemis nous-mêmes. »

« Vpériod » n°10
du 15 (2) mars 1905

Conforme au texte du journal

LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE

Les soulèvements paysans commencent. On annonce dans divers gouvernements que les paysans s'attaquent aux domaines seigneuriaux, confisquent le blé et le bétail des propriétaires fonciers. L'armée du tsar, battue à plate couture par les Japonais en Mandchourie, prend sa revanche sur le peuple désarmé, fait des campagnes contre l'ennemi intérieur, contre les paysans pauvres. La paysannerie révolutionnaire devient un nouvel allié pour le mouvement ouvrier des villes. La question de l'attitude de l'avant-garde consciente du prolétariat, la social-démocratie, envers le mouvement paysan revêt dès lors une importance pratique immédiate, et doit être mise à l'ordre du jour dans toutes les organisations de notre parti, chaque fois que nos propagandistes et nos agitateurs prennent la parole.

La social-démocratie a maintes fois indiqué que le mouvement paysan lui assigne une double tâche. Nous devons incontestablement le soutenir et le pousser de l'avant dans la mesure où c'est un mouvement révolutionnaire démocratique. Nous devons aussi demeurer inébranlablement fidèles à notre point de vue prolétarien de classe, organiser le prolétariat rural à l'exemple du prolétariat des villes et, avec lui, en un parti de classe indépendant, lui expliquer l'antagonisme de ses intérêts et de ceux de la paysannerie bourgeoise, le convier à combattre pour la révolution socialiste, lui indiquer que la fin de l'oppression et de la misère ne résultera pas de la transformation de certaines couches de la paysannerie en petits bourgeois, mais de la substitution de l'ordre socialiste à l'ordre bourgeois.

Cette double tâche de la social-démocratie a été soulignée plus d'une fois dans l'ancienne *Iskra*, depuis le n° 3 *, c'est-à-dire dès avant le premier mouvement paysan de 1902 ; elle est formulée aussi dans le programme de notre parti ; elle a été reprise dans notre journal (n° 3) **. Maintenant qu'il est d'une importance particulière de l'élucider dans la pratique, il nous paraît intéressant de citer ici les observations de Karl Kautsky, qui a publié dans l'organe social-démocrate allemand *Die Neue Zeit* un article sur « Les paysans et la Révolution en Russie ». En sa qualité de social-démocrate, Kautsky défend constamment cette vérité que notre révolution *a maintenant* pour tâche non d'accomplir une transformation socialiste, mais d'écarter les obstacles politiques au développement du mode de production existant, c'est-à-dire du mode de production capitaliste. Kautsky poursuit : « Le mouvement révolutionnaire des villes doit demeurer neutre dans la question des rapports entre les paysans et les propriétaires fonciers. Il n'a pas la moindre raison de se dresser entre les paysans et le propriétaire foncier, et de prendre la défense du dernier contre les premiers ; sa sympathie va tout entière aux paysans. Mais sa tâche n'est nullement d'exciter les paysans contre les propriétaires fonciers qui jouent dans la Russie contemporaine un rôle tout à fait différent de celui qu'avait, par exemple, la noblesse féodale française sous « l'ancien régime ». D'ailleurs, les révolutionnaires des villes, si même ils le voulaient, ne pourraient exercer que fort peu d'influence sur les rapports entre paysans et propriétaires fonciers. Les propriétaires fonciers et les paysans préciseront eux-mêmes ces rapports. » Pour bien comprendre ces remarques qui, détachées de leur contexte, pourraient provoquer de nombreux malentendus, il faut songer à l'observation suivante formulée à la fin de l'article : « La révolution victorieuse n'aurait certainement pas de grandes difficultés à utiliser les vastes latifundia de ses pires ennemis pour améliorer les conditions de vie des prolétaires et des paysans. »

Le lecteur qui confrontera attentivement ces opinions de Kautsky y reconnaîtra sans peine la thèse social-démocra-

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 437-445. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 76-83. (*N.R.*)

te que nous venons d'esquisser. Les expressions parfois inexactes et vagues de Kautsky peuvent être expliquées par sa manière cursive et par la connaissance insuffisante du programme agraire de la social-démocratie russe. Car, et c'est là l'essentiel, l'attitude du prolétariat révolutionnaire en présence du conflit des paysans et des propriétaires fonciers ne peut pas être la même dans tous les cas, dans toutes les circonstances, dans toutes les péripéties de la révolution russe. Dans certaines conditions, dans certaines conjonctures, cette attitude ne doit pas seulement être de sympathie, mais d'appui direct, et non seulement d'appui, mais aussi « d'excitation ». Dans d'autres circonstances, elle peut être de neutralité. A en juger par les passages cités, Kautsky a bien saisi ce double aspect de notre tâche, à la différence non seulement de nos « socialistes-révolutionnaires » complètement subjugués par les illusions vulgaires de la démocratie révolutionnaire, mais aussi de nombreux social-démocrates, tels que Riazanov ou Iks [87], qui ont recherché une « simple » solution unique du problème, valable pour toutes les combinaisons. L'erreur essentielle de ces social-démocrates (et de tous les socialistes-révolutionnaires), c'est de ne pas s'en tenir avec fermeté au point de vue de classe, et d'oublier, en recherchant une solution unique valable pour toutes les situations, la double nature du paysan cossu ou moyen. Ils ne font réellement entrer en ligne de compte dans leur calcul que deux classes sociales : les propriétaires fonciers et « la classe ouvrière-paysanne », ou bien les propriétaires et les prolétaires. Or, nous sommes, de fait, en présence de trois classes sociales différentes par leurs fins immédiates et dernières : les propriétaires fonciers, les paysans cossus et — partiellement — les moyens, et enfin le prolétariat. A la vérité, la tâche du prolétariat dans cette situation ne peut manquer d'être double, et toute la difficulté du programme agraire de la social-démocratie et de la tactique agraire en Russie consiste à déterminer, avec le plus de clarté et de précision, dans quelles conditions le prolétariat est tenu d'être neutre et dans quelles conditions il est tenu d'appuyer et « d'exciter » les paysans.

Ce problème ne peut avoir qu'une solution : avec la bourgeoisie paysanne contre tout servage et contre les sei-

gneurs terriens ; avec le prolétariat des villes contre la bourgeoisie paysanne et toute autre bourgeoisie — telle est la « ligne » politique du prolétariat rural et de son idéologue social-démocrate. En d'autres termes : soutenir et pousser les paysans jusqu'à la confiscation de n'importe quelle « propriété » seigneuriale « sacrée », *dans la mesure* où ces paysans agissent en révolutionnaires démocrates. Se méfier de la paysannerie, s'organiser à part, être prêt à la combattre *dans la mesure* où elle agit en réactionnaire et en adversaire du prolétariat. Autrement dit : soutenir le paysan quand sa lutte contre le propriétaire foncier favorise le développement et l'affermissement de la démocratie ; observer la neutralité envers lui quand la lutte contre les propriétaires fonciers se réduit à un règlement de comptes n'intéressant ni le prolétariat ni la démocratie, entre deux fractions de la classe des possesseurs du sol.

Il va de soi que cette réponse ne satisfait pas ceux qui abordent la question paysanne sans conception théorique mûrement réfléchie, recherchent les mots d'ordre « révolutionnaires » (en paroles) d'un bel effet, à la mode, et ne comprennent pas le danger sérieux et très grand des aventures révolutionnaires, précisément dans la question paysanne. A l'égard de ces gens-là — il y en a pas mal parmi nous aujourd'hui, les socialistes-révolutionnaires sont de leur nombre, et le développement de la révolution de concert avec le mouvement paysan nous assure qu'ils se multiplieront — les social-démocrates doivent défendre inflexiblement le point de vue de la lutte de classe contre toute conception révolutionnaire confuse, défendre la claire distinction des éléments hétérogènes de la paysannerie contre la phrase révolutionnaire. Parlant en termes pratiques et concrets, on se rapprochera le plus de la vérité en disant que tous les adversaires de la social-démocratie dans la question agraire ne tiennent pas compte du fait qu'il y a chez nous, en Russie d'Europe notamment, toute une couche sociale (un million et demi à deux millions de familles sur près de 10 millions de familles au total) de paysans cossus. Cette couche sociale possède au moins la moitié de l'outillage agricole et de tous les biens de la paysannerie. Elle ne peut pas exister sans louer des valets de ferme et des journaliers. Cette couche sociale est indéniablement hostile au servage, aux

propriétaires fonciers, à la bureaucratie, elle est susceptible d'adhérer à la démocratie, mais son hostilité à l'égard du prolétariat rural est plus certaine encore. Toute tentative d'estomper ou d'éluder cette hostilité de classe dans le programme et la tactique agraires constitue un abandon conscient ou inconscient du point de vue socialiste.

Entre le prolétariat rural et la bourgeoisie paysanne se trouvent les paysans moyens dans la situation desquels on observe des traits propres aux deux antagonistes. Les caractères généraux de la situation de toutes ces couches sociales, de la paysannerie considérée dans son ensemble, rendent le mouvement paysan certainement démocratique quelles que soient ses manifestations inconscientes et réactionnaires. Notre tâche est de ne jamais renoncer au point de vue de classe, et d'organiser l'alliance la plus étroite entre le prolétariat urbain et le prolétariat rural. Notre tâche est de bien comprendre et de faire comprendre au peuple le contenu *véritablement* démocratique et révolutionnaire de l'aspiration générale mais confuse « à la terre et à la liberté ». Notre tâche est donc de soutenir et de stimuler avec la plus grande énergie cette aspiration, tout en préparant dans les campagnes les éléments de la lutte socialiste.

Afin de bien déterminer l'attitude pratique du Parti ouvrier social-démocrate à l'égard du mouvement paysan, le III^e^ Congrès de notre parti doit adopter une résolution sur le soutien du mouvement paysan. Voici le projet de résolution qui formule les vues exprimées plus haut, bien des fois émises dans la presse social-démocrate, et qui doit maintenant être discuté par le plus grand nombre possible de militants du parti :

« Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti du prolétariat conscient, aspirant à l'émancipation complète de tous les travailleurs de toute exploitation, appuie tout mouvement révolutionnaire dirigé contre l'ordre social et politique existant. Aussi le P.O.S.D.R. soutient-il avec la plus grande énergie le mouvement paysan actuel et défend-il toutes les mesures révolutionnaires susceptibles d'améliorer la situation de la paysannerie, sans s'arrêter, à cette fin, devant l'expropriation des domaines des propriétaires fonciers. Ce faisant, le P.O.S.D.R., parti de classe du prolétariat, s'achemine inflexiblement vers l'organisation de

classe indépendante du prolétariat rural, sans oublier un seul instant qu'il est de son devoir de lui expliquer l'antagonisme de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie paysanne, et de lui faire comprendre que seule la lutte commune du prolétariat des campagnes et des villes contre la société bourgeoise dans son ensemble pourra amener la révolution socialiste, seule susceptible de soustraire réellement la masse des paysans pauvres à la misère et à l'exploitation.

Le P.O.S.D.R. propose, en qualité de mot d'ordre pratique destiné à l'agitation parmi les paysans et afin de porter le mouvement à son plus haut degré de conscience, la formation immédiate de comités révolutionnaires paysans, afin de soutenir sans réserve toutes les transformations démocratiques et de les appliquer concrètement. Le P.O.S.D.R. s'efforcera dans ces comités d'organiser d'une manière indépendante les prolétaires des campagnes afin, d'une part, de soutenir la paysannerie dans son ensemble dans toutes ses actions démocratiques révolutionnaires et, de l'autre, de défendre les véritables intérêts du prolétariat rural dans sa lutte contre la bourgeoisie paysanne. »

« Vpériod » n°11
du 23 (10) mars 1905

Conforme au texte du journal

DE LA BATAILLE DES RUES *

(LES CONSEILS D'UN GÉNÉRAL DE LA COMMUNE)

Note de la rédaction : L'article ci-dessous est emprunté aux mémoires du célèbre combattant de la Commune de Paris, Cluseret. Comme on le voit par les renseignements biographiques sommaires qui suivent, les réflexions de Cluseret se fondaient principalement, bien que non exclusivement, sur l'expérience des insurrections parisiennes. En outre, il songeait spécialement à la révolution du prolétariat contre toutes les classes possédantes, alors que nous traversons maintenant en Russie une révolution qui est dans une large mesure celle du peuple entier contre la clique gouvernementale. Il va de soi que les idées originales de Cluseret ne doivent offrir dans ces conditions aux prolétaires russes que la matière d'un travail indépendant, adapté à nos conditions et fondé sur l'expérience de nos camarades de l'Europe occidentale. Nous croyons utile de faire connaître brièvement au lecteur la biographie, nullement dépourvue d'intérêt, de l'auteur.

Gustave-Paul Cluseret naquit à Paris le 13 juin 1823. Etudes à l'Ecole Militaire de Saint-Cyr, d'où il sort en 1843 sous-lieutenant. Lieutenant en 1848, participe avec énergie à la répression de l'insurrection ouvrière de Paris (journées de Juin). S'empare en 6 heures de 11 barricades et de 3 drapeaux. Décoré pour ces « exploits » de la Légion d'Honneur. Capitaine en 1855, participe à la guerre de Crimée. Prend ensuite sa retraite. Prend part à la campagne de Garibaldi pour l'indépendance italienne. Se rend en 1861 en Amérique et participe à la guerre de Sécession contre les Etats esclavagistes. Général et (après la victoire de Croskeys) citoyen américain. De retour en France, est emprison-

né en 1868 pour ses articles dans la gazette l'*Art*. Entre en relations à la prison de Ste-Pélagie avec des militants de l'Internationale. Expulsé de France comme citoyen américain pour ses vives critiques des opérations militaires. Rentre à Paris après la proclamation de la République (4 septembre 1870) et prend part aux tentatives de soulèvement à Lyon et à Marseille. Ministre de la Guerre de la Commune le 3 avril 1871. Elu membre de la Commune le 16 avril. Révoqué par la Commune et arrêté pour avoir abandonné le fort d'Issy, il est acquitté par un tribunal de camarades. Après la chute de la Commune, il prit la fuite. La Cour de Versailles le condamna à mort, le 30 août 1872. Rentré en France après l'amnistie de 1881, collabore aux journaux *la Commune* et *la Marseillaise*[89]. Condamné à deux ans de prison pour excitation des troupes à la désobéissance. S'échappe de France. Candidat du parti révolutionnaire aux élections législatives de 1888, combat avec énergie le parlementarisme et le parti radical « clemenciste [90] ». Elu en 1889 député de la 2e circonscription de Toulon. Membre du groupe ouvrier socialiste à la Chambre. Auteur d'un livre *l'Armée et la Démocratie* (1869) et de deux tomes de *Mémoires* (1887) consacrés à la Commune.

« Vpériod » n°11
du 23 (10) mars 1905

Conforme au texte du journal

LE PREMIER PAS

Frappez et on vous ouvrira, disions-nous après avoir lu dans le n° 91 de l'*Iskra* la décision du Conseil du parti prise le 10 mars 1905. La décision du Conseil en date du 8 mars 1905 et notre réponse dans le n° 10 de *Vpériod* * étaient à peine parvenues en Russie que nous avons à noter une nouvelle et remarquable évolution du Conseil, évolution à l'occasion de laquelle nous ne pouvons que féliciter de toute notre âme les camarades de la nouvelle *Iskra* et leur souhaiter de tout cœur de faire un pas de plus dans le sens indiqué.

Le 10 mars 1905, le Conseil proposait aux membres du IIIe Congrès du parti, convoqué par le Bureau de Russie, d'accepter l'arbitrage du parti allemand et de Bebel afin de rétablir l'unité du parti, et, en cas d'acceptation, d'envoyer au Congrès deux représentants du Conseil chargés de négocier l'arbitrage.

Le Conseil ne pouvait naturellement pas, en faisant ce premier pas « *dans une voie nouvelle* », s'abstenir de certains de ses vieux procédés ; il ne pouvait pas manquer de reprendre le mensonge dont nous avons démontré dès le n° 10 de *Vpériod* l'absurdité intrinsèque, à savoir que le congrès convoqué par la majorité des comités de Russie ne serait pas un congrès du parti, et qu'un « groupe insignifiant des membres du parti » voudrait « imposer ses décisions à la vraie majorité du parti ». Ces échappatoires seraient piteuses si elles n'étaient ridicules, et nous ne voudrions pas nous y arrêter une fois de plus. Nous le voudrions d'autant moins que toute notre attention est retenue natu-

* Voir le présent tome, pp. 224-226. (*N.R.*)

rellement par la nouvelle démarche du Conseil qui comprend enfin (enfin !) l'importance du congrès quant au règlement de la crise du parti, et tente enfin, tente tout de même, une première fois, bien que faiblement, timidement, sans esprit de suite, de considérer les choses simplement, de les appeler par leur nom et de s'engager dans la voie — « la voie nouvelle » — du rétablissement de l'unité du parti par des négociations directes entre les deux tronçons qui se sont formés depuis de IIe Congrès.

A la bonne heure ! Il y a longtemps qu'il aurait fallu s'y prendre ainsi ! Des mois et des mois de crise douloureuse, absurde, chronique, et de scission clandestine eussent été épargnés au parti du prolétariat. Un peu plus de désir sérieux et sincère de compter ouvertement et nettement avec la volonté des militants de Russie, et la social-démocratie serait déjà sortie depuis un an de son état de désagrégation temporaire. Oui, depuis un an sinon plus.

On était à la fin de janvier 1904, le Conseil du parti, composé de Plékhanov, Axelrod, Martov, Vassiliev[91] et Lénine, se réunissait pour la première fois afin de discuter la nouvelle situation et la crise du parti. Vassiliev et Lénine, membres du Comité central et partisans de la majorité, voyaient nettement que le parti était déjà scindé *en fait* par la minorité, et que le caractère *clandestin* de cette scission provoquait dans le parti une démoralisation infinie, le désagrégeait complètement, déliant les mains à l'une des parties pour qu'elle recourût aux procédés les plus scandaleux de « bagarre », et liant l'autre par l'obligation d'observer les décisions communes. La scission *clandestine* du parti est (par sa signification morale et politique ainsi que par ses conséquences morales et politiques) à la scission manifeste, ce que l'adultère clandestin est à l'amour libre.

Les membres susnommés du Conseil adoptent donc une résolution (du 28 janvier 1904) reproduite dans son entier par Chakhov (La lutte pour le congrès, p. 81) dans laquelle les *bolchéviks* parlent les premiers, bien que leurs adversaires l'emportent à la rédaction et au Conseil, c'est-à-dire dans la plus haute instance du parti, de la nécessité de la paix dans le parti en raison de l'importance extrême des tâches historiques de l'heure. Les bolchéviks font valoir avec force la différence existant entre la lutte nécessai-

re et inévitable des idées d'une part, et l'« indigne bagarre », la désorganisation, l'esprit de clocher, le boycottage, etc., de l'autre. Les bolchéviks invitent le Conseil à engager tous les membres du parti à « écarter réciproquement, au plus vite, toutes leurs chicanes mesquines et à situer une fois pour toutes la lutte des idées dans un cadre conçu de telle façon que cette lutte n'entraîne pas la violation des statuts, n'entrave pas l'activité pratique et le travail positif ». Nous avons tant de membres oublieux enclins à parler volontiers de l'initiative des militants, mais préférant les racontars à l'étude des documents sur la scission, que nous recommandons avec insistance à tous les camarades désireux de voir clair dans les affaires du parti de jeter un coup d'œil sur la page 81 de la brochure *La lutte pour le Congrès*.

Les menchéviks repoussèrent naturellement la résolution de Lénine et Vassiliev, et adoptèrent (Plékhanov, Martov et Axelrod) une résolution invitant le Comité central à « coopter » les menchéviks. Le C. C. ayant consenti, le 26 novembre 1903, à coopter *deux* menchéviks à son choix, cette résolution du Conseil imposait en réalité au C. C. *trois* personnages déterminés. Tout le parti est désormais informé, documents à l'appui (par la *Déclaration* de Lénine *), que c'est précisément pour ce « trio » que l'on imagina des divergences de principes et que l'on déchaîna une « indigne bagarre » *jusqu'en novembre 1904*. Répondant à la résolution sur la cooptation, Lénine et Vassiliev ont réservé leur avis (Chakhov, p. 84) dans une note que les gens oublieux ou mal informés feront bien de relire aussi, pour leur édification, et dans laquelle il est déclaré que « la seule façon honnête et juste de mettre un terme aux dissensions du parti, et d'en finir avec cette lutte inadmissible pour la composition des organismes centraux, c'est de réunir immédiatement le congrès du parti ». Les deux membres du C. C. signataires « ne voyaient absolument et décidément pas d'autre solution ».

Les menchéviks sabotent naturellement le congrès. Toutes les assurances que les compromis les plus variés sont possibles au congrès, et que la lutte prendrait autrement

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 493-502. (*N.R.*)

des formes aussi répugnantes que l'amour vénal et caché, restent sans effet sur eux. Constatons du reste que, du moment qu'ils se sont décidés à ne point se gêner quant à « l'amour vénal », cette tactique nous apparaît de leur part naturelle et compréhensible ; mais elle constituait de la part du *conciliateur* Plékhanov une faute énorme que le cours ultérieur de la crise a mise en évidence. Chacun voit et sait maintenant par les faits (notamment par l'attitude ultérieure de Glébov et compagnie) que si Plékhanov avait voté en janvier 1904 pour le congrès, le congrès se fut très promptement réuni et une *tendance conciliatrice si imposante s'y fut formée qu'elle n'aurait permis en aucun cas*, ni à la majorité ni à la minorité, de l'emporter séparément. Non seulement le congrès aurait pu *alors* avoir lieu, mais il aurait été réellement un congrès *conciliateur*. Répétons-le : ce n'est pas là une pure conjecture, c'est une appréciation dont la justesse a été *incontestablement démontrée* par le cours ultérieur des événements. Mais Plékhanov préféra, lui aussi, « l'amour vénal », c'est-à-dire la scission clandestine, à une tentative de s'expliquer et de s'entendre à fond, nettement et ouvertement.

Que voyons-nous à présent ? Les menchéviks sont obligés d'accepter bien que timidement, sans esprit de suite, tardivement, en fin de compte, la proposition des bolchéviks. Les bolchéviks ont insisté, ils ont obtenu la convocation du congrès, en disant avec raison que si les deux « chères moitiés » ne sont plus destinées à « cohabiter », il faut bien se séparer ouvertement, et ne pas se cacher comme de vils poltrons.

Certes, mieux vaut tard que jamais et nous nous félicitons du fond du cœur de la démarche, fût-elle timide, du Conseil, prêt à envoyer maintenant deux « représentants » au congrès. Mais nous protestons sans réserve contre la timidité et l'inconséquence de cette démarche. Pourquoi, Messieurs, voulez-vous donc n'envoyer au congrès que deux représentants du *Conseil résidant à l'étranger* ? Pourquoi ne voulez-vous pas y envoyer les représentants de *toutes* les organisations du parti ? Car enfin, les membres du Bureau des Comités de Russie de la Majorité *ont invité* tout le monde au congrès et, plus particulièrement, invité par lettre recommandée la rédaction, le Conseil et la Ligue !

Pourquoi cette si étrange et si inexplicable contradiction : d'une part, vous ne vous êtes pas bornés, pour conclure une paix *hypocrite* avec trois chevaliers du Comité central (et manifestement contre la volonté des comités de la majorité), à envoyer « deux représentants » du Conseil, *vous avez consulté tous les comités et toutes les organisations de la minorité* ainsi qu'il a été dit expressément dans le n° 83 de l'*Iskra* ; de l'autre, pour conclure une paix *véritable* avec le parti entier vous n'envoyez que deux représentants du seul Conseil résidant à l'étranger, chargés de « mener directement les négociations ». Où sont les menchéviks de Russie avec lesquels il nous est cent fois plus important de nous entendre qu'avec un cénacle de littérateurs ? Où sont *les ouvriers*, membres et représentants des organisations, les ouvriers que vous excitiez contre le IIe Congrès et dont vous vantiez tant l'initiative ? Où sont les camarades Akimov et Broucker, Makhov et Egorov (ou leurs amis et émules) qui ont, avec le plus grand esprit de suite, à leur point de vue, soutenu les menchéviks sans toutefois se compromettre, c'est-à-dire sans participer aux mesquines querelles de la cooptation ? Où est le camarade Kritchevski, où sont les autres anciens «économistes» avec lesquels vous vous seriez réconciliés comme l'affirmaient, dans la nouvelle *Iskra*, Plékhanov et de nombreux autres ? Où est le camarade Riazanov avec lequel votre solidarité sur bien des points nous est aussi compréhensible, mais qui a pourtant *refusé d'adhérer à la Ligue, considérant celle-ci comme une organisation menchévique* ?

Direz-vous que tous ces camarades n'ont point de mandats ? Mais vous écrivez au congrès « *en ayant rejeté toutes les considérations formelles* » ! !

Non, Messieurs, les demi-mesures ne nous satisferont pas, les belles paroles ne nous rassasieront pas. Si vous voulez réellement — parlons net et sans « considérations formelles » — travailler avec nous au sein d'une seule organisation, *venez tous au congrès* et appelez-y tous les camarades dont les idées *seules*, et non des considérations de cooptation, nous séparent. Tenez compte en ce cas de la « bonne volonté du révolutionnaire » que vous avez si maladroitement invoquée en vous dérobant au congrès, et qui peut *seule* décider entièrement, sans réserve, des des-

tinées du parti *entier* représenté au congrès. Cherchez alors des intermédiaires capables d'influencer cette « bonne volonté » de *tous les membres du congrès*. Nous souhaiterons, du fond du cœur, la bienvenue à tout intermédiaire de ce genre.

Frappez et on vous ouvrira... Nous, bolchéviks, nous sommes arrivés par notre lutte ouverte, tout près d'une issue possible, nette et sans équivoque, de la crise. Nous avons obtenu la réunion du congrès. Nous avons obligé les menchéviks à passer des rebuffades bourboniennes du Conseil demeuré sans parti à la proposition directe et ouverte de négociations immédiates. Le Conseil aura-t-il assez d'intelligence et d'honnêteté pour faire un second pas dans la « voie nouvelle » ? Nous saurons en tout cas — nous en sommes convaincus — assurer la victoire complète de l'esprit de parti sur l'esprit de cénacle.

« Vpériod » n°11
du 23 (10) mars 1906

Conforme au texte du journal

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU PROGRAMME DU PARTI [93]

Plékhanov, soulignant que le projet de programme *n'a pas* été rédigé par moi, fait pour la première fois connaître au public sous la forme d'une allusion, d'une insinuation et d'un reproche nos discussions sur le projet de programme. Il ne relate malheureusement pas ces discussions et se borne à un racontar, c'est-à-dire à une affirmation piquante mais invérifiable et manquant de clarté. Aussi dois-je ajouter à l'article de mon collègue, contre Plékhanov, que je suis en possession de documents sur nos discussions concernant le projet de programme et que je les publierai à l'occasion. Les lecteurs verront alors : 1° que l'affirmation de Plékhanov selon laquelle nos relations se refroidirent à cause de *Que faire ?* est entièrement fausse. Elles se refroidirent quand les six se divisèrent par deux dans les discussions sur le programme ; 2° que j'ai soutenu et obtenu l'addition au programme de la thèse sur l'élimination de la petite production par la grande. Plékhanov voulait s'en tenir à une expression vague dans le genre du fameux « plus ou moins » ; 3° que j'ai exigé et obtenu la substitution au terme « masse laborieuse et exploitée » du terme « prolétariat » dans le texte concernant le caractère de classe de notre parti ; 4° que Plékhanov, lorsque nous lui reprochâmes, mes partisans dans le groupe de six et moi-même, de ne pas faire ressortir assez dans son projet de programme le caractère prolétarien du parti, se défendit en m'accusant de comprendre le caractère prolétarien du parti à la manière de Martynov.

« Vpériod » n°11
du 23 (10) mars 1905

Conforme au texte du journal

DE NOTRE PROGRAMME AGRAIRE

(LETTRE AU III[e] CONGRÈS)

Le nouveau mouvement paysan, qui grandit et se renforce chaque jour, remet au premier plan la question de notre programme agraire. Le principe fondamental de ce programme ne peut évidemment pas provoquer de divergences de vues et de discussions. Le parti du prolétariat doit soutenir le mouvement paysan. Il ne défendra jamais la propriété foncière actuelle devant la pression révolutionnaire paysanne, mais parallèlement il s'efforcera toujours d'accentuer la lutte de classe dans les campagnes et à rendre cette lutte consciente. Tous les social-démocrates, me semble-t-il, sont d'accord sur ces principes. Les divergences commencent seulement lorsqu'il faut les mettre en pratique, lorsqu'il faut les formuler dans un programme pour les appliquer aux problèmes de l'heure.

La réalité est le meilleur remède à toutes les divergences théoriques et je suis certain que la marche rapide des événements révolutionnaires dissipera aussi les divergences entre social-démocrates sur la question agraire. Personne ne niera, sans doute, qu'il ne nous appartient pas de faire des projets de toutes les réformes agraires possibles, que nous devons renforcer nos liens avec le prolétariat, *soutenir* le mouvement paysan, sans perdre de vue l'instinct de propriétaire du paysan-patron qui manifestera d'autant plus rapidement et plus violamment son hostilité à l'égard du prolétariat que la révolution avancera plus vite.

Mais d'un autre côté, il est évident que la période révolutionnaire actuelle exige un mot d'ordre absolument précis et concret. Ce doit être la formation de comités *révolutionnaires paysans*, et le programme agraire de notre

parti l'a très justement mis en avant. Dans le mouvement paysan, il y a beaucoup d'ignorance, d'inconscience, et il serait extrêmement dangereux de se faire des illusions à ce sujet. L'ignorance du moujik se traduit d'abord par l'incompréhension de l'aspect *politique* du mouvement : il ne comprend pas, par exemple, que sans transformations démocratiques radicales dans *toute* la structure politique de *l'Etat tout entier*, il est absolument impossible de prendre des mesures efficaces en vue d'élargir la possession des terres. Le paysan a besoin de la terre, et son sens révolutionnaire, son démocratisme instinctif, primitif, *ne peut* s'exprimer autrement qu'en s'emparant de la terre des propriétaires fonciers. Personne ne songera évidemment à le nier. Les socialistes-révolutionnaires ne vont pas plus loin au lieu de faire une analyse de classe de cette tendance confuse de la paysannerie. Se fondant sur une telle analyse, les social-démocrates affirment : il est peu probable que toute la paysannerie *puisse* revendiquer davantage que la restitution des terres enlevées (« otrezki [93] »), car au-delà d'une telle transformation agraire apparaîtra immanquablement l'antagonisme manifeste entre le prolétariat des campagnes et les « petits patrons paysans ». Les social-démocrates ne peuvent naturellement avoir aucune raison d'empêcher le paysan révolté d'« achever le propriétaire foncier », de lui prendre *toute* la terre, mais ils ne peuvent admettre un esprit d'aventures dans le programme du prolétariat, ils ne peuvent dissimuler la lutte de classe contre les possédants sous de roses perspectives de transformations agraires (fussent-elles démocratiques) qui ne seront qu'un regroupement de classes ou de catégories de possédants.

Jusqu'à présent, dans notre programme, nous réclamions le retour des « otrezki », et nous indiquions dans différents commentaires du programme que ces terres, loin d'être une barrière, sont « une porte pour aller plus loin * », que le prolétariat soutiendra volontiers la paysannerie sur cette voie, mais en restant sans faute sur ses gardes et en surveillant son allié temporaire, le paysan-patron, pour voir s'il ne sort pas ses griffes de propriétaire. A présent,

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 380. (*N.R.*)

devant les événements révolutionnaires, on ne peut s'empêcher de poser la question suivante : n'est-il pas plus opportun d'inscrire un *tel* principe de notre tactique dans le programme même et non dans les commentaires ? Car enfin, le programme est l'expression officielle des conceptions du Parti social-démocrate dans son ensemble, alors que tout commentaire est nécessairement l'opinion plus ou moins personnelle de tel ou tel social-démocrate. Ne serait-il pas plus raisonnable, pour cette raison, de définir plus largement dans le programme notre politique sur ce point, et d'exposer dans les commentaires des questions particulières, certaines revendications, par exemple, les « otrezki » ?

Pour exprimer ma pensée d'une manière plus concrète, je citerai ici la formulation sous laquelle ce point pourrait figurer dans notre programme : (le P. O. S. D. R. réclame avant tout) ... « 4) la formation de comités révolutionnaires paysans pour éliminer tous les vestiges du servage, transformer démocratiquement tous les rapports en général dans les campagnes, prendre des mesures révolutionnaires en vue d'améliorer la situation des paysans, sans reculer devant la confiscation des domaines des propriétaires fonciers. La social-démocratie soutiendra la paysannerie dans toutes ses actions démocratiques révolutionnaires, en défendant l'indépendance des intérêts et de l'organisation du prolétariat rural ».

Cette formulation comprend ce qui jusqu'à présent était d'habitude exposé dans les commentaires ; les « otrezki » passent du programme aux commentaires. Un tel changement a l'avantage de préciser dans le programme le caractère particulier de la position du prolétariat ; or, la clarté dans une matière si importante pèse plus lourd que toutes les difficultés de rédaction (par exemple, celle d'insérer dans le programme, au lieu d'une revendication précise, une explication donnée habituellement dans les commentaires). Il faut d'ailleurs noter que notre programme contient déjà de telles explications : cf., par exemple, le point sur la lutte contre les réformes concernant le renforcement de la tutelle policière et bureaucratique [94]. Un autre avantage, c'est que le programme écarte une fois pour toutes l'idée stupide suivant laquelle la social-démocratie dirait au pay-

san qu'il ne peut et ne doit pas aller au-delà des « otrezki ». Il est indispensable d'écarter cette idée au moyen d'une formulation nette dans le programme, et ne pas se borner à l'expliquer dans les commentaires. La formulation que je propose a peut-être le défaut de n'indiquer aucun moyen déterminé pour exproprier les terres. Mais est-ce là, à proprement parler, un défaut ?

Les social-démocrates, qui ont traité de la question agraire, ont montré, plus d'une fois, combien il est inopportun pour nous de faire de vains projets sur ce point, car la principale mesure de réforme agraire, la nationalisation de la terre, sera forcément déviée *dans un Etat policier* et servira à voiler le caractère de classe du mouvement. Or, toutes les autres mesures visant à transformer les rapports agraires en régime capitaliste ne feront que se rapprocher de la nationalisation, ne seront que des mesures particulières, parmi d'autres possibles, c'est-à-dire des mesures auxquelles la social-démocratie n'a aucune intention de *se limiter*. A l'heure actuelle, les social-démocrates sont contre la nationalisation, et même les socialistes-révolutionnaires, sous l'influence de notre critique, ont adopté une attitude beaucoup plus prudente à l'égard de cette nationalisation (comparer leur projet de programme avec leur ancienne « audace »).

Mais le fait est que le mouvement révolutionnaire nous conduit à une république démocratique, qui constitue une de nos revendications les plus immédiates, avec la suppression de l'armée régulière, etc.

Dans une république démocratique, le peuple une fois armé, d'autres mesures républicaines du même genre étant appliquées, la social-démocratie ne peut s'engager et se lier les mains en ce qui concerne la nationalisation des terres. Ainsi le défaut de ma formulation n'est qu'apparent. En réalité, elle offre un mot d'ordre, conforme au point de vue de classe, pour la période actuelle, de plus, c'est un mot d'ordre parfaitement concret qui laisse toute liberté pour les actions « démocratiques révolutionnaires » qui peuvent s'avérer nécessaires et souhaitables, en cas de développement favorable de notre révolution. A l'heure actuelle, et jusqu'à la victoire complète du soulèvement paysan, un mot d'ordre révolutionnaire doit forcément tenir compte

de l'antagonisme *du paysan et du propriétaire foncier* ; le paragraphe relatif aux « otrezki » souligne ce fait de la manière la plus juste ; or, toutes les « nationalisations », les « transferts de fermage », les « socialisations », etc., (et c'est là leur défaut) méconnaissent et obscurcissent cet antagonisme caractéristique.

Par ailleurs, la formulation que je propose élargit la tâche des comités révolutionnaires paysans jusqu'à « la transformation démocratique de tous les rapports dans les campagnes ». Notre programme propose les comités paysans comme mot d'ordre ; de plus, ils sont définis comme *paysans*, à juste titre, c'est-à-dire comme appartenant à une couche sociale, car un joug social ne peut être aboli que par l'ensemble de la couche opprimée. Mais y a-t-il une raison de limiter les tâches de ces comités à de seules réformes agraires ? Est-ce que, pour les autres transformations, administratives par exemple, etc., il faut créer *d'autres* comités ? Tout le malheur des paysans vient, comme je l'ai déjà indiqué, de la complète incompréhension de l'aspect politique du mouvement. Si l'on réussissait à rattacher, ne serait-ce que dans des cas isolés, les mesures révolutionnaires efficaces des paysans en vue d'améliorer leur situation (confiscation du blé, du bétail, *de la terre*) à la formation et à l'activité de *comités paysans* avec l'approbation sans réserve de ces comités par les partis révolutionnaires (et dans des conditions particulièrement favorables, par le gouvernement révolutionnaire provisoire), on pourrait alors considérer comme gagnée la lutte pour le ralliement des paysans aux côtés de la république démocratique. Sans ce ralliement, toutes les actions révolutionnaires de la paysannerie seront précaires, et tout ce qu'ils auront conquis sera repris facilement par les classes sociales au pouvoir.

Enfin, en ce qui concerne le soutien des mesures « démocratiques révolutionnaires », la formulation proposée trace clairement une frontière entre *l'aspect* trompeur, soi-disant socialiste de mesures comme l'appropriation de la terre par les paysans, et leur véritable contenu démocratique. Si l'on veut comprendre l'importance pour un social-démocrate d'une telle frontière, il suffit de se rappeler l'attitude de Marx et Engels envers le mouvement agraire,

en Amérique par exemple (Marx en 1848 sur Kriege[95] et Engels en 1885 sur Henry George [96]). A présent, bien sûr, personne ne songera à *nier* la lutte des paysans pour la terre, la chasse à la terre (dans les pays de semi-servage ou les colonies). Nous en reconnaissons pleinement la légitimité et le caractère progressiste, mais en même temps nous démasquons son contenu démocratique, c'est-à-dire, *en fin de compte* démocratique-bourgeois ; c'est pourquoi, tout en appuyant ce mouvement, nous faisons, pour notre part, des « réserves » particulières, nous indiquons le rôle « indépendant » de la démocratie *prolétarienne*, les buts spécifiques de la social-démocratie, comme parti de classe, tendant à la révolution socialiste.

Voilà les considérations qui m'ont amené à demander aux camarades de discuter au prochain congrès ma proposition et d'élargir le point correspondant du programme dans l'esprit que j'ai indiqué.

« Vpériod » n°12
du 29 (16) mars 1906.
Signé — n

Conforme au texte du journal

LES FOURBERIES DES BONAPARTISTES

Genève, le 29 (16) mars

Nous venons de recevoir la communication suivante de Tver : « Le 9 mars, on a discuté à la réunion des cercles locaux et du comité en présence d'un représentant du Comité central, de la position à adopter sur le IIIe Congrès du parti, convoqué par le Comité central (appel au parti du 4 mars 1905). On a lu la résolution du comité de Tver : « Saluant l'appel du Comité central du P. O. S. D. R. à se préparer au IIIe Congrès du parti (résolution du Comité central du 4 mars 1905), le comité de Tver a décidé de participer à ce congrès en y envoyant un délégué. Ayant déclaré au représentant du Bureau d'Organisation qu'il participerait au congrès organisé par celui-ci, le comité de Tver estime de son devoir d'indiquer que cette déclaration s'explique du fait que le représentant du Bureau * s'était référé à la résolution du Comité central de considérer le congrès comme régulier. »

La conférence des cercles locaux ne s'est pas jointe à la résolution du comité de Tver. La résolution suivante a été votée à une majorité de 7 voix contre une et une abstention : « Ayant enfin obtenu un appel du Comité central à

---

* Le représentant du Bureau des Comités de la Majorité qui avait présenté un rapport sur le IIIe Congrès, en février, à la réunion du comité de Tver et des cercles locaux nous communique que cette affirmation du comité de Tver est « inexacte ». « Mon rapport, nous déclare-t-il, était basé sur la *déclaration expresse* d'un membre du Comité central, Nikititch [97] : le Comité central *avait l'intention* de proclamer régulier, après accord, le IIIe Congrès convoqué par le Bureau, mais *n'avait pas encore eu le temps*, pour différentes raisons, d'entrer en pourparlers officiels avec le Bureau. »

se préparer à la convocation immédiate du IIIe Congrès, nous saluons cet acte et déclarons que nous avons déjà participé à la préparation du congrès du *parti*, convoqué par le Bureau d'Organisation. Nous ne pouvons donc mettre à profit les propositions contenues dans l'appel du Comité central « Au Parti », du 4 mars, que dans le cas où un accord formel interviendra entre le Comité central et le Bureau d'Organisation » (6 pour, 3 contre). Pour caractériser l'état d'esprit des trois autres qui ont voté contre, je citerai une autre résolution proposée par deux camarades qui ont voté contre : « Saluant la décision du Comité central de convoquer le IIIe Congrès du parti, l'organisation locale lui recommande instamment ainsi qu'au Bureau d'Organisation de se mettre d'accord. S'ils ne s'entendent pas, l'organisation locale se réserve la liberté d'agir. »

Il découle de cette communication : 1) que le Comité de Tver et les cercles locaux, selon l'aveu du comité lui-même, avaient accepté de participer au congrès organisé par le Bureau des Comités de la Majorité ; 2) que par la suite, le comité de Tver, influencé par les nouvelles promesses du Comité central de convoquer le IIIe Congrès, a retiré son accord. Cependant, les cercles locaux n'ont pas suivi le comité et n'ont pas refusé de participer au congrès, déjà convoqué par le Bureau ; 3) que les nouvelles promesses du Comité central pour la convocation du IIIe Congrès ont été données dans « un appel au parti du 4 mars 1905 », qui n'a pas été publié jusqu'à présent et dont nous n'avons pas pris connaissance.

Afin d'apprécier à sa juste valeur la manière d'agir de notre fameux Comité central, rappelons aux camarades, d'une part les statuts du parti, d'autre part, certains faits. Aux termes des statuts, le congrès est convoqué par le *Conseil* et non par le Comité central. Par conséquent, le Comité central fait des promesses dont il ne répond pas. Il promet de faire ce qu'il ne peut pas, selon les statuts. Le Comité central promet ou suppose, mais le Conseil dispose. Les membres du parti, assez naïfs pour écouter les promesses du Comité central et qui connaissent mal les statuts, sont dupés. Comment le Conseil « dispose », c'est ce que montrent les faits. Dans la décision du 8 mars (nouveau style), le Conseil déclare (n° 89 de l'*Iskra*) que, « *en accord*

avec la majorité des militants (peut-être aussi avec le comité de Tver ?), *il estime inopportun de convoquer le congrès du parti à un pareil moment* ». N'est-ce pas encore clair ? N'est-ce pas la preuve que le Conseil trompe le parti, encore et encore, sans vergogne, car il n'a obtenu aucun « accord » de la part de « la majorité des militants » ?

De plus, le 10 mars, c'est-à-dire deux jours après, le Conseil prend une nouvelle décision (n° 91 de l'*Iskra*) dans laquelle il accepte d'envoyer au congrès, convoqué par le Bureau russe des Comités de la Majorité, deux représentants, *mais ne parle pas du tout de donner son accord pour convoquer le congrès.*

Ajoutons que non seulement le Conseil prend officiellement position contre l'opportunité de convoquer le congrès, mais qu'en même temps, *il falsifie les voix en prévision du congrès*, en augmentant le nombre des comités jouissant soi-disant de pleins droits et en refusant de dire au parti quand et quels nouveaux comités il reconnaît confirmés. Dans la décision du Conseil, en date du 8 mars (analysée dans le n° 10 de *Vpériod* *), les comités de Polessié, du Nord-Ouest, du Kouban et de Kazan jouissaient de pleins droits au 1er janvier 1905, alors que les deux derniers comités n'étaient pas du tout confirmés par le Comité central, et que les premiers reçoivent les pleins droits à partir du 1er avril 1905.

Nous demandons aux membres du parti qui veulent non seulement être considérés comme membres, mais l'être réellement : se peut-il qu'ils admettent ce jeu ? Le Conseil truque les voix et se prononce contre le congrès, et le Comité central fait des « promesses » au sujet du congrès en profitant de la naïveté des gens qui ne savent pas que, selon les statuts, ces promesses *ne peuvent pas* avoir de signification formelle ! Est-ce que les faits ne confirment pas *entièrement* ce que nous avons écrit dans le n° 8 de *Vpériod*, du 28 (15) février, lors des premières nouvelles annonçant que le Comité central a « accepté » le congrès ? Remarquons qu'il *s'est écoulé un mois*, que l'*Iskra* a fait paraître les nos 88, 89, 90, 91 et 92 (daté du 10 mars ancien style) sans proférer *un seul mot* sur la question « délicate » d'un

* Voir le présent tome, pp. 224-226. (*N.R.*)

« accord » du Comité central pour la convocation du congrès ! Il ne nous reste plus qu'à répéter ce que nous avons écrit dans le n° 8 de *Vpériod* :

« Nous venons de recevoir une communication qu'on pourrait interpréter comme un accord du Comité central pour la convocation immédiate du congrès. Sans garantir aucunement, pour le moment, l'authenticité de cette nouvelle, nous l'estimons cependant vraisemblable. Le Comité central a combattu le congrès pendant plusieurs mois, liquidant les organisations, boycottant et désorganisant les comités qui se prononçaient pour le congrès. Une telle tactique a échoué. A présent, agissant selon son principe, l'« opportunité est tout, la formalité n'est rien », le Comité central par « opportunité (*c'est-à-dire pour empêcher le congrès*) est prêt à déclarer cent fois, formellement, qu'il est pour la convocation immédiate du congrès. Espérons que ni le Bureau ni les Comités locaux ne se laisseront duper par les simagrées de la « commission Chidlovski » du parti » [98].

Post-Scriptum : Genève, 30 (17) mars. Nous sommes obligés de tenir un véritable journal des fourberies du Comité central. On nous a fait parvenir la lettre suivante adressée par le Comité central au Bureau des Comités de la Majorité :

« Le 4 mars, le Comité central a décidé d'inviter les comités du parti à se préparer au IIIe Congrès, et de prendre, de son côté, des mesures pour convoquer le congrès dans le délai le plus bref.

Comme la convocation aussi prompte que possible et le succès d'un congrès *général* du parti dépendent du travail concerté de tous les camarades et organisations, autant que faire se peut, qui se prononcent *à présent* pour le congrès, le Comité central propose au Bureau d'Organisation des comités de la soi-disant « majorité » de conclure un accord sur cette question et de travailler en commun afin de convoquer le congrès dans le plus bref délai et de réaliser à ce congrès la représentation la plus complète de *tout* le parti. Le 6 mars 1905. Le C. C. du P.O.S.D.R. »

En vérité, la patience des comités de Russie et leur confiance sont infinies ! Pourquoi le Comité central ne publie-t-il pas son appel du 4 mars ? Pourquoi prononce-t-il des phrases hypocrites sur « l'accord » avec le Bureau ? Le Bureau a invité *tout le monde* au congrès, *tout le parti*, il y a plus d'un mois, ouvertement, au grand jour. Le Bureau a répondu depuis longtemps déjà au Comité central que désormais *aucun atermoiement n'est possible*. Celui qui désire

réellement *un congrès général du parti* n'a qu'à venir, et c'est tout. Enfin, quelle signification pourrait avoir un accord entre le Bureau et le Comité central, quand, aux termes des statuts, le congrès doit être convoqué non pas par le C. C. mais par le Conseil qui s'est prononcé contre le congrès?

Il est permis d'espérer qu'à présent *tous* verront le double jeu du Conseil et du Comité central. Et nous sommes sûrs que le Bureau ne reculera pas d'un pas dans sa tâche de convoquer le congrès dans le délai qu'il a déjà *fixé* et *communiqué au Comité central.*

Publié fin mars 1905 en tirage à part du n° 13 de « Vpériod »

Conforme au texte du tirage

RÉVOLUTION DU TYPE DE 1789 OU DU TYPE DE 1848 ?

Une question importante concernant la révolution russe s'exprime en ces termes :

1. Arrivera-t-elle à renverser *complètement* le gouvernement tsariste et à instituer la république ?

2. Ou se bornera-t-elle à limiter, restreindre le pouvoir impérial en établissant une constitution monarchique ?

Autrement dit : aurons-nous une révolution du type de 1789 ou du type de 1848 * ? (Nous disons du *type* pour écarter l'idée absurde de la possibilité d'une répétition des situations sociales, politiques et internationales à jamais révolues de 1789 et de 1848.)

Il est à peu près hors de doute que les social-démocrates doivent souhaiter la réalisation de la première hypothèse et y *tendre*.

Or, la façon dont Martynov pose la question aboutit entièrement au désir suiviste d'une révolution fort modeste. Le deuxième type admis, le « danger » de la prise du pouvoir par le prolétariat et les paysans, danger qui effraye les Martynov, est complètement écarté. Dans la deuxième hypothèse, la social-démocratie doit inévitablement « demeurer dans l'opposition » *même vis-à-vis de la révolution*, — et Martynov entend précisément demeurer dans l'opposition même vis-à-vis de la révolution.

Quel est, demandons-nous, le type le plus probable ?

Arguments en faveur du type 1 : 1) la colère accumulée au sein des classes inférieures de la société russe, leur état

* NB. On pourrait ajouter ici « ou de 1871 » ? Cette question doit être examinée comme *l'objection* qui nous sera probablement faite par nombre de *non*-social-démocrates.

d'esprit révolutionnaire, dans une mesure beaucoup plus forte qu'en Allemagne en 1848 ; nous avons à franchir un tournant *plus brusque*, il n'y a pas eu et il n'y a pas chez nous de degrés intermédiaires *d'aucune sorte* entre l'autocratie et la liberté politique (les zemstvos ne comptent pas), nous avons un despotisme purement asiatique ; 2) une guerre malheureuse rend encore plus probable chez nous un *brusque* effondrement, le gouvernement du tsar étant définitivement embourbé ? 3) la situation internationale nous est plus avantageuse, l'Europe prolétarienne devant rendre impossible l'aide des monarques d'Europe à la monarchie russe ; 4) le développement des partis révolutionnaires conscients, de leurs publications et de leurs organisations est beaucoup plus élevé chez nous qu'il ne l'était en 1789, 1848 et 1871 ; 5) il y a chez nous de nombreuses nationalités opprimées par le tsarisme : Polonais, Finlandais, etc., qui font l'assaut donné à l'autocratie particulièrement vigoureux ; 6) la classe paysanne est chez nous particulièrement ruinée, tombée à une invraisemblable misère et n'a déjà plus rien à perdre.

Toutes ces considérations ne sont naturellement pas absolues. On peut leur en opposer d'autres : 1) il y a chez nous très peu de vestiges de la féodalité ; 2) le gouvernement est plus expérimenté et dispose largement des moyens lui permettant de déceler le danger révolutionnaire ; 3) la guerre gêne la spontanéité d'une explosion révolutionnaire en posant des problèmes étrangers à la révolution. La guerre démontre la faiblesse des classes révolutionnaires russes qui n'étaient pas en état de se soulever sans guerre (cf. *La révolution sociale* de Karl Kautsky) ; 4) nous ne recevons pas d'impulsion révolutionnaire de la part des autres pays ; 5) les mouvements nationaux tendant au démembrement de la Russie sont susceptibles d'arracher à notre révolution la masse de la petite et de la grande bourgeoisie russe ; 6) l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est chez nous beaucoup plus profond qu'il ne l'était en 1789, 1848, 1871 ; aussi la bourgeoisie craindra-t-elle davantage la révolution *prolétarienne* et se jettera-t-elle plus vite dans les bras de la réaction.

Bien entendu, l'histoire seule pourra peser le pour et le contre. Notre affaire à nous, social-démocrates, est de

pousser la révolution bourgeoise aussi loin que possible, sans jamais oublier notre objet *principal* : l'organisation autonome du prolétariat.

Et c'est sur ce point que Martynov tombe dans la confusion. Une révolution complète, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres. Or, *ces classes*, une fois au pouvoir, *ne peuvent pas* ne pas tendre vers une révolution *socialiste*. *Ergo* : La prise du pouvoir, qui ne sera d'abord qu'un acte de la révolution *démocratique*, *devi e n d r a* par la force des choses, contre la volonté (et la conscience parfois) de ses participants, une révolution socialiste. *Dès lors l'effondrement est inévitable*. Et si l'effondrement des tentatives de révolution socialiste est inévitable, nous devons (comme Marx qui prévoyait en 1871 l'inévitable défaite de l'insurrection parisienne) *recommander* au prolétariat *de ne pas s'insurger*, d'attendre, de s'organiser, de *reculer pour mieux sauter* *.

Telle serait la *pensée* de Martynov (et de la nouvelle *Iskra*) s'il l'approfondissait jusqu'au bout.

Rédigé en mars-avril 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

* En français dans le texte. (*N.R.*)

APPEL AU PARTI

Camarades,

Vous savez tous quelle crise grave traverse notre parti depuis plus d'un an et demi. Depuis le IIe Congrès, à cause d'une série d'événements regrettables, les organismes centraux de notre parti à l'étranger, la rédaction de l'Organe central et le Conseil se sont trouvés aux mains des partisans de la minorité du Congrès. Le mécontentement des militants allait croissant et menait à une lutte sourde, acharnée, qui freinait terriblement l'activité de la social-démocratie et sabotait le prestige du parti du prolétariat. Les comités du parti qui voyaient le tort causé par une scission secrète se sont mis à réclamer la convocation du IIIe Congrès, comme seul remède à la crise. La lutte pour le congrès remplit toute la vie du parti depuis le printemps 1904. Le Conseil du parti, établi à l'étranger, s'y opposait par tous les moyens. Le Comité central s'efforçait de contenter la minorité sur la question de cooptation, espérant ramener la paix au sein du parti de cette manière, mais cet espoir, non plus, ne s'est pas réalisé. Au contraire, la lutte s'est accentuée.

Les grands événements qui se sont produits au cours du développement du mouvement ouvrier et de la révolution en Russie, le 9 janvier et ses conséquences, ont créé une situation nouvelle qui exige du parti une mobilisation encore plus grande de ses forces et de son énergie. La nécessité d'un congrès devenait de plus en plus pressante pour la grande majorité des militants de Russie. L'opposition du Conseil établi à l'étranger a provoqué l'élection par plusieurs comités de Russie d'un Bureau spécial pour la convocation du congrès du parti. Dans ces circonstances, le Comi-

té central a estimé de son devoir de parti de se joindre au Bureau des Comités de la Majorité pour convoquer un congrès général immédiatement.

L'exemple suivant rend bien la nécessité de convoquer un congrès, même d'un point de vue strictement formel. Les membres du parti ont appris par le n° 89 de l'*Iskra* que le Conseil du parti dénombre 33 organisations jouissant de pleins droits, les organismes centraux non compris. Par conséquent, même d'après ces chiffres (contestés par un grand nombre de militants qui estiment le nombre d'organisations du parti à 31) il fallait 38 voix pour convoquer le congrès ($33 \times 2 = 66$; $66 + 9 = 75$; $75 : 2 = 37\ ^1/_2$).

Les 13 comités qui ont élu le Bureau des Comités de la Majorité se sont déjà prononcés depuis longtemps pour le congrès. Les comités de l'Oural, de Toula, Voronèje, Samara, du Nord-Ouest, de Smolensk, Kharkov, Kazan, c'est-à-dire 8 comités, se sont joints à ces 13 comités. Ces 21 comités avec les 4 voix du Comité central (2 voix du C. C. et 2 voix de ses délégués au Conseil) donnent $42 + 4 = 46$ voix.

Rédigé fin mars-début avril 1905. Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

LE DEUXIÈME PAS

Dans le n° 11 de *Vpériod* nous avons salué le premier pas du Conseil du parti *, demeuré sans parti. Nous nous demandions : Le Conseil aura-t-il ou n'aura-t-il pas suffisamment de sagesse et d'honnêteté pour faire un deuxième pas sur la nouvelle voie ? Nous venons de recevoir de Russie la nouvelle que *c'est le Comité central qui a fait le deuxième pas.* Voici les documents qui peuvent être publiés immédiatement sur cette affaire.

1) Appel du Comité central au parti en date du 4 mars 1905.

APPEL AU PARTI

Camarades ! La Révolution en Russie a commencé ! Le prologue a irréfutablement démontré que la force principale, celle dont dépend l'issue, en est le prolétariat des villes. Cependant, la victoire de la révolution, l'organisation méthodique de la lutte révolutionnaire des masses populaires et surtout le maximum de résultats de la révolution favorables au prolétariat dépendent, dans une mesure considérable, de l'état réel des forces et de l'organisation de notre parti. L'histoire fait peser sur notre parti une responsabilité morale et politique devant le prolétariat russe, devant tout notre peuple, enfin devant le prolétariat du monde entier. Dans son état actuel, notre parti est incapable d'accomplir sa tâche dans la mesure nécessaire et possible, compte tenu de l'état des forces dont dispose potentiellement la social-démocratie russe. Estimant inopportun et vain à l'heure actuelle d'élucider, documents en mains, dans quelle mesure certains membres en vue, des groupes influents et des organismes entiers du parti étaient guidés dans leur activité au sein du parti par des raisons politiques profondes ou par leurs arguties d'intellectuels (en un mot, laissant de côté la question de savoir qui et dans quelle mesure est responsable de la désorganisation profonde du parti), le Comité central, ayant conscience de la lourde responsabilité qui lui

* Voir le présent tome, pp. 238-243. (*N.R.*)

incombe, annonce au parti tout entier sa ferme décision de faire tout ce qui dépend de lui pour assurer au parti l'indispensable unité et prévenir une scission définitive. Une série de nouvelles questions se pose à la social-démocratie russe presque tous les jours par suite du développement de la révolution. Nombre de ces problèmes sont à peine indiqués dans notre tactique car elle a été élaborée surtout pour le temps « de paix ». D'autres questions ne trouvent pas de réponses dans l'expérience antérieure du parti, car elles sont dues à des circonstances récentes. Les publications du parti sont naturellement une aide, mais les solutions qu'elles offrent ne satisfont pas toujours les militants locaux en ce qu'elles ne sont pas toujours complètes, concordantes, et n'ont pas une autorité universellement reconnue. Ces derniers temps, un grand nombre de comités qui se sont réunis après avoir tenu des conférences privées, ont adopté une politique de méfiance à l'égard des organes centraux du parti, créés aux termes des statuts votés au IIe Congrès, et sont allés jusqu'à former leur propre centre, leur propre organe ; à l'heure actuelle, ils préparent la convocation de leur propre congrès. Enfin, cet été, ce sera le moment fixé par les statuts de convoquer le IIIe Congrès régulier. Dans ces circonstances, le Comité central estime que le seul et dernier remède pour prévenir une scission est *la convocation d'un congrès de tout le parti, dans l'avenir le plus proche.*

Persuadé que les résultats fructueux des travaux du congrès touchant l'étude des graves problèmes posés au parti par l'actualité politique aussi bien que la réalisation d'une véritable unité solide du parti, dépendront entièrement d'une représentation pleine et entière au congrès de toutes les tendances importantes et influentes, le Comité central a décidé aux termes des statuts, afin d'assurer cette représentation, d'user largement de son droit d'inviter au congrès des camarades ayant une voix consultative. Etant donné que la querelle qui déchire le parti a amené, dans certains endroits, des groupes importants à se détacher des comités, et que dans certains autres, elle a provoqué un antagonisme brutal entre les comités et les régions, le Comité central propose d'envoyer leurs représentants au congrès avec voix consultative : 1) à tous les groupes qui se sont séparés des comités avant le 1er mars ; 2) à tous les cercles locaux des centres industriels importants, où il y a au moins 20 000 ouvriers dans le rayon d'action du comité et où plus de la moitié des membres des cercles exprimeront leur défiance à l'égard du comité local en ce qui concerne le choix d'un délégué au congrès.

Remarque. Le Comité central propose de considérer comme membres des cercles locaux les seuls camarades qui, faisant partie d'une organisation relevant d'un comité, accomplissent un travail révolutionnaire actif de propagande, d'agitation, d'organisation, qui écrivent, impriment et diffusent les publications du parti, sous la direction et le contrôle du comité. De plus, comme le congrès est convoqué par le Conseil, aux termes des statuts, le Comité central, invitant les comités locaux à se prononcer pour la convocation du IIIe Congrès, seul remède à présent pour assurer l'unité du parti, soutiendra de son côté, par ses représentants au Conseil, sa décision de convoquer immédiatement le congrès, et prendra sans retard une série de mesures

pratiques à cette fin. Le Comité central déclare en outre qu'il fera tout son possible pour faire participer à la réalisation de cette tâche « le Bureau d'Organisation » qui a été créé dans ce but, sur l'initiative de quelques comités, et dont le travail préparatoire peut accélérer et faciliter la convocation du congrès.

Remarque. On devra préciser en commun les détails de la participation du « Bureau d'Organisation » des comités de la soi-disant « majorité » à la préparation du congrès. Considérant la convocation *immédiate* d'un congrès général du parti, comme le dernier moyen de prévenir une scission et de créer l'unité de fait du parti, laquelle peut seule nous donner la force nécessaire pour accomplir les tâches immenses qui se posent à la social-démocratie russe, le Comité central appelle tous les membres du parti à s'associer à la préparation la plus énergique du *Congrès dans l'immédiat.*

Le 4 mars 1905 Le C.C. du P.O.S.D.R.

2) La lettre du Comité central au Bureau des Comités de la Majorité, en date du 6 mars 1905

Le 4 mars, le Comité central a décidé de convier les comités du parti à se préparer au IIIe Congrès du parti ; il a décidé de prendre, de son côté, des mesures pour convoquer le congrès dans le plus bref délai possible.

Etant donné que le succès du congrès *général du parti* et sa prompte convocation dépendent du travail concerté dans la mesure du possible de tous les camarades et organisations qui se prononcent *maintenant* pour le congrès, le Comité central propose au Bureau d'Organisation des comités de la soi-disant « majorité » de conclure un accord sur ce point et de travailler en commun afin d'assurer la prompte convocation du congrès et la représentation la plus complète de *tout* le parti.

Le 6 mars 1905 Le C.C. du P.O.S.D.R.

3) Appel commun du Comité central et du Bureau des Comités de la Majorité, du 12 mars 1905.

AU PARTI

Le Comité central et le Bureau des Comités de la Majorité qui ont pris sur eux l'initiative de convoquer le IIIe Congrès du parti, informent toutes les organisations que, étant donné la nécessité pressante de convoquer immédiatement le IIIe Congrès pour établir la tactique commune et l'unité d'organisation du parti, ils sont parvenus à un accord concernant l'organisation en commun du congrès sur les bases suivantes :

1) Le congrès est convoqué sur la base des programmes exposés dans les déclarations du Comité central et du Bureau des Comités de la Majorité, et dont découle l'ordre du jour suivant :

a) constitution du congrès, b) questions de tactique du parti, c) questions de l'organisation du parti : 1) organisation des centres ;

2) organisation des comités ; 3) rapports des différents organismes du parti et de leurs sections, d) rapports, e) élections.

2) Toutes les organisations du parti qui bénéficient d'une voix délibérative selon les statuts du IIe Congrès sont invitées au congrès (c'est-à-dire les 4 comités du Caucase, les comités de Moscou, Pétersbourg, Tver, Toula, Nijni-Novgorod, du Nord, de Kiev, Odessa, Ekatérinoslav, Kharkov, du Don, de Voronèje, Nikolaïev, Saratov, Samara, du Nord-Ouest, du Polessié, d'Astrakhan, la Ligue ; les unions du Donetz, de Crimée, de l'Oural et de Sibérie*) et toutes les autres sont invitées avec voix consultative.

3) Le travail d'organisation pour la convocation du IIIe Congrès du parti accompli jusqu'ici par le Bureau des Comités de la Majorité est approuvé.

4) Désormais, la préparation du congrès sera poursuivie en commun par le Bureau des Comités de la Majorité et le Comité central qui forment un Comité d'organisation.

5) Le Comité central et le Bureau des Comités de la Majorité ne considèrent pas la résolution du Conseil du parti contre la convocation du IIIe Congrès du parti publiée dans le n° 89 de l'*Iskra* comme une raison pour arrêter le travail d'organisation du congrès.

Le 12 mars 1905

L'accord du Comité central et du Bureau des Comités de la Majorité, également du 12 mars 1905, ne sera pas publié pour le moment.

* * *

Ainsi, nous pouvons fêter une victoire morale complète ! La Russie a battu les émigrés. L'esprit de parti a vaincu l'esprit de coterie. A la dernière minute, le Comité central s'est rendu compte que le congrès convoqué par le Bureau des Comités de la Majorité était le véritable congrès du parti et s'est joint à lui. Le Comité central a eu, à la dernière minute, suffisamment de courage civique pour rejeter sa politique antiparti et s'élever contre le Conseil qui réside à l'étranger. Aux termes des statuts de notre parti, le congrès doit être convoqué par le Conseil et non par le Comité central. Par conséquent, parlant juridiquement, aucune déclaration, aucun accord du Comité central sur cette question n'a de valeur. Mais, dès l'instant où le Conseil a enfreint les statuts et refusé de rendre des comptes au congrès, les comités non seulement pouvaient, mais

* En ce qui concerne les comités de Riga, Smolensk, Koursk, Orel, Briansk, Kazan, Krémentchoug, Elizavetgrad et du Kouban, voir le paragraphe 3 de l'accord conclu par le Comité central et le Bureau des Comités de la Majorité.

devaient prendre sur eux l'initiative du congrès, et le Comité central, en reconnaissant le Bureau élu par les comités, a refusé de suivre ainsi l'exemple malheureux du Conseil du parti qui est resté sans parti.

Nous ne pouvons pas nous prononcer maintenant sur les questions concrètes de l'accord entre le Comité central et le Bureau des Comités de la Majorité. Toutes ces questions, ainsi que celle de l'ordre du jour, de la composition du congrès, etc., ne peuvent être réglées, évidemment, que par le congrès lui-même. Nous nous bornerons donc à souhaiter bonne chance au congrès, et à lancer un appel à tous les camarades : se mettre immédiatement et de la manière la plus énergique à préparer le congrès sur tous les plans. Il ne nous reste plus qu'à reprendre en conclusion ce que nous avons dit dans le n° 11 de *Vpériod* : « ...nous sommes arrivés... tout près d'une issue possible, nette et sans équivoque, de la crise * ».

« Vpériod » n° 13
du 5 avril (23 mars) 1905

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, p. 243. (*N.R.*)

LE CAPITAL EUROPÉEN ET L'AUTOCRATIE

La presse social-démocrate a déjà maintes fois indiqué que le capital européen sauve l'autocratie russe. Sans emprunts étrangers, celle-ci ne pourrait pas tenir. La bourgeoisie française était surtout intéressée à soutenir son alliée militaire tant que les versements des intérêts des emprunts s'effectuaient avec régularité. Et les bourgeois français ont avancé au gouvernement autocratique la somme rondelette de *10 milliards de francs environ* (près de 4 milliards de roubles).

Mais... il n'y a rien d'éternel sous le soleil ! La guerre avec le Japon a, en révélant toute la gangrène de l'autocratie, sapé à la fin son crédit même aux yeux de la bourgeoisie française « amie et alliée ». D'abord, la guerre a montré la faiblesse militaire de la Russie ; ensuite, une série ininterrompue de défaites, d'une gravité croissante, a montré que la guerre est désespérée, et le système de gouvernement fondé sur l'autocratie condamné à une faillite inéluctable et complète ; en troisième lieu, la croissance impressionnante du mouvement révolutionnaire en Russie a fait naître dans la bourgeoisie européenne la peur mortelle d'une explosion qui pourrait incendier l'Europe également. Au cours des dernières décennies, des montagnes d'explosifs se sont accumulées. Et ces diverses circonstances prises ensemble ont enfin amené le refus de nouveaux crédits. L'autocratie a échoué dans sa récente tentative de contracter, comme de coutume, un emprunt en France ; d'une part, le capital n'a déjà plus foi en l'autocratie ; de l'autre, craignant la révolution, il veut exercer une pression sur l'autocratie afin de l'obliger à conclure la paix avec le Japon et avec la bourgeoisie libérale du pays même.

Le capital européen spécule sur la paix. La bourgeoisie commence à comprendre, non seulement en Russie mais aussi en Europe, le lien entre la guerre et la révolution ; elle commence à craindre un vrai mouvement populaire, victorieux, contre le tsarisme. La bourgeoisie veut maintenir « l'ordre social » d'une société fondée sur l'exploitation, elle veut lui épargner les secousses excessives, elle veut maintenir la monarchie russe sous la forme d'une monarchie constitutionnelle ou pseudo-constitutionnelle, et c'est pourquoi, guidée par des intérêts antiprolétariens et antirévolutionnaires, elle spécule sur la paix. Ce fait indéniable nous montre avec évidence qu'une question aussi « simple » et claire que celle de la guerre et de la paix ne peut pas être bien posée si l'on perd de vue l'antagonisme de classes de la société moderne, si l'on perd de vue que la bourgeoisie défend avant tout et par-dessus tout, dans toutes ses actions, aussi démocratiques et humanitaires qu'elles paraissent, ses propres intérêts de classe, les intérêts de la « paix sociale », c'est-à-dire la répression et le désarmement de toutes les classes opprimées. La façon dont le prolétariat pose la question de la paix doit donc, non moins nécessairement, différer, et diffère, de celle de la bourgeoisie démocratique, comme c'est le cas quand il s'agit de la liberté du commerce, de l'anticléricalisme, etc. Le prolétariat combat et combattra toujours inflexiblement la guerre, sans oublier pourtant, un seul instant, que la fin des guerres n'est possible qu'avec l'abolition complète de la division de la société en classes, que l'on ne peut, tant que la domination de classe est maintenue, juger la guerre du seul point de vue sentimental et démocratique, qu'il faut, quand une guerre met aux prises des nations exploiteuses, distinguer entre le rôle de la bourgeoisie progressiste et celui de la bourgeoisie réactionnaire de chaque nation donnée. La social-démocratie russe a dû appliquer ces principes généraux du marxisme à la guerre avec le Japon. Nous avons indiqué, en étudiant la portée de cette guerre (voir dans le n° 2 de *Vpériod* « La chute de Port-Arthur » *), à quel point nos socialistes-révolutionnaires (qui blâment Guesde et Hyndman pour s'être montrés sym-

* Voir le présent tome, pp. 45-46. (*N.R.*)

pathisants envers le Japon) et aussi le groupe de la nouvelle *Iskra* ont versé dans l'erreur de la démocratie bourgeoise. Parmi les gens de la nouvelle *Iskra*, cette erreur s'est traduite par des raisonnements d'abord sur « la paix *à tout prix* », ensuite sur le caractère inadmissible d'une « spéculation sur la victoire de la bourgeoisie japonaise ». Ces deux raisonnements n'étaient dignes que d'un démocrate bourgeois qui pose les questions politiques sur le terrain sentimental. La réalité montre aujourd'hui que « la paix *à tout prix* » est devenue le mot d'ordre des boursiers européens et des réactionnaires russes (le prince Méchtcherski indique nettement, d'ores et déjà, dans le *Grajdanine*[99], que la paix est nécessaire au salut de l'autocratie). La spéculation sur la paix aux fins de répression de la révolution est apparue en pleine lumière comme celle d'un réactionnaire, à l'opposé de la spéculation de la bourgeoisie *progressiste* sur la victoire de la bourgeoisie japonaise. Les phrases de la nouvelle *Iskra* contre la « spéculation » en général ne sont, on le voit, que des phrases sentimentales qui n'ont rien de commun avec le point de vue de classe et l'analyse des forces en présence.

Les événements qui ont montré le nouveau visage de la bourgeoisie réactionnaire sautaient tellement aux yeux que maintenant l'*Iskra*, elle-même, commence à comprendre son erreur. Alors que notre article du n° 2 de *Vpériod* lui faisait « montrer les dents » dans son n° 83, nous lisons maintenant avec plaisir dans son n° 90 (éditorial) : « On ne peut pas *se borner* à exiger la paix parce que la paix jointe au maintien de l'autocratie signifierait la perte du pays. » Voilà qui est bien : on ne peut pas se borner à exiger la paix, car la paix du tsar n'est pas meilleure (elle est parfois pire) que sa guerre ; on ne peut pas formuler le mot d'ordre de « paix à tout prix », on ne peut parler de paix qu'en relation avec la chute de l'autocratie, d'une paix faite par le peuple émancipé, par une libre Assemblée constituante, c'est-à-dire d'une paix conclue non à tout prix, mais exclusivement au prix du renversement de l'absolutisme. Espérons que l'*Iskra* l'ayant compris comprendra aussi l'inopportunité de ses tirades de haute morale contre la spéculation sur la victoire de la bourgeoisie japonaise.

Mais revenons au capital européen et à sa « spéculation » politique. L'aventure édifiante que voici montre à quel point la Russie tsariste le redoute. L'organe de la bourgeoisie conservatrice anglaise, le *Times*, a publié un article intitulé : « La Russie est-elle solvable ? ». L'article analysait en détail « l'habile mécanique » des stratagèmes financiers de MM. Witte, Kokovtsev et Cie. Leur administration est perpétuellement en déficit. Ils ne se tirent d'affaire qu'en s'endettant de plus en plus. Le produit des emprunts est versé, dans l'intervalle entre deux emprunts, au trésor, et la « réserve d'or » est triomphalement désignée sous le nom de « fonds disponibles ». L'or prêté sert à démontrer à tous et à chacun la richesse et la solvabilité de la Russie ! Rien d'étonnant que le négociant anglais compare ce stratagème au truc des fameux escrocs Humbert qui exhibaient les valeurs empruntées ou escroquées (ou encore un coffre-fort qu'ils prétendaient rempli) afin de conclure de nouveaux emprunts ! « Les fréquentes apparitions du gouvernement russe sur les marchés continentaux en qualité d'emprunteur, écrivait le *Times*, ne sont pas déterminées par le manque de capitaux, par les besoins de la production ou par des dépenses temporaires et exceptionnelles, mais presque exclusivement par le déficit normal du revenu national. Et cela veut dire que la Russie s'achemine tout droit à la banqueroute. Sa balance nationale l'oblige à s'endetter de plus en plus, d'année en année. Ses dettes étrangères dépassent les ressources de la nation et ne sont pas réellement garanties. Sa réserve d'or est un colossal coffre-fort Humbert dont les fameux millions escroqués servent à continuer l'escroquerie. »

Malin, n'est-ce pas ? Choisir une victime, lui emprunter son argent, lui montrer ensuite ce même argent comme preuve de richesse afin de lui emprunter encore et sans cesse !

La comparaison avec la fameuse famille d'escrocs Humbert était si juste et clouait si bien au pilori les fameuses « disponibilités » du trésor, quant « au fond » et au sens, que l'article du grand organe conservateur a fait du bruit. Le ministre des Finances, Kokovtsev, a lui-même adressé au *Times* une dépêche que ce journal s'est empressé de publier (le 23/10 mars). Kokovtsev offensé y invitait la ré-

daction du *Times* à venir à Pétersbourg pour se rendre compte personnellement de l'importance des réserves d'or. La rédaction a remercié et décliné cette gracieuse invitation pour la simple raison que l'article qui blessait le serviteur du tsar ne contestait nullement l'existence de la réserve d'or. La comparaison avec les Humbert ne voulait pas dire que la Russie n'a pas la réserve d'or qu'elle prétend avoir, mais que cette réserve est, en réalité, formée de fonds appartenant à des étrangers, empruntés sans garanties, qui ne démontrent nullement la richesse de la Russie, et qu'il est ridicule d'invoquer pour conclure de nouveaux emprunts !

M. Kokovtsev, n'ayant pas compris le *sel* d'une comparaison méchante et spirituelle, a fait rire le monde entier avec sa dépêche. Les journalistes ne sont pas tenus de vérifier les réserves d'or des banques, a répondu le *Times* au ministre russe des Finances. Le devoir de la presse était, à la vérité, de révéler le bon tour exécuté à l'aide de ces « réserves d'or » réellement existantes, mais fictivement employées à prouver la richesse du pays. Il ne s'agit pas, disait le *Times*, faisant la leçon au ministre à propos de sa comique dépêche, il ne s'agit pas de savoir si vous avez ou non cette réserve d'or. Nous croyons que vous l'avez. Il s'agit de savoir quel est votre actif et quel est votre passif ? Quelle est la somme de vos dettes et la garantie de ces dettes ? Ou, parlant plus simplement, cette réserve que vous avez, vous appartient-elle ou est-elle empruntée, due, sans que vous ayez d'ailleurs de quoi rembourser toute votre dette ? Et les bourgeois anglais, se gaussant de ce nigaud de ministre, de lui rabâcher sur tous les tons cette chose qui n'a rien de sorcier, et d'ajouter d'un ton sentencieux : si vous cherchez quelqu'un pour vérifier votre crédit et votre débit, pourquoi ne vous adresseriez-vous pas aux représentants du peuple russe ? Les représentants du peuple veulent justement se réunir à présent en une Assemblée des zemstvos ou en une Assemblée nationale, nous ne savons trop comment on l'appelle chez vous. Ils ne refuseront certainement pas de vérifier *comme il faut* non seulement la fameuse « réserve d'or », mais encore *toutes* les finances de l'autocratie. Et ils sauront à coup sûr mener à fond cette révision, avec une compétence parfaite.

« Mais, peut-être, achevait sarcastiquement le *Times*, peut-être la conviction que l'assemblée représentative insistera sur son droit de procéder à cette révision, peut-être cette conviction fait-elle précisément craindre au gouvernement du tsar la réunion d'une assemblée de ce genre, dans le cas tout au moins où les pouvoirs de celle-ci seraient tant soit peu réels ? »

La question est venimeuse. D'autant plus venimeuse, d'autant plus significative qu'elle n'est pas posée en réalité par le *Times*, mais par la *bourgeoisie européenne* tout entière ; qu'elle n'est pas posée pour les besoins de la polémique, mais qu'elle exprime nettement la défiance envers l'autocratie, le désir de ne plus lui accorder de prêts, l'aspiration à traiter avec une représentation légitime de la bourgeoisie russe. Ce n'est pas une question, c'est un avertissement. Ce n'est pas une raillerie, c'est un *ultimatum*, celui du capital européen à l'autocratie russe. Si les alliés du Japon, les Anglais, donnent à cet ultimatum la forme du sarcasme, les alliés de la Russie, les Français, représentés par leur journal le plus conservateur et le plus bourgeois, le *Temps*, tiennent le même langage avec plus de douceur, en dorant la pilule, mais en se refusant tout de même, au fond, à prêter davantage, et en conseillant à l'autocratie de faire la paix avec le Japon et avec les libéraux bourgeois de Russie. Voici encore une autre voix, celle d'une revue anglaise non moins représentative, *The Economist* : « On commence enfin à prendre conscience en France de la vérité sur les finances russes. Nous avons maintes fois dit que la Russie vit depuis longtemps sur les emprunts, que ses budgets sont clos d'année en année, en dépit des déclarations optimistes de tous ses ministres successifs des Finances, avec de gros déficits, très habilement dissimulés, il est vrai, grâce à des subterfuges de comptabilité ; et qu'enfin toutes les fameuses « disponibilités » sont principalement formées par les emprunts et par une partie des dépôts faits à la banque d'Etat. » A ces amères vérités dites à l'autocratie russe, cette revue financière croit devoir ajouter des consolations bourgeoises : si vous réussissez maintenant à faire promptement la paix et de bonnes petites concessions aux libéraux, l'Europe recommencera sans nul doute à vous prêter des millions et des millions.

Nous assistons à ce qu'on pourrait appeler la spéculation de la bourgeoisie internationale tendant à préserver la Russie d'une révolution, et le tsarisme d'une faillite complète. Les spéculateurs exercent une pression sur le tsar en lui refusant l'emprunt. Ils font agir leur force, le sac d'écus. Ils veulent en Russie un régime bourgeois constitutionnel (ou pseudo-constitutionnel) ponctuel et modéré. Ils forment de plus en plus étroitement, sous l'influence des événements qui se précipitent, une seule alliance bourgeoise contre la révolution. On y trouve, malgré les différences de nationalités, les boursiers français et les magnats anglais, les capitalistes allemands et les marchands russes. L'*Osvobojdénié* travaille dans l'esprit de ce parti bourgeois très modéré. Exposant dans son n° 67 le « programme du parti démocrate », reconnaissant même (est-ce pour longtemps ?) le suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret (l'armement du peuple est passé modestement sous silence !), M. Strouvé termine sa nouvelle *profession de foi* * par cette déclaration caractéristique publiée « pour faire plus d'impression » en caractères gras : « A l'heure actuelle, il faut exiger la fin immédiate de la guerre en dehors et *au-dessus du programme de tout parti progressiste* russe. Cela veut dire pratiquement que *le gouvernement actuel de la Russie* doit — par l'intermédiaire de la France — entamer avec le gouvernement japonais des négociations de paix. » Il serait difficile, semble-t-il, de faire mieux ressortir la différence entre la revendication de mettre fin à la guerre, telle que la bourgeoisie démocrate la formule, et telle que la formule la social-démocratie. Le prolétariat révolutionnaire ne situe pas cette revendication « au-dessus du programme » ; il ne s'adresse pas au « Gouvernement actuel de la Russie », mais à la libre Assemblée constituante du peuple, vraiment souveraine. Le prolétariat révolutionnaire ne « spécule » pas sur le rôle intermédiaire de la bourgeoisie française qui veut la paix à des fins manifestement antirévolutionnaires et contraires aux intérêts du prolétariat.

C'est enfin avec ce même parti international de la bourgeoisie modérée que marchande maintenant, au fond,

* En français dans le texte. (*N.R.*)

M. Boulyguine, gagnant habilement du temps, fatiguant l'adversaire, le nourrissant de promesses, ne lui donnant absolument rien de positif, laissant tout, mais absolument tout en l'état actuel dans le pays, à commencer par l'envoi de troupes contre les grévistes pour finir par les lâches excitations prodiguées parmi les paysans contre les intellectuels et par la fustigation bestiale des paysans révoltés, en passant par l'arrestation des suspects et les mesures contre la presse. Mais les libéraux mordent à l'hameçon, il en est même qui commencent déjà à croire à Boulyguine, et M. Kouzmine-Karavaïev s'efforce, à la Société juridique, de convaincre les milieux libéraux qu'il faut sacrifier le suffrage universel aux... aux... aux beaux yeux de M. Boulyguine [100] !

Il n'est qu'une force qui puisse s'opposer à l'internationale de la bourgeoisie conservatrice modérée, c'est l'internationale du prolétariat révolutionnaire. Elle s'est déjà complètement formée quant à la solidarité politique. Pour ce qui est du côté pratique et de l'initiative révolutionnaire, tout dépend à cet égard de la classe révolutionnaire de Russie et du succès de son action démocratique commune dans la bataille décisive où elle est appelée à combattre côte à côte avec les millions de pauvres des villes et des campagnes.

« Vpériod » n°13
du 5 avril (23 mars) 1905

Conforme au texte du journal

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE [101]

Rédigé fin mars-début avril 1905.
Publié le 5 et le 12 avril (23 et 30 mars) 1905 dans le journal « Vpériod » nos 13 et 14

Conforme au manuscrit

I

Il y a cinq ans à peine, le mot d'ordre « A bas l'autocratie ! » semblait prématuré à bien des social-démocrates, incompréhensible pour le gros des ouvriers. Ces social-démocrates-là étaient classés avec raison parmi les opportunistes. On ne se lassait pas de leur expliquer et on a fini par leur faire entendre qu'ils retardaient sur le mouvement, qu'ils ne comprenaient pas le rôle du parti, avant-garde, guide et organisateur de la classe, représentant de l'ensemble du mouvement, de ses buts principaux et essentiels. Ces buts peuvent être voilés provisoirement par l'action quotidienne, mais ils ne doivent jamais perdre, pour le prolétariat militant, leur signification et cesser d'être leur étoile conductrice.

Or, le moment est venu où la flamme révolutionnaire a gagné le pays entier, où les incrédules mêmes croient à la nécessité inéluctable du renversement imminent de l'autocratie. Mais, par une ironie de l'histoire, semble-t-il, la social-démocratie a encore une fois affaire aux mêmes tentatives réactionnaires et opportunistes de ramener le mouvement en arrière, de rabaisser ses objectifs, d'obscurcir ses mots d'ordre. La polémique avec les auteurs de ces tentatives devient la tâche de l'heure et acquiert (contre l'opinion de très nombreuses personnes qui détestent les polémiques au sein du parti) une énorme importance *pratique*. C'est que plus nous approchons de nos objectifs politiques immédiats, et plus la nécessité est grande de les comprendre d'une façon absolument claire, plus sont nuisibles les équivoques, les réticences ou les insanités.

Or, il y a pas mal d'insanités parmi les social-démocrates de la nouvelle *Iskra* ou (ce qui revient presque au même)

du *Rabotchéié Diélo*. A bas l'autocratie — tout le monde est d'accord là-dessus, non seulement tous les social-démocrates, mais encore tous les démocrates, et même tous les libéraux, à en croire leurs déclarations actuelles. Mais qu'est-ce à dire ? Comment doit être renversé le gouvernement actuel ? Qui doit convoquer l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel, etc., dont les gens, même de l'*Osvobojdénié*, sont prêts à faire aujourd'hui leur mot d'ordre (voir le n° 67 de leur revue)? Quel sera le vrai moyen de garantir de libres élections exprimant les intérêts de la nation ?

Qui ne peut se donner à lui-même une réponse claire et précise à ces questions ne comprend pas le mot d'ordre : A bas l'autocratie ! Or, ces questions nous amènent inévitablement à celle du gouvernement révolutionnaire provisoire ; il n'est pas difficile de comprendre que sous un régime autocratique des élections populaires et vraiment libres à l'Assemblée constituante, le suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret, pleinement assuré, sont non seulement improbables, mais tout simplement impossibles. Si nous réclamons sérieusement le renversement immédiat du gouvernement autocratique, nous devons comprendre clairement *par quel autre gouvernement* nous entendons le remplacer. Autrement dit comment concevons-nous l'attitude de la social-démocratie à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire ?

Ici les opportunistes de la social-démocratie actuelle, c'est-à-dire les gens de la nouvelle *Iskra*, tirent le parti en arrière aussi énergiquement que le faisaient, il y a cinq ans, ceux du *Rabotchéié Diélo* à propos de la lutte politique en général. Leurs idées réactionnaires sont exposées plus complètement que partout ailleurs dans la brochure de Martynov *Deux dictatures*, recommandée et approuvée dans une note spéciale de l'*Iskra* (n° 84) et sur laquelle nous avons déjà appelé plus d'une fois l'attention de nos lecteurs.

Dès le début, Martynov cherche à nous épouvanter en évoquant à nos yeux la terrible perspective suivante : Si une forte organisation de la social-démocratie révolutionnaire pouvait « commander à date fixe et réaliser l'insurrection armée du peuple tout entier » contre l'autocratie,

ce dont rêvait Lénine, « n'est-il pas évident que la volonté unanime du peuple porterait, au lendemain même de la révolution, ce parti au gouvernement provisoire ? N'est-il pas évident que le peuple confierait à ce parti, et à nul autre, les destinées immédiates de la révolution ? »

C'est incroyable, mais c'est ainsi. L'historien futur de la social-démocratie russe constatera avec étonnement que les Girondins de la social-démocratie ont, dès le début de la révolution russe, présenté au prolétariat révolutionnaire cette perspective comme un *épouvantail* ! Tout le contenu de la brochure de Martynov (ainsi que de nombreux articles ou fragments d'articles de la nouvelle *Iskra*) se réduit à la peinture en vives couleurs des « horreurs » de cette perspective. Le théoricien le plus autorisé de la nouvelle *Iskra* y voit avec effarement la « prise du pouvoir », et les épouvantails du « jacobinisme », du bakouninisme, du tkatchévisme [102] et d'autres « ismes » terribles que les vieilles bonnes femmes qui gravitent autour de la révolution emploient volontiers pour faire peur aux petits enfants de la politique. Ce n'est évidemment pas sans « citer » Marx et Engels. Pauvres Marx et Engels, combien n'a-t-on pas abusé de leurs textes ! Vous vous en souvenez : cette vérité que « toute lutte de classe est une lutte politique [103] » était jadis invoquée pour *justifier* l'étroitesse et l'état retardataire de *nos* objectifs politiques et de nos procédés d'agitation et de lutte politique ! On fait maintenant d'Engels un faux témoin du suivisme. Engels a écrit dans *La guerre des paysans en Allemagne* : « Le pis qui puisse arriver au chef d'un parti extrême, c'est d'être obligé de prendre le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour les mesures que réclame cette domination. » Il suffit de lire attentivement ce début de la longue citation produite par Martynov pour comprendre comment notre « suiviste » altère la pensée de l'auteur. Engels parle du *pouvoir assurant la domination d'une classe*. N'est-ce pas clair ? En ce qui concerne le prolétariat, il s'agit donc du pouvoir *qui assure la domination du prolétariat*, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat pour l'accomplissement de la révolution socialiste. Martynov ne le comprend pas : il confond le gouvernement révolutionnaire provisoire, à l'épo-

que du renversement de l'autocratie, avec la domination assurée du prolétariat à l'époque du renversement de la bourgeoisie ; il confond la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie avec la dictature socialiste de la classe ouvrière. La suite de la citation d'Engels rend pourtant sa pensée plus claire encore. Le chef du parti extrême, dit-il, sera obligé de « défendre les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de se défaire de sa classe au moyen *de phrases, de promesses et d'assurances tendant à lui démontrer que les intérêts d'une autre classe sont les siens propres.* Celui qui s'est mis dans cette *fausse situation* est irrémédiablement perdu [104] ».

Les passages soulignés indiquent clairement qu'Engels met en garde contre la fausse situation qui résulte de l'incompréhension par un chef des véritables intérêts de « sa » classe et du véritable contenu social de la révolution. Prenons, pour plus d'évidence, un simple exemple, qui présente cette vérité toute mâchée à notre profond Martynov. Quand les narodovoltsy, qui croyaient représenter les intérêts du « travail », se persuadaient eux-mêmes et persuadaient les autres que les 90% des paysans, dans la future Assemblée constituante, seraient socialistes, ils se mettaient dans une situation fausse qui devait inévitablement les conduire à leur perte politique définitive, car « ces promesses et ces assurances » ne correspondaient pas à la réalité objective. En fait, ils auraient défendu les intérêts de la démocratie bourgeoise, « les intérêts d'une autre classe ». Ne commencez-vous pas à comprendre un peu, mon cher Martynov ? Quand les socialistes-révolutionnaires présentent les réformes agraires imminentes comme une « socialisation », comme une « transmission de la terre au peuple », comme le commencement de la « jouissance égalitaire », ils se mettent dans une fausse situation qui aboutira inévitablement à leur perte politique définitive, car les réformes qu'ils réclament assureront justement la domination d'*une autre classe*, de la bourgeoisie rurale. Leurs phrases, leurs promesses et leurs assurances seront d'autant plus vite démenties par la réalité que la marche de la révolution sera plus rapide. Ne comprenez-vous toujours pas, très honorable Martynov ? Vous ne comprenez pas encore que le *fond* de la pensée d'Engels, c'est qu'il est mortel de *ne pas com-*

prendre les objectifs historiques réels de la révolution ; ne comprenez-vous pas que les paroles d'Engels sont par conséquent applicables à nos narodovoltsy et « socialistes-révolutionnaires » ?

II

Engels signale le danger pour les chefs du prolétariat de ne pas comprendre le caractère *non prolétarien* de la révolution. Mais l'intelligent Martynov en déduit le danger pour les chefs du prolétariat, séparés de la démocratie révolutionnaire par la triple cloison du programme, de la tactique (c'est-à-dire par toute la propagande et l'agitation) et de l'organisation, de jouer un rôle dirigeant dans la création de la république démocratique. Engels voit le danger dans la confusion, aux yeux du chef, de l'apparence socialiste et du contenu démocratique réel de la révolution. L'intelligent Martynov déduit de là le danger que le prolétariat n'assume consciemment, de concert avec la paysannerie, la dictature, afin de fonder une république démocratique, dernière forme de la domination bourgeoise et forme la plus appropriée à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Engels voit le danger dans la situation fausse et mensongère qui oblige à dire une chose et à en faire une autre, à promettre la domination d'une classe et à asseoir celle d'une autre ; il voit dans cette situation fausse l'inéluctabilité d'un désastre politique. Mais l'intelligent Martynov déduit de là un péril mortel provenant de ce que les adeptes bourgeois de la démocratie ne permettraient pas aux ouvriers et aux paysans de fonder une république réellement démocratique. L'intelligent Martynov ne parvient pas à comprendre qu'un *pareil* désastre, la perte d'un chef du prolétariat, la perte de milliers de prolétaires, combattant pour une république véritablement démocratique, perte physique, loin d'être un désastre politique, est au contraire une grandiose conquête politique du prolétariat, une réalisation grandiose de son hégémonie dans la lutte pour la liberté. Engels parle de la perte politique de celui qui dévie inconsciemment de la voie de sa classe et s'égare dans celle d'une classe étrangère ; l'intelligent Martynov, tout en

citant pieusement Engels, parle de la perte de celui qui suivra toujours plus loin la bonne voie de sa classe.

La différence des points de vue de la social-démocratie révolutionnaire et du suivisme apparaît ici en toute évidence. Martynov et la nouvelle *Iskra* reculent devant la tâche qui incombe au prolétariat d'accomplir, en commun avec la paysannerie, la révolution démocratique la plus radicale ; ils se dérobent à la direction de cette révolution par la social-démocratie, livrant ainsi, fût-ce inconsciemment, à la démocratie bourgeoise les intérêts du prolétariat. De l'idée juste émise par Marx, que nous devons préparer non le parti gouvernemental, mais le parti d'opposition de *l'avenir*, Martynov conclut que nous devons former l'opposition suiviste de la *présente* révolution. C'est à quoi se réduit toute sa sagesse politique. Voici son raisonnement, et nous conseillons vivement au lecteur d'y réfléchir :

« Le prolétariat ne peut obtenir ni la totalité ni une partie du pouvoir politique sans avoir fait la révolution socialiste. C'est la thèse indiscutable qui nous sépare du jauressisme opportuniste...» (Martynov, p. 58) et qui, ajouterons-nous, prouve indiscutablement que l'honorable Martynov est incapable de comprendre ici les choses les plus simples. Confondre la participation du prolétariat à un pouvoir qui s'oppose à la révolution socialiste, avec la participation du prolétariat à une révolution démocratique, c'est ne pas comprendre irrémédiablement de quoi il s'agit. C'est confondre la participation de Millerand au ministère de l'assassin Galliffet avec la participation de Varlin [105] à la Commune qui défendait et faisait triompher la république.

Mais écoutez la suite, pour voir à quelle confusion arrive notre auteur : « S'il en est ainsi, il est évident que la révolution imminente ne pourra réaliser aucune forme politique *contre la volonté de toute* la bourgeoisie (souligné par Martynov), car c'est à celle-ci qu'appartiendra le lendemain... » Et d'abord pourquoi ne parle-t-on ici que des formes politiques, alors qu'il s'agissait dans la phrase précédente du pouvoir du prolétariat en général, jusques et y compris la révolution socialiste ? Pourquoi l'auteur ne parle-t-il pas de la réalisation des formes économiques ? Parce qu'il a sauté, sans le remarquer lui-même, de la ré-

volution socialiste à la révolution démocratique. S'il en est ainsi (deuxièmement), l'auteur se trompe grandement quand il parle de « la volonté de la bourgeoisie entière » *tout court* *, l'époque de la révolution démocratique se distinguant justement par la diversité des aspirations des diverses catégories de la bourgeoisie en train de s'émanciper de l'absolutisme. Il est parfaitement absurde de parler de révolution démocratique et de se borner à opposer purement et simplement le « prolétariat » et la « bourgeoisie », car *cette* révolution signifie précisément une période de l'évolution où le gros de la société se place entre le prolétariat et la bourgeoisie, constituant une très large couche paysanne, petite-bourgeoise. Cette couche gigantesque, précisément parce que la révolution démocratique n'est pas encore accomplie, a beaucoup plus d'intérêts communs avec le « prolétariat », quant à la réalisation des formes politiques, que la « bourgeoisie » au sens propre et étroit du mot. La méconnaissance de cette vérité bien simple est une des principales raisons de la confusion de Martynov.

Allons plus loin... « S'il en est ainsi, la lutte révolutionnaire du prolétariat ne peut, en effrayant la plupart des éléments bourgeois, avoir qu'un résultat, la restauration de l'absolutisme sous sa forme primitive. Naturellement, le prolétariat ne s'arrêtera pas devant ce résultat possible, il ne renoncera même pas à effrayer la bourgeoisie au pis aller, s'il est à craindre que l'autocratie en voie de désagrégation ne soit ranimée et renforcée par l'octroi d'une pseudo-Constitution. Mais en engageant le combat, le prolétariat n'a évidemment pas en vue ce pis aller. »

Y comprenez-vous quelque chose, lecteur ? Le prolétariat n'hésiterait pas à effrayer la bourgeoisie au risque d'amener la restauration de l'absolutisme, si l'on était menacé de l'octroi d'une pseudo-Constitution ! C'est comme si je disais : je suis menacé d'une des sept plaies d'Egypte sous la forme d'une journée de conversation avec Martynov ; aussi ai-je recours, au pis aller, à l'intimidation, ce qui ne peut avoir d'autre résultat que deux journées de conversation avec Martynov et Martov. Quel brouillamini, très cher !

* En français dans le texte. (*N.R.*)

La pensée qui hantait Martynov lorsqu'il écrivait l'ineptie que nous venons de reproduire était la suivante : si, à l'époque de la révolution démocratique, le prolétariat effraie la bourgeoisie en agitant l'épouvantail de la révolution socialiste, il n'en résultera qu'une réaction qui affaiblira même les conquêtes démocratiques. Voilà tout. Il ne s'agit évidemment ni de restauration de l'absolutisme sous sa forme primitive, ni de la disposition du prolétariat à recourir, au pis aller, aux pires bêtises. Tout se ramène, encore un coup, à la différence entre la révolution démocratique et la révolution socialiste, différence qu'oublie Martynov, et à l'existence d'une très nombreuse population paysanne et petite-bourgeoise capable de soutenir la révolution démocratique, mais non la révolution socialiste, pour l'instant.

Ecoutons encore notre intelligent Martynov : « ... Il est évident que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie à la veille de la révolution bourgeoise doit se distinguer, sous quelques rapports, de cette même lutte, dans sa dernière phase, à la veille de la révolution socialiste »... Oui, c'est évident et, si Martynov s'était demandé en quoi consiste cette différence, il n'aurait probablement pas écrit tout le galimatias qui précède, ni d'ailleurs toute sa brochure.

...« La lutte pour l'influence sur le cours et l'issue de la révolution bourgeoise ne peut s'exprimer que d'une façon : le prolétariat exercera une pression révolutionnaire sur la volonté de la bourgeoisie libérale et radicale ; les « basses » classes plus démocratiques de la société obligeront les « hautes classes » à accepter de mener la révolution bourgeoise jusqu'à sa fin logique. Dans cette lutte, le prolétariat posera, chaque fois, à la bourgeoisie, le dilemme suivant : rétrograder jusqu'à l'étau de l'absolutisme qui l'étouffera, ou aller de l'avant avec le peuple. »

Cette tirade est le point central de la brochure de Martynov. Là en est le sel, là en sont les « idées » fondamentales. A quoi se réduisent ces intelligentes idées ? Qu'est-ce au fond que les « basses classes » de la société, ce « peuple » dont notre sage s'est enfin souvenu ? Ce sont justement ces millions de petits bourgeois des villes et des campagnes, parfaitement capables d'agir en démocrates révolutionnaires. Et qu'est-ce que la *pression* du prolétariat, plus la pay-

sannerie, sur les hautes classes de la société ? Qu'est-ce que ce mouvement du prolétariat allant de l'avant avec le peuple, en dépit de ces « hautes classes » ? *C'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie contre laquelle* part en guerre notre suiviste ! Il a seulement peur d'aller jusqu'au bout de sa pensée et d'appeler les choses par leur vrai nom. C'est pourquoi il prononce des mots dont il ne comprend pas la signification et répète timidement, avec des manières * ridicules et peu intelligentes, des mots d'ordre dont le sens véritable lui échappe. Cette chose curieuse, à laquelle arrive Martynov dans la partie la plus « intéressante » de ses conclusions, ne pouvait arriver qu'à un suiviste : Martynov seul pouvait en arriver à parler de la pression révolutionnaire du prolétariat et du « peuple » sur les hautes classes de la société, mais sans dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Martynov veut que le prolétariat menace les hautes classes de la société d'aller de l'avant avec le peuple, mais qu'il décide en même temps fermement, avec ses chefs de la nouvelle *Iskra, de ne pas aller de l'avant* dans la voie de la démocratie, car c'est celle de la dictature démocratique révolutionnaire. Martynov veut que le prolétariat fasse pression sur la volonté des hautes classes en révélant son propre manque de volonté. Martynov veut que le prolétariat pousse les hautes classes à « consentir » à mener la révolution bourgeoise jusqu'à sa fin logique, la république démocratique, en exprimant sa propre crainte de *se charger* avec le peuple de mener à terme la révolution, d'assumer le pouvoir et la dictature démocratique. Martynov veut que le prolétariat soit l'avant-garde de la révolution démocratique, et *c'est pourquoi* l'intelligent Martynov lui fait *un épouvantail* de la perspective de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire en cas de succès de l'insurrection !

Nous avons atteint les bornes du suivisme réactionnaire. Saluons jusqu'à terre le saint homme Martynov, pour avoir développé jusqu'au bout les tendances suivistes de la nou-

---

* Nous avons déjà souligné l'absurdité de l'idée que le prolétariat peut tirer la bourgeoisie en arrière, ne serait-ce qu'au pis aller.

velle *Iskra* et les avoir exprimées avec relief et méthode à propos de la question politique la plus essentielle et la plus brûlante *.

III

D'où vient le galimatias de Martynov ? De ce qu'il confond la révolution démocratique avec la révolution socialiste, de ce qu'il oublie le rôle de la couche intermédiaire entre la « bourgeoisie » et le « prolétariat » (la masse petite-bourgeoise des pauvres gens des villes et des campagnes, « semi-prolétaires », semi-patrons), de ce qu'il ne comprend pas le sens véritable de notre programme minimum. Martynov a entendu dire qu'il ne sied pas à un socialiste d'entrer dans un ministère bourgeois (quand le prolétariat lutte pour la révolution socialiste) et il s'est dépêché de « comprendre » qu'il ne convient pas de participer, avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, à une révolution démocratique et à la dictature nécessaire au couronnement de cette révolution. Martynov a lu notre programme minimum, mais sans remarquer que la distinction stricte établie entre les réformes réalisables en régime bourgeois et les réformes socialistes, loin de présenter un intérêt uniquement livresque, a une importance vitale et pratique ; il ne s'est pas aperçu que le programme minimum doit, dans une période révolutionnaire, être immédiatement vérifié et appliqué. Il n'a pas songé que le renoncement à l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire au moment où s'écroule l'autocratie équivaut au refus de réaliser notre programme minimum. Rappelez-vous seulement les réformes économiques et politiques réclamées dans ce programme : la République, l'armement du peuple, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les libertés démocratiques intégrales, des réformes économiques radicales. N'est-il pas clair que la réalisation de ces réformes ne se conçoit pas en régime bourgeois sans dictature révolutionnaire démocratique des classes inférieures ? N'est-il pas clair qu'il ne s'agit pas

* Notre article était déjà composé quand nous avons reçu le n° 93 de l'*Iskra* sur lequel nous aurons à revenir [108].

seulement ici du prolétariat, par opposition à « la bourgeoisie », mais aussi des « classes inférieures » qui sont des forces agissantes dans toute révolution démocratique ? Ces classes, c'est le prolétariat, *plus* des dizaines de millions de pauvres gens des villes et des campagnes dont les conditions d'existence sont petites-bourgeoises. Il est certain que de nombreux éléments de cette masse appartiennent à la bourgeoisie. Mais il est plus certain encore que l'intérêt de cette masse réclame la réalisation complète de la démocratie et que, plus elle est éclairée, plus est inévitable sa lutte pour cette réalisation complète. Un social-démocrate n'oubliera évidemment jamais la double nature économique et politique de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, il n'oubliera jamais la nécessité d'une organisation de classe, séparée et indépendante, du prolétariat luttant pour le socialisme. Mais il n'oubliera pas non plus que cette masse a « outre un passé, un avenir, outre des préjugés, une raison [107] », ce qui la pousse en avant vers la dictature démocratique révolutionnaire ; il n'oubliera pas que la lumière n'est pas prodiguée uniquement par le livre, mais aussi et surtout par la marche même de la révolution qui ouvre les yeux et dispense l'éducation politique. Dans ces conditions, une théorie qui rejette l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire ne peut être considérée que comme la justification philosophique d'une politique retardataire.

Le social-démocrate révolutionnaire la repoussera avec mépris. Il ne se bornera pas, à la veille de la révolution, à en signaler le «pis aller ». Non, il signalera aussi la possibilité d'une fin heureuse. Il rêvera — car il doit rêver, à moins d'être un incurable philistin — qu'après l'expérience gigantesque de l'Europe, après l'énorme sursaut d'énergie de la classe ouvrière russe, nous réussirons à allumer, comme jamais auparavant, le flambeau de la révolution devant la masse inculte et opprimée ; que nous réussirons — portés que nous sommes par plusieurs générations révolutionnaires de l'Europe — à réaliser avec une ampleur encore inconnue toutes les réformes démocratiques, tout notre programme minimum ; que nous réussirons à faire de la révolution russe un mouvement non de quelques mois, mais de longues années qui, ne se bornant pas à arracher aux autorités des

concessions insignifiantes, entraînera leur écroulement complet. Et s'il en est ainsi, alors... l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe ; l'ouvrier européen, accablé par la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour et nous montrera « comment ça se fait » ; l'élan révolutionnaire de l'Europe se répercutera alors, à son tour, en Russie et fera d'une époque révolutionnaire de quelques années une époque révolutionnaire de quelques dizaines d'années ; alors... mais nous aurons encore maintes fois l'occasion de parler de ce que nous ferons « alors », et d'en parler non plus du fond de la lointaine Genève, de ce maudit éloignement, mais devant des milliers d'ouvriers assemblés dans les rues de Moscou et de Pétersbourg, devant de libres rassemblements de « moujiks » russes.

IV

Aux philistins de la nouvelle *Iskra* et à « leur maître à penser », notre bon scoliaste Martynov, ces rêves semblent naturellement étrangers et bizarres. Ils craignent la réalisation complète de notre programme minimum par la dictature révolutionnaire du simple et bas peuple, ils craignent pour leur propre conscience, ils craignent de perdre les préceptes amassés (mais non assimilés) dans les livres appris par cœur , ils craignent de n'être pas en état de distinguer, d'une part, les mesures régulières et hardies des réformes démocratiques, d'autre part, les bonds aventureux d'un socialisme populiste, en dehors des classes, ou de l'anarchisme. Leur âme de philistins leur suggère, à juste titre, qu'il est plus malaisé de discerner la bonne route et de résoudre promptement des problèmes complexes et nouveaux, au cours d'une marche rapide en avant, que dans la routine du menu travail quotidien. C'est pourquoi ils murmurent d'instinct : Je n'en suis plus ! Que le calice de la dictature révolutionnaire démocratique me soit épargné ! Nous risquons la mort, Messieurs ! Marchons plutôt « à pas lents, en zigzags craintifs » !..

Il n'est pas étonnant que Parvus, qui soutint si magnanimement la nouvelle *Iskra* tant qu'il s'agissait principalement de la cooptation des plus anciens et des plus méritants,

se soit finalement senti mal à l'aise dans une société aussi vaseuse. Il n'est pas étonnant qu'il y ait ressenti de plus en plus un *taedium vitae*, un dégoût de vivre. Il s'est révolté à la fin. Il ne s'est pas borné à défendre le mot d'ordre qui a provoqué une si grande terreur dans le camp de la nouvelle *Iskra* : « Organiser la révolution » ; il ne s'est pas borné à écrire des appels que l'*Iskra* a imprimés sur feuilles volantes, en y supprimant même, à cause de leurs horreurs « jacobines », toute mention du Parti ouvrier social-démocrate *. Délivré du cauchemar de la pénétrante théorie d'Axelrod (ou de Luxembourg ?) sur l'« organisation-procès », Parvus a enfin réussi à aller de l'avant, au lieu de marcher à reculons, comme l'écrevisse. Il n'a pas voulu faire le « travail de Sisyphe [168] » qui consiste à corriger indéfiniment les bêtises de Martynov et de Martov. Il a pris nettement la défense (malheureusement aux côtés de ce hâbleur de Trotski dans la préface à sa brochure vide de sens, *Avant le 9 janvier*) de l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire, de l'idée que la social-démocratie doit participer au gouvernement révolutionnaire provisoire après la chute de l'autocratie. Parvus a mille fois raison quand il dit que la social-démocratie ne doit pas craindre d'aller hardiment de l'avant, et de porter à l'ennemi des « coups » concertés avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, à la condition absolue (rappelée fort à propos) de ne pas confondre les organisations, de marcher séparément et de frapper ensemble, de ne pas dissimuler la diversité des intérêts, de surveiller son alliée comme un ennemi, etc.

Certaines fausses notes nous surprennent d'autant plus chez Parvus que nous approuvons chaudement tous ces mots d'ordre du social-démocrate révolutionnaire ** qui a

* Je ne sais pas si nos lecteurs ont remarqué un fait caractéristique : parmi le bric-à-brac édité par la nouvelle *Iskra* sur feuilles volantes, il y avait de bons tracts, signés par Parvus. La rédaction de l'*Iskra* a justement renié ces tracts, ne voulant mentionner ni notre parti ni le fait de les avoir publiés.

** En ce qui concerne la brochure de Trotski, préfacée par Parvus et publiée par l'imprimerie du parti, l'*Iskra* garde un silence modeste sur le fond de la question. Bien entendu, elle n'a pas intérêt à démêler l'écheveau : Martynov tire à hue et Parvus à dia, et nous, nous nous tiendrons coi, en attendant que Plékhanov tire d'embarras

tourné le dos aux « suivistes ». Et ce n'est pas par esprit de chicane que nous indiquons ces petites erreurs, mais parce qu'on exige beaucoup de celui qui a beaucoup reçu. Il serait particulièrement dangereux maintenant que la juste attitude de Parvus fût compromise par sa propre imprudence. Une de ces phrases au moins imprudentes est ce passage de sa préface à la brochure de Trotski : « Si nous voulons séparer le prolétariat révolutionnaire des autres tendances politiques, nous devons savoir nous mettre idéologiquement à la tête du mouvement révolutionnaire » (c'est vrai), « être les plus révolutionnaires. » C'est faux. C'est-à-dire que c'est faux si on l'entend au sens général qui est celui de la phrase de Parvus. C'est faux au point de vue du lecteur qui considère cette préface en elle-même, indépendamment de Martynov et de la nouvelle *Iskra* que Parvus s'abstient de nommer. Si l'on considère cette proposition dialectiquement, c'est-à-dire relativement, concrètement, sous toutes les faces, sans imiter ces virtuoses de la littérature, qui, même après de longues années, cueillent dans une œuvre qui forme un tout des phrases détachées pour en dénaturer le sens, il apparaît clairement que Parvus en a ici contre le suivisme, et sa pensée est juste *dans cette mesure* (voyez en particulier les mots qui suivent : « Si nous sommes *en retard* sur le développement révolutionnaire », etc.). Mais le lecteur ne peut pas songer seulement aux suivistes, car il y a, en outre, parmi les amis dangereux de la révolution, dans le camp de la révolution, pas mal de gens : il y a les « socialistes-révolutionnaires », il y a ceux qui sont entraînés par le flot des événements, impuissants devant la phrase révolutionnaire, comme les Nadejdine, il y a ceux dont l'instinct remplace la doctrine révolutionnaire (tel Gapone). Parvus les a oubliés : et il les a oubliés parce que son exposé, le développement de sa

Martov ! C'est ce qu'on appelle, chez nous, la « direction idéologique du parti » ! A propos, un cas curieux de « formalisme ». Nos Salomon du Conseil ont décrété que l'appellation du parti n'est admissible que sur les brochures éditées par ordre des organisations du parti. Il serait intéressant de demander à ces Salomon quelle organisation a chargé de publier les brochures de Nadejdine, de Trotski et d'autres. Ou bien, n'ont-ils pas raison ceux qui ont qualifié le « décret » susindiqué de misérable sortie, digne de l'esprit de cénacle, contre les éditions de Lénine ?

pensée n'était pas libre, mais lié à l'agréable souvenir des idées à la Martynov contre lesquelles il met en garde le lecteur. Son exposé n'est pas assez concret, car il ne compte pas avec l'ensemble des courants révolutionnaires existant en Russie, inévitables à l'époque de la révolution démocratique et qui reflètent naturellement la faible différenciation de classe à cette époque. Des idées socialistes confuses, parfois même réactionnaires, pénètrent tout naturellement à de telles époques dans les programmes démocratiques révolutionnaires, sous le couvert de phrases révolutionnaires (rappelez-vous les socialistes-révolutionnaires et Nadejdine qui, semble-t-il, n'a fait que changer de nom en passant des « socialistes-révolutionnaires » à la nouvelle *Iskra*). Dans ces conditions, nous autres social-démocrates, nous ne pouvons jamais formuler et nous ne formulerons pas le mot d'ordre « être plus révolutionnaire que tous ». Nous ne songerons pas à rattraper l'esprit révolutionnaire d'un démocrate, qui ne se place pas au point de vue de classe, qui fait parade de phrases et a un faible pour les mots d'ordre en vogue et bon marché (surtout en matière agraire) ; au contraire, nous le critiquerons toujours ; nous démasquerons le véritable sens des mots, le contenu véritable des grands événements idéalisés, en enseignant, aux heures les plus ardentes de la révolution, à distinguer froidement entre les classes et les différentes nuances au sein des classes.

De même, d'autres propositions de Parvus sont fausses, et pour la même raison : « Le gouvernement révolutionnaire provisoire sera en Russie le gouvernement de la démocratie ouvrière », « si la social-démocratie se met à la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, ce gouvernement sera social-démocrate » ; le gouvernement provisoire social-démocrate « sera un gouvernement homogène avec une majorité social-démocrate ». *Il ne saurait en être ainsi*, s'il s'agit non pas d'épisodes accidentels et passagers, mais d'une dictature révolutionnaire tant soit peu durable, susceptible de laisser une trace dans l'histoire. Il ne saurait en être ainsi, parce que seule une dictature révolutionnaire appuyée sur l'énorme majorité du peuple sera tant soit peu solide (pas absolument, certes, mais relativement). Or, le prolétariat ne forme actuelle-

ment que la minorité de la population russe. Il ne peut devenir une majorité énorme, écrasante, qu'en s'unissant à la masse des semi-prolétaires, des semi-patrons, c'est-à-dire à la masse pauvre de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Cette composition de la base sociale de la dictature révolutionnaire démocratique, possible et désirable, influera, évidemment, sur la composition du gouvernement révolutionnaire, rendra inévitable l'entrée, ou même la prépondérance, dans ce gouvernement des représentants les plus hétéroclites de la démocratie révolutionnaire. Il serait extrêmement nuisible de nous faire la moindre illusion à cet égard. Si, creux et sonore, Trotski écrit maintenant (malheureusement aux côtés de Parvus) qu'« un prêtre Gapone a pu apparaître une fois », mais qu'« un second Gapone est impossible », il ne l'écrit que parce qu'il est creux et sonore. S'il n'y avait pas de place en Russie pour un second Gapone, il n'y aurait pas de place non plus pour une révolution démocratique vraiment « grande », allant jusqu'au bout. Pour être grande, pour rappeler les années 1789-1793 et non 1848-1850, et les surpasser même, la révolution doit éveiller à la vie active, aux efforts héroïques, « à une œuvre créatrice fondamentale », des masses immenses, en les tirant de leur abîme d'ignorance, de leur oppression sans bornes, de leur abêtissement incroyable, de leur hébétement désespéré. Elle les réveille déjà, elle les réveillera, et la tâche est facilitée par la résistance convulsive du gouvernement lui-même. Mais il ne saurait évidemment être question d'une conscience politique éclairée, d'une conscience social-démocrate, chez ces masses et chez leurs nombreux meneurs « traditionnels », populaires et même paysans. Ils ne peuvent, sans avoir passé par une série d'épreuves révolutionnaires, devenir tout de suite social-démocrates, non seulement à cause de leur ignorance (la révolution, nous le répétons, instruit les gens avec une rapidité fabuleuse), mais aussi parce que leur situation sociale n'est pas prolétarienne, parce que la logique objective de l'évolution historique leur impose pour le moment l'objectif d'une révolution démocratique et nullement socialiste.

Le prolétariat révolutionnaire y participera de toute son énergie en rejetant le misérable suivisme des uns et la phrase révolutionnaire des autres ; en introduisant la no-

tion précise et la conscience de classe dans le torrent vertigineux des événements ; en allant hardiment et inflexiblement de l'avant, sans craindre la dictature révolutionnaire démocratique, mais en la désirant avec passion ; en combattant pour la république et pour la pleine liberté républicaine ; en combattant pour de sérieuses réformes économiques, afin de donner à sa lutte pour le socialisme une arène vaste et vraiment digne du XX^{e} siècle.

LA DICTATURE RÉVOLUTIONNAIRE DÉMOCRATIQUE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE [109]

La question de la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire a été mise à l'ordre du jour, moins par le cours des événements que par les raisonnements théoriques d'une tendance social-démocrate. Nous avons analysé dans deux feuilletons (nos 13 et 14) les réflexions de Martynov qui, le premier, a posé la question. L'intérêt qu'elle suscite se révèle si grand, et les malentendus engendrés par ces réflexions (v. surtout le n° 93 de l'*Iskra*) sont tellement énormes qu'il faut encore une fois s'y arrêter. De quelque façon que les social-démocrates jugent la probabilité que nous ayons à la résoudre bientôt, autrement que sur le plan théorique, la clarté de nos fins immédiates est une nécessité pour le parti. Sans réponse claire à cette question, une propagande et une agitation de principe, dépourvues d'hésitations et de réticences, seraient dès maintenant impossibles.

Tâchons de rétablir le fond de la question discutée. Si nous voulons ne pas nous contenter de concessions, mais abattre vraiment l'autocratie, nous devons nous efforcer de remplacer le gouvernement du tsar par un gouvernement révolutionnaire provisoire qui convoquerait d'abord l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, et assurerait ensuite l'entière et réelle liberté des élections. Ceci dit, on se demande : est-il permis au Parti ouvrier social-démocrate de participer à ce gouvernement révolutionnaire provisoire ? Les porte-parole de la tendance opportuniste de notre parti, Marty-

КАВКАЗСКІЙ СОЮЗЪ РОС. СОЦ.-ДЕМ. РАБОЧЕЙ ПАРТІИ.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтеся!

Брошюры по партійнымъ вопросамъ № 3.

РЕВОЛЮЦІОННАЯ ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ ДИКТАТУРА ПРОЛЕТАРІАТА И КРЕСТЬЯНСТВА.

(Перепеч. изъ № 14 „Впередъ“).

Изданіе Союзнаго Комитета.

Типографія Союза.

1905.

Couverture de la brochure de Lénine
«La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie»
Ed. de l'Union Caucasienne du P.O.S.D.R. — 1905.

nov notamment, avaient pour la première fois posé la question dès avant le 9 janvier, et Martynov, suivi de l'*Iskra*, y avait du reste répondu par la négative. Martynov cherchait à pousser à l'absurde les vues des social-démocrates révolutionnaires *en leur faisant craindre* que si nous réussissions à bien organiser la révolution, si notre parti prenait la direction de l'insurrection populaire armée, *nous ne soyons obligés* d'entrer dans le gouvernement révolutionnaire provisoire. C'était là, d'après lui, une inadmissible « prise du pouvoir », c'était du « vulgaire jauressisme », intolérable pour un parti de classe tel que la social-démocratie.

Arrêtons-nous sur l'argumentation des tenants de cette opinion. En participant au gouvernement provisoire, nous dit-on, la social-démocratie détiendra le pouvoir ; or, la social-démocratie, parti du prolétariat, ne peut détenir le pouvoir sans tenter de réaliser notre programme maximum, c'est-à-dire sans tenter d'accomplir la révolution socialiste. Et si elle le tentait à présent, elle essuierait forcément une défaite qui ne ferait que la déshonorer et servir la réaction. Aussi l'entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire provisoire serait-elle inadmissible.

Ce raisonnement repose sur la confusion de la révolution démocratique et de la révolution socialiste, de la lutte pour la république (y compris la lutte pour tout notre programme minimum) et de la lutte pour le socialisme. La social-démocratie se déshonorerait, en effet, si elle tentait de faire de la révolution socialiste son objectif immédiat. Ce sont justement ces idées confuses et nuageuses qu'elle a toujours combattues chez nos « socialistes-révolutionnaires ». C'est précisément pour cette raison qu'elle a toujours insisté sur le caractère bourgeois de la prochaine révolution russe ; c'est bien pour cette raison qu'elle a réclamé la distinction rigoureuse du programme minimum démocratique et du programme maximum socialiste. Certains social-démocrates, enclins à céder aux événements spontanés, peuvent oublier tout cela en temps de révolution ; le parti ne peut pas l'oublier. Les tenants de cette opinion erronée tombent en adoration devant les éléments et croient que le cours des choses obligera la social-démocratie à déclencher, malgré elle, la révolution socialiste. S'il en était ainsi, notre programme serait faux et

ne correspondrait pas au « cours des choses » ; c'est ce que craignent ceux qui s'inclinent devant la spontanéité ; ils tremblent pour la justesse de notre programme. Mais leur frayeur (dont nous avons tâché dans nos feuilletons de donner l'explication psychologique) est tout à fait injustifiée. Notre programme est juste. C'est précisément le cours des choses qui le démontrera à coup sûr, et de plus en plus. C'est bien le cours des choses qui nous « imposera » la nécessité absolue de lutter avec acharnement pour la république, il orientera précisément de ce côté, dans l'activité pratique, nos forces, celles du prolétariat politiquement actif. C'est précisément le cours des choses qui nous imposera inévitablement, pendant la révolution démocratique, une telle multitude d'alliés venus de la petite bourgeoisie et de la paysannerie dont les intérêts vitaux exigeront justement la réalisation de notre programme minimum, que toute crainte d'un passage trop brusque au programme maximum est absolument ridicule.

Mais, d'autre part, ces alliés venant de la démocratie petite-bourgeoise suscitent de nouvelles craintes parmi les social-démocrates d'une certaine tendance, notamment la crainte du « jauressisme vulgaire ». La résolution du congrès d'Amsterdam [110] interdit la participation au gouvernement avec la démocratie bourgeoise ; c'est du jauressisme, c'est trahir inconsciemment les intérêts du prolétariat, l'annexer à la bourgeoisie, le dépraver par l'éclat factice d'un pouvoir qui, en fait, lui est absolument inaccessible dans la société bourgeoise.

Ce raisonnement n'en est pas moins faux. Il montre que ses auteurs ont appris par cœur de bonnes résolutions, mais n'en ont pas compris le sens ; — ils savent certaines phrases antijauressistes, mais ne les ayant pas comprises, les emploient à tort et à travers ; ils ont saisi la lettre et non l'esprit des dernières leçons de la social-démocratie révolutionnaire internationale. Qui veut juger le jauressisme du point de vue du matérialisme dialectique doit strictement distinguer entre les motifs subjectifs et les conditions historiques objectives. De son point de vue subjectif, Jaurès entendait sauver la république et s'alliait à cette fin à la démocratie bourgeoise. Les conditions objectives de cette « expérience » étaient les suivan-

tes : la république était un fait, en France, et aucun danger sérieux ne la menaçait ; la classe ouvrière avait pleine possibilité de développer son organisation politique indépendante de classe, mais — précisément influencée, dans une certaine mesure, par les exercices parlementaires, brillants et abondants, de ses chefs — ne mettait pas assez cette possibilité à profit ; l'histoire posait déjà, en réalité, devant la classe ouvrière le problème de la révolution socialiste, dont les Millerand *détournaient* le prolétariat en lui promettant de minuscules réformes sociales.

Considérez maintenant la Russie. Des social-démocrates révolutionnaires, tels que Parvus ou des camarades de *Vpériod*, entendent — tel est leur point de vue subjectif — défendre la république, en s'alliant à cette fin à la démocratie bourgeoise révolutionnaire. Les conditions objectives diffèrent de celles qui existaient en France autant que le ciel de la terre. D'un point de vue objectif, le cours historique des événements pose maintenant devant le prolétariat russe le problème de la révolution démocratique bourgeoise (dont nous résumons, pour plus de brièveté, tout le contenu dans le mot de république) ; ce même problème se pose au peuple entier, c'est-à-dire à la masse de la petite bourgeoisie et des paysans ; sans cette révolution, on ne saurait concevoir aucun développement sérieux d'une organisation indépendante de classe du prolétariat en vue de la révolution socialiste.

Représentez-vous de façon concrète la différence des conditions objectives et dites : Que penser de gens qui, oubliant cette différence, se laissent séduire par la ressemblance de quelques mots, la similitude de certaines lettres, l'identité des motifs subjectifs ?

Parce qu'en France, arguant à tort, pour se justifier, de son intention subjective de défendre la république, Jaurès s'inclinait devant la réforme sociale bourgeoise, nous devrions, nous autres social-démocrates russes, renoncer à combattre sérieusement pour la république ! C'est pourtant à cette conclusion qu'aboutit la haute sagesse de la nouvelle *Iskra*.

N'est-il pas clair, en effet, que la lutte du prolétariat pour la république est inconcevable, s'il ne s'allie pas à la masse petite-bourgeoise du peuple ? N'est-il pas

clair que sans dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, il ne peut y avoir l'ombre d'une espérance de succès dans cette lutte ? Un des principaux défauts de l'opinion discutée ici, c'est son manque de vie, son formalisme, c'est qu'elle perd de vue les conditions révolutionnaires de l'heure. Lutter pour la république et renoncer en même temps à la dictature révolutionnaire démocratique, c'est comme si Oyama avait voulu se mesurer avec Kouropatkine sous Moukden, en renonçant d'avance à l'idée d'entrer dans cette ville. Si, peuple révolutionnaire, c'est-à-dire prolétariat et paysans, nous voulons « battre ensemble » l'autocratie, nous devons aussi l'abattre ensemble, l'anéantir ensemble et repousser ensemble des inévitables tentatives de restauration ! (Répétons-le encore une fois, pour éviter tout malentendu, nous entendons moins par république une forme de gouvernement que tout l'ensemble des réformes démocratiques de notre programme minimum.) Il faut, en vérité, avoir une idée enfantine de l'histoire, pour se figurer que tout ira sans « bonds », comme sur une ligne droite lentement et régulièrement ascendante : que ce sera d'abord, semble-t-il, le tour de la grande bourgeoisie libérale et des petites concessions de l'autocratie, puis celui de la petite bourgeoisie révolutionnaire et de la république démocratique ; et enfin celui du prolétariat et de la révolution socialiste. Ce tableau est vrai dans ses grandes lignes, vrai « à la longue », comme disent les Français, pour une période, mettons, d'un siècle (en France, par exemple, de 1789 à 1905) ; mais pour se donner, d'après ce schéma, un plan d'action à une époque révolutionnaire, il faut être un philistin prodigieux. Si l'autocratie russe ne réussit pas même maintenant à se tirer d'affaire au prix d'une Constitution tronquée, si elle est non seulement ébranlée, mais véritablement *renversée*, il faudra évidemment pour sauvegarder cette conquête un immense effort révolutionnaire de toutes les classes d'avant-garde. Et la « sauvegarder », c'est recourir à la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, pas autre chose ! Plus nous allons conquérir aujourd'hui, plus nous mettrons d'énergie à défendre nos conquêtes, et moins sera grande la part que pourra nous ravir ensuite l'inévitable réaction, moins durera cet intermède de réaction, plus facile sera la

tâche des combattants prolétariens qui viendront après nous.

Et il se trouve des gens qui veulent exactement mesurer à l'avance, avant le combat, « à la manière d'Ilovaïski * », le modeste lambeau de nos conquêtes futures, des gens qui, avant la chute de l'autocratie, avant même le 9 janvier, avaient jugé bon de terrifier la classe ouvrière de Russie en agitant à ses yeux l'épouvantail de la dictature révolutionnaire démocratique ! Et ces gens-là prétendent au nom de social-démocrates révolutionnaires...

Participer au gouvernement provisoire avec la démocratie bourgeoise révolutionnaire, geignent-ils, mais c'est consacrer le régime bourgeois, consacrer le maintien des prisons et de la police, du chômage et de la misère, de la propriété et de la prostitution ! Cet argument est digne des anarchistes ou des populistes. La social-démocratie ne se détourne pas de la lutte pour la liberté politique sous prétexte que c'est une liberté politique bourgeoise. La social-démocratie considère la « consécration » du régime bourgeois du point de vue historique. Quand on demanda à Feuerbach s'il consacrait le matérialisme de Büchner, de Vogt et de Moleschott, il répondit : « Je consacre le matérialisme par rapport au passé, mais non par rapport à l'avenir. » C'est exactement de même que la social-démocratie consacre le régime bourgeois. Elle n'a jamais eu et n'aura jamais peur de dire qu'elle consacre le régime bourgeois de la république démocratique, en comparaison du régime bourgeois de l'autocratie féodale. Mais elle ne « consacre » la république bourgeoise que comme la dernière forme de la domination de classe, comme le terrain le plus favorable à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ; elle la consacre non à cause de ses prisons et de sa police, de sa propriété et de sa prostitution, mais en vue d'une lutte large et libre contre ces aimables institutions.

Nous sommes évidemment loin d'affirmer que la social-démocratie ne s'expose à aucun danger en participant au gouvernement révolutionnaire provisoire. Il n'est pas et il ne peut pas être de forme de lutte ni de situation poli-

* D. I. Ilovaïski (1832-1920), historien russe, auteur de manuels d'histoire. (*N.R.*)

tique ne comportant aucun danger. Si l'on n'a ni instinct révolutionnaire de classe, ni doctrine cohérente à la hauteur de la science, ni (que les camarades de la nouvelle *Iskra* me pardonnent) raison dans la tête, il est dangereux même de participer aux grèves, cela peut mener à l'économisme ; de participer à la lutte parlementaire, cela peut finir dans le crétinisme parlementaire [111] ; de soutenir la démocratie libérale des zemstvos, cela peut aboutir au « plan de campagne des zemstvos ». Il est même dangereux dans ce cas de lire les beaux ouvrages de Jaurès et d'Aulard sur l'histoire de la Révolution française — car cela peut aboutir à la brochure de Martynov sur les deux dictatures.

Evidemment, si la social-démocratie oubliait un seul instant les particularités de classe qui distinguent le prolétariat de la petite bourgeoisie, si elle concluait mal à propos une alliance désavantageuse avec quelque parti d'intellectuels petits-bourgeois ne méritant pas la confiance, si elle perdait une seule minute de vue ses buts propres et la nécessité (quelles que soient les situations et conjonctures politiques, quelles que soient les tournants et révolutions politiques) de développer au premier chef la conscience de classe du prolétariat et son organisation politique indépendante, la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire serait extrêmement dangereuse. Mais, dans ces conditions, nous le répétons, n'importe quelle action politique est également dangereuse. A quel point on n'a pas raison de rattacher ces dangers possibles aux objectifs immédiats, fixés actuellement par la social-démocratie révolutionnaire, quelques données très simples le montreront. Nous ne parlerons pas de nous, nous ne reproduirons pas les multiples déclarations, avertissements, indications sur ce sujet, du journal *Vpériod*. Il nous suffira de citer Parvus. Tout en se prononçant pour l'entrée de la social-démocratie dans le gouvernement révolutionnaire provisoire, il souligne avec une extrême énergie les conditions que nous ne devons jamais oublier : frapper ensemble, marcher séparément, ne pas confondre les organisations, surveiller notre allié comme un ennemi, etc. Nous ne nous arrêterons pas sur ce côté de la question, déjà exposé dans notre feuilleton.

Non, le véritable danger politique qui menace la so-

cial-démocratie n'est pas aujourd'hui là où le cherche la nouvelle *Iskra*. Ce n'est pas l'idée de la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie qui doit nous faire peur, mais cet esprit suiviste et moribond qui gangrène le parti du prolétariat, et qui se manifeste par des théories de toute sorte sur l'organisation-procès, sur l'armement-procès, etc. Voyez, par exemple, la toute récente tentative de l'*Iskra* tendant à établir une distinction entre le gouvernement révolutionnaire provisoire et la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie. N'est-ce pas un modèle de scolastique stérile ? Les gens qui inventent ces distinctions-là sont capables d'enfiler de jolies phrases, mais tout à fait incapables de penser. Il y a entre ces deux notions à peu près le même rapport qu'entre la forme juridique et le contenu de classe. Qui dit : « gouvernement révolutionnaire provisoire » souligne l'aspect de la notion en droit public, le fait que le gouvernement émane non de la loi, mais de la révolution, et qu'il a un caractère provisoire, relevant de la future Assemblée constituante. Mais quelles qu'en soient la forme, les origines, les conditions, il est évident en tout cas que le gouvernement révolutionnaire provisoire ne peut manquer de s'appuyer sur certaines classes. Il suffit de rappeler cette vérité élémentaire pour voir que le gouvernement révolutionnaire provisoire ne peut être autre chose qu'une dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Aussi la distinction établie par l'*Iskra* ramène-t-elle le parti en arrière, vers de stériles discussions verbales et le détourne-t-elle de l'analyse concrète des intérêts de classe dans la révolution russe.

Ou bien considérez un autre raisonnement de l'*Iskra*. L'*Iskra* fait doctoralement observer à propos du cri « Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire ! » que « l'accouplement des mots « vive ! » et « gouvernement » souille les lèvres ». N'est-ce pas là une phrase creuse ? Les gens parlent d'abattre l'autocratie et craignent de se souiller en acclamant le gouvernement révolutionnaire ! Il est étonnant, en vérité, qu'ils ne craignent pas de se souiller en acclamant la république : car la république implique nécessairement un gouvernement et nul social-démocrate n'a jamais douté que ce sera un gouvernement bourgeois.

Quelle différence y a-t-il donc entre acclamer un gouvernement révolutionnaire provisoire et acclamer une république démocratique ? La social-démocratie, guide politique de la classe la plus révolutionnaire, doit-elle ressembler à une vieille fille anémique et hystérique insistant avec des minauderies sur la nécessité de la feuille de vigne ? Il serait permis d'acclamer une institution impliquant le gouvernement démocratique bourgeois, mais il serait interdit d'acclamer ouvertement le gouvernement démocratique révolutionnaire provisoire.

Figurez-vous ce tableau. L'insurrection ouvrière a triomphé à Pétersbourg. L'autocratie est abattue. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est proclamé. Les ouvriers armés s'écrient joyeusement : « Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire ! » Mais, à l'écart, les gens de la nouvelle *Iskra*, levant au ciel leurs chastes yeux et frappant leurs cœurs sensibles, profèrent : « Nous te remercions, Seigneur, de ne pas ressembler à ces pécheurs et de ne pas avoir souillé nos lèvres de cet accouplement de mots... »

Non, mille fois non, camarades ! Ne craignez pas de vous souiller en prenant, alliés à la démocratie bourgeoise révolutionnaire, sans vous arrêter devant rien, la part la plus énergique à la révolution républicaine. Ne vous exagérez pas les dangers : notre prolétariat organisé en viendra facilement à bout. Quelques mois de dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans feront plus que des dizaines d'années de marasme politique dans une atmosphère paisible et hébétante. Si la classe ouvrière russe a su après le 9 janvier, en plein esclavage politique, mobiliser plus d'un million de prolétaires pour une action collective ferme et inflexible, nous mobiliserons, sous une dictature démocratique révolutionnaire, des dizaines de millions de pauvres des villes et des campagnes et nous ferons de la révolution politique russe le prologue de la révolution socialiste en Europe.

« Vpériod » n°14
du 18 avril (30 mars) 1905

Conforme au texte du journal

LES USAGES FRANCO-RUSSES DE « GRAISSAGE » !

Le journal social-démocrate allemand *Vorwärts* vient de publier sous ce titre un document d'un grand prix : l'original d'une lettre de M. Jules Gouin, directeur d'une importante fabrique de machines aux Batignolles (Paris), à un fonctionnaire de l'un des ministères de Pétersbourg. L'usine française a reçu par l'intermédiaire de ce monsieur la commande de 114 locomotives. Le montant total de la commande (la locomotive est à 27 700 francs) est de 3 millions de francs, soit près de 1 200 000 roubles. L'honorable fonctionnaire ministériel (qui, ajouterons-nous, occupe sans doute un poste assez élevé) reçoit, cette lettre nous l'indique, en premier lieu, à titre de courtier, 2% du prix de vente. Cela représente près de 25 000 roubles. La lettre (que nous ne reproduisons pas en entier, faute de place) montre qu'il a déjà touché 13 000 frs et que le reste de la somme lui est versé par parties. Les modifications du type courant de locomotive, exigées par les voies ferrées russes, sont payées à part. Le représentant de la firme parisienne à Pétersbourg s'engage à informer à l'avance notre fonctionnaire des prix complémentaires exigés par la fabrique. Si le fonctionnaire « obtient » du gouvernement russe un prix plus élevé que celui fixé par l'usine, la différence lui revient en qualité de « courtier ». C'est ce qu'on appelle dans la traduction allemande du texte français le *Vermittlungsgebühr* ou « la commission du courtier ». A la vérité, cette expression cache l'escroquerie et la prévarication les plus impudentes commises par un capitaliste français et par un fonctionnaire ministériel russe aux termes d'un contrat.

Le *Vorwärts* dit avec raison que cette lettre projette une vive lumière sur la corruption russe et sur la façon dont le capital étranger l'exploite. La lettre démontre quelle est la pratique courante des relations d'« affaires » des nations capitalistes civilisées. Ces choses-là se font partout en Europe, mais ne se font nulle part avec autant de cynisme qu'en Russie, car la vénalité ne jouit nulle part d'une « sécurité politique » (tout danger de révélation écarté) aussi grande qu'en Russie autocratique. On comprend, concluent les social-démocrates allemands, pourquoi l'industrie européenne est intéressée au maintien de l'autocratie russe et de son cortège de fonctionnaires irresponsables, habiles aux tripotages secrets ! On comprend pourquoi les fonctionnaires russes repoussent des pieds et des mains la Constitution qui menace les administrations d'un contrôle public ! Cet exemple permet de se figurer les sommes que la bureaucratie russe « gagne » à la guerre russo-japonaise. Quelles sommes ont dû tomber, ne serait-ce que de la vente des transatlantiques allemands à la Russie, dans les poches des fonctionnaires ministériels de Pétersbourg ! La calamité nationale est un pactole pour les fournisseurs de guerre et pour les fonctionnaires prévaricateurs.

« Vpériod » n°14
du 18 avril (30 mars) 1905

Conforme au texte du journal

LA PAILLE ET LA POUTRE *

Le n° 92 de l'*Iskra* publie un article intitulé « Les zigzags d'une ferme ligne politique » qui s'efforce de démontrer que *Vpériod*, loin de s'en tenir avec une fermeté inflexible aux principes et à la politique de l'ancienne *Iskra*, marche en réalité avec des zigzags sur les traces de la nouvelle *Iskra*. Au fond, cette affirmation est tellement risible que ce ne serait pas la peine de s'y arrêter sérieusement. Ce qui est caractéristique, en l'occurrence, ce n'est pas le contenu de la polémique de la nouvelle *Iskra*, cette polémique étant précisément dépourvue de contenu, ce sont ses procédés. Et il vaut la peine de s'y arrêter. L'analyse de ces procédés nous montre qu'il y a polémique et polémique. Les polémiques de l'ancienne *Iskra* ne la faisaient pas aimer, mais personne ne songeait à l'accuser de manquer de principes. Les polémiques de la nouvelle *Iskra* la font mépriser parce que la masse des militants, aussi bien que les partisans conscients du *Rabotchéïé Diélo* et les « conciliateurs » groupés autour de Plékhanov, voient que ces polémiques manquent de principes.

Notre intention est de montrer au lecteur quels sont les procédés de cette polémique.

Suivons l'*Iskra* pas à pas. *Vpériod*, nous dit-elle, pousse le parti à la scission. C'est faux. Tous ceux qui ont étudié la crise du parti sur pièces, et non d'après des racontars, savent que c'est justement la minorité qui a scindé le parti au lendemain du IIe Congrès, mais clandestinement, en créant une organisation secrète. L'*Iskra* fait l'hypocrite. On peut haïr, pour une scission manifeste, on ne peut man-

* La publication de cet article a été retardée faute de place.

quer de mépriser pour une scission clandestine. *Vpériod* ne veut pas de scission clandestine, voilà tout.

On veut ensuite nous convaincre de contradiction à propos de l'autonomie et du centralisme. Lénine aurait assuré dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* *, que l'autonomie est un principe opportuniste ; et voilà que le Bureau des Comités de la Majorité se déclare maintenant partisan de la plus large autonomie des comités locaux. Lénine aurait affirmé que la bureaucratie est, par rapport à la démocratie, le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport à celui des opportunistes. Et voici que le Bureau des Comités de la Majorité parle lui-même de bureaucratie ! Telles sont les accusations lancées contre nous. Elles sont une fois de plus édifiées sur le mensonge pur et simple. Dans *Un pas*, etc., (et auparavant dans la « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » **) Lénine a formulé maintes fois ses réserves, déclaré, rappelé et souligné que les phrases contre la bureaucratie, pour l'autonomie, etc., manquent tout à fait de précision et revêtent les significations les plus variées qu'on change arbitrairement. Au fond — Lénine l'a répété des centaines de fois —, ces phrases ne servent qu'à camoufler le désir de cooptation. Ces mots de Lénine ont maintenant reçu la confirmation intégrale la mieux prouvée. Mais si, disait Lénine, l'on consent à en considérer la signification de principe (*si* l'on consent !), on voit ce qui suit : de façon générale, bureaucratie peut signifier travail de bureau, formalités, paperasseries, échappatoires. Cette bureaucratie est fâcheuse, disait Lénine, citant pour mieux illustrer sa pensée le projet de statuts assez connu de Martov. Tout lecteur tant soit peu consciencieux comprend clairement que le Bureau des Comités de la Majorité parle de cette bureaucratie-là, et l'accusation de contradiction adressée à *Vpériod* se révèle enfantine. La bureaucratie peut signifier la violation des droits légitimes et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, « naturels », de toute opposition, la lutte contre la minorité par des moyens illégitimes. Cette bureaucratie-là est possible, disait Lénine, mais ne repose sur aucun principe.

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 185-392. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 185-392 et 98-101. (*N.R.*)

Il faut la combattre, la combattre en mettant au point les garanties constitutionnelles du droit de la minorité. Ces garanties ont été nettement, clairement, ouvertement proposées, pour la première fois, par les plus intransigeants ou, pour employer les termes d'aujourd'hui, par les camarades de *Vpériod* dans la déclaration connue des 22 *, publiée en août, il y a sept mois, sans que le groupe de la nouvelle *Iskra* ait fait la moindre tentative de préciser franchement son attitude vis-à-vis de cette déclaration.

Mais, outre ces interprétations de la bureaucratie, de l'antiautonomie, etc., il est possible de les comprendre vraiment en principe non comme des erreurs partielles, non comme des exagérations, etc., mais comme des principes généraux d'organisation. De telles conceptions nous étaient imputées par les menchéviks, contre notre gré, malgré notre résistance. Dans la « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » aussi bien que dans *Un pas*, etc., Lénine met des centaines de fois le lecteur en garde contre ces conceptions qui obscurcissent le caractère réel, effectif, de la crise et de la scission. Il s'exclamait tout net dans la « Lettre à la rédaction de l'*Iskra* » : Laissez-là, Messieurs, toutes ces sornettes, il n'y a là, pour les 9/10, que ragots ! Ce fut un tollé contre Lénine et l'Organe central se mit à démontrer que les principes étaient en jeu. Eh bien, s'il en est ainsi, alors le *principe* de l'autonomie est réellement un principe opportuniste de l'organisation social-démocrate, répondit Lénine et répondront toujours ceux qui se réclament de *Vpériod*. Eh bien, s'il en est ainsi, vos cris contre la bureaucratie sont en principe identiques aux cris des jauressistes en France, des bernsteiniens en Allemagne et des réformistes en Italie. Voilà ce qu'il en est. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier la crise du parti, sur pièces et non d'après des racontars. Déjà au IIe Congrès, Lénine disait à un membre du Bund, Liber (voir les procès-verbaux), qu'il défendrait l'autonomie d'un « quelconque » comité de Toula ** contre une centralisation mesquine. Il n'objectait rien à ce que cette autonomie fût garantie dans l'article 8 de nos statuts. Mais ni Lénine ni le Bureau des Comités

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 420-427. (*N.R.*)
** *Ibid.*, t. 6, p. 442. (*N.R.*)

de la Majorité ne défendirent jamais le *principe* autonomiste; ce principe fut défendu par Akimov, Liber, la nouvelle *Iskra*. Il n'est certes pas difficile de créer sur ce point la confusion aux yeux du lecteur mal informé, en détachant de leur contexte des vocables employés en des circonstances profondément différentes et qui ont des significations profondément différentes ; mais les journaux qui polémisent à l'aide de citations ainsi tronquées sont considérés comme le *Novoïé Vrémia* [112].

Prenez la brochure d'« Un Ouvrier ». Quel est le fond de l'affaire obscurcie par l'*Iskra* ? C'est que des gens sans principes se sont mis en mauvaise posture en affirmant à grands cris le principe de l'autonomie, etc., car on ne pouvait leur répondre qu'en exigeant l'application du principe électif, à l'exclusion de tout autre. Une fois dans l'impasse, ces gens ont sonné la retraite. Par contre, les camarades de *Vpériod* disaient et disent : Il est inconvenant de faire étalage de phrases et de « principes » autonomistes et démocratiques, mais s'il faut apporter aux statuts des modifications sérieuses, pratiques, inspirées des perspectives démocratiques que nous offre la situation en Russie, débattons-les franchement et ouvertement. *Vpériod* a jeté le gant à « Un Ouvrier » : Montrez-nous un seul texte dans les publications social-démocrates qui formule avec autant de clarté que ceux de Lénine la nécessité d'admettre les ouvriers dans les comités du parti *. Désorienté par la nouvelle *Iskra*, « Un Ouvrier » a répondu, par voie de presse, qu'il relevait le défi : mais il est apparu qu'il ne comprenait pas ce que c'était que relever un défi, car il n'a produit aucun texte, s'étant borné à menacer Lénine de « lui en faire voir » ou de lui « régler son compte ». *Vpériod* s'est naturellement abstenu de répondre à ces terribles menaces.

Considérez maintenant la question du centre unique. Lénine aurait dit, dans *Un pas*, etc., que les opportunistes étaient partisans du centre unique ; à présent, c'est le Bureau des Comités de la Majorité. Les faits sont de nouveau grossièrement tronqués à l'intention d'un lecteur inattentif ou incompétent. Quiconque voudra lire *Un*

* Voir le présent tome, pp. 42-43. (*N.R.*)

pas, etc., verra (à la p. 28 prudemment évitée par le collaborateur de l'*Iskra*) que, longtemps avant le premier article d'un bolchévik contre les deux centres (voir les articles de Riadovoï dans « Nos malentendus »), Lénine écrivait que l'idée des deux centres « répondait aux besoins temporaires » (attention !) « et particuliers précisément du mouvement ouvrier social-démocrate en Russie dans les conditions de l'esclavage politique et de la création à l'étranger d'une première base d'opérations pour l'offensive révolutionnaire ». « La première idée, est-il dit aussitôt dans *Un pas*, etc., à propos du centralisme en général, considérée comme unique » (attention !) « principe, devait (d'après le plan de l'ancienne *Iskra*) pénétrer tous les statuts du parti ; la deuxième, idée partielle, engendrée par des circonstances temporaires de lieu et de mode d'action, s'exprimait par un écart apparent vis-à-vis du centralisme, dans la création de deux centres » (p. 28) *. Nous laissons maintenant au lecteur le soin de juger des procédés de polémique du *Novoïé Vrémia* de notre parti ! L'*Iskra* tente tout simplement de tromper le lecteur en lui dissimulant : 1) que Lénine a depuis longtemps indiqué la signification temporaire, *particulière* de l'idée des deux centres ; 2) qu'il n'a pour cette raison jamais expliqué l'attachement des opportunistes au centre unique par des principes généraux, l'expliquant exclusivement par des « circonstances temporaires de lieu et de mode d'action », des circonstances où les éléments opportunistes du parti devaient être et étaient *en réalité* partisans d'un centre unique. C'est un fait que l'ancienne *Iskra* fut un bastion contre l'opportunisme. C'est aussi un fait que les opportunistes furent mis en minorité au congrès. Maintenant que la nouvelle *Iskra* s'est révélée opportuniste, maintenant que les organisations de Russie ont fait preuve de plus de fermeté de principe et d'esprit de parti que les organisations de l'étranger, quoi d'étonnant que les « circonstances temporaires » aient changé ? Nous ne nous étonnerions nullement de voir le groupe du *Rabotchéïé Diélo*, Martynov, le « marais » et la nouvelle *Iskra* assumer (par exemple au III^e^ Congrès) la défense des deux centres, tandis que tous les bolché-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, p. 223. (*N.R.*)

viks (ou presque tous) se prononceraient pour un centre unique. Ce ne serait qu'une modification conforme aux « circonstances temporaires » des méthodes de lutte pour les mêmes principes de la social-démocratie révolutionnaire, pour les principes de l'ancienne *Iskra*, que Lénine et les bolchéviks ont inflexiblement défendus et défendent. Seuls les gens du type de ceux du *Novoïé Vrémia* peuvent voir un « miracle » dans une semblable évolution. (Nous avons dit que presque tous les bolchéviks peuvent être partisans d'un centre unique. Nous verrons encore au III Congrès ce qu'il en adviendra. Des opinions diverses existent parmi nous quant à la signification des « circonstances temporaires de lieu et de mode d'action » ; nous les confronterons toutes au congrès et nous en « dresserons le bilan ».)

Ce qui précède nous semble faire ressortir suffisamment les procédés de polémique de la nouvelle *Iskra*, de sorte que nous pouvons être désormais plus brefs. L'*Iskra* dit que le Bureau des Comités de la Majorité enfreint la discipline du parti en convoquant le congrès à l'insu du Conseil [113], ce qui est contraire aux statuts. Ce n'est pas vrai, le Conseil ayant bien avant cela violé les statuts en se dérobant au congrès. Il y a longtemps que nous l'avons ouvertement exposé dans la presse (Orlovski) [114]. Après que les menchéviks eurent par une scission clandestine déchiré le parti et se furent dérobés au congrès à coup de duperies, il ne nous restait, dans une situation absurde, d'autre solution pratique que de convoquer le congrès malgré les centres. L'*Iskra* dit que l'éditorial du n° 9 de *Vpériod*, « Nouveaux objectifs, forces novelles », qui insiste sur la nécessité d'élargir très sensiblement le nombre des organisations les plus diverses du parti, est en contradiction avec l'idée dont s'inspire l'article 1er des statuts rédigé par Lénine, car celui-ci, défendant son idée au congrès, soutenait la nécessité de restreindre la notion de parti. Cette objection de l'*Iskra* peut être recomandée comme un exercice de logique susceptible d'initier les lycéens à la polémique. Les bolchéviks ont dit et disent qu'il faut ramener le parti à la somme ou à l'ensemble de ses organisations, et en

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 238-240 et 245-246. (*N.R.*)

augmenter ensuite le nombre (voir les procès-verbaux du congrès en *Un pas*, etc., p. 40 et autres, surtout pp. 40-41 et 46)*. La nouvelle *Iskra* confond l'élargissement du *cadre* du parti avec l'élargissement *de la notion* de parti, l'augmentation *du nombre des organisations du parti* avec l'élargissement du parti *au-delà des limites de ses propres organisations* ! Afin d'expliquer ce puzzle, nous produirons un exemple qui ne sera pas des plus sorciers. Admettons, pour plus de simplicité, qu'une armée soit composée tout entière de soldats d'une seule arme ; cette armée doit d'abord être réduite jusqu'à ne plus être que la somme des soldats sachant vraiment tirer, preuves à l'appui, sans qu'il soit permis d'en être quitte avec des assurances et des phrases sur leur préparation militaire ; on s'efforcera ensuite d'augmenter le nombre des personnes susceptibles de subir l'épreuve du tir. Ne commencez-vous pas à comprendre un tantinet de quoi il retourne, Messieurs de la nouvelle *Iskra* ?

L'*Iskra*, incriminant *Vpériod*, écrit : « On exigeait autrefois uniquement de fermes social-démocrates qui devaient être reconnus tels, tandis que l'on admet maintenant au sanctuaire n'importe qui excepté ceux qui, consciemment, ne sont pas social-démocrates. » Ouvrez le n° 9 de *Vpériod* et lisez : « Que tous les... cercles, exceptés ceux qui, consciemment, ne sont pas social-démocrates, entrent directement dans le parti ou *se joignent à lui* (souligné par l'auteur). Dans ce dernier cas, on ne peut exiger ni l'acceptation de notre programme, ni liens d'organisation obligatoires avec nous * ». ...N'est-il pas évident que l'*Iskra* se livre manifestement à une contrefaçon en confondant ce que « l'on exigeait autrefois » pour l'admission au parti avec « ce qu'on admet maintenant » de la part de groupes sympathisant avec le parti ? Les bolchéviks disaient auparavant, et disent maintenant dans *Vpériod*, que s'inscrire soi-même au parti, c'est faire preuve d'anarchisme d'intellectuel et que les membres du parti doivent reconnaître plus qu'en paroles les « liens d'organisation obligatoires ». Celui qui se donne pour but de semer la confusion peut seul ne pas le comprendre. Le mot d'ordre

* Voir le présent tome, p. 218. (*N.R.*)

de *Vpériod* était : en vue des nouvelles tâches, groupez les nouvelles forces au sein des organisations du parti, ou, tout au moins, des organisations sympathisantes. Le mot d'ordre de l'*Iskra* est : « La porte large ouverte. » Les uns disent : Enrôlez de nouveaux tireurs dans vos régiments et organisez ceux qui apprennent le tir en détachements auxiliaires. Les autres disent : La porte large ouverte ! Que chacun puisse s'inscrire lui-même dans l'armée selon son bon plaisir !

L'*Iskra* voudrait nous assurer qu'elle partage le point de vue de *Vpériod* sur l'organisation de la révolution et de l'armement. Nous demanderons avant tout : Et Parvus ? Si ce scélérat de *Vpériod* invente les divergences de vues, pourquoi ne vous expliquez-vous pas à fond avec Parvus qui appartient à la nouvelle *Iskra* et que l'on ne peut suspecter de malveillance envers l'*Iskra* ? Vous avez bien dû, les premiers, vous reconnaître en désaccord avec lui ? Pourquoi ce jeu de cache-cache ? Au fond, la nouvelle *Iskra* fait ici à *Vpériod* des objections tout à fait analogues à celles que le *Rabotchéïé Diélo* faisait à l'ancienne *Iskra*. On ne saurait trop recommander aux camarades qui s'intéressent à l'histoire de *leur* parti de relire le *Rabotchéïé Diélo* et surtout son n° 10. On démontrait au *Rabotchéïé Diélo* qu'il amoindrissait les objectifs de la lutte politique. Il répliquait : L'*Iskra* ne mesure pas assez l'importance de la lutte économique. On montre à la nouvelle *Iskra* qu'elle minimise la tâche d'organiser la révolution, de faire l'insurrection, d'armer les ouvriers, le devoir de la social-démocratie de participer au gouvernement provisoire révolutionnaire. La nouvelle *Iskra* répond : *Vpériod* sous-estime l'importance du caractère spontané de l'insurrection et de la révolution, ainsi que la prédominance de la politique sur la « technique » (armement). La même attitude suiviste amène les mêmes arguments. Leur incapacité de formuler un mot d'ordre de direction concernant les nouveaux objectifs, ces gens la dissimulent sous une casuistique tendant à démontrer l'importance capitale des anciennes tâches. Ils détachent des vocables isolés de leur contexte afin de prouver que l'adversaire lui-même apprécie l'importance des anciens objectifs, de l'alphabet social-démocrate. Certes, camarades de la nouvelle *Iskra*, nous apprécions

grandement l'alphabet de la social-démocratie, mais *nous ne voulons pas en rester perpétuellement à l'abécédaire.* Voilà tout. Ni Parvus, ni le Bureau des Comités de la Majorité, ni *Vpériod* ne songeraient jamais à discuter ce principe élémentaire que les ouvriers peuvent, doivent s'armer et s'armeront en dehors des organisations et du parti. Mais si l'*Iskra* fait de sa fameuse « théorie de l'auto-armement » *un mot d'ordre*, chacun sourit naturellement de la voir adorer ainsi la spontanéité. Si l'« *Iskra* », *corrigeant* Parvus, découvre une tâche nouvelle, digne des œuvres les plus profondes de Kritchevski et d'Akimov, celle « d'armer les ouvriers du besoin dévorant de s'armer eux-mêmes », il est naturel qu'elle ne rencontre que railleries. Si, au moment où des tâches nouvelles — celles de l'armement des masses, des combats de rues, etc. — s'ajoutent aux tâches anciennes de la social-démocratie, l'*Iskra* se hâte d'amoindrir les premières (à peine abordées) à l'aide de ratiocinations dédaigneuses sur la « technique » et son rôle secondaire, si, au lieu de faire des objectifs nouveaux de la « technique » *le complément* des anciennes tâches politiques coutumières et permanentes du parti, l'*Iskra* se met à disserter sur *la séparation* des unes et des autres, il va de soi que chacun rapporte ces propos à des variantes nouvelles du suivisme.

Notons, pour finir, à titre de curiosité, la tentative de l'*Iskra* de se débarrasser de la bonne renommée que lui vaut la fameuse théorie : ne point semer la panique. L'*Iskra* traite maintenant elle-même cette question de « fameuse » et s'efforce de démontrer que le Bureau des Comités de la Majorité prêche lui aussi qu'« il ne faut pas provoquer de panique » puisqu'il recommande, dans sa feuille volante sur l'insurrection, d'éviter (sauf les cas de force majeure) la destruction des biens des petits bourgeois, afin de ne point les apeurer inutilement [115]. Et l'*Iskra* de jubiler : Vous non plus, vous ne voulez pas effrayer les gens !

N'est-ce pas délicieux ? L'accord avec les membres des zemstvos visant à ne point provoquer de panique pendant les manifestations paisibles est comparé à la mise en garde contre les destructions de biens qui ne seraient pas commandées par la nécessité, pendant l'insurrection ! De surcroît : d'une part, « les manifestations du type supé-

rieur », d'autre part, la « technique » dédaignée et vile du combat de rues, les armes à la main... Une petite question, amis : Pourquoi tout social-démocrate * accepte et acceptera la recommandation de ne pas effrayer inutilement les petits bourgeois pendant l'insurrection ? Et pourquoi, au contraire, votre plan de campagne de zemstvos est-il, de votre propre aveu, devenu « fameux » parmi les social-démocrates ? Pourquoi dans vos rangs mêmes, Parvus et bien d'autres ont-ils élevé des protestations contre ce plan ? Pourquoi la honte vous a-t-elle jusqu'à présent empêché de publier ce fameux plan ? N'est-ce pas parce que les conseils que vous donniez dans votre lettre mémorable étaient aussi inopportuns et ridicules que ceux du Bureau sont incontestables et reconnus tels par la social-démocratie ?

« Vpériod » n°15 du 30 (17) avril 1905

Conforme au texte du journal

* Les anarchistes seuls se sont jusqu'à présent élevés contre cette recommandation. Leur tract s'est attaqué à *Vpériod*, révélant ainsi une totale incompréhension de la différence entre la révolution démocratique et la révolution socialiste.

LE PROGRAMME AGRAIRE DES LIBÉRAUX

Les journaux légaux ont annoncé, il y a déjà assez longtemps, qu'une conférence des membres des zemstvos venus de divers points de la Russie s'est tenue à Moscou. Les *Moskovskié Viédomosti* [116] ont même tenté de faire quelque bruit à ce propos, en criant que le gouvernement tolère en Russie des congrès révolutionnaires, qu'un congrès du parti monarchique s'impose, etc. Mais nul n'a prêté d'attention sérieuse à ces cris, la police ayant maintenant trop à faire avec des troubles beaucoup plus graves. Les membres des zemstvos ne semblent pas avoir dépassé le cadre des vœux constitutionnels habituels. Leurs conférences présentent pourtant un intérêt marquant parce qu'on y a traité de la question agraire. Citons en entier les thèses adoptées, selon les journaux, à la majorité du congrès [117].

« 1) L'intervention de l'Etat dans la vie économique doit s'étendre aussi aux rapports agraires. 2) Une juste législation agraire implique une transformation radicale (??). 3) La future réforme agraire doit être basée sur les principes suivants : I. Amélioration de la situation économique de la classe agricole par le rachat obligatoire des parcelles appartenant aux particuliers, et nécessaires aux groupes de cultivateurs de diverses catégories possédant peu de terre (plusieurs personnes sont chargées de l'étude de cette question). II. Les terres de l'Etat et une partie des apanages doivent être érigées en fonds de l'Etat ; ce fonds doit être accru par l'achat et le rachat des domaines privés et exploités dans l'intérêt des populations laborieuses. III. Réglementation des conditions d'affermage par l'entremise de l'Etat. IV. Formation de commissions d'arbitrage comprenant des représentants de l'Etat et de la société, afin d'appliquer les mesures agraires conformément aux principes susindiqués. V. Bonne organisation, sur de larges bases, de migrations et de répartition de populations, facilités de crédit sous des formes variées, réforme de la banque paysanne et appui aux entreprises coopératives. VI. Révision radicale de la législation cadastrale, tendant à faciliter, hâter et diminuer les frais du bornage des terres, à supprimer l'enclavement des parcelles et des lots, à favoriser l'échange des terrains, etc.»

Arrêtons-nous un instant, avant de l'examiner point par point, sur la signification générale de ce programme extrêmement édifiant. Le seul fait que les représentants de la classe des propriétaires fonciers présentent un programme de ce genre atteste, à n'en pas douter, mieux que de longs raisonnements, que la Russie se distingue par quelque particularité importante de toutes les nations capitalistes de l'Europe occidentale. Il s'agit de savoir en quoi consiste cette particularité. Consiste-t-elle en une structure communautaire à demi socialiste et, partant de là, en l'inexistence chez nous d'intellectuels bourgeois et d'une démocratie bourgeoise, comme le pensaient les anciens populistes socialistes et comme le pensent, en partie, les « socialistes-révolutionnaires » ? Ou consiste-t-elle dans la profusion des survivances du servage entravant nos campagnes, rendant impossible le développement large et libre du capitalisme et suscitant l'état d'esprit populiste précisément au sein de la démocratie bourgeoise ? Les socialistes tant soit peu réfléchis ne se permettront ni d'éluder cette question, ni d'invoquer son caractère abstrait et théorique qui serait déplacé à une époque révolutionnaire, ni de faire état des soulèvements paysans qui expliquent assez la circonspection des propriétaires fonciers. L'équivoque ou le manque de principes dans les questions théoriques équivalent précisément à l'époque révolutionnaire, à une complète faillite idéologique, car le socialiste a besoin précisément aujourd'hui, afin de maîtriser les événements au lieu d'en être le jouet, d'une conception du monde ferme et mûrie. Alléguer les soulèvements paysans ne sert à rien, car le programme, adopté maintenant par les propriétaires fonciers politiquement organisés dans les zemstvos, comporte des vœux que toute la presse libérale et tous les leaders libéraux exposent depuis des dizaines d'années. Le programme des populistes étant devenu celui des propriétaires fonciers, ce fait donne une claire réponse politique à la question que nous avons posée. A une époque révolutionnaire, les discussions théoriques sur des thèmes sociaux sont tranchées par l'action déclarée des différentes classes sociales.

Examinons maintenant d'un peu plus près le programme agraire des libéraux. La presse légale est encline à l'en-

censer. L'*Ekonomitcheskaïa Gazéta*, par exemple, « constate le fait que les membres des zemstvos présentent un programme agraire, au reste beaucoup plus extrême » (ah bon !) « que l'on ne pouvait s'y attendre, compte tenu des idées courantes sur la composition actuelle des zemstvos ». (Ce serait donc un programme extrême, du point de vue de MM. les propriétaires fonciers ?) « Il est ainsi démontré, continue notre gazette, que le groupe politique des zemstvos ne manque ni de tact politique ni d'une profonde intelligence des phénomènes qui s'accomplissent autour de nous »...

Le tact et l'intelligence de MM. les propriétaires fonciers consistent à parler de la nécessité de l'immixtion de l'Etat lorsque les paysans eux-mêmes se mettent à intervenir activement et résolument dans le domaine des rapports agraires. Vieille histoire toujours nouvelle ! L'Etat est sans cesse intervenu en Russie dans les relations agraires : quand c'était au profit des classes supérieures on l'appelait en langage policier « l'ordre » ; quand une intervention commence par en bas on parle de « désordre ». Mais, permettez, quelle ingérence veulent donc les propriétaires fonciers ? Leur programme montre qu'ils n'en veulent qu'à l'égard de la propriété foncière et de la jouissance des terres. Toutes leurs mesures, à commencer par le rachat des parcelles complémentaires pour finir par le crédit et l'échange des parcelles, se rapportent exclusivement aux possesseurs du sol, c'est-à-dire à diverses sortes de maîtres. Et les ouvriers agricoles déshérités ? Car on comptait chez nous en Russie, rien que dans les cinquante provinces de « l'intérieur », dans les années 1890-1900, au moins *trois millions et demi* de valets de ferme et de journaliers agricoles, dont le travail salarié était le principal moyen d'existence. Le nombre des salariés agricoles est certainement plus grand aujourd'hui, et l'immense majorité d'entre eux est complètement ou presque complètement dépourvue de terre. Outre les sans-logis et les sans-terre on comptait chez nous, il y a dix ans, dans les mêmes provinces, sur 10 millions environ *d'exploitations* paysannes, plus de 3 millions d'exploitations sans chevaux. Toute cette masse de cultivateurs n'ont d'exploitants que le nom. Leur intérêt le plus vital, c'est d'obtenir un salaire

plus élevé, une plus courte journée de travail, de meilleures conditions sanitaires. MM. les propriétaires fonciers passent très sagement sous silence l'intervention dans les relations entre patrons et salariés. Et l'on peut être certain que personne n'y pensera sérieusement tant que les ouvriers agricoles n'interviendront eux-mêmes.

Social-démocrates, nous devons porter sur *ce point* l'attention la plus soutenue. Les intérêts pratiques immédiats du mouvement et nos principes généraux l'exigent. Le caractère démocratique bourgeois du libéralisme russe et du mouvement populiste s'est révélé et se révèle, entre autres, dans ce fait que les intérêts de la petite agriculture voilent complètement ceux du salarié agricole. Certes, le populiste convaincu et parfois le « socialiste-révolutionnaire » sont enclins à considérer ce fait comme tout à fait naturel en raison de l'importance « secondaire » (dans son imagination, mais non dans la vie du paysan) du travail salarié, et parce que le rôle de ce travail *pourrait* être réduit à rien par le développement ultérieur de « traditions communautaires », « des conceptions touchant le travail » et de « la jouissance égalitaire ». Mais ce penchant, quelque ardents et sincères que soient les discours d'allure socialiste qui le motivent, n'atteste en réalité que l'étroitesse petite-bourgeoise de ceux dont il borne les horizons, et rien d'autre. Les rêveries de ce genre, propres au paysan aussi bien qu'à l'intellectuel russes, sont des rêveries petites-bourgeoises. Les fleurs de ces rêveries des populistes sont précisément ces fleurs artificielles qui ornent l'une des chaînes de l'humanité laborieuse, et que la social-démocratie doit impitoyablement arracher, « non pour que l'humanité continue à porter des chaînes prosaïques et désolantes, mais pour qu'elle brise ses chaînes et cueille les fleurs vivantes » [118].

Nous sympathisons sans réserve avec le mouvement paysan. Si les paysans réussissaient, avec notre aide, à enlever, par la voie révolutionnaire, aux propriétaires fonciers *toutes* leurs terres, nous verrions là un immense avantage pour tout le développement social de la Russie ainsi que pour le prolétariat russe. Mais considérez même cette solution optimale : *même alors* la masse des ouvriers salariés de l'agriculture ne pourrait diminuer que tempo-

rairement, mais sa disparition serait absolument impossible. Et *même alors* les intérêts propres des ouvriers salariés de l'agriculture subsisteraient.

Le passage de la terre aux paysans ne supprimerait nullement, en Russie, la domination du mode de production capitaliste, au contraire, il lui fournirait une plus large base de développement et hâterait l'évolution, disons du type italien au type américain. Les différences de fortune parmi les paysans, déjà considérables aujourd'hui, bien qu'elles soient relativement peu apparentes pour la raison que le régime autocratique-féodal opprime tout le monde, ne disparaîtraient nullement. L'extension du marché intérieur, le développement des échanges et de la production marchande à une nouvelle échelle, la croissance rapide de l'industrie et des villes, toutes conséquences inévitables d'une amélioration sensible de la condition des paysans, accentueraient infailliblement les différences de fortune. Plus les illusions sur ce sujet sont répandues chez nous, et plus résolument la social-démocratie doit les combattre, si elle veut réellement représenter les intérêts du mouvement ouvrier dans son ensemble, et non dans l'une seulement de ses phases *.

Sans une révolution socialiste complète, aucune transformation agraire, aussi radicale, aussi révolutionnaire soit-elle, ne supprimera la classe des ouvriers salariés de l'agriculture. Le rêve de transformer tous les hommes en petits bourgeois est une platitude réactionnaire. C'est pourquoi nous devons, dès maintenant, développer la conscience de classe des ouvriers agricoles, les grouper dans une organisation indépendante de classe. La vague de grèves dans les villes peut et doit gagner les campagnes non seulement sous la forme de soulèvements paysans, mais aussi sous celle de grèves ouvrières authentiques, surtout pendant la fenaison et la moisson. Les revendications de notre programme concernant la condition des ouvriers, présentées le plus souvent par les ouvriers des villes à leurs patrons, doivent aussi l'être, avec les modifications commandées par la différence des conditions de vie, par les ouvriers

* Cf. l'article de Marx ci-après de 1846 (voir le présent tome pp. 325-331). (*N.R.*)

de l'agriculture. Il faut profiter de ce qu'il n'y a pas encore en Russie de loi spéciale rabaissant la situation de l'ouvrier agricole par rapport à celle de l'ouvrier des villes (exception faite de la loi sur l'abandon du travail sans autorisation). Il faut faire en sorte que la montée prolétarienne engendre un état d'esprit prolétarien et des méthodes prolétariennes de lutte spécifiques parmi les valets de ferme et les journaliers.

La couche petite-bourgeoise de la population rurale, la paysannerie comprise au sens étroit et propre du mot, ne peut manquer d'être révolutionnaire en certaines périodes historiques. Son esprit révolutionnaire d'aujourd'hui découle inévitablement de toutes les conditions de « l'ancien régime », et nous devons le soutenir et l'encourager avec énergie. Mais les conditions d'existence du nouveau régime, de la nouvelle et libre Russie capitaliste, détermineront tout aussi inévitablement le ralliement d'une partie des petits bourgeois ruraux à « l'ordre », et cela se produira d'autant plus vite que les paysans prendront maintenant plus de terres aux propriétaires fonciers. Seul le prolétariat rural peut être dans les campagnes la classe authentiquement révolutionnaire, révolutionnaire dans toutes les conditions, révolutionnaire jusqu'au bout. La transformation du moujik, misérable et opprimé, en un fermier européen, énergique et libre, sera une immense conquête démocratique, mais, socialistes, nous n'oublierons pas un instant que cette conquête ne servira réellement la cause de l'émancipation complète de l'humanité que le jour où, et dans la mesure où le prolétariat rural conscient, libre et organisé, se dressera face au fermier.

Messieurs les propriétaires fonciers libéraux passent sous silence l'ouvrier agricole. Quant au futur fermier, tous leurs soucis tendent à s'en faire un allié aussi promptement que possible, et aux moindres frais (il serait peut-être plus juste de dire avec un profit éventuel), à le transformer en propriétaire, en pilier de l'ordre. Avec quelles misérables aumônes ne rêvent-ils pas de se tirer d'affaire ! La seule mesure révolutionnaire, la confiscation des apanages, ils la restreignent *à une partie* de ces terres, craignant d'appeler la confiscation par son nom et passant sous silence les domaines de l'Église. Promettant aux paysans

d'augmenter leurs petites parcelles, ils s'en tiennent fermement au rachat sans spécifier d'un mot qui le payera. Ils considèrent évidemment comme allant de soi que le moujik paiera comme lors du fameux rachat de 1861. Les propriétaires fonciers céderont à un prix triplé leurs terres les plus mauvaises, voilà ce que promet cette augmentation. Toutes les mesures qu'ils proposent sur le crédit, la coopération, l'échange des parcelles, etc., tiennent en entier dans le cercle étroit des intérêts de la propriété. Sur le fermage — l'une des questions les plus brûlantes de l'économie paysanne—, ils se bornent à donner le mot d'ordre le plus vague de « réglementation ». On peut faire tenir n'importe quoi sous cette rubrique, n'importe quoi jusques et y compris l'augmentation des fermages, sous prétexte de normalisation, et nous avons déjà noté plus haut ce que les représentants des classes dirigeantes entendent par « ordre ».

Mais le point politique le plus important et le plus dangereux du programme libéral, c'est, croyons-nous, celui qui concerne les « commissions d'arbitrage comprenant des représentants de l'Etat et de la société ». La façon d'effectuer la transformation agraire a une énorme importance, car c'est précisément d'elle que dépend concrètement, réellement le caractère plus ou moins sérieux de la transformation même. Les populistes nous ont accoutumés à porter ici encore (comme sur nombre d'autres questions) la plus grande attention sur l'avantage économique, en méconnaissant ou en sous-estimant l'aspect politique des choses. Ce point de vue, naturel chez le petit bourgeois, compréhensible chez le « patron », est absolument inadmissible pour le social-démocrate. Les regroupements dans les classes sociales ou catégories de patrons et de propriétaires sont indifférents aux yeux du social-démocrate s'ils ne s'accompagnent d'avantages politiques facilitant la lutte de classe du prolétariat. Du point de vue des rêveries petites-bourgeoises, tous les projets de « jouissance égalitaire », etc., sont importants. Du point de vue social-démocrate, tous ces projets ne sont que propos nuisibles et vains, détournant la conscience sociale des conditions réelles des acquisitions démocratiques réelles. Les social-démocrates n'oublieront jamais que les classes

dirigeantes s'efforcent toujours et partout de diviser et de corrompre les travailleurs par des aumônes économiques. Dans le domaine des transformations agraires, cette politique leur est particulièrement facile, et elles l'appliquent avec une habileté particulière.

C'est avec d'autant plus de netteté et de résolution que nous devons insister sur la revendication *capitale* de notre programme agraire : création de comités révolutionnaires de paysans qui effectueraient eux-mêmes des transformations vraiment radicales (et non « radicales » à la manière des propriétaires fonciers). Faute de quoi toute réforme agraire deviendra inévitablement et infailliblement, de même que la fameuse « réforme » de 1861, une nouvelle tromperie, un nouveau piège. Or, les « commissions d'arbitrage formées de représentants de l'Etat et de la société (?) » tendent ouvertement le piège ! Par « société » nous entendons les propriétaires fonciers, par « Etat » les fonctionnaires. « L'État et la société », cela veut dire *les propriétaires fonciers et les fonctionnaires*, et rien de plus.

C'est sur ce point que nous devons faire porter sans délai toute notre propagande dans les campagnes. L'entendez-vous, paysans ? On veut encore une fois faire bureaucratiquement votre bonheur, « régler » votre existence au moyen d'une intervention des propriétaires fonciers, vous « racheter » des terres à l'exemple du fameux rachat d'autrefois, de maudite mémoire ! Les propriétaires fonciers sont si bons, si bons : voyant qu'on les menace de prendre gratuitement leurs terres, ils consentent avec magnanimité à les *vendre*, à un prix convenable, cela va de soi... Consentez-vous à cette intervention des propriétaires fonciers et des fonctionnaires ? Ne préférez-vous pas intervenir *vous-mêmes* et organiser pour vous-mêmes une vie libre ? Unissez-vous alors au prolétariat des villes, combattez pour la république, allez à l'insurrection qui vous donnera un gouvernement révolutionnaire et des comités révolutionnaires paysans !

« Vpériod » n° 15
du 20 (7) avril 1905

Conforme au texte du journal

MARX ET LE « PARTAGE NOIR » AMÉRICAIN

Il a été fait allusion dans le n° 12 de *Vpériod* * à un discours sur la question agraire, prononcé par Marx contre Kriege non en 1848, comme il était dit par erreur dans l'article du camarade X, mais en 1846. Très jeune à l'époque, le collaborateur de Marx, Hermann Kriege, avait émigré en 1845 en Amérique, et y avait fondé la revue *Volks Tribun* (Le tribun du peuple), consacrée à la propagande du communisme. Mais sa propagande fut telle que Marx se vit obligé de protester résolument au nom des communistes allemands : Hermann Kriege compromettait le Parti communiste. La critique de la tendance Kriege, publiée en 1846 dans le *Westphälische Dampfboot* [119] et reproduite dans le tome II des *Œuvres* de Marx, édition Mehring, présente pour les social-démocrates russes d'aujourd'hui le plus grand intérêt.

Le fait est que le cours même du mouvement social, en Amérique, posait alors la question agraire au premier plan, comme aujourd'hui en Russie, et il s'agissait précisément non d'une société capitaliste développée, mais de la création des conditions primordiales, essentielles, d'un vrai développement du capitalisme. Cette dernière circonstance est d'une importance particulière quant au parallèle entre l'attitude de Marx à l'égard des idées américaines de « partage noir », et celle des social-démocrates russes à l'égard du mouvement paysan contemporain.

Kriege ne donnait dans sa revue aucune documentation pouvant servir à l'étude des particularités sociales concrètes de la société américaine, ou à la détermination de la nature véritable du mouvement des partisans de la réfor-

* Voir le présent tome, pp. 249-250. (*N.R.*)

me agraire d'alors, qui aspiraient à supprimer la rente. Par contre (tout comme nos « socialistes-révolutionnaires »), Kriege revêtait la question de la révolution agraire de phrases pompeuses et prometteuses. « Tout pauvre, écrivait Kriege, devient un membre utile de la société aussitôt que la possibilité d'un travail productif lui est fournie. Cette possibilité lui sera assurée à jamais si la société lui donne un morceau de terre qui lui permette de se nourrir et de nourrir sa famille. Si cette gigantesque superficie de terres (les 1 400 millions d'acres des terres nationales de l'Amérique du Nord) est retirée de la circulation commerciale et remise aux travailleurs * par lots restreints, le paupérisme américain sera supprimé d'un seul coup... »

A quoi objecte Marx : « On devrait comprendre qu'il n'est pas au pouvoir des législateurs d'arrêter, à coup de décrets, la transformation du régime patriarcal, cher à Kriege, en régime industriel, ou de rejeter les Etats industriels et marchands, du littoral oriental vers la barbarie patriarcale. »

Nous voici donc en présence d'un véritable plan américain de partage noir : la masse des terres serait retirée à la circulation commerciale, le droit à la terre reconnu, la possession ou la jouissance foncière limitée. Marx fait dès le début une critique lucide de l'utopisme, indique l'inévitable transformation du régime patriarcal en régime industriel, c'est-à-dire pour parler un langage moderne, la nécessité de l'évolution capitaliste. Mais on commettrait une grande erreur en pensant que les rêveries utopiques des tenants de ce mouvement incitent Marx à adopter, vis-à-vis de ce dernier, une attitude négative en général. Rien de semblable. Déjà, tout au début de sa carrière, Marx savait discerner, derrière les oripeaux idéologiques, le fond progressiste réel du mouvement. Dans la deuxième partie de sa critique intitulée : « *L'Economie* (c'est-à-dire l'économie politique) *de « Volks Tribun » et ses rapports avec la jeune Amérique* », Marx écrivait :

* Rappelez-vous le langage de la *Révolutsionnaïa Rossia* à partir de son n° 8 sur le passage des terres des capitalistes aux travailleurs, l'importance des terres de l'Etat en Russie, la jouissance égalitaire du sol, l'idée bourgeoise de faire entrer les terres dans le circuit commercial, etc. Tout à fait comme Kriege !

« Nous reconnaissons volontiers que le mouvement des national-réformistes américains a sa légitimité historique. Nous savons qu'il aspire à un résultat qui donnerait, il est vrai, à l'heure actuelle, une impulsion au développement de l'industrialisme dans la société bourgeoise contemporaine, mais qui, issu d'un mouvement prolétarien, devra nécessairement, en portant atteinte à la propriété foncière en général, et surtout dans les conditions actuelles de l'Amérique, aboutir, par la suite, grâce à ses propres conséquences, au communisme. Kriege, qui a adhéré avec les communistes allemands de New York au mouvement contre la rente (Anti-Rent-Bewegung), drape ce simple fait de phrases ronflantes, sans examiner le fond même du mouvement. Il prouve que les rapports entre la jeune Amérique et les conditions sociales existant en Amérique manquent tout à fait de clarté à ses yeux. Citons encore un exemple de ses phrases pompeuses sur le plan agraire de morceler la propriété foncière à l'échelle de l'Amérique entière.

« Il est dit dans l'article intitulé « Ce que nous voulons » du n° 10 de *Volks Tribun* : « Les national-réformistes américains appellent la terre le patrimoine commun de tous les hommes... et exigent de la législation nationale des mesures qui fassent des 1 400 millions d'acres de terre, qui ne sont pas encore tombées entre les mains des mercantis, le patrimoine inaliénable et commun de l'humanité entière. » Et pour conserver à l'humanité ce « patrimoine inaliénable et commun », il adopte le plan des national-réformistes consistant à « mettre à la disposition de chaque paysan, afin d'assurer sa subsistance, quel que soit son pays d'origine, 160 acres de terre américaine ». Dans la « Réponse à Konze » (n° 14), ce plan est ainsi exposé : « De ce patrimoine populaire encore intact, nul ne doit recevoir en possession plus de 160 acres, et d'ailleurs à la condition de les cultiver soi-même. » Ainsi, pour conserver la terre sous forme de « patrimoine inaliénable et commun » et appartenant de surcroît à « l'humanité entière », il faut se dépêcher d'en commencer le partage. Kriege s'imagine être en mesure d'interdire à l'aide de quelque loi les inévitables conséquences de ce partage : concentration, progrès industriel, etc. 160 acres de terre lui paraissent être une valeur constamment égale à elle-même,

comme si cette valeur ne devait pas varier avec la qualité du terrain. Les « paysans » échangeront entre eux et avec les autres hommes, sinon la terre elle-même, tout au moins ses produits. Cela étant, on verra bientôt un « paysan », même sans capital, aidé de son labeur et de la fertilité supérieure de ses 160 acres, réduire un autre à le servir en qualité d'ouvrier agricole. Et puis, que ce soit « la terre » ou les produits de la terre qui « tombent entre les mains des mercantis », n'est-ce pas la même chose ? Examinons sérieusement le cadeau que fait Kriege à l'humanité. 1 400 millions d'acres doivent être conservés « comme le patrimoine inaliénable et commun, de l'humanité entière », et chaque paysan doit en recevoir 160. Nous pouvons donc calculer à quoi se monte « l'humanité » de Kriege : exactement à 8 750 000 « paysans », soit 43 750 000 âmes si l'on compte cinq bouches par famille. Nous pouvons également calculer combien durera la « perpétuité » de la « prise de possession de toutes les terres par le prolétariat, représentant l'humanité », du moins aux Etats-Unis. Si la population des Etats-Unis continue à doubler aussi rapidement que jusqu'ici, c'est-à-dire tous les 25 ans, cette « perpétuité » durera un peu moins de 40 ans. En 40 ans, ces 1 400 millions d'acres seront occupés, et les générations suivantes n'auront plus à « prendre possession » de quoi que ce soit. Mais comme la répartition gratuite des terres hâtera grandement l'immigration, la « perpétuité » de Kriege peut prendre fin plus tôt, surtout si l'on considère qu'une superficie destinée à 44 millions d'hommes serait un déversoir insuffisant même au paupérisme européen actuel. En Europe un habitant sur dix est paupérisé : il y a 7 millions d'indigents dans les seules îles Britanniques. On relève la même naïveté politico-économique dans l'article intitulé « Aux femmes » (n° 13) où Kriege dit qu'il suffirait, pour délivrer « immédiatement » et à jamais New York de toute espèce de paupérisme, de misère et de crimes, que la ville donnât les 52 000 acres qu'elle possède à Long-Island.

Si Kriege avait vu dans le mouvement aspirant à libérer les terres le premier aspect, indispensable dans certaines conditions, d'un mouvement prolétarien ; s'il avait considéré ce mouvement comme devant se développer iné-

vitablement, par suite des conditions d'existence de la classe dont il émane, en un mouvement communiste ; s'il avait montré comment les aspirations communistes devaient commencer par revêtir en Amérique cette forme agraire qui est, à première vue, en contradiction absolue avec le communisme, il n'y aurait rien à redire. Mais Kriege fait de cette forme de mouvement, qui est le fait de certains hommes et n'a qu'une portée secondaire, la cause commune de l'humanité. Il érige cette cause en fin dernière et suprême de tout mouvement en général, ramenant ainsi les buts déterminés du mouvement à la plus pure absurdité grandiloquente. Il entonne, dans le même article du n° 10, de véritables chants de triomphe : « Ainsi s'accompliraient enfin les rêves immémoriaux des Européens ; un domaine leur serait préparé au-delà de l'océan, qu'ils n'auraient plus qu'à prendre et à faire fructifier par le labeur de leurs mains pour pouvoir jeter à la face de tous les tyrans du monde cette fière déclaration : Ceci est *ma* cabane que vous n'avez point bâtie, ceci est *mon* foyer qui remplit vos cœurs d'envie. »

Kriege aurait pu ajouter : « Ceci est *mon* tas de fumier édifié par moi, ma femme et mes enfants, mon valet de ferme et mes bestiaux. Mais quels sont les Européens qui verraient là la réalisation de « leurs rêves » ? Pas les ouvriers communistes en tout cas ! Peut-être les boutiquiers et les artisans faillis, ou les paysans ruinés, qui aspirent au bonheur de redevenir en Amérique des petits bourgeois et des paysans ! En quoi consiste donc « le rêve » que ces 1 400 millions d'acres permettent de réaliser ? A faire de tous les hommes des propriétaires privés, pas autre chose. Ce rêve n'est pas plus réalisable et pas plus communiste que celui de faire de tous les hommes des empereurs, des rois et des papes. »

La critique de Marx est venimeuse et sarcastique. Il flagelle en Kriege les traits mêmes que nous observons de nos jours chez les « socialistes-révolutionnaires » : règne de la phrase, utopies petites-bourgeoises présentées comme un grand utopisme révolutionnaire, incompréhension des assises réelles du régime économique moderne et de son évolution. C'est avec une perspicacité remarquable que Marx, qui n'était alors qu'un *futur* économiste, signale le

rôle de l'échange, de l'économie marchande. Si ce n'est pas la terre, dit-il, ce sont les produits de la terre que les paysans échangeront, et cela dit tout ! Cette façon de poser la question s'applique, dans une très large mesure, au mouvement paysan russe et à ses idéologues « socialistes » petits-bourgeois.

Mais Marx est en même temps très loin de « récuser » simplement ce mouvement petit-bourgeois, de le méconnaître en doctrinaire, de craindre, comme beaucoup d'exégètes, de se salir les mains au contact de la démocratie révolutionnaire petite-bourgeoise. Tout en raillant sans pitié l'insanité des aspects idéologiques du mouvement, Marx s'efforce, avec sa lucidité de matérialiste, d'en déterminer le fonds historique *réel* et les conséquences nécessaires, celles qui se produiront en vertu de conditions objectives, indépendamment de la volonté et de la conscience, des rêves et des théories de telles ou telles personnes. Aussi Marx, loin de les blâmer, approuve-t-il volontiers les communistes d'appuyer ce mouvement. Se plaçant à un point de vue dialectique, c'est-à-dire considérant le mouvement sous toutes ses faces, tenant compte du passé et de l'avenir, Marx discerne ce que le fait d'attenter à la propriété foncière a de révolutionnaire et reconnaît dans le mouvement petit-bourgeois une forme primitive, originale, du mouvement prolétarien communiste. — Ce que vous rêvez d'obtenir par ce mouvement, dit Marx à Kriege, vous ne l'obtiendrez pas : vous obtiendrez, au lieu de la fraternité, le cloisonnement petit-bourgeois ; au lieu de l'inaliénabilité des lots paysans, l'entrée des terres dans le circuit commercial ; au lieu d'un coup porté aux mercantis, une extension de la base du développement capitaliste. Mais le mal capitaliste que vous vous flattez en vain d'éviter est historiquement un bien, car il hâtera considérablement l'évolution sociale et rapprochera de beaucoup les formes nouvelles, supérieures, du mouvement communiste. Le coup porté à la propriété foncière facilitera ultérieurement d'inévitables atteintes à la propriété en général ; l'action révolutionnaire d'une classe inférieure en faveur d'une transformation assurant provisoirement à quelques-uns, pas à tous, loin de là, un bien-être restreint, facilitera l'inévitable action révolutionnaire ultérieure de la classe la plus basse

pour une transformation qui, cette fois, garantira vraiment à tous les travailleurs un bonheur humain complet.

L'attitude de Marx envers Kriege doit servir d'exemple aux social-démocrates russes. Le caractère essentiellement petit-bourgeois du mouvement paysan actuel en Russie ne fait pas de doute ; nous devons l'expliquer par tous les moyens et combattre sans merci, inflexiblement, les illusions que nourrissent à ce sujet les « socialistes-révolutionnaires » ou les socialistes primitifs de tout acabit. L'organisation propre d'un parti prolétarien indépendant, aspirant par-delà tous les bouleversements démocratiques à une complète révolution socialiste, doit être le but permanent que nous ne devons perdre de vue à aucun moment. Mais se détourner pour cette raison du mouvement paysan, ce serait faire preuve d'un philistinisme et d'un pédantisme incurables. Non, le caractère révolutionnaire et démocratique de ce mouvement est hors de doute, et nous devons à tout prix l'appuyer, le développer, l'élever à la conscience politique, préciser son esprit de classe, le pousser de l'avant, l'accompagner, la main dans la main, jusqu'au bout, car nous allons beaucoup plus loin que n'importe quel mouvement paysan, nous allons vers la disparition complète de toute division de la société en classes. Il est douteux qu'il y ait au monde un autre pays où les paysans opprimés et abreuvés d'outrages aient à souffrir autant qu'en Russie. Plus l'oppression fut sombre, et plus le réveil des paysans sera maintenant puissant, et plus irrésistible sera leur poussée révolutionnaire. Le devoir du prolétariat révolutionnaire conscient est de la soutenir par tous les moyens, afin qu'elle ne laisse pas pierre sur pierre de la maudite vieille Russie, celle de l'autocratie, du servage et de l'esclavage, afin qu'elle donne naissance à une nouvelle génération d'hommes libres et hardis, afin qu'elle crée un nouveau pays républicain où notre action prolétarienne pour le socialisme se déploiera largement.

« Vpériod » n°15
du 20 (7) avril 1905

Conforme au texte du journal

LE CONSEIL CONFONDU

La décision du « Conseil du parti », en date du 7 avril 1905, prise à Genève, vient de paraître sous la forme d'un tirage à part extrait du n° 95 de l'*Iskra*. Cette décision n'est qu'un tissu d'« écarts de la vérité ». Notons les principaux :

On nous dit que le Conseil souhaitait que la lutte intérieure du parti ne menaçât pas l'unité. C'est faux. Tous les membres du parti doivent savoir, par les documents incontestés et incontestables, que les membres du Comité central, Lénine et Vassiliev, proposaient au Conseil, il y a plus d'un an, en janvier 1904, d'inviter le parti entier à cesser le boycottage et l'appropriation clandestine, par les cercles, des fonds * appartenant au parti. *Le Conseil repoussa cette proposition.* Il préféra participer à la *scission clandestine* du parti en sanctionnant la lutte de l'organisation camouflée de la minorité pour la « cooptation ». Cette lutte s'est poursuivie, ainsi qu'il est maintenant prouvé, documents à l'appui, depuis le II^e^ Congrès, c'est-à-dire depuis août 1903 jusqu'en novembre ou décembre 1904.

Ainsi, à partir de janvier 1904, le Conseil n'est plus l'organisme supérieur du parti, mais l'instrument d'une organisation clandestine de la minorité. Le Comité central conciliateur n'a pas été seul à reconnaître publiquement et dans la presse l'existence de cette organisation ; l'*Iskra* l'a reconnue aussi, lors du ralliement du Comité central à la minorité.

En qualité d'instrument de l'organisation clandestine de la minorité, le Conseil a déployé tous ses efforts pour se

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 129-131. (*N.R.*)

dérober au congrès du parti exigé par les comités! Une année et demie durant, le travail social-démocrate fut entravé en Russie par l'action désorganisatrice de la minorité de l'étranger. Une année et demie durant, les comités soutinrent en Russie une lutte incessante et acharnée pour le congrès, contre le Conseil de Genève qui cachait leurs résolutions ou les renvoyait en y ajoutant les plus grossières injures (« filous, vile comédie, fabrication de documents », telles sont les expressions que l'on trouve dans la lettre de Martov. Voir la brochure d'Orlovski : *Le Conseil contre le parti*). Toutes les étapes importantes de cette lutte ardue contre les responsables de la scission clandestine sont maintenant consignées, documents à l'appui, dans la presse. Dès octobre 1904, c'est-à-dire *il y a six mois*, il fut prouvé, par exemple dans la brochure d'Orlovski : *Le Conseil contre le parti*, que le Conseil se dérobait sans indiquer de causes, à l'obligation de convoquer le congrès que lui imposaient les statuts. L'un après l'autre, de nombreux comités de Russie exprimaient ensuite *formellement leur défiance* au Conseil et à tous les organismes centraux. Mais le Conseil n'y faisait nulle attention et se moquait sans vergogne du parti. Le Conseil était l'instrument de la minorité. Il se reconnaît maintenant tout net, dans la décision du 7 avril 1905, *l'une des parties en litige*, mais il ne s'est pas gêné pour autant de mettre à profit le titre, les droits et les pouvoirs d'un organisme *du parti entier*, en refusant de restituer au parti le mandat qu'il en a reçu ! Ce n'était qu'un abus de confiance flagrant.

Quand enfin les comités de Russie, voyant le Conseil se dérober au congrès, *le convoquèrent eux-mêmes* par l'intermédiaire du « Bureau » qu'ils avaient élu à trois conférences, le *Comité central rallié à la minorité* s'empressa *lui-même* de corriger son erreur. *Le Comité central de Russie*, qui, loin de sympathiser avec les comités de la majorité, les combattait, *constatant l'état de choses en Russie*, sachant que la majorité l'emportait réellement dans le pays, dut reconnaître la complète impartialité du Bureau des Comités de la Majorité en ce qui concerne la convocation du congrès, dut *se dresser contre le Conseil*. Comme nous l'avons déjà noté dans la presse, et comme tous les militants de Russie le savent par la déclaration, le Comité central de Russie

se dresse carrément contre le Conseil, dans son appel au parti du 12 mars 1905, en déclarant au 5e point de ce document que « la résolution du Conseil contre le congrès adoptée le 8 mars (n° 89 de l'*Iskra*) ne constitue pas un motif pour arrêter les préparatifs du congrès ».

Que signifie cette déclaration que notre Conseil passe si soigneusement sous silence ? Elle signifie que le Comité central de Russie, informé des affaires du pays, et ayant évidemment vérifié les allégations du Conseil siégeant à l'étranger, *les reconnaît* erronées, convient que les arguments produits contre la convocation du congrès sont forgés de toutes pièces, reconnaît que l'écrasante majorité des comités de Russie qui ont eu la possibilité d'étudier les affaires en cause, exigent *effectivement* le congrès.

C'est pourquoi notre Conseil passe sous silence le 5e point de la déclaration du Comité central ! Car cette déclaration équivaut à reconnaître expressément devant le parti entier la fausseté des allégation du Conseil et que celui-ci a falsifié l'opinion générale du parti !

Dès lors, c'est en vain que le Conseil tente une fois de plus d'induire le parti en erreur en proposant une conférence ou un accord des parties adverses. *Cet accord est déjà réalisé en Russie.* Le Comité central était le centre des menchéviks en Russie, ce que l'*Iskra* déclarait nettement elle-même en annonçant l'adoption par les organisations menchéviques de la déclaration de juillet du Comité central. Le Bureau des Comités de la Majorité était le centre des bolchéviks en Russie. Les centres *de Russie* des deux parties adverses *ont déjà conclu un accord sur un congrès commun.* On voit d'ici qu'il y a en Russie des menchéviks qui apprécient un peu mieux que ceux de l'étranger l'esprit de parti et l'unité du parti. On voit d'ici que les menchéviks de Russie eux-mêmes, représentés par leur centre, le Comité central, confondent le Conseil siégeant à l'étranger et se détournent de lui. On voit d'ici qu'après accord des centres des deux parties adverses en Russie, il ne peut être question d'aucun accord avec le Conseil siégeant à l'étranger, c'est-à-dire avec les gentlemen de Genève.

Aussi est-ce à tort que notre Conseil prête au Comité central l'intention de le renverser prochainement. Il ne s'agit pas du futur, mais du passé. Le 5e point de l'appel du

Comité central au parti, en date du 12 mars 1905, montre à tous ceux qui savent comprendre ce qu'ils lisent que le renversement est déjà un fait acquis. La Russie, représentée par les centres réunis des deux parties, a destitué l'organisme du parti siégeant à l'étranger. Le Conseil ne représente plus le parti : il ne représente désormais qu'un groupe de Genevois.

Ce qui suit fait ressortir avec force à quel point ce tableau de la vie du parti est exact. Le Conseil déclare que sa décision du 7 avril 1905 a été adoptée à l'unanimité. Les membres du parti lisant cette déclaration sont naturellement amenés à présumer que *deux membres du Comité central* ont participé *également* à la délibération du Conseil. Or, cette supposition que le Conseil s'efforce de suggérer au lecteur est tout à fait douteuse.

La preuve. Nous n'avons pas encore le droit de publier l'accord passé entre le Bureau des Comités de la Majorité et le Comité central comme nous l'avons indiqué dans le n° 13 de *Vpériod.* Mais nous avons été informés qu'un point, tout au moins, de cet accord devait être publié au cas où le Conseil du parti adopterait une décision dirigée contre la convocation du IIIe Congrès.

Ce cas s'est produit.

Aussi publions-nous le premier point de l'accord dont le texte est inédit.

« *Accord entre le Bureau des Comités de la Majorité et le Comité central signé le 12 mars 1905* :

Article 1er. Le Comité d'Organisation formé des représentants du Comité central et du Bureau des Comités de la Majorité organise sans délai le IIIe Congrès du parti, indépendamment de toute résolution que le Conseil puisse adopter à ce sujet. »

Est-ce assez clair ?

Le Comité central a précisé expressément son refus de se soumettre aux décisions *ultérieures* du Conseil sans le publier temporairement afin de réserver le cas où, par exception, le Conseil agirait honnêtement. C'est dire que les menchéviks de Russie croyaient encore à la possibilité d'une action honnête de la part du Conseil quand ce n'eût été qu'à titre d'exception.

Les menchéviks de Russie, représentés par leur centre, sont maintenant déçus.

Il est donc pleinement démontré que le Comité central, tout à fait disposé en faveur du Conseil, a dû lui-même démasquer totalement son collègue de l'étranger.

Il ne nous reste qu'à proposer aux lecteurs une petite question finale : Que faut-il penser désormais des membres genevois du Conseil qui ont déclaré, en public et dans la presse, que la décision prise à Genève, le 7 avril 1905, avait été adoptée à l'unanimité?

« Vpériod » n° 15
du 20 (7) avril 1905

Conforme au texte du journal

LETTRE OUVERTE AU CAMARADE PLÉKHANOV, PRÉSIDENT DU CONSEIL DU P.O.S.D.R. [120]

Cher camarade,

Le Comité central annonçait, le 4 (17) avril, au Conseil du parti la désignation des camarades Johansen [121] et Valérian [122] en qualité de délégués du Comité central au Conseil, et demandait qu'une réunion de ce dernier, composée conformément aux statuts du parti, fût convoquée aussi prochainement que possible.

N'ayant pas reçu de réponse à cette demande, nous nous sommes permis de vous la réitérer et avons reçu, le 9 (22) avril, une réponse dans laquelle vous vous refusez à réunir le Conseil tant que nous « continuerons à violer les statuts du parti et à usurper les fonctions du Conseil ».

La situation créée par le refus de réunir officiellement le Conseil nous met dans l'impossibilité de lui transmettre diverses communications, et comme nous ne croyons pas pouvoir attendre davantage, nous nous voyons obligés de vous communiquer par lettre, devant le parti tout entier, les principales déclarations que nous avions l'intention de faire à la prochaine séance du Conseil.

1) Le Comité central déclare au Conseil du parti qu'à la date du 4 (17) avril les organisations suivantes jouissant de pleins droits se sont prononcées pour la convocation du IIIe Congrès : comités de Pétersbourg, Moscou, Union du Nord, Nijni-Novgorod, Tver, Toula, Riga, Union de Sibérie, Voronèje, Saratov, Odessa, Union du Caucase (8 voix), Nikolaïev, Oural, Orel-Briansk, Koursk, Smolensk, Polessié, Nord-Ouest, Kharkov, Samara, soit au total 21 organisations disposant de 48 voix. Le Comité central s'est aussi

prononcé pour la convocation du congrès et a décidé d'y mander son délégué et ses représentants au Conseil du parti.

En ce qui concerne les comités d'Astrakhan, de Kazan, du Kouban, du Don, d'Ekatérinoslav, l'Union de Gornozavodsk, l'Union de Crimée, la Ligue à l'étranger, la rédaction de l'Organe central et trois membres du Conseil résidant à l'étranger, leurs résolutions ne sont pas parvenues ou bien ils se prononcent contre la convocation du congrès.

Enfin, le comité de Kiev, tout en ayant, le 25 mars, adopté une résolution contre le congrès, a ensuite désigné son délégué et l'a envoyé à l'étranger.

Ainsi, sur les 75 voix *, représentant au congrès le parti entier, 52 voix (le comité de Kiev non compris) se sont exprimées pour la convocation du IIIe Congrès du parti.

Dans ces conditions, le Comité central estime nécessaire d'insister, par l'intermédiaire de ses représentants au Conseil du parti, sur l'application immédiate, par le Conseil, du paragraphe 2 des statuts qui le met dans l'obligation formelle de convoquer le congrès lorsque l'exigent des organisations disposant ensemble de la moitié des voix au congrès.

Vu que, d'après les renseignements du Comité central, un nombre de voix beaucoup plus élevé que le nombre requis par les statuts (52 sur 75) s'est exprimé en faveur du congrès, le Conseil doit annoncer la convocation du congrès, sans délai ni réserve, sans conditions ni exigences préalables, non prévues par les statuts du parti.

2) Le Comité central est profondément convaincu qu'une question d'une importance aussi exceptionnelle que la réunion du congrès du parti, dans la situation que traversent en ce moment le parti et la Russie entière, ne peut être tranchée, même si tous les membres du Conseil du parti le désirent sincèrement, d'une façon purement formelle. Les statuts de notre parti ne sont pas assez explicites sur ce point et ne disent pas — par exemple — dans quel délai le Conseil *est tenu* de convoquer le congrès quand le nombre légal des voix le réclame. Sur ce point et sur d'autres, les organismes centraux du parti doivent recourir à l'*interprétation* des statuts

* Voir la liste des organisations jouissant de la plénitude des droits publiée dans le nº 89 de l'*Iskra*.

et tenir non seulement compte de la volonté formelle du parti qui, comme on le voit par le 1er paragraphe, s'est d'ores et déjà exprimé en faveur du congrès, mais aussi de la situation réelle dans le parti, et de façon générale, en Russie.

Le Comité central estime de son devoir de porter à la connaissance du Conseil que la crise du parti a pris en Russie des proportions telles qu'on en est venu à suspendre à peu près tout le travail courant. La situation dans les comités est d'une extrême confusion. Il n'y a pour ainsi dire pas une question de tactique ou d'organisation qui ne suscite sur place les discussions fractionnelles les plus acharnées, discussions provoquées le plus souvent moins par le fond même des questions, que par l'appartenance des adversaires aux diverses fractions du parti. Ni le Conseil, ni l'Organe central, ni le Comité central ne jouissent auprès de la majorité des militants de l'autorité nécessaire. Partout surgissent des organisations parallèles qui s'entravent les unes les autres et discréditent le parti aux yeux du prolétariat. Les camarades qui s'adonnent principalement aux travaux littéraires, susceptibles d'être poursuivis même dans une atmosphère de défiance de la part de nombreux éléments du parti, se rendent peut-être moins nettement compte de ce qu'il y a de grave, d'intolérable, dans les affaires du parti, que les militants du centre de fait qui se heurtent, en Russie, dans leur activité quotidienne à des difficultés de plus en plus grandes. Le moment est venu où l'accentuation des contradictions au sein de notre parti pèse sur le cadre étroit des statuts adoptés par le IIe Congrès, et qui sont loin d'être parfaits comme chacun de nous s'en rend compte à présent. De nouvelles formes sont nécessaires ou tout au moins la modification des anciennes. Et ces modifications ne peuvent être apportées que par le congrès, seul législateur du parti social-démocrate, car il appartient au congrès, et à lui seul, de fixer les normes *générales obligatoires* que ne peut établir aucune conférence, aucun accord partiel. Conscient de l'importance d'un prompt règlement par le congrès de la crise du parti, la majorité des comités de Russie a déjà pris toutes les mesures afin que le congrès se tienne au plus tôt, allant jusqu'à élire et envoyer ses délégués ; et ceci ne concerne pas uniquement les comités

majoritaires qui s'exprimaient dès auparavant pour le congrès ; il en va de même de la plupart des comités minoritaires, des groupes et des cercles locaux. Le parti s'est exprimé en faveur du congrès et a consacré à ses préparatifs une somme énorme d'efforts et de ressources. Les organismes centraux du parti, n'ayant aucun droit formel de différer la réunion du congrès, maintenant qu'elle est devenue incontestablement obligatoire, sont moralement tenus de faire de leur côté tout ce qui est en leur pouvoir afin que cette dépense de forces ne soit pas perdue pour le parti. Le séjour forcé à l'étranger, pendant un laps de temps indéterminé, de plusieurs dizaines de délégués, militants des plus actifs, dont la Russie a si grand besoin en ce moment et, à plus forte raison, leur retour en Russie si le congrès n'avait pas eu lieu (pour la seule raison que les camarades de l'Organe central se seraient refusés à enfreindre la lettre des statuts du parti afin d'en respecter l'esprit, au nom de l'intérêt supérieur du maintien de l'unité du parti) signifieraient un gaspillage impardonnable des forces du parti et montreraient ses dirigeants incapables de s'acquitter des tâches que leur impose la vie du parti. Quand les formes sont périmées, quand un parti en voie de développement et de progression y est à l'étroit, il n'est pas permis de ne voir le salut que dans l'affirmation, répétée pour la centième fois, de la sainteté de la lettre de la loi. Ce n'est pas une issue à la crise qui ne peut être résolue que par la réunion du congrès du parti.

3) Le Comité central se fondant sur l'article 6 des statuts qui le charge d'organiser et de diriger toutes les initiatives intéressant le parti dans son ensemble, défend comme son droit imprescriptible et intangible, celui de prendre toutes les mesures préparatoires et d'accomplir tout le travail pratique nécessité par l'organisation des congrès du parti. Toute tentative d'intervention des autres organismes du parti dans cette activité, le Comité central, seul centre réel du parti, la considère comme une violation des statuts et la repousse comme une atteinte à ses droits. Quant aux droits attribués par l'article 2 des statuts au Conseil, relatifs à la convocation des congrès, le Comité central les comprend en ce sens : le Conseil annonce la convocation

du congrès et contrôle le travail accompli en fait par le Comité central.

Le Comité central reconnaît pour ces raisons que son accord avec le Bureau des Comités de la Majorité sur la convocation du IIIe Congrès du parti n'est contraire aux statuts du parti que dans la mesure où s'y exprime (voir l'article premier de l'accord) l'intention de réunir le congrès même si le Conseil ne l'a pas préalablement annoncé.

4) Le 12 mars, le Comité central informé de la résolution, prise par 18 organisations du parti jouissant de pleins droits (le Comité central lui-même n'entrant pas en ligne de compte), de convoquer le IIIe Congrès décidait de la porter à la connaissance du Conseil et adressait à ce dernier la déclaration suivante : « Le Comité central informe le Conseil du parti que 18 comités jouissant de la plénitude des droits (le Comité central non compris), soit plus de la moitié des voix délibératives, dont la présence au IIIe Congrès est garantie par les statuts, se sont à ce jour (12 mars) prononcés pour la réunion du IIIe Congrès. Des résolutions analogues émanant de plusieurs autres comités sont attendues prochainement. Dans ces conditions, le Comité central tient pour nécessaire la convocation immédiate du congrès et demande au Conseil du parti de l'annoncer en prenant toutes décisions utiles. Tous les documents concernant cette question, dont le Comité central dispose, seront prochainement envoyés au Conseil. » Le Comité central invitait en même temps, dès le 10 mars, son représentant, le camarade Vadim [123], à se rendre sans retard à l'étranger, afin de faire connaître la situation au Conseil, au sein duquel ce camarade était mandaté pour représenter le Comité central. Un déplorable concours de circonstances amena l'arrestation du camarade Vadim avant qu'il ait pu gagner la frontière. Quant au document que nous venons de citer, dans lequel le Comité central constate l'existance de résolutions faisant obligation au Conseil d'annoncer immédiatement la convocation du congrès, il résulte de renseignements privés reçus par les camarades Johansen et Valérian, membres du Comité central, le 4 (17) avril courant, de la part du camarade Deutsch, que ce document n'a pas été reçu. Le camarade Deutsch a, par la suite, rectifié en déclarant que ce document était parvenu à Locarno, mais après la séance du Conseil

du 7 avril. N'ayant pas été admis en qualité de représentants du Comité central, à la séance du Conseil, nous n'avons pas la possibilité d'élucider pourquoi cette déclaration du Comité central n'est parvenue aux membres du Conseil qu'avec un retard considérable. Cependant, même si elle n'est arrivée à Locarno qu'après la délibération des trois membres du Conseil, l'importance de ce document établissant l'existence des conditions requises à la convocation du congrès était telle que les camarades de l'Organe central et le cinquième membre du Conseil devaient se réunir sur-le-champ et adopter la résolution que leur dictaient les statuts du parti, ou retarder tout au moins la publication de la décision du 7 avril, le représentant du Comité central, arrêté avant d'avoir franchi la frontière, n'étant pas arrivé.

5) Le Comité central conteste la légalité des décisions du Conseil du parti prises à partir de février 1905, le Comité central n'ayant plus mandaté personne pour le représenter au Conseil depuis le départ, à la fin de janvier, des camarades Bem et Vtorov [124] de l'étranger. Dès longtemps avant le conflit actuel du Comité central avec les membres du Conseil à l'étranger, plus exactement, dès le 14 février 1904, le Comité central adoptait en séance plénière une résolution commentant l'article 4 des statuts sur la représentation du Comité central au Conseil, en ce sens que les délégués du Comité central devaient être mandatés par le collège entier, et que les membres mêmes du Comité central se trouvant pour quelque raison que ce soit à l'étranger n'étaient pas habilités à prendre part aux séances du Conseil, à moins d'y être autorisés par une décision prise en séance plénière du Comité central.

Cette résolution explicative servit de base à la représentation du Comité central à l'étranger, et, à partir de février 1904, tous les représentants du Comité central, sans exception, ne participèrent aux travaux du Conseil du parti que lorsqu'ils y avaient été préalablement autorisés en séance plénière du Comité central. Les camarades Glébov et Lénine, le camarade Glébov à son deuxième voyage à l'étranger, le camarade Bem, ancien représentant du Comité central au Conseil, avant son départ pour la Russie, le camarade Vtorov qui se rendit à l'étranger en janvier, mandaté pour engager des négociations sur certaines questions avec

la rédaction de l'Organe central, et participer aux séances du Conseil, furent tous mandatés non par quelque membre du Comité central ou par leur prédécesseur au Conseil, mais par le Comité central, réuni en séance plénière. Les causes qui incitèrent le Comité central à adopter la résolution du 14 février 1904, citée plus haut, et à s'en tenir invariablement à elle dans toute son activité ultérieure, se ramènent à ceci : cette modalité de la représentation du Comité central au Conseil était la seule façon d'empêcher des camarades, privés d'une liaison suffisamment étroite avec le Comité central et d'une information détaillée sur sa politique concernant toutes les questions de la vie du parti, d'intervenir au Conseil au nom du Comité central. Nous dirons plus : la désignation de deux membres du Conseil, exclusivement par le *Comité central réuni en séance plénière*, était le seul moyen d'assurer au centre travaillant en Russie la possibilité d'exercer, au sein du Conseil du parti, une influence tant soit peu approchante de celle dont jouissent les camarades de l'Organe central qui l'emportent au Conseil non seulement par le nombre, mais encore par l'autorité que certains d'entre eux se sont acquise durant de longues années de lutte glorieuse dans les premiers rangs de la social-démocratie russe et aussi internationale. Rendant toujours à ces camarades, membres du Conseil, l'hommage respectueux qui leur est dû, le Comité central manquerait pourtant à son devoir devant le parti tout entier s'il tolérait, ne fût-ce que pour peu de temps, une modification de la composition du Conseil à la suite de laquelle les affaires seraient décidées par un collège formé exclusivement de camarades respectés, et d'un grand mérite sans doute, mais auxquels les circonstances ne permettent pas de participer directement au travail pratique qui s'effectue en Russie. Notre demande de fixer une réunion du Conseil ayant été repoussée, nous n'avons pu connaître les motifs qui ont amené le camarade Deutsch, désigné par le camarade Vtorov, en qualité de représentant provisoire du Comité central à la « commission technique » de l'étranger, à juger possible d'intervenir au Conseil au nom du Comité central avec l'activité duquel il n'a jamais eu en Russie aucun rapport. Le Comité central déclare inopérante cette intervention du camarade Deutsch, dépourvue de la sanction préalable du

Comité central. En admettant même que le camarade Vtorov (qui n'était encore à ce moment que le médiateur du Comité central) ou l'un des membres du Comité central ait prié le camarade Deutsch de représenter le Comité central au Conseil, l'illégalité de l'attitude du camarade Deutsch n'en est pas moins réelle, car les pouvoirs nécessaires ne pouvaient lui être conférés qu'en séance plénière du Comité central, ce qui n'eut pas lieu. Le Comité central considère, pour les raisons qui précèdent, que toutes les décisions du Conseil du parti, depuis le départ des camarades Bem et Vtorov de l'étranger, ont été prises sans la moindre participation du Comité central, et exige la révision de toutes les questions à une nouvelle séance, à laquelle doivent être invités les représentants légaux du Comité central.

6) Le Comité central dénie au Conseil le droit de juger l'un des centres et d'en exiger une soumission absolue à toutes les décisions du Conseil. La tâche du Conseil est, d'après les statuts, de coordonner et d'unifier l'activité du Comité central et de la rédaction de l'Organe central. En cas de conflit entre l'un des centres et le Conseil, la solution ne peut évidemment être donnée que par un congrès extraordinaire du parti. La voix du Conseil ne peut avoir d'influence décisive dans les désaccords entre lui-même et l'un des centres, le Conseil étant dans ce cas juge et partie. Or, le refus de réunir le Conseil avec la participation des représentants du Comité central ne constitue pas seulement de fait un blâme adressé à ce dernier par trois membres du Conseil (les membres de la rédaction de l'Organe central), mais aussi une sanction, le Comité central étant privé de son droit imprescriptible — à moins d'une violation des statuts — de représentation au Conseil du parti.

D'autres mesures sont prises tendant à obliger le Comité central à s'incliner à tout prix devant les décisions de trois membres du Conseil (les membres de la rédaction de l'Organe central). C'est ainsi que, répondant à l'exigence légitime du Comité central qui demande à son médiateur à l'étranger, le camarade Deutsch, de transmettre toutes les affaires techniques et financières du Comité central au camarade Valérian, membre du Comité central chargé de les gérer, le camarade Deutsch a répondu par un refus en alléguant le conflit entre le Comité central et le Conseil.

Si donc le Comité central, en proclamant dans l'article 1er de son accord avec le Bureau des Comités de la Majorité sa volonté de convoquer le congrès, même au cas où le Conseil s'y refuserait, s'est mis en contradiction avec les statuts, par contre, les trois membres du Conseil ont à leur tour violé à deux reprises les statuts en privant le Comité central du droit de participer aux activités du Conseil, ainsi que du droit de disposer et de contrôler les mesures techniques et financières du Comité central à l'étranger (violation des articles 2 et 6 des statuts).

Constatant, devant le parti, le conflit qui vient d'être exposé, conflit insoluble dans le cadre des statuts, entre le Conseil du parti (représenté uniquement par deux membres de l'Organe central et par le 5e membre du Conseil) et le Comité central, ce dernier déclare, le président du Conseil s'étant refusé à convoquer le Conseil, que cette grossière violation des statuts par le camarade Plékhanov, président du Conseil, empêche celui-ci de remplir ses fonctions et de fait le supprime par là même arbitrairement.

La subordination sans réserve du Comité central au Conseil du parti, sur laquelle vous insistez, camarade, comme si c'était une condition absolue, sans laquelle le Conseil ne peut être réuni, se réduit en fait à ajourner la réunion du congrès à une date indéterminée et à violer la volonté nettement exprimée du parti.

Mettant sa loyauté envers le parti au-dessus de la loyauté envers trois membres du Conseil à l'étranger, le Comité central soumet ce conflit au jugement du parti.

Le 23 (10) avril 1905.

Le Comité central du P.O.S.D.R.

« Vpériod » n°16
du 30 (17) avril 1906

Conforme au texte du journal

A PROPOS DU IIIe CONGRÈS

Le Comité central s'étant rangé à l'avis du Bureau des Comités de la Majorité en ce qui concerne la convocation d'un congrès général, l'*Iskra* y a répondu (n° 94) par des injures, des cris d'hystérie, de nouvelles suspicions personnelles, des fables sur la force des groupes de la minorité, etc. [125]. A toutes ces sorties, dignes du fameux congrès de la Ligue [126], nous ne répondons pas, on s'en doute. Pour le fond, il faut souligner deux points. Si le congrès a lieu, dit l'*Iskra*, ce ne sera qu'à titre de *conférence de tendances séparées*. En d'autres termes, les partisans de la nouvelle *Iskra* se reconnaissent séparés du parti, estiment la scission accomplie. Nous en aurions toujours préféré l'aveu franc à une vile scission dissimulée. Mais comment cela se peut-il, messieurs : vous convenez vous-mêmes que vous êtes une fraction du parti, vous vous êtes détachés, et en même temps vous retenez modestement les titres et les charges de tout le Parti (« Organe central », « Conseil ») ? En même temps vous retenez les sommes collectées par les camarades à l'étranger pour tout le parti ? Vous gardez l'imprimerie qui appartient à *tout* le parti ? * Est-ce honnête ?

Deuxièmement. L'*Iskra*, selon son habitude, estime que le parti est scindé lorsqu'il est question des comptes que les centres doivent rendre au parti, tout en le reconnaissant unique, quand il s'agit du pouvoir des centres sur le parti. Il en est de même à présent. D'une part, « des tendances séparées ». D'autre part, « le congrès ne peut être convo-

* Dans le manuscrit, le passage à partir de « En même temps vous retenez les sommes » jusqu'aux mots « *tout* le parti » est biffé. (*N.R.*)

qué que par le Conseil ». Très bien, messieurs ! Mais alors pourquoi votre « Conseil » se tait-il ? Pourquoi n'a-t-il pas réagi à la déclaration du Comité central du 4 mars 1905 ? Pourquoi ne dit-on rien sur le Conseil dans le n° 94 de l'*Iskra* ? Les membres du parti ne sont-ils pas en droit de demander : mais enfin, existe-t-il leur Conseil ? Est-il en état de se réunir et de prendre des décisions ?

Rédigé en avril 1905.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

PLAN DU TRACT DU 1er MAI

1. « Fraîcheur printanière » des mots et bassesse des faits.
2. La fourberie de Boulyguine.
3. La guerre et la faillite du régime.
4. Ruine, famine, choléra...
5. Saint-Pétersbourg, Riga, Varsovie, etc. *9 janvier.*
6. Bakou et le mouvement antisémite menaçant.
7. Grève révolutionnaire et mouvement révolutionnaire du 9 janvier et après. Révolution !
8. Mouvement paysan. Son écrasement et ses buts.
9. L'Assemblée constituante et le gouvernement révolutionnaire provisoire.
10. Lutte pour la république et toutes les libertés démocratiques.
11. Lutte du prolétariat pour la république et le socialisme.
12. Le prolétariat révolutionnaire russe en tête du prolétariat révolutionnaire mondial.

1er mai en général.
A quoi nous en sommes venus ? 1-4.
Mouvement révolutionnaire. 5 et 7.
Persécution gouvernementale. 6.
Mouvement paysan. 8.
Insurrection armée.
Objectifs de la lutte. 9-11.

O. 1er mai en général.
A. Début de la révolution 1-6.
B. Lutte des ouvriers et des paysans 7-8.
C. Objectifs de la lutte 9-11.
D. Signification historique mondiale de la révolution russe 12.

Rédigé avant le 12 (25) avril 1905.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

PREMIER MAI [127]

Camarades ouvriers !

La grande fête des ouvriers du monde entier approche. Le 1er Mai, ils célèbrent leur éveil à la lumière et au savoir, leur alliance en une seule union fraternelle pour lutter contre toute oppression, contre tous les abus, contre toute exploitation, pour une organisation socialiste de la société. Tous ceux qui travaillent, qui nourrissent de leur labeur les gens riches et puissants, qui passent leur vie à accomplir un travail au-dessus de leurs forces pour un salaire misérable, qui ne jouissent jamais des fruits de leur peine, qui vivent comme des bêtes de somme au milieu du luxe et de l'éclat de notre civilisation, tous se tendent les mains dans la lutte pour la libération et le bonheur des ouvriers. A bas l'inimitié entre les ouvriers de différentes nationalités ou de différentes religions ! Une telle hostilité sert seulement les pillards et les tyrans qui vivent de l'ignorance et de la division du prolétariat. Juifs et Chrétiens, Arméniens et Tatares, Polonais et Russes, Finlandais et Suédois, Lettons et Allemands, tous, tous marchent ensemble sous l'emblème commun du socialisme. Tous les ouvriers sont frères, et leur union solide est le seul garant du bien-être et du bonheur de toute l'humanité laborieuse et opprimée. Le premier mai, cette alliance des ouvriers de tous les pays, la social-démocratie internationale, passe en revue ses forces et serre les rangs pour une lutte nouvelle, inlassable, inflexible, pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

Camarades ! Nous sommes maintenant à la veille de grands événements en Russie. Nous avons commencé la lutte finale et acharnée contre le gouvernement autocratique du tsar, nous devons aller jusqu'à la victoire finale. Voyez

à quels malheurs ce gouvernement de bourreaux et de tyrans a mené le peuple russe tout entier, ce gouvernement de courtisans véreux et de larbins du capital ! Le gouvernement tsariste a jeté le peuple russe dans une guerre insensée contre le Japon. Des centaines de milliers de jeunes existences ont été arrachées au peuple et sacrifiées en Extrême-Orient. Il n'est pas de mots pour décrire tous les maux qu'apporte cette guerre. Et pourquoi la fait-on ? A cause de la Mandchourie que notre gouvernement de brigands a enlevé à la Chine ! A cause d'une terre étrangère coule le sang russe et notre pays se ruine. La vie de l'ouvrier et du paysan devient de plus en plus pénible ; les capitalistes et les fonctionnaires resserrent de plus en plus les mailles du filet ; quant au gouvernement tsariste, il envoie le peuple piller une terre étrangère. Les incapables généraux tsaristes et les fonctionnaires vénaux ont perdu la flotte russe, dépensé des millions et des millions qui appartiennent à la nation, sacrifié des armées entières, mais la guerre continue et entraîne de nouveaux sacrifices. Le peuple est ruiné, le commerce et l'industrie sont paralysés, la famine et le choléra planent sur le pays, mais le gouvernement autocratique absolument aveugle continue la même politique ; il est prêt à perdre la Russie pour sauver une poignée de bourreaux et de tyrans ; il commence, en plus de la guerre avec le Japon, une seconde guerre, la guerre contre le peuple russe tout entier.

La Russie n'a encore jamais connu un tel éveil, après des siècles de torpeur, d'oppression et de servitude. Toutes les classes de la société bougent, depuis les ouvriers et les paysans jusqu'aux propriétaires fonciers et les capitalistes ; des cris d'indignation ont retenti partout à Pétersbourg et au Caucase, en Pologne et en Sibérie. Le peuple réclame partout la fin de la guerre, une administration populaire libre, la convocation de députés représentant tous les citoyens sans exception réunis en assemblée constituante, pour la nomination d'un gouvernement populaire, pour sauver le peuple du gouffre où le pousse l'autocratie. Les ouvriers de Pétersbourg, au nombre de 200 000 environ, s'étaient rendus chez le tsar, avec le prêtre Gapone, le dimanche 9 janvier, pour lui présenter ces revendications du peuple. Le tsar a reçu les ouvriers comme des ennemis, a fait fusiller des milliers d'ouvriers désarmés dans les rues de Pétersbourg. La lutte

fait rage maintenant à travers toute la Russie ; les ouvriers font grève, exigeant la liberté et une vie meilleure, le sang coule à Riga et en Pologne, sur la Volga et dans le Sud, les paysans se soulèvent partout. La lutte pour la liberté devient la lutte du peuple tout entier.

Le gouvernement du tsar est affolé. Il veut faire un emprunt pour poursuivre la guerre, mais on ne lui fait plus crédit. Il promet de convoquer des représentants du peuple, mais en réalité, rien de nouveau ne se passe, les persécutions continuent, les fonctionnaires commettent toujours leurs abus, il n'y a pas de rassemblements populaires libres, pas de journaux populaires autorisés, les prisons où languissent les combattants pour la cause ouvrière restent fermées. Le gouvernement tsariste s'efforce de dresser les peuples les uns contre les autres, il a organisé un massacre à Bakou, en excitant les Tatares contre les Arméniens ; en éveillant la haine du peuple abêti, il prépare maintenant un nouveau massacre de Juifs.

Camarades ouvriers ! Nous ne permettrons pas qu'on insulte davantage le peuple russe. Nous défendrons la liberté, repousserons tous ceux qui veulent détourner la colère populaire de notre véritable ennemi. Nous déclencherons une insurrection armée pour renverser le gouvernement tsariste et conquérir la liberté de tout le peuple. Aux armes, ouvriers et paysans ! Organisez des rassemblements secrets, constituez des milices populaires, munissez-vous de n'importe quelle arme, mandez des hommes de confiance pour s'entendre avec le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ! Que le 1er Mai de cette année soit pour nous la fête de l'insurrection populaire, préparons-nous-y, attendons le signal de l'attaque décisive contre le tyran. A bas le gouvernement tsariste ! Nous le renverserons et nommerons un gouvernement révolutionnaire provisoire pour convoquer une Assemblée constituante populaire. Que les députés du peuple soient élus au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret. Que les défenseurs de la liberté sortent des prisons et rentrent d'exil ; que les réunions populaires se tiennent ouvertement et que les journaux du peuple soient publiés sans la surveillance des maudits fonctionnaires. Que le peuple tout entier s'arme, qu'on donne un fusil à chaque ouvrier pour que le peuple lui-même, et non une poignée de

pillards, décide de son sort. Que des comités paysans libres se forment dans les campagnes pour renverser le régime féodal des propriétaires fonciers, pour délivrer le peuple des brimades des fonctionnaires, pour rendre aux paysans les terres qu'on leur avait enlevées.

Voilà ce que désirent les social-démocrates, voilà pourquoi ils appellent à prendre les armes : pour la liberté totale, pour la république démocratique, pour la journée de 8 heures, pour les comités paysans. Préparez-vous au grand combat, camarades ouvriers, arrêtez les fabriques et les usines le 1er Mai, ou prenez les armes, suivant la directive des comités du P.O.S.D.R. L'heure de l'insurrection n'a pas encore sonné, mais elle est proche. Aujourd'hui, les ouvriers du monde entier tournent leurs regards, le cœur serré, vers l'héroïque prolétariat russe qui a consenti des sacrifices innombrables pour la cause de la liberté. Les ouvriers de Pétersbourg ont déjà proclamé le jour mémorable du 9 janvier : La liberté ou la mort ! Ouvriers de toute la Russie, nous pousserons à nouveau ce cri de combat, nous ne reculerons devant aucun sacrifice, nous irons par l'insurrection à la liberté, par la liberté au socialisme !

Vive le 1er Mai, vive la social-démocratie révolutionnaire internationale !

Vive la liberté du peuple ouvrier et paysan, vive la république démocratique, à bas l'autocratie tsariste !

1905 *Le Bureau des Comités de la Majorité. La Rédaction du « Vpériod »*

Rédigé avant le 18 (25) avril 1905. Tract paru en 1905 *Conforme au texte du tract*

LE BAZAR CONSTITUTIONNEL

Boulyguine s'occupe maintenant, comme on le dit avec raison dans les milieux aristocratiques de Pétersbourg, de gagner du temps. Il s'efforce de différer autant que possible les réformes promises par le tsar, et de les réduire à des bagatelles qui n'amoindriraient nullement le pouvoir du tsar autocrate et des fonctionnaires autocrates. Il prépare, comme nous l'avons déjà indiqué dans *Vpériod* *, au lieu d'une Constitution, une chambre consultative dépourvue de tous droits. Nous avons maintenant une confirmation de ce que nous disions ; nous l'avons, notamment, dans le texte du projet de Boulyguine publié par le journal libéral allemand *Vossische Zeitung* qui croit pouvoir attribuer la paternité du projet à Boulyguine, Ermolov, Chtcherbatov, Mechtcherski, au comte Chérémétiev et au prince Ouroussov. Voici le contenu du projet :

Deux institutions sont créées pour discuter (pas davantage !) et élaborer tous les projets de loi : la Conférence d'Etat et l'Assemblée d'Etat. Tout membre de la Conférence d'Etat et 20 membres au moins de l'Assemblée ont droit de présenter des projets de loi qui sont débattus et adoptés par l'Assemblée, puis par la Conférence et finalement *soumis à la sanction du tsar*. Celui-ci décide sous quelle forme les projets doivent devenir loi ; il peut les rejeter totalement.

La « Constitution » Boulyguine ne limite donc nullement l'autocratie en instituant des Chambres — haute et basse ! — purement consultatives. La Chambre haute ou Conférence d'Etat est formée de 60 membres élus par les assemblées de la noblesse de 60 gouvernements (y compris ceux de Pologne) et de membres désignés par le tsar parmi les hauts fonction-

* Voir le présent tome, p. 273. (*N.R.*)

naires et les officiers. Le nombre total des membres ne doit pas dépasser 120. La durée de leur mandat est de trois ans. La Conférence décide elle-même de tenir des séances publiques ou à huis clos.

La Chambre basse ou Assemblée d'Etat ne se compose que de membres élus (les ministres et les chefs des grandes administrations siègent de droit dans les deux Chambres), à savoir : 10 élus pour chacun des 34 gouvernements ayant des zemstvos (total 340) ; 8 élus pour chacun des trois gouvernements ayant des zemstvos mais pas d'institutions de la noblesse (total 24) ; 8 élus de chacun des 9 gouvernements du Nord-Ouest (total 72) ; 5 de chacun des 10 gouvernements polonais (total 50) ; 5 de chacun des trois gouvernements baltes (total 15) ; 30 de Sibérie ; 30 du Caucase ; 15 de l'Asie centrale et de la région transcaspienne ; 32 de Finlande ; 20 des grandes villes (St.-Pétersbourg 6 ; Moscou 5 ; Varsovie 3 ; Odessa 2 ; Lodz, Kiev, Riga et Kharkov, 1 par ville) ; 10 du clergé orthodoxe ; 1 par confession : catholique, luthérienne, arménienne, mahométane et juive ; soit au total 643 membres. Cette Assemblée élit un Comité exécutif formé d'un président, de deux vice-présidents et de 15 membres. La durée du mandat est de trois ans. Le Comité exécutif est une institution permanente. L'Assemblée tient deux sessions par an, en février-mars et octobre-novembre. Les séances sont publiques ou se tiennent à huis clos au gré de l'Assemblée. Ses membres sont inviolables pendant toute la durée du mandat. Ne sont éligibles que les sujets russes âgés d'au moins 25 ans, sachant parler et écrire le russe. Les émoluments des élus sont fixés à 3 000 roubles par an.

Les élections ont lieu comme suit : dans les 34 gouvernements ayant des zemstvos, l'Assemblée de la noblesse élit deux membres, le zemstvo du gouvernement en élit trois, un est élu par électeurs spéciaux des villes ; trois sont élus par les paysans au moyen de collèges électoraux spéciaux, les marchands en désignent un aussi par l'intermédiaire d'un collège électoral. Les députés des gouvernements qui n'ont pas de zemstvos sont élus dans les mêmes conditions. Nous n'énumérerons pas ici toutes ces absurdes institutions bureaucratiques et policières. Nous nous bornerons à indiquer, afin de donner une idée de la façon dont on compte organiser les élections indirectes, comment doivent être élus

les députés paysans des gouvernements dans lesquels existent des zemstvos.

Chaque canton élit trois électeurs. Ces électeurs se réunissent aux chefs-lieux des districts pour élire *sous la présidence du maréchal de la noblesse* (!) trois électeurs au second degré. Ces derniers se réunissent au chef-lieu de gouvernement sous la présidence du maréchal de la noblesse du gouvernement et élisent trois députés paysans pris exclusivement parmi les paysans. Elections à trois degrés !

M. Boulyguine ne travaille pas mal. Ce n'est pas pour rien que le tsar lui donne des appointements. Sa Constitution, le lecteur s'en rend compte, n'est qu'une caricature de représentation nationale. Le pouvoir autocratique n'est, comme nous l'avons déjà indiqué, limité en rien. Les deux Chambres sont exclusivement consultatives, le tsar décide de tout. C'est ce qui s'appelle promettre et ne rien donner. La « représentation » est tout d'abord spécifiquement *nobiliaire, seigneuriale.* Les nobles ont la moitié des voix à la Chambre haute et près de la moitié à la Chambre basse (dans les gouvernements ayant des zemstvos, il y a sur, 10 députés, 2 représentants directs de la noblesse et 3 représentants des assemblées de zemstvos composées en réalité de nobles). Les paysans sont à un point ridicule écartés des élections. Les élections à trois degrés filtrent sévèrement le bas peuple avant de le laisser entrer à l'Assemblée.

En second lieu, la *complète exclusion des ouvriers* retient par-dessus tout l'attention. La représentation de ce parlement bêlant est tout entière édifiée sur le principe des castes. La « caste » ouvrière n'y figure pas et ne peut y figurer. Les élections auxquelles participent les citadins et les marchands tamisent à divers degrés des électeurs exclusivement pris dans la bourgeoisie industrielle et commerçante. Il est d'ailleurs très édifiant de noter que cette bourgeoisie est nettement repoussée à l'arrière-plan même par rapport à la noblesse. On voit que les larbins du tsar ne craignent pas excessivement le libéralisme des propriétaires fonciers, étant assez perspicaces pour discerner, derrière ce libéralisme superficiel, la nature sociale, profondément conservatrice du « hobereau sauvage » [128].

Rien ne serait plus utile que de faire largement connaître aux paysans et aux ouvriers la Constitution Boulygui-

ne. Il serait difficile de faire mieux ressortir les visées véritables et la base sociale du pouvoir impérial qui prétend se situer au-dessus des classes. On imagine mal meilleure matière pour une leçon de choses sur le suffrage universel égal, direct et au scrutin secret.

Il est également intéressant de confronter cette « Constitution étriquée » des fonctionnaires et des propriétaires fonciers avec les dernières nouvelles sur les partis politiques russes. Un correspondant anglais qui semble évoluer dans la « société » et ne pas voir pour cette raison le bas peuple, les ouvriers par exemple, compte trois partis (exception faite des partis extrêmes, terroristes et réactionnaires) : 1. le parti conservateur ou panslave (système « slavophile » : au tsar la force du pouvoir, aux sujets la force de l'opinion, c'est-à-dire une représentation exclusivement consultative) ; 2. le parti libéral ou « opportuniste » (leader Chipov, programme de tous les opportunistes : « s'asseoir entre deux chaises ») et 3. le parti radical *ou* (cet « ou » est bien caractéristique !) constitutionnel qui comprend la majorité des membres des zemstvos, des professeurs « et des étudiants » (?). Programme : suffrage universel, scrutin secret.

Les conservateurs se réuniraient actuellement à Pétersbourg, les libéraux au début de mai à Moscou, les radicaux à la même date à Pétersbourg. Les sphères gouvernementales considéreraient le suffrage universel au scrutin secret comme équivalent à la « *proclamation de la République* ». Les « radicaux » formeraient le parti le plus nombreux.

Le projet Boulyguine semble être celui du parti conservateur. Le projet de l'*Osvobojdénié* ressemble fort au programme du parti « radical ou constitutionnel » (nullement radical en réalité et médiocrement constitutionnel). Enfin, le parti « libéral » de Chipov en demande probablement un peu plus que n'offre Boulyguine, et un peu moins que n'exigent les constitutionnels.

La foire bat son plein. Les marchandages se poursuivent. Ces bons messieurs de la « société » haussent leurs prix comme messieurs les roués de la cour ! Les uns et les autres en rabattront ensuite un tant soit peu et... tope-là ! *tant que les ouvriers et les paysans ne sont pas intervenus.*

Le gouvernement mène un jeu adroit : il se sert des

libéraux pour intimider les conservateurs, des « radicaux » de l'*Osvobojdénié* pour intimider les libéraux, de la république pour intimider les gens de l'*Osvobojdénié*. Dans le langage des intérêts de classe et de l'intérêt primordial — celui de l'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie — ce manège signifie : Entendons-nous donc, MM. les propriétaires fonciers et les négociants, concluons le marché, partageons-nous le pouvoir à l'amiable, paisiblement et cordialement, tant qu'il n'est pas trop tard, tant que la vraie révolution populaire ne s'est pas levée, tant que tout le prolétariat et toute la paysannerie, qu'on ne peut pas nourrir de Constitutions étriquées, d'élections indirectes et de tout ce bric-à-brac bureaucratique, ne se sont pas levés.

Le prolétariat conscient ne doit se faire aucune illusion. Le gage de l'émancipation véritable de la Russie du joug de l'autocratie et du servage, c'est uniquement le prolétariat, soutenu de la paysannerie, c'est uniquement leur insurrection armée, leur lutte acharnée sous le mot d'ordre : « La liberté ou la mort ! »

« Vpériod » n°16
du 30 (17) avril 1905
Signé : K-v

Conforme au texte du journal

LES RAPPORTS BIMENSUELS DES ORGANISATIONS DU PARTI

Les rapports bimensuels de *toutes* les organisations du parti et surtout de toutes les organisations *ouvrières* du parti auraient une importance considérable pour renforcer les effectifs et la cohésion du parti, et spécialement pour la refonte de la représentation du parti (aux congrès) selon le nombre d'ouvriers organisés.

On pourrait publier des extraits de ces rapports dans l'Organe central du parti et offrir ainsi une documentation précieuse sur la vie réelle, authentique, du parti.

Le chiffre des membres dans les cercles, groupes, etc., pourrait être également publié, en désignant, par exemple, chaque groupe ou chaque organisation par une ou deux lettres. Ces rapports sur la composition de nos organisations serait un excellent matériel de contrôle. (L'objection que cela prendra trop de place n'est pas fondée. En comptant deux lettres et deux chiffres, désignant le nombre de membres, par exemple : ab 13, bc 41, ef 17, etc., nous pourrons communiquer en une seule ligne d'une colonne de journal *onze* renseignements de ce genre.)

Le congrès devrait diviser l'intervalle entre les III^e^ et IV^e^ Congrès (1 an) en deux parties. Au cours du 1^er^ semestre, *chaque* organisation du parti, y compris la cellule ouvrière de base, devra se constituer et *régulariser* absolument ses relations avec le centre, *régulariser* ses comptes rendus précis, toutes les deux semaines. Je dis : régulariser car il ne suffit pas de prendre une adresse et écrire, il faut contrôler les adresses, faire en sorte que les rapports parviennent à destination, etc., etc. Pour acquérir cette nouvelle habitude, pour mettre au point ces nouveaux comptes ren-

dus (tous les quinze jours) avec une absolue régularité, on peut estimer que 4 ou 5 mois seront pleinement suffisants *. Il est certain qu'*avec de la bonne volonté*, on pourrait le faire *trois fois* plus vite.

Ensuite, durant le 2e semestre, on pourrait conférer aux rapports bimensuels une portée, pour ainsi dire, constitutionnelle, c'est-à-dire en faire dépendre directement la refonte de la représentation du parti au IVe Congrès. Par exemple, le IIIe Congrès, disons, décide en avril 1905 : ne sont prises en considération lors de la refonte de la représentation du parti au IVe Congrès que les organisations qui ont présenté des rapports bimensuels selon les règles au centre à partir du 1er septembre 1905. C'est seulement sur la base de ces rapports présentés durant trois mois au moins (c'est-à-dire 6 rapports au minimum) que sera décidée au IVe Congrès la représentation du parti aux congrès proportionnellement au nombre d'ouvriers organisés dans les unions social-démocrates, dans chaque localité. Aussi, le nombre des membres doit-il être indiqué absolument dans chaque compte rendu.

Conforme au manuscrit

Ecrit fin avril 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

* Pendant ce temps, *chaque* organisation doit communiquer au centre son chiffre (deux ou trois lettres=le *nom* de l'organisation) et obtenir la publication d'au moins un rapport dans l'Organe central afin que *tous* les membres de cette organisation sachent qu'elle est en relations avec le centre.

III[e] CONGRÈS DU P.O.S.D.R.[139]

12 (25) AVRIL-27 AVRIL (10 MAI) 1905

Les discours, rapports, résolutions et projets de résolutions ont été publiés pour la première fois en 1906 dans le recueil :

« Le III[e] Congrès régulier du P.O.S.D.R. Texte complet des procès-verbaux ». Edit. du C.C. Genève

Conforme au texte du recueil et au manuscrit

Россійская Соц. Дем. Рабочая Партія.
ПРОЛЕТАРІИ ВСѢХЪ СТРАНЪ, СОЕДИНЯЙТЕСЬ!

ТРЕТІЙ ОЧЕРЕДНОЙ СЪѢЗДЪ

Росс. Соц.-Дем. Рабочей Партіи.

ПОЛНЫЙ ТЕКСТЪ ПРОТОКОЛОВЪ.

Изданіе Центральнаго Комитета.

ЖЕНЕВА
Типографія Партіи. 6, Quai du Cheval Blanc, 6.
1905.

Couverture du livre « Le IIIe Congrès régulier du P.O.S.D.R.
Texte complet des procès-verbaux ».
Ed. du Comité central, Genève. — 1905
Réduction

1

DISCOURS SUR LA LÉGITIMITÉ DU CONGRÈS LE 13 (26) AVRIL

Je voudrais répondre aux observations sur la légitimité du congrès. Le Comité central déclarait le congrès illégitime. Le Comité central a lui-même qualifié son message au Conseil du parti d'« amende honorable ». Mais avait-il lieu de se repentir ? Le congrès est tout à fait légitime. La *lettre* des statuts permet, il est vrai, de l'estimer illégitime, mais à prendre ainsi les statuts nous tomberions dans un formalisme caricatural. Dans l'esprit des statuts, le congrès est absolument légitime. Ce n'est pas le parti qui existe pour le Conseil du parti, c'est le Conseil qui existe pour le parti. Il fut indiqué, par le camarade Plékhanov lui-même, déjà au IIe Congrès, à l'occasion de l'incident qui se produisit avec le Comité d'organisation, que la discipline à l'égard d'une instance inférieure le cède à la discipline à l'égard d'une instance supérieure. Le Comité central s'est déclaré prêt à se soumettre au Conseil si ce dernier se soumettait au parti, c'est-à-dire au congrès. Exigence parfaitement justifiée. Or, le Conseil du parti y a répondu par un refus. Mais, dit-on, le Comité central avait mis en doute la loyauté du Conseil et lui avait exprimé sa défiance. De fait, dans tous les pays constitutionnels, les citoyens ont le droit d'exprimer leur défiance à des fonctionnaires ou à des institutions. Ce droit ne peut pas leur être enlevé. Enfin, même si l'action du Comité central était illégale, le droit en résulterait-il pour le Conseil d'agir tout aussi illégalement ? Qu'est-ce qui garantit l'application de l'article des statuts d'après lequel le Conseil convoque le congrès si la moitié des voix délibératives se sont

exprimées dans ce sens ? Les statuts du Parti social-démocrate allemand renferment une clause qui laisse à la commission de contrôle le soin de convoquer le congrès, si le *Vorstand* * s'y refuse. Ce paragraphe fait défaut dans nos statuts, de sorte qu'il appartient au parti lui-même de cautionner la convocation du congrès. Selon l'esprit, et même selon la lettre des statuts, à les considérer dans leur ensemble, le Conseil n'est évidemment que le mandataire des comités du parti. Le mandataire des comités refuse d'exécuter la volonté de ses mandants. Si le mandataire n'exécute pas la volonté du parti, il ne reste à ce dernier qu'à agir lui-même. Les comités de notre parti avaient non seulement le droit, mais encore le devoir de convoquer eux-mêmes le congrès. J'affirme la légitimité absolue de la convocation du congrès. Quels sont les arbitres de ce litige entre le Conseil du parti et les comités ? Les comités mêmes, le parti. La volonté du parti s'est manifestée il y a longtemps. Les atermoiements et les temporisations des centres à l'étranger ne pouvaient pas la modifier. Les comités devaient convoquer eux-mêmes le congrès et le congrès est légitime.

Je réponds au camarade Tigrov. Il dit qu'on ne doit pas juger le Conseil du parti. Le Comité d'organisation le juge dans son rapport. Le camarade Tigrov se trompe, me semble-t-il, quand il dit qu'on ne peut pas juger par défaut. En politique, on est constamment amené à juger par défaut. Ne jugeons-nous pas tous les jours dans notre presse, dans nos réunions et partout, les socialistes-révolutionnaires, les membres du Bund, etc. ? Comment faire pour ne point juger par défaut ? Le Conseil du parti ne veut pas comparaître devant le congrès. Il faudrait dans ce cas s'astreindre à ne jamais juger personne. Même les tribunaux officiels jugent par défaut les prévenus qui se refusent à comparaître.

* Comité directeur. (*N.R.*)

2

INTERVENTION SUR LES PLEINS POUVOIRS DES COMITÉS DE KAZAN ET DU KOUBAN LE 14 (27) AVRIL

Les conclusions de la commission des mandats montrent que notre parti compte au total 75 voix délibératives, de sorte que notre congrès doit, dans sa composition actuelle, être reconnu légitime. On n'en peut douter. Considérant l'attitude défiante adoptée actuellement à l'égard de notre congrès, il faut reconnaître louable le « libéralisme » de la commission des mandats qui s'est efforcée de valider le plus grand nombre possible de comités afin d'accroître la majorité légale exigible pour le congrès. A ce point de vue, je suis même prêt à exprimer ma sympathie à ce « libéralisme » ; mais il faut, d'autre part, faire preuve à l'égard de tous d'une circonspection et d'une impartialité égale, et c'est ce qui fait qu'il ne m'est pas possible de ne pas adopter une attitude négative à l'égard de la validation des mandats des comités de Kazan et du Kouban. Ces comités figurent dans la liste des comités jouissant de pleins droits, publiée par le n° 89 de l'*Iskra* , mais non dans les procès-verbaux du Conseil du parti. Martov a cité, en séance du Conseil, la liste des comités nantis de pouvoirs à la date du 1er septembre 1904.

(Lecture d'un extrait des procès-verbaux du Conseil du parti) :

« Martov donne lecture de sa résolution : Conformément au § 2 des statuts, le Conseil est tenu de convoquer le congrès si telle est la volonté des organisations du parti qui, prises ensemble, ont droit à la moitié des voix au congrès. Conformément à la 1re note au § 3 des statuts, ne jouissent du droit de représentation au congrès que les organisations confirmées dans ce droit depuis l'adoption des statuts.

Quant aux organisations non représentées au IIe Congrès, la sanction qui leur est donnée par le Comité central, un an au moins avant le congrès, marque le moment de leur validation. I) Le Conseil décide que le même laps de temps écoulé après ratification de l'organisation suffira à faire reconnaître son suffrage lors de l'établissement du nombre des organisations qui se seront prononcées pour la convocation du congrès. Les organisations représentées au IIe Congrès et choisies par lui sont considérées comme jouissant de pleins droits. II) Pour cette raison, sont reconnues jusqu'en septembre 1904 comme ayant le droit de décider la convocation du congrès, les seules organisations suivantes : 1) Le Comité central ; 2) l'Organe central ; 3) la Ligue à l'étranger ; 4 à 20) Les comités : de Pétersbourg, Moscou, Kharkov, Kiev, Odessa, Nikolaïev, du Don, Ekatérinoslav, Saratov, Oufa (aujourd'hui Oural), du Nord, Toula, Tver, Nijni-Novgorod, Bakou, Batoum et de Tiflis (jusqu'à expiration du délai d'une année depuis la ratification de l'Union du Caucase) ; 21 à 23) Les Unions de Gornozavodsk (du Donetz), de Sibérie et de Crimée.

Ces organisations étant habilitées, le nombre de voix qui leur appartient au congrès s'élève à 46. Avec les 5 voix des membres du Conseil, le total des voix atteint 51. Il faut donc, pour réunir le congrès, 26 voix, soit celles de 13 organisations jouissant de pleins droits parmi celles qui ont été énumérées ici. Le Comité central est invité à faire connaître au Conseil les dates de ratification des nouveaux comités formés depuis le congrès. »

La première partie de la résolution est votée à l'unanimité.

Glébov énumère ensuite, dans un discours prononcé à la même séance, les comités nouvellement formés.

Discours de Glébov (procès-verbaux du Conseil) :

« Je suis d'accord avec Martov et ne puis que nommer les comités récemment formés. Ce sont ceux de Smolensk et d'Astrakhan, validés en septembre 1903 ; de Voronèje (Caisse de lutte), validé en janvier 1904 ; de Riga, en janvier ; du Polessié, en avril ; du Nord-Ouest, en avril ; de Koursk, en janvier ; d'Orel-Briansk, en septembre 1903 ; de Samara, en septembre 1903 ; d'Oural (Oufa), en avril ».

Ces faits sont publiés dans la brochure du camarade Orlovski, le *Conseil contre le parti*, et le Conseil ne les a pas démentis jusqu'ici ; il n'a pas non plus publié les dates de validation des comités litigieux, ce qui veut dire que les preuves de la validation font évidemment défaut. Au cours de la même séance du Conseil, le camarade Martov a signalé dans un de ses discours que deux comités devraient, à son avis, être validés en août, ceux de Krémentchoug et de Poltava ; mais, encore une fois, rien n'a été dit des comités de Kazan et du Kouban.

Après la déclaration de juillet, le camarade Glébov m'a envoyé les procès-verbaux complets des séances du Comité central ; il n'y est question de la validation d'aucun de ces deux comités ; le camarade Letnev [130], membre du Comité central, atteste qu'il n'en fut pas question non plus aux séances ultérieures du Comité central ; il est vrai qu'un autre membre du Comité central, le camarade Zimine [131], semble se rappeler quelque chose touchant la validation des comités de Kazan et du Kouban, mais sans rien pouvoir dire de précis.

La décision de la commission qui propose de valider les mandats de ces comités, le fait étant établi qu'ils fonctionnent depuis plus d'un an, n'est donc pas juste, et je demande que ces comités soient considérés comme incompétents.

3

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE DU P.O.S.D.R. À L'ÉGARD DE L'INSURRECTION ARMÉE

Considérant :

1) que le prolétariat, étant de par sa situation la classe révolutionnaire la plus avancée et la plus conséquente, est par là même appelé à jouer dans le mouvement révolutionnaire démocratique de Russie le rôle de chef et de guide ;

2) que seul l'accomplissement de cette mission en temps de révolution assurera au prolétariat les positions les plus avantageuses dans la lutte ultérieure pour le socialisme contre les classes possédantes de la Russie bourgeoise démocratique sur le point de naître ;

3) que le prolétariat ne peut remplir ce rôle qu'organisé sous le drapeau de la social-démocratie en une force politique indépendante agissant dans les grèves et les manifestations avec l'unité la plus achevée,

le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. décide que la tâche d'organiser les forces du prolétariat pour la lutte immédiate contre l'autocratie par des grèves politiques de masse et par l'insurrection armée, ainsi que la création à cette fin d'un appareil d'information et de direction, constitue un des objectifs essentiels du parti dans la situation révolutionnaire actuelle. Aussi le Congrès charge-t-il le Comité central, les comités locaux et les unions de préparer la grève politique de masse, d'organiser des groupes spéciaux pour l'acquisition et la répartition des armes, l'élaboration du plan de l'insurrection armée et la direction immédiate de celle-ci. L'accomplissement de cette tâche peut et doit non seulement se poursuivre sans porter le moindre préjudice au travail général du parti pour éveiller la conscience de classe du prolétariat, mais encore contribuer à l'approfondissement et au succès de ce travail.

Écrit le 14 (27) avril 1906

4

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE

Le Congrès proclame, se fondant sur l'expérience des militants et l'état d'esprit de la masse ouvrière, que par préparation de l'insurrection, il faut entendre non seulement se procurer des armes, former des groupes, etc., mais, de la même façon, accumuler de l'expérience en faisant des tentatives d'actions armées distinctes, par exemple : attaque de la police et des troupes par des détachements armés à l'occasion de rassemblements populaires publics, ou attaque de prisons, d'institutions gouvernementales, etc. Laissant entièrement aux centres locaux du parti et au Comité central le soin de déterminer les limites de ces manifestations et les meilleures occasions pour celles-ci, comptant pleinement sur le sens tactique des camarades qui sont capables d'éviter le gaspillage des forces dans des actes terroristes isolés et insignifiants, le congrès attire l'attention de toutes les organisations du parti sur la nécessité de prendre en considération les leçons de l'expérience dont il a été question plus haut.

Rédigé fin avril 1905.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

5

INTERVENTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE
LE 15 (28) AVRIL

On a dit ici que la question est assez claire en principe. On trouve pourtant dans la presse social-démocrate des déclarations qui montrent que la question est loin d'être aussi claire (cf. le n° 62 de l'*Iskra* et la préface d'Axelrod à la brochure d'« Un Ouvrier »). L'*Iskra* et Axelrod ont parlé de conjurations et émis la crainte de voir l'insurrection tenir trop de place dans les esprits. Mais il est apparu qu'elle en tenait trop peu... Dans sa préface à la brochure d'« Un Ouvrier », Axelrod dit qu'il ne saurait être question que de l'insurrection « de masses populaires sauvages ». La vie a montré qu'il ne s'agissait pas de « masses sauvages », mais de masses conscientes, aptes à la lutte organisée. Toute l'histoire de la dernière année a montré que nous sous-estimons l'importance et l'inéluctabilité de l'insurrection. Il faut en considérer le côté pratique. L'expérience des militants et des ouvriers de Pétersbourg, de Riga, du Caucase, a ici une extrême importance. Aussi serais-je d'avis que les camarades nous en fassent part ; nos débats acquerront ainsi un caractère pratique et non scolastique. Il faut élucider l'état d'esprit du prolétariat et nous rendre compte si les ouvriers se sentent en mesure de lutter et de diriger la lutte. La nécessité s'impose de dresser le bilan d'une expérience collective dont on n'a pas, jusqu'à présent, dégagé les enseignements généraux.

6

INTERVENTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE LE 16 (29) AVRIL

Les débats ont placé la question sur un terrain pratique : quel est l'état d'esprit des masses ? Le camarade Leskov [132] a raison, cet état d'esprit est très variable. Mais le camarade Jarkov a raison, lui aussi, de dire qu'il nous est nécessaire de compter avec ce fait : l'insurrection se fera sûrement, quelle que soit notre attitude à son égard. La question se pose de savoir s'il existe des divergences de principe entre les résolutions proposées. Je ne les vois décidément pas. Bien que je sois considéré comme le plus intransigeant, j'essaierai d'accorder et de concilier les deux résolutions. Je n'ai rien à objecter à l'amendement proposé pour la résolution du camarade Voïnov. Je ne vois pas de divergence de principe dans l'additif non plus. L'hégémonie ne résulte pas encore de la participation la plus énergique. M'est avis que le camarade Mikhaïlov s'est exprimé en termes plus positifs : l'hégémonie est soulignée chez lui sous une forme concrète. Le prolétariat anglais est appelé à réaliser la révolution socialiste, c'est indéniable ; mais son inaptitude à la faire en ce moment, étant donné son manque d'organisation socialiste et l'influence délétère de la bourgeoisie, est également certaine. Même pensée chez le camarade Voïnov ; la participation la plus énergique est indéniablement décisive. L'issue de la révolution sera-t-elle décidée par le prolétariat ? Nous ne saurions l'affirmer sans réserve. De même à propos de son rôle de guide. Les expressions sont plus prudentes dans la résolution du camarade Voïnov. La social-démocratie peut organiser l'insurrection, peut même la décider, mais on ne peut savoir à l'avance si le

rôle dirigeant dans l'insurrection lui est assuré ; cela dépend de la force et de l'organisation du prolétariat. La petite bourgeoisie peut se trouver mieux organisée ; ses diplomates peuvent être plus habiles, mieux préparés. Le camarade Voïnov est plus circonspect, il dit : « Tu peux faire » lorsque le camarade Mikhaïlov dit : « Tu feras ». Il se peut que l'issue de la révolution soit décidée par le prolétariat, mais on ne saurait l'affirmer sans réserve. Les camarades Mikhaïlov et Sosnovski sont tombés dans l'erreur qu'ils attribuent au camarade Voïnov : celle de « vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ». « Il faut, dit Voïnov, pour assurer... » — « Il faut et il suffit », disent Mikhaïlov et Sosnovski. Quant à la formation de groupes spéciaux de combat, je puis dire que je trouve ces groupes indispensables. Nous n'avons rien à craindre de leur formation.

7

RÉSOLUTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE

Considérant :

1) que le prolétariat, étant de par sa situation, la classe révolutionnaire la plus avancée et la seule conséquente, par là même est appelé à jouer le rôle de guide dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire démocratique de Russie ;

2) que ce mouvement a déjà amené, à l'heure actuelle, la nécessité d'une insurrection armée ;

3) que le prolétariat participera inévitablement de la manière la plus énergique à cette insurrection, déterminant ainsi le sort de la révolution en Russie ;

4) que le prolétariat ne peut jouer le rôle dirigeant dans cette révolution qu'en formant une force politique unie et indépendante sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate, qui le guiderait dans sa lutte non seulement idéologiquement, mais concrètement ;

5) que seul un tel rôle peut assurer au prolétariat les conditions les plus favorables de lutter pour le socialisme, contre les classes possédantes de la Russie démocratique bourgeoise ;

le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. reconnaît que la tâche d'organiser le prolétariat pour une lutte directe contre l'autocratie au moyen d'une insurrection armée est l'une des tâches primordiales et urgentes du parti, dans la période révolutionnaire que nous traversons.

C'est pourquoi le congrès recommande à toutes les organisations du parti

a) d'expliquer au prolétariat, par la propagande et l'agitation, non seulement la signification politique, mais

l'aspect pratique et d'organisation de la prochaine insurrection armée,

b) d'expliquer, en même temps, le rôle des grèves politiques de masses, qui peuvent avoir une signification importante au début et au cours même de l'insurrection,

c) de prendre les mesures les plus énergiques pour armer le prolétariat, et d'élaborer un plan d'insurrection armée et de direction immédiate, en créant, dans la mesure où cela est nécessaire, des groupes spéciaux de militants.

Rédigé le 16 (29) avril 1905 *Conforme au manuscrit*

8

INTERVENTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION LE 18 AVRIL (1er MAI)

Nous sommes dans une situation embarrassante. Trois résolutions et trois amendements nous sont proposés. Les résolutions se multiplient et s'amplifient, et ce processus n'est nullement réglé. Le thème s'est trouvé plus vaste que ne le supposait le rapporteur. Force nous sera de renvoyer la résolution à la commission bien que le camarade Serguéïev[133] paraisse railler cette proposition. La question d'une action ouverte a été traitée par tous les orateurs. Le rapport répond à son objet, mais il a besoin d'être complété. Deux opinions se sont heurtées sur la participation aux associations. Le congrès ne peut donner de directives catégoriques à ce sujet. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour l'agitation. On ne saurait tirer de l'expérience de la commission Chidlovski une conclusion purement négative. On dit que la résolution n'apporte rien de nouveau. Ce qui est bon, dis-le et répète-le. L'opinion du camarade Zimine est trop maladroite. On ne peut répondre catégoriquement s'il faut ou non participer à l'Assemblée des zemstvos. Tout dépendra de la conjoncture politique, du système électoral et des autres conditions concrètes qu'on ne peut prévoir. On dit que l'Assemblée des zemstvos est une duperie. C'est vrai, mais il faut parfois participer aux élections afin de révéler une duperie. On ne peut donner qu'une directive générale. Je répète qu'il faut, à mon avis, élargir la commission et lui renvoyer toutes les résolutions.

9

SUPPLÉMENT À LA RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT À LA VEILLE ET AU MOMENT DE LA RÉVOLUTION

Ne peut-on satisfaire le camarade Alexandrov [134] par les amendements suivants à la résolution de Schmidt [135] (approximativement) :

1) au lieu de (le congrès) « décide », dire : le congrès *confirme* l'ancienne tactique de la social-démocratie établie par le IIe Congrès tout en donnant des explications détaillées s'appliquant au moment présent (ou quelque chose dans ce genre);

2) ajouter à la résolution encore un article dont le texte serait approximativement :

En ce qui concerne les concessions réelles ou apparentes que fait à présent l'autocratie ébranlée à la démocratie en général et à la classe ouvrière en particulier, le Parti ouvrier social-démocrate doit *s'en servir* , d'une part pour *consolider* en faveur du peuple chaque amélioration économique de la situation et chaque élargissement de la liberté pour intensifier la lutte, et d'autre part, pour dévoiler sans cesse au prolétariat les buts réactionnaires du gouvernement, qui s'efforce de désunir, de pourrir, la classe ouvrière et de détourner son attention de ses intérêts vitaux dans une période révolutionnaire.

Rédigé fin avril 1905.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

10

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ACTION POLITIQUE DÉCLARÉE DU P.O.S.D.R.

Considérant :

1) que le mouvement révolutionnaire en Russie a déjà quelque peu ébranlé et désorganisé le gouvernement autocratique, qui se voit obligé de tolérer la liberté d'action politique relativement large des classes sociales qui lui sont hostiles ;

2) que les classes bourgeoises usent surtout et presque exclusivement de cette liberté d'action politique, renforçant ainsi leur prédominance économique et politique antérieure sur la classe ouvrière, et accroissant le danger pour le prolétariat de devenir un simple appendice de la démocratie bourgeoise ;

3) que l'aspiration à une action indépendante et déclarée dans l'arène politique, cette action dût-elle s'accomplir (fût-ce dans des cas peu importants) sans aucune participation de la social-démocratie, se développe (se fait jour, se manifeste) de plus en plus largement au sein des masses ouvrières ;

le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. attire l'attention de toutes les organisations du parti sur la nécessité de :

a) mettre à profit tous les cas d'action politique déclarée de la société et du peuple dans la presse, les associations et les réunions, pour opposer aux revendications démocratiques générales les revendications sociales propres au prolétariat, afin de développer la conscience du prolétariat, et d'organiser ce dernier au cours même de ces actions en une force socialiste indépendante ;

b) mettre à profit toutes les possibilités légales ou semi-légales de fonder des associations ouvrières, des unions et des organisations en s'efforçant d'y assurer (d'une manière ou d'une autre) l'influence prédominante de la social-démocratie, et d'en faire les points d'appui du futur Parti ouvrier social-démocrate légal de Russie ;

c) prendre des mesures afin que nos organisations du parti, tout en conservant et développant leur appareil clandestin, se mettent immédiatement à préparer les formes appropriées du passage, toutes les fois qu'il est possible, à l'action légale de la social-démocratie, sans reculer devant les collisions avec la force armée du gouvernement.

Rédigé le 19 avril (2 mai) 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

11

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE

Considérant :

1) que pour rendre la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie réellement large, libre et ouverte, il est nécessaire d'avoir des libertés politiques aussi complètes que possible et, par conséquent, un régime républicain aussi pleinement réalisé que possible ;

2) qu'à l'heure actuelle des représentants de plus en plus nombreux de diverses couches bourgeoises, petites-bourgeoises, paysannes, etc., interviennent dans l'arène politique avec des mots d'ordre révolutionnaires démocratiques qui découlent naturellement et inévitablement des revendications essentielles des masses populaires, que ces revendications, irréalisables en régime autocratique, demandent impérieusement à être satisfaites compte tenu de l'évolution objective de l'ensemble de la vie sociale et économique de la Russie ;

3) que la social-démocratie révolutionnaire internationale a toujours reconnu que le prolétariat devait soutenir de la façon la plus énergique la bourgeoisie révolutionnaire dans sa lutte contre les classes et les institutions réactionnaires, à condition que le parti du prolétariat garde son indépendance complète et adopte une attitude rigoureusement critique envers ses alliés temporaires ;

4) que le renversement du gouvernement autocratique en Russie est impossible si on ne le remplace pas par un gouvernement révolutionnaire provisoire ; que seule cette mesure peut assurer la liberté véritable et permettre au peuple

de manifester sa volonté réelle lors de l'institution d'un nouveau régime politique en Russie ; que seule cette mesure nous permettra de réaliser notre programme immédiat de réformes politiques et économiques ;

5) que, sans remplacer le gouvernement autocratique par un gouvernement révolutionnaire provisoire, s'appuyant sur toutes les classes et sur tous les éléments révolutionnaires démocratiques de la Russie, il est impossible de conquérir la république et de gagner à la cause de la révolution les couches arriérées et non développées du prolétariat et surtout de la paysannerie dont les intérêts s'opposent absolument au régime autocratique féodal, et qui sont pour l'autocratie ou bien se tiennent à l'écart de la lutte contre celle-ci, dans une grande mesure, par suite de l'oppression due à l'atmosphère politique abrutissante ;

6) que, puisqu'il existe en Russie un parti ouvrier social-démocrate, parti qui en est certes à son début, mais qui est déjà organisé et susceptible, surtout en régime de liberté politique, de contrôler et d'orienter l'action de ses représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire, le danger de les voir s'écarter de la politique rigoureuse de classe n'est pas insurmontable,

le III[e] Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie estime que les mandataires du parti pourront prendre part au gouvernement révolutionnaire provisoire, en vue de combattre impitoyablement, aux côtés de la démocratie bourgeoise révolutionnaire, toutes les tentatives contre-révolutionnaires et en vue de défendre les intérêts de classe propres du prolétariat. Dans ce cas, le parti devra exercer un contrôle vigilant sur ses mandataires et veiller strictement à la sauvegarde de l'indépendance du Parti ouvrier social-démocrate qui aspire à la révolution socialiste intégrale et qui, sous ce rapport, est hostile à tous les partis et à toutes les classes bourgeoises démocratiques.

Rédigé fin avril 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

12

SUPPLÉMENT À LA RÉSOLUTION SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE

Encore un argument en faveur de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire

— le refus inconditionnel de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire, recommandé dès à présent par l'aile droite de notre parti, condamne inévitablement à l'indécision, au ballottement et à l'éparpillement l'activité du prolétariat révolutionnaire dans la préparation, l'organisation et l'exécution de l'insurrection armée.

Rédigé fin avril 1905.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

13

RAPPORT SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE LE 18 AVRIL (1er MAI)

Je me propose d'exposer la question de la participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire. Il peut, à première vue, paraître singulier qu'une semblable question soit soulevée. On pourrait croire que les affaires de la social-démocratie vont à merveille, et que la probabilité de sa participation au gouvernement révolutionnaire provisoire est très grande. Il n'en est rien. Examiner cette question au point de vue d'une application prochaine et pratique serait du donquichottisme. Mais elle nous est imposée, moins par l'état pratique des choses que par la polémique dans la presse. Il ne faut jamais perdre de vue que Martynov l'a soulevée le premier *dès avant le 9 janvier*. Voici ce qu'il écrivait dans sa brochure : *Deux dictatures* (pp. 10 et 11) :

« Figurez-vous, lecteurs, pour un instant, l'utopie de Lénine réalisée ; figurez-vous que le parti, dont les effectifs seraient réduits au point qu'il ne comprendrait que des révolutionnaires professionnels, ait réussi à « préparer, *ordonner* à date fixe et exécuter l'insurrection armée du peuple entier. » N'est-il pas évident que la volonté du peuple *porterait*, au lendemain même de la révolution, ce parti au gouvernement provisoire ? N'est-il pas évident que le peuple confierait à ce parti, et à nul autre, les destinées immédiates de la révolution ? N'est-il pas évident que ce parti, désireux de ne pas décevoir la confiance du peuple, serait contraint, *obligé*, de prendre le pouvoir et de le garder tant qu'il n'aurait pas affermi par des mesures révolutionnaires le triomphe de la révolution ? »

Cette façon de poser la question est invraisemblable, mais c'est un fait : Martynov estime que si nous préparions

et déclenchions au mieux l'insurrection, cela nous mettrait dans une situation désespérée. Si nous exposions notre débat à quelque étranger, il refuserait d'admettre qu'on puisse ainsi poser la question et ne nous comprendrait pas. Seule la connaissance de l'histoire des idées de la social-démocratie russe et du caractère des dogmes « suivistes » du *Rabotchéïé Diélo* permet de comprendre notre discussion. Il s'agit désormais d'une question théorique qu'il importe d'éclaircir sans délai. Il s'agit de la clarté de nos buts. Je prie instamment les camarades de souligner fortement, lorsqu'ils exposeront nos différends aux militants de Russie, la façon dont Martynov pose la question.

Le numéro 96 de l'*Iskra* a publié un article de Plékhanov. Nous avons hautement estimé et nous estimons toujours Plékhanov pour tous les « affronts » qu'il a faits aux opportunistes et qui lui ont valu l'honneur d'être mal vu d'un tas de gens. Mais sa défense de Martynov n'est pas faite pour nous plaire. Nous n'y reconnaissons plus le Plékhanov de naguère. Il intitule son article « Sur la prise du pouvoir ». C'est rétrécir artificiellement la question. Nous ne l'avons jamais posée ainsi. Plékhanov laisse entendre que *Vpériod* a traité Marx et Engels de « philistins virtuoses ». Il n'en est rien, ce n'est là qu'une légère falsification. *Vpériod* a tout spécialement fait ressortir la justesse de la conception générale de Marx en cette matière. Le qualificatif de « philistin » s'adressait à Martynov ou à L. Martov. Tout disposés que nous sommes à accorder la plus grande estime à tous les collaborateurs de Plékhanov, il n'en reste pas moins que Martynov n'est pas Marx. Plékhanov s'efforce vainement d'estomper le fâcheux martynovisme.

Martynov affirme que si nous prenions une part décisive à l'insurrection, le grand danger d'être contraint par le prolétariat de prendre le pouvoir nous menacerait. Ce raisonnement procède d'une logique originale qui, à vrai dire, marche à reculons. Cette bizarre indication du danger de vaincre en combattant l'autocratie détermine *Vpériod* à demander à Martynov et à L. Martov s'il s'agit d'une dictature socialiste ou d'une dictature démocratique. On nous cite les célèbres paroles d'Engels sur la situation dangereuse du chef qui a reçu le pouvoir au nom d'une classe pas encore mûre pour exercer une domination complète. Nous

avons précisé dans *Vpériod* qu'Engels signale la dangereuse situation d'un chef qui constate *post factum* l'écart entre les principes et la réalité, les paroles et les faits. Cet écart conduit à la perte, au sens d'une faillite politique et non d'une défaite physique *. Vous devez (telle est la pensée d'Engels) affirmer que la révolution est socialiste alors qu'elle n'est en réalité que démocratique. Si nous promettions actuellement au prolétariat de Russie de lui garantir à l'instant même la domination complète, nous tomberions dans l'erreur que commettent les socialistes-révolutionnaires quand ils disent que la révolution sera « non bourgeoise mais démocratique », erreur qui nous amusa toujours, nous autres, social-démocrates. Nous avons constamment répété que la révolution, loin de l'affaiblir, fortifiera la bourgeoisie, tout en offrant au prolétariat les conditions nécessaires à une lutte efficace pour le socialisme.

Mais du moment qu'il s'agit d'une révolution démocratique, nous nous trouvons en présence de deux forces : l'autocratie et le peuple révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat, principale force combattante, la paysannerie et divers éléments petits-bourgeois. Les intérêts du prolétariat ne coïncident pas avec ceux de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Les social-démocrates ont toujours souligné que cette divergence des intérêts de classe au sein du peuple révolutionnaire est inévitable. L'objet de la lutte peut, si la lutte est chaude, passer de main en main. Le peuple révolutionnaire aspire à la souveraineté populaire ; tous les éléments réactionnaires défendent l'autocratie du tsar. Une révolution réussie ne peut donc manquer d'être une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie dont les intérêts *opposés à l'autocratie du tsar* coïncident. Le mot d'ordre : « marcher séparément, frapper ensemble » est admis par l'*Iskra* et par *Vpériod*, mais *Vpériod* ajoute : frapper ensemble, achever ensemble et repousser ensemble les tentatives de l'ennemi de reprendre ce qu'il aura perdu. L'autocratie abattue, la lutte, loin de s'interrompre, s'accentuera. Alors seulement les forces réactionnaires s'organiseront pour une lutte véritable. Du moment que notre mot

* Voir le présent tome, pp. 279-280. (*N.R.*)

d'ordre est l'insurrection, nous ne devons pas faire craindre à la social-démocratie la victoire possible de l'insurrection. La souveraineté du peuple une fois conquise, nous devons la sauvegarder — et c'est ce qui s'appelle la dictature démocratique révolutionnaire. Il n'y a aucune raison d'en avoir peur. La conquête de la république est d'une immense portée pour le prolétariat, bien que la république soit, pour la social-démocratie, non « l'idéal absolu » qu'elle est pour le révolutionnaire bourgeois, mais uniquement la garantie de la liberté d'une vaste lutte pour le socialisme. Parvus dit que la conquête de la liberté ne coûta dans aucun pays d'aussi grands sacrifices. C'est juste. La presse bourgeoise d'Europe qui suit avec attention les événements de Russie nous le confirme. La résistance de l'autocratie aux réformes les plus élémentaires est d'une vigueur incroyable ; et plus forte est l'action, plus est forte la réaction. D'où la haute probabilité de la faillite complète de l'autocratie. Toute la question de la dictature démocratique révolutionnaire n'a de sens qu'en cas de renversement total de l'autocratie. Il est possible que les événements de 1848-1850 se renouvellent chez nous, c'est-à-dire que l'autocratie ne sera pas abolie mais limitée et se transformera en monarchie constitutionnelle. Il ne saurait être question dans ce cas de dictature démocratique. Mais si le gouvernement autocratique est vraiment aboli, il doit être remplacé par un autre qui ne peut être qu'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Ce dernier ne peut s'appuyer que sur le peuple révolutionnaire, c'est-à-dire sur le prolétariat et la paysannerie. Il ne peut être que dictature, c'est-à-dire organisation non de l'« ordre », mais de la guerre. Qui monte à l'assaut d'une forteresse ne peut se refuser à continuer la guerre après s'en être emparé. De deux choses l'une : ou nous prendrons la forteresse pour la garder, ou point n'est besoin de donner l'assaut et nous devons nous borner à demander une modeste petite place à côté de la forteresse.

Je passe à Plékhanov. Il use d'un procédé profondément erroné. Il élude les grandes questions de principe pour chicaner, non sans fraude, sur des détails secondaires (exclamation du camarade Barsov : « Oui ! »). *Vpériod* affirme que dans l'ensemble le schéma de Marx est juste (l'autocratie d'abord remplacée par une mo-

narchie bourgeoise, puis par une république démocratique petite-bourgeoise) ; mais si nous traçions à l'avance, d'après ce schéma, les limites de notre action, nous serions des philistins. La défense de Marx par Plékhanov est donc « *verlorene Liebesmühe* » (peine perdue en amour). Pour justifier Martynov, Plékhanov allègue l'*Adresse* [136] du Comité central de la Ligue des communistes [137] aux membres de la Ligue. Il l'expose, encore un coup, en termes inexacts. Il laisse dans l'ombre le fait que cette *Adresse* fut rédigée après l'échec du peuple qui n'avait pu, malgré l'insurrection victorieuse du prolétariat berlinois en 1848, remporter une complète victoire. La monarchie constitutionnelle bourgeoise avait déjà remplacé l'autocratie, et il ne pouvait par conséquent plus être question d'un gouvernement provisoire qui se fût appuyé sur l'ensemble du peuple révolutionnaire. Le sens de l'*Adresse*, c'est qu'après l'insuccès de l'insurrection populaire, Marx conseille à la classe ouvrière de s'organiser et de se préparer. Ces recommandations sont-elles susceptibles d'éclairer la situation en Russie avant l'insurrection ? Peuvent-elles éclairer le problème qui nous divise et qui implique l'éventualité d'un soulèvement victorieux du prolétariat ? L'*Adresse* commence par ces mots : « ... Au cours des deux années révolutionnaires 1848-49, la Ligue des communistes s'est doublement affirmée : une fois par le fait que ses membres ont en tous lieux pris énergiquement part au mouvement... La Ligue s'est encore affirmée en ce sens que sa conception du mouvement (exposée notamment dans le *Manifeste communiste*) « est apparue comme la seule vraie»... « En même temps, l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est sensiblement affaiblie. Un grand nombre de membres, directement engagés dans le mouvement révolutionnaire, ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé, et que l'action publique pouvait seule suffire. Certains cercles et communes ont laissé leurs relations avec le Comité central (*Zentralbehörde*) se relâcher et s'assoupir peu à peu. *Ainsi, tandis que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul appui solide* ; c'est tout au plus s'il conservait, dans quelques localités, son organisation pour les buts locaux ; et c'est ainsi que, *dans le mouvement général* (*in der allge-*

meinen Bewegung), *il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois.* » (« *Ansprache* » * p. 75).

Nous le voyons donc, Marx constate en 1850 qu'au cours de la révolution de 1848 la petite bourgeoisie démocratique a gagné en organisation, tandis que le parti ouvrier a perdu. Toute l'attention de Marx se porte naturellement sur ce point : ne plus voir le parti ouvrier à la remorque de la bourgeoisie. « ... A cette heure où une nouvelle révolution est imminente, le parti ouvrier doit se présenter avec le plus d'organisation, le plus d'unité et le plus d'indépendance possible, s'il ne veut pas être à nouveau, comme en 1848, pris à la remorque et exploité par la bourgeoisie » (« *Ansprache* », p. 76).

Précisément en raison du plus haut degré d'organisation de la démocratie bourgeoise, Marx ne doute pas qu'elle ne l'emporte absolument, si une nouvelle révolution a lieu aussitôt. « Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps (*für einen Augenblick*) une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute. » (« *Ansprache* », p. 78). Si l'on prend tout cela en considération, on comprend désormais pourquoi Marx ne dit mot, dans l'*Ansprache*, de la participation du prolétariat à un gouvernement révolutionnaire provisoire. Plékhanov a donc absolument tort d'affirmer que Marx « n'admettait même pas l'idée que les représentants politiques du prolétariat pussent collaborer avec les représentants de la petite bourgeoisie à la création d'un nouveau régime » (*Iskra* nº 96). C'est faux. Marx ne *soulève pas* la question de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, mais Plékhanov présente les choses comme si *Marx la tranchait par la négative*. Marx dit : nous autres, social-démocrates, nous étions tous à la remorque, nous sommes moins bien organisés, nous avons besoin d'une organisation indépendante pour le cas où la petite bourgeoisie se trouverait au pouvoir après une nouvelle révolution. Martynov tire de ces prémisses de Marx la déduction suivante : nous au-

* Adresse. (*N.R.*)

tres, social-démocrates, mieux organisés à présent que la démocratie petite-bourgeoise et formant un parti absolument indépendant, nous devons craindre d'être, en cas de succès de l'insurrection, *contraints* de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire. Oui ! camarade Plékhanov, le marxisme est une chose et le martynovisme en est une autre. Afin de mieux faire ressortir la différence des situations entre la Russie de 1905 et l'Allemagne de 1850, arrêtons-nous encore à certains passages intéressants de l'*Adresse*. Il n'est même pas question, chez Marx, de dictature démocratique du prolétariat ; Marx croyait à la dictature socialiste immédiate du prolétariat, aussitôt après la révolution petite-bourgeoise. Il dit, par exemple, au sujet de la question agraire, que la démocratie veut créer une classe paysanne petite-bourgeoise, et que les ouvriers doivent entraver l'exécution de ce dessein, dans l'intérêt du prolétariat rural et dans le leur propre. Ils doivent exiger que les domaines féodaux, une fois confisqués, demeurent propriété de l'Etat et soient transformés en colonies ouvrières dans lesquelles le prolétariat rural associé jouirait de toutes les ressources de la grande agriculture. Avec des plans de cette sorte, Marx *ne pouvait* évidemment pas parler de dictature démocratique. Il n'écrivait pas à la veille d'une révolution, en qualité de représentant du prolétariat organisé, mais après une révolution, en qualité de représentant des ouvriers en voie d'organisation. Marx souligne, comme une tâche de premier ordre, qu'« aussitôt après la révolution, le Comité central doit immédiatement se rendre en Allemagne, convoquer un congrès du parti et lui proposer des mesures tendant à la centralisation des clubs ouvriers ». L'idée d'un parti ouvrier indépendant, qui est entrée dans notre chair et dans notre sang, était donc nouvelle à cette époque. Il convient de ne pas oublier qu'en 1848, quand Marx rédigeait la *Neue Rheinische Zeitung* [138], journal libre et très révolutionnaire, il ne s'appuyait sur aucune organisation ouvrière. Son journal était soutenu par des bourgeois radicaux qui faillirent le couler quand, après les journées de Juin, Marx y attaqua violemment la bourgeoisie parisienne. C'est pourquoi il est tant parlé dans cette *Adresse* de l'organisation indépendante des ouvriers. Il y est question de constituer, à côté du nouveau gouvernement officiel, des

gouvernements ouvriers révolutionnaires, aussi bien sous forme de clubs et de comités ouvriers que sous forme de conseils communaux ou municipaux. Il y est dit que les ouvriers doivent être armés et former une garde ouvrière indépendante. L'article 2 du programme stipule que des candidats ouvriers, autant que possible membres de la Ligue, doivent être désignés de même que les candidats bourgeois. La faiblesse de la Ligue ressort du fait que Marx se voit obligé de démontrer la nécessité de présenter des candidatures ouvrières. Il suit de tout ce qui précède que Marx n'a ni évoqué ni tranché la question de la participation à un gouvernement révolutionnaire provisoire, cette question ne pouvant avoir alors aucune importance pratique, et toute l'attention étant retenue par l'organisation d'un parti ouvrier indépendant.

Plékhanov affirme ensuite dans l'*Iskra* que *Vpériod*, se bornant à reprendre quelques-unes de ses expressions favorites, n'apporte aucune preuve réelle sur le fond du débat, que *Vpériod* veut critiquer Marx. Est-ce vrai ? Ne voyons-nous pas, au contraire, *Vpériod* poser la question sur un terrain concret, compte tenu des forces sociales réelles qui participent en Russie à la lutte pour la révolution démocratique ? Plékhanov, par contre, ne dit mot des circonstances concrètes en Russie et tout son bagage se réduit à quelques citations mal venues. C'est monstrueux, mais c'est ainsi. La situation en Russie est si différente de celle de l'Europe occidentale que Parvus a même pu se demander où est chez nous la démocratie révolutionnaire. Incapable de prouver que *Vpériod* prétend « critiquer » Marx, Plékhanov nous amène, tirés par les oreilles, Avenarius et Mach. Je n'arrive décidément pas à comprendre le rapport qu'il y a entre ces auteurs, pour lesquels je n'éprouve pas la moindre sympathie, et la révolution sociale. Ils ont traité de l'organisation individuelle et sociale de l'expérience ou de quelque chose de ce genre, mais ils n'ont jamais songé, bien sûr, à la dictature démocratique. Plékhanov n'aurait-il pas appris l'adhésion de Parvus aux doctrines d'Avenarius et de Mach ? (R i r e s.) Ou ses affaires sont-elles si mauvaises qu'il est réduit à se faire, sans rime ni raison, une cible de Mach et d'Avenarius ? Plékhanov dit plus loin que Marx et Engels ne tardèrent pas à perdre la foi en l'immi-

nence de la révolution sociale. La Ligue des communistes se désagrégea. Des chamailleries d'émigrés éclatèrent, ce que Marx et Engels expliquèrent ainsi : il y avait des révolutionnaires et pas de révolution. Plékhanov écrit dans l'*Iskra* : « Ils » (Marx et Engels qui avaient perdu la foi en l'imminence de la révolution sociale) « définirent les objectifs politiques du prolétariat en supposant que le régime démocratique connaîtrait une assez longue période de domination. Mais c'est précisément pourquoi ils eussent encore plus résolument condamné la participation des socialistes à un gouvernement petit-bourgeois. » (*Iskra* n° 96.) Pourquoi ? Pas de réponse. Plékhanov substitue de nouveau à la dictature démocratique la dictature socialiste, tombant dans l'erreur de Martynov, contre laquelle *Vpériod* a multiplié avec énergie les avertissements. Sans dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, la république est impossible en Russie. Cette thèse de *Vpériod* repose sur une analyse de la situation réelle. Marx n'a malheureusement pas connu cette situation et n'en a rien écrit, de sorte qu'on ne peut ni confirmer ni démentir, à l'aide de ses seuls textes, l'analyse de cette situation. Or, Plékhanov ne dit mot des conditions concrètes.

La deuxième citation empruntée à Engels est encore moins réussie. Il est tout d'abord très singulier que Plékhanov se réfère à une lettre privée sans en indiquer ni la date ni le lieu de publication [139]. Nous serions très reconnaissants à quiconque de publier les lettres d'Engels, mais nous désirerions en connaître le texte complet. Certaines données nous permettent cependant de juger du sens véritable de la lettre d'Engels.

Nous savons pertinemment — ceci en second lieu — que la situation de l'Italie, dans les années 90, ne ressemble en rien à celle de la Russie. L'Italie était déjà libre depuis plus de quarante ans. La classe ouvrière de Russie ne peut même rêver d'une liberté analogue sans une révolution bourgeoise. La classe ouvrière d'Italie pouvait donc, depuis longtemps, développer son organisation indépendante en vue de la révolution socialiste. Turati est un Millerand italien. Aussi est-il fort possible qu'il ait exposé alors des idées millerandistes. Cette hypothèse nous est pleinement confirmée par l'obligation où Engels se trouva, d'après

Plékhanov lui-même, d'expliquer à Turati la différence entre une révolution démocratique bourgeoise et une révolution socialiste. Engels craignait donc justement que Turati ne se trouvât dans la fausse situation d'un chef qui ne comprend pas la portée sociale de la révolution à laquelle il participe. Plékhanov, répétons-le, confond révolution démocratique et révolution socialiste.

Mais peut-être est-il possible de relever chez Marx et Engels, à défaut d'une réponse concernant la situation concrète en Russie, des avis sur les principes généraux de l'action révolutionnaire du prolétariat ? L'*Iskra* a tout au moins posé une question générale comme celle-ci.

Elle écrit dans son n° 93 : « La meilleure façon d'organiser le prolétariat en un parti d'opposition à l'Etat démocratique bourgeois consiste à développer la révolution bourgeoise *par en bas*, grâce à la pression du prolétariat sur la démocratie au pouvoir. » L'*Iskra* dit : « *Vpériod* veut que la pression du prolétariat sur la révolution (?) vienne non seulement d'en bas, de la rue, mais encore d'en haut, de la résidence du gouvernement provisoire ». Cette formule est exacte ; *Vpériod* le désire en effet. Nous sommes, en effet, en présence d'une question générale de principe : l'action révolutionnaire n'est-elle admissible que d'en bas ou l'est-elle aussi d'en haut ? A cette question générale on peut trouver une réponse chez Marx et Engels.

Je veux parler de l'intéressant article d'Engels, intitulé « Les bakouninistes au travail [140] » (1873), qui décrit brièvement la révolution espagnole de 1873. Le soulèvement des « intransigeants », c'est-à-dire des républicains extrémistes, avait embrasé le pays. Engels souligne qu'il ne pouvait être question, à l'époque, de l'émancipation immédiate de la classe ouvrière. Le problème consistait pour le prolétariat à franchir rapidement les phases préalables, préparatoires de la révolution sociale, à écarter de son chemin les obstacles. La classe ouvrière espagnole ne pouvait mettre cette possibilité à profit qu'en participant activement à la révolution. Cette participation était alors entravée par l'influence des bakouninistes et notamment par leur idée de la grève générale, pertinemment critiquée par Engels qui décrit, entre autres, les événements de la ville d'Alcoy, où il y avait 30 000 ouvriers de fabrique. Le prolé-

tariat s'y trouva maître de la situation. Que fit-il ? Contrairement aux principes du bakouninisme, il dut participer au gouvernement révolutionnaire provisoire. « Les bakouninistes, écrit Engels, avaient professé de longues années durant que toute action révolutionnaire de haut en bas est mauvaise, et que tout doit se faire de bas en haut. »

Telle est donc la réponse d'Engels à la question générale posée par l'*Iskra* sur le « d'en haut et d'en bas ». *Le principe* de l'« *Iskra* » : « *Rien que d'en bas, jamais d'en haut* », *est un principe anarchiste.* Dégageant les enseignements de la révolution espagnole, Engels dit : « Les bakouninistes durent agir à l'encontre de leurs propres principes, selon lesquels la formation d'un gouvernement révolutionnaire est une nouvelle duperie et une nouvelle trahison de la classe ouvrière » (ce dont Plékhanov cherche maintenant à nous convaincre). « Malgré ces principes, les bakouninistes durent siéger dans les comités gouvernementaux de diverses villes, et y siéger en qualité de minorité impuissante, dominée et exploitée politiquement par la bourgeoisie. » *Ce qui déplaît donc à Engels, c'est que les bakouninistes y furent en minorité et non le fait qu'ils y siégeaient.* Il dit, en terminant sa brochure, que l'exemple des bakouninistes « nous montre comment il *ne faut pas* faire la révolution ».

Si Martov bornait son travail révolutionnaire à la seule action par en bas, il répéterait l'erreur des bakouninistes.

Mais l'*Iskra*, après avoir inventé des divergences de principes avec *Vpériod*, se rabat elle-même sur notre point de vue. Martynov dit ainsi que le prolétariat, en commun avec le peuple, doit obliger la bourgeoisie à pousser la révolution à fond. Mais c'est là précisément la dictature révolutionnaire du « peuple », c'est-à-dire du prolétariat et de la paysannerie. La bourgeoisie n'entend nullement pousser la révolution à fond. Mais c'est ce que doit vouloir le peuple en vertu des conditions sociales de son existence. La dictature révolutionnaire l'éclairera et l'entraînera dans la vie politique.

L'*Iskra* écrit dans son n° 95 :

« Mais si, indépendamment de notre volonté, la dialectique interne de la révolution nous portait tout de même, en fin de compte, au pouvoir à une heure où les conditions nationales ne seraient pas

encore mûres pour la réalisation du socialisme, nous ne reculerions pas. Nous nous assignerions pour tâche de briser les étroites frontières nationales de la révolution et de pousser l'Occident dans la voie de la révolution, comme la France y poussa, il y a cent ans, l'Orient. »

L'*Iskra* reconnaît donc elle-même que s'il arrivait, par malheur, que nous fussions vainqueurs, nous devrions agir exactement comme l'indique *Vpériod*. L'« *Iskra* » *suit par conséquent* « *Vpériod* » *dans la question pratique* et sape sa propre position. Seulement, je ne comprends pas que l'on puisse traîner, malgré eux, Martov et Martynov au pouvoir. Ça, c'est tout à fait du galimatias.

L'*Iskra* prend la France en exemple. Mais c'est la France jacobine. Faire des Jacobins un épouvantail au moment de la révolution est de la plus grande platitude. La dictature démocratique, je l'ai déjà dit, n'est pas l'organisation de « l'ordre », c'est celle de la guerre. Si même nous nous emparions de Pétersbourg et guillotinions Nicolas, nous devrions faire face à plusieurs Vendées. Marx s'en rendait parfaitement compte lorsque, en 1848, dans la *Neue Rheinische Zeitung* il évoquait les Jacobins : « La Terreur de 1793, disait-il, n'est que le procédé plébéien d'en finir avec l'absolutisme et la contre-révolution [141] ». Nous préférons, nous aussi, en finir avec l'autocratie russe selon le procédé « plébéien » et nous laisserons à l'*Iskra* le procédé girondin. Une situation exceptionnellement avantageuse s'offre à la révolution russe (guerre antipopulaire, conservatisme asiatique de l'autocratie, etc.). Cette situation permet d'espérer une issue favorable de l'insurrection. Les sentiments révolutionnaires du prolétariat grandissent non de jour en jour, mais d'heure en heure. Dans un moment tel que celui-ci, le martynovisme n'est pas seulement bête, il est aussi criminel, car il compromet le déploiement de l'énergie révolutionnaire du prolétariat, car il entrave son enthousiasme révolutionnaire. (L i a d o v : « Parfaitement exact ! ») C'est la faute même que commettait Bernstein, en d'autres conditions, dans le parti allemand, au sujet de la dictature non démocratique mais socialiste!

Pour vous donner une idée précise de ce qu'est en fait la fameuse « résidence » du gouvernement révolutionnaire provisoire, je ferai encore appel à une autre source. Engels décrit dans un article intitulé « Die Reichsverfassungskam-

pagne » * sa participation à la révolution non loin de cette « résidence ». Il décrit, par exemple, l'insurrection en Prusse Rhénane, qui était un des principaux centres industriels de l'Allemagne. Les chances du parti démocrate, dit-il, y étaient particulièrement grandes. Il s'agissait de jeter toutes les forces disponibles sur la rive droite du Rhin, d'y étendre aussi largement que possible l'insurrection, et d'y tenter la création, au moyen de la *Landwehr* (milices populaires), du noyau d'une armée révolutionnaire. Ce fut précisément ce que proposa Engels quand il se rendit à Elberfeld pour essayer de réaliser ce plan. Engels reproche vivement aux meneurs petits-bourgeois de n'avoir pas su organiser l'insurrection, réserver des fonds, par exemple, pour l'entretien des ouvriers combattant sur les barricades, etc. Il fallait, dit-il, agir plus énergiquement. Il fallait commencer par désarmer la garde civique d'Elberfeld et distribuer ses armes aux ouvriers, il fallait ensuite lever une contribution forcée pour subvenir aux frais d'entretien des ouvriers ainsi armés. Mais cette proposition, dit Engels, émanait uniquement et exclusivement de moi. Le vénérable Comité du Salut Public n'avait pas la moindre inclination pour ces sortes d'« entreprises terroristes ».

Ainsi, tandis que nos Marx et Engels (je veux dire nos Martynov et Martov) (r i r e s h o m é r i q u e s) agitent à nos yeux l'épouvantail du jacobinisme, Engels stigmatisait la petite bourgeoisie révolutionnaire à qui il reprochait d'avoir négligé la manière « jacobine » d'agir. Engels comprenait que partir en guerre et faire fi du trésor public et du pouvoir politique — en temps de guerre ! —, c'est se payer indignement de mots. Où prendrez-vous donc l'argent nécessaire à l'insurrection si elle soulève le peuple entier, Messieurs de la nouvelle *Iskra* ? Pas dans les caisses de l'Etat, n'est-ce pas ? Ce serait bourgeois ! Ce serait du jacobinisme !

Engels écrit au sujet de l'insurrection de Bade : « Le gouvernement insurrectionnel avait toutes les chances de succès ; une armée prête, des arsenaux bien garnis, un riche trésor public, une population unanime. » Chacun comprenait rétrospectivement ce qu'il fallait faire dans ces conditions. Il fallait organiser des troupes pour la défense

* La campagne pour la Constitution d'Empire. (*N.R.*)

de l'Assemblée Nationale, repousser les Autrichiens et les Prussiens, porter l'insurrection dans les Etats voisins et « placer la soi-disant Assemblée Nationale allemande, si veule, sous l'influence terroriste de la population et de l'armée insurgées ; il fallait ensuite organiser les forces de l'insurrection, mettre à sa disposition des fonds abondants, intéresser la population agricole au mouvement en abolissant sur l'heure toutes les redevances féodales. Tout devait être fait sans délai afin de donner à l'insurrection un caractère énergique. Une semaine après la nomination du Comité du Salut Public, il était déjà trop tard ».

Nous sommes convaincus qu'au moment de l'insurrection en Russie, les social-démocrates révolutionnaires, suivant l'exemple d'Engels, donneront, après s'être mis au service de la révolution, des conseils « jacobins » semblables. Quant à notre *Iskra*, elle préfère s'occuper de la couleur des enveloppes des bulletins de vote et relègue à l'arrière-plan la question du gouvernement révolutionnaire provisoire et de la protection révolutionnaire de la Constituante. En aucun cas, notre *Iskra* n'a l'intention d'agir « par en haut ».

De Carlsruhe, Engels se rendit à Pfaltz. Son ami d'Ester (qui l'avait, une fois, fait mettre en liberté) y siégeait au gouvernement provisoire. « Il ne pouvait être question, dit Engels, de participer officiellement à un mouvement étranger à notre parti. Je devais prendre dans le mouvement la seule place qui convînt à un rédacteur de la *Neue Rheinische Zeitung*, celle d'un soldat. » Nous avons déjà parlé de l'état de désagrégation de la Ligue des communistes qui privait à peu près Engels de toute liaison avec les organisations ouvrières. Aussi le passage que nous citons est-il compréhensible : « On m'a proposé quantité de fonctions civiles ou militaires, écrit Engels, fonctions que j'eusse acceptées sans une minute d'hésitation, si le mouvement avait été prolétarien. Dans les conditions données, je les déclinai toutes.»

Vous voyez qu'Engels ne craignait pas d'agir par en haut, ne craignait pas que le prolétariat fut trop organisé, trop fort, ce qui eût pu l'amener à participer au gouvernement provisoire. Il regrettait, au contraire, que le mouvement ne fût pas assez réussi, pas assez prolétarien, en rai-

son du manque absolu d'organisation chez les ouvriers. Mais, dans ces conditions mêmes, Engels assuma des fonctions : il servit dans l'armée, en qualité d'aide de camp de Willich, se chargeant des munitions, transportant non sans avoir à surmonter des difficultés inouïes la poudre, le plomb, les cartouches, etc. « Mourir pour la république, tel était alors mon but », écrit-il.

Je vous laisse à juger, camarades, si ce tableau du gouvernement provisoire, tracé d'après Engels, ressemble à la « résidence » évoquée par la nouvelle *Iskra* pour intimider les ouvriers et les éloigner de nous. (Applaudissements.) (L'orateur lit et commente son projet de résolution.)

14

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE

Considérant :

1) que les intérêts immédiats du prolétariat de Russie exigent, comme ses intérêts dans la lutte pour les fins dernières du socialisme, la liberté politique la plus complète et, par conséquent, la substitution de la république démocratique au régime autocratique ;

2) que l'insurrection armée du peuple provoquera nécessairement en cas de succès total, c'est-à-dire en cas de renversement de l'autocratie, la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, seul capable d'assurer la liberté complète de l'agitation et de convoquer une Assemblée constituante exprimant réellement la volonté du peuple, élue au suffrage universel égal, direct et au scrutin secret ;

3) que cette révolution démocratique, loin de l'affaiblir, renforcera en Russie la domination de la bourgeoisie qui tentera infailliblement, à un certain moment, sans s'arrêter devant rien, d'arracher au prolétariat russe la plus grande partie de ses conquêtes de la période révolutionnaire,

le IIIe Congrès du P. O. S. D. R. décide :

a) il y a lieu de répandre dans la classe ouvrière la conviction de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, et de débattre aux réunions ouvrières les conditions dans lesquelles toutes les revendications politiques et économiques les plus immédiates de notre programme pourraient être satisfaites sur-le-champ.

b) en cas d'insurrection victorieuse du peuple, d'abolition totale de l'autocratie, la participation des mandataires de notre parti au gouvernement révolutionnaire provisoire est admissible pour combattre impitoyablement toutes les tentatives contre-révolutionnaires et défendre les intérêts propres de la classe ouvrière ;

c) les conditions nécessaires de cette participation sont : le contrôle rigoureux du parti sur ses mandataires et la défense inflexible de l'indépendance de la social-démocratie qui, aspirant à une complète révolution socialiste, est pour cette raison irréductiblement hostile à tous les partis bourgeois ;

d) indépendamment de la possibilité d'une participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, il y a lieu de diffuser dans les couches prolétariennes les plus larges l'idée de la nécessité d'une pression constante du prolétariat armé et dirigé par la social-démocratie sur le gouvernement provisoire, afin de défendre, d'affermir et d'élargir les conquêtes de la révolution.

Rédigé avant le 18 avril (1er mai) 1905

15

INTERVENTION À PROPOS DES AMENDEMENTS À LA RÉSOLUTION SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE LE 19 AVRIL (2 MAI)

Je partage, en somme, l'opinion du camarade Zimine. Ecrivain, j'ai naturellement porté mon attention sur l'aspect littéraire de la question. L'importance des fins de la lutte est très judicieusement indiquée par le camarade Zimine, et je me solidarise sans réserve avec lui. Il est impossible de combattre si l'on ne compte pas s'emparer de la position disputée...

L'amendement du camarade Zimine au deuxième point : « que la réalisation, etc... le gouvernement provisoire, seul, etc... », est tout à fait rationnel et j'y souscris volontiers. De même, l'amendement au troisième point, où il est très utile de signaler que la bourgeoisie s'affermira nécessairement dans les conditions sociales et économiques données. Au point a) des conclusions, l'expression « le prolétariat exigera » est meilleure que la mienne, le centre de gravité étant porté sur le prolétariat. Au point b) on a bien raison de signaler le rôle déterminant du rapport des forces. Cette formule élimine, me semble-t-il, l'amendement du camarade Andréïev [142]. L'expression « revendications immédiates » est-elle assez claire et ne convient-il pas d'ajouter entre parenthèses « programme minimum » ? Je voudrais bien connaître à ce propos l'opinion des camarades de Russie. Au point c) le camarade Zimine dit « doivent être » où je dis « sont » ; une correction de style est, sans doute, nécessaire ici. Dans les passages traitant du contrôle du parti, mon ancienne formulation : la « défense ... de l'indé-

pendance de la social-démocratie », est, me semble-t-il, meilleure que celle du camarade Zimine : « maintien ». Notre tâche n'est pas seulement de « maintenir » l'indépendance de la social-démocratie, elle est aussi de la « défendre » sans cesse. L'amendement du camarade Sosnovski sur ce point ne fait que gâter la rédaction en la rendant moins nette. Les amendements du camarade Andréïev s'intègrent par parties aux points de la résolution du camarade Zimine et de moi-même. A propos, il ne me semble pas opportun d'employer le terme « gouvernement provisoire » au pluriel, comme le propose le camarade Andréïev. Certes, nous pouvons avoir de nombreux gouvernements provisoires, mais il n'y a pas lieu de le faire ressortir car nous n'aspirons nullement à un fractionnement de ce genre. Nous serons toujours partisans d'un gouvernement provisoire unique de la Russie entière, et nous nous efforcerons de créer un « centre unique et qui soit russe de surcroît ». (R i r e s.)

16

INTERVENTION À PROPOS DE LA RÉSOLUTION SUR LE SOUTIEN DU MOUVEMENT PAYSAN LE 19 AVRIL (2 MAI)

Etant donné la déclaration de dix-sept camarades indiquant l'extrême nécessité de hâter les travaux du congrès, je m'efforcerai d'être aussi bref que possible. A vrai dire, la question ne présente pas de divergences de principes ; il n'y en avait pas même pendant la crise du parti, pourtant riche en divergences de « principes ».

En outre, le projet de résolution a été publié il y a déjà assez longtemps dans *Vpériod*, et je me bornerai à la simple défense de cette résolution.

La question du soutien du mouvement paysan se divise à proprement parler en deux parties : 1) les raisons théoriques ; 2) l'expérience pratique du parti. Le second rapporteur, le camarade Barsov [143], qui connaît parfaitement le plus avancé des mouvements paysans, celui de la Gourie, traitera de cette dernière. Pour ce qui est des raisons théoriques, tout se ramène maintenant à reprendre les mots d'ordre élaborés par la social-démocratie en les appliquant au mouvement donné. Ce mouvement croît et s'étend sous nos yeux. Le gouvernement tente de nouveau de tromper les paysans à l'aide de semblants de concessions. Il est nécessaire d'opposer à cette politique de corruption les mots d'ordre de notre parti.

Ces mots d'ordre sont, à mon avis, formulés dans le projet de résolution que voici :

« Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti du prolétariat conscient, aspirant à l'émancipation complète de tous les travailleurs de toute exploitation, appuie tout

mouvement révolutionnaire dirigé contre l'ordre social et politique existant. Aussi le P. O. S. D. R. soutient-il avec la plus grande énergie le mouvement paysan actuel et défend-il toutes les mesures révolutionnaires susceptibles d'améliorer la situation de la paysannerie, sans s'arrêter, à cette fin, devant l'expropriation des domaines des propriétaires fonciers. Ce faisant, le P. O. S. D. R., parti de classe du prolétariat, s'achemine inflexiblement vers l'organisation de classe indépendante du prolétariat rural, sans oublier un seul instant qu'il est de son devoir de lui expliquer l'antagonisme de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie paysanne, et de lui faire comprendre que seule la lutte commune du prolétariat des campagnes et des villes contre toute la société bourgeoise dans son ensemble pourra amener la révolution socialiste, seule susceptible de soustraire réellement la masse des paysans pauvres à la misère et à l'exploitation.

Le P. O. S. D. R. propose, en qualité de mot d'ordre pratique destiné à l'agitation parmi les paysans et afin de porter le mouvement à son plus haut degré de conscience, la formation immédiate de comités révolutionnaires paysans, afin de soutenir sans réserve toutes les transformations démocratiques et de les appliquer concrètement. Le P. O. S. D. R. s'efforcera, dans ces comités également, d'organiser d'une manière indépendante les prolétaires des campagnes, afin, d'une part, de soutenir la paysannerie dans son ensemble dans toutes ses actions démocratiques révolutionnaires et, de l'autre, de défendre les véritables intérêts du prolétariat rural dans sa lutte contre la bourgeoisie paysanne. » (*Vpériod* n° 11 *)

La commission agraire, formée par les délégués dès avant l'ouverture du congrès pour en préparer les travaux, a déjà examiné ce projet. En dépit d'opinions très divergentes, quelques tendances principales se sont esquissées sur lesquelles je m'arrêterai. Le caractère des mesures révolutionnaires possibles et nécessaires dans le domaine agraire se ramène, selon le projet de résolution, à « améliorer la situation de la paysannerie ». La résolution exprime donc clairement la conviction générale de tous les social-démocrates que ces mesures ne sauraient transformer les fondements

* Voir le présent tome, pp. 234-235. (*N.R.*)

mêmes du régime économique et social actuel. C'est en quoi nous nous distinguons des socialistes-révolutionnaires. Le mouvement révolutionnaire de la paysannerie peut aboutir à une amélioration notable de leur condition, mais non à la substitution au capitalisme d'un autre mode de production.

La résolution fait état de mesures allant jusqu'à l'expropriation des domaines fonciers. On dit que cette formulation modifie notre programme agraire. J'estime cette opinion inexacte. Evidemment, le texte peut être mieux rédigé ; ce n'est pas notre parti, c'est la paysannerie qui ne s'arrêtera pas devant l'expropriation ; quant à notre parti, il soutient les paysans, et il les soutiendra aussi lorsqu'ils ne reculeraient pas devant cette mesure. Au lieu du mot expropriation, il convient d'user du terme plus étroit de « confiscation », car nous sommes les adversaires décidés de toute espèce de rachat. Nous ne nous arrêterons jamais devant les confiscations des terres. Mais si on laisse de côté ces corrections de détail, on verra que notre résolution n'apporte aucune modification à notre programme agraire. Tous les auteurs social-démocrates ont toujours été d'avis que la revendication concernant les parcelles découpées dans les terres des paysans (« otrezki ») n'impose nullement une limite au mouvement paysan, ne le réduit ni ne le borne en rien. Plékhanov et moi avons plus d'une fois écrit que le Parti social-démocrate ne cherchera jamais à empêcher les paysans de prendre les mesures révolutionnaires de transformation agraire, dussent-ils aller jusqu'au « partage noir » [144]. Nous ne modifions donc pas notre programme agraire. Nous devons maintenant nous prononcer résolument sur la question pratique du soutien des paysans jusqu'au bout, afin d'éliminer toute possibilité de malentendu et de fausse interprétation. Le mouvement paysan est maintenant à l'ordre du jour et le parti du prolétariat doit déclarer officiellement qu'il l'appuie de toutes façons et n'en borne en rien l'ampleur.

La résolution traite plus loin de la nécessité de distinguer les intérêts du prolétariat rural et de pourvoir ce dernier d'une organisation particulière. Point n'est besoin de défendre devant une assemblée de social-démocrates cette vérité élémentaire. On a dit à la commission agraire qu'il conviendrait d'ajouter une indication sur le soutien des

grèves des ouvriers agricoles et des paysans, surtout pendant les périodes de la moisson, de la fenaison, etc. En principe, on ne peut naturellement rien objecter à cela. Que les militants disent ce qu'ils pensent de l'importance possible, dans un avenir rapproché, d'une indication de ce genre.

La résolution aborde ensuite la formation de comités révolutionnaires paysans.

L'idée que la revendication concernant la création immédiate de comités révolutionnaires paysans doit devenir le pivot * de l'agitation a été développée dans le n° 15 de *Vpériod.* Les réactionnaires mêmes parlent aujourd'hui d'« améliorer la condition » du paysan, mais ils sont partisans d'un mode administratif, bureaucratique, de prétendue amélioration, tandis que la social-démocratie, bien entendu, doit se prononcer pour la méthode révolutionnaire. La tâche principale est d'élever le mouvement paysan à la conscience politique. Les paysans ont une vague conscience de leurs besoins, mais ne savent pas rattacher leurs désirs et leurs exigences au régime politique général. C'est pourquoi les filous politiques qui reportent la question des transformations politiques aux « améliorations » économiques irréalisables, en réalité, sans transformations politiques, peuvent les tromper avec le plus de facilité. Aussi le mot d'ordre des comités révolutionnaires paysans est-il le seul juste. Faute de droit révolutionnaire, appliqué par ces comités, les paysans ne pourront jamais garder ce qu'ils vont conquérir. On nous reproche de modifier ici encore le programme agraire qui ne dit rien des comités *révolutionnaires* paysans, ni de leurs objectifs dans le domaine des transformations démocratiques. Ce reproche est inconsistant. Nous ne modifions pas notre programme, nous l'appliquons à un cas donné. Les comités paysans ne pouvant être que révolutionnaires dans les conditions données, nous appliquons, en le signalant, le programme à l'actualité révolutionnaire ; nous ne le modifions pas. Ainsi, notre programme dit que nous reconnaissons aux nationalités le droit de disposer d'elles-mêmes ; si les conditions concrètes nous obligent à réclamer l'autodétermination d'une nation, son indépendance complète, ce ne sera pas là une modification, ce sera

* Voir le présent tome, p. 324. (*N.R.*)

une application du programme. Les comités paysans sont une institution souple, appropriée à la situation actuelle aussi bien qu'elle le serait, par exemple, sous un gouvernement révolutionnaire provisoire dont ces comités deviendraient les organes. On dit qu'ils peuvent devenir réactionnaires et non révolutionnaires. Social-démocrates, nous n'avons jamais oublié ni la double nature du paysan, ni la possibilité d'un mouvement paysan réactionnaire contre le prolétariat. Il ne s'agit pas de cela pour l'instant, mais du fait que les comités paysans, formés pour sanctionner les transformations du régime de la propriété foncière, ne peuvent être à présent que révolutionnaires. A l'heure présente, le mouvement paysan est, sans aucun doute, révolutionnaire. On dit : les terres prises, les paysans se calmeront. C'est possible. Mais le gouvernement autocratique ne peut pas se calmer devant la mainmise des paysans sur les terres, et tout est là. La sanction de cette mainmise ne peut émaner que d'un gouvernement révolutionnaire ou de comités révolutionnaires paysans.

Enfin, les conclusions de la résolution définissent, une fois de plus, l'attitude de la social-démocratie à l'égard des comités paysans, à savoir la nécessité de marcher avec le prolétariat des campagnes et de l'organiser séparément et d'une façon indépendante. Dans les campagnes, comme ailleurs, seul le prolétariat peut demeurer jusqu'au bout une classe révolutionnaire.

17

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE SOUTIEN DU MOUVEMENT PAYSAN

Considérant :

1) que le mouvement paysan qui grandit en ce moment, bien que spontané et politiquement inconscient, se retourne néanmoins infailliblement contre le régime politique existant et *contre les classes privilégiées* ;

2) que le soutien de tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant fait partie des tâches de la social-démocratie ;

3) que les social-démocrates doivent, pour les raisons qui précèdent, s'efforcer de faire ressortir, de développer, de porter à leur terme les traits (les particularités) démocratiques révolutionnaires du mouvement paysan ;

4) que la social-démocratie, parti du prolétariat, doit dans tous les cas et dans toutes les circonstances tendre inflexiblement à l'organisation indépendante du prolétariat rural, et à éclairer ce dernier sur l'irréductible contradiction de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie paysanne,

le III^e^ Congrès du P. O. S. D. R. charge toutes les organisations du parti :

a) de faire savoir dans les milieux les plus larges du prolétariat que le P. O. S. D. R. se donne pour tâche de soutenir avec la plus grande énergie le mouvement paysan actuel, *sans contrecarrer nullement* ses manifestations révolutionnaires allant jusqu'à la confiscation des domaines ;

b) de préconiser, en qualité de mot d'ordre pratique pour l'agitation parmi les paysans et afin d'élever le mouvement paysan à la plus haute conscience, l'organisation immédiate de comités révolutionnaires paysans afin d'ef-

fectuer toutes les transformations démocratiques révolutionnaires dans l'intérêt des paysans, et de libérer ces derniers du joug des policiers, des fonctionnaires et des propriétaires fonciers ;

c) de recommander aux paysans le refus du service militaire, le refus complet de payer les impôts et de reconnaître les autorités, afin de désorganiser l'autocratie et de soutenir contre elle la poussée révolutionnaire ;

d) de s'efforcer dans les comités paysans de doter le prolétariat rural d'une organisation indépendante et de rapprocher aussi étroitement que possible, au sein du Parti social-démocrate unique de la classe ouvrière, le prolétariat rural et le prolétariat des villes.

Ecrit le 20 avril (3 mai) 1905

18

INTERVENTION SUR LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES LE 20 AVRIL (3 MAI)

Je ne puis être d'accord avec les camarades qui trouvent inopportun d'élargir le débat. C'est tout à fait opportun. On a dit ici que les propagateurs des idées social-démocrates ont surtout été des intellectuels. C'est inexact. A l'époque de l'économisme, les propagateurs des idées révolutionnaires étaient des ouvriers et non des intellectuels. Cela nous est confirmé par « Un Ouvrier », l'auteur de la brochure préfacée par Axelrod.

Le camarade Serguéïev a affirmé ici que le principe électif ne nous assurerait pas une meilleure information. C'est faux. Ce principe, appliqué *en fait*, ne manquerait pas de nous assurer une meilleure information. On a ensuite signalé que les intellectuels ont présidé de coutume aux scissions. Cette indication est très importante, mais ne tranche pas la question. Depuis longtemps déjà, je recommande dans mes écrits de faire entrer dans les comités le plus grand nombre possible d'ouvriers *. La période qui s'est écoulée depuis le IIe Congrès accuse une insuffisante observation de ce devoir, du moins ai-je gardé cette impression de mes entretiens avec les militants. Si l'on n'a admis qu'un ouvrier dans le comité de Saratov, c'est qu'on n'a pas su choisir parmi les ouvriers les hommes qu'il faut. Sans nul doute cela est dû également à la scission du parti : la lutte pour la défense des comités a eu de fâcheuses répercussions

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, p. 211. (*N.R.*)

sur le travail pratique. C'est d'ailleurs pourquoi nous nous sommes tellement efforcés de hâter la réunion du congrès.

Le devoir du futur centre est de réorganiser un bon nombre de nos comités ; l'inertie de leurs membres doit être vaincue. (Applaudissements et protestations.)

J'entends le camarade Serguéïev siffler et ceux qui n'appartiennent pas aux comités applaudir. Je pense qu'il faut envisager la chose plus largement. La tâche d'introduire des ouvriers dans les comités n'est pas uniquement pédagogique, elle est aussi politique. Les ouvriers ont un instinct de classe et deviennent assez promptement, après une brève initiation politique, des social-démocrates conséquents. Je souhaiterais ardemment qu'il y ait huit ouvriers pour deux intellectuels dans chacun de nos comités. Puisque la recommandation faite dans notre presse d'introduire autant que possible des ouvriers dans les comités s'est avérée insuffisante, il serait utile qu'elle fût faite au nom du congrès. Si le congrès vous donne une directive claire et nette, vous aurez un moyen radical de combattre la démagogie : telle est la claire volonté du congrès.

19

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES

Considérant :

1) que l'aile droite de notre parti continue systématiquement les tentatives, commencées au temps de l'économisme, de semer l'hostilité et la méfiance entre les membres ouvriers et intellectuels du parti, de présenter nos organisations de parti comme purement formées d'intellectuels — ce dont profitent habilement les ennemis de la social-démocratie —, d'accuser les organisations social-démocrates de vouloir entraver, au moyen de la discipline de parti, l'initiative de la classe ouvrière, d'afficher le principe électif, le plus souvent sans rien faire de sérieux afin de l'appliquer ;

2) que la primauté *complète* du principe électif, possible et nécessaire dans des conditions de liberté politique, est irréalisable sous l'autocratie ; mais que l'application du principe électif serait possible même sous l'autocratie, dans une mesure beaucoup plus large, si les formes diffuses de l'organisation du parti et l'état réel de désorganisation que le parti doit à la droite de la social-démocratie ne s'y opposaient,

le III^e^ Congrès du P. O. S. D. R., reconnaissant que sa tâche est de préparer à l'aide de diverses réformes d'organisation, en vue des prochains congrès, l'application réelle, dans la mesure du possible, du principe électif au sein du parti, rappelle une fois de plus la tâche des partisans cons-

cients du P. O. S. D. R. : affermir de toutes leurs forces la liaison du parti avec la masse de la classe ouvrière, en élevant des couches de plus en plus larges de prolétaires et de demi-prolétaires à la pleine conscience social-démocrate, en développant leur initiative révolutionnaire social-démocrate, en se préoccupant de distinguer dans la masse ouvrière un nombre aussi grand que possible d'ouvriers capables de diriger le mouvement et les organisations du parti, en qualité de membres des centres locaux et du centre du parti, en créant le plus possible d'organisations ouvrières affiliées à notre parti, en faisant en sorte que les organisations ouvrières qui ne veulent ou ne peuvent s'affilier à notre parti lui soient, tout au moins, sympathisantes.

Rédigé le 22 avril (5 mai) 1905

20

REMARQUES AU COURS DES DÉBATS SUR LA RÉSOLUTION CONCERNANT LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES LE 22 AVRIL (5 MAI)

Je ne pouvais pas tenir en place en entendant dire qu'il n'y a pas d'ouvriers capables de devenir membres des comités. La question traîne en longueur, le parti souffre d'un mal, c'est évident. Il faut admettre les ouvriers dans les comités. Chose étonnante : il n'y a que trois hommes de plume au congrès, le reste est formé des membres de comités ; or, les premiers sont pour l'entrée des ouvriers dans le comité, et ce sont les comitards qui s'échauffent on ne sait pourquoi.

Les déclarations des camarades Goloubine [145] et Mikhaïlov sont extrêmement précieuses.

21

INTERVENTION SUR L'ORDRE DE DISCUSSION DES RÉSOLUTIONS TOUCHANT LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES LE 22 AVRIL (5 MAI)

Je ne suis pas d'accord sur ce point avec le camarade Serguéïev : il n'existe justement pas de telles résolutions des congrès. Les souhaits des hommes de plume, à eux seuls, sont insuffisants. De plus, les résolutions n'ont pas été rejetées, mais mises à un autre paragraphe de l'ordre du jour. On indique que les ouvriers ont le droit, avec l'accord du Comité central, de renverser le comité. Cela ne suffit pas : il faut une directive, non de la démagogie. Le camarade Serguéïev commente *Vpériod* d'une manière erronée, en citant : on « ne nourrit pas le rossignol de fables». C'est justement la brièveté du paragraphe des statuts qui oblige à voter une résolution donnant une certaine directive. Je me prononce contre la proposition du camarade Andréev. Il est faux de prétendre que la démagogie ne vient pas des « économistes » et des « menchéviks ». Au contraire, c'est eux précisément qui ont été des démagogues. La résolution est précisément une mise en garde contre la démagogie. C'est pourquoi j'insiste pour que l'on garde la résolution.

22

INTERVENTION DANS LES DÉBATS SUR LES STATUTS DU PARTI LE 21 AVRIL (4 MAI)

J'avoue que les arguments au moyen desquels le camarade Ivanov défend son idée de centre unique me paraissent inconsistants. (L'orateur lit le texte du camarade Ivanov.)

« 4e et 5e paragraphe. Le système des deux centres et d'un Conseil leur servant de balancier est condamné par la vie même. L'histoire de la crise du parti montre avec évidence que ce système offre un terrain trop propice aux dissensions, aux chicanes, aux cabales. Il signifie la subordination de la Russie au groupe résidant à l'étranger : la composition du Comité central change par suite des arrestations, la rédaction de l'Organe central est permanente, le Conseil réside à l'étranger. Les principales objections au centre unique, fondées sur la séparation effective de la Russie et de l'étranger, ne font, d'une part, que confirmer l'idée de la possibilité et de la vraisemblance d'une scission entre les deux centres, et perdent, de l'autre, une grande partie de leur force si le congrès rend obligatoires des conférences périodiques entre les membres du Comité central habitant la Russie et l'étranger. »

Les belles qualités auxquelles il est fait allusion ici se sont cependant trouvées également inhérentes à l'Organe central à l'étranger et au Comité central « russe pur-sang ». Je vois, dans tout le raisonnement d'Ivanov, l'erreur prévue par la logique : *post hoc, ergo propter hoc* *. Trois centres nous ayant, passez-moi l'expression, mis dans de beaux draps, qu'il n'y ait plus désormais qu'un seul centre ! Je ne vois pas de « *propter* » ici ! Nos malheurs tenaient non pas au mécanisme même, mais aux personnalités : c'est que

* A la suite de cela, donc à cause de cela. (*N.R.*)

certaines personnes se sont soustraites, sous le couvert d'une interprétation formaliste des statuts, à l'accomplissement de la volonté du congrès. Le Comité central « russe pur-sang » ne s'est-il pas « dialectiquement » transformé en son contraire ? Le camarade Ivanov raisonne ainsi : les camarades habitant l'étranger se sont mal conduits ; il faut les mettre « en état de siège » et leur « serrer la bride ». J'ai toujours été partisan, comme chacun sait, et de « l'état de siège » et de la « bride serrée », aussi n'irai-je pas m'opposer à des mesures de cette sorte, mais le Comité central n'en a-t-il pas mérité autant ? Et qui niera que l'Organe central puisse être permanent tandis que le Comité central ne le peut pas ? On aura beau dire, c'est un fait. Mais je m'abstiendrai, dans la pratique, de toute discussion ; nous avons eu jusqu'ici le Conseil, nous aurons désormais une conférence (des militants du Comité central de Russie et de l'étranger). Ça ne fait que quelques lettres de plus. Notre véhicule penchait toujours à droite, vers l'Organe central ; le camarade Ivanov le charge de paille, à droite, pour faire contre-poids ; mais je suis d'avis qu'il en faudrait aussi à gauche, du côté du Comité central. Je m'associerais à la proposition de dissolution des comités faite par le camarade Mikhaïlov, mais je ne sais vraiment pas ce que sont les cercles locaux. Les « assesseurs et les gardes des sceaux » doivent être balancés, mais comment déterminer exactement la notion de cercles locaux ? « Deux tiers des voix ! » Mais qui peut en tenir un compte exact ? Je dois en outre mettre le congrès en garde contre une trop grande abondance de paragraphes dans les statuts. Il est aisé de rédiger d'excellents paragraphes, mais ils sont le plus souvent de trop dans la pratique. Les statuts ne doivent pas être transformés en un recueil de vœux pieux...

23

INTERVENTION SUR L'ARTICLE 9 DES STATUTS DU PARTI LE 21 AVRIL (4 MAI)

J'étais partisan de la dissolution des comités, mais au Conseil du parti, au moment où se déchaînait notre lutte de fractions, je me suis prononcé contre cette mesure parce qu'il eût été jusqu'à un certain point inconvenant de faire jouer ce droit. Si cet article menace les comités composés d'intellectuels, je me prononce d'autant plus volontiers en sa faveur. Les intellectuels doivent toujours être tenus entre des mains fermes. Ils sont toujours à la tête de chamailleries de toute sorte, et c'est pourquoi je propose de substituer aux mots « cercles locaux » les mots « les ouvriers organisés ». (L'orateur remet le texte de son amendement) : « Art. 9. Le comité local sera dissous par le Comité central si les deux tiers des ouvriers appartenant aux organisations locales du parti l'exigent. »

On ne peut se fier à un petit cénacle d'intellectuels, mais on peut et on doit se fier à des centaines d'ouvriers organisés. Je veux rattacher étroitement cet article à la question des comptes rendus. Nous devons imiter en ce sens l'exemple du Bund, qui connaît toujours exactement le nombre des ouvriers organisés. Et si notre Comité central sait à toute heure combien une organisation donnée comprend d'ouvriers, il devra tenir compte de leur opinion et sera, sur leur demande, tenu de dissoudre le comité local.

24

INTERVENTION SUR L'ACCORD AVEC LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES LE 23 AVRIL (6 MAI)

Je dois informer le congrès d'une tentative avortée d'accord avec les socialistes-révolutionnaires. Le camarade Gapone arriva à l'étranger. Il eut une entrevue avec les socialistes-révolutionnaires, se rendit à l'*Iskra* et vint ensuite me trouver. Il me dit partager les vues de la social-démocratie, mais ne jugeait pas possible, pour certaines raisons, de le déclarer ouvertement. La diplomatie, lui dis-je, est une chose excellente, mais pas entre révolutionnaires. Je ne vous relaterai pas notre entretien dont la teneur a été exposée dans *Vpériod* *. Il m'a produit l'impression d'un homme absolument dévoué à la révolution, plein d'initiative et d'intelligence, quoique malheureusement dépourvu d'une conception révolutionnaire cohérente.

Je reçus bientôt après de la part du camarade Gapone l'invitation écrite de participer à une conférence des organisations socialistes, conférence dont l'objet devait être, dans la pensée de Gapone, de coordonner leurs activités. Voici la liste des 18 organisations qui, d'après cette lettre, avaient été invitées à la conférence du camarade Gapone :

1) Parti socialiste-révolutionnaire ; 2) P.O.S.D.R., *Vpériod* ; 3) P.O.S.D.R., *Iskra* ; 4) Parti socialiste polonais ; 5) Social-démocratie de Pologne et de Lituanie ; 6) Parti socialiste polonais « Prolétariat » ; 7) P.O.S.D. letton ; 8) Bund ; 9) Organisation ouvrière social-démocrate arménienne ; 10) Fédération révolutionnaire arménienne (Drochak) ; 11) Gromada socialiste de Biélorussie ; 12) Union social-démocrate lettonne ; 13) Parti finlandais de la résistance active ; 14) Parti ouvrier finlandais ; 15) Parti

* Voir le présent tome, pp. 158-161 (*N.R.*)

des socialistes-fédéralistes révolutionnaires de Géorgie ; 16) Parti révolutionnaire ukrainien ; 17) Parti social-démocrate lituanien ; 18) Parti socialiste ukrainien.

Je signalai au camarade Gapone et à un socialiste-révolutionnaire connu que la composition douteuse de la conférence pouvait causer des difficultés. Une forte majorité socialiste-révolutionnaire s'y accusait. Les préparatifs de la conférence traînèrent en longueur. L'*Iskra* répondit — les documents que me montra le camarade Gapone en font foi — qu'elle préférait les accords directs avec les partis organisés. Allusion « délicate » à *Vpériod* que l'on dit désorganisateur, etc. L'*Iskra* ne vint finalement pas à la conférence. Représentants de la rédaction de *Vpériod* et du Bureau des Comités de la Majorité, nous y allâmes. Nous vîmes que la conférence était principalement composée de socialistes-révolutionnaires, et que les partis ouvriers n'avaient pas été invités, ou l'avaient été sans que personne n'en sache rien. Ainsi le parti finlandais de la Résistance active était représenté tandis que le Parti ouvrier finlandais ne l'était pas.

Comme nous en demandions la raison, on nous répondit que l'invitation adressée au Parti ouvrier finlandais avait été transmise par l'intermédiaire du parti de la résistance active, car on ne savait pas, au dire du socialiste-révolutionnaire qui me parlait, comment faire parvenir directement l'invitation. Or, quiconque est tant soit peu au courant des affaires à l'étranger sait qu'on peut entrer en relations avec le Parti ouvrier finlandais notamment par l'intermédiaire du chef du Parti ouvrier social-démocrate suédois, Branting. Le Parti socialiste polonais était représenté, mais la social-démocratie de Pologne et de Lituanie ne l'était pas, et il fut impossible de savoir si, oui ou non, elle avait été invitée. Le Parti social-démocrate lituanien et le Parti révolutionnaire ukrainien n'avaient pas répondu, nous dit le même interlocuteur socialiste-révolutionnaire.

Dès le début, la question nationale fut mise en avant. Le Parti socialiste polonais souleva la question de plusieurs Constituantes, et cela me permet de dire qu'il faudra dorénavant ou refuser tout à fait de participer à la conférence, ou organiser une conférence de représentants des

partis ouvriers d'une seule nationalité, ou inviter à la conférence les représentants des comités locaux des régions habitées par une population non russe. Je n'en infère nullement que les conférences ne peuvent être tenues à cause des divergences de principe, mais il est indispensable qu'on s'y borne à l'examen de questions purement pratiques.

Nous ne pouvons pas, de l'étranger, contrôler la composition des conférences, etc. Il faut que le centre russe soit représenté et qu'il le soit absolument avec la participation des représentants des comités locaux. La question qui nous amena à nous retirer concernait les Lettons. Nous déposâmes, en quittant la conférence, la déclaration suivante :

« La gravité du moment historique que traverse la Russie impose aux partis et aux organisations social-démocrates et démocrates-révolutionnaires, agissant dans le pays, le devoir de s'entendre pratiquement afin d'attaquer plus efficacement le régime autocratique.

Prêtant pour cette raison une extrême importance à la conférence convoquée à cet effet, il est naturel que nous considérions sa composition avec la plus grande sévérité.

Cette condition indispensable de la fécondité de ses travaux n'a malheureusement pas été suffisamment observée pour la conférence convoquée par le camarade Gapone, ce qui nous a obligés à prendre, dès le début, des mesures susceptibles de garantir le succès réel de cette assemblée.

Le caractère purement pratique de la conférence exigeait par exemple, avant tout, que seules y fussent admises les organisations constituant vraiment une force réelle en Russie.

Or, il se trouve que la composition de la conférence est fort peu satisfaisante quant à la réalité de certaines organisations. Il s'y est même trouvé des représentants d'une organisation dont le caractère fictif est hors de doute. Nous parlons de l'Union social-démocrate lettonne.

Le représentant du P.O.S.D. letton a récusé cette organisation en donnant à son geste le caractère d'un ultimatum.

Le fait que cette organisation est purement fictive, révélé par la suite au cours d'une réunion spéciale des représentants de quatre organisations social-démocrates et des délégués de l'« Union », a naturellement amené les autres organisations et partis social-démocrates présents à la conférence à s'associer à cette récusation impérative.

Mais nous nous sommes de prime abord heurtés à la violente opposition de tous les partis démocrates-révolutionnaires qui, par leur refus de satisfaire notre exigence péremptoire, ont donné la préférence à un groupement fictif contre plusieurs organisations social-démocrates bien connues.

Enfin, la portée pratique de la conférence s'est encore trouvée amoindrie du fait qu'un certain nombre d'autres organisations so-

cial-démocrates dont la participation n'avait pas été, pour autant que nous avons pu nous en rendre compte, dûment assurée, n'étaient pas représentées.

Contraints, pour toutes ces raisons, de quitter la conférence, nous exprimons cependant la conviction que l'échec de cette tentative n'entravera pas la volonté opiniâtre de la renouveler dans l'avenir le plus rapproché, et que l'accord pratique nécessaire à tous les partis révolutionnaires sera réalisé par cette prochaine conférence composée des organisations agissant réellement en Russie et non point fictives.

Pour le P.O.S.D. letton, F. Rosine.
Pour le P.O.S.D.R. (*Vpériod*), N. Lénine.
Pour le Comité central du Bund, I. Guelfine.
Pour l'Organisation ouvrière social-démocrate arménienne, Lerr. »

Dix à quinze jours plus tard, le camarade Gapone me transmettait la déclaration suivante :

« Cher camarade, ci-joint deux déclarations émanant de la conférence que vous savez. Je vous prie d'en donner communication au prochain III[e] Congrès du P.O.S.D.R. Personnellement je crois devoir faire certaines réserves sur ces documents touchant le programme socialiste et le principe fédéraliste. — Georges Gapone. »

Cette lettre était accompagnée de deux documents intéressants dans lesquels notre attention est sollicitée par les passages suivants :

« Application du principe fédératif aux rapports entre les nationalités demeurées dans les cadres d'un seul Etat...

Socialisation, c'est-à-dire passage à la gestion collective et remise en jouissance à la population agricole laborieuse de toutes les terres dont la culture est fondée sur l'exploitation du travail d'autrui ; la détermination des formes précises et de l'ordre d'application de cette mesure, ainsi que de son ampleur, relève des partis des diverses nationalités, conformément aux particularités des situations locales de leurs pays ; développement de l'économie collective, municipale et communale...

... Du pain aux affamés !
La terre et ses fruits à tous les travailleurs !

... Une Assemblée constituante comprenant les représentants de toutes les régions de l'Empire de Russie, la Pologne et la Finlande exceptées!

... Convocation d'une Assemblée constituante destinée au Caucase, partie autonome rattachée à la Russie par un lien fédératif... »

Le résultat de la conférence a, comme on s'en rend compte par ces citations, pleinement confirmé les appréhensions qui nous avaient déterminés à la quitter. Nous sommes en présence d'un décalque du programme socialiste-révolutionnaire comportant maintes concessions aux

partis nationalistes non prolétariens. Etrange prétention que de vouloir résoudre les questions posées à la conférence sans les partis prolétariens nationaux ! La conférence revendique, par exemple, une Assemblée constituante spéciale pour la Pologne. Nous ne pouvons être ni pour ni contre. Notre programme reconnaît le principe du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Mais il est inadmissible de trancher la question sans les social-démocrates polonais et lituaniens. La conférence a divisé l'Assemblée constituante, et ce en l'absence de partis ouvriers ! Nous ne pouvons admettre que des questions pratiques de cet ordre soient réglées en l'absence du parti des prolétaires. — Je trouve cependant que les divergences de principe n'excluent pas la possibilité de conférences pratiques, mais, 1° en Russie ; 2° les forces réelles une fois vérifiées ; 3° les questions nationales étant réservées, ou — tout au moins — en invitant les représentants des comités locaux des régions dans lesquelles existent des partis nationaux qu'ils soient social-démocrates ou non.

Je passe à la résolution proposée sur les accords pratiques avec les socialistes-révolutionnaires (l'orateur donne lecture du projet rédigé par le camarade Voïnov) :

« Confirmant l'attitude du P.O.S.D.R. à l'égard du Parti socialiste-révolutionnaire définie par la résolution du IIe Congrès et considérant :

1) que des accords provisoires de combat entre la social-démocratie et l'organisation socialiste-révolutionnaire aux fins de lutter contre l'autocratie sont, de façon générale, désirables à l'heure actuelle ;

2) que des accords de cette sorte ne doivent en aucun cas porter atteinte à l'entière indépendance du Parti social-démocrate ouvrier ni à l'intégrité et à la pureté de sa tactique prolétarienne et de ses principes,

le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. charge le Comité central et les comités locaux de conclure, en cas de besoin, des accords temporaires de combat avec les organisations socialistes-révolutionnaires, les accords locaux ne pouvant être conclus que sous le contrôle direct du Comité central. »

J'approuve ce projet. Ne pourrait-on toutefois y atténuer quelque peu la dernière phrase, en supprimant par exemple le mot « direct », pour ne laisser que : « sous le contrôle du Comité central » ?

25

INTERVENTION SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL LE 25 AVRIL (8 MAI)

En réalité, le rapport sur l'activité du Comité central traite davantage de la technique que de la politique du Comité central. J'observe depuis 1900 l'activité de l'organisme central du parti et je dois y constater d'immenses progrès. S'il ne nous satisfait pas, c'est que nous ne serons entièrement satisfaits que sous la dictature du prolétariat, et encore ! N'oubliez pas que la « cooptation » continue à nuire ! Le Comité central parle peu de sa politique, car il n'a pas grand-chose de bon à en dire. Sa plus grande erreur est d'avoir combattu la convocation du congrès. Convoqué un an plus tôt, le congrès eut été plus conciliateur qu'à présent. Je suis moi-même pour la dissolution, mais j'y suis absolument opposé dans le cas où elle se ferait à cause de l'agitation en faveur du congrès ; je ne veux pourtant pas m'arrêter sur ce point : un pécheur repenti procure plus de joie que 99 justes. Quant aux reproches qu'on m'adresse, je dirai seulement qu'un écrivain sans le parti ne peut rien.

26

RÉSOLUTION SUR LA PUBLICATION DES PROCÈS-VERBAUX DU CONGRÈS

Le congrès charge le Comité central de publier immédiatement un bref communiqué sur le III^e Congrès ainsi que le texte complet du programme, des statuts et des résolutions.

Le congrès charge le Comité central d'accélérer par tous les moyens la publication de ce communiqué.

Le congrès recommande à la commission chargée de la publication des procès-verbaux : 1) de déterminer définitivement ce qui ne doit être publié en aucun cas, pour des raisons de clandestinité ; 2) de déterminer comment et dans quelle mesure il convient de faire connaître aux membres du parti la partie non publiée des procès-verbaux ; 3) de faire les coupures nécessaires pour la publication et se rapportant exclusivement aux débats sur l'ordre du jour des séances et aux corrections de détail rejetées.

Rédigé le 25 avril (8 mai) 1905

27

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES ÉVÉNEMENTS DU CAUCASE

Considérant :

1) que les conditions particulières de la vie sociale et politique du Caucase y ont favorisé la création des organisations les plus combatives de notre parti ;

2) que l'état d'esprit révolutionnaire de la majorité de la population du Caucase, dans les villes comme dans les campagnes, est déjà assez élevé pour un soulèvement populaire général contre l'autocratie ;

3) que le gouvernement autocratique envoie déjà des troupes et l'artillerie en Gourie, et prépare la plus sanglante répression des principaux foyers de l'insurrection ;

4) que la victoire de l'autocratie sur le soulèvement populaire du Caucase, facilitée par la présence d'éléments hétéroclites dans la population indigène, aura des répercussions extrêmement fâcheuses sur le succès d'une insurrection générale de la Russie,

le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. envoie, de la part du prolétariat conscient de Russie, un salut chaleureux au prolétariat et aux paysans héroïques du Caucase, charge le Comité central et les Comités locaux de prendre les mesures les plus énergiques pour diffuser le plus largement possible des informations sur la situation au Caucase, à l'aide de brochures, meetings, réunions ouvrières, conférences de cercles, etc., et pour soutenir à temps le Caucase par des forces armées.

Rédigé le 26 avril (9 mai) 1905

SOPHISMES POLITIQUES

La révolution russe n'en est qu'à son début, mais accuse déjà, en toute clarté, les traits coutumiers des révolutions politiques de la bourgeoisie. Les classes inférieures se battent, les classes supérieures profitent. Les charges effroyablement lourdes de la lutte révolutionnaire sont tombées et tombent tout entières sur le prolétariat, considéré en tant que classe, et sur les représentants isolés de la jeunesse intellectuelle bourgeoise. Toutes les libertés déjà partiellement conquises (ou pour mieux dire les misérables parcelles de libertés) sont pour les 9/10 le partage des couches supérieures de la société, des classes non travailleuses. Malgré la loi, il y a maintenant en Russie infiniment plus de liberté de parole, de presse et de réunion qu'il y a dix ans ou qu'il y a un an ; mais seuls les journaux bourgeois, seules les assemblées « libérales » en profitent tant soit peu largement. Les ouvriers se ruent à l'assaut de la liberté, se fraient fréquemment un chemin dans des domaines qu'ils ignoraient, et que l'on considérait jusqu'à présent comme leur étant tout à fait inaccessibles, mais cette infiltration de l'élément prolétarien, loin de la démentir, confirme notre pensée. L'activité dans la lutte politique est en proportion inverse de l'activité dans le partage du butin. Le rapport entre les mouvements légal et illégal (c'est-à-dire entre le mouvement toléré par la loi et le mouvement illicite) est d'autant plus « avantageux » que la situation d'une classe déterminée l'est dans l'ordre économique et social. Le mouvement de la bourgeoisie libérale s'est si largement étendu, surtout après le 9 janvier, en des formes *tolérées* par la loi, que le mouvement libéral illégal dépérit sous nos yeux avec une promptitude étonnante. Le mouve-

ment de la classe ouvrière, *bien qu*'il ait revêtu à l'un de ses moments les plus graves une forme ultra-« légale » (la pétition des ouvriers de Pétersbourg au tsar), est apparu profondément séditieux et appelant une répression militaire des plus sévères. Le mouvement ouvrier s'est incomparablement élargi, mais le rapport entre l'élément légal et l'élément illégal ne s'y est presque pas modifié en faveur du premier.

Pourquoi cette différence ? Précisément parce que tout le régime économique et social de la Russie assure le plus de fruits à celui qui travaille le moins. Il ne peut pas en être autrement sous le capitalisme. C'est la loi du capital qui ne domine pas seulement la vie économique, mais qui règne aussi sur la vie politique. Le mouvement populaire déchaîne la force révolutionnaire ; il appelle à l'action de telles masses populaires qu'elles sont, premièrement, capables de vraiment démolir tout l'édifice vermoulu, et qu'elles ne sont, deuxièmement, attachées par aucune particularité de leur situation à cet édifice qu'elles renverseront volontiers. De plus, ces masses sont capables de renverser l'édifice et portées à le faire même sans se rendre pleinement compte de leurs buts, car leur situation est sans issue, car un joug perpétuel les pousse dans la voie révolutionnaire, car elles n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Cette force populaire — le prolétariat — paraît terriblement redoutable aux maîtres de l'édifice vermoulu, car la situation du prolétariat a, par définition, quelque chose de redoutable pour tous les exploiteurs. Aussi le moindre mouvement du prolétariat, si modeste qu'il soit à son début, quelle que soit l'occasion peu importante qui lui donne naissance, menace-t-il infailliblement de dépasser ses objectifs immédiats et de devenir le destructeur implacable de *tout* l'ancien régime.

Le mouvement prolétarien a, en raison des particularités fondamentales de cette classe sous le capitalisme, une tendance inflexible à se transformer en lutte âpre pour le *tout*, pour la victoire complète sur toutes les forces ténébreuses d'exploitation et d'asservissement. Par contre, le mouvement de la bourgeoisie libérale tend pour les mêmes raisons (c'est-à-dire par suite des particularités essentielles de la situation de la bourgeoisie) aux tractations et

non à la lutte, à l'opportunisme et non au radicalisme, à l'inventaire modeste des acquisitions les plus réalisables, les plus probables et les plus immédiates, et non à la revendication hardie, résolue et « dépourvue de tact » d'une victoire totale. Quiconque combat vraiment revendique *tout* évidemment ; quiconque préfère les tractations à la lutte désigne naturellement, à l'avance, les « petites concessions » dont il est disposé à se contenter dans le meilleur des cas (dans le pire des cas, il se contentera même de ne pas lutter, c'est-à-dire d'une longue paix avec les maîtres de l'ancien régime).

Aussi est-il tout à fait naturel que la social-démocratie, parti du prolétariat révolutionnaire, soit par-dessus tout soucieuse de son *programme*, définisse avec grand soin, longtemps à l'avance, son but final — l'émancipation complète des travailleurs — et se montre si hostile à toutes les velléités de rétrécir ce but final. C'est pour la même raison que la social-démocratie distingue aussi péremptoirement, aussi sévèrement, avec une inflexibilité aussi doctrinale, entre les petits objectifs économiques et politiques immédiats et le but final. Qui lutte pour *le tout*, pour la victoire totale doit nécessairement prendre garde que les petites acquisitions ne lui lient les mains, ne le fassent dévier de son chemin, ne l'amènent à oublier la fin relativement éloignée sans laquelle toutes les petites acquisitions ne sont que vanité des vanités. Au contraire, ce souci du programme, cette attitude constamment critique à l'égard des petites améliorations progressives demeurent étrangers et inintelligibles au parti de la bourgeoisie, fût-il le plus épris de liberté et le plus sympathisant à l'égard du peuple.

Ces idées nous sont suggérées par le « Projet de Constitution russe » que la rédaction de l'*Osvobojdénié* a publié ces jours-ci sous le titre de *Loi fondamentale de l'Empire de Russie*. Ce projet connu en Russie depuis longtemps est maintenant publié avec des remarques et un commentaire, à titre de « seule édition complète, définitive, revue par les auteurs ». On apprend qu'il n'appartient pas à l'*Union de l'Osvobojdénié*, ayant été élaboré à titre privé par un groupe de membres de cette Union. Nous voyons ainsi une fois de plus s'affirmer la crainte, propre au libé-

ralisme, d'un programme clair, net et déterminé. Le parti libéral dispose en Russie de ressources financières et de cadres littéraires infiniment plus grands que la social-démocratie ; il a infiniment plus de liberté de mouvement dans le domaine légal ; or, son état arriéré, en comparaison de la social-démocratie, pour ce qui est d'un programme bien déterminé, saute aux yeux. Les libéraux évitent délibérément le programme, lui préférant les déclarations isolées et contradictoires publiées dans leur organe (sur le suffrage universel par exemple) ou des « projets » émanant de groupes privés qui n'engagent en rien le parti (ou l'*Union de l'Osvobojdénié*) dans son ensemble. Ce n'est certainement pas par hasard, c'est le résultat inévitable de la situation sociale de la bourgeoisie considérée en tant que classe, dans la société moderne, le résultat de la situation d'une classe prise entre l'autocratie et le prolétariat, et que de menues divergences d'intérêts subdivisent. Les sophismes politiques découlent tout naturellement de cette situation.

Nous voudrions retenir maintenant l'attention du lecteur sur l'un de ces sophismes. Les traits essentiels du projet de Constitution de l'*Osvobojdénié* sont bien connus. La monarchie est maintenue, la question de république n'est même pas examinée (sans doute les « politiciens réalistes » de la bourgeoisie ne la considèrent-ils pas comme sérieuse !), un système parlementaire *bicaméral* avec une Chambre basse élue au suffrage universel, égal, *direct* et au scrutin secret et une Chambre haute dont les élections seraient à *deux degrés*. Les membres de la Chambre haute seraient élus par les assemblées des zemstvos et les doumas municipales. Nous croyons superflu de nous arrêter sur les détails de ce projet. Son plan d'ensemble et la façon dont on en défend le « principe » nous intéressent seuls.

Nos libéraux magnanimes s'efforcent de diviser aussi « équitablement » et également que possible le pouvoir d'État entre trois forces : le monarque, la Chambre haute (Chambre des zemstvos) et la Chambre basse (Chambre des représentants du peuple) ; la bureaucratie autocratique, la bourgeoisie, et le « peuple » (c'est-à-dire le prolétariat, les paysans et la petite bourgeoisie en général). Les publi-

cistes libéraux rêvent au fond de leur cœur de substituer à la lutte entre ces différentes forces sociales et leurs combinaisons variées, une « équitable » conjonction en un tout unique... sur le papier ! Il faut songer à l'évolution graduelle et pondérée, il faut justifier le suffrage universel d'un point de vue conservateur (ce que fait M. Strouvé dans la préface du projet) ; il faut assurer réellement les intérêts des classes dirigeantes (conservatisme réel) par la monarchie et une Chambre haute ; il faut travestir tout cet échafaudage, censé ingénieux, mais en fait d'une extrême naïveté, à l'aide de sophismes grandiloquents. Longtemps, longtemps encore le prolétariat russe devra compter avec les sophismes des libéraux. Il est temps de les examiner d'un peu plus près !

Les libéraux entament leur défense du système des deux Chambres par l'analyse des objections présupposées. Il est caractéristique que ces objections sont toutes empruntées aux idées habituelles des populistes libéraux, largement répandues par notre presse légale. La société russe a, dit-on, un « caractère profondément démocratique ». La Russie n'a rien de pareil à une classe supérieure, forte par ses mérites politiques, par ses richesses, etc., car la noblesse fut chez nous une caste attachée au service du régime sans « ambition politique », et dont l'importance matérielle est d'ailleurs « minée ». Du point de vue social-démocrate, il est même risible de prendre au sérieux ces phrases populistes qui ne renferment pas un mot de vérité. Les privilèges politiques dont la noblesse jouit en Russie sont connus de tous ; les forces de la noblesse sont révélées du coup par les tendances du parti conservateur et modéré, dit aussi Chipov ; l'importance matérielle de la noblesse n'est « minée » que par la bourgeoisie avec laquelle elle se confond, et tout ce travail de sape n'empêche nullement la noblesse de concentrer entre ses mains d'immenses ressources permettant de piller des dizaines de millions de travailleurs. Les ouvriers conscients ne doivent pas se faire d'illusions à ce sujet. Les phrases populistes sur l'insignifiance de la noblesse russe ne servent aux libéraux qu'à dorer la pilule des futurs privilèges constitutionnels de la noblesse. Une telle logique libérale est inévitable, du point de vue psychologique : il faut présenter notre noblesse comme insignifiante pour

faire passer les privilèges de la noblesse pour un écart insignifiant vis-à-vis du démocratisme.

Les phrases idéalistes dont usent aujourd'hui avec tant de mauvais goût notre libéralisme, en général, et plus particulièrement ses philosophes préférés, ne sont pas moins inévitables du point de vue psychologique étant donné la situation de la bourgeoisie, entre l'enclume et le marteau. « La démocratie, lisons-nous dans le commentaire, n'est pas seulement un fait, c'est aussi un postulat moral et politique du mouvement d'émancipation russe. La justification morale doit prévaloir sur toute justification historique d'une forme sociale »... Bon exemple de la phraséologie ampoulée et complètement vide de sens dont usent nos libéraux pour « justifier » leur dessein de trahir la démocratie ! Ils se plaignent des « *pires blâmes* (?) lancés par les représentants d'éléments plus extrêmes contre le parti libéral russe accusé de vouloir substituer à l'autocratie bureaucratique une autocratie des bourgeois et des nobles ». Et ils obligent en même temps la seule institution vraiment démocratique de leur projet, la Chambre des représentants du peuple, à partager le pouvoir avec la monarchie et la Chambre haute des zemstvos !

Voyons les arguments « moraux », « moraux et politiques » qu'ils avancent en faveur de la Chambre haute. Tout d'abord, « le système des deux Chambres existe partout en Europe, excepté en Grèce, en Serbie, en Bulgarie et au Luxembourg »... Il n'existe pas partout s'il y a plusieurs exceptions ! Qu'est-ce du reste que cet argument ? L'Europe a pas mal d'institutions antidémocratiques aussi... notre libéralisme « profondément démocratique » doit-il les emprunter ? Deuxième argument : « Il est dangereux de concentrer le pouvoir législatif dans une seule institution » ; il convient d'en créer une seconde afin de rectifier les erreurs de la première, afin de revenir sur « les décisions trop hâtives »... « La Russie doit-elle se montrer plus hardie que l'Europe » ? Ainsi, le libéralisme russe ne veut pas être plus hardi que le libéralisme européen auquel la crainte du prolétariat a *manifestement* fait perdre tout esprit de progrès ! Ils sont fameux, les meneurs du mouvement « libérateur » ! La Russie n'a pas encore fait un seul pas tant soit peu sérieux vers la liberté que nos

libéraux craignent déjà la « hâte » ! Ces arguments ne peuvent-ils pas servir, Messieurs, à justifier l'abandon du suffrage universel ?

Troisième argument : « Un des plus grands dangers dont tout ordre politique soit menacé en Russie, c'est la transformation en un régime de centralisation jacobine. » Horrible ! Les libéraux opportunistes ne sont pas fâchés, semble-t-il, d'emprunter aux opportunistes social-démocrates de la nouvelle *Iskra* des armes contre l'esprit démocratique des couches inférieures du peuple. L'absurde épouvantail du « jacobinisme », exhibé par Axelrod, Martynov et C^ie^, vient à point aux gens de l'*Osvobojdénié*. Permettez toutefois, Messieurs ! Si vous craignez réellement les excès de la centralisation (et non les « excès » de la démocratie conséquente), pourquoi *limitez-vous* le droit de vote pour les institutions *locales*, zemstvos et doumas municipales ? Car vous le limitez. L'article 68 de votre projet stipule : « quiconque jouit du droit de vote aux élections de la Chambre des représentants du peuple jouit également du droit de vote aux élections locales, *à la condition de résider dans le district ou la ville depuis un laps de temps déterminé qui ne doit être supérieur à un an* » ! Mais cet article institue le *cens*, il *restreint* le droit de vote qui *cesse* en fait d'être *universel* car, chacun le comprend, les ouvriers, les valets de ferme, les journaliers agricoles sont le plus souvent obligés de se déplacer de ville en ville et de district en district sans avoir de résidence stable. Le capital déplace des masses ouvrières d'un bout à l'autre du pays, les privant de tout établissement durable, et il faut que la classe ouvrière perde *pour cette raison* une partie de ses droits politiques !

Cette restriction du suffrage universel est justement appliquée au bénéfice des zemstvos et des institutions urbaines qui élisent la Chambre haute, dite des zemstvos. *Deux* atteintes à la démocratie servent à combattre les prétendus excès de la centralisation jacobine : 1° la restriction apportée au suffrage *universel* par le cens du délai de résidence ; 2° l'abandon du suffrage *direct* par l'établissement du suffrage à deux degrés ! N'est-il pas évident, une fois de plus, que l'épouvantail du jacobinisme ne sert qu'aux opportunistes de tout acabit ?

Oui, ce n'est pas sans raison que M. Strouvé exprimait sa sympathie de principe aux girondins social-démocrates de la nouvelle *Iskra*, ce n'est pas sans raison qu'il comblait d'éloges le fameux adversaire du « jacobinisme », Martynov ! Les ennemis social-démocrates du jacobinisme ont proprement aplani et aplanissent la voie aux bourgeois libéraux.

L'affirmation des gens de l'*Osvobojdénié*, selon laquelle la Chambre haute élue par les zemstvos serait précisément susceptible d'exprimer le « principe de décentralisation » et « l'élément de diversité des différentes parties de la Russie », est un galimatias monumental. La décentralisation ne peut pas s'exprimer par une restriction apportée à l'universalité des suffrages ; la diversité ne peut pas s'exprimer par une atteinte au principe des élections directes. Le fond de la question que les gens de l'*Osvobojdénié* cherchent à obscurcir n'est pas là. C'est que, dans leur système, la Chambre haute deviendra inévitablement *de préférence* et surtout l'organe de la noblesse et de la bourgeoisie, le délai des résidences et les élections à deux degrés portant principalement préjudice au prolétariat. Ce fond de la question est tellement visible à quiconque est tant soit peu familiarisé avec les questions politiques que les auteurs du projet prévoient eux-mêmes l'inévitable objection.

« Mais, dira-t-on — lisons-nous dans leur note —, de quelque façon que soient organisées les élections, les *gros propriétaires fonciers et la classe patronale* ont des chances de l'emporter dans la vie locale. Nous pensons » (quelle pensée profondément démocratique !) « qu'une crainte exagérée de « l'élément bourgeois » se manifeste ici encore. Il n'y a rien d'injuste (!!) à ce que la classe des propriétaires fonciers et des industriels reçoive une possibilité suffisante (!) de représenter ses intérêts » (le suffrage universel ne suffit pas à l'élément bourgeois !) « puisqu'une large possibilité de représentation est en même temps ouverte aux autres groupes de la population. Seuls les privilèges sont moralement inadmissibles et politiquement dangereux »...

Que les ouvriers se gardent d'oublier cette moralité « libérale ». Elle permet de se targuer de démocratie, de

condamner les « privilèges » et de *justifier* en même temps le cens du délai de résidence, les élections à deux degrés, la monarchie... La monarchie n'est sans doute pas un « privilège » ou c'en est un moralement admissible et politiquement inoffensif !

Ils commencent bien nos meneurs du mouvement « libérateur » de la bonne société ! Même dans leurs projets les plus hardis, qui n'engagent en rien leur parti, ils imaginent déjà des justifications à la réaction, défendent les privilèges de la bourgeoisie, démontrent à l'aide de sophismes que le privilège n'est pas un privilège. Même dans leurs écrits les plus éloignés des calculs intéressés et des fins politiques immédiates, ils prostituent déjà la notion de démocratie et calomnient les démocrates bourgeois les plus conséquents, les jacobins de l'époque de la grande révolution française. Et après ? Que diront les responsables du parti et les politiciens pratiques de la bourgeoisie libérale, si les libéraux les plus idéalistes préparent d'ores et déjà, sur le plan théorique, la trahison ? Si les vœux les plus hardis de l'extrême gauche de l'*Osvobojdénié* ne vont pas au-délà de la monarchie et du système des deux Chambres, si les idéologues du libéralisme n'*en demandent pas plus*, quel *marché* vont donc conclure ses hommes d'affaires ?

Les sophismes politiques du libéralisme procurent au prolétariat révolutionnaire une documentation mince, mais précieuse, sur la vraie nature de classe même des éléments avancés de la bourgeoisie.

« Vpériod » n°18
du 18 (5) mai 1905

Conforme au texte du journal

COMMUNIQUÉ SUR LE IIIe CONGRÈS DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Camarades ouvriers,

Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. qui a eu lieu récemment doit ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de notre mouvement ouvrier social-démocrate. La Russie traverse un moment historique grandiose. La révolution a éclaté et ne cesse de s'étendre à de nouvelles régions, à de nouvelles couches de la population. Le prolétariat est à la tête des forces combattantes de la révolution. Ayant déjà fait les plus grands sacrifices à la cause de la liberté, il s'apprête maintenant à livrer à l'autocratie tsariste une bataille décisive. Les représentants conscients du prolétariat savent que la liberté ne délivrera pas les travailleurs de la misère, du joug et de l'exploitation. La bourgeoisie qui défend aujourd'hui la cause de la liberté s'efforcera, au lendemain de la révolution, de ravir aux ouvriers la plus grande part de leurs conquêtes, et se révélera irréductiblement hostile aux revendications socialistes du prolétariat. Mais nous ne craignons pas la bourgeoisie libre, unifiée et renforcée. Nous savons que la liberté nous donnera la possibilité d'engager ouvertement et largement l'action des masses pour le socialisme. Nous savons que le développement économique sapera avec une force implacable — et d'autant plus vite qu'il sera plus libre — le pouvoir du capital et préparera la victoire du socialisme.

Camarades ouvriers,

Nous devons pour atteindre ce grand but réunir tous les prolétaires conscients en un seul Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Notre parti a commencé à se former il y a

LE PROLÉTAIRE

№ 1

Пролетарій

Центральный Органъ Россійской Соціальдемократической Рабочей Партіи.

Première page du journal bolchévik *Prolétari* n°1, 27 (14) mai 1905 avec l'article de Lénine «Communiqué sur le IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie» et les résolutions les plus importantes du Congrès

Réduction

longtemps, aussitôt après le vaste mouvement ouvrier de 1895-1896. Le Ier Congrès constitutif du P.O.S.D.R. qui détermina ses objectifs se réunit en 1898. Le IIe Congrès qui se réunit en 1903 dota le parti d'un programme, adopta plusieurs résolutions sur la tactique et tenta pour la première fois de créer une organisation homogène. Il est vrai que cette dernière entreprise ne réussit pas tout de suite au parti. La minorité du IIe Congrès refusa de se soumettre à la majorité, et une scission éclata, qui causa un grand préjudice au mouvement ouvrier social-démocrate. Le refus de se conformer aux décisions du IIe Congrès, le refus de travailler sous la direction des organes centraux constitués par le congrès, fut le premier geste des dissidents ; le refus de participer au IIIe Congrès a été leur dernier geste. Le IIIe Congrès a été convoqué par le Bureau élu par la majorité des comités fonctionnant en Russie et par le Comité central du parti. Tous les comités, tous les groupes dissidents, tous les cercles locaux mécontents des comités ont été invités au congrès ; l'immense majorité de ces organisations, la plupart des comités et des groupements de la minorité compris, ont désigné des délégués et les ont envoyés au congrès qui devait se tenir à l'étranger. Tout ce qui pouvait être fait sous notre régime policier afin de réunir un congrès général du parti fut ainsi fait, et, seul, le refus de trois membres, résidant à l'étranger de l'ancien Conseil du parti, entraîna le boycottage du congrès par toute la minorité. Le IIIe Congrès, comme on peut le constater d'après la résolution citée plus bas [146], fait retomber sur ces trois membres toute la responsabilité de la scission du parti. Cependant, en dépit de l'absence de la minorité, le IIIe Congrès a pris toutes les mesures utiles afin que la minorité pût travailler avec la majorité dans un seul parti. Le IIIe Congrès a reconnu erroné le retour aux tendances caduques et dépassées de l'économisme qui se dessinait dans notre parti ; mais il a aussi garanti, sous une forme précise et définie, les droits de toute minorité consacrés par les statuts du parti, obligatoires pour tous ses membres. La minorité a désormais le droit absolu, garanti par les statuts, de défendre ses opinions, de défendre ses idées, pourvu que les discussions et les divergences de vues ne deviennent pas des causes de désorganisation, n'empê-

chent pas le travail positif, ne fragmentent pas nos forces; ne fassent pas obstacle à une action unanime contre l'autocratie et les capitalistes. Le droit d'édition au nom du parti est maintenant reconnu par les statuts à toute organisation jouissant de la plénitude des droits. Au Comité central incombe désormais le devoir de transporter les publications du parti, quelles qu'elles soient, si cinq comités jouissant de la plénitude des droits, c'est-à-dire le sixième du nombre total de ces comités, l'exigent. L'autonomie des comités est définie avec plus d'exactitude, leur composition est déclarée intangible, en d'autres termes, le Comité central n'a plus le droit de modifier la composition des comités locaux sans leur propre consentement. Cette règle n'admet qu'une exception au cas où les deux tiers des ouvriers organisés exigent la révocation d'un comité local : les statuts adoptés par le III[e] Congrès rendent cette révocation obligatoire pour le Comité central dès l'instant où les deux tiers de ses membres sont d'accord avec la décision des ouvriers. Chaque comité acquiert le droit de confirmer aux organisations locales leur qualité d'organisations du parti. Les cercles locaux ont le droit de présenter des candidatures aux comités. Les limites du parti sont plus exactement définies, conformément au désir de la majorité. Un centre unique est créé, au lieu de deux ou trois. La prédominance décisive des militants agissant en Russie sur ceux de l'étranger est assurée. En un mot, le III[e] Congrès a tout fait pour que nul reproche d'avoir abusé de sa prépondérance numérique, usé de coercition mécanique, recouru au despotisme des institutions centrales du parti, etc., ne puisse être adressé à la majorité. Tous les social-démocrates ont l'entière faculté de travailler ensemble, d'entrer avec confiance dans les rangs du même parti, assez ample et viable, assez affermi et assez fort pour paralyser les traditions de l'ancien particularisme de groupes, effacer les vestiges des tiraillements passés et des conflits mesquins. Que tous les militants de la social-démocratie qui vraiment ont à cœur l'esprit de parti répondent donc à l'appel du III Congrès, que ses décisions servent de point de départ au rétablissement de l'unité du parti, marquent la fin de toute désorganisation, cimentent les rangs du prolétariat. Nous sommes convaincus que les

ouvriers conscients, sachant mieux que personne apprécier l'importance d'un travail collectif, accompli avec ensemble, et qui ont le plus profondément souffert de la discorde, des flottements et de guerre intestine, seront maintenant les premiers à insister avec énergie pour que la discipline du parti soit reconnue sans réserve par tous les membres du parti de bas en haut !

S'attachant à conserver, dans toutes ses décisions sur l'organisation et la tactique, la filiation avec les travaux du IIe Congrès, le IIIe Congrès s'est efforcé de répondre aux objectifs nouveaux de l'heure dans ses résolutions sur la préparation du parti à l'action ouverte, sur la nécessité, pour le parti, de participer pratiquement de la façon la plus énergique à l'insurrection armée et de la diriger, et, enfin, sur l'attitude du parti à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire. Le congrès a appelé l'attention de tous les membres du parti sur la nécessité de mettre à profit toute hésitation du gouvernement, tout élargissement juridique ou effectif de notre liberté d'action pour renforcer l'organisation de classe du prolétariat et préparer une action déclarée de ce dernier. Mais outre ces tâches générales et fondamentales, l'actualité révolutionnaire assigne au Parti ouvrier social-démocrate le rôle de champion de la liberté, d'avant-garde dans l'insurrection armée contre l'autocratie. Plus la résistance du pouvoir tsariste à l'aspiration du peuple à la liberté devient acharnée, et plus la poussée des forces révolutionnaires grandit, plus la victoire complète de la démocratie ayant à sa tête la classe ouvrière devient probable. L'accomplissement d'une révolution victorieuse et la défense de ses conquêtes imposent au prolétariat des tâches immenses. Mais le prolétariat ne se laissera pas effrayer par la grandeur de ces tâches. Il repoussera avec mépris ceux qui lui prédisent que sa victoire sera son malheur. Le prolétariat russe saura remplir son devoir jusqu'au bout. Il saura se mettre à la tête de l'insurrection populaire armée. Il ne se laissera pas effrayer par la tâche difficile de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, si elle lui incombe. Il saura repousser toutes les tentatives contre-révolutionnaires, écraser impitoyablement tous les ennemis de la liberté, se dresser pour la défense de la république démocratique, obtenir par la voie

révolutionnaire la réalisation de tout notre programme minimum. Loin de redouter cette issue, les prolétaires russes doivent la désirer ardemment. En remportant la victoire dans la révolution démocratique imminente, nous ferons un très grand pas vers notre but socialiste, nous débarrasserons toute l'Europe du joug pesant d'une puissance militaire réactionnaire, et nous aiderons nos frères, les ouvriers conscients du monde entier, que la réaction bourgeoise accable et qui maintenant se sentent revivre à la vue du succès de la révolution en Russie, à marcher plus rapidement, plus résolument, plus hardiment vers le socialisme. Et avec l'aide du prolétariat socialiste d'Europe, nous saurons non seulement sauvegarder la république démocratique, mais avancer à pas de géant vers le socialisme.

En avant donc, camarades ouvriers, pour la lutte organisée, ferme, unanime pour la liberté !

Vive la révolution !

Vive la social-démocratie révolutionnaire internationale !

Le Comité central du P.O.S.D.R.

« Prolétari » n° 1
du 27 (14) mai 1905

Conforme au texte du journal

SUR LA CONSTITUTION DU CONGRÈS [147]

Le Comité central, se fondant sur des données ultérieures, estime nécessaire d'ajouter à cette résolution, adoptée au début du Congrès, ce qui suit. Le Congrès arrêta définitivement à 71 le nombre de voix délibératives de notre parti, soit 62 voix appartenant à 31 organisations jouissant de la plénitude des droits et 9 voix aux organismes centraux du parti. Le Congrès n'a pas reconnu la plénitude des droits aux comités de Krémentchoug, de Kazan et du Kouban. Les délégués des comités suivants assistèrent au Congrès avec voix délibérative : Pétersbourg, Moscou, Tver (à la fin du congrès), Riga, Nord, Toula, Nijni-Novgorod, Oural, Samara, Saratov, Union du Caucase (8 voix, c'est-à-dire équivalent à 4 comités), Voronèje, Nikolaïev, Odessa, Polessié, Nord-Ouest, Koursk et Orel-Briansk. Au total, 21 organisations et 42 voix, puis les délégués du Comité central et les représentants du Comité central au Conseil, soit 4 voix. Au total 46 voix sur 71. Les délégués du comité d'Arkhangelsk, de l'Union de l'Oural (le deuxième délégué arriva vers la fin du congrès), des comités de Kazan et d'Odessa avaient voix consultative ; ceux des groupes d'Ekatérinoslav, Kharkov, Minsk, de la rédaction de *Vpériod* et du Comité de l'Organisation à l'étranger avaient également voix consultative. Le délégué du comité de Krémentchoug avait exprimé le désir de participer aux travaux du Congrès, mais arriva trop tard. Les délégués du III[e] Congrès reçurent enfin au cours des travaux un document établissant que les efforts du Comité d'Organisation tendant à réunir un congrès du Parti entier avaient fait venir à l'étranger des représentants des organisations suivantes : groupe pétersbourgeois du Comité central,

groupe d'Odessa du Comité central, comités de Nikolaïev, de Kharkov, de Kiev, d'Ekatérinoslav, du Kouban, du Don, de l'Union du Donetz, de l'Union sibérienne, les cercles locaux relevant du comité de Moscou, les cercles locaux de Sormovo, comité de Smolensk, Union de Crimée, Union social-démocrate d'Ukraine. Ce document est la « Lettre aux camarades réunis en congrès sur l'invitation du Comité d'Organisation », lettre signée des représentants des organisations précitées. On voit ainsi que le Comité d'Organisation avait effectivement assuré la possibilité d'un congrès du parti entier au plein sens du mot.

Le congrès tint en tout 26 séances. Les questions de tactique suivantes étaient à l'ordre du jour : 1) l'insurrection armée ; 2) l'attitude envers la politique du gouvernement à la veille de la révolution et pendant celle-ci ; 3) l'attitude envers le mouvement paysan. — Suivaient les questions d'organisation : 4) rapports des ouvriers et des intellectuels dans les organisations du parti ; 5) statuts du parti. — Puis les questions concernant la position à l'égard des autres partis et organisations, à savoir : 6) les éléments du P.O.S.D.R. qui ont fait la scission ; 7) les partis social-démocrates nationaux ; 8) les « socialistes-révolutionnaires » ; 9) les libéraux. — Ensuite : 10) amélioration de la propagande et de l'agitation ; 11) rapport du Comité central ; 12) rapports des délégués des comités locaux ; 13) élections ; 14) mode de publication des procès-verbaux et des résolutions du congrès et entrée en fonctions des responsables du parti.

La publication des procès-verbaux du Congrès a été confiée à une commission spécialement élue qui s'est déjà mise à l'œuvre.

Le C.C. du P.O.S.D.R.

« Proletari » n° 1
du 27 (14) mai 1905

Conforme au texte du journal

LE TROISIÈME CONGRÈS

La lutte longue et tenace dont le III^e Congrès fut l'objet au sein du P.O.S.D.R. est enfin close. Le III^e Congrès s'est réuni. Il ne sera possible d'apprécier par le menu ses travaux qu'après la publication des procès-verbaux. Pour l'instant, nous avons seulement l'intention d'esquisser, en nous fondant sur le « Communiqué » * publié et sur les impressions des congressistes, les étapes principales du développement du parti, telles qu'elles se sont manifestées dans les résolutions du III^e Congrès.

Trois questions capitales se posaient à la veille du III^e Congrès devant le parti du prolétariat conscient de Russie. D'abord celle de la crise du parti. Puis la question plus importante de la forme d'organisation du parti en général. Et, enfin, la question capitale de notre tactique dans la période révolutionnaire que nous traversons. Examinons par ordre d'importance les solutions qui ont été apportées à ces trois questions.

La crise du parti s'est résolue du fait même de la réunion du congrès. La crise résultait, comme on sait, du refus opiniâtre de la minorité du II^e Congrès de se soumettre à la majorité. Le caractère prolongé et douloureux de cette crise était déterminé par les lenteurs apportées à la convocation du III^e Congrès, par la scission du parti, réelle, bien que clandestine et dissimulée, l'unité extérieure et apparente étant hypocritement respectée, tandis que la majorité faisait des efforts acharnés pour trouver promptement la vraie issue à une situation intolérable. Le congrès a indiqué cette issue en demandant catégoriquement à la

* Voir le présent tome, pp. 436-442. (*N.R.*)

minorité de s'incliner devant les résolutions de la majorité, c'est-à-dire de rétablir en fait l'unité du parti ou de la rompre formellement et totalement. La minorité a tranché la question dans le second sens et préféré la scission. Le refus du Conseil de participer au congrès, en dépit de la volonté clairement exprimée de la majorité des organisations du parti jouissant de pleins droits, le refus de toute la minorité d'assister au congrès furent, comme on l'a déjà dit dans le « Communiqué », le dernier pas vers la scission. Nous ne nous arrêterons pas ici sur la légalité formelle du congrès, pleinement démontrée par le « Communiqué ». L'argument selon lequel le congrès serait illégal, n'ayant pas été convoqué par le Conseil, c'est-à-dire conformément aux statuts du parti, ne peut même pas être pris au sérieux après toute l'histoire du conflit. Il est clair aux yeux de quiconque a assimilé les principes de toute organisation du parti en général, que la discipline envers une instance inférieure est conditionnée par la discipline envers l'instance supérieure ; la discipline à l'égard du Conseil est conditionnée par la soumission de ce dernier à ses mandants, c'est-à-dire aux comités et à leur ensemble, le congrès du parti. Quiconque est en désaccord avec cette vérité élémentaire aboutit infailliblement à l'absurde conclusion que les mandataires ne sont ni responsables devant leurs mandants, ni tenus de leur rendre des comptes, mais que c'est le contraire qui est vrai. Répétons-le toutefois : ce n'est pas la peine de s'arrêter longuement sur cette question, parce que ceux qui ne veulent pas la comprendre sont les seuls à ne pas la comprendre, et aussi parce que la discussion des formalités entre ceux qui se sont scindés se réduit, à partir du moment de la scission, à une scolastique particulièrement sèche et stérile.

La minorité s'est maintenant séparée du parti, c'est un fait accompli. Une fraction de cette minorité se convaincra probablement, en prenant connaissance des résolutions, et mieux encore, des procès-verbaux du Congrès, de la naïveté des fables de toute sorte sur la répression mécanique, etc., et aussi des pleines garanties des droits de la minorité en général, stipulées dans les nouveaux statuts ; elle se convaincra de la nocivité de la scission et reviendra au parti. D'autres s'obstineront peut-être pendant

un certain temps à ne point reconnaître le congrès. Il ne nous reste qu'à souhaiter à ces derniers de former aussi promptement que possible une organisation cohérente qui ait sa tactique et ses statuts propres. Plus tôt cela sera fait, et plus il sera facile à tous et à chacun, à la masse des militants du parti, de porter un jugement sur la scission et d'en comprendre les causes ; et plus il sera facile de réaliser entre le parti et la nouvelle organisation qui s'en est détachée des accords pratiques exigés par les besoins de l'action locale ; et plus vite enfin se fera jour la voie de l'inévitable retour à l'unité du parti dans l'avenir.

Passons maintenant à la seconde question, celle des normes générales de l'organisation du parti. Le III^e Congrès a apporté à ces normes des modifications assez notables, ayant revisé tous les statuts. La revision a porté sur trois points essentiels : a) modification de l'article 1^er ; b) définition précise des droits du Comité central et de l'autonomie élargie des comités ; c) création d'un centre unique. La presse du parti a suffisamment élucidé la fameuse question de l'article 1^er des statuts. L'erreur que l'on commet en défendant en principe la formule vague de Martov est pleinement démontrée. Kautsky n'a pas eu et ne pouvait pas avoir de succès quand il a tenté de défendre cette formule non au moyen de considérations de principes, mais en se référant à des raisons pratiques, compte tenu de l'action clandestine en Russie. Quiconque a milité en Russie sait parfaitement que ces raisons n'existent pas. Il reste maintenant à attendre, quant à l'application du nouvel article 1^er des statuts, la première expérience du *travail* collectif du parti. Nous soulignons que l'application de cet article exige encore du travail, et beaucoup de travail. Aucune activité n'est requise pour s'inscrire soi-même au parti « sous le contrôle de l'une de ses organisations », cette formule étant un mot creux et l'ayant toujours été entre les II^e et III^e Congrès. Une action opiniâtre, habile, soutenue, est nécessaire pour créer un large réseau d'organisations diverses du parti, à commencer par d'étroites organisations clandestines pour finir par les plus larges et les moins clandestines possibles ; et ce travail incombe maintenant à notre Comité central et plus encore à nos comités locaux. Il appartiendra précisément aux comités de donner la

sanction du parti à un nombre d'organisations aussi grand que possible, d'éviter ce faisant tout formalisme et toute paperasserie superflue, de répandre sans cesse et toujours parmi les ouvriers l'idée de la nécessité de créer le plus grand nombre possible d'organisations ouvrières variées affiliées à notre parti. Nous ne pouvons nous arrêter plus longuement ici sur cette intéressante question. Nous ferons seulement observer que l'époque révolutionnaire rend particulièrement nécessaire la détermination de frontières très nettes entre la social-démocratie et tous les partis démocratiques quels qu'ils soient. Et cette délimitation ne se conçoit pas sans un travail constant tendant à élargir le nombre des organisations du parti et à affermir la liaison entre elles. Les comptes rendus bimensuels institués par le congrès doivent contribuer, entre autres, à l'affermissement de cette liaison. Souhaitons que ces comptes rendus ne restent pas sur le papier et qu'au lieu d'évoquer à ce propos les horreurs de la paperasserie et de la bureaucratie, les militants s'accoutument, pour commencer, à ne fournir qu'un petit effort consistant, par exemple, à nous renseigner sur les effectifs de chaque organisation du parti, fût-elle la moins importante et la plus éloignée du centre. « Il n'y a que le premier pas qui coûte », dit le proverbe, et l'on verra bientôt l'énorme importance de l'habitude de relations régulières en matière d'organisation.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur la question du centre unique. Le III^e^ Congrès a écarté le « système des deux centres » à une majorité aussi forte que celle qui l'avait accepté au II^e^ Congrès. Les causes de ce fait seront facilement comprises de quiconque suit l'histoire du parti. Les congrès innovent moins qu'ils ne sanctionnent les résultats déjà acquis. A l'époque du II^e^ Congrès, la rédaction de l'*Iskra* était la ferme assise du parti et on la considérait comme telle, si bien que la suprématie lui fut accordée. Il paraissait problématique que les camarades de Russie pussent, au niveau du développement du parti où l'on était, l'emporter sur les émigrés. Après le II^e^ Congrès, ce fut précisément la rédaction à l'étranger qui se montra instable, tandis que le parti grandissait indéniablement et sensiblement en Russie. La désignation de la rédaction de l'Organe central par le Comité central ne pouvait

manquer, dans ces conditions, d'être favorablement accueillie par l'ensemble des militants du parti.

Enfin les tentatives de délimiter plus exactement les droits du Comité central et des comités locaux, de circonscrire la lutte des idées et le gâchis désorganisateur découlaient non moins inévitablement des événements qui se sont succédé depuis le IIe Congrès. Nous sommes ici en présence d'un effort conséquent et systématique d'« accumuler l'expérience du parti ». La lettre de Plékhanov et de Lénine aux rédacteurs mécontents, datée du 6 octobre 1903 *, tente de délimiter les éléments d'irritation et de désaccord. Dans l'ultimatum du Comité central du 25 novembre 1903 [148], la même tendance revêt la forme d'une proposition formulée par un groupe d'écrivains. La déclaration des représentants du Comité central au Conseil à la fin de janvier 1904 ** invite le parti tout entier à faire le départ entre le boycottage, etc., et les formes idéologiques de la lutte. La lettre de Lénine aux membres du Comité central en Russie, en date du 26 mai 1904 ***, reconnaît la nécessité de garantir formellement les droits de la minorité. La « déclaration des 22 » (automne 1904), bien connue, a une signification analogue à celle du document précédent, mais sous une forme plus nette, mieux étudiée et plus catégorique. Il est tout à fait naturel que le IIIe Congrès ait persévéré dans cette voie et « définitivement dissipé au moyen de résolutions formelles le mirage de l'état de siège ». Nous ne répéterons pas ici en quoi consistent précisément ces décisions formelles, les modifications des statuts en d'autres termes, car les statuts et le « Communiqué » le montrent. Bornons-nous à faire observer deux choses. Tout d'abord, il est permis d'espérer que la garantie du droit d'édition et la garantie donnée aux comités qu'ils ne seront pas « dissous » faciliteront le retour au parti des organisations social-démocrates nationales qui s'en sont séparées. En second lieu, l'inviolabilité désormais acquise de la composition des comités a rendu nécessaire la prévision des abus qu'elle pourrait entraîner, c'est-à-dire des

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7; p. 326. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 129-131. (*N.R.*)
*** *Ibid.*, pp. 393-396. (*N.R.*)

inconvénients de « l'inamovibilité » d'un comité absolument défectueux. De là, l'article 9 des nouveaux statuts aux termes duquel un comité peut être dissous si les deux tiers des ouvriers de l'endroit membres des organisations du parti l'exigent. Attendons les résultats de l'expérience pour décider dans quelle mesure cette règle est pratique.

Enfin, en abordant le dernier objet, et le plus important, des travaux du congrès, la détermination de la tactique du parti, nous devons observer que ce n'est pas le lieu d'énumérer les diverses résolutions et d'en examiner en détail le contenu. Peut-être devrons-nous y revenir dans des articles spéciaux consacrés aux résolutions les plus importantes. L'indispensable, c'est de tracer ici un tableau d'ensemble de la situation politique dans laquelle devait s'orienter le congrès. La révolution russe commencée peut suivre deux voies et aboutir à deux sortes de résultats. Il est possible que le gouvernement du tsar réussisse encore à se tirer, au moyen de concessions insignifiantes, au moyen de quelque Constitution « à la Chipov » [149], de l'étau qui l'enserre. Cette issue est peu probable, mais elle prévaudra si la situation internationale de l'autocratie s'améliore, au cas, par exemple, d'une paix relativement favorable, si la bourgeoisie trahit promptement la cause de la liberté en concluant un marché avec les gouvernants, si l'inévitable explosion révolutionnaire (ou les explosions révolutionnaires) se termine par la défaite du peuple. Social-démocrates, nous connaîtrons alors, avec tout le prolétariat conscient, les longs jours gris d'une féroce domination bourgeoise, d'une domination de classe pseudo-constitutionnelle, d'une répression multiforme de l'activité politique des ouvriers d'un lent progrès économique dans la nouvelle situation. Nous ne nous découragerons pas, cela va de soi, quelle que soit l'issue de la révolution, nous tirerons parti de toutes les modifications de la situation pour élargir et affermir l'organisation indépendante du parti ouvrier, pour faire l'éducation politique du prolétariat en vue de nouvelles luttes. Du reste, le congrès a tenu compte de cette tâche dans sa résolution sur l'action déclarée du P.O.S.D.R.

L'autre issue de la révolution, « la victoire complète de la démocratie ayant à sa tête la classe ouvrière » dont

parle le « Communiqué » *, est possible et plus probable. Point n'est besoin de dire que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre ce résultat, pour écarter la première éventualité. Les conditions historiques objectives sont favorables à la révolution russe. Une guerre absurde et déshonorante serre le nœud coulant sur le gouvernement du tsar et crée l'occasion exceptionnellement propice d'un anéantissement révolutionnaire de la clique militaire, d'une large propagande de l'armement du peuple au lieu des armées permanentes, et de la prompte application de cette mesure avec le soutien des masses de la population. La domination, longue et sans partage, de l'autocratie a accumulé au sein du peuple une somme prodigieuse, peut-être sans précédent dans l'histoire, d'énergie révolutionnaire : on voit croître et s'élargir, à côté d'un formidable mouvement ouvrier, la révolte paysanne, on voit la démocratie petite-bourgeoise principalement représentée par les professions libérales serrer les rangs. L'ironie de l'histoire punit l'autocratie en amenant même les forces sociales qui lui sont favorables, telles que le cléricalisme, à s'organiser dans une certaine mesure contre elle, en brisant ou en écartant les cadres de la bureaucratie policière. L'effervescence du clergé, son aspiration à de nouvelles formes de vie, la différenciation des cléricaux, l'apparition de socialistes et de démocrates chrétiens, l'indignation des « dissidents » des sectes, etc., sont autant de facteurs éminemment favorables à la révolution, qui créent le terrain le plus propice à la propagande pour la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Les alliés volontaires et involontaires, conscients et inconscients, de la révolution croissent et se multiplient non de jour en jour, mais d'heure en heure. La probabilité de la victoire du peuple sur l'autocratie grandit.

Cette victoire n'est possible que si le prolétariat tend héroïquement toutes ses forces. Cette victoire exige de la social-démocratie des efforts tels que jamais encore, nulle part, l'histoire n'en a exigés d'un parti ouvrier à une époque de révolution démocratique. Nous n'avons pas ici devant nous les sentiers battus d'un lent travail de pré-

* Voir le présent tome, p. 441. (*N.R.*)

paration, nous sommes en présence des tâches immenses, des tâches grandioses de l'organisation de l'insurrection, de la concentration des forces révolutionnaires du prolétariat, de leur union avec les forces du peuple révolutionnaire tout entier, de l'attaque armée, de la formation du gouvernement révolutionnaire provisoire. Dans les résolutions maintenant publiées et mises à la portée de tous, le IIIe Congrès s'est efforcé de tenir compte de ces tâches nouvelles et de donner, autant que faire se peut, des directives aux organisations de prolétaires conscients.

La Russie se rapproche du dénouement de la lutte séculaire de toutes les forces progressistes du peuple contre l'autocratie. Nul ne doute à présent que le prolétariat y participera avec la plus grande énergie et que c'est précisément sa participation qui décidera de l'issue de la révolution en Russie. Social-démocrates, il nous appartient désormais d'être les dignes représentants, les dignes dirigeants de la classe la plus révolutionnaire, de l'aider à conquérir la plus large liberté, gage d'une marche victorieuse vers le socialisme.

« Prolétari » n°1
du 27 (14) mai 1905

Conforme au texte du journal

RÉVOLUTION VICTORIEUSE

De nos jours, ces mots, on les entend et on les lit souvent. Mais que signifient-ils au juste ? On ne saurait diviniser la notion de « révolution » (c'est ce que feront nécessairement les révolutionnaires bourgeois et ce qu'ils font déjà). On ne saurait pas se faire d'illusions, se créer dès mythes ; la conception matérialiste de l'histoire et le point de vue de classe y sont absolument hostiles.

Il n'en est pas moins indubitable que nous assistons à la lutte de deux forces, une lutte à mort, une lutte de deux forces précisément, car l'enjeu en est réduit à l'alternative : autocratie du tsar, souveraineté du peuple. Ces deux forces sont la révolution et la contre-révolution.

Notre tâche est donc de nous rendre compte exactement : 1. du contenu de classe de ces forces sociales ; 2. du contenu réel, économique, de leur lutte présente, à l'heure actuelle.

Voici une brève réponse à ces questions (réponse qui a besoin de développements circonstanciés) :

Les forces révolutionnaires sont le prolétariat et la paysannerie (la paysannerie comme représentant principal de la petite bourgeoisie *révolutionnaire* ; insignifiance du rôle *révolutionnaire* des intellectuels).

La révolution victorieuse, c'est la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

L'enjeu de la révolution, c'est la création d'un régime politique démocratique, équivalent quant à sa portée économique à : 1. libre développement du capitalisme ; 2. abolition des survivances du servage ; 3. amélioration de la condition et du niveau culturel des masses de la population,

surtout des couches inférieures. [Amérique et Russie, paupérisme et capitalisme.]

Le *Mythenbildung* * — conséquence inévitable de la situation historique de la démocratie bourgeoise. [Comparez les résolutions des avocats [150].] Tous les « socialistes »... *Umwälzung* **, *Umsturz* ***... où ? chez les intellectuels ? chez les avocats ? *Nil* ****. Rien que chez les prolétaires et les *p a y s a n s*. Qu'est-ce qui peut consolider leurs conquêtes ? Rien que la république, la dictature démocratique.

Rédigé en mai-juin 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

* Création de mythes. (*N.R.*)
** Bouleversement, révolution. (*N.R.*)
*** Renversement. (*N.R.*)
**** Nihil. (*N.R.*)

LA POLITIQUE CONFONDUE AVEC LA PÉDAGOGIE [151]

Chaque défaite des ouvriers, lors de batailles isolées livrées aux capitalistes ou au gouvernement, fait tomber un certain nombre de social-démocrates, de chez nous, dans le pessimisme. Arguant de notre peu d'influence sur les masses, ils écartent dédaigneusement tous les propos sur les grands et nobles buts du mouvement ouvrier. Que pourrions-nous ? Pensez donc ! disent ces gens-là. A quoi bon disserter sur le rôle d'avant-garde révolutionnaire de la social-démocratie, quand nous ne savons même pas au juste quel est l'état d'esprit des masses, quand nous ne savons pas nous fondre avec elles, soulever la masse ouvrière ! Les échecs de la social-démocratie le premier mai de cette année ont sensiblement accentué cet état d'esprit. Les menchéviks ou les gens de la nouvelle *Iskra* se sont naturellement empressés de saisir l'occasion pour lancer une fois de plus à titre de mot d'ordre spécial : « Aux masses ! » Comme si c'était pour faire pièce à quelqu'un, comme si c'était pour riposter à ceux qui formulent des idées et tiennent des propos sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, sur la dictature démocratique révolutionnaire, etc. !

On n'en peut disconvenir, ce pessimisme et les conclusions qu'en tirent les publicistes pressés de la nouvelle *Iskra* renferment un élément des plus dangereux, susceptible de causer au mouvement social-démocrate le plus grand mal. L'autocritique est à coup sûr rigoureusement nécessaire à tout parti vivant et viable. Rien de plus fade que l'optimiste béat. Rien de plus légitime que d'indiquer la nécessité constante, absolue, d'approfondir et d'élargir, encore et encore, notre influence sur les masses, notre propagande

et notre agitation strictement marxistes, de nous associer à la lutte économique de la classe ouvrière, etc. Mais justement parce que ces recommandations sont toujours et constamment légitimes, dans toutes les conditions et situations, elles ne doivent pas être érigées en mots d'ordre particuliers, elles ne peuvent pas justifier des tentatives de fonder sur elles on ne sait quelle tendance particulière dans la social-démocratie. Il y a ici une frontière, au-delà de laquelle vous transformez ces recommandations indiscutables en restrictions des tâches et de l'ampleur du mouvement, en oubli doctrinal des tâches politiques avancées les plus urgentes du moment.

Il faut toujours approfondir et élargir le travail parmi les masses et l'influence sur les masses. Faute de quoi, un social-démocrate n'est pas un social-démocrate. Aucune organisation, aucun groupe, aucun cercle ne peut être considéré comme social-démocrate s'il ne poursuit ce travail avec constance et régularité. Ce qui fait toute la portée, dans une large mesure, de notre rigoureuse délimitation en un parti prolétarien indépendant, c'est que nous devons poursuivre toujours et inflexiblement ce travail marxiste, élevant, autant que faire se peut, toute la classe ouvrière à la conscience social-démocrate, et ne permettant à nul orage politique, quel qu'il soit — et à plus forte raison aux changements momentanés de décors politiques — de nous détourner de ce travail pressant. Sans lui, l'activité politique dégénérerait inévitablement en un jeu, car elle n'acquiert de portée sérieuse pour le prolétariat que dans le cas et dans la mesure où elle élève la masse d'une classe déterminée, l'intéresse et la stimule afin qu'elle prenne une part active, consciente, aux événements. Ce travail, nous l'avons déjà dit, est toujours nécessaire : on peut et on doit le rappeler après chaque défaite, il convient de le souligner, car sa faiblesse est *toujours* une des causes de la défaite du prolétariat. Il convient également de le rappeler *toujours* après chaque victoire et d'en souligner la signification, faute de quoi la victoire serait apparente, ses fruits ne seraient pas garantis, son importance réelle du point de vue de l'ensemble de notre grande lutte pour notre but final serait infime et pourrait même se révéler négative (dans le cas, pour préciser, où une victoire partielle assoupirait notre vigilance, affaiblirait notre

méfiance envers des alliés douteux, laisserait échapper le moment d'une nouvelle offensive et plus efficace contre l'ennemi).

Mais justement parce que ce travail d'approfondissement et d'élargissement de l'influence sur les masses est également nécessaire en tout temps, après toute victoire comme après toute défaite, à une époque de marasme politique comme dans les plus grands bouleversements révolutionnaires, justement pour ces raisons, il n'est pas permis de faire du rappel de sa nécessité on ne sait quel mot d'ordre spécial, et l'on ne peut en faire l'assise d'une tendance particulière sans risquer de tomber dans la démagogie et de minimiser les tâches de la classe avancée qui est la seule classe vraiment révolutionnaire. Il y a et il y aura toujours dans l'activité politique du Parti social-démocrate un certain élément de pédagogie: il s'agit d'éduquer la classe entière des ouvriers salariés en vue de leur rôle de combattants pour libérer l'humanité entière de toute oppression ; il faut éduquer sans cesse de nouvelles couches de cette classe ; il faut savoir en aborder les éléments les plus frustes, les plus incultes, les moins touchés par notre science et par la science de la vie, savoir leur parler, savoir se rapprocher d'eux, savoir les élever avec fermeté et patience à la conscience social-démocrate, sans transformer notre théorie en un dogme desséché, sans user des seuls livres, mais en participant aussi à la lutte vitale quotidienne de ces couches les plus frustes et incultes du prolétariat. Cette activité de tous les jours renferme, nous le répétons, un élément de pédagogie. Le social-démocrate qui l'oublierait cesserait d'être un social-démocrate. C'est juste. Mais on oublie souvent parmi nous, aujourd'hui, que le social-démocrate qui se mettrait à réduire les tâches de la politique à celles de la pédagogie cesserait aussi, bien que pour une autre raison, d'être un social-démocrate. Celui qui voudrait ériger cette « pédagogie » en mot d'ordre particulier, l'*opposer* à « la politique », bâtir sur cette opposition une tendance particulière, en appeler aux masses en vertu de ce mot d'ordre contre les « politiciens » de la social-démocratie, verserait tout de suite et infailliblement dans la démagogie.

Toute comparaison est boiteuse, c'est depuis longtemps connu. Toute comparaison n'envisage qu'un aspect ou cer-

tains aspects des notions ou des objects comparés, abstraction faite temporairement et conventionnellement des autres aspects. Rappelons au lecteur cette vérité bien connue, mais souvent oubliée, et comparons le Parti social-démocrate à une grande école qui serait à la fois primaire, secondaire et supérieure. Jamais, en aucun cas, cette grande école ne pourrait oublier la nécessité d'enseigner l'alphabet, les éléments des sciences et d'apprendre à penser par soi-même. Mais si l'on se mettait en tête d'écarter les questions de l'enseignement supérieur en invoquant l'alphabet, si l'on se mettait à opposer les résultats instables, « limités » et problématiques de l'enseignement supérieur (accessible à un nombre de personnes beaucoup moins grand que l'enseignement primaire) aux résultats solides, larges, profonds et stables obtenus par l'école primaire, on ferait preuve d'une invraisemblable myopie. On pourrait même contribuer ainsi à dénaturer complètement la grande école, car l'ignorance des questions traitées par l'enseignement supérieur ne ferait que permettre aux charlatans, aux démagogues et aux réactionnaires de tromper plus facilement les personnes qui n'auraient reçu qu'un enseignement élémentaire. Comparons encore le parti à une armée. Ni en temps de paix ni en temps de guerre, on ne doit manquer d'enseigner aux recrues le maniement des armes, de propager parmi les masses, en largeur et en profondeur, des notions élémentaires de l'art militaire. Mais si les chefs dirigeant les manœuvres ou des batailles réelles... *

Rédigé en juin 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

* Manuscrit inachevé. (*N.R.*)

LETTRE AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Genève, le 2 juin 1905

Au Bureau Socialiste International

Chers camarades,

Le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. s'est tenu il y a quelques semaines. Une brochure spéciale [152] donnant en français et en allemand la traduction des résolutions du congrès paraîtra sous peu et sera adressée au Bureau. Par décision du congrès, le journal l'*Iskra* a cessé d'être l'organe central du parti. L'hebdomadaire *Prolétari* [153], paraissant à Genève, sera désormais l'organe central.

Etant, conformément aux nouveaux statuts, la seule institution centrale de notre parti, le Comité central désignera le représentant du parti au Bureau International. Veuillez vous adresser dorénavant au représentant du Comité central, le camarade Oulianov, 3, rue de la Colline, Genève.

Recevez, chers camarades, notre salut fraternel.

Pour le Comité central du P.O.S.D.R.
N. Lénine (V. Oulianov)

Polycopié en 1905 sur feuille volante

Conforme au texte de la feuille volante

LES CONSEILS DE LA BOURGEOISIE CONSERVATRICE

Le II^e^ Congrès des zemstvos s'est tenu à Moscou il y a quelques semaines. Les journaux russes n'ont pas été autorisés à en dire un seul mot. Les journaux anglais donnent quantité de détails fournis par des témoins oculaires, qui ont communiqué par télégrammes les décisions du congrès et même le contenu des discours des représentants de diverses nuances. L'essentiel dans les résolutions des 132 représentants des zemstvos se ramène à l'adoption du programme constitutionnel qu'a publié M. Strouvé et que nous avons analysé dans le n° 18 de *Vpériod* (« Sophismes politiques » *): une représentation nationale formée de deux Chambres et le maintien de la monarchie. La Chambre haute formée des délégués des zemstvos et des doumas municipales, la Chambre basse élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Nos journaux légaux, obligés de garder le silence sur le congrès, ont déjà commencé à donner sur ce programme des renseignements détaillés, et l'analyse en acquiert pour cette raison une importance particulière.

Quant au congrès des zemstvos, nous aurons sans doute à y revenir plus d'une fois. Bornons-nous pour l'instant à relater, d'après les journaux anglais, un événement d'un intérêt marquant qui s'y est produit : le désaccord ou la scission entre le parti « libéral » ou opportuniste, dit de Chipov, et le parti « radical ». Le désaccord s'est manifesté à propos du suffrage universel ; le premier n'en veut pas. Le dimanche 7 mai (24 avril), on s'aperçut que 52 congressistes étaient avec Chipov, prêts, au cas où le suffrage uni-

* Voir le présent tome, pp. 427-435. (*N.R.*)

versel serait reconnu, à se retirer du congrès. Près de 20 d'entre eux votaient le lundi, avec la majorité, le suffrage universel. Une résolution sur la convocation de l'Assemblée constituante élue au suffrage universel fut ensuite adoptée, la grande majorité des congressistes s'étant d'ailleurs exprimée pour le suffrage direct et pour l'exclusion (de l'Assemblée constituante) des représentants des doumas municipales et des zemstvos. Ainsi le parti de Chipov *est pour l'instant* vaincu au congrès des zemstvos. La majorité en est venue à conclure que la monarchie ne pouvait être maintenue et la révolution évitée que par l'octroi du suffrage universel égal, direct et au scrutin secret, rendu inoffensif par les élections inégales et indirectes de l'une des deux Chambres.

Les appréciations formulées sur ce congrès et sur cette décision par la bourgeoisie conservatrice anglaise sont édifiantes au plus haut point. « Il nous est tout à fait impossible, écrit le *Times*, à nous autres étrangers, de mesurer l'importance politique de ce congrès remarquable, tant que nous ne saurons, de source digne de confiance, dans quelle mesure il jouit de l'appui des larges masses du peuple russe. Ce congrès peut marquer le début d'une véritable transformation constitutionnelle ; il peut être le premier pas dans la voie de la révolution ; il peut aussi n'être qu'un feu d'artifice considéré avec indulgence par la bureaucratie qui sait qu'il flambera sans lui causer le moindre mal. »

Appréciation remarquablement juste ! Le fait est que le cours ultérieur de la révolution est loin d'être déterminé par un événement tel que ce congrès. « L'appui des larges masses du peuple » est encore un problème, non qu'on puisse le mettre en doute (il est hors de doute), mais parce qu'on en ignore la force. Si le gouvernement triomphe de l'insurrection, le congrès libéral n'aura été, en effet, qu'un simple feu d'artifice. Et les libéraux européens modérés recommandent, cela va de soi, le juste milieu : une Constitution modérée qui conjurerait la révolution. Mais le désarroi du gouvernement les inquiète et les mécontente. L'interdiction de publier les décisions du congrès paraît étrange au *Times*, car les délégués rentrés dans leur district ont largement la possibilité de faire connaître leurs résolutions à la société russe. « On eût compris, de la part du gouverne-

ment, des mesures telles que l'interdiction complète du congrès, l'arrestation des membres réunis des zemstvos, la proclamation, à l'occasion de leur congrès, d'une réforme apparente. Mais permettre aux membres des zemstvos de se réunir et de se séparer, et tenter ensuite de faire le silence sur leurs résolutions, voilà qui est tout bonnement sot. »

La sottise du gouvernement du tsar, attestant son désarroi et son impuissance (car le désarroi à une époque révolutionnaire est précisément l'indice le plus sûr de l'impuissance), attriste sérieusement le capital européen (le *Times* est l'organe de la City, c'est-à-dire des puissants magnats financiers de la plus opulente ville du monde). Ce désarroi augmente les probabilités d'une révolution authentique, victorieuse, qui balayerait tout sur son chemin ; et la bourgeoisie européenne en est déjà terrifiée. Elle tance l'autocratie pour son désarroi, et les libéraux pour leurs revendications « immodérées ». « Changer d'opinion en quelque cinq jours, écrit le *Times* indigné, et adopter des résolutions extrêmes (le suffrage universel) dans une question sur laquelle les assemblées législatives les plus expérimentées de l'Europe eussent hésité à se prononcer au cours de toute une session ! » Le capital européen s'offre en exemple au capital russe. Nous ne doutons pas que ses avis seront entendus, mais il est peu probable que cela soit avant la *limitation* de l'autocratie. La bourgeoisie européenne combattit en son temps l'absolutisme d'une façon plus « immodérée » encore, plus révolutionnaire encore que la bourgeoisie russe. « L'intransigeance » de l'autocratie russe et le manque de modération du libéralisme russe ne sont pas dus à leur inexpérience, comme le suggère le *Times*, mais à des conditions indépendantes de leur volonté, à la situation internationale, à la politique étrangère et, par-dessus tout, à l'héritage historique russe qui a mis l'autocratie au pied du mur et accumulé sous son égide des contradictions et des conflits tels que l'Europe occidentale n'en a pas connus. La fameuse stabilité et la force du tsarisme russe dans le passé conditionnent nécessairement la force de l'offensive révolutionnaire dont il est l'objet. C'est fâcheux pour tous les modérés et tous les opportunistes ; et même nombre de social-démocrates parmi les suivistes en sont effrayés ; mais c'est un fait.

Le *Times* déplore la défaite de Chipov, lui qui était encore en novembre le chef reconnu du parti de la réforme ! Et maintenant... « Que la révolution dévore vite ses propres enfants ! » Pauvre Chipov ! Subir une défaite et recevoir pardessus le marché le sobriquet d'enfant de la révolution ! Inique destinée ! Les « radicaux » qui ont battu Chipov au congrès des zemstvos suscitent l'indignation du *Times*. Ils professent, s'exclame ce journal horrifié, les principes de la Convention française. La doctrine de l'égalité et des droits égaux de tous les citoyens, de la souveraineté du peuple, etc., « s'est révélée — les événements l'ont démontré — peut-être la pire de toutes les inventions de la funeste sophistique léguée à l'humanité par Jean-Jacques Rousseau ». « C'est la pierre angulaire, la racine du jacobinisme, dont la seule présence est fatale au succès d'une réforme équitable et salutaire. »

Les opportunistes du libéralisme, si enclins à faire du « jacobinisme » un épouvantail, donnent ainsi une touchante accolade aux opportunistes de la social-démocratie. Des réactionnaires ou des philistins endurcis peuvent seuls, à l'époque de la révolution démocratique, faire du jacobinisme un épouvantail.

« Prolétari » n°2
du 3 juin (21 mai) 1905

Conforme au texte du journal

SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE

Publié dans les nos 2 et 3 du « Prolétari» des 3 et 9 juin (21 et 27 mai) 1905

Conforme au texte du journal

PREMIER ARTICLE

LA RÉFÉRENCE HISTORIQUE DE PLÉKHANOV

Le troisième Congrès du parti a adopté une résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire. Cette résolution reflète précisément la position que nous avions prise dans le journal *Vpériod*. Notre intention est d'examiner maintenant en détail toutes les objections faites à notre attitude et d'éclaircir, sous tous leurs aspects, les vrais principes et la portée pratique de la résolution du congrès. Commençons par la tentative que fait Plékhanov de placer rigoureusement cette question sur le terrain des principes. Son article a pour titre : « Sur la prise du pouvoir ». Il critique la « tactique orientée (par *Vpériod* sans doute) vers la prise du pouvoir par le prolétariat ». En réalité, — et quiconque a lu *Vpériod* le sait fort bien —, jamais ce journal n'a soulevé le problème de la *prise du pouvoir*, ni orienté aucune « tactique vers la prise du pouvoir ». Plékhanov cherche à substituer à la question qui a été vraiment discutée une question imaginaire ; il suffit, pour s'en rendre compte, de se rappeler le cours de la controverse.

Martynov a, le premier, posé la question dans ses fameuses *Deux dictatures*. Si, affirmait-il, notre parti participait à la direction de l'insurrection, il se verrait obligé, en cas de succès, de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire, ce qui est inadmissible par principe et ne pourrait amener qu'à un dénouement néfaste et compromettant. L'*Iskra* défendait cette prise de position. *Vpériod* objectait que ce dénouement était, au contraire, le plus désirable ; que la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, équivalente à une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie,

était admissible ; que sans cette dictature il serait impossible de sauvegarder la république. Ainsi, répondant à la question *posée par Martynov*, les deux parties en présence adoptaient l'une et l'autre deux hypothèses, mais se séparaient sur les déductions à en tirer : toutes deux admettaient 1) la direction de l'insurrection par le parti du prolétariat ; 2) la victoire de l'insurrection et le renversement complet de l'autocratie ; elles divergeaient dans les déductions tactiques à tirer de ces hypothèses. Où voit-on là quelque chose qui ressemble à une « tactique orientée (!!) vers la prise (??) du pouvoir » ? N'est-il pas évident que Plékhanov cherche à *éluder* la question telle qu'elle est posée par Martynov et débattue par l'*Iskra* et *Vpériod* ? Est-il périlleux, est-il funeste de conduire l'insurrection à la victoire, celle-ci pouvant nous mettre dans la nécessité de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire ? — voilà ce dont nous discutions. Plékhanov exprime le désir de discuter s'il y a lieu d'*orienter* la tactique vers la prise du pouvoir. Nous craignons que son désir (qui ne peut s'expliquer que par l'intention d'obscurcir la question telle qu'elle est posée par Martynov) ne demeure un vœu pieux, car personne n'a discuté et ne discute sur ce sujet.

L'importance que cette substitution a pour toute l'argumentation de Plékhanov ressort tout particulièrement de l'épisode des « virtuoses du philistinisme ». Cette expression de *Vpériod* ne laisse aucun repos à Plékhanov. Il y revient sept fois au moins, assurant ses lecteurs, d'un ton plein de menace et de colère, que *Vpériod* a osé appliquer à Marx et à Engels cette épithète peu flatteuse, que *Vpériod* se met à « *critiquer* » Marx, etc., etc. Nous comprenons fort bien que Plékhanov, qui s'est proposé de réhabiliter Martynov et de « démolir » *Vpériod*, serait enchanté si ce journal avait dit quelque chose de tant soit peu ressemblant à l'absurdité qu'il lui attribue. Mais le fait est que *Vpériod n'a rien dit de pareil* et tout lecteur attentif démasquera facilement Plékhanov qui a embrouillé une intéressante question de principe en ayant recours à une chicane absolument vaine et mesquine.

Si ennuyeux qu'il soit de répondre à des chicanes, force nous est d'expliquer par le menu ce qu'était en vérité l'épisode des fameux « virtuoses du philistinisme ». *Vpériod*

raisonnait ainsi : Nous parlons tous de conquérir la république. Pour la conquérir en fait, il faut que nous nous mettions à « battre ensemble » l'autocratie — nous, c'est-à-dire le peuple révolutionnaire, le prolétariat et la paysannerie. Mais cela ne suffit pas. Il ne suffit même pas d'« achever ensemble » l'autocratie, c'est-à-dire de renverser complètement le gouvernement autocratique. Il faut encore « repousser ensemble » les tentatives inévitables, acharnées, de restauration de l'autocratie. Ce « repousser ensemble », appliqué à une époque révolutionnaire, n'est rien d'autre que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, la participation du prolétariat au gouvernement révolutionnaire. Aussi, ceux qui *effraient* la classe ouvrière en évoquant la perspective éventuelle de cette dictature, c'est-à-dire les gens comme Martynov et L. Martov de la nouvelle *Iskra*, se mettent en contradiction avec leur propre mot d'ordre : lutter pour la république et mener la révolution à bonne fin. Au fond, ces gens raisonnent comme s'ils voulaient limiter, restreindre leur lutte pour la liberté, c'est-à-dire se réserver à l'avance la part la plus modeste des conquêtes, quelque constitution tronquée au lieu d'une république. Ces gens, disait *Vpériod*, banalisent comme des philistins la thèse bien connue de Marx sur les trois principales forces et les trois principales phases de la révolution au XIX^e^ (et au XX^e^) siècle. Cette thèse dit que la première phase de la révolution limite l'absolutisme et satisfait la bourgeoisie ; la deuxième est la conquête d'une république qui satisfait le « peuple », c'est-à-dire la paysannerie et la petite bourgeoisie en général ; la troisième est la révolution socialiste, la seule qui puisse satisfaire le prolétariat. « *Ce tableau est vrai dans ses grandes lignes* », écrivait *Vpériod*. Nous avons, en effet, à monter ces trois degrés schématiques, degrés qui diffèrent par les classes susceptibles, dans le meilleur des cas, de gravir la côte avec nous. Mais si nous déduisons de ce schéma marxiste à trois degrés — parfaitement juste — la nécessité de déterminer à l'avance, *avant toute ascension*, une modeste mesure, de façon, par exemple, à ne pas monter plus que d'un degré, si, d'après ce schéma, avant toute ascension, « *nous dressons un plan d'action à une époque révolutionnaire* », nous ne serons que des virtuoses du philistinisme.

Tel était le raisonnement développé dans le n° 14 de *Vpériod* *. Et c'est ici que l'idée est venue à Plékhanov de s'accrocher aux derniers mots soulignés. *Vpériod*, déclara-t-il triomphalement, a, par là même, traité Marx de philistin, car Marx s'est précisément servi de ce schéma pour dresser un plan d'action à l'époque la plus révolutionnaire !

La preuve ? La preuve est qu'en 1850, lorsque le peuple révolutionnaire d'Allemagne, n'ayant pas su achever l'autocratie, eut essuyé une défaite dans la lutte des années 1848-1849, lorsque la bourgeoisie libérale eut déjà obtenu une constitution étriquée et fut passée à la réaction, bref, quand le mouvement démocratique révolutionnaire allemand n'eut encore franchi que le premier degré et se fut arrêté, incapable de monter plus haut, alors... alors Marx disait que le nouvel essor de la révolution le porterait au second degré.

Vous souriez lecteur ? Le syllogisme de Plékhanov est, en effet, un peu... — de quel euphémisme pourrions-nous bien user ? — « dialectique ». Marx *ayant dit*, au cours d'une révolution démocratique concrète et dans des circonstances précises, qu'un premier degré franchi, il faudrait en franchir un second, *il s'ensuit* que seuls les « critiques » de Marx peuvent traiter de philistins les gens qui, avant d'avoir gravi le premier degré, veulent nous épouvanter en évoquant la terrible perspective d'un saut qui (au cas où l'insurrection serait bien organisée et menée à bonne fin) nous ferait franchir deux degrés d'un seul coup.

Oui, oui, « critiquer » Marx est une mauvaise chose... et s'en référer à lui maladroitement n'est guère mieux. Martynov a mal interprété Marx. Plékhanov a mal défendu Martynov.

Et qu'un lecteur chicanier n'aille pas conclure de nos paroles que nous préconisons « une tactique orientée » vers des bonds obligatoires de deux degrés, indépendamment du rapport des forces sociales. Non, nous ne préconisons nullement une semblable tactique. Nous luttons simplement contre l'influence que peuvent avoir sur le prolétariat les gens capables de parler de république et de révolution conduite à bonne fin, et qui en même temps s'effrayent et effrayent les autres par une participation éventuelle à la

* Voir le présent tome, p. 300. (*N.R.*)

dictature démocratique. Nous avons déjà fait observer dans le n° 14 de *Vpériod* qu'une réaction sera naturellement inévitable après l'essor révolutionnaire actuel, mais qu'elle nous ravira d'autant moins de liberté que nous en conquerrons davantage maintenant, et que nous écraserons et exterminerons plus impitoyablement les forces contre-révolutionnaires, à l'époque éventuelle (et désirable) de la dictature démocratique. Nous avons également fait remarquer dans ce n° 14 que la question même de cette dictature n'a de sens que si l'on admet des événements tels qu'une révolution démocratique aboutissant à l'abolition totale de l'absolutisme et à la république, au lieu de s'arrêter à moitié chemin.

Passons maintenant, de l'épisode des « virtuoses du philistinisme », à la teneur de la célèbre *Adresse* (du Comité central de la Ligue des communistes aux membres de la Ligue, en mars 1850) citée par Plékhanov. Dans cette *Adresse*, extrêmement intéressante et instructive (qui mériterait d'être traduite en russe in extenso), Marx examine la situation politique concrète de l'Allemagne en 1850, indique la probabilité d'une nouvelle explosion politique, constate l'inéluctabilité du passage du pouvoir, en cas de révolution, au parti démocratique républicain, petit-bourgeois, et analyse la tactique du prolétariat. S'arrêtant en particulier sur la tactique suivie avant et pendant la révolution, et après la victoire de la démocratie petite-bourgeoisie, il insiste sur la nécessité de créer « une organisation indépendante, secrète et ouverte, du parti ouvrier », lutte de toutes ses forces contre la « réduction de cette organisation au rôle d'appendice de la démocratie bourgeoise officielle », souligne l'importance de l'armement des ouvriers, de la formation d'une garde prolétarienne indépendante, de la surveillance rigoureuse que doivent exercer les prolétaires sur la démocratie petite-bourgeoise toujours susceptible de les trahir, etc.

Dans l'*Adresse*, il n'est dit un seul mot ni de la participation du parti ouvrier au gouvernement provisoire révolutionnaire ni de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Plékhanov en infère que Marx « n'admettait même pas, comme on le voit, l'idée que les représentants politiques du prolétariat révolutionnaire

pussent travailler avec les représentants de la petite bourgeoisie à la création d'un nouveau régime social ». La logique de cette déduction est boiteuse. Marx *ne soulève pas* la question de la participation du parti ouvrier au gouvernement provisoire révolutionnaire, et Plékhanov en conclut que Marx la tranche, en général et en principe, dans un sens absolument négatif. Marx ne parle que d'une situation bien définie ; Plékhanov tire une conclusion générale sans examiner le problème sous ses aspects concrets. Or, il suffit de s'arrêter sur certains passages de l'*Adresse*, omis par Plékhanov, pour voir toute l'inexactitude de ses déductions.

L'*Adresse* est centrée sur l'expérience de deux années révolutionnaires : 1848 et 1849. Marx formule en ces termes les résultats de cette expérience : « A la même époque (c'est-à-dire en 1848 et 1849), l'organisation de la Ligue des communistes, autrefois forte, s'est relâchée sensiblement. Une grande partie de ses membres, qui avaient pris une part directe au mouvement révolutionnaire, pensaient que l'ère des sociétés secrètes était passée et que l'activité déclarée seule suffisait. Certains cercles et organisations (Gemeinden) négligèrent leurs rapports avec le Comité central et peu à peu les cessèrent tout à fait. *Ainsi, tandis que le parti démocratique, parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de mieux en mieux en Allemagne, le parti ouvrier perdait son unique appui solide*, gardant tout au plus des organisations dans certaines localités à des fins locales et *tombant*, pour cette raison, *complètement sous la suprématie et sous la direction des démocrates petits-bourgeois**. » Et à la page suivante de l'*Adresse*, Marx déclare : « A l'heure présente, une nouvelle révolution étant imminente... il est d'une extrême importance que le parti ouvrier entre en ligne aussi bien organisé, aussi unanime, aussi indépendant que possible, s'il ne veut pas être à nouveau exploité par la bourgeoisie et se trouver à sa remorque comme en 1848. »

Réfléchissez bien au sens de ces thèses catégoriques !

---

* *Ansprache der Zentralbehörde an den Bund von März 1850*, K. Marx *Enthüllungen über den Kommunistenprocess zu Köln*, 1885, Anhang IX, S.75. (*Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, mars 1850*, dans K. Marx : *Révélations sur le procès des communistes de Cologne*, 1885, supplément IX, p. 75. *N.R.*) Tout ce qui est souligné dans les citations l'est par nous.

Après deux ans de révolution déclarée, après la victoire de l'insurrection populaire à Berlin, après la convocation du parlement révolutionnaire, après l'insurrection ouverte d'une partie du pays, après que le pouvoir eut passé temporairement entre les mains du gouvernement révolutionnaire, Marx constate la défaite du peuple révolutionnaire, et, pour ce qui est de l'organisation politique, que la démocratie petite-bourgeoise *a gagné* et que le parti ouvrier *a perdu*. N'est-ce pas là le témoignage le plus évident qu'il s'agissait d'une situation politique où il eût été superflu de poser la question de la participation du parti ouvrier au gouvernement ? Après deux années révolutionnaires, après que Marx eut publié ouvertement pendant neuf mois le journal le plus révolutionnaire du parti ouvrier, force est de constater la désorganisation complète de ce parti, l'absence complète dans le mouvement général d'un courant prolétarien tant soit peu nettement prononcé (les fraternelles ouvrières de Stephan Born [154] sont trop insignifiantes), l'assujettissement complet du prolétariat non seulement à la domination, mais encore à la direction de la bourgeoisie ! Il est évident que les rapports économiques étaient encore très peu développés, la grosse industrie n'existait presque pas, il n'y avait pas de mouvement ouvrier indépendant d'une envergure tant soit peu notable, la petite bourgeoisie régnait sans partage. On comprend qu'un écrivain examinant la situation concrète ne pût admettre, dans de telles conditions, l'idée même d'une participation du parti ouvrier au gouvernement provisoire. On comprend que Marx ait dû, dans son *Adresse*, enfoncer dans la tête (passez-moi l'expression) des membres de la Ligue des communistes des vérités qui nous paraissent maintenant élémentaires. Il dut démontrer la nécessité pour les ouvriers de présenter aux élections leurs propres candidatures, indépendamment de la démocratie bourgeoise. Il dut réfuter les phrases démocratiques selon lesquelles la séparation des ouvriers « scindait » (remarquez bien ce mot : on ne peut scinder que ce qui hier encore était uni et ce qui demeure idéologiquement uni !) le parti démocratique. Marx dut *mettre en garde* contre ces phrases les membres de la Ligue des communistes. Il dut promettre, au nom du Comité central de la Ligue, de convoquer, à la première occasion, un congrès du parti

ouvrier, afin de centraliser les clubs ouvriers ; au cours des années révolutionnaires 1848-1849, les conditions nécessaires faisaient encore défaut pour qu'on pût penser à un congrès spécial du parti ouvrier !

La conclusion est claire : dans la célèbre *Adresse*, Marx ne cherche nullement à savoir si la participation du prolétariat au gouvernement révolutionnaire provisoire est admissible en principe. Il se borne à examiner la situation concrète de l'Allemagne en 1850. Il ne dit mot d'une participation de la Ligue des communistes au gouvernement révolutionnaire, car l'idée même de participer à un tel gouvernement au nom du parti ouvrier et aux fins de la dictature démocratique ne pouvait se faire jour dans les conditions de l'époque.

L'idée de Marx est celle-ci : nous, social-démocrates allemands de 1850, nous ne sommes pas organisés ; nous avons essuyé une défaite dans la première période de la révolution, nous nous sommes trouvés entièrement à la remorque de la bourgeoisie ; nous devons nous organiser d'une façon indépendante, absolument, nécessairement, à tout prix d'une façon indépendante, sans quoi nous serons de nouveau à la remorque après la prochaine victoire d'un puissant parti petit-bourgeois dont l'organisation se sera affermie.

L'idée de Martynov était celle-ci : nous, social-démocrates russes de 1905, nous sommes organisés en un parti indépendant et nous voulons livrer, à la tête du peuple petit-bourgeois, le premier assaut à la forteresse du tsarisme. Mais si nous arrivons à très bien organiser cet assaut et — le ciel nous en préserve ! — à le couronner d'une victoire, il se peut que nous soyons contraints de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire et même à la dictature démocratique. Or, cette participation est, en principe, inadmissible.

Et Plékhanov voudrait sérieusement vous convaincre que l'on puisse défendre Martynov en citant Marx ! Il prend sans doute les lecteurs de l'*Iskra* pour des enfants : nous nous contenterons de lui dire : le marxisme est une chose et le martynovisme en est une autre.

Il faut, pour en finir avec l'*Adresse*, élucider encore une autre opinion erronée de Plékhanov. Il indique judicieu-

sement que Marx, en mars 1850, lorsqu'il rédigeait l'*Adresse*, croyait à la caducité du capitalisme et considérait la révolution socialiste comme « toute proche ». Marx corrigea très promptement son erreur : dès le 15 septembre 1850, il se séparait de Schapper (Schapper, mis avec Willich en minorité, quitta la Ligue) qui subissait l'influence du révolutionnarisme démocratique bourgeois ou de l'utopisme au point de dire : « Nous devons accéder immédiatement au pouvoir ou nous pouvons aller nous coucher. » Marx objectait à Schapper qu'on ne saurait prendre uniquement, au lieu des conditions réelles, sa propre volonté pour le moteur de la révolution. Peut-être le prolétariat devra-t-il subir encore 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de conflits internationaux « non seulement pour changer les rapports existants, mais encore pour se changer soi-même, les prolétaires, et se rendre capable d'exercer le pouvoir politique »[155]. Plékhanov relate brièvement ce revirement de Marx et conclut :

« Ils auraient (Marx et Engels après ce « revirement ») déterminé les objectifs politiques du prolétariat en supposant dès lors que le régime démocratique connaîtrait une assez longue période de domination. *Mais, précisément pour cette raison, ils auraient condamné plus résolument encore la participation des socialistes à un gouvernement petit-bourgeois* (*Iskra*, n° 96).

Cette conclusion de Plékhanov est tout à fait fausse. Elle se ramène précisément à la confusion de la dictature socialiste et de la dictature démocratique, confusion que nous avons maintes fois reprochée à L.Martov et Martynov. Marx et Engels ne faisaient point, en 1850, de distinction entre dictature démocratique et dictature socialiste, ou plutôt ne parlaient pas du tout de la première car le capitalisme leur semblait caduc et le socialisme proche. C'est aussi pourquoi ils ne distinguaient pas, à cette époque, le programme-minimum du programme-maximum. Mais si l'on fait cette distinction (ce que nous faisons tous aujourd'hui, nous autres marxistes, en lutte contre le révolutionnarisme démocratique bourgeois des « socialistes-révolutionnaires » qui ne la comprennent pas), il faut examiner *spécialement* la question des dictatures socialiste et démocratique. Plékhanov s'avère inconséquent quand il ne le fait pas. Lors-

qu'il choisit une formule évasive et parle en général de la « participation des socialistes à un gouvernement petit-bourgeois », il substitue précisément la question de la dictature socialiste à celle, clairement et nettement posée, de la dictature démocratique. Il confond (pour employer la comparaison de *Vpériod* *) la participation de Millerand à un ministère où siégeait Galliffet à une époque précédant la révolution socialiste, avec la participation de Varlin à un gouvernement révolutionnaire où siégeaient des démocrates petits-bourgeois qui défendaient et ont défendu la république.

En 1850, Marx et Engels croyaient le socialisme proche, aussi, sous-estimaient-ils les conquêtes démocratiques qui leur paraissaient complètement assurées par la victoire indubitable du parti démocratique petit-bourgeois [156]. Vingt-cinq ans après, en 1875, Marx signalait le caractère non démocratique du régime de l'Allemagne : ce « n'est qu'un absolutisme avec un enjolivement de formes parlementaires »[157]. Trente-cinq ans plus tard, en 1885, Engels prédisait qu'au prochain bouleversement de l'Europe le pouvoir passerait en Allemagne à la démocratie petite-bourgeoise [158]. Il en découle précisément le contraire de ce que veut prouver Plékhanov : Si Marx et Engels avaient compris l'inéluctabilité d'une domination relativement longue du régime démocratique, ils auraient attribué *d'autant plus* d'importance à la dictature *démocratique* du prolétariat et de la paysannerie tendant à consolider la république, à abolir tous les vestiges de l'absolutisme et à déblayer complètement l'arène en vue des luttes pour le socialisme. Ils auraient blâmé *d'autant plus* sévèrement les suivistes capables, à la veille de la révolution démocratique, d'*effrayer* le prolétariat en évoquant la *possibilité* de la dictature démocratique révolutionnaire.

Plékhanov se rend compte lui-même de la faiblesse de sa position, basée sur une fausse interprétation de l'*Adresse*. Aussi fait-il prudemment une réserve en assurant qu'il ne prétend nullement épuiser la question avec sa référence, mais formule cependant des conclusions « péremptoirement » catégoriques sans rien apporter à l'appui, sinon une réfé-

* Voir le présent tome, p. 282. (*N.R.*)

rence qui n'a rien à voir avec la question, et sans même essayer d'examiner le problème sous la forme concrète que *Vpériod* lui donne. Plékhanov cherche à imputer à *Vpériod* à la fois le désir de « critiquer » Marx et le point de vue de Mach et d'Avenarius. Cette tentative nous fait seulement sourire : la position de Plékhanov doit être bien mauvaise pour qu'il ne puisse trouver de cible dans les thèses authentiques de *Vpériod*, et doive en inventer une en recourant à des sujets tout à fait étrangers et au journal *Vpériod* et à la question examinée. Plékhanov invoque enfin un argument qui lui paraît « irréfutable ». En réalité, cet argument (une lettre d'Engels à Turati, écrite en 1894) ne vaut rien du tout.

Comme il suit de l'exposé que Plékhanov nous donne de cette lettre (qu'il ne cite malheureusement pas en entier et dont il ne dit pas si elle fut publiée et où), Engles *s'était vu obligé de démontrer à Turati* la différence *entre* la révolution *socialiste* et la révolution *petite-bourgeoise*. Cela dit tout, camarade Plékhanov ! Turati est le Millerand italien, le bernsteinien auquel Giolitti offrait un portefeuille dans son ministère. Il *confondait* apparemment deux révolutions d'un contenu de classe tout à fait différent. Il s'imaginait qu'il pourrait défendre les intérêts de la domination du prolétariat, et Engels lui expliquait qu'en réalité, dans la situation où l'Italie se trouvait alors, en 1894 (c'est-à-dire plusieurs dizaines d'années *après* que l'Italie eut gravi le « premier degré » et conquis la liberté politique permettant au prolétariat de s'organiser ouvertement, largement et indépendamment !), lui, Turati, défendrait et servirait, dans un ministère du parti petit-bourgeois victorieux, les intérêts d'une *classe qui lui est étrangère*, les intérêts de la petite bourgeoisie. Nous sommes donc en présence d'un cas de millerandisme. *Vpériod* s'est résolument élevé contre la confusion du millerandisme et de la dictature démocratique, et Plékhanov n'a pas même effleuré ses arguments. Nous avons là un exemple caractéristique de la fausse situation contre laquelle Engels avait depuis longtemps mis en garde les chefs des partis extrêmes, et qui surgit lorsqu'ils ne comprennent pas le véritable caractère de la révolution, et défendent inconsciemment les intérêts d'une classe « qui leur est étrangère ». De grâce, camarade Plékhanov,

dites-nous si tout cela a le moindre rapport avec la question soulevée par Martynov et analysée par *Vpériod*. Le danger de confondre les deuxième et troisième degrés, par des gens qui ont gravi le premier, peut-il vraiment servir d'excuse à ce que l'on nous fasse craindre, avant que nous ayons franchi le premier degré, le danger d'en gravir éventuellement deux à la fois ??

Non, la « petite référence historique » de Plékhanov ne prouve absolument rien. Sa déduction de principe : « participer au gouvernement révolutionnaire avec les représentants de la petite bourgeoisie, c'est trahir le prolétariat », n'est nullement confirmée par les références aux situations de l'Allemagne en 1850 et de l'Italie en 1894, situations qui diffèrent radicalement de celles de la Russie en janvier et en mai 1905. Ces arguments n'éclairent en rien la question de la dictature démocratique et du gouvernement révolutionnaire provisoire. Et si Plékhanov veut appliquer sa déduction à *cette* question-là, si, dans la lutte pour la république, dans la révolution démocratique, il considère *toute* participation du prolétariat au gouvernement révolutionnaire comme *inadmissible en principe*, nous nous chargeons de lui démontrer que c'est là un « principe » anarchiste condamné par Engels sans la moindre équivoque. Cette démonstration fera l'objet de notre prochain article.

DEUXIÈME ARTICLE

SEULEMENT D'EN BAS OU D'EN BAS ET D'EN HAUT À LA FOIS ?

Dans l'article précédent, nous avons analysé la référence historique de Plékhanov et montré l'inconsistance des conclusions générales et de principe tirées par Plékhanov de textes de Marx se rapportant entièrement et exclusivement à la situation concrète de l'Allemagne en 1850. Cette situation concrète explique fort bien pourquoi Marx ne soulevait, et ne pouvait soulever à l'époque, la question de la participation de la Ligue des communistes au gouvernement révolutionnaire provisoire. Examinons maintenant si cette participation est admissible en général et en principe.

Il faut avant tout formuler la question litigieuse en

termes précis. A cet égard, nous pouvons par bonheur bénéficier d'une formulation de nos contradicteurs, et écarter ainsi tout malentendu sur le fond même de la discussion. Dans le n° 93 de l'*Iskra* il est dit : «La meilleure voie pour une telle organisation (l'organisation du prolétariat en un parti d'opposition à l'Etat démocratique bourgeois) est celle du développement de la révolution bourgeoise *d'en bas* (souligné par l'*Iskra*) par la pression du prolétariat sur la démocratie au pouvoir.» Et plus loin l'*Iskra* dit, en parlant de *Vpériod*, que ce journal «veut que la pression du prolétariat sur la révolution s'exerce non seulement «d'en bas», non seulement de la rue, mais encore d'en haut, de la résidence du gouvernement provisoire».

Ainsi la question est clairement posée. L'*Iskra* veut la pression d'en bas, *Vpériod* «non seulement d'en bas, mais aussi d'en haut». La pression d'en bas est celle que les citoyens exercent sur le gouvernement révolutionnaire. La pression d'en haut est celle du gouvernement révolutionnaire sur les citoyens. Les uns *bornent* leur activité à une pression d'en bas. Les autres ne veulent point s'en tenir là et exigent que la pression d'en bas soit *complétée* par celle d'en haut. Le débat se ramène donc précisément à la question que nous avons posée en sous-titre : seulement d'en bas ou d'en bas et d'en haut à la fois ? Par principe, disent les uns, la pression d'en haut, « de la résidence du gouvernement provisoire », est inadmissible pour le prolétariat à l'époque de la révolution démocratique. Il est, disent les autres, inadmissible par principe que le prolétariat se refuse absolument, à l'époque de la révolution démocratique, à exercer une pression d'en haut, à participer au gouvernement révolutionnaire provisoire. Il ne s'agit donc pas de savoir si la pression d'en haut est probable dans une conjoncture donnée, si elle est réalisable sous telle ou telle corrélation des forces. Non, nous n'examinons maintenant aucune situation concrète, et en raison des nombreuses tentatives de substituer une question pendante à une autre, nous prions instamment nos lecteurs de ne pas le perdre de vue. Nous sommes en présence d'une question générale de principe : *est-il admissible* de passer de la pression d'en bas à la pression d'en haut à l'époque de la révolution démocratique ?

Arrêtons-nous d'abord, pour tirer au clair ce problème, sur l'histoire des opinions tactiques des fondateurs du socialisme scientifique. Cette histoire n'a-t-elle point connu de discussions touchant précisément la question générale de l'admissibilité de la pression d'en haut ? Si. L'insurrection espagnole en été 1873 en a fourni l'occasion. Engels apprécia les enseignements que le prolétariat socialiste devait dégager de cette insurrection dans un article intitulé « Les bakouninistes à l'œuvre », publié en 1873 dans le *Volksstaat* [159], journal social-démocrate allemand, et reproduit en 1894 dans la brochure *Internationales aus dem Volksstaat* *. Voyons les conclusions générales d'Engels.

Le 9 février 1873, le roi d'Espagne, Amédée, abdiqua. « Le premier roi qui se met en grève », raille Engels. Le 12 février, la république fut proclamée. Bientôt une révolte de carlistes éclata dans les provinces basques. Le 10 avril fut élue l'Assemblée constituante qui, le 8 juin, proclama la République fédérative. Le 11 juin se constitua le nouveau ministère Pi y Margall. Les républicains extrémistes — ou « intransigeants », comme on les appelait — n'avaient point été admis dans la commission chargée d'élaborer la Constitution. Et quand, le 3 juillet, cette nouvelle Constitution fut proclamée, les intransigeants prirent les armes. Du 5 au 11 juillet, ils se rendirent maîtres des provinces de Séville, Grenade, Alcoy, Valence et d'autres. Le cabinet Salmeron, qui avait remplacé le cabinet démissionnaire Pi y Margall, lança les troupes contre les provinces insurgées. Après une résistance plus ou moins opiniâtre, l'insurrection fut écrasée : Cadix tomba le 26 juillet 1873, Carthagène, le 11 janvier 1874. Telles sont les brèves données chronologiques dont Engels fait précéder son exposé.

Appréciant les leçons des événements, Engels souligne avant tout que la lutte pour la république en Espagne n'était nullement ni ne pouvait être une lutte pour la révolution socialiste. « L'Espagne, dit-il, est un pays tellement retardataire au point de vue industriel qu'on ne peut même pas y songer à une émancipation totale *immédiate* de la classe ouvrière. Avant d'en arriver là, l'Espagne doit nécessairement traverser divers degrés préalables d'évolution et sur-

* *Questions internationales traitées dans le « Volksstaat ».* (*N.R.*)

monter un certain nombre d'obstacles. Franchir au plus vite ces étapes, surmonter rapidement ces obstacles, telles étaient les chances qu'offrait la république. Mais elles ne pouvaient être mises à profit que par une intervention *politique* active de la classe ouvrière espagnole. La masse des ouvriers le sentait ; partout elle cherchait à participer aux événements, à profiter de la bonne occasion pour agir sans laisser, comme jusque-là, le champ libre à l'action et aux intrigues des classes possédantes. »

Il s'agissait donc de la lutte pour la république, de la révolution démocratique et non socialiste. La question de l'intervention des ouvriers dans les événements se posait alors sous deux aspects : d'un côté, les bakouninistes (ou « alliancistes », qui avaient fondé l'« Alliance » pour lutter contre l'« Internationale » marxiste) condamnaient l'activité politique, la participation aux élections, etc. De l'autre, ils se prononçaient contre la participation à une révolution dont le but n'était point l'émancipation totale et immédiate de la classe ouvrière, contre toute participation à un gouvernement révolutionnaire. En ce qui concerne notre question litigieuse, c'est ce dernier aspect qui présente pour nous un intérêt particulier. C'est d'ailleurs également cet aspect qui a fourni l'occasion de formuler la divergence de *principe* entre les deux mots d'ordre tactiques.

« Les bakouninistes, dit Engels, avaient prêché depuis des années que *toute action révolutionnaire s'exerçant de haut en bas est nuisible, que tout doit être organisé et exécuté de bas en haut.* »

Ainsi, le principe : n'agir « que d'en bas, » est un principe *anarchiste.*

Engels montre précisément que ce principe est d'une absurdité extrême à l'époque d'une révolution démocratique. Il en découle naturellement et inéluctablement dans la pratique que former des gouvernements révolutionnaires est une trahison envers la classe ouvrière. Et c'est bien ce que les bakouninistes en ont déduit ; ils ont érigé en principe que « *l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison envers la classe ouvrière* ».

Comme le lecteur le voit, nous sommes justement en présence des deux « principes » auxquels en est également venue

la nouvelle *Iskra*, à savoir : 1) n'est admissible que l'action révolutionnaire exercée d'en bas, contrairement à la tactique qui préconise d'agir « et d'en bas et d'en haut » ; 2) la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire est une trahison envers la classe ouvrière. Ces deux principes de la nouvelle *Iskra* sont anarchistes. L'histoire de la lutte pour la république en Espagne a exactement fait ressortir toute l'ineptie et tout le caractère réactionnaire de ces deux principes.

Engels le montre en s'appuyant sur divers épisodes de la révolution espagnole. Voici, par exemple, la révolution qui éclate à Alcoy. Alcoy est une ville industrielle relativement nouvelle de 30 000 habitants. L'insurrection ouvrière y est victorieuse malgré la direction des bakouninistes qui, par principe, ne veulent rien savoir de l'idée d'organiser la révolution. Après coup, les bakouninistes se flattent d'être devenus les « maîtres de la situation ». Quel parti ces « maîtres » ont-ils tiré de leur « situation » ? demande Engels. D'abord, ils ont fondé à Alcoy un « Comité de bien-être », c'est-à-dire un gouvernement révolutionnaire. Or, ces mêmes alliancistes (bakouninistes) avaient, à leur congrès du 15 septembre 1872, c'est-à-dire juste dix mois avant la révolution, décidé que « toute organisation d'un pouvoir politique, dit provisoire ou révolutionnaire, ne peut être qu'une nouvelle duperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements actuels ». Engels ne réfute même pas ces phrases anarchistes, il se borne à cette remarque sarcastique que les partisans de la résolution ont dû justement « participer à ce gouvernement révolutionnaire provisoire » à Alcoy. Engels traite ces messieurs avec le mépris qu'ils méritent pour avoir fait preuve, une fois au pouvoir « d'une impuissance, d'un désarroi et d'un manque d'énergie absolus ». Engels eût répondu avec le même mépris aux accusations de « jacobinisme », si chères aux girondins de la social-démocratie. Il montre que dans d'autres villes, à San Lucar de Barrameda par exemple (port de 26 000 habitants, situé près de Cadix), « les alliancistes ont dû également, en dépit de leurs principes anarchistes, former un gouvernement révolutionnaire ». Il leur reproche de « n'avoir su que faire de leur pouvoir ». Sachant fort bien que les leaders bakouninistes des ouvriers ont par-

ticipé aux gouvernements provisoires *avec les intransigeants*, c'est-à-dire avec les républicains, représentants de la petite bourgeoisie, Engels reproche aux bakouninistes non point leur participation au gouvernement (comme il eût fallu le faire selon les « principes » de la nouvelle *Iskra*), mais *leur manque d'organisation, leur manque d'énergie dans cette participation*, leur soumission à la direction de messieurs les républicains bourgeois. Qu'Engels eût criblé de sarcasmes foudroyants ceux qui avilissent l'importance de la direction « technique » et militaire à une époque révolutionnaire, cela apparaît, entre autres, du fait qu'il reproche aux chefs bakouninistes des ouvriers d'avoir, lorsqu'ils siégeaient au gouvernement révolutionnaire, abandonné la « direction politique et *militaire* » à messieurs les républicains bourgeois, tout en bernant les ouvriers par des phrases pompeuses et des projets de réformes « sociales » couchés sur le papier.

Vrai jacobin de la social-démocratie, Engels ne savait pas seulement mesurer l'importance de l'action exercée d'en haut, n'admettait pas seulement la participation à un gouvernement révolutionnaire avec la bourgeoisie républicaine, mais *exigeait* encore cette participation, *exigeait* du pouvoir révolutionnaire une initiative militaire énergique. Ce faisant, Engels jugeait de son devoir de donner des conseils *pratiques* de direction *militaire*.

« Cette insurrection, bien que sottement commencée, dit-il, aurait eu encore de grandes chances de succès *si elle avait* été *dirigée de façon tant soit peu raisonnable* *, ne fût-ce qu'à la manière de ces mutineries militaires espagnoles où la garnison d'une ville se soulève, marche sur la ville voisine, entraîne derrière elle la garnison de cette ville déjà travaillée par avance et, grandissant comme une avalanche, marche sur la capitale, jusqu'à ce que le succès d'une bataille ou le passage à ses côtés des troupes envoyées contre elle décide de la victoire. Une telle méthode était alors particulièrement indiquée. Partout les insurgés s'étaient depuis longtemps déjà organisés en bataillons de volontaires. La

* Wäre er nur mit einigem Verstand geleitet worden. Pauvre Engels! Dommage qu'il ne connaisse pas la nouvelle *Iskra* ! Il saurait tout ce qu'il y a de néfaste, de pernicieux, d'utopique, de bourgeois, de techniquement unilatéral et de conspirativement étroit dans l'idée « jacobine » de vouloir *diriger* (geleitet werden) l'insurrection !

discipline, sans doute, y était mauvaise, mais certainement pas pire que celle qui régnait dans les débris de la vieille armée espagnole, presque partout en désagrégation. Les seules troupes sur lesquelles le gouvernement pouvait compter étaient les gendarmes, mais elles se trouvaient dispersées dans tout le pays. Il fallait avant tout empêcher les détachements de gendarmes de se concentrer ; or, on ne pouvait y parvenir qu'en attaquant et en osant sortir à découvert. Cette façon d'agir n'offrait pas grand danger, car le gouvernement ne pouvait opposer aux volontaires que des soldats aussi peu disciplinés qu'ils l'étaient eux-mêmes. Si l'on voulait vaincre, il n'y avait pas d'autre moyen. »

Ainsi raisonnait le fondateur du socialisme scientifique quand il envisageait les problèmes de l'insurrection et de l'action directe à l'époque d'une explosion révolutionnaire ! Bien que l'insurrection ait été déclenchée par les républicains petits-bourgeois, bien qu'il ne fût question pour le prolétariat ni de la révolution socialiste ni d'une liberté politique des plus élémentaires et des plus nécessaires. Engels appréciait infiniment la participation la plus active des ouvriers à la lutte pour la république ; il exigeait des chefs du prolétariat la subordination de tout leur activité à la nécessité de vaincre dans la lutte commencée ; Engels entrait lui-même, comme un des chefs du prolétariat, jusque dans les détails de l'organisation militaire ; Engels ne dédaignait point, si elles pouvaient contribuer à la victoire, les méthodes de lutte vieillies, celles des mutineries militaires ; Engels mettait au premier plan l'offensive et la centralisation des forces révolutionnaires. Il adressa les reproches les plus amers aux bakouninistes pour avoir érigé en principe « ce qui avait été un mal inévitable à l'époque de la guerre des paysans et des insurrections de mai 1849 en Allemagne, à savoir *le fractionnement et la dispersion des forces révolutionnaires*, ce qui a permis aux mêmes troupes gouvernementales d'écraser une insurrection après l'autre ». Les opinions d'Engels sur la façon de diriger l'insurrection, d'organiser la révolution, d'utiliser le pouvoir révolutionnaire sont aussi loin des opinions suivistes de la nouvelle *Iskra* que le ciel l'est de la terre.

Dégageant les enseignements de la révolution espagnole, Engels souligne en premier lieu que « les bakouninistes ont

été obligés, dès qu'ils se sont trouvés dans une situation révolutionnaire sérieuse, de jeter par-dessus bord tout leur programme antérieur ». Premièrement, ils ont dû jeter par-dessus bord le principe qui veut l'abstention de toute activité politique et de toute participation aux élections, le principe de la « destruction de l'Etat ». Deuxièmement, « ils ont jeté par-dessus bord le principe suivant lequel les ouvriers ne doivent participer à aucune révolution dont le but n'est point l'émancipation totale et immédiate du prolétariat, et ils ont eux-mêmes pris part à un mouvement manifestement et purement bourgeois ». Troisièmement — et cette conclusion répond précisément à la question que nous discutons —, « ils ont foulé aux pieds le principe qu'ils venaient eux-mêmes de proclamer, à savoir que l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison envers la classe ouvrière ; ils l'ont foulé aux pieds en siégeant fort tranquillement dans les comités gouvernementaux de diverses villes, et cela presque partout, en qualité de minorité impuissante, dominée et politiquement exploitée par messieurs les bourgeois ». Incapables de diriger l'insurrection, dispersant les forces révolutionnaires au lieu de les centraliser, cédant la direction de la révolution à messieurs les bourgeois, dissolvant l'organisation solide et forte de l'Internationale, les « bakouninistes nous ont donné en Espagne un parfait exemple de la façon dont il *ne faut pas* faire la révolution ».

* * *

Résumant ce qui vient d'être exposé, on arrive aux conclusions suivantes :

1) Limiter par principe l'action révolutionnaire à une pression d'en bas et se refuser à exercer également une pression d'en haut, c'est de l'*anarchisme*.

2) Qui ne comprend pas les nouvelles tâches à une époque révolutionnaire, l'action d'en haut, qui ne sait pas définir les conditions et le programme de cette action, n'a aucune idée des tâches du prolétariat dans toute révolution démocratique.

3) Le principe selon lequel il est inadmissible pour les social-démocrates de participer avec la bourgeoisie à un

gouvernement révolutionnaire provisoire, cette participation constituant une trahison envers la classe ouvrière, est un principe *anarchiste*.

4) Toute « situation révolutionnaire sérieuse » impose au parti du prolétariat la direction consciente de l'insurrection, l'organisation de la révolution, la centralisation de toutes les forces révolutionnaires, l'offensive militaire hardie, l'emploi le plus énergique du pouvoir révolutionnaire.

5) Marx et Engels n'auraient pu approuver, et jamais n'eussent approuvé la tactique de la nouvelle *Iskra* dans la situation révolutionnaire actuelle, car cette tactique est précisément la répétition de toutes les fautes énumérées plus haut. L'attitude de principe que la nouvelle *Iskra* a adoptée, Marx et Engels l'eussent qualifiée de contemplation du « postérieur » du prolétariat et de rabâchage des aberrations anarchistes.

Nous examinerons dans un prochain article les objectifs du gouvernement révolutionnaire provisoire [160].

LA DÉBÂCLE

La bataille navale du détroit de Corée a retenu l'attention de la presse politique internationale. Le gouvernement tsariste a d'abord tenté de cacher l'amère vérité à ses fidèles sujets, mais il s'est bientôt convaincu de l'inanité de sa tentative. Il était, quoi qu'on fît, impossible de cacher la débâcle complète de la flotte russe.

Force nous est de répéter, en appréciant la signification politique de la dernière bataille navale, ce que nous disions dans le n° 2 de *Vpériod* * à propos de la chute de Port-Arthur. La complète faillite militaire de la Russie impériale était dès lors évidente, mais l'escadre de la Baltique inspirait encore aux patriotes russes une ombre d'espérance. Tous comprenaient que l'issue définitive de la guerre dépendait de la victoire navale de l'un des belligérants. L'autocratie voyait que l'issue malheureuse de la guerre équivalait à la victoire de « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire de la révolution. Aussi jouait-elle son va-tout. L'envoi hâtif de l'escadre de la Baltique en Extrême-Orient coûta des centaines de millions de roubles. Les équipages furent complétés au petit bonheur, les derniers préparatifs bâclés, la force numérique de la flotte fut augmentée de l'appoint donné aux nouveaux et puissants cuirassés par de « vieux sabots ». La Grande Armada — aussi grande, aussi lourde, aussi absurde, aussi impuissante, aussi monstrueuse que l'Empire Russe — se mit en route, dépensant un argent fou en charbon et en frais d'entretien, suscitant en Europe d'unanimes railleries, surtout après la brillante victoire qu'elle remporta

* Voir le présent tome, pp. 40-48. (*N.R.*)

sur des barques de pêche au mépris de toutes les coutumes et de toutes les exigences de la neutralité. D'après les estimations les plus modérées, cette Armada a coûté près de 300 millions de roubles, plus les frais d'envoi se montant à 100 millions de roubles, soit au total *400 millions de roubles* jetés sur cette dernière carte de l'autocratie en guerre.

Cette dernière carte est maintenant perdue. Tout le monde s'y attendait, mais personne ne croyait que la défaite de la flotte russe serait un désastre aussi irréparable. L'Armada russe s'est ruée tout droit, comme un troupeau de sauvages, sur la flotte japonaise magnifiquement armée et pourvue des moyens de défense les plus modernes. On s'est battu deux jours : 13 vaisseaux — sur les 20 bâtiments de guerre russes — montés par 12 à 15 000 hommes d'équipage ont été coulés ou détruits ; 4 capturés ; un seul a réussi à fuir et à gagner Vladivostok (*l'Almaz*). Plus de la moitié des équipages a péri, Rojdestvenski « en personne » et son adjoint Nébogatov sont prisonniers, mais la flotte japonaise sort indemne de la bataille, n'ayant perdu que trois torpilleurs.

La flotte de guerre de la Russie est définitivement détruite. La guerre est irrémédiablement perdue. L'expulsion complète des troupes russes de Mandchourie, la prise par le Japon de Sakhaline et de Vladivostok ne sont plus que des questions de temps. Ce n'est pas seulement une défaite militaire, c'est la complète faillite militaire de l'autocratie.

La signification de cette faillite, qui est celle de tout le système politique du tsarisme, apparaît de plus en plus nettement à l'Europe et au peuple russe tout entier, à chaque coup nouveau des Japonais. Tout se coalise contre l'autocratie : l'orgueil national blessé de la grande et de la petite bourgeoisie, la fierté indignée de l'armée, l'amertume de la perte de dizaines et de centaines de milliers de jeunes vies dans une folle aventure militaire, la colère que fait naître la dilapidation de l'argent du peuple par centaines de millions, la crainte de l'inévitable krach financier et de la longue crise économique que cette guerre ne manquera pas de provoquer, la crainte de la révolution populaire qui menace et que (de l'avis de la bourgeoisie) le tsar pourrait et devrait éviter à l'aide de concessions opportu-

nes et « raisonnables ». La revendication de paix grandit et s'élargit, la presse libérale s'indigne, les éléments les plus modérés, tels que les propriétaires fonciers de la tendance « Chipov », se mettent à menacer, le servile *Novoïé Vrémia* lui-même exige la réunion immédiate des représentants du peuple.

La bourgeoisie européenne, cet appui le plus sûr du tsarisme, commence aussi à perdre patience. Elle s'effraie de l'inévitable regroupement international, de la puissance grandissante du Japon jeune et neuf, de la perte d'un allié militaire en Europe. Elle s'inquiète du sort des milliards qu'elle a généreusement prêtés à l'autocratie. La révolution en Russie, qui émeut trop le prolétariat d'Europe et menace d'allumer un incendie universel, lui cause de sérieuses alarmes. Elle invite le tsarisme, au nom de « l'amitié » qu'elle lui porte, à se montrer raisonnable ; elle insiste sur la nécessité de la paix, de la paix avec les Japonais et de la paix avec la bourgeoisie libérale russe. L'Europe ne se dissimule nullement que la paix avec le Japon ne peut plus être acquise qu'au prix fort, mais elle considère, avec sens pratique et lucidité, que chaque mois de guerre à l'extérieur et de révolution à l'intérieur augmente inévitablement ce prix et le danger d'une explosion révolutionnaire qui emporterait, comme un fétu de paille, toute la politique de « concessions ». L'Europe comprend qu'il est infiniment difficile, presque impossible, à l'autocratie de s'arrêter en ce moment, car elle est allée trop loin ; et cette Europe bourgeoise s'efforce à la fois de se rassurer et de rassurer son allié par des rêves roses.

Voici, par exemple, ce que dit un journal de la bourgeoisie patriote française, *Le Siècle*, dans un article de Cornély intitulé « La fin d'une épopée » : « Maintenant que les Russes sont défaits sur mer après avoir essuyé sur terre une série de défaites, il incombe au gouvernement de faire la paix et de transformer ses forces militaires. Les gouvernements aventureux sont parfois obligés, par leurs propres prétentions ou par le souci de leur sécurité, de conduire à la guerre les peuples qu'ils dominent. Et comme leur propre existence est l'enjeu de ces luttes, ils exigent de leurs peuples des sacrifices sans cesse renouvelés, les conduisant ainsi à l'abîme. Telle fut en France

l'histoire de deux Empires. Telle eût été l'histoire du troisième Empire, si l'on avait réussi à l'établir chez nous.

La situation du gouvernement russe est précisément différente ; ses racines plongent aux profondeurs mêmes du peuple russe, et les malheurs communs, loin de diviser le gouvernement et le peuple, ne font que les attacher plus étroitement l'un à l'autre. César vaincu n'est déjà plus César. Le tsar malheureux peut rester populaire et sacré. »

Hélas, hélas ! La fanfaronnade de ce petit boutiquier chauvin français est « trop voyante », ses allégations — la guerre n'a pas séparé le gouvernement russe du peuple — sont tellement en contradiction avec les faits connus de tout le monde qu'elles appellent le sourire et paraissent une ruse innocente et naïve. Désireux de mettre son ami et allié, l'autocrate russe, en garde contre le krach inévitable vers lequel il s'achemine aveuglément, opiniâtrement en « César » authentique, le bourgeois français assure tendrement ce César qu'il ne doit pas ressembler aux autres Césars et qu'une autre solution, une solution meilleure, lui reste. « On croit ce qu'on veut. » La bourgeoisie française veut tellement avoir un puissant allié, le tsar, qu'elle se berce du conte romantique de l'infortune rapprochant le peuple russe de son tsar. Nous avons d'autant moins de raison de prendre ce conte au sérieux que M. Cornély n'y croit certainement pas lui-même.

Les gouvernements césariens ne sont pas les seuls gouvernements enclins aux aventures ; il arrive que les gouvernements des monarques les plus légitimes, appartenant aux plus vieilles dynasties, le soient aussi. L'autocratie russe, en retard d'un siècle entier sur l'histoire, a plus de penchant aux aventures que n'en eut n'importe quel Empire français. L'autocratie a précisément jeté le peuple dans l'aventure d'une guerre absurde et déshonorante. Elle est maintenant devant la fin qu'elle mérite. La guerre a révélé toutes ses plaies, mis à nu toute sa pourriture, montré combien elle est éloignée du peuple, brisé les seuls appuis d'une domination césarienne. La guerre a été un juge implacable. Le peuple a déjà prononcé son verdict sur ce gouvernement de bandits. Ce verdict, la révolution l'exécutera.

« Prolétari » n° 3
du 9 juin (27 mai) 1905

Conforme au texte du journal

LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE ET MAQUIGNONNAGE LIBÉRAL

La formation des partis politiques est l'une des particularités les plus intéressantes et les plus caractéristiques de notre intéressante époque. L'ancien régime, l'autocratie, s'effondre. Comment édifier le régime nouveau et quel régime nouveau ? Des milieux de plus en plus larges appartenant non seulement à la « société », c'est-à-dire à la bourgeoisie, mais encore au « peuple », c'est-à-dire à la classe ouvrière et à la paysannerie, commencent à y penser de plus en plus. Aux yeux du prolétariat conscient, les tentatives des diverses classes sociales en vue d'indiquer un programme et de jeter les bases d'une organisation de la lutte politique ont une immense importance. Quoi qu'il y ait de fortuit, d'arbitraire et parfois de creux dans ces tentatives, émanant le plus souvent de personnalité isolée ne portant aucune responsabilité devant personne et que personne ne suit, les intérêts essentiels et les tendances des grandes classes sociales se manifestent, de façon générale, avec une force irrésistible. Du chaos apparent des déclarations, des revendications, des programmes, on voit surgir la physionomie politique de notre bourgeoisie et son programme politique authentique (et non plus exclusivement apparent). Le prolétariat reçoit une documentation de plus en plus ample lui permettant de juger comment *se comportera* la bourgeoisie russe qui parle maintenant d'action politique, et quelle attitude elle adoptera dans la bataille révolutionnaire décisive vers laquelle la Russie s'achemine si rapidement.

L'*Osvobojdénié* publié à l'étranger et qui dresse, sans que la censure lui fasse obstacle, le bilan des innombra-

bles manifestations des libéraux russes, apporte parfois une contribution tout à fait précieuse à l'étude de la politique de la bourgeoisie. Le « programme de l'*Union de l'Osvobojdénié*, que cette revue vient de publier (ou de reproduire d'après les *Novosti* du 5 avril) avec les commentaires édifiants de monsieur P.S., complète admirablement les décisions des congrès des zemstvos et le projet de Constitution du même groupement, dont nous avons parlé dans le n° 18 de *Vpériod* *. Monsieur P.S. le dit avec raison : « L'élaboration et le vote de ce programme constituent un grand pas vers la création d'un parti constitutionnel démocrate en Russie. »

C'est certainement, pour les libéraux russes, un grand pas assez remarquable dans l'épopée déjà assez longue des manifestations libérales. Mais combien ce grand « pas » des libéraux est insignifiant en comparaison de ce qu'il faudrait pour créer un parti authentique, en comparaison même de ce que la social-démocratie a déjà créé, par exemple, à cette fin ! La bourgeoisie dispose d'une liberté d'action légale infiniment plus grande que celle du prolétariat, elle possède des cadres d'intellectuels et des ressources financières infiniment plus considérables ; les facilités de former un parti politique sont pour elle incomparablement plus grandes, et pourtant nous sommes encore en présence d'un « parti » sans appellation officielle, sans programme général, clair et précis, sans tactique, sans organisation ; d'un « parti » formé, d'après Monsieur P.S. qui est compétant, de la « fraction des zemstvos » et de l'*Union de l'Osvobojdénié*, c'est-à-dire d'un conglomérat inorganisé ajouté à une organisation. Mais, peut-être, les membres de la fraction des zemstvos sont-ils des « membres du parti » en ce sens fameux que, reconnaissant le programme, ils agissent « sous le contrôle d'une organisation du parti », d'un groupe de l'*Union de l'Osvobojdénié* ? Autant cette conception de l'adhésion à un parti est contraire à l'esprit social-démocrate, autant elle est commode aux libéraux, adaptée à leurs fins, conforme à toute leur physionomie politique. De cette notion de parti (exprimée non dans des statuts écrits, mais dans la structure réelle du « parti »)

* Voir le présent tome, p. 429. (*N.R.*)

découle, entre autres, que les membres organisés du parti, c'est-à-dire les membres de l'*Union de l'Osvobojdénié*, sont dans la majorité des cas partisans du *système de la Chambre unique*, mais y renoncent néanmoins dans leur programme et, complaisants envers les membres non organisés du parti et la « fraction des zemstvos » qui est partisan de deux Chambres, passent la question sous silence. Le rapport des « forces » est, peut-on dire, providentiel pour l'activité politique de la bourgeoisie : les intellectuels organisés proposent, les hommes d'affaires inorganisés, les brasseurs d'affaires, les capitalistes, disposent.

Monsieur P.S. qui accueille avec enthousiasme le programme de l'*Union de l'Osvobojdénié* défend *en principe* l'équivoque, la réticence, un programme inachevé, l'organisation diffuse et les silences tactiques, et défend le tout par des considérations de « politique réaliste » ! Nous reviendrons sur cette idée sans pareille, extrêmement significative quant à la nature profonde du libéralisme bourgeois ; passons, pour l'instant, à l'analyse des bases du programme libéral.

Comme nous l'avons déjà dit, le parti n'a pas d'appellation officielle. Monsieur P.S. l'appelle du nom qui figure, je crois, dans les colonnes de nos journaux légaux de tendance libérale : « Parti constitutionnel-démocrate ». Et si peu importante que soit à première vue l'appellation d'un parti, nous trouvons tout de suite, ici encore, quelque documentation permettant d'expliquer pourquoi la bourgeoisie *doit*, à la différence du prolétariat, se contenter d'une politique diffuse et même la défendre « en principe » ; elle le « doit » non en raison de ses prédispositions subjectives ou des qualités de ses chefs, mais pour des raisons objectives tenant à l'existence de la classe bourgeoise considérée comme un tout. L'appellation de « Parti constitutionnel-démocrate » rappelle le fameux adage : la langue a été donnée à l'homme pour dissimuler sa pensée. Elle a été inventée pour dissimuler le caractère *monarchique* du parti. Qui ne sait, à la vérité, que ce parti est tout entier monarchiste, tant dans ses éléments dirigeants — la fraction des zemstvos — que dans l'*Union de l'Osvobojdénié* ! Ni les uns ni les autres ne parlent même de république, considérant les conversations sur ce sujet comme

« dépourvues de sérieux » ; leur projet de Constitution reconnaît nettement et catégoriquement la monarchie. Nous sommes ainsi en présence d'un parti d'adeptes de la monarchie constitutionnelle, d'un parti monarchiste constitutionnel. C'est un fait indubitable, et que nul raisonnement sur l'admission « en principe » de la république (bien que les constitutionnels-démocrates ne nous aient pas encore servi de ces raisonnements-là !) ne saurait éliminer, car il s'agit non d'une question « de principe », mais d'une reconnaissance pratique et politique, il s'agit d'avouer le désir de conquérir et la nécessité de combattre.

Mais tout est là : messieurs les bourgeois *ne peuvent pas* se nommer maintenant par leur vrai nom. C'est impossible, aussi impossible que de se promener tout nu dans la rue. On ne peut pas dire ouvertement la vérité, on ne peut pas dire à haute voix ce qui est, *aussprechen was ist*, parce que ce serait reconnaître l'un des privilèges politiques les plus sauvages et les plus nuisibles, se reconnaître soi-même *anti*démocrate. Et ce n'est pas seulement parce que ce serait trop infâme, trop gênant, trop inconvenant que la bourgeoisie, luttant pour la liberté politique, ne le peut pas. Non, les politiques de la bourgeoisie ne reculeront devant aucune inconvenance quand l'exigeront leurs intérêts. Mais leurs *intérêts* exigent en ce moment la liberté, et la liberté ne peut pas être conquise *sans le peuple*, et l'on ne peut s'assurer l'appui du peuple sans se qualifier de « démocrate » (c'est-à-dire de partisan de la souveraineté du peuple), *sans cacher ses convictions monarchistes*.

Ainsi la situation de la bourgeoisie en tant que classe l'amène infailliblement à l'instabilité intérieure et l'oblige à déterminer en termes faux ses tâches politiques essentielles : la lutte pour la liberté, pour la destruction des privilèges séculaires de l'autocratie est incompatible avec la défense des privilèges de la propriété privée, car ces privilèges obligent à des « prévenances » envers la monarchie. Le programme réel de la Constitution monarchique est pour cette raison revêtu des beaux atours éthérés de la Constitution démocratique. Et cet enjolivement du contenu réel du programme à l'aide d'oripeaux manifestement mensongers s'appelle « politique réaliste »...

Aussi l'idéologue de la bourgeoisie libérale parle-t-il, avec un dédain inimitable et une suffisance magnifique, des « représentants des partis extrêmes » qui font « dans le domaine de la théorie leurs propres délices » (*Osvobojdénié* n° 69-70, p. 308). Les politiques réalistes de la bourgeoisie ne veulent faire leurs délices ni de conversations sur la république, ni même de rêves de république, car ils ne désirent pas combattre pour la république. Mais ils éprouvent pour cette raison justement l'insurmontable besoin de *faire les délices* du peuple en lui offrant l'appât de la « démocratie ». Ils ne veulent pas se leurrer sur leur incapacité de renoncer à la monarchie, et c'est précisément pourquoi ils doivent tromper le peuple en faisant le silence sur leur attachement à la monarchie.

L'appellation n'est pas, comme vous le voyez, chose aussi fortuite et insignifiante que l'on eût pu le croire au premier abord. Il arrive que l'appellation criarde ou recherchée trahisse la tare profonde de tout un programme, de toute une tactique de parti. Plus l'idéologue de la grande bourgeoisie se sent intimement attaché à la monarchie, et plus il prodigue les assurances de fidélité à la démocratie. Plus l'idéologue de la petite bourgeoisie traduit l'instabilité de celle-ci, son incapacité de soutenir une action persévérante et ferme pour la révolution démocratique et le socialisme, et plus il met d'ardeur à discourir sur le parti « socialiste-révolutionnaire » dont on a dit, avec raison, que son socialisme n'est nullement révolutionnaire et que son esprit révolutionnaire ne se rattache nullement au socialisme. Les partisans de l'autocratie n'ont plus qu'à adopter (comme ils l'ont déjà tenté plus d'une fois) l'appellation de « parti du peuple » pour que nous ayons un tableau complet des travestissements des intérêts de classe sur les enseignes politiques.

L'enseigne de la bourgeoisie libérale (ou le programme de l'*Union de l'Osvobojdénié*) débute, comme il sied, avec une certaine éloquence : « L'*Union de l'Osvobojdénié* estime que la grave crise extérieure et intérieure à laquelle la Russie est en ce moment en proie s'est accentuée à tel point que le peuple doit prendre sur lui de la résoudre avec les autres groupements sociaux qui se sont dressés contre le régime existant. »

Que le pouvoir passe donc aux mains du peuple, vive la souveraineté du peuple au lieu de celle du tsar ! N'est-ce pas ainsi, messieurs ? N'est-ce pas ce qu'exige le démocratisme ?

Non, c'est se faire des délices dans le domaine théorique et méconnaître la politique réaliste. La plénitude du pouvoir politique appartient maintenant à la monarchie autocratique. Le peuple est contre elle, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie qui ont déjà engagé la lutte, qui la soutiennent avec acharnement et... semblent devoir s'y passionner jusqu'à l'écrasement complet de l'ennemi. Mais « d'autres groupements sociaux » existent à côté du « peuple » : la « société », en d'autres termes, la bourgeoisie, les propriétaires fonciers, les capitalistes, les professions libérales. Aussi faut-il diviser le pouvoir en trois parties égales. Un tiers sera laissé à la monarchie, un autre donné à la bourgeoisie (Chambre haute élue non au suffrage universel, mais au suffrage indirect et autant que possible inégal, en fait), le troisième reviendra au peuple (Chambre basse élue au suffrage universel, etc.). Ce « juste » partage assurera la ferme défense de la propriété privée et la possibilité d'user des forces organisées de la monarchie (armée, bureaucratie et police) contre le peuple, si ce dernier se laisse « entraîner » à formuler des exigences « déraisonnables » comme celles des « représentants des partis extrêmes, à seule fin d'en faire leurs propres délices théoriques ». Ce partage équitable, réduisant le peuple révolutionnaire à la minorité inoffensive d'un tiers, constitue une « transformation radicale sur les bases de la démocratie », et nullement sur celles de la monarchie ou des privilèges de la bourgeoisie.

Comment effectuer ce partage ? Grâce à un honnête maquignonnage. M.P. Strouvé l'avait déjà prophétisé, dans la préface au mémoire de Witte, en faisant remarquer que les partis modérés gagnent toujours à l'aggravation de la lutte entre les partis extrêmes. La lutte entre l'autocratie et le peuple révolutionnaire s'aggrave. Il faut louvoyer entre l'un et l'autre, s'appuyer sur le peuple révolutionnaire (en le séduisant par la « démocratie ») contre l'autocratie, s'appuyer sur la monarchie contre les « excès » du peuple révolutionnaire. En louvoyant habi-

lement on arrivera certainement à un résultat dans le goût du partage sus-indiqué, le « tiers » au moins étant en tout cas assuré à la bourgeoisie et le partage des deux autres parts entre le peuple et l'autocratie dépendant de l'issue de leur lutte décisive. Sur qui faut-il s'appuyer le plus ? Cela dépend du moment. Tel est le fond de la politique des marchandages, de la politique « réaliste », voulons-nous dire.

L'autocratie détient encore la plénitude du pouvoir. Aussi faut-il dire que le peuple doit prendre le pouvoir. Aussi faut-il s'appeler démocrate. Aussi faut-il émettre la revendication de « réunion immédiate de l'Assemblée constituante élue au suffrage universel, etc., afin d'élaborer la Constitution russe ». Le peuple n'est pas armé en ce moment, il est divisé, il n'est pas organisé, il est impuissant contre la monarchie autocratique. L'Assemblée constituante unira le peuple, deviendra une force importante qui s'opposera à celle du tsar. Et c'est alors, quand se trouveront face à face le pouvoir impérial et la force cohérente du peuple révolutionnaire, c'est alors que cela sera vraiment une fête pour la bourgeoisie, c'est alors seulement qu'elle pourra, avec la plus sûre espérance de succès, « accorder » les deux forces en présence, et assurer la solution la plus avantageuse aux classes possédantes.

Tel est le calcul des politiques réalistes du libéralisme. Ce calcul n'est pas sot. Ils y incluent sciemment le maintien de la monarchie et l'acceptation de l'Assemblée constituante du peuple entier à côté de la monarchie, pas autrement. La bourgeoisie ne veut pas le renversement du pouvoir existant, la substitution de la république à la monarchie. Aussi la bourgeoisie russe se prononce-t-elle (à l'instar de la bourgeoisie allemande de 1848) pour un « accord » entre le peuple et le trône. Le succès de cette politique de conciliation exige que ni l'une ni l'autre des forces en présence, ni le peuple ni le trône, ne puisse remporter de victoire complète ; ils doivent s'équilibrer. Alors, alors seulement la bourgeoisie pourra s'unir à la monarchie, prescrire au peuple la soumission et l'obliger de se contenter d'un « tiers »... ou peut-être même d'un centième du pouvoir. L'Assemblée constituante du peuple entier aura précisément assez de force pour obliger le tsar à ac-

corder une Constitution, mais ne peut *ni ne doit* (du point de vue des intérêts de la bourgeoisie) en avoir davantage. Elle est seulement destinée à équilibrer la monarchie et non à la renverser, elle doit laisser les instruments matériels du pouvoir (l'armée, etc.) entre les mains de la monarchie.

Les gens de l'*Osvobojdénié* se moquent des adeptes de Chipov qui veulent donner le pouvoir au tsar et réserver au peuple la force de l'opinion publique. Mais ne se placent-ils pas eux-mêmes sur une position identique ? Car enfin, eux non plus ne veulent pas donner au peuple l'*intégrité* du pouvoir, eux aussi sont pour l'*accord* entre le pouvoir du tsar et l'opinion populaire !

Nous voyons ainsi que les intérêts de la bourgeoisie, considérée en tant que classe, amènent tout naturellement et inévitablement, dans la phase révolutionnaire actuelle, au mot d'ordre de l'Assemblée constituante, et *nullement à celui du gouvernement révolutionnaire provisoire.* Le premier mot d'ordre est ou est devenu celui d'une politique de conciliation, de marchandages et de maquignonnages. Le second est celui de la lutte révolutionnaire. Le premier mot d'ordre appartient à la bourgeoisie monarchiste, le second au peuple révolutionnaire. Le premier assure par-dessus tout la possibilité de maintenir la monarchie en dépit de l'offensive révolutionnaire du peuple. Le second montre le chemin direct de la république. Le premier laisse au tsar le pouvoir quelque peu limité par l'opinion populaire. Le second est le seul qui conduise rigoureusement, sans réserve, à la souveraineté du peuple dans le plein sens de ce mot.

Seule cette différence radicale dans les prises de position de la bourgeoisie libérale et du prolétariat révolutionnaire touchant les tâches politiques nous explique, outre les traits que nous avons déjà observés, divers aspects secondaires du programme de l'*Osvobojdénié*. On ne peut, par exemple, comprendre que sous cet angle la *nécessité* de la réserve formulée par les gens de l'*Osvobojdénié* : les décisions de leur Union « ne peuvent être considérées comme *obligatoires* que tant que les conditions politiques demeurent invariables » ; un élément « conventionnel et provisoire » est ainsi admis dans le programme. Cette réserve

(longuement et très « savoureusement » développée dans les commentaires de Monsieur P.S.) est sans conteste nécessaire au parti de la « conciliation » du peuple et du tsarisme. Elle laisse entendre plus clair que le jour que les membres de l'*Union de l'Osvobojdénié* renonceront pour une politique de marchandages (une politique « réaliste ») à nombre de leurs revendications démocratiques. Leur programme n'est ni l'expression de convictions inébranlables (qui ne sont pas le propre de la bourgeoisie), ni la définition des objectifs pour lesquels on doit combattre. Non, leur programme *demande* simplement un prix fort, fixé à l'avance, en tenant compte de l'inévitable « rabais » qu'il faudra consentir selon la « fermeté » de l'une et l'autre des parties. *La bourgeoisie constitutionnelle « démocrate » (lire : constitutionnelle monarchiste) conclura le marché avec le tsarisme à un prix inférieur à celui qu'indique son programme actuel*, il n'y a pas lieu d'en douter, et le prolétariat conscient ne doit se faire aucune illusion à ce sujet. D'où l'hostilité de Monsieur P.S. à l'égard de la division en programme minimum et en programme maximum, comme à l'égard de « fermes décisions sur le programme en général ». D'où les assurances de Monsieur P.S. que le programme de l'*Union de l'Osvobojdénié* (sciemment exposé sous la forme de *descriptions* littéraires, approximatives, et non sous la forme de revendications déterminées, nettement formulées) « *est plus que suffisant* pour un parti poursuivant les fins d'une politique réaliste ». D'où le silence fait dans le programme des « démocrates » monarchistes sur l'armement du peuple, l'omission de toute formule catégorique sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'insistance mise à démontrer l'impossibilité d'abolir les impôts indirects. D'où la substitution de l'autonomie culturelle des nationalités opprimées à leur autonomie politique. D'où l'aveu candide des liens entre le démocratisme et les intérêts du capital, la reconnaissance de la nécessité « d'encourager avec une force nouvelle le développement des forces productives du peuple » et la « prospérité de l'industrie » au lieu de « protéger certaines entreprises et certains patrons », etc. D'où la réduction de la réforme agraire à la « distribution » purement bureaucratique de terres aux paysans, les propriétaires fonciers devant

obligatoirement être « *indemnisés* » de la perte des terres attribuées aux paysans, c'est-à-dire, en d'autres termes, la défense résolue de l'inviolabilité de la « propriété » fondée sur le servage et l'oppression. Telles sont, répétons-le, les conséquences naturelles et inévitables de la situation même de la bourgeoisie, considérée en tant que classe, dans la société moderne. Autant de confirmations de la différence radicale existant entre la politique prolétarienne de lutte révolutionnaire et la politique bourgeoise de maquignonnage libéral.

« Prolétari » n° 3
du 9 juin (27 mai) 1906

Conforme au texte du journal collationné sur le manuscrit

AUX OUVRIERS JUIFS [161]

Publiant en yiddish un compte rendu du IIIe Congrès du P.O.S.D.R., la rédaction de l'Organe central du parti croit devoir présenter cette édition en quelques mots.

Les conditions d'existence du prolétariat conscient du monde entier tendent à resserrer les liens et l'unité des ouvriers de toutes les nationalités dans leur action social-démocratique organisée. Le grand mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », qui retentit pour la première fois il y a plus d'un demi-siècle, n'est plus uniquement celui des partis social-démocrates des différents pays. Il s'incarne de plus en plus dans la tactique unifiée de la social-démocratie internationale, comme dans l'unité d'organisation des prolétaires des diverses nationalités luttant pour la liberté et le socialisme sous le joug d'un même Etat despotique.

Les ouvriers de toutes nationalités — et surtout ceux qui ne sont pas de nationalité russe — subissent en Russie un joug économique et politique tel qu'on n'en voit dans aucun autre pays. Les ouvriers juifs souffrent à la fois d'une oppression économique et politique, particulièrement pesante pour eux en tant que nationalité privée de tous droits, et d'une oppression qui les dépouille des droits civiques élémentaires. Plus cette servitude est lourde, et plus est grande la nécessité de l'union la plus étroite entre les prolétaires des diverses nationalités, faute de quoi une lutte victorieuse contre l'oppression serait impossible. Plus l'autocratie spoliatrice s'emploie à semer la discorde, la

méfiance et la haine entre les nationalités qu'elle opprime, plus sa politique qui pousse les masses inconscientes aux pogroms est infâme, et plus, social-démocrates, nous devons travailler à fondre tous les partis social-démocrates isolés, appartenant à diverses nationalités, en un seul Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Le Ier Congrès de notre parti, tenu au printemps de 1898, s'est donné pour but la création de cette unité. Le parti, afin que personne ne puisse lui attribuer un caractère national, s'est donné le nom de parti de Russie et non de parti russe. L'organisation des ouvriers juifs — le Bund — y est entrée en conservant son autonomie. L'unité des social-démocrates juifs et non juifs dans un seul parti s'est malheureusement trouvée détruite à partir de ce moment. Des idées nationalistes nettement contraires à l'idéologie de la social-démocratie se sont répandues parmi les militants du Bund. Au lieu de chercher à rapprocher les ouvriers juifs et non juifs, le Bund s'est engagé dans la voie de l'isolement des ouvriers juifs, en faisant ressortir dans ses congrès le particularisme des juifs en tant que nation. Au lieu de continuer l'œuvre du Ier Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et de resserrer davantage l'union avec le parti, le Bund a fait un premier pas vers la séparation : il s'est d'abord retiré de l'organisation unifiée du P.O.S.D.R. à l'étranger pour fonder sa propre organisation à l'étranger ; puis il est sorti du P.O.S.D.R. quand le IIe Congrès de notre parti eut refusé, en 1903, à une grande majorité, de reconnaître en lui le seul représentant du prolétariat juif. S'obstinant à se déclarer le seul représentant du prolétariat juif, le Bund ne voulait, en outre, admettre dans ses activités aucune limite régionale. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. ne pouvait, évidemment, accepter ces conditions, car dans de nombreuses régions — dans le sud de la Russie, par exemple — le prolétariat juif organisé adhère directement au parti. Refusant d'en tenir compte, le Bund s'est retiré du parti, sapant ainsi l'unité du prolétariat social-démocrate, en dépit du travail accompli en commun au IIe Congrès, du programme et des statuts du parti.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a exprimé, par l'organe de ses IIe et IIIe Congrès, sa conviction iné-

branlable que cette sécession du Bund a été une erreur profonde et funeste. L'erreur du Bund résulte de ses idées nationalistes qui sont fausses dans leur principe même ; elle résulte de sa prétention injustifiée au monopole de la représentation du prolétariat juif, prétention qui devait fatalement engendrer le principe de l'organisation fédéraliste ; elle résulte de la politique d'isolement et de particularisme qu'il a poursuivie des années durant à l'égard du parti. Nous sommes convaincus que cette erreur doit être redressée et qu'elle le sera certainement avec la croissance ultérieure du mouvement. Nous nous considérons idéologiquement unis au prolétariat social-démocrate juif. Depuis le IIe Congrès, notre Comité central, loin de faire une politique nationaliste, s'efforçait de créer des comités (Polessié, Nord-Ouest), réunissant tous les ouvriers de la région, juifs et non juifs. Le IIIe Congrès a adopté une résolution sur les publications en yiddish. Nous conformant à cette résolution, nous publions maintenant en yiddish la traduction complète du compte rendu du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. qui a déjà paru en russe. Les ouvriers juifs, ceux qui ont leur place dans nos rangs comme ceux qui sont momentanément en dehors de nos organisations, connaîtront par ce document le développement de notre parti. Ils verront que notre parti sort déjà de la crise intérieure dont il a souffert après le IIe Congrès. Ils verront quelles sont ses aspirations réelles et quelle est son attitude envers les autres organisations et partis social-démocrates nationaux ; ils verront quelle est l'attitude du parti et de son centre dirigeant envers les divers éléments qui composent le parti. Ils verront enfin — et c'est là l'essentiel — quelles directives tactiques le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. a données à la politique du prolétariat conscient dans la phase révolutionnaire que nous traversons.

Camarades ! L'heure de la bataille politique contre l'autocratie tsariste, l'heure de la lutte du prolétariat pour la liberté de toutes les classes et de tous les peuples de la Russie, pour les aspirations socialistes du prolétariat, se rapproche. De terribles épreuves nous attendent. L'issue de la révolution en Russie dépend de notre conscience et de notre préparation, de notre unité et de notre décision.

Mettons-nous donc à l'œuvre avec plus d'audace et de solidarité, faisons tout notre possible pour que les prolétaires des diverses nationalités marchent vers la liberté, guidés par un Parti ouvrier social-démocrate de Russie réellement uni !

La Rédaction de l'Organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

Rédigé fin mai (début juin) 1905. Publié pour la première fois en yiddish en 1905 comme préface à la brochure : « Information sur le III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie »

Conforme au texte de la brochure Traduit du yiddish

UNE NOUVELLE UNION OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

On nous a fait parvenir les appels du Comité central de l'Union de Libération de Russie (U.L.R.), imprimés et distribués en Russie : 1) une déclaration exposant les buts et le caractère de l'Union ; 2) un appel aux ouvriers annonçant la fondation d'une Union ouvrière (U.L.R.) ; 3) les statuts de cette Union ouvrière. On peut voir, d'après ces documents, que « l'U.L.R. n'est pas un parti avec un programme déterminé et qui n'appartient qu'à elle, mais une association de tous ceux qui veulent que le pouvoir passe de l'autocratie entre les mains du peuple à l'aide d'une insurrection armée et de la convocation d'une Assemblée constituante », élue au suffrage universel, etc. « La nécessité pressante, lisons-nous dans la déclaration, d'atteindre le but général immédiat, l'Assemblée constituante, a engendré l'U.L.R. qui se propose de réunir tous ceux qui souhaitent la liberté politique de la Russie et l'accomplissement de la révolution. Quand cet objectif aura été atteint, l'U.L.R. cessera son activité, chargera la milice populaire de protéger les représentants du peuple et d'assurer la sécurité générale. »

Les statuts de l'Union ouvrière comportent 43 paragraphes. Son but est défini de la manière suivante : « 1) organiser des détachements en vue d'une insurrection armée ; 2) recueillir les fonds nécessaires pour l'armement et la presse d'un caractère strictement prolétarien ». L'Union ouvrière est composée d'organismes à 4 degrés : 1) groupes d'ouvriers (principalement d'un même atelier) ; 2) conseils d'usine ; 3) assemblées d'arrondissements ; 4) comités de l'Union ouvrière. Les instances supérieures sont compo-

sées de représentants élus de l'instance inférieure, avec deux exceptions : premièrement, chaque comité de l'Union ouvrière comprend un membre du Comité central de l'U.L.R.; deuxièmement, il n'est pas question de l'élection et d'un contrôle quelconque du Comité central. En ce qui concerne les rapports de l'Union ouvrière et de l'U.L.R. on lit seulement : « L'Union ouvrière sera reliée par nous (Comité central de l'U.L.R.) à toutes les autres associations ouvrières et non ouvrières. » Il n'est pas question de l'organisation de l'U.L.R. elle-même, de ses rapports avec le Comité central. Dans l'appel aux ouvriers, le Comité central de l'Union de Libération de Russie expose son but immédiat de la manière suivante : « Nous élaborerons un plan détaillé de l'insurrection, nous vous indiquerons comment former un détachement, nous vous apprendrons à vous armer, vous fournirons des armes à feu. Enfin, nous unirons les actions de tous ceux qui souhaitent délivrer la Russie, et qui sont disséminés dans toutes les villes et localités, du joug de l'autocratie, et ensuite, nous donnerons le signal de l'insurrection générale. » Enfin, remarquons encore qu'il est dit dans les statuts de l'Union ouvrière (§ 4) : « L'appel à former l'Union ouvrière sera diffusé dans toutes les usines de Saint-Pétersbourg et de ses environs. »

On voit, de ce qui précède, que nous sommes en présence d'une tentative d'organisation « indépendante », hors parti, d'une insurrection armée du peuple en général, et des ouvriers de Pétersbourg en particulier. Nous ne nous demanderons pas ici à quel point cette tentative est sérieuse : on ne pourra en juger définitivement que par les résultats ; pour l'instant, on ne pourrait juger que d'après des informations privées ou confidentielles ; or, nous ne disposons d'*aucune* information à ce sujet. Nous voulons nous arrêter sur l'appréciation de la portée de principe de cette tentative et sur les problèmes tactiques et d'organisation qu'elle pose à la social-démocratie.

Sans aucun doute, nous avons là une preuve importante de la maturité à laquelle est parvenue la question de l'insurrection armée du peuple. Désormais elle est soulevée non pas par des théoriciens, mais par les praticiens. Elle se pose non comme une déduction d'un programme déterminé (comme on posait, par exemple, cette question dans

la presse social-démocrate à l'étranger en 1902) *, mais comme un problème vital et actuel du mouvement réel. Il ne s'agit plus ici de la discussion d'un problème, ni même de la préparation de l'insurrection en général, mais de déclencher l'insurrection. Sans doute, toute la marche des événements est axée sur l'insurrection, toute la lutte pour la liberté a amené la nécessité d'une issue aussi décisive. On voit donc, entre autres, à quel point se trompent les social-démocrates qui essaient de tirer le parti en arrière, de l'empêcher de mettre immédiatement cette question à l'ordre du jour.

De plus, la tentative que nous examinons, montre le pas considérable en avant fait par la *démocratie révolutionnaire* en Russie. Nous avions indiqué depuis longtemps, dès le n° 7 de *Vpériod* **, l'apparition de ce nouveau groupement parmi les forces (partis et organisations) hostiles à l'autocratie. Nous disions que le caractère même de la révolution en Russie, à savoir la révolution démocratique bourgeoise, mène et mènera inévitablement à la croissance et à la multiplication des éléments combattifs les plus divers, qui expriment les intérêts des couches les plus différentes du peuple, prêts à une lutte décisive, passionnément attachés à la cause de la liberté, prêts à tout sacrifier pour elle, mais qui ne comprennent pas et ne sont pas capables de pénétrer la signification historique de la révolution en cours, son contenu de classe. La croissance rapide de ces éléments est très caractéristique pour une telle époque, quand tout le peuple est sous le joug de l'autocratie, et que la lutte politique ouverte ne pouvait pas encore délimiter définitivement les classes et former des partis définis, à la portée même des larges masses. Tous ces éléments indéterminés, qui ne se sont pas différenciés, forment justement les cadres de la démocratie révolutionnaire. Leur rôle est très important dans le combat pour la révolution démocratique : leur position hors parti, indéterminée, est, d'une part, symptomatique de la levée en masse des couches intermédiaires de la population pour une lutte acharnée et l'insurrection, des couches le moins liées à

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, p. 481. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 161-162. (*N.R.*)

l'une ou l'autre des deux classes ennemies de la société capitaliste, les couches de la paysannerie, de la petite-bourgeoisie, etc. D'autre part, le fait que ces révolutionnaires sans-parti se soient engagés sur la voie de la révolution garantit qu'à présent les couches populaires les plus retardataires dans tous les domaines, les plus éloignées d'un esprit de classe déterminé, se mettront en branle et se joindront à la lutte plus facilement, plus largement et plus rapidement. Dans la vieille Russie, seuls les intellectuels étaient révolutionnaires. Puis, le prolétariat des villes est devenu révolutionnaire. A présent, toute une série d'autres éléments sociaux, profondément « populaires », étroitement liés aux masses, se révoltent contre l'autocratie. Leur action est indispensable pour l'insurrection *populaire*. Leur signification pour le combat est, répétons-le, très grande. Mais leur rôle politique pour le mouvement *prolétarien* peut être parfois non seulement insuffisant, mais même négatif. Ces éléments sont seulement révolutionnaires, seulement démocrates, justement parce qu'ils ne sont pas liés à une classe déterminée, strictement distincte de la bourgeoisie dirigeante, c'est-à-dire au prolétariat. En luttant pour la liberté sans être étroitement liés au combat du prolétariat pour le socialisme, ils jouent un rôle dont la portée objective se ramène à défendre les intérêts de la bourgeoisie. Celui qui sert la liberté en général, sans se préoccuper spécialement de la mise à contribution de cette liberté par le prolétariat, de la conversion de cette liberté au profit de la lutte du prolétariat pour le socialisme, celui-là sert par là même, en fin de compte, les intérêts de la bourgeoisie, rien de plus. Nous ne minimisons pas l'héroïsme de ces hommes. Nous ne minimisons nullement leur rôle immense dans la conquête de la liberté. Mais nous affirmons et réaffirmons très énergiquement que leur action ne garantit pas le moins du monde la mise en œuvre des fruits de la victoire, des fruits de la liberté pour le prolétariat, pour le socialisme. Qui reste en dehors des partis, sert par là même, fût-ce involontairement et inconsciemment, les intérêts du parti au pouvoir. Qui lutte pour la liberté, en dehors des partis, sert par là même les intérêts de la force qui sera inévitablement au pouvoir, lors de l'avènement de la liberté, c'est-à-dire les intérêts

de la bourgeoisie. Voilà pourquoi nous disions plus haut qu'une organisation hors parti de l'insurrection est « indépendante » entre guillemets. En fait, la position sans parti, qui garantit une apparente indépendance, dépend le plus du parti au pouvoir, lui est subordonné le plus. En fait, ceux qui sont seulement révolutionnaires et seulement démocrates ne sont que l'avant-garde de la démocratie bourgeoise, et parfois, simplement, une force accessoire, voire de la chair à canon à son profit.

Passons maintenant de ces idées générales à l'examen plus approfondi de nos documents. « Laissons de côté, pour un temps, les discussions des partis et les désaccords de principe, s'écrie le Comité central de l'Union de Libération, dans son premier appel, serrons les rangs en un seul bloc puissant, en une Union de Libération de Russie et portons nos forces, ressources et connaissances au peuple dans sa lutte grandiose contre l'ennemi commun, l'autocratie. Nous devons marcher ensemble jusqu'à l'Assemblée constituante : elle seule peut nous donner la liberté politique sans laquelle une lutte de parti bien comprise est inconcevable. » Un ouvrier tant soit peu conscient sait parfaitement que le peuple qui lutte contre l'autocratie est constitué de la bourgeoisie et du prolétariat. La bourgeoisie désire ardemment la liberté, elle fait le plus de bruit à présent, intervient dans la presse ainsi qu'aux réunions contre l'autocratie, mais se trouvera-t-il un homme assez naïf pour ne pas comprendre que la bourgeoisie non seulement ne renoncera pas à la propriété privée de la terre et du capital, mais, au contraire, les défendra avec acharnement contre les attaques des ouvriers ? Pour un ouvrier, renoncer aux divergences de principes avec la bourgeoisie, à côté de laquelle il lutte contre l'autocratie, signifie *renoncer au socialisme*, à l'idée de socialisme, à l'action préparatoire en vue du socialisme. Pour un ouvrier, en un mot, cela signifie renoncer à sa libération économique, à l'affranchissement des travailleurs de la misère et de l'oppression. Car, partout dans le monde, la bourgeoisie a lutté pour la liberté et l'a conquise surtout grâce aux ouvriers pour lutter ensuite furieusement contre le socialisme. Par conséquent, l'appel à renoncer aux divergences est un appel *bourgeois*. Sous prétexte de se placer en dehors des partis,

le Comité central de l'Union prodigue aux ouvriers des phrases bourgeoises, leur inculque des idées bourgeoises, obscurcit leur conscience socialiste d'un brouillard bourgeois. Seuls les ennemis du socialisme, les bourgeois libéraux, les partisans de l'*Osvobojdénié* peuvent accueillir favorablement l'idée de renoncer pour un temps aux divergences entre ouvriers et bourgeois ; et seuls les démocrates révolutionnaires, insouciants du socialisme, comme les socialistes-révolutionnaires, peuvent le faire inconsciemment. Les ouvriers doivent lutter pour la liberté, sans perdre de vue *un instant* le socialisme et le travail en vue de sa réalisation, la préparation des forces et de l'organisation pour instaurer le socialisme.

Le Comité central de l'Union dit : « En éclaircissant la question des rapports avec les organisations et les partis existants, nous, Comité central de l'U.L.R., déclarons que nous ne prévoyons pas de divergences de principe avec les partis social-démocrates, étant donné que l'idée de l'Union ne contredit pas leurs programmes »... Ces mots démontrent l'incompréhension totale du socialisme par le C.C. de l'U.L.R. Le Comité central ne prévoit même pas la possibilité de divergences avec la social-démocratie ; or, nous venons de montrer l'existence d'une profonde divergence de principe ! Le Comité central ne voit pas de contradiction entre l'idée de l'Union et le programme de la social-démocratie ; or, nous avons déjà montré que cette contradiction est aussi profonde que celle qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie. Notre désaccord fondamental avec l'Union de Libération consiste justement en ce que celle-ci passe complètement sous silence le socialisme. Toute tendance politique *qui permet* de passer sous silence le socialisme, contredit fondamentalement le programme de la social-démocratie.

Les citations que nous venons de faire attestent que l'U.L.R. a de la sympathie pour la social-démocratie. Ne sachant rien de l'U.L.R., excepté leur tract, nous ne pouvons à l'heure actuelle juger de sa sincérité. Nous ne nous contenterons jamais, en tout cas, d'une sympathie platonique ; l'amour platonique ne nous suffit pas. Nous ne voulons pas seulement de la sympathie, nous voulons qu'on nous comprenne et que notre programme soit partagé par

ceux qui ne veulent pas de contradiction entre leurs idées et ce programme. L'Union de Libération de Russie parle de sa tâche « de répandre largement parmi les ouvriers la presse qui défend une doctrine *strictement prolétarienne* (c'est nous qui soulignons) ». Ce sont de très belles paroles, mais cela ne suffit pas. Si ces bonnes paroles contredisent les actes, aucune sincérité n'empêchera les auteurs de ces mots de se montrer en réalité les diffuseurs des idées bourgeoises dans la classe ouvrière. Réfléchissez à ce que signifie en effet une « doctrine strictement prolétarienne » ? Qui jugera si cette doctrine est strictement prolétarienne ? Peut-on trancher cette question « en laissant de côté pour un temps les désaccords des partis et les divergences de principe ? » Ne faudra-t-il pas à cet effet « laisser pour un temps de côté » la diffusion des publications parmi les ouvriers ?

Le Comité central de l'U.L.R. met de nouveau en avant le mot d'ordre « d'initiative » ouvrière. Notre parti a déjà connu plusieurs fois des tentatives de création d'une tendance particulière dans la social-démocratie sous le signe de ce fameux mot d'ordre : il en fut ainsi avec les « économistes » dans le passé, il en est de même avec les menchéviks et les gens de la nouvelle *Iskra* à l'heure actuelle. Chaque fois et toujours, il s'est avéré que ce mot d'ordre (indépendamment du fait que les gens qui le lancent en sont conscients ou pas) ne fait que servir les éléments qui tiennent le moins à l'intransigeance des principes et de l'idéologie du mouvement. Examinez cette nouvelle application du vieux mot d'ordre : est-ce que l'appel à « l'initiative » dans l'appréciation d'« une vision du monde strictement prolétarienne » ne rejoint pas sous nos yeux « l'initiative » de la relance des phrases bourgeoises, antiprolétariennes, la diffusion de l'idée bourgeoise de la position sans parti ? Nous répondrons au Comité central de l'Union : une vision du monde strictement prolétarienne ne peut être que le *marxisme*. Un programme et une tactique strictement prolétariens sont le programme et la tactique de la social-démocratie révolutionnaire internationale. Témoin, entre autres, justement l'expérience du prolétariat, du mouvement prolétarien dans le monde entier, de l'Allemagne à l'Amérique, de l'Angleterre à

l'Italie. Il s'est écoulé plus d'un demi-siècle depuis que ce mouvement a surgi pour la première fois dans l'arène politique, en 1848 ; les partis du prolétariat se sont formés et transformés en armées de millions d'hommes ; ils ont vécu plusieurs révolutions, ont subi les épreuves les plus diverses, les déviations à droite et à gauche, la lutte contre l'opportunisme et l'anarchisme. Cette immense expérience confirme la théorie marxiste et le programme de la social-démocratie. Elle *garantit* que les ouvriers qui suivent actuellement l'Union de Libération de Russie viendront en masse et inévitablement à la social-démocratie !

Continuons la citation : ...« Etant avant tout une organisation pratique, l'Union de Libération n'est pas en contradiction non plus, dans son action, avec le parti socialiste-révolutionnaire dans la mesure où nous unit la communauté des moyens — la lutte armée contre l'autocratie — et du but — la convocation de l'Assemblée constituante sur une base démocratique »... Après tout ce qui a été exposé plus haut, ce rapprochement de la démocratie révolutionnaire avec les socialistes-révolutionnaires ne peut naturellement pas nous étonner. En soulignant précisément à cet endroit de l'appel le caractère pratique de son organisation et en limitant sa solidarité avec les socialistes-révolutionnaires (« dans la mesure où ») à la communauté des moyens et du but le plus proche, l'Union, sans doute, s'abstient pour le moment de définir les rapports des « principes » socialistes-révolutionnaires et des principes « strictement prolétariens ». Une telle abstention serait une bien mauvaise recommandation pour un social-démocrate, mais en est une excellente pour un démocrate révolutionnaire. Malheureusement, la phrase suivante montre à quoi peut mener une position « sans parti »... « Nous n'avons même rien contre l'*Union de l'Osvobojdénié*, dit le Comité central de l'U.L.R., malgré la divergence fondamentale de nos convictions politiques, à condition, bien entendu, que l'*Union de l'Osvobojdénié* se pénètre de la nécessité d'une insurrection armée pour la convocation de l'Assemblée constituante. »

Remarquons, tout d'abord, à ce sujet que si l'U.L.R. a des divergences fondamentales avec l'*Union de l'Osvobojdénié* uniquement sur le plan politique, cela signifie

qu'elle n'est pas en contradiction avec le programme économique de l'*Union de l'Osvobojdénié*, c'est-à-dire qu'elle rejette carrément le socialisme et se base entièrement sur la démocratie révolutionnaire *bourgeoise* ! Evidemment cette conclusion est en contradiction avec la sympathie de l'U.L.R. « pour une doctrine strictement prolétarienne », mais le fond d'une position « hors parti » est justement d'engendrer des contradictions continuelles et insolubles.

Deuxièmement, en quoi consiste à proprement parler la divergence fondamentale des opinions politiques entre l'U.L.R. et l'*Union de l'Osvobojdénié* ? L'Union vient de se battre elle-même : elle venait d'inviter « à marcher ensemble jusqu'à l'Assemblée constituante » et « à laisser de côté pour un temps » (sans doute jusqu'à l'Assemblée constituante) « les discussions des partis et les désaccords de principe », et c'est justement l'U.L.R. elle-même qui soulève à présent, avant l'Assemblée constituante, une discussion et exprime son désaccord avec l'*Union de l'Osvobojdénié* qui a accepté dans son programme la convocation d'une Assemblée constituante sur une base démocratique !! Comment se fait-il que l'U.L.R., exprimant le désir « de diffuser ses convictions politiques » passe sous silence ce en quoi consistent ces convictions ? Est-ce que l'Union est républicaine à la différence de l'*Union de l'Osvobojdénié* monarchiste ? Revendique-t-elle, par exemple, la suppression de l'armée permanente et son remplacement par l'armement du peuple, la séparation complète de l'Église et de l'Etat, la suppression complète des impôts indirects, etc. ? Souhaitant simplifier et alléger l'action en écartant les discussions des partis et les désaccords de principe, l'U.L.R. a, en réalité, compliqué et entravé les choses par une position qui manque totalement de clarté.

Troisièmement, comment saurons-nous si l'*Union de l'Osvobojdénié* a rempli la condition posée par l'U.L.R., c'est-à-dire si elle s'est « réellement pénétrée de la nécessité d'une insurrection armée » ? Attendrons-nous sa déclaration officielle ? Mais l'*Union* ne veut rien dire sur les moyens de réaliser son programme. Elle laisse le champ libre à ses membres non seulement dans le choix de ces moyens, mais même dans la modification du programme.

Elle se considère comme une fraction « du parti constitutionnel-démocrate » (lire : constitutionnel-monarchiste) dont l'autre fraction est celle des zemstvos qui ne veulent pas être liés par un programme ou une tactique quelconques. Quel sens a, après cela, la condition posée par l'U.L.R. à l'*Union de l'Osvobojdénié* ? De plus, qui ne sait que les membres de cette organisation ne se lient ni par un programme bien déterminé ni par une tactique, quelle qu'elle soit, justement pour avoir, dans certains cas, la liberté complète de se prononcer (surtout officieusement) et pour la terreur et pour l'insurrection ? Par conséquent, nous en arrivons à la conclusion indéniable que, pour les membres influents et même les groupes influents de l'*Union de l'Osvobojdénié*, il ne sera pas difficile, s'ils le souhaitent, d'adhérer à l'U.L.R. et d'y occuper une place de direction. Etant donné la position sans parti de l'Union, un grand nombre de conditions qui ne dépendent pas d'elle (ressources financières importantes, relations sociales, etc.) seront réunies pour une telle issue. Et cette issue signifierait la transformation des milices populaires armées en instrument de la bourgeoisie libérale, la subordination de l'insurrection populaire à ses intérêts. Cette issue signifierait l'exploitation politique du prolétariat par la bourgeoisie dans la révolution démocratique russe. Avec une telle issue, l'affaire se ramènerait à ce que la bourgeoisie donne de l'argent pour l'armement du prolétariat, s'efforce, en prêchant la position sans parti, de le détourner du socialisme, d'affaiblir ses liens avec la social-démocratie et, de cette manière, aurait les plus grandes chances de faire des ouvriers son instrument, de les priver de la possibilité de défendre dans la révolution leurs propres intérêts, particuliers, « de parti », prolétariens.

* * *

De tout ce qui précède découlent naturellement les tâches tactiques que pose à la social-démocratie l'apparition d'une nouvelle union. Cette Union de Libération de Russie mérite-t-elle ou non qu'on lui fasse confiance, et surtout son Comité central incontrôlable et irresponsable ? Nous l'ignorons. Nous ne parlerons pas du Comité central de l'U.L.R., mais de l'union ouvrière de l'U.L.R.,

et même pas de cette union ouvrière précisément, mais d'unions ouvrières semblables en général. Ces « unions », organisations, groupes, cercles surgissent actuellement partout en Russie, sous diverses formes, appellations ou d'importance diverse. Toute la politique de l'autocratie qui force le peuple à prendre les armes et à se préparer à l'insurrection provoque inévitablement la formation de ces groupements. La composition hétéroclite de ces groupements indéterminée du point de vue de classe et souvent due au hasard, ainsi que l'extrême insuffisance de leurs effectifs et le grave manque de profondeur de l'action social-démocratique, leur confère inévitablement un caractère de groupes révolutionnaires démocrates sans parti. L'attitude pratique que la social-démocratie doit adopter à leur égard est une des questions pressantes de notre parti.

Nous devons avant tout et incontestablement utiliser tous les moyens pour expliquer aux membres de tels groupes en général et aux ouvriers en particulier le point de vue social-démocrate, sans rien laisser dans l'ombre, sans taire quoi que ce soit, en démontrant la nécessité pour le prolétariat de s'organiser justement en un parti et absolument en parti social-démocrate, s'il ne veut pas être politiquement exploité par la bourgeoisie. Mais il serait extrêmement pédant de notre part de mépriser de tels groupements ou de « rater » leur formation et leur importance considérable dans la lutte pour la liberté. Ce serait un dogmatisme impardonnable de la part des social-démocrates de considérer les ouvriers « sans parti » ralliés à ces groupements avec morgue et mépris. Nous voudrions tout particulièrement mettre en garde tous les membres du parti contre ces erreurs possibles, surtout à cause du réveil de l'économisme, de triste mémoire, et d'une conception étroite, suiviste, de nos tâches dans les rangs de la social-démocratie. Il est indispensable de consacrer toutes nos forces à la réalisation d'un échange mutuel de services entre ces groupes et les organisations de notre parti afin d'armer le plus grand nombre possible d'ouvriers. Il est indispensable d'avoir une attitude extrêmement prudente, délicate et amicale à l'égard des ouvriers prêts à mourir pour la liberté, qui s'organisent et s'arment pour la lutte, qui sont animés de la plus vive sympathie envers la lutte

prolétarienne, et dont nous sommes séparés par suite de l'absence, chez eux, d'une doctrine social-démocrate, par des préjugés contre le marxisme, par la survivance de conceptions révolutionnaires périmées. Il n'y a rien de plus facile que de rompre immédiatement avec des ouvriers qui ne partagent pas nos opinions ou de s'en écarter, mais il n'y a rien de plus stupide qu'une telle méthode. Nous devons nous rappeler que la social-démocratie ne peut être forte que par l'unité des larges masses prolétariennes, et cette unité se forme, en raison des conditions du capitalisme qui fractionnent, désunissent, abêtissent, non pas d'emblée, mais par des efforts constants et une patience infinie. Nous devons nous souvenir de l'expérience de nos camarades européens qui estiment devoir adopter une attitude prudente et amicale même à l'égard des ouvriers membres des unions catholiques, sans les repousser en affichant du mépris envers leurs préjugés religieux et politiques, mais en utilisant avec persévérence, habileté et patience chaque péripétie de la lutte politique et économique pour les éclairer et les rapprocher du prolétariat conscient sur le terrain d'une lutte commune. Combien il est plus indispensable pour nous d'avoir une attitude prévenante à l'égard des ouvriers révolutionnaires prêts à combattre pour la liberté, mais qui sont encore éloignés de la social-démocratie ! Répétons-le : ne passer nullement sous silence les conceptions social-démocrates, mais ne pas montrer le moindre mépris envers les groupes ouvriers révolutionnaires qui ne partagent pas ces opinions. Tant que de tels groupements ne se rallient pas officiellement à un parti non social-démocrate, nous ne sommes pas seulement en droit, mais nous avons le devoir de les considérer comme *ralliés au P.O.S.D.R.* C'est bien ainsi que nous devons également envisager, par exemple, l'Union ouvrière de l'Union de Libération de Russie ! Nous devons consacrer tous nos efforts pour faire connaître aux membres de cette Union la presse socialiste, pour propager oralement nos idées aux réunions de toutes ses filiales. Même dans les pays libres d'Europe on reconnaît qu'il serait utopique de prétendre, sous le capitalisme, faire de tous les prolétaires des social-démocrates conscients. Mais ni en Europe ni en Russie, l'idée de l'influence directrice

de la social-démocratie sur la masse du prolétariat n'est utopique. Il faut seulement apprendre à la réaliser, il faut se rappeler que nos meilleurs alliés dans le travail d'éducation des ouvriers qui ne sont pas conscients seront nos ennemis : le gouvernement et la bourgeoisie, et alors, au moment décisif, toute la masse ouvrière répondra à l'appel de la social-démocratie !

« Prolétari » n°4
du 17 (4) juin 1905

Conforme au texte du journal

LES OBJECTIFS DÉMOCRATIQUES DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

La social-démocratie, porte-parole conscient du mouvement ouvrier, s'assigne pour but l'émancipation totale de tous les travailleurs de tout joug et de toute exploitation. La réalisation de ce dessein, l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la création d'une société socialiste exigent le développement, à un très haut degré, des forces productives du capitalisme et l'organisation la plus puissante de la classe ouvrière. Dans la société bourgeoise contemporaine, on ne peut concevoir sans liberté politique ni un plein essor des forces productives, ni une lutte de classe libre, déclarée et large, ni l'éducation politique, l'instruction, la cohésion des masses prolétariennes. C'est pourquoi le prolétariat conscient poursuit toujours une lutte décidée pour une complète liberté politique, pour la révolution démocratique.

Ce but n'est pas uniquement le sien. La bourgeoisie a besoin, elle aussi, de liberté politique. Les représentants cultivés des classes possédantes ont depuis longtemps déjà arboré le drapeau de la liberté ; les intellectuels révolutionnaires, issus principalement de ces classes, ont héroïquement combattu pour la liberté. Mais la bourgeoisie considérée dans son ensemble est inapte à une lutte décisive contre l'autocratie ; elle craint d'y perdre la propriété qui l'attache à la société existante ; elle craint les actions par trop révolutionnaires des ouvriers, qui ne s'arrêteront jamais à la seule révolution démocratique, mais aspireront à une révolution socialiste ; elle craint de rompre entiè-

rement avec les hauts fonctionnaires, avec la bureaucratie dont les intérêts se rattachent à ceux des classes possédantes par des milliers de liens. Aussi, la lutte de la bourgeoisie pour la liberté se distingue-t-elle par son caractère timide, équivoque et inconséquent. L'un des objectifs du prolétariat, c'est de pousser la bourgeoisie en avant, de donner au peuple entier les mots d'ordre d'une révolution démocratique intégrale, d'en entreprendre hardiment lui-même l'application, d'être en un mot l'avant-garde, le détachement avancé dans la lutte pour la liberté du peuple tout entier.

Les social-démocrates russes ont dû, plus d'une fois, pour s'acquitter de cette tâche, faire la guerre à l'inconséquence du libéralisme bourgeois. Rappelons, par exemple, comment débuta l'activité non censurée de M. Strouvé, champion politique de la « libération » de la Russie. Elle débuta par une préface au « Mémoire » de Witte, préface formulant un mot d'ordre tout à fait conçu « dans l'esprit de Chipov » (pour parler le jargon de nos fractions politiques d'aujourd'hui) : « des droits et le pouvoir aux zemstvos ». La social-démocratie fit ressortir tout ce qu'il y avait d'inepte, de réactionnaire et d'arriéré dans ce mot d'ordre, exigea un programme démocratique énergique et bien déterminé, et le présenta elle-même comme partie intégrante de son propre programme. La social-démocratie avait à combattre dans ses propres rangs une conception trop étroite des objectifs démocratiques, que les « économistes » amoindrissaient de toutes les façons, préconisant « la lutte économique contre les patrons et le gouvernement », insistant sur la nécessité de commencer par la conquête des droits, de continuer par l'agitation politique et de ne passer qu'ensuite, peu à peu (théorie des phases), à la lutte politique.

Maintenant que la lutte politique s'est formidablement élargie, maintenant que la révolution a gagné le pays entier, les libéraux les plus modérés sont devenus « extrémistes » et les références historiques empruntées, comme celle que nous venons de produire, à un passé récent, peuvent paraître inopportunes, sans rapport avec le présent vivant et agité. Mais ce ne peut être qu'à première vue. Certes, des mots d'ordre tels que l'Assemblée constituante,

le suffrage universel égal et direct, au scrutin secret (revendications formulées depuis longtemps, avant quiconque, par les social-démocrates qui les ont inscrites dans le programme de leur parti) sont tombés dans le domaine public, ont été adoptés par l'*Osvobojdénié* illégal, figurant dans le programme de l'*Union de l'Osvobojdénié*, sont devenus les mots d'ordre des zemstvos et répétés sur tous les tons par la presse légale. Les progrès réalisés par le démocratisme bourgeois en Russie dans ces dernières années, dans ces derniers mois, sont indéniables. La démocratie bourgeoise, éclairée par les événements, rejette ses mots d'ordre primitifs (tel que celui de Chipov : des droits et le pouvoir aux zemstvos) et suit clopin-clopant la révolution. Mais elle ne fait justement que clopiner ; de nouvelles contradictions remplacent les anciennes contradictions entre ses paroles et ses actes, entre le démocratisme en principe et le démocratisme en « politique réaliste », la montée de la révolution multipliant sans cesse les revendications adressées à la démocratie. Or, la démocratie bourgeoise, tout en amplifiant ses mots d'ordre, reste toujours en retard sur les événements, est toujours à la remorque, donne toujours des mots d'ordre de quelques degrés au-dessous de ce qu'exige réellement une lutte révolutionnaire réelle pour une liberté réelle.

Prenez en effet ce mot d'ordre déjà devenu courant, adopté de tous : Assemblée constituante élue au suffrage universel, etc. Est-il suffisant du point de vue d'une démocratie conséquente ? Est-il suffisant du point de vue des objectifs révolutionnaires essentiels de l'heure ? On ne peut répondre à ces deux questions que par la négative. Il suffit, pour nous en convaincre, d'examiner attentivement notre programme du parti, malheureusement trop peu rappelé, cité et répandu par nos organisations. (Citons à titre d'heureuse exception, méritant d'être largement imitée, la récente réimpression du programme dans les feuilles volantes des comités de Riga, de Voronèje et de Moscou.) Notre programme fait, lui aussi, de l'Assemblée constituante du peuple entier (étant entendu que « peuple entier » veut dire, par abréviation, assemblée élue au suffrage universel, etc.) sa pierre angulaire. Mais ce mot d'ordre n'y est pas seul. Il est placé dans un tel contexte, avec de telles ad-

ditions et de tels commentaires, que toute fausse interprétation est exclue de la part de ceux qui combattent pour la liberté avec le moins d'esprit de suite, ou même de la part de ceux qui combattent contre la liberté. Ce mot d'ordre figure dans notre programme en fonction de ceux-ci : 1) *renversement* de l'autocratie tsariste ; 2) substitution de la *république* démocratique à l'autocratie ; 3) *souveraineté du peuple* garantie par une Constitution démocratique, c'est-à-dire concentration de *tout* le pouvoir politique suprême entre les mains d'une Assemblée législative composée des représentants du peuple et formant une Chambre unique.

Peut-on douter que la reconnaissance de tous ces mots d'ordre ne soit obligatoire pour tout démocrate conséquent ? Au sens étymologique, comme au sens politique que lui donne toute l'histoire de l'Europe, le mot « démocrate » signifie : partisan de la souveraineté du peuple. Il est donc ridicule de parler de démocratisme et de repousser en même temps ne fût-ce que l'un de ces mots d'ordre. Mais la contradiction fondamentale entre la volonté de maintenir, coûte que coûte, la propriété privée et le désir de conquérir la liberté est si profonde au sein de la bourgeoisie que les représentants, les partisans de la bourgeoisie libérale tombent inévitablement dans cette situation ridicule. Chacun sait qu'un très vaste parti libéral est en train de se former très rapidement en Russie ; l'*Union de l'Osvobojdénié*, la masse des membres des zemstvos, les journaux tels que *Nacha Jizn*, *Nachi Dni*, *Syn Otétchestva*, *Rousskié Viédomosti*, etc., appartiennent à ce parti naissant. Il plaît à ce parti libéral bourgeois de se faire appeler parti « constitutionnel-*démocrate* ». A la vérité, comme on s'en rend compte par les déclarations et le programme de l'*Osvobojdénié* illégal, c'est un parti *monarchiste*. Il ne veut nullement la république. Il ne veut pas de Chambre unique et préconise une Chambre haute, élue au suffrage indirect, et, en fait, restreint (cens domiciliaire). Il ne veut nullement le passage de *tout* le pouvoir politique suprême au peuple (bien qu'il lui plaise de disserter pour la galerie sur le pouvoir populaire !). Il ne veut pas le *renversement* de l'autocratie, il ne veut que le partage du pouvoir entre : 1) la monarchie ; 2) la Chambre haute (où prévaudraient

les propriétaires fonciers et les capitalistes), et 3) la Chambre basse qui, *seule*, serait édifiée sur des bases démocratiques.

Nous avons ainsi la preuve indéniable que notre bourgeoisie « démocratique », même incarnée par ses représentants les plus avancés, les plus cultivés, les moins directement soumis au capital, se traîne à l'arrière-garde de la révolution. Ce parti « démocratique » *a peur* de la souveraineté du peuple. Il répète notre mot d'ordre d'Assemblée constituante du peuple entier, mais en corrompt en fait, absolument, le sens et la portée, s'en sert, ou plutôt en abuse, pour tromper le peuple.

Qu'est-ce que l'« Assemblée constituante du peuple entier » ? C'est tout d'abord une assemblée exprimant réellement la volonté du peuple ; à cet effet, le suffrage universel, etc., et la pleine garantie de la liberté de l'agitation électorale sont nécessaires. C'est, deuxièmement, une assemblée *jouissant réellement de la force et du pouvoir* de « constituer » un régime politique assurant la souveraineté du peuple. Il est clair comme le jour que, si ces deux conditions font défaut, l'assemblée ne peut être ni réellement populaire, ni réellement constituante. Or, nos bourgeois libéraux, nos monarchistes constitutionnels (qui pour se moquer du peuple se donnent le nom de « démocrates ») ne veulent garantir réellement *aucune* de ces deux conditions ! Loin d'assurer la pleine liberté de l'agitation électorale et le passage réel de la force et du pouvoir à l'Assemblée constituante, ils en *garantissent l'impossibilité* en garantissant la monarchie. Le pouvoir et la force restent en réalité entre les mains de Nicolas le Sanguinaire : c'est dire que, en convoquant l'Assemblée, l'ennemi le plus cruel du peuple « assurera » l'universalité et la liberté des élections. N'est-ce pas très démocratique ? C'est dire que l'Assemblée constituante n'aura jamais et ne doit jamais avoir (dans la pensée des bourgeois libéraux) toute la force et tout le pouvoir ; elle doit rester tout à fait sans force et tout à fait sans pouvoir ; elle ne doit que *s'accorder*, *s'arranger*, *s'entendre*, *conclure le marché* avec Nicolas II sur la parcelle du pouvoir impérial qu'il lui octroiera gracieusement ! L'Assemblée constituante élue au suffrage universel ne diffère en rien de la Chambre basse. Ainsi,

convoquée pour exprimer et exécuter la volonté du peuple, elle est vouée par la bourgeoisie libérale à « constituer » *au-dessus de la volonté du peuple* la volonté de la Chambre haute, et de plus la volonté de la monarchie, la volonté de Nicolas.

N'est-il pas évident que les bavardages, les discours, les hauts cris de MM. les bourgeois libéraux et des gens de l'*Osvobojdénié*, touchant l'Assemblée constituante du peuple entier, préparent en fait une assemblée *consultative anti-populaire* ? Au lieu d'émanciper le peuple, ces messieurs veulent le subordonner, constitutionnellement, d'abord au pouvoir du tsar (principe monarchique) et, en second lieu, au pouvoir de la grande bourgeoisie organisée (Chambre haute).

Que celui qui est tenté de contester cette conclusion essaie d'affirmer : 1) que la volonté du peuple peut réellement s'exprimer par les élections sans liberté complète de l'agitation et sans abolition effective de tous les privilèges que le gouvernement du tsar pourrait s'y réserver ; 2) qu'une assemblée de représentants dépourvue de force réelle et de pouvoir, l'un et l'autre demeurant entre les mains du tsar, n'est pas, en fait, une assemblée consultative. De fieffés charlatants, ou d'incurables imbéciles, pourraient seuls affirmer l'un ou l'autre. L'histoire prouve irréfutablement qu'une assemblée représentative coexistant avec le pouvoir monarchique n'est, en réalité, tant que le pouvoir demeure entre les mains de la monarchie, qu'une assemblée consultative qui, loin de soumettre la volonté d'un monarque à celle du peuple se borne à *concilier* celle du peuple et celle du monarque, c'est-à-dire à partager le pouvoir entre le monarque et le peuple, à marchander un nouveau régime et non à le constituer. L'histoire prouve irréfutablement qu'il ne saurait être question ni d'élections vraiment libres, ni d'informer tant soit peu complètement le peuple entier sur la portée et le caractère des élections, tant que le gouvernement qui combat la révolution ne sera pas remplacé par un gouvernement révolutionnaire provisoire. Si même nous admettions un instant l'invraisemblable et l'impossible, à savoir que le gouvernement du tsar, décidé à convoquer une Assemblée « constituante » (lisez : consultative), assurera *pour la*

forme la liberté de l'agitation, les énormes avantages et les énormes prérogatives que donne dans l'agitation un pouvoir politique organisé n'en resteront pas moins entre ses mains, et celui qui a, par tous les moyens, opprimé le peuple, celui auquel le peuple s'est mis à arracher de force la liberté, jouira, dans l'agitation électorale précédant la première assemblée populaire, de ces avantages et de ces prérogatives.

Nous revenons, en un mot, à la même conclusion à laquelle nous étions arrivés la fois dernière (dans le n° 3 du *Prolétari*) * en examinant cette question sous son autre aspect. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante du peuple entier considéré en lui-même, à part, est actuellement celui de la bourgeoisie monarchiste, celui d'une transaction entre la bourgeoisie et le gouvernement du tsar. L'action révolutionnaire ne peut adopter pour mot d'ordre que le renversement du gouvernement du tsar qui doit céder la place à un gouvernement révolutionnaire provisoire appelé à convoquer l'Assemblée constituante universelle. Que le prolétariat russe ne se fasse pas d'illusions sur ce chapitre ; on le trompe à la faveur de l'effervescence générale, au moyen de ses propres mots d'ordre. Si nous ne sommes pas à même d'opposer à la force armée du gouvernement la force du peuple en armes, si le gouvernement du tsar n'est pas battu à plate couture et remplacé par un gouvernement révolutionnaire provisoire, toute assemblée représentative, quels que soient les titres d'universalité et de constitutionnalité dont on l'affublera, ne sera en réalité qu'une assemblée de représentants de la grande bourgeoisie recherchant un marché avec le tsar pour le partage du pouvoir.

Plus le dénouement décisif de la lutte entre le peuple et le tsar se rapproche, plus l'exigence de convoquer les représentants du peuple semble devoir être promptement satisfaite, et plus sévèrement le prolétariat révolutionnaire doit surveiller la bourgeoisie « démocrate ». Plus tôt nous aurons conquis la liberté, et plus vite cette alliée du prolétariat en deviendra l'ennemie. Cette transformation sera tout d'abord camouflée par l'imprécision, le caractère

* Voir le présent tome, pp. 497-498. (*N.R.*)

fragmentaire et l'ambiguïté des mots d'ordre pseudo-démocratiques de la bourgeoisie ; elle le sera, en second lieu, par la tendance à réduire les mots d'ordre du prolétariat à des phrases, à remplacer les garanties *réelles* de la liberté et de la révolution par des promesses verbales. Les ouvriers doivent maintenant faire preuve d'une attention décuplée et d'une vigilance particulière à l'égard des « démocrates ». Les mots « Assemblée constituante universelle » ne seront que des mots creux si cette assemblée n'est pas à même, par suite des conditions réelles des élections et de l'agitation électorale, d'exprimer la volonté du peuple, si elle n'est pas en mesure de fonder par ses propres moyens un nouveau régime. Le centre de gravité se déplace maintenant de la convocation de l'Assemblée constituante universelle aux *modalités* de cette convocation. Nous sommes à la veille d'événements décisifs. Refusant sa confiance aux mots d'ordre généraux de la démocratie, le prolétariat doit leur opposer ses propres mots d'ordre démocratiques prolétariens conçus dans toute leur ampleur. La force qui s'en inspirera pourra seule garantir effectivement la victoire totale de la révolution.

« Prolétari » n°4
du 17 (4) juin 1905

Conforme au texte du journal

LES PREMIERS PAS DE LA TRAHISON BOURGEOISE

Genève, le mercredi 21 (8) juin

Le télégraphe nous a transmis hier la nouvelle qu'une délégation des zemstvos avait été reçue lundi par Nicolas II qui, répondant aux discours du prince Serge Troubetskoï et de M. Fédorov, confirma résolument sa promesse de réunir les représentants du peuple.

Il convient, afin d'apprécier cet « événement » avec justesse, de rétablir avant tout certains faits publiés dans la presse étrangère.

Trois assemblées de représentants des zemstvos et des villes, au nombre d'environ 300, se sont tenues à Moscou les 24 et 25 mai ancien style. Le texte lithographié de leur pétition au tsar et de leur résolution qu'on nous a envoyé de Russie n'indique pas le nombre des délégués, et se borne à mentionner que, outre les élus des zemstvos et les conseillers municipaux, les maîtres des villes et les maréchaux de la noblesse ont participé à la conférence. Les représentants des propriétaires fonciers et des capitalistes des villes ont discuté les destinées politiques de la Russie. Les débats ont été — les correspondants étrangers nous en informent — orageux. Le parti de Chipov exerçait une grande influence ; c'est un parti modéré qui a de grandes relations à la cour. Les provinciaux étaient les plus radicaux, les pétersbourgeois les plus modérés, et les moscovites formaient le « centre ». Chaque terme de la pétition, pour laquelle Pétersbourg vota aussi finalement, fut discuté. Il en résulta une pétition patriotique conçue dans le style de fidèles sujets. « Mûs uniquement par l'ardent amour de la patrie »,

ces honorables bourgeois écartent « toutes les divergences et toutes les distinctions qui les séparent » et s'adressent au tsar. Ils signalent « le grand danger suspendu sur la Russie et sur le trône même », par suite des « dissensions intérieures » plus que des périls extérieurs. (La Russie précède, il est vrai, le « trône », mais nos patriotes s'adressent d'abord au trône, menaçant seulement — en sourdine, en privé — d'en appeler au peuple.) La pétition est, comme il est d'usage, pleine de mensonges officiels ; elle rejette les responsabilités sur les conseillers du tsar, sur la déformation des prescriptions et des indications de ce dernier, ce qui a entraîné le renforcement du pouvoir policier et empêché la « voix de la vérité » de parvenir jusqu'au trône, etc. Elle conclut par la requête de réunir « sans délai, tant qu'il n'est pas trop tard, les représentants du peuple élus à cette fin par tous les sujets sur un pied d'égalité et sans distinction ». Les représentants du peuple doivent, « de concert » avec le tsar, trancher la question de la guerre ou de la paix et « rénover » (toujours de *concert* avec le tsar) « le régime de l'Etat ». Ainsi, la pétition ne formule ni la revendication précise du suffrage universel égal, direct et au scrutin secret (le suffrage direct et au scrutin secret est tout à fait omis et ce n'est certes pas par hasard), adoptée soi-disant par le Parti « constitutionnel-démocrate », ni l'exigence d'aucune garantie, fût-ce la plus mince, de liberté électorale. Les auteurs de la pétition disent sur un ton plaintif : « L'oppression de la personnalité et de la société, l'oppression de la parole et l'arbitraire sous toutes ses formes croissent et se multiplient », mais sans proposer des mesures contre cet état de choses. L'arbitraire grandit « en bonne intelligence » avec le tsar, et c'est aussi en bonne intelligence avec le tsar que le régime de l'Etat se « rénove »... Les représentants de la bourgeoisie s'en tiennent fermement à la théorie de « l'accord » non du peuple, certes, mais de la bourgeoisie avec les oppresseurs du peuple.

La conférence a élu une délégation chargée de présenter la pétition au tsar et formée de MM. Heyden, Golovine, Pétrounkévitch, G. et N. Lvov, Piotr et Pavel Dolgorouki, Kovalevski, Novossiltsev, Roditchev, Chakhovskoï et Serge Troubetskoï. S'y sont joints ensuite à l'audience

accordée par Nicolas II : MM. Korf, Nikitine et Fédorov, de Pétersbourg.

La même conférence a ensuite adopté la *résolution* suivante dont les journaux étrangers ne disent rien, mais qui est reproduite dans une feuille russe :

« La conférence des groupes réunis des représentants des zemstvos et des doumas municipales, pénétrée, en dépit des divergences d'opinions sur certaines questions politiques, de la conviction commune que la cause profonde de la grave situation intérieure et extérieure dans laquelle se trouve actuellement la Russie réside dans le régime autoritaire, non encore aboli, qui nie la liberté individuelle et sociale, opprime la conscience et l'initiative du peuple, écarte la population de la participation à la vie de l'Etat et engendre l'arbitraire croissant, illimité, d'une administration irresponsable ; que ce régime qui a pendant de longues années implanté la violence, le mensonge et la désagrégation dans notre vie intérieure, crée aujourd'hui fatalement un grand danger extérieur, ayant engagé l'Etat dans une guerre funeste pendant laquelle il provoque et entretient les dissensions intestines, et a amené le pays à une série de défaites soldées par l'écrasement, sans exemple dans l'histoire de Russie, de nos forces navales ; — la conférence estimant que le maintien de ce régime constitue non seulement une menace pour la paix intérieure, l'ordre et la prospérité du peuple, mais encore pour la solidité du trône, l'intégrité et la sécurité extérieure de la Russie, juge absolument nécessaire au salut du pays :

1. La réunion sans délai d'une représentation nationale librement élue, afin de trancher avec le monarque la question de la guerre et de la paix et d'établir le régime politique de l'Etat ;

2. L'abrogation immédiate des lois, institutions, arrêtés, dispositions contraires aux libertés de l'individu, de la parole, de la presse, des associations et des réunions ; la proclamation d'une amnistie politique ;

3. Le renouvellement immédiat du personnel des administrations, par l'appel aux fonctions dirigeantes dans les administrations centrales de personnes sincèrement dévouées à la cause de la réforme de l'Etat et inspirant confiance à la société. »

Quel rapport entre cette résolution, la pétition et le mandat de la délégation ? Celle-ci s'est-elle, en d'autres termes, engagée à exposer le contenu de la résolution ou à la remettre en même temps que la pétition ? On l'ignore. Peut-être la pétition est-elle un document officiel destiné au « trône », et la résolution, un document non officiel destiné au « peuple » ?

Le correspondant du journal français, *Le Matin* [162], M. Gaston Leroux, informe, à propos des débats de la conférence, que les délégués les plus « avancés », les membres

provinciaux des zemstvos, étaient partisans des élections à deux degrés, craignant que « les villes » ne l'emportent en cas d'élections directes (ils craignent évidemment que le maintien des privilèges des propriétaires fonciers vis-à-vis des paysans ne soit pas complètement assuré en cas d'élections directes). Le correspondant de la *Frankfurter Zeitung* écrivait :

« Les zemstvos russes considérés comme un parti politique se divisent en trois fractions : la majorité *libérale* (dont le comte Heyden est le leader), la minorité *libérale modérée*, nationaliste et slavophile, dirigée par M. Chipov, et le groupe radical des constitutionnalistes. Il est caractéristique que les représentants des « féodaux » aient été élus délégués. Les modérés voulaient être dignement représentés devant le tsar par des membres de vieilles familles respectables. Quant aux radicaux, ne se faisant aucune illusion sur les résultats de la pétition, ils voulaient que les représentants des anciennes familles acquièrent la conviction par leur propre expérience que le gouvernement ne cédera pas un pouce de terrain *de son plein gré*. »

Les avantages de l'organisation amorphe du Parti « constitutionnel-démocrate » (lire monarchique), louée par M. Strouvé, n'ont pas tardé à se manifester. Un parti fermement et solidement organisé n'offre pas de facilités aux marchandages et aux maquignonnages, au jeu des influences et aux ruses. Que le « parti » comprenne l'*Union de l'Osvobojdénié* (c'est peut-être précisément le « groupe radical » dont parlait le correspondant de la *Frankfurter Zeitung* aussi bien que la « fraction des zemstvos » (c'est-à-dire les adeptes de Heyden et ceux de Chipov dont M. Strouvé s'efforce *maintenant* de se désolidariser officiellement ?). Quant à la fraction des zemstvos, elle comprend à la fois les partisans de Heyden, ceux de Chipov et... les « radicaux ». S'y retrouve qui peut ! Tous se sont entendus, mûs par un ardent amour de la patrie et des privilèges de la bourgeoisie, sur *la théorie de l'accord*, que nous avons déjà examinée plus d'une fois dans *Prolétari* et qui apparaît maintenant nettement dans la « pétition » comme dans la « résolution. »

La résolution devait, sans doute, soutenir les aspirations « idéales » des radicaux. Et la pétition devait servir,

dans l'esprit des délégués « modérés », au marchandage avec le tsarisme. Les conditions du marché, la répartition des fractions à la conférence, les pouvoirs de la délégation et les intentions ultérieures des membres des zemstvos ont été soigneusement cachés à la plèbe des non-initiés. Le « peuple », au nom duquel MM. les bourgeois marchandent avec le tsarisme, n'a pas besoin de connaître la haute politique du Parti « constitutionnel-*démocrate* » ! MM. les bourgeois s'entretiendront avec le tsar de l'oppression de la parole, de la voix étouffée de la vérité, des représentants *du peuple*, de la Russie « rassemblée autour de la bannière *du peuple* », etc., etc., mais il n'est pas bon que le peuple sache toute la vérité sur la politique des tripoteurs libéraux et des tripoteurs de l'*Osvobojdénié*... Oui, oui, M. Strouvé n'avait pas tort de reprocher récemment dans l'*Osvobojdénié* aux « partis extrêmes » (c'est-à-dire aux social-démocrates en particulier) leur penchant immodéré pour l'étroite « conspiration » jacobine. Social-démocrates, nous conspirons contre le tsar et ses mouchards, mais nous entendons aussi que le peuple sache tout sur notre parti, sur ses nuances intérieures, sur le développement de son programme et de sa tactique et même sur ce qu'a dit au congrès du parti tel ou tel délégué. MM. les bourgeois éclairés, MM. les membres de l'*Osvobojdénié* conspirent... contre le peuple qui ne sait rien de précis sur le fameux parti « constitutionnel-démocrate », mais en revanche ils ouvrent leur cœur au tsar et à ses mouchards. Ne sont-ce pas après cela d'authentiques démocrates ?

Nous ignorons quel fut le sujet des franches conversations des délégués des zemstvos avec la bande de la cour qui ne voulait pas les laisser pénétrer jusqu'au tsar. Mais les entretiens et les épanchements durèrent longtemps. Les journaux étrangers guettaient avidement les nouvelles sur chaque démarche de « haute politique » de MM. les délégués. — Pétersbourg, le 9 juin (27 mai). La délégation des zemstvos verra d'abord M. le ministre de l'Intérieur, Boulyguine, auquel elle se plaindra de Trépov. — 10 juin (28 mai). Boulyguine a déclaré à la délégation qu'elle ne serait pas reçue par le tsar et lui a conseillé de quitter Pétersbourg. — 12 juin (30 mai). On croit probable que le tsar recevra la délégation. — 15 juin (2 juin).

Dépêche spéciale de M. Gaston Leroux au *Matin* : « *Les délégués des zemstvos ont accepté les conditions d'audience auprès de l'empereur que leur imposait le ministère de la cour.* Sur quoi le baron Freedericksz s'est rendu ce soir à Tsarskoïé Sélo pour savoir de l'empereur s'il avait décidé de recevoir la députation. »

L'entendez-vous, ouvriers et paysans russes ? Voilà comment procèdent les « démocrates », les gens de l'*Osvobojdénié*, les ennemis de la conjuration, les adversaires des conspirations ! Ils conspirent avec le ministère de la Cour de Sa Majesté policière, ils conspirent contre le peuple avec les espions. Voulant représenter le « peuple », ils souscrivent aux conditions des espions sur la *façon* de parler au tsar des besoins du « peuple » !

Ainsi se comportent des gens riches, indépendants, éclairés, libéraux, « mûs par l'ardent amour de la patrie ». Ce n'est pas comme une grossière plèbe ouvrière, ignorante, dépendant de n'importe quel clerc, qui va tout droit au tsar, conduite par on ne sait quel prêtre insolent, sans même avoir traité avec les espions influents des conditions de l'entretien avec le tsar. Peut-on admettre la république, ou même l'élection directe et une Chambre unique, avec une masse populaire dont l'ignorance politique est si grande ? Ceux qui ont une instruction politique connaissent les tuyaux ; ils comprennent qu'on passe d'abord par l'entrée de service qui mène chez les espions, qu'il convient peut-être même de consulter ces derniers sur le fond et le style de l'adresse au tsar, et alors « la voie de la vérité montera jusqu'au trône véritablement ».

Quel marché les « représentants » — si l'on peut ainsi s'exprimer — du « peuple » ont-ils conclu avec les espions du tsar ? Nous n'en savons rien. Nous savons par des télégrammes que le prince S. Troubetskoï a prononcé au cours de l'audience accordée à la délégation « un long discours ». Il a, pendant une demi-heure, exposé au tsar la situation difficile de la Russie et les raisons qui obligent les membres des zemstvos à s'adresser directement (et non par l'intermédiaire des espions ?) au tsar. Ce discours à produit sur le tsar une profonde impression. M. Fédorov a parlé au nom des représentants de Pétersbourg. Le tsar a répondu par un long discours. Il a déploré les immenses

sacrifices que la guerre exige, et pleuré la dernière défaite navale. Il a terminé par ces mots : « Je vous remercie, messieurs, *pour les sentiments que vous avez exprimés* ». (Ils devaient être jolis, ces sentiments du « démocrate » Troubetskoï, sur l'expression desquels des espions avait été consultés !) « Je crois en votre désir de travailler avec moi » (le tsar croit à la bourgeoisie libérale ; la bourgeoisie libérale croit au tsar ; ils sont faits pour s'entendre) « à l'établissement d'un nouveau régime de l'Etat, fondé sur de nouveaux principes. Mon désir de convoquer une assemblée du peuple » (quand ? formée de représentants élus ? élus comment et par qui ? on l'ignore. M. Troubetskoï a visiblement caché au monarque bien-aimé la « résolution » de la conférence. Sans doute les espions lui avaient-ils recommandé de ne pas traiter ce sujet avec le tsar !) « est inébranlable. J'y pense chaque jour. Ma volonté sera exécutée. Vous pouvez l'annoncer aujourd'hui même à la population des villes et des campagnes. Vous m'aiderez dans cette œuvre nouvelle. L'Assemblée du peuple refera l'union entre la Russie et son empereur » (entre les Troubetskoï, les Fédorov et l'empereur ?). « Elle sera la base d'un édifice fondé sur les traditions du peuple russe. » L'audience a laissé aux délégués, — la dépêche officielle l'affirme, — une excellente impression. Le tsar, lui aussi, paraissait content...

Mais cela ressemble à la vérité ! Le tsar est content, les bourgeois libéraux sont contents. Ils sont prêts l'un et les autres à conclure une paix durable. L'autocratie et la police (ces traditions authentiques du peuple russe) sont contents. Le sac d'écus est content (désormais on tiendra compte de ses avis constamment et comme il se doit).

Les ouvriers et les paysans dont les traîtres bourgeois marchandent et trahissent les intérêts seront-ils contents ?

« Prolétari » n°5 du 26 (13) juin 1905

Conforme au texte du journal

«RÉVOLUTIONNAIRES» EN GANTS BLANCS

Le vendredi 23 (10) juin

Les journaux de l'étranger donnent déjà une certaine appréciation de l'audience accordée par le tsar à la délégation des zemstvos. La presse bourgeoise, servile comme de coutume, se montre ravie de l'esprit conciliant du tsar et de la sage modération des membres des zemstvos, bien que des doutes concernant le sérieux des promesses faites sous une forme aussi indéterminée se fassent jour. Les journaux socialistes déclarent nettement et catégoriquement que cette audience n'a été qu'une comédie.

L'autocratie a tout avantage à gagner du temps et à mener la bourgeoisie libérale par le bout du nez. D'une part, les pleins pouvoirs dictatoriaux à Trépov ; de l'autre, des promesses qui ne disent rien, ne valent rien, faites aux libéraux afin de provoquer de nouvelles hésitations dans leurs rangs assez hésitants sans cela. La tactique du gouvernement autocratique n'est pas sotte. Les libéraux jouent à la loyauté, à la modération et à la modestie. Pourquoi, en vérité, le gouvernement ne tirerait-il pas parti de leur sottise, et de leur couardise ? « A la guerre comme à la guerre. » Pas de guerre sans ruse de guerre. Et quand « l'ennemi » (la bourgeoisie libérale) est, on ne sait trop, ennemi ou ami niais, pourquoi ne pas le mener par le bout du nez ?

M. Gaston Leroux, dont nous avons déjà parlé dans l'article de fond, donne sur l'audience les détails suivants, pas très sûrs, mais caractéristiques et remarquables en tout cas. « Le baron Freedericksz, ministre de la cour, dit aux délégués que, malgré toute sa bonne volonté, il lui était difficile de conduire près de l'empereur M. Pétroun-

kévitch, qui passait pour avoir des attaches révolutionnaires. Il lui fut répondu que l'empereur d'Autriche avait eu pour ministre M. Ondrachi qui avait été pourtant autrefois condamné. Cet argument leva la dernière difficulté, et, tous les députés furent reçus. »

L'argument est bon ! La bourgeoisie de l'Europe occidentale commença tout de même par combattre sérieusement, fut même républicaine en son temps, et l'on « condamna » ses chefs pour des *crimes contre l'Etat*, c'est-à-dire non seulement pour des relations avec les révolutionnaires, mais aussi pour de *véritables actions révolutionnaires.* Plus tard, longtemps après, parfois des dizaines d'années après, ces bourgeois s'accommodèrent de la plus humble et de la plus étriquée des Constitutions, sans république, et même sans suffrage universel, sans vraie liberté politique. Les bourgeois libéraux s'accommodèrent décidément du « trône » et de la police, prirent eux-mêmes le pouvoir, réprimèrent — et répriment encore constamment — avec cruauté les aspirations des ouvriers à la liberté et aux réformes sociales.

La bourgeoisie libérale russe entend unir l'utile et l'agréable : il est agréable d'*être considéré* comme un homme « qui a des attaches révolutionnaires », et il est utile d'être ministrable sous l'empereur Nicolas le Sanguinaire. Les bourgeois libéraux russes n'ont nulle envie de risquer des « condamnations » pour crimes d'Etat. Ils préfèrent *atteindre d'un saut* les temps où d'anciens révolutionnaires, tels Ondrachi, deviennent les ministres du parti de l'ordre ! Le comte Ondrachi prit en 1848 une part si énergique au mouvement révolutionnaire qu'il fut, après la défaite de la révolution, condamné *à la peine capitale et pendu en effigie.* Il émigra ensuite en France et en Angleterre et ne rentra en Hongrie qu'après l'amnistie de 1857. Sa carrière « ministérielle » commença alors. Les libéraux russes n'ont pas envie d'une révolution, ils en ont peur, ils veulent passer d'un seul coup, sans avoir été des révolutionnaires, pour *d'ex-révolutionnaires* ! Ils veulent franchir d'un bond l'intervalle qui sépare 1847 de 1857 ! Ils veulent conclure d'emblée le marché avec le tsar sur une Constitution telle que l'Europe en connut au temps des déchaînements de la réaction après la *défaite* de 1848.

Oui, oui, l'exemple d'Ondrachi est admirablement choisi. Comme le soleil se reflète dans une goutte d'eau, la comparaison d'Ondrachi avec Pétrounkévitch reflète la parallèle entre la démocratie bourgeoise de l'Europe, révolutionnaire et républicaine en son temps, et la « démocratie » bourgeoise de Russie, monarchiste et constitutionnelle (même après le 9 janvier 1905). Les bourgeois européens commençaient par se battre sur les barricades pour la république, puis vivaient en exil, et, trahissant enfin la liberté, trahissant la révolution, se mettaient au service des monarques constitutionnels. Les bourgeois russes veulent aller « à l'école de l'histoire » et « abréger les phases du développement » : ils entendent trahir tout de suite la révolution, trahir tout de suite la liberté. Ils se répètent l'un l'autre, dans l'intimité, les paroles du Christ à Judas : « Ce que tu veux faire, fais-le vite. »

« L'empereur allait venir, continue M. Gaston Leroux, lorsqu'on s'aperçut tout à coup que le révolutionnaire Pétrounkévitch n'avait pas de gants blancs. Le colonel, chef des gardes du corps, Poutiatine, défit les siens immédiatement et les passa en hâte au révolutionnaire Pétrounkévitch. »

L'audience commença. Le prince Troubetskoï se mit à débiter son discours. Il commença, d'après M. Gaston Leroux, par remercier le tsar d'avoir « daigné nous recevoir en montrant par là que vous avez confiance en nous... ». Le prince Troubetskoï affirma (n'était-ce pas au nom de tout le parti « constitutionnel-démocrate » ou de l'*Osvobojdénié* ?) que « nous sommes des gens d'ordre et de paix », et que « le tsar a été trompé » par ses conseillers. Le passage le plus « hardi » de son discours dit qu'une assemblée de représentants des castes, telle que le projette Boulyguine, « est *inadmissible* »... Pour quelles raisons, à votre avis ?... Parce que « vous n'êtes pas, Majesté, le tsar des nobles, des marchands et des paysans, mais vous êtes le tsar de toute la Russie ». « La représentation doit comprendre le peuple tout entier sans exception. » Sur la résolution de la conférence des zemstvos, reproduite par nous dans l'éditorial *, *pas un mot*, comme il fallait s'y attendre.

* Voir le présent tome, pp. 527-528. (*N.R.*)

M. Fédorov s'en tint dans son discours *à l'aspect financier...* de la « révolution en gants blancs ». Le budget de l'Etat sera augmenté après la guerre de 300 à 400 millions, un « immense labeur de progrès et de civilisation » s'imposera, aussi faut-il « l'indépendance de la société » et « l'appel à tous les hommes de talent issus du peuple » (choisis sous le contrôle de Trépov ?).

La réponse du tsar est connue « Son discours terminé, le tsar, télégraphie M. Gaston Leroux, s'entretint fort aimablement avec chaque délégué. Il alla même jusqu'à demander au fameux révolutionnaire (Pétrounkévitch) s'il n'était point maréchal de la noblesse, ce qu'il n'était pas. Sur quoi, le tsar ayant exprimé l'espoir qu'il le serait un jour passa à d'autres exercices. Quand il eut pris congé de la société, les délégués furent reconduits dans une dépendance du palais, où on leur servit un déjeuner qu'ils estimèrent à 75 kopecks. Quoi qu'il en soit, les délégués étaient contents de leur journée. » (Si aucun ministère n'avait été donné, le titre de maréchal de la noblesse avait tout de même été promis ! Ondrachi commença probablement, lui aussi, par une fonction de ce genre !) « Et déjà ils envoyaient d'innombrables télégrammes aux principales municipalités de Russie » (disant sans doute que la confiance entre le tsar et le « peuple » était désormais rétablie ?), « quand on leur communiqua le texte officiel de la réponse de l'empereur. Ils ne furent point peu stupéfaits d'y chercher en vain les seules phrases importantes qui semblaient leur promettre quelque chose. Ainsi, la phrase : « Ma volonté de tsar de convoquer les représentants du peuple est inébranlable », s'était transformée en cette simple affirmation : « Ma volonté de tsar est inébranlable ». Immédiatement les délégués renvoyèrent ce texte officiel qu'ils n'admettaient pas et ils attendent aujourd'hui avec un certain énervement, qu'on leur renvoie un texte qui leur permettra de dire ce que de toutes leurs oreilles ils ont entendu. L'un d'eux me disait ce soir (le télégramme de M. Leroux est daté du 20 (7) juin) en me parlant de cette fantastique substitution de phrases : « Ça, voyez-vous, ça n'est plus de l'autocratie, c'est de la prestidigitation. »

Bien dit ou bien trouvé si c'est M. Leroux qui invente tout cela. Il y a, en tout cas, de la prestidigitation dans

cette histoire, même si la promesse de réunir les représentants du peuple est incluse dans le texte officiel du discours. Les gants blancs, des gants de laquais du reste, voilà l'emblème véritable de l'acte politique de MM. les Pétrounkévitch et les Roditchev. Ils ont commencé eux-mêmes par la prestidigitation, en débattant les conditions de l'audience et aussi en cachant leur résolution et leurs désirs véritables, en disant des choses inconvenantes sur le tsar trompé, etc., etc. Ils ne sont pas en droit de se plaindre à présent de ce qu'on réponde par une jonglerie à une jonglerie. Car la promesse de convoquer les représentants du peuple ne signifie, de façon générale, absolument rien et ne donne absolument rien, laissant le champ libre à la Constitution de Boulyguine et de Trépov et permettant tous les atermoiements. Tout reste en l'état, mais les libéraux sont joués comme des gamins ; ils sont déshonorés par la promesse du titre de maréchal de la noblesse ; ils ont rendu service à l'autocratie en envoyant des télégrammes sur la « confiance », et en faisant sur l'audience impériale des rapports tels que celui de M. Nikitine à la Douma de Pétersbourg.

Nous ne voudrions pas assumer le rôle de Cassandre [163]. Nous ne voudrions pas prophétiser à la révolution russe une fin honteuse et ridicule. Mais nous sommes tenus de dire nettement et ouvertement aux ouvriers, au peuple entier : c'est vers cette fin-là que l'on s'achemine. Le parti constitutionnel soi-disant démocrate et tous ces messieurs de l'*Osvobojdénié* mènent précisément les choses à un dénouement de ce genre et à nul autre. Ne vous laissez pas tromper par l'emphase et le cliquetis des phrases radicales dans le style de l'*Osvobojdénié* et des résolutions des zemstvos. Ce ne sont que coulisses peinturlurées pour le « peuple » derrière lesquelles on marchande avec énergie. La bourgeoisie libérale sait répartir les rôles. Elle envoie un bavard radical aux banquets et aux assemblées, tandis qu'un homme d'affaires madré « prépare le terrain » dans la clique de la Cour. Et comme l'autocratie détient, ainsi que par le passé, l'intégrité du pouvoir, une « Constitution » cent fois plus ressemblante à celle de Boulyguine qu'à celle de l'*Osvobojdénié* est l'inévitable issue d'un *tel* cours des choses.

La destinée de la révolution russe dépend maintenant du prolétariat. Seul le prolétariat peut mettre un terme à ce marchandage. Seul il peut, d'un nouvel effort héroïque, soulever les masses, diviser l'armée hésitante, gagner à sa cause la paysannerie et, les armes à la main, conquérir la liberté pour le peuple entier, en écrasant impitoyablement les ennemis de la liberté, en écartant ses carillonneurs bourgeois, indécis et sordides, de la liberté.

« Prolétari » n°5 du 26 (13) juin 1905

Conforme au texte du journal

LETTRE OUVERTE A LA RÉDACTION DE LA « LEIPZIGER VOLKSZEITUNG[164] »

Chers camarades,

Dans le n° 135 de la *Leipziger Volkszeitung*, le camarade K. Kautsky parle de la scission au sein de la social-démocratie russe. Nous sommes dans l'obligation de vous prier de publier notre réponse aux attaques de Kautsky et de nous autoriser à réfuter les inexactitudes de fait contenues dans son article. Nous serons aussi brefs que possible.

Kautsky dit : « L'édition allemande des résolutions du congrès russe qui vient de s'achever a paru à un moment extrêmement inopportun », les résolutions « donneront à la majorité des lecteurs une idée absolument fausse des relations existant au sein de la social-démocratie russe ». Kautsky va si loin qu'il propose aux camarades allemands de ne pas diffuser ces résolutions.

Nous nous permettrons de répliquer que rien ne peut donner aux camarades allemands une idée aussi juste de ces relations que les résolutions du III^e^ Congrès elles-mêmes, ainsi que les résolutions de la « conférence » organisée par les partisans de la nouvelle *Iskra*.

Nous déclarons que Kautsky commet une grave erreur en parlant de choses dont il a seulement, dans le meilleur des cas, entendu parler, et que le tableau qu'il donne des rapports existant au sein de la social-démocratie russe est extrêmement déformé. Par exemple, quand Kautsky émet la supposition que « les résolutions (du III^e^ Congrès de P.O.S.D.R.) ont, peut-être, déjà perdu leur signification, à l'heure actuelle, même pour ceux qui les ont composées » *,

* Dans la *Leipziger Volkszeitung*, il y a une faute d'impression : « détestaient ».

cela devient franchement risible. Il y a suffisamment de pourparlers aujourd'hui sur l'unification entre les partisans de la nouvelle *Iskra* et nous-mêmes, et il y en a eu suffisamment du cours des 2-3 derniers mois, mais jusqu'à présent le résultat en est nul.

Nous protestons énergiquement contre la tentative d'étouffer notre voix dans la presse social-démocrate allemande d'une manière aussi grossière, mécanique, inimaginable que le boycottage d'une brochure qui contient seulement la traduction des résolutions du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R., et qui a été publiée par les Editions de Munich du Parti ouvrier social-démocrate allemand (G. Birk und C°). Kautsky n'a aucun droit de parler de son impartialité. Il a toujours été partial dans la lutte actuelle au sein de la social-démocratie russe. Il en avait, bien entendu, le droit absolu. Mais il vaut mieux, quand on est partial, ne pas trop parler d'impartialité si l'on ne veut pas être accusé d'hypocrisie.

Kautsky présente toutes les résolutions du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. comme « des attaques de Lénine et de ses amis contre Plékhanov et ses amis ». Trois petites remarques. D'abord, seules 4 résolutions sur 17 touchent directement ou indirectement nos adversaires au sein du P.O.S.D.R. Deuxièmement, Plékhanov a quitté la rédaction de l'*Iskra* (voir le n° 101 de l'*Iskra*). Kautsky comprend bien peu nos relations, on le voit. Enfin, nous demandons aux camarades allemands de penser à l'effet que cela produit sur les social-démocrates russes quand un homme possédant l'autorité du camarade Kautsky s'efforce de dénigrer les travaux de tout le congrès du parti par une telle « image » : « Les attaques de Lénine et de ses amis » ? Qu'aurait-on pensé en Allemagne de gens qui se seraient permis de présenter les travaux, disons, du congrès du parti à Dresde (sans lire les procès-verbaux) comme les attaques de Kautsky et de ses amis... ?

Un seul mot de mise en garde à tous les social-démocrates allemands : Camarades ! Si vous estimez réellement que le P.O.S.D.R. est un parti frère, ne croyez pas un mot de ce que vous racontent les Allemands soi-disant impartiaux sur notre scission. Exigez seulement des documents, des documents authentiques. Et n'oubliez pas : les idées

préconçues éloignent plus de la vérité que l'ignorance des faits.

Avec notre salut social-démocrate.

La rédaction de l'Organe central («Prolétari»)
du Parti social-démocrate ouvrier de Russie.

P.-S. Les socialistes français ont une notion de l'impartialité différente des Allemands. Leur organe central, *Le Socialiste*, vient de publier, en supplément spécial, la traduction des résolutions du III[e] Congrès du P.O.S.D.R.

Rédigé après le 12 (25) juin 1905.
Publié pour la première fois en 1931
dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au texte russe
traduit de l'allemand

TABLEAU DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE

Le moment actuel. Le tsarisme est vaincu à St.-Pétersbourg. Le gouvernement autocratique est renversé, vaincu, mais pas achevé, pas tué, *pas anéanti*, pas extirpé avec la racine.

Le gouvernement révolutionnaire provisoire fait appel au peuple. *Initiative* des ouvriers et des paysans. Liberté complète. Le peuple organise lui-même son existence. *Programme du gouvernement* : libertés républicaines intégrales, comités paysans pour une *complète* transformation des rapports agraires. Le programme du Parti social-démocrate *est indépendant*. Les social-démocrates sont, au gouvernement provisoire, les délégués, les *commis du parti* social-démocrate.

Suit l'Assemblée constituante. *Si* le peuple s'est soulevé il... * (même si ce n'est pas d'emblée) *peut* avoir la majorité (paysans et ouvriers). Ergo, *dictature* révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Résistance acharnée des forces réactionnaires. *Déchaînement* de la guerre civile, *anéantissement* du tsarisme.

L'organisation du prolétariat croît, la propagande et l'agitation de la social-démocratie augmentent dans des proportions gigantesques : toutes les imprimeries gouvernementales, etc., etc. « Mit der Gründlichkeit der geschichtlichen Aktion wird auch der Umfang der Masse zunehmen, deren Aktion sie ist » **.

---

* Le mot est illisible. (*N.R.*)

** En même temps que la portée de l'action historique croîtra l'ampleur du mouvement de masse dont elle sera l'œuvre [165]. (*N.R.*)

La paysannerie a pris elle-même en mains *tous* les rapports agraires, *toute* la terre. *Alors* a lieu la *nationalisation.*

Essor formidable des forces productives, tous les intellectuels ruraux, toutes les connaissances techniques s'emploient avec ardeur à élever la production agricole et à la libérer de ses entraves (les porteurs de culture, les populistes, etc., etc.). Elan formidable du progrès capitaliste...

La guerre : la *forteresse* passe de mains en mains. Ou la bourgeoisie renverse la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, ou cette dictature embrase l'Europe et alors... ?

Si l'on examine d'un point de vue marxiste la question de la dictature révolutionnaire, on est tenu de la ramener à l'analyse de la *lutte des classes.*

Ergo. Quelles forces sociales principales entrent en ligne de compte ? *Ordre de bataille* * ?

(α) les éléments bureaucratiques, militaires et la cour sont *pour* l'autocratie, *plus* les éléments populaires incultes (conglomérat en voie de désagrégation rapide, tout puissant hier encore, impuissant demain). (Dissensions dynastiques, etc., inévitables à l'intérieur.)

très haute organisation, maximum

(β) bourgeoisie plus ou moins grande, modérément libérale. Je rapporte à cette catégorie les propriétaires fonciers libéraux, les gros magnats financiers, les négociants, les fabricants, etc., etc. Ce qui=Σ des patrons, des maîtres d'un pays bourgeois, « Ils peuvent tout . »

organisation très facile

Les conflits sont inévitables entre fractions, mais toutes sont dès aujourd'hui pour la Constitution et le seront plus encore demain.

Les chefs idéologues foisonnent parmi les hauts fonctionnaires, les propriétaires fonciers, les journalistes.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

(γ) couche petite-bourgeoise et paysanne. Des dizaines de millions d'hommes.

Le « peuple » par excellence. Le plus d'ignorance et de désorganisation.

organisation minimum

Situation éminemment sans issue, le plus d'avantages *immédiats* découlant de la révolution. Le plus d'instabilité (révolution aujourd'hui ; demain, pour l'ordre après de petites réformes).

Démocratie Chefs idéologues : de très nombreux intellectuels démocrates. « Type » du socialiste-révolutionnaire.

(δ) Prolétariat

très grande organisation, discipline

Révolutionnaire. Attitude critique envers la petite bourgeoisie. *Moins* de chefs idéologues que chez tous les autres, *rien que* les intellectuels social-démocrates et les ouvriers social-démocrates instruits. En comparaison avec les précédents, très inférieur en nombre, mais d'une Kampffähigkeit * beaucoup plus élevé.

Objet de la lutte = *la république* (y compris *toutes* les libertés démocratiques, le **programme minimum** et de sérieuses réformes sociales).

α) — absolument contre.

β) — *pour* la Constitution, *contre* la république ($^1/_2$—$^1/_2$). ((Elément de marchandage))

γ) — dans la phase révolutionnaire pour la république (pas fermement), ((éléments instables de lutte)).

δ) — *pour* la république entièrement et sans réserve.

Rédigé en juin-juillet 1905.
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

---

* En allemand : combativité. (*N.R.*)

LA LUTTE DU PROLÉTARIAT ET LA SERVILITÉ BOURGEOISE

L'insurrection et la lutte armée sur les barricades de Lodz[166], le massacre d'Ivanovo-Voznessensk [167], les grèves générales et les fusillades d'ouvriers à Varsovie et Odessa [168], la fin scandaleuse de la comédie jouée avec la délégation des zemstvos, tels sont les principaux événements politiques de la semaine écoulée. Si l'on y ajoute les dépêches des journaux genevois d'aujourd'hui (28(15) juin) sur les émeutes paysannes du district de Lébédine, gouvernement de Kharkov, le sac de cinq domaines et l'envoi des troupes sur les lieux, nous voyons se manifester dans les événements d'une semaine le caractère de toutes les forces sociales fondamentales tel qu'il s'accuse maintenant, en temps de révolution, nettement et ouvertement.

Le prolétariat en effervescence continue, surtout depuis le 9 janvier, ne donne pas un instant de répit à l'ennemi, prend l'offensive, principalement sous forme de grèves, évite les collisions directes avec la force armée du tsarisme, prépare ses forces pour la grande bataille décisive. Dans les régions les plus évoluées au point de vue industriel, où la préparation politique des ouvriers est la meilleure, où le joug national s'ajoute au joug économique et politique général, la police et la troupe du tsar se comportent de façon particulièrement provocante. Et ceux mêmes d'entre les ouvriers qui ne sont pas prêts à la lutte, ceux qui se bornaient au début à la défensive, nous offrent, par l'exemple du prolétariat de Lodz, un nouveau modèle d'enthousiasme et d'héroïsme révolutionnaires, et aussi des formes supérieures d'action. Leur armement est encore défectueux, très défectueux, leur insurrection est, comme par le passé, partielle,

manquant de liaison avec le mouvement général, mais ils font néanmoins un pas en avant, ils couvrent avec une promptitude étonnante les rues des villes de dizaines de barricades, ils infligent des pertes sérieuses aux troupes du tsar, ils se défendent farouchement dans certaines maisons. L'insurrection armée s'étend en profondeur et en largeur. Les nouvelles victimes des bourreaux du tsar (près de deux mille hommes ont été tués ou blessés à Lodz) allument dans le cœur de dizaines et de centaines de milliers de citoyens, la haine ardente envers l'autocratie maudite. Les nouvelles batailles font ressortir avec une évidence croissante l'inéluctabilité du combat décisif qui dressera le peuple en armes contre les forces armées du tsarisme. Les explosions successives dessinent un tableau de plus en plus complet de l'incendie qui gagne toute la Russie. L'action prolétarienne s'étend à de nouvelles régions, les plus arriérées, et le zèle des sbires du tsar se prodigue au profit de la révolution, en transformant les conflits économiques en conflits politiques, en montrant partout aux ouvriers, à la lumière de leur propre condition, la nécessité absolue de renverser l'autocratie, formant ainsi les futurs combattants et les futurs héros de l'insurrection populaire.

L'insurrection armée populaire, mot d'ordre si résolument formulé par le parti du prolétariat au IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, est l'aboutissant dont les événements mêmes, le processus spontané d'un mouvement révolutionnaire en voie d'élargissement et d'exacerbation nous rapprochent de plus en plus. Que toutes les hésitations, que tous les doutes s'évanouissent au plus vite, que tous et chacun comprennent au plus vite tout ce qu'il y a d'inepte, tout ce qu'il y a d'indigne à vouloir éluder à présent cette tâche pressante — se préparer avec la plus grande énergie à l'insurrection armée — que le danger des atermoiements et l'urgence de coordonner et d'unir les soulèvements partiels de toutes parts soient compris de chacun ! Isolées, ces explosions partielles sont impuissantes. Si le mouvement continue à gagner avec une spontanéité aussi lente une ville après l'autre, une région après l'autre, la force organisée du gouvernement tsariste pourra écraser les insurgés les uns après les autres. Mais, unies, ces explosions peuvent se confondre en un torrent de

flammes révolutionnaires d'une telle puissance que nulle force au monde n'y pourra résister. Et cette unification vient, vient par des milliers de voies que nous ignorons, dont nous ne nous doutons pas. Le peuple apprend dans ces explosions et ces mêlées partielles à faire la révolution, et nous devons seulement veiller à ne pas retarder sur l'actualité, à toujours savoir indiquer le degré suivant et supérieur de l'action, en dégageant du passé et du présent l'expérience et les leçons qu'ils comportent, en appelant plus hardiment, plus largement, les ouvriers et les paysans à aller de l'avant, sans cesse de l'avant, vers la victoire totale du peuple, vers l'anéantissement de la bande autocratique qui résiste maintenant avec un désespoir de condamné à mort.

Combien de fois il s'est trouvé parmi les social-démocrates, et surtout parmi les intellectuels social-démocrates, des hommes qui minimisaient les objectifs du mouvement et, pusillanimes, perdaient la foi en l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière ! D'aucuns pensent encore que la révolution démocratique étant bourgeoise de par son caractère économique et social, le prolétariat ne doit pas prétendre y jouer un rôle dirigeant, y participer avec la plus grande énergie, y affirmer les mots d'ordre avancés de renversement du tsarisme et de formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Les événements instruisent aussi ces retardataires. Ils confirment les leçons de combat tirées de la théorie révolutionnaire du marxisme. Le caractère bourgeois de la révolution démocratique ne signifie pas que la bourgeoisie seule peut en bénéficier. Bien au contraire, cette révolution est particulièrement avantageuse et utile au prolétariat et à la paysannerie. Les événements font ressortir de mieux en mieux que le prolétariat est seul capable d'une action décisive pour la liberté totale, pour la république, en dépit du manque de fermeté et de stabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat peut se mettre à la tête du peuple entier, ralliant la paysannerie qui ne peut s'attendre de la part de l'autocratie qu'à l'oppression et à la violence, et de la part des amis bourgeois du peuple qu'à la trahison et au reniement. De par sa situation de classe dans la société contemporaine, le prolétariat est à même de comprendre, avant toutes les autres classes, que les grandes questions

historiques ne se résolvent en fin de compte que par la force, que la liberté ne peut être conquise sans les plus grands sacrifices, que la résistance armée du tsarisme doit être brisée, écrasée, par la force des armes. Autrement, nous ne verrons pas de liberté, autrement la Russie est vouée au sort de la Turquie, c'est-à-dire à une longue et douloureuse déchéance suivie de désagrégation, surtout cruelles pour les masses laborieuses et exploitées du peuple. Que la bourgeoisie s'humilie et s'avilisse donc, qu'elle marchande et quémande des aumônes, qu'elle s'efforce d'obtenir une misérable parodie de liberté ! Le prolétariat ira au combat, entraînant à sa suite la paysannerie martyrisée par le servage le plus ignoble, le plus intolérable, le plus outrageant ; le prolétariat ira vers la liberté totale, que le peuple en armes, appuyé sur un pouvoir révolutionnaire, peut seul sauvegarder.

Le mot d'ordre de l'insurrection n'a pas été dicté à la social-démocratie sous l'impression du moment. La social-démocratie a toujours combattu et combattra toujours la phrase révolutionnaire, elle exigera toujours l'évaluation lucide des forces et l'analyse lucide de la situation. La social-démocratie posa dès 1902 la question de préparer l'insurrection, sans jamais confondre toutefois cette préparation avec la provocation d'absurdes séditions dont l'organisation artificielle n'eut été qu'un gaspillage stérile de nos forces. Et ce n'est qu'à présent, après le 9 janvier, que le mot d'ordre de l'insurrection est mis à l'ordre du jour par le parti ouvrier, que l'insurrection est reconnue nécessaire de même que sa préparation immédiate. C'est l'autocratie elle-même qui en a fait le mot d'ordre pratique du mouvement ouvrier. L'autocratie a donné les premières grandes leçons de guerre civile à la masse. Cette guerre a commencé et s'étend sous des formes de plus en plus âpres. Nous n'avons qu'à en dégager l'enseignement général, à éclairer l'immense portée des mots « guerre civile », à tirer des diverses batailles de cette guerre des leçons pratiques, à organiser nos forces, à préparer directement et immédiatement tout ce qui est indispensable à une véritable guerre.

La social-démocratie ne craint pas de regarder la vérité en face. Elle connaît la perfidie de la bourgeoisie. Elle sait que la liberté n'apportera pas à l'ouvrier le calme et

la paix, mais l'appellera à de nouveaux combats, plus grands encore, pour le socialisme, contre les bourgeois, aujourd'hui amis de la liberté. Et c'est précisément pour cette raison que la liberté est absolument nécessaire aux ouvriers, leur est plus nécessaire qu'à quiconque. Seuls les ouvriers peuvent combattre à la tête du peuple pour la liberté totale, pour la république démocratique, et ils combattront à mort.

Certes, l'ignorance et la prostration du peuple sont grandes encore, il faut une somme énorme de travail afin d'emmener les ouvriers à prendre conscience d'eux-mêmes pour ne point parler de la paysannerie. Mais voyez avec quelle promptitude se redresse l'esclave d'hier, quelle étincelle de liberté s'allume même dans des yeux à demi-éteints. Voyez le mouvement paysan. Il est dispersé, inconscient, nous ne connaissons sur son ampleur et son caractère que des miettes de vérité. Mais nous savons bien que l'ouvrier conscient et le paysan se dressant pour la lutte se comprendront en deux mots, que chaque rayon de lumière les unira plus étroitement dans le combat pour la liberté, et qu'unis ils n'abandonneront plus à une bourgeoisie méprisablement lâche et sordide et aux propriétaires fonciers *leur* révolution *à eux*, cette révolution démocratique qui peut donner la liberté et la terre, qui peut donner aux travailleurs toutes les améliorations de leur condition, concevables dans une société bourgeoise, afin de poursuivre la lutte ultérieure pour le socialisme. Voyez la région industrielle du Centre. Ne nous paraissait-elle pas, naguère encore, dormir d'un profond sommeil ? Ne pensions-nous pas, naguère encore, que des actions syndicales partielles, divisées, de peu d'ampleur, y étaient seules possibles ? Or, la grève générale s'y est déjà étendue comme un incendie. Des dizaines et des centaines de milliers d'hommes se sont levés, se lèvent. L'agitation politique y prend un développement extraordinaire. Les ouvriers de cette région sont encore loin, à coup sûr, du prolétariat héroïque de l'héroïque Pologne, mais le gouvernement du tsar fait rapidement leur éducation, les obligeant à promptement « rattraper la Pologne ».

Non, l'insurrection armée du peuple entier n'est pas un rêve. L'idée de la victoire totale du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution démocratique actuelle n'est pas vaine. Et quelles immenses perspectives s'ouvri-

raient après cette victoire au prolétariat européen, dont les aspirations au bonheur sont artificiellement contenues depuis de longues années par la réaction militaire et agrarienne ! La victoire de la révolution démocratique en Russie marquera le début de la révolution socialiste et de nouvelles victoires de nos frères, les prolétaires conscients de tous les pays.

Comparée à la lutte héroïque et puissante du prolétariat que l'attitude des fidèles serviteurs du tsar, membres des zemstvos et de l'*Osvobojdénié*, à la fameuse réception de Nicolas II, apparaît misérable et écœurante ! Les cabotins ont eu le châtiment qu'ils méritaient. L'encre, dont ils avaient relaté, en un style de larbins flagorneurs, les gracieuses paroles du souverain, n'était pas encore sèche, que la véritable signification de ces paroles ressortait aux yeux de tous, grâce à de nouveaux faits. La censure sévit. Le journal *Rouss*[169] est suspendu pour avoir imprimé une adresse aussi modeste que possible. La dictature de la police dirigée par Trépov fleurit. L'interprétation officielle des propos du tsar, c'est qu'il a promis une assemblée *consultative* de représentants du peuple, l'intégrité de l'autocratie séculaire et « spécifiquement russe » demeurant inviolable !

Il se trouve que le prince Mechtcherski a émis dans son article du *Grajdanine* une juste appréciation de la réception. Nicolas a su *donner le change* * aux membres des zemstvos et aux libéraux, écrivait-il. Nicolas a su *les rouler* !

Sainte vérité ! Les chefs des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* se sont laissé rouler. C'est ce qu'ils méritaient. Ils sont punis comme ils le méritaient pour leur servilité, pour avoir dissimulé leurs décisions et pensées véritables sur la Constitution, pour avoir accueilli dans un silence vil le discours jésuitique du tsar. Ils n'ont pas cessé de marchander et marchandent encore, s'efforçant d'obtenir pour la bourgeoisie une parodie de liberté « inoffensive ». Chipov marchande avec Boulyguine, Troubetskoï marchande avec Chipov, Pétrounkévitch et Roditchev marchandent avec Troubetskoï, Strouvé marchande avec Pétrounkévitch et Roditchev. Ils marchandent, ils concluent des accords « pro-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

visoires » sur le programme de la délégation des zemstvos, tout à fait conçu à la Chipov. La pointe d'une botte de soldat a donné à ces maquignons... la bonne réponse.

Se peut-il que cet avilissement des chefs du « libérationnisme » bourgeois russe ne soit pas encore le commencement de la fin ? Les gens capables d'être des *démocrates* honnêtes et sincères ne vont-ils pas se détourner, même à présent, du fameux parti « constitutionnel-démocrate » ? Se peut-il qu'ils ne comprennent pas que soutenir un « parti » dont la « fraction des zemstvos » est à plat ventre devant l'autocratie, tandis que l'*Union de l'Osvobojdénié* est à plat ventre devant la fraction des zemstvos, c'est se déshonorer à jamais et trahir la révolution ?

Nous saluons l'épilogue de la délégation des zemstvos ! Le masque est levé. Choisissez, Messieurs les propriétaires fonciers et Messieurs les bourgeois. Choisissez, Messieurs les gens cultivés, membres d'« Unions » de toute sorte. Pour la révolution ou pour la contre-révolution ? Pour la liberté ou contre la liberté ? Qui veut être démocrate, réellement, doit combattre, rompre avec les reptiles et les traîtres, créer un parti honnête se respectant soi-même et respectant ses convictions, se ranger résolument, irrévocablement, aux côtés de l'insurrection armée. Mais qui veut continuer le jeu de la diplomatie, des réticences, des marchandages et de la servilité, qui veut continuer à lancer des menaces verbales auxquelles personne ne croit et accueillir avec ferveur, des lèvres du monarque bien-aimé, la promesse d'un poste de maréchal de la noblesse, doit être publiquement flétri par le mépris général des partisans de la liberté.

A bas les bourgeois traîtres à la liberté !

Vive le prolétariat révolutionnaire ! Vive l'insurrection armée pour la liberté totale, pour la république, pour les intérêts essentiels et vitaux du prolétariat et de la paysannerie !

« Prolétari » n°6
du 3 juillet (20 juin) 1905

Conforme au texte du journal

LE TROISIÈME PAS EN ARRIÈRE

Les résolutions du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. ont indiqué à tous les camarades l'attitude à observer, en principe et dans le domaine de l'organisation, à l'égard de ce qu'on appelle la minorité ou les gens de la nouvelle *Iskra*. Le IIIe Congrès, reconnaissant la nécessité d'une lutte idéologique contre les survivances de l'« économisme », a jugé possible l'admission de minoritaires dans les organisations du parti, à la condition qu'ils se soumettent aux décisions du congrès et à la discipline du parti. Puisque cette condition n'est pas réalisée, tous les groupes de la « minorité » doivent être considérés comme étant en dehors du parti, mais les *accords* pratiques avec eux sont naturellement admissibles, au gré du Comité central et des comités locaux, sur les mêmes bases que les accords avec le Bund, etc.

Nous ne pouvons donner en ce moment aux camarades que peu de renseignements sur les éléments de la minorité à l'étranger qui s'est séparée du parti. Aussitôt après le congrès, le Comité central écrivit à la *Ligue* ainsi qu'aux camarades chargés du service technique et de la caisse du parti, priant la première de faire connaître son attitude à l'égard du IIIe Congrès et les seconds de remettre les biens du parti au Comité central. Aucune de ces lettres n'eut de réponse. Les gens de la nouvelle *Iskra* voulaient bien se servir, au nom du parti entier, de l'imprimerie du parti et de son dépôt, recevoir des fonds de la social-démocratie allemande et de l'étranger en général ; mais ils ne voulaient pas rendre compte au parti de l'usage fait de ses biens et de ses fonds. Nous croyons superflu de commenter cette attitude.

Nous avons exprimé dans un article sur le IIIe Congrès

(*Prolétari* n° 1 *) le vœu que du moins la fraction scindée du parti s'organisât au plus vite, en un tout d'une cohésion interne aussi grande que possible : les accords sur certains points seraient alors plus faciles et le chemin de l'unité future serait plus clair. Par malheur, ce vœu également s'est révélé à peu près inexécutable. Les résolutions de la « conférence » de la minorité sont maintenant publiées (voir la très intéressante brochure : *La première conférence de Russie des responsables du parti*, supplément au n° 100 de l'*Iskra*, et aussi ce n° 100). Nous recommandons instamment à toutes les organisations du parti de prendre connaissance de cette brochure, car nous ne pourrions pas imaginer de meilleur arsenal pour la lutte idéologique contre ceux qui ont fait la scission. Ces résolutions prouvaient que la minorité est complètement incapable d'organiser même ses propres partisans. Ils n'ont même pas pu réunir leur propre conférence : c'est nous, Bureau des Comités de la Majorité et Comité central, auteurs de la convocation du congrès, qui l'avons réunie ! Les délégués des organisations menchéviques étaient mandatés par leurs organisations pour se rendre au congrès, mais ils arrivèrent à une conférence ! La conférence décida de ne pas reconnaître les décisions du III^e^ Congrès et d'abroger les statuts du parti adoptés au II^e^ Congrès ! Elle ne parvint pas à se constituer en congrès, ses décisions sont celles d'une assemblée *consultative* et doivent être sanctionnées par chaque organisation. Pas de liste complète des participants, pas de procès-verbaux non plus. Les organisations de la minorité ne peuvent par conséquent répondre que par oui ou par non quant à leur attitude touchant telle ou telle résolution. Les voix délibératives se prononceront donc sans avoir la possibilité de modifier le texte des résolutions, et sans que les votants aient connaissance des débats dont les résolutions ont fait l'objet. Comment ces voix délibératives seront-elles totalisées, alors qu'elles peuvent diverger jusqu'à confirmer une partie d'une résolution et en repousser une autre ? Allah le sait. Nous sommes en présence du principe des plébiscites bonapartistes, à l'opposé du principe généralement admis dans la social-démocratie internationale de la représentation démocratique. Chez nous,

* Voir le présent tome, p. 446. (*N.R.*)

les représentants élus et responsables des organisations jouissant de la plénitude des droits délibèrent et décident. Chez eux, les représentants et les hôtes délibèrent et proposent, et les organisations jouissant de la plénitude des droits répondent après coup par oui ou non. On imaginerait mal un système plus susceptible de désorganiser les social-démocrates. Dans la pratique, ce système de plébiscites dégénère toujours en comédie.

Le « statut d'organisation » en 13 articles adopté par la conférence est une perle en son genre. Un édifice du parti à six étages se bâtit, dans l'ordre que voici, de bas en haut : 1) groupe dirigeant ; 2) comité ; 3) congrès régional ; 4) comité régional ; 5) conférence et 6) commission exécutive. De façon générale, l'instance inférieure élit l'instance supérieure. Mais les rapports entre le groupe dirigeant et le comité sont déterminés non par le principe électif, mais par le principe des « accords », comme le pensent les gens de la nouvelle *Iskra*, ou plutôt du « gâchis » comme il nous semble à nous. D'une part, le comité entre tout entier dans le groupe dirigeant non seulement avec tous les membres des comités de district, mais ceux des « groupes militant au sein de couches particulières de la population ». D'autre part, « le comité de district comprend aussi un représentant du comité » ! ! D'une part, toutes les décisions importantes doivent émaner du groupe dirigeant et, de l'autre, dans les cas exceptionnels, le comité agit de sa propre initiative « avant d'avoir consulté (!) les comités de districts ». Le comité est enfin « tenu de rendre périodiquement compte aux comités de district de son activité ». Objet d'une motion de censure de la part de la majorité des membres des comités de district, le comité est réorganisé « par le comité régional et les comités de district agissant de concert ». Ni les droits ni la composition des autres organisations du parti (dont le comité de district) ne sont déterminés. La notion d'affiliation au parti, sur laquelle les menchéviks ont livré bataille par principe au IIe Congrès, est tout bonnement jetée par-dessus bord ! Jusqu'à présent, le principe de « l'accord » entre membres d'une seule et même organisation ou d'un parti, s'entendant sur toutes les questions essentielles de programme et de tactique, était considéré comme un principe anarchiste. Les social-démocra-

tes du monde entier appliquaient et appliquent dans ce cas le principe de la soumission de la minorité à la majorité. Les gens de la nouvelle *Iskra* veulent offrir au monde l'exemple impérissable de l'amalgame de ces deux principes dans le « désordre le plus poétique ». Un numéro d'un journal allemand portant la devise *Weder Autorität noch Majorität* (ni autorité ni majorité) nous est récemment tombé sous les yeux. Ce principe s'apparente à celui de l'organisation-procès professé par la nouvelle *Iskra*. Le journal en question est celui des anarchistes allemands : *Der Anarchist*.

Pour l'élection du centre (« organe de coordination de tout le travail du parti »), les gens de la nouvelle *Iskra* préfèrent aux élections directes les élections indirectes par l'entremise d'électeurs spécialement désignés. La commission exécutive, au lieu d'être élue directement par les représentants des groupes dirigeants, fait l'objet d'élections à *quatre degrés* ! D'où vient cette aversion inattendue pour les élections directes ? Allah le sait. D'aucuns se demandent : l'exemple de M. Strouvé qui voudrait établir pour la Chambre haute le suffrage universel, mais non direct, n'a-t-il pas pesé sur les gens de la nouvelle *Iskra* ? Comment se feront ces élections à quatre degrés, Allah seul le sait aussi, car les « statuts » n'en disent rien.

Il va de soi qu'il serait ridicule de prendre au sérieux ces statuts, dont nous sommes loin d'avoir épuisé toutes les beautés. Ils ne seront jamais appliqués. Le lourd véhicule à six étages, si même on réussissait à le construire, ne parviendrait jamais à s'ébranler. Ces statuts n'ont pas de portée pratique, mais ils ont une importance de principe. Ils illustrent magnifiquement, ils illustrent de façon sans pareille, la fameuse théorie d'« organisation-procès ». Il doit être clair désormais, même pour un aveugle, que l'« organisation-procès », c'est la désorganisation. Jusqu'à présent, les menchéviks ont fait office de désorganisateurs à l'égard de leurs adversaires, à l'égard du II^e^ Congrès et des organes qu'il a créés. Ils font office maintenant de désorganisateurs à l'égard de leurs propres coreligionnaires politiques. C'est bien ce qui s'appelle ériger la désorganisation en principe.

Nous ne sommes pas surpris que les menchéviks aient commencé par violer leurs propres statuts. Ils n'ont esquissé

aucune division de la Russie en régions. Ils n'ont élu aucune commission exécutive, fût-elle temporaire, en attendant que les comités et les organisations soient validés. La conférence a élu une Commission d'organisation qui n'est pas prévue dans les statuts et lui a confié des missions spéciales ! Désormais, les accords même temporaires et partiels avec les menchéviks deviennent terriblement difficiles, cette Commission d'organisation n'ayant aucun statut officiel et ses démarches ne pouvant avoir aucune importance décisive. Que celui qui veut avoir affaire aux menchéviks ait donc soin de prendre contact avec chacune de leurs organisations, voir avec chacun de leurs « seigneurs » auquel il est loisible de dire : « Nous interdirons ! »

Enfin le silence complet fait dans les « statuts » de la minorité sur les organes du parti, et sur ses publications en général, est la chose la plus étonnante. Il y a des organes (l'*Iskra*, le *Social-Démocrate* [170]) et il y en aura, mais les statuts adoptés par la conférence n'établissent *aucune* liaison entre ces organes et le parti. C'est monstrueux, mais c'est ainsi. Les écrivains sont en dehors du parti, au-dessus du parti. Ils ne sont astreints à aucun contrôle, ils ne rendent pas de comptes, ils ne connaissent aucune dépendance matérielle. C'est quelque chose dans le genre de ce qu'on vit aux pires époques de l'opportunisme des socialistes français : le parti se suffit à lui-même, les écrivains se suffisent à eux-mêmes. De ce point de vue, la décision suivante de la conférence n'est peut-être pas fortuite. Résolution sur la littérature du *parti* (?) : « La conférence juge nécessaire : 1) que la Commission d'organisation prenne des mesures tendant à élargir la possibilité offerte aux écrivains du parti de défendre dans la presse légale les principes théoriques du parti ». L'organisation menchévique se présente à peu près sous cette forme : un groupe d'« écrivains du parti » irresponsables et « indépendants », irremplaçables et irremplacés ; auprès de ce groupe, une commission qui s'occupe... des éditions légales !

Il est difficile de parler sérieusement de ce type d'organisation. Plus la révolution est proche, plus est proche la possibilité d'une action ouverte des social-démocrates dans la presse « légale », et plus le parti du prolétariat doit observer sévèrement le principe de la responsabilité absolue

des « écrivains du parti » devant ce dernier, le principe de leur dépendance à l'égard de ce dernier.

Pour ce qui est des résolutions tactiques de la conférence, elles confirment remarquablement la déclaration du III^e^ Congrès sur les nuances de la social-démocratie « apparentées à l'économisme » et sur la « restriction de l'ampleur de l'action du parti ». Nous ne parlerons pas de la façon invraisemblablement négligente dont les résolutions ont été rédigées, ce qui les fait ressembler davantage à des ébauches, à des aphorismes, à des ratiocinations et à des fragments de brouillons. A cet égard, il n'est que le « programme de l'*Union de l'Osvobojdénié* » qui puisse soutenir la comparaison avec les résolutions de la conférence. Nous ne sommes pas en présence de directives nettes et précises données par l'organe supérieur du parti, mais d'essais de plume de quelques écrivains du parti...

Considérez le contenu de ces essais. On ne vous dira pas sur la brûlante question de l'insurrection que celle-ci est devenue « indispensable », qu'il faut en expliquer non seulement la signification politique, mais aussi « l'aspect pratique et d'organisation », qu'il faut « organiser le prolétariat » à cette fin et « créer, dans la mesure des besoins des groupes spéciaux » (résolution du III^e^ Congrès). Non. On commencera par vous dire que la possibilité de déclencher l'insurrection à une date donnée, et de la préparer par des moyens d'organisation et de conspiration, est « exclue » ; vous apprendrez ensuite que l'élargissement de l'agitation et de l'organisation rend possible la transformation des mouvements spontanés en « insurrections bien ordonnées ». Et ce brouillamini doit servir de directive idéologique au parti du prolétariat ! Le III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. *répète et confirme* toutes les vieilles vérités sur la propagande, l'agitation, le mouvement démocratique dans son ensemble, etc., mais y *ajoute* une tâche nouvelle : organiser le prolétariat pour l'insurrection, élucider l'aspect « pratique et d'organisation » de *nouveaux* procédés de lutte, d'une lutte résolue pour la liberté. La conférence ne parle que de la « préparation de l'insurrection » en général, se bornant à répéter les vérités éculées sur l'agitation et l'organisation en général, sans se décider à indiquer elle-même aucune nouvelle tâche, sans donner la moindre directive sur la né-

cessité de faire un pas en avant et de passer de la préparation en général, dont nous parlons déjà depuis 1902, à l'organisation pratique. C'est exactement ce que faisaient les anciens économistes. Quand apparurent sur la scène de nouveaux objectifs de lutte politique, on se mit à les amoindrir, on se mit à les monnayer en phrases et à les subordonner aux objectifs de l'action économique.

Les social-démocrates révolutionnaires disaient non seulement lutte économique, mais aussi lutte politique sous les formes les plus larges et les plus hardies. Le meilleur moyen d'agitation politique, c'est la lutte économique, répondaient les économistes. Les social-démocrates révolutionnaires disent aujourd'hui : non seulement propagande et agitation en général, non seulement éclaircissement du sens politique de l'insurrection, mais aussi créer des groupes spéciaux, amorcer dans l'immédiat l'organisation pratique, prendre les « mesures les plus énergiques d'armement du prolétariat ». L'insurrection bien ordonnée, répondent les gens de la nouvelle *Iskra*, est exclue, il faut élargir l'agitation, affermir l'organisation, préparer la transformation du mouvement spontané en mouvement bien ordonné ; ce n'est que sur cette base que l'« on peut rapprocher le moment de l'insurrection » et que les « préparatifs techniques de combat peuvent acquérir une importance plus ou moins sérieuse... »

Pour eux, le moment de l'insurrection ne s'est pas encore « rapproché » ! Pour eux, les préparatifs pratiques peuvent seulement « acquérir un caractère plus ou moins sérieux » ! N'est-ce pas le « suivisme » le plus pur ? N'est-ce pas amoindrir la tâche « urgente » (de l'avis du III^e^ Congrès) que nous n'avons encore abordé que dans une mesure infime ? Ces gens ne rétrogradent-ils pas de l'insurrection à l'agitation, comme les économistes rétrogradaient de la lutte politique à la lutte économique contre le patronat et le gouvernement ? Lisez le n° 71 de l'*Osvobojdénié*, et vous verrez comment M. Strouvé recule devant le mot d'ordre de l'insurrection armée, comment ce chef de la bourgeoisie libérale conteste l'inéluctabilité de l'insurrection (p. 340), comment il s'efforce de minimiser l'importance de la « révolution au sens technique », comment il « *approfondit* » le mot d'ordre de l'insurrection en invoquant les « condi-

tions sociales et psychologiques », comment il substitue à ce mot d'ordre celui de la « pénétration des masses par les idées de transformation démocratique », — et vous comprendrez quelle influence profondément démoralisatrice le « suivisme » des gens de la nouvelle *Iskra* doit exercer sur le prolétariat, et de qui il fait le jeu.

Autre question politique brûlante : celle du gouvernement révolutionnaire provisoire. La résolution du IIIe Congrès la pose clairement en termes précis. Ses considérants invoquent la lutte pour la république, qui ne peut être conquise qu'en cas de victoire complète de l'insurrection ; la nécessité de la convocation de l'Assemblée constituante par un gouvernement révolutionnaire provisoire afin d'assurer réellement la liberté et la régularité des élections ; la nécessité de se préparer à la lutte contre la bourgeoisie afin de sauvegarder les conquêtes de la révolution. Conclusions et directives du congrès : il faut éclairer le prolétariat sur la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Le prolétariat devra lui présenter des exigences bien définies, à savoir : l'application intégrale du programme minimum. La participation des social-démocrates au gouvernement (action « par en haut ») est admissible ; son objectif est nettement indiqué (combattre sans merci la contre-révolution et défendre les intérêts propres de la classe ouvrière). Les conditions de cette participation sont indiquées en termes non moins nets : la condition formelle, c'est le contrôle rigoureux du parti ; la condition concrète, c'est-à-dire celle de l'opportunité de la participation, c'est le maintien inflexible de l'indépendance de la social-démocratie, la préparation des conditions de la révolution socialiste. Cette énumération des conditions de la participation au gouvernement, de la pression à exercer d'en haut, forme nouvelle d'activité caractéristique seulement pour une époque révolutionnaire, est complétée par l'indication des formes et du but de la pression constante, en tout cas, obligatoire d'en bas, exercée sur le gouvernement révolutionnaire provisoire par le prolétariat armé sous la conduite de la social-démocratie. Somme toute, c'est la réponse complète à la *nouvelle* question politique et l'indication précise sur l'importance des *nouvelles* formes de lutte, de leurs

fins, du programme de cette lutte et des conditions dans lesquelles ces formes sont admissibles.

Que trouvons-nous dans la résolution de la conférence ? Ce texte commence par l'affirmation d'une *fausseté* flagrante : « la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » peut être marquée ou bien par la formation d'un gouvernement provisoire, « ou bien par l'initiative révolutionnaire de quelque institution représentative qui déciderait, sous la pression directe et révolutionnaire du peuple, l'organisation de l'Assemblée constituante du peuple entier ».

On peut et on doit donner au parti des indications tactiques prévoyant à la fois la victoire ou la défaite de l'insurrection, prévoyant la convocation d'une Assemblée constituante authentique par des voies révolutionnaires aussi bien que la réunion d'une parodie de représentation nationale par le tsar. Mais qualifier de victoire décisive ce qui est dépourvu de la condition la plus décisive de la victoire, ce n'est pas diriger la conscience révolutionnaire, c'est y semer le trouble. Toute « décision » d'une institution représentative quelconque de mettre sur pied l'Assemblée constituante est aussi éloignée de la victoire décisive que la parole l'est de l'action, car le pouvoir impérial dispose de forces susceptibles d'empêcher la parole de devenir action. La résolution des gens de la nouvelle *Iskra* renouvelle mot pour mot l'affirmation des anciens économistes d'après lesquels la conquête de la journée de 8 heures, ou l'octroi par le gouvernement de la journée de 10 heures, à partir de laquelle les ouvriers passeraient à celle de 9 heures, pourrait être la victoire décisive des prolétaires.

La résolution de la conférence répète les thèses incontestables du marxisme sur le caractère bourgeois de la révolution démocratique mais en leur donnant une interprétation étroite ou incorrecte. Au lieu du mot d'ordre de combat : république, on nous sert la description du processus de « liquidation du régime monarchique ». Au lieu d'indiquer les conditions et les objectifs du *nouveau* procédé de lutte « par en haut », possible et obligatoire à une époque révolutionnaire si le succès de l'insurrection prolétarienne est acquis, on nous propose de « demeurer le parti extrême de l'opposition révolutionnaire ». Attitude excellente pour la lutte parlementaire, excellente pour l'action par en bas, mais précisément

insuffisante pendant l'insurrection. En de tels moments, la tâche de « l'opposition » consiste à renverser par la force le gouvernement ; et la conférence n'a pas su donner de directive sur ce point.

Admettant la « prise du pouvoir » épisodique et partielle dans certaines villes et certains districts, la résolution de la conférence renonce au « principe » de la nouvelle *Iskra* selon lequel la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire avec la bourgeoisie est trahison du prolétariat, millerandisme, etc. Une trahison épisodique et partielle ne cesse pas d'être une trahison. Mais la limitation du problème à certaines villes ou à certains districts n'est pas une solution, elle ne fait qu'éparpiller l'attention, fractionner la question et y semer la confusion. Enfin le mot d'ordre des « communes révolutionnaires » donné dans la résolution de la conférence se réduit, par son manque de clarté, à une simple phrase contrastant avec le mot d'ordre : dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

Toute la résolution des gens de la nouvelle *Iskra* sur le gouvernement révolutionnaire provisoire encourt le même reproche que leur résolution sur l'insurrection : incapacité de déterminer les nouveaux objectifs tactiques de l'heure, répétition de vérités éculées au lieu d'appel à la marche en avant, absence d'un mot d'ordre central pour la classe avancée dans la révolution démocratique, minimisation des tâches et de l'ampleur de l'activité de cette classe, de son enthousiasme révolutionnaire et de son énergie révolutionnaire. La tendance politique de cette tactique erronée rapproche la doctrine de la nouvelle *Iskra* de celle de l'*Osvobojdénié*, cède le rôle dirigeant dans la révolution démocratique à la bourgeoisie libérale, transforme le prolétariat en un simple appendice de celle-ci.

Ce défaut capital se manifeste aussi dans d'autres résolutions, moins importantes de la conférence. Ainsi, au lieu du mot d'ordre de l'institution par la voie révolutionnaire de la journée de 8 heures (résolution du III^e^ Congrès), on ne propose que le vieux mot d'ordre, insuffisant à l'heure actuelle, de l'agitation pour l'établissement par la voie législative de la journée de 8 heures. Au lieu de l'organisation immédiate de comités révolutionnaires paysans, on ne

propose que de réclamer de l'Assemblée constituante la formation de ces comités. Au lieu du mot d'ordre de lutte contre l'inconséquence, l'insuffisance et l'étroitesse du mouvement émancipateur de la bourgeoisie partout où ces traits se manifestent (résolution du IIIe Congrès), la résolution de la conférence, reprenant à son compte l'erreur de Starover, poursuit une tâche chimérique : trouver un « révélateur », énumérer les « points » dont l'application permettrait de dire qu'un démocrate bourgeois est l'ami sincère du peuple. Les « points » de la résolution de la nouvelle *Iskra* se sont naturellement révélés tout de suite incomplets. Le mot d'ordre de république fait défaut. Il apparaît qu'un groupement démocratique tel que l'« Union de Libération de Russie » (cf. *Prolétari* n° 4) * répond à ces « points » bien qu'il n'offre, en réalité, aucune garantie contre la prédominance en son sein des gens de l'*Osvoboždénié*.

Il va de soi que dans un article de journal nous pouvions seulement indiquer de la façon la plus sommaire et la plus générale l'erreur fondamentale de la tactique de la nouvelle *Iskra*, telle qu'elle se manifeste dans les résolutions de la conférence. Autant son « organisation-procès » manque de sérieux, autant les tendances erronées de sa tactique sont sérieuses et graves pour le parti. Aussi consacrons-nous à l'analyse détaillée de cette tendance une brochure particulière déjà sous presse et qui paraîtra très prochainement [171].

« Prolétari » n°6 du 3 juillet (20 juin) 1905

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 505-517. *(N.R.)*

AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Chers Citoyens,

La Rédaction du *Prolétari* a reçu aujourd'hui un télégramme de Berlin. Un camarade nous prie d'informer le Bureau International que selon un télégramme privé du *Berliner Tageblatt* le gouvernement russe a prié les puissances d'envoyer leurs stationnaires [172] de Constantinople à Odessa pour lui aider à rétablir l'ordre.

Il est bien probable que le gouvernement russe ayant perdu toute confiance en ses propres forces navales tâchera de faire combattre contre la révolution russe les navires de guerre des Etats européens sous le prétexte de défense des étrangers *demeurant* à Odessa.

Ainsi existe-t-il un grave péril que les peuples européens ne soient réduits au rôle de bourreaux de la liberté russe. C'est pourquoi nous vous prions, chers citoyens, de considérer cette question et de chercher un moyen pour prévenir cette éventualité. Peut-être serait-il opportun de publier un appel au nom du Bureau Soc. Int. aux ouvriers de tous les pays. Dans cet appel il faudrait souligner que ce ne sont pas des émeutes de la populace qui ont lieu en Russie, mais que c'est la révolution, la lutte pour la liberté, que cette lutte a pour but la convocation d'une assemblée constituante, exigée par tous les partis progressistes et surtout par le parti démocrate socialiste ouvrier. Peut-être un pareil appel, traduit en toutes les langues, publié dans tous les journaux socialistes du monde, répandu par tous les moyens qui peuvent être à notre disposition, pourrait-il influencer l'opinion publique et frustrer les plans liberticides du gouvernement russe.

Nous espérons que vous nous communiquerez votre opinion sur ce sujet.

Veuillez agréer, chers citoyens, nos salutations bien fraternelles.

Au nom du Comité central
du Parti ouvrier démocrate socialiste de Russie

N. Lénine (Vl. Oulianoff)

Conforme au manuscrit

Rédigé en français le 21 juin (4 juillet) 1905. Publié pour la première fois le 2 février 1924 dans le n°33 du journal « Le Peuple »

PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

TROIS CONSTITUTIONS OU TROIS RÉGIMES [172]

Que veulent la police et les fonctionnaires ?	Que veulent les bourgeois les plus libéraux (les gens de l'*Osvobojdénié* ou le Parti constitutionnel-démocrate) ?	Que veulent les ouvriers conscients (social-démocrates) ?
La monarchie autocratique.	La monarchie constitutionnelle.	La république démocratique.

EN QUOI CONSISTENT CES RÉGIMES ?

LA MONARCHIE AUTOCRATIQUE	LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE	LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
1. Le tsar monarque autocrate.	1. Le tsar monarque constitutionnel.	1. Pas de tsar.
2. Le Conseil d'Etat (composé de fonctionnaires nommés par le tsar).	2. La Chambre haute des représentants du peuple. (Suffrage indirect, pas tout à fait égal et pas tout à fait universel.)	2. Pas de Chambre haute.
3. La Douma d'Etat ou une	3. La Chambre basse (suffrage uni-	3. Une Chambre républicaine (élue

chambre consultative de représentants du peuple. (Suffrage indirect, inégal et point universel.)	versel, direct, égal et au scrutin secret).	au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret).

QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE CES RÉGIMES ?

LA MONARCHIE AUTOCRATIQUE	LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE	LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
1 et 2. Le peuple entièrement subordonné à la police et aux fonctionnaires.	1. La police et les fonctionnaires, le tsar en tête, détenant le tiers du pouvoir.	1. La police et les fonctionnaires, entièrement subordonnés au peuple, n'ont aucun pouvoir propre.
3. La grande bourgeoisie et les riches propriétaires fonciers ont voix consultative. — Le peuple n'a aucun pouvoir.	2. La grande bourgeoisie et les riches propriétaires fonciers détenant un tiers du pouvoir. 3. Le peuple entier détenant un tiers du pouvoir.	2. Aucun privilège aux capitalistes ou aux propriétaires fonciers. 3. Le peuple tout entier jouit de la plénitude du pouvoir uni et indivis.

A QUOI DOIVENT SERVIR CES RÉGIMES ?

LA MONARCHIE AUTOCRATIQUE	LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE	LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
A assurer au mieux le bien-être des gens de la Cour, de la police et des fonctionnaires.	A placer la police et les fonctionnaires sous la dépendance des capitalistes et des propriétaires fonciers.	A apprendre au peuple libre et éclairé à gérer lui-même ses affaires, et principalement à permettre à la

— A permettre aux riches de spolier à leur gré les ouvriers et les paysans.

— A laisser le peuple à jamais sans droits, dans l'ignorance et les ténèbres.

A permettre aux capitalistes, aux propriétaires fonciers et aux riches paysans de spolier librement et tranquillement, de droit et non arbitrairement, les ouvriers des villes et des campagnes.

classe ouvrière de combattre librement pour le socialisme, c'est-à-dire pour un régime qui ne connaîtra ni pauvres ni riches et dans lequel toute la terre, toutes les fabriques et toutes les usines appartiendront à l'ensemble des travailleurs.

Tract paru en juin-juillet 1908

Conforme au texte du tract

L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

L'insurrection d'Odessa et le passage à la révolution du cuirassé *Potemkine* ont marqué un nouveau, un grand progrès du mouvement révolutionnaire contre l'autocratie. Les événements ont confirmé avec une rapidité extraordinaire l'opportunité des appels à l'insurrection et à la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, adressés au peuple par les représentants conscients du prolétariat réunis au IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. La nouvelle flambée révolutionnaire fait ressortir la portée pratique de ces appels et nous incite à définir plus exactement les objectifs des combattants révolutionnaires dans la situation actuelle de la Russie.

L'insurrection armée du peuple entier mûrit et s'organise sous nos yeux, sous l'influence du cours spontané des événements. Il n'y a pas si longtemps que les *émeutes*, en d'autres termes les révoltes inconscientes, inorganisées, spontanées, parfois sauvages, étaient les seules manifestations de la lutte du peuple contre l'autocratie. Mais le mouvement ouvrier, mouvement du prolétariat, classe la plus avancée, est rapidement sorti de cette phase primitive. La propagande et l'agitation conscientes de la social-démocratie ont fait leur œuvre. L'action gréviste organisée et les *manifestations politiques* contre l'autocratie ont succédé aux émeutes. Les sauvages répressions militaires ont, en quelques années, « éduqué » le prolétariat et le bas peuple des villes, les ont préparés à des formes supérieures de l'action révolutionnaire. La guerre criminelle et déshonorante dans laquelle l'autocratie a jeté le peuple a épuisé la patience

populaire. Les premières tentatives de résistance armée de la foule aux troupes du tsar se sont produites. De véritables *batailles de rues, des batailles de barricades*, ont eu lieu entre le peuple et la troupe. Le Caucase [174], Lodz, Odessa, Libau [175] nous ont offert ces tout derniers temps des exemples d'héroïsme prolétarien et d'enthousiasme populaire. La lutte s'est étendue jusqu'à se transformer en insurrection. Le rôle abject de bourreaux de la liberté, le rôle d'auxiliaire de la police qu'on lui faisait jouer, ne pouvait manquer d'ouvrir peu à peu les yeux à l'armée du tsar elle-même. L'armée a commencé à hésiter. Ce furent d'abord des cas isolés de désobéissance, des mutineries de réservistes, des protestations d'officiers, l'agitation parmi les soldats, le refus de compagnies ou de régiments entiers d'ouvrir le feu sur leurs frères ouvriers. Puis *le passage d'une partie de l'armée à l'insurrection.*

L'énorme importance des derniers événements d'Odessa vient précisément de ce qu'une grande unité des forces armées du tsarisme, tout un cuirassé, est, pour la première fois, passé ouvertement à la révolution. Le gouvernement a fait des efforts désespérés, usé de tous les expédients imaginables afin de cacher cet événement au peuple et d'étouffer, dès le début, le soulèvement des marins. En vain. Les équipages des navires de guerre envoyés contre le cuirassé révolutionnaire *Potemkine ont refusé de combattre* leurs camarades. Le gouvernement impérial n'a fait que se déshonorer à jamais aux yeux de l'univers en répandant en Europe l'annonce de la reddition du *Potemkine* et l'ordre du tsar de couler le cuirassé révolutionnaire. L'escadre est revenue à Sébastopol, le gouvernement s'empresse de licencier les équipages, de désarmer les navires de guerre ; des rumeurs circulent sur la démission en masse des officiers de la flotte de la mer Noire ; de nouvelles mutineries se produisent sur le cuirassé *Guéorgui Pobiédonossetz* qui s'est rendu. A Libau et à Cronstadt, les marins se révoltent aussi ; les collisions avec la troupe se multiplient ; les marins et les ouvriers se battent sur les barricades contre les soldats (Libau). La presse étrangère annonce des mutineries à bord de plusieurs vaisseaux de guerre (*le Minine, l'Alexandre II* et autres). Le gouvernement du tsar est resté *sans flotte*. C'est tout au plus s'il a réussi, jusqu'à présent, à empêcher la

flotte de passer activement à la révolution. Quant au cuirassé *Potemkine*, il est demeuré le territoire invaincu de la révolution, et quelle que soit sa destinée, nous sommes devant un fait indéniable et symptomatique au plus haut point : la tentative de former le *noyau d'une armée révolutionnaire*.

Aucune répression, aucune victoire partielle remportée sur la révolution n'annulera la portée de cet événement. Le premier pas est fait. Le Rubicon est franchi. La Russie entière et le monde ont vu l'armée passer à la révolution. De nouvelles tentatives, plus énergiques encore, de former une armée révolutionnaire suivront immanquablement les événements survenus dans la flotte de la mer Noire. Notre devoir est maintenant de soutenir de toutes nos forces ces tentatives ; d'expliquer aux plus larges masses du prolétariat et de la paysannerie l'importance générale pour le peuple tout entier, dans la lutte pour la liberté, d'une armée révolutionnaire ; d'aider les détachements de cette armée à hisser le *drapeau de la liberté*, cher au peuple entier, susceptible de rallier la masse, d'unifier les forces appelées à écraser l'autocratie tsariste.

Emeutes, manifestations, batailles de rue, détachements de l'armée révolutionnaire, telles sont les étapes de développement de l'insurrection populaire. Nous voilà enfin arrivés à la dernière étape. Cela ne veut naturellement pas dire que tout le mouvement ait déjà atteint dans son ensemble le nouveau degré supérieur. Non, son développement est encore très insuffisant, les événements d'Odessa accusent encore bien des traits évidents des anciennes émeutes. Mais cela veut dire que les premières vagues du torrent spontané déferlent déjà au seuil même de la « citadelle » de l'autocratie. Cela veut dire que les représentants avancés de la masse populaire elle-même ont déjà été amenés, non par des considérations théoriques mais sous la pression du mouvement croissant, à s'assigner de nouveaux objectifs, supérieurs, dans le combat : ceux de la lutte finale contre l'ennemi du peuple russe. L'autocratie a *tout* fait pour préparer la lutte. Elle a, des années durant, poussé le peuple à prendre les armes contre la troupe, elle récolte maintenant ce qu'elle a semé. La troupe elle-même forme des détachements de l'armée révolutionnaire.

Ces détachements doivent proclamer l'insurrection, fournir aux masses la *direction militaire* indispensable à la guerre civile comme à toute autre guerre, créer des points d'appui à l'action ouverte du peuple, étendre la révolte aux localités avoisinantes, garantir — quand ce ne serait tout d'abord que sur une petite partie du territoire de l'Etat — une complète liberté politique, commencer la transformation révolutionnaire d'un régime autocratique entièrement pourri, déployer dans toute son ampleur l'initiative révolutionnaire du bas peuple, qui se manifeste faiblement en temps de paix, mais est un facteur de premier plan dans les époques de révolution. Ce n'est qu'après avoir pris conscience de ces nouveaux objectifs, ce n'est qu'après les avoir définis hardiment et sur une grande échelle, que les détachements de l'armée révolutionnaire peuvent remporter une victoire complète et servir d'appui à un *gouvernement révolutionnaire*. Or, dans la phase présente de l'insurrection populaire, le gouvernement révolutionnaire est aussi indispensable que l'armée révolutionnaire. Il faut l'armée révolutionnaire pour la lutte militaire et pour donner une direction militaire aux masses populaires aux prises avec les restes de la force armée de l'autocratie. L'armée révolutionnaire est nécessaire parce que la *force* seule peut résoudre les grands problèmes historiques et parce que l'organisation militaire est, dans la lutte contemporaine, *celle de la force*. Outre les restes des forces armées de l'autocratie, il y a celles des Etats voisins dont le gouvernement russe chancelant implore déjà l'appui, comme nous le relatons plus loin. *

Le gouvernement révolutionnaire est indispensable à la direction politique des masses du peuple, d'abord sur le territoire déjà arraché au tsarisme par l'armée révolutionnaire, puis dans l'Etat entier. Le gouvernement révolutionnaire est nécessaire pour entreprendre immédiatement les transformations politiques au nom desquelles se fait la révolution, pour établir l'auto-administration révolutionnaire du peuple, pour convoquer une Assemblée réellement constituante et réellement populaire, pour instituer les « libertés » sans lesquelles l'expression exacte de la volonté du

* Voir le présent tome, pp. 578-582. (*N.R.*)

peuple est impossible. Le gouvernement révolutionnaire est indispensable à l'unification et à l'organisation politiques de la partie insurgée du peuple qui a rompu en fait, définitivement, avec l'autocratie. Cette organisation ne peut, bien entendu, être que provisoire, comme le gouvernement révolutionnaire qui prend le pouvoir au nom du peuple, pour exprimer la volonté du peuple, pour agir par l'entremise du peuple, ne peut être que provisoire lui-même. Mais cette organisation doit être amorcée *sans délai*, être liée indissolublement à tout progrès de l'insurrection, l'unification et la direction politiques ne pouvant être retardées d'une minute. La réalisation immédiate de la direction politique du peuple insurgé n'est pas moins indispensable à la victoire complète du peuple sur le tsarisme que la direction militaire des forces populaires.

L'issue finale de la lutte entre les défenseurs de l'autocratie et la masse du peuple ne peut faire de doute pour quiconque a conservé tant soit peu la faculté de raisonner. Mais nous ne devons pas fermer les yeux sur le fait que la lutte sérieuse n'en est encore qu'à ses débuts et que de grandes épreuves nous attendent. L'armée révolutionnaire ainsi que le gouvernement révolutionnaire sont des « organismes » d'un type si élevé et exigent des institutions tellement complexes, une conscience civique si développée qu'on aurait tort de s'attendre à voir ces tâches accomplies d'emblée, simplement, immédiatement, exactement. Non, nous ne nous y attendons pas, nous savons le prix du travail opiniâtre, lent, parfois imperceptible, d'éducation politique que la social-démocratie a toujours poursuivi et poursuivra toujours. Mais nous ne devons pas admettre non plus le manque de confiance en les forces du peuple, chose plus dangereuse encore à l'heure actuelle, nous devons nous rappeler l'énorme action éducatrice et organisatrice de la révolution, pendant laquelle de grandioses événements historiques tirent de force les petites gens de leurs retraites obscures, de leurs mansardes et de leurs sous-sols, et les contraignent à devenir des *citoyens*. Il arrive que des mois de révolution fassent mieux et plus complètement l'éducation des citoyens que des dizaines d'années de marasme politique. Le devoir des leaders conscients de la classe révolutionnaire, c'est de toujours précéder leur classe en matière d'éducation,

de lui expliquer l'importance des nouveaux objectifs et de la convier à aller de l'avant vers notre grand but final. Les insuccès qui nous attendent inévitablement dans nos tentatives ultérieures de former une armée révolutionnaire et de fonder un gouvernement révolutionnaire provisoire ne feront que nous apprendre à résoudre *pratiquement* ces problèmes, ne feront qu'appeler de nouvelles forces populaires, des forces fraîches, latentes en ce moment, à les résoudre.

Considérons la question militaire. Pas un social-démocrate tant soit peu versé dans l'histoire, formé à l'école du grand expert de l'art militaire que fut Engels, n'a jamais mis en doute l'énorme importance des connaissances militaires, l'immense portée de la technique et de l'organisation militaires considérées comme des moyens dont les masses et les classes du peuple usent pour résoudre les grands conflits historiques. Jamais la social-démocratie ne s'est abaissée à jouer aux complots militaires, jamais elle n'a mis au premier plan les questions militaires, tant que ne se sont pas accusées les conditions d'une guerre civile à ses débuts *. Mais *aujourd'hui*, tous les social-démocrates posent les questions militaires, sinon à la première, du moins à l'une des premières places ; ils ont mis à l'ordre du jour l'étude de ces questions qu'il s'agit de faire connaître aux masses populaires. L'armée révolutionnaire doit appliquer pratiquement la science et les moyens de la guerre pour décider des destinées ultérieures du peuple russe, pour trancher la première question, la plus urgente, celle de la liberté.

La social-démocratie n'a jamais considéré et ne considère pas la guerre d'un point de vue sentimental. Tout en condamnant absolument les guerres comme des moyens féroces de régler les discordes de l'humanité, la social-démocratie sait que les guerres sont inévitables, tant que la société est divisée en classes, tant qu'existe l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour supprimer cette exploitation, nous ne pouvons éviter la guerre que déclenchent partout et toujours les classes exploiteuses, dominantes et oppressives, elles-

* Voir Lénine, *Les tâches de la social-démocratie russe*, p. 23, sur l'inopportunité de poser (en 1897) la question d'une attaque décisive contre le tsarisme (Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 349-350). (*N.R.*)

mêmes: Il y a guerre et guerre. Il y a la guerre d'aventures qui satisfait les intérêts de la dynastie, les appétits d'une bande de pillards, les visées des chevaliers du profit capitaliste. Il y a la guerre — et c'est la seule *légitime*, dans une société capitaliste — contre ceux qui oppriment et asservissent le peuple. Seuls les utopistes ou les philistins peuvent condamner par principe une telle guerre. Seuls les traîtres bourgeois de la liberté peuvent se tenir à l'écart de cette guerre, actuellement en Russie, cette guerre pour la libérté du peuple. Le prolétariat a commencé cette grande guerre libératrice en Russie ; il saura la continuer, en organisant lui-même des détachements de l'armée révolutionnaire, en renforçant ceux de l'armée ou de la marine qui sont passés de notre côté, en attirant les paysans, en inspirant aux nouveaux *citoyens* de Russie, trempés dans le feu de la guerre civile, l'héroïsme et l'enthousiasme des combattants pour la liberté et le bonheur de toute l'humanité.

Le problème de la création d'un gouvernement révolutionnaire est aussi nouveau, aussi difficile, aussi complexe que celui de l'organisation militaire des forces de la révolution. Mais il peut et doit aussi être résolu par le peuple. En cette matière, tout insuccès partiel contribuera au perfectionnement des méthodes et des moyens, à l'affermissement et à l'extension des résultats. Le III[e] Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie a indiqué dans sa résolution les conditions générales de la solution du nouveau problème : il est temps d'aborder la discussion et la préparation des conditions pratiques de sa réalisation. Notre parti a un programme minimum, un programme achevé de transformations parfaitement réalisables sur-le-champ, dans le cadre d'une révolution démocratique (c'est-à-dire bourgeoise), et nécessaires à la lutte ultérieure du prolétariat pour la révolution socialiste. Mais ce programme comporte des revendications fondamentales et des revendications partielles qui en découlent ou sont sous-entendues. Il importe de faire précisément ressortir, à chaque tentative de constituer un gouvernement révolutionnaire provisoire, les revendications fondamentales, afin de montrer au peuple entier, aux masses même les plus arriérées, en de brèves formules, sous des formes nettes et frappantes, les buts de ce gouvernement, ses tâches à l'échelle du peuple tout entier.

Nous croyons pouvoir signaler *six* points essentiels appelés à devenir le drapeau politique et le programme immédiat de tout gouvernement révolutionnaire, appelés à lui acquérir les sympathies du peuple et sur lesquels toute l'énergie révolutionnaire du peuple doit se concentrer comme sur la tâche la plus brûlante.

Les voici : 1) Assemblée constituante du peuple entier ; 2) Armement du peuple ; 3) Liberté politique ; 4) Pleine liberté aux nationalités opprimées et frustrées de leurs droits ; 5) Journée de travail de huit heures ; 6) Formation de comités révolutionnaires paysans. Il va de soi que ce n'est là qu'une énumération en guise d'exemple, une série de *titres*, la liste des transformations indispensables immédiatement pour conquérir une république démocratique. Nous ne prétendons pas épuiser ici le sujet. Nous voulons simplement mettre en évidence notre avis sur la portée de certains objectifs fondamentaux. Le gouvernement révolutionnaire doit s'efforcer de s'appuyer sur le bas peuple, sur la masse ouvrière et paysanne, sans quoi il ne pourra tenir, n'étant rien, étant moins que rien, si l'initiative révolutionnaire du peuple fait défaut. Notre devoir est de mettre le peuple en garde contre le caractère aventureux des « promesses » grandiloquentes et ineptes (comme la « socialisation » immédiate, incomprise de ceux-là mêmes qui en parlent), et de préconiser en même temps des transformations vraiment réalisables à l'heure présente, réellement indispensables à l'affermissement de la révolution. Le gouvernement révolutionnaire doit soulever le « peuple » et *organiser* son activité révolutionnaire. La pleine liberté des nationalités opprimées, en d'autres termes, la reconnaissance de leur droit à disposer d'elles-mêmes non seulement du point de vue culturel, mais encore du point de vue politique ; la garantie de mesures urgentes de protection de la classe ouvrière (la journée de huit heures étant la première) ; la garantie, enfin, de mesures sérieuses à prendre, en dépit de la rapacité des propriétaires fonciers, en faveur de la masse paysanne ; tels sont, à notre avis, les principaux points que doit particulièrement faire ressortir tout gouvernement révolutionnaire. Nous ne parlons pas des trois premiers, qui se passent de commentaires, tant ils sont clairs. Nous ne parlons pas de la nécessité de réaliser pratiquement ces transformations, fût-

ce, par exemple, sur un territoire restreint, arraché au tsarisme ; les réalisations pratiques importent mille fois plus que les manifestes de tout genre et sont aussi, bien entendu, mille fois plus malaisées. Nous nous bornons à signaler qu'il faut dès maintenant, sans tarder, répandre par tous les moyens une idée juste de nos objectifs immédiats et généraux. Il faut savoir s'adresser au peuple, au sens véritable de ce mot, non seulement en le conviant de façon générale à la lutte (ce qui suffit avant la constitution d'un gouvernement révolutionnaire), mais encore en l'invitant à accomplir immédiatement, de sa propre initiative, les réformes démocratiques fondamentales.

L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire sont les deux faces d'une même médaille. Ce sont deux institutions également indispensables au succès de l'insurrection et à l'affermissement de ses conquêtes. Ce sont deux mots d'ordre qui doivent nécessairement être formulés et expliqués comme les seuls mots d'ordre révolutionnaires conséquents. Bien des gens se qualifient maintenant de démocrates. Mais il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus. Les bavards du « parti constitutionnel-démocrate » sont nombreux, mais les démocrates *authentiques*, c'est-à-dire les hommes qui veulent sincèrement la souveraineté sans réserve du peuple et sont capables de lutter à mort contre les ennemis de la souveraineté populaire, contre les défenseurs de l'autocratie du tsar, sont rares dans la fameuse « société », rares parmi les membres soi-disant démocrates des zemstvos.

La classe ouvrière n'a pas la pusillanimité, l'ambiguïté hypocrite qui caractérisent la bourgeoisie en tant que classe. La classe ouvrière peut et doit être démocrate, d'une manière parfaitement conséquente. La classe ouvrière a démontré, en versant son sang dans les rues de Pétersbourg, Riga, Libau, Varsovie, Lodz, Odessa, Bakou et quantité d'autres villes, son droit au rôle d'avant-garde dans la révolution démocratique. Il faut qu'elle soit, à l'heure décisive que nous vivons, à la hauteur de ce grand rôle. Les représentants conscients du prolétariat, membres du P.O.S.D.R., doivent, sans oublier un seul instant leur objectif socialiste, leur indépendance de classe et de parti, formuler devant le peuple entier des mots d'ordre démocratiques avancés. Pour nous,

pour le prolétariat, la révolution démocratique n'est qu'une première étape vers l'émancipation totale du travail, affranchi de toute exploitation, vers le grand idéal socialiste. Aussi devons-nous franchir au plus tôt cette première étape, en finir d'autant plus résolument avec les ennemis de la liberté du peuple, proclamer d'autant plus haut les mots d'ordre d'une démocratie conséquente : armée révolutionnaire et gouvernement révolutionnaire.

« Prolétari » n°7
du 10 juillet (27 juin) 1906

Conforme au texte du journal, collationné sur le manuscrit

LE TSAR DE RUSSIE CHERCHE PROTECTION CONTRE SON PEUPLE AUPRÈS DU SULTAN DE TURQUIE

La presse étrangère de tous les pays et de tous les partis est pleine de télégrammes et d'articles sur le passage d'une partie de la flotte de la mer Noire à la révolution russe [176]. Les journaux ne trouvent pas de mots pour exprimer leur stupéfaction et pour qualifier avec une vigueur suffisante la honte que le gouvernement autocratique s'est attirée.

Le comble en a été l'*appel adressé par le gouvernement impérial à la Roumanie et à la Turquie, leur demandant une aide policière* contre les marins insurgés ! On a vu là que les « Turcs de l'intérieur » sont plus dangereux pour le peuple russe que tous les « Turcs de l'extérieur ». Le sultan de Turquie doit défendre l'autocratie russe contre le peuple russe ; le tsar, ne pouvant s'appuyer sur les forces militaires de son pays, implore l'appui des puissances étrangères. On imaginerait avec peine meilleure preuve de la faillite complète de l'autocratie. On trouverait avec peine meilleure argumentation pour expliquer aux soldats de l'armée russe le rôle qui leur incombe.

Citons un éditorial du *Times* du 4 juillet (nouveau style), non sans faire remarquer que c'est l'un des journaux les plus riches et les mieux informés de l'univers, l'organe de la bourgeoisie conservatrice anglaise aux yeux duquel même nos gens de l'*Osvobojdénié* sont infiniment trop radicaux, et qui sympathise avec les « adeptes de Chipov » et autres. En un mot, nul ne suspectera ce journal d'exagérer les forces et l'importance de la révolution russe.

« L'impuissance du gouvernement russe sur mer, écrit le *Times*, a trouvé une étonnante confirmation dans la note

qu'il vient d'adresser, comme on nous en informe, à la *Porte* (c'est-à-dire au gouvernement *turc*) et au gouvernement *roumain*. Le gouvernement russe demande à ces Etats de considérer les marins mutinés de la flotte russe comme de simples criminels de droit commun et met en garde les deux Etats contre les complications internationales que le refus de satisfaire cette demande pourrait entraîner. En d'autres termes, le gouvernement du tsar s'est abaissé à implorer le *sultan de Turquie* et le *roi de Roumanie* d'être assez bons pour s'acquitter à sa place d'une besogne de police dont il n'est plus en mesure de s'acquitter lui-même. Reste à savoir si *Abdul-Hamid* condescendra ou non à accorder au tsar le secours demandé. Jusqu'à présent, le seul résultat de la mutinerie des marins a été, quant à son influence sur les autorités turques, d'inciter celles-ci à une surveillance plus sévère que de coutume ; un bâtiment russe de la défense côtière, à bord duquel, la nuit tombée, *l'ambassadeur de Russie* entrait dans le Bosphore, en a d'ailleurs été samedi la première victime. Les Turcs ont tiré à blanc sur ce bâtiment. On doute qu'ils eussent osé, il y a un an, exercer ainsi leur surveillance. Quant au gouvernement roumain, il a bien fait d'ignorer la demande de considérer les marins mutinés comme des criminels de droit commun. C'est évidemment à quoi il fallait s'attendre de la part du gouvernement d'une nation qui se respecte. Le gouvernement roumain a ordonné de ne livrer ni vivres ni charbon au *Potemkine* mais il a aussi informé les 700 marins de ce vaisseau que s'ils débarquaient en Roumanie, ils ne seraient considérés que comme des déserteurs étrangers. »

Ainsi, le gouvernement roumain ne sympathise nullement avec la révolution, pas le moins du monde ! Mais il ne veut pas non plus s'abaisser à remplir des fonctions de police auprès du tsar de Russie, objet de la haine et du mépris de tous. Il repousse la demande du tsar. Il se comporte de la seule façon digne du « gouvernement d'une *nation qui se respecte* ».

Voilà comme on parle maintenant en Europe du gouvernement de l'autocratie russe, voilà comme en parlent des gens qui, hier encore, se courbaient servilement devant le « grand et puissant monarque » !

Les journaux allemands nous apportent maintenant une confirmation de cette nouvelle honte sans exemple de l'autocratie. On télégraphie, le 4 juillet nouveau style, de *Constantinople* à la *Frankfürter Zeitung* : « L'ambassadeur de Russie, Zinoviev, a remis hier au gouvernement turc une note du cabinet de Pétersbourg dans laquelle il est dit que près de 400 marins ayant coulé un croiseur, ont pris la fuite, il y a trois jours, à bord d'un vaisseau de commerce anglais se dirigeant vers Constantinople. L'ambassadeur de Russie exigeait inconditionnellement de la Turquie la capture de ce vaisseau à son passage du Bosphore, l'arrestation et l'extradition des marins russes mutinés. Le gouvernement turc réunissait le soir même en séance extraordinaire son conseil des ministres afin d'étudier la note russe. La Turquie a répondu à l'ambassade russe qu'il lui était *impossible* de satisfaire à sa demande, le droit international ne lui permettant pas d'exercer le droit de police sur les vaisseaux battant pavillon anglais, même séjournant dans des ports turcs. Aucun traité d'extradition n'existe d'ailleurs entre la Russie et la Turquie. »

La Turquie a « courageusement » répondu, remarque à ce propos le journal allemand. Les Turcs ne veulent pas être les auxiliaires de la police du tsar !

On annonce aussi que lorsque le torpilleur *Strémitelny* *, à la recherche du *Potemkine*, arriva avec plusieurs autres vaisseaux de guerre à Constanza (Roumanie), le gouvernement roumain indiqua aux autorités russes que l'armée et la police roumaines veillaient à l'ordre dans les eaux roumaines, même si le *Potemkine* s'y trouvait encore.

Il apparaît ainsi qu'au lieu d'être inquiétés par le *Potemkine* (ce dont l'autocratie russe voulait effrayer l'Europe), les vaisseaux étrangers sont maintenant comblés de désagréments par la flotte russe. Les Anglais sont indignés qu'un bâtiment portant leur pavillon, le *Granley*, ait été retenu et fouillé à Odessa. Des rumeurs prêtant aux Turcs l'intention d'arraisonner, sur la demande des Russes, le vaisseau allemand *Péra* qui se rend d'Odessa à Constantinople indignent les Allemands. Peut-être ne sera-t-il pas

* On dit que le *Strémitelny* n'a pas de marins ; presque tout son équipage est formé d'officiers : l'aristocratie contre le peuple !

très facile à la Russie d'obtenir dans ces conditions l'aide de l'Europe contre les révolutionnaires russes. De nombreux journaux étrangers discutant maintenant cette question arrivent, pour la plupart, à conclure que l'Europe n'a pas à aider le tsar à combattre le *Potemkine*. Un journal allemand, le *Berliner Tageblatt*, a annoncé que le gouvernement russe priait les puissances d'envoyer à Odessa leurs bâtiments de guerre stationnés à Constantinople, afin de contribuer au rétablissement de l'ordre ! Nous saurons très prochainement ce qu'il y a de vrai dans cette information (démentie par certains journaux). Ce qui est certain, c'est que le passage du *Potemkine* à l'insurrection marque le premier pas vers la transformation de la révolution russe en une force internationale affrontant face à face les Etats européens.

Il convient de ne pas l'oublier en appréciant l'information donnée par M. Leroux dans son télégramme du 4 juillet, nouveau style, de Pétersbourg, au *Matin* de Paris : « Dans toute cette affaire du *Potemkine*, écrit M. Leroux, s'il faut s'étonner de l'imprévoyance du pouvoir, on ne saurait trop constater le manque *d'organisation de la révolution* : celle-ci s'empare d'un cuirassé — chose unique dans l'histoire — mais elle ne sait qu'en faire . »

Il y a certainement là une grande part de vérité. Nous sommes coupables, à coup sûr, d'avoir insuffisamment organisé la révolution. Certains social-démocrates ont trop faiblement conscience de la nécessité d'organiser la révolution, d'inscrire l'insurrection au nombre des tâches pratiques les plus urgentes, d'expliquer dans la propagande la nécessité du gouvernement révolutionnaire provisoire, et c'est notre faute. Révolutionnaires, nous avons mérité les reproches que nous adressent aujourd'hui les journalistes bourgeois, de mal poser la question des fonctions révolutionnaires.

Mais le cuirassé *Potemkine* a-t-il mérité ce reproche ? Nous ne l'oserions dire. Peut-être son équipage poursuivait-il justement ce but : apparaître dans le port d'une puissance européenne ? Le gouvernement russe n'a-t-il pas caché au peuple les événements de la flotte de la mer Noire tant que le *Potemkine* ne s'est pas rendu librement en Roumanie ? Le cuirassé révolutionnaire a remis aux consuls, en Rouma-

nie, une proclamation déclarant la guerre à la flotte du tsar et confirmant qu'il ne se permettrait à l'égard des vaisseaux neutres aucun acte d'hostilité. *La révolution russe a déclaré à l'Europe que le peuple russe et le tsarisme sont en état de guerre ouverte.* De fait, la révolution russe tente ainsi de parler au nom d'un nouveau gouvernement, du gouvernement révolutionnaire de la Russie. Ce n'est, sans nul doute, qu'une première et faible tentative, mais, dit le proverbe, « il n'y a que le premier pas qui coûte ».

Aux dernières nouvelles, le *Potemkine* aurait demandé des vivres et du charbon à Féodossia. La population de la ville est agitée. Les ouvriers exigent que satisfaction soit accordée au cuirassé révolutionnaire. La douma aurait décidé de refuser le charbon, mais de donner des vivres. Tout le midi de la Russie est, comme jamais, en effervescence. Le nombre des victimes de la guerre civile s'élève à Odessa à *6 000*. On télégraphie qu'un tribunal militaire a fait fusiller 160 insurgés, que l'ordre a été envoyé de Pétersbourg d'« *être sans pitié* ! » Mais les troupes sont impuissantes, les troupes elles-mêmes sont douteuses. Dans les faubourgs industriels d'Odessa les troubles continuent. La nuit dernière (du 4 au 5 juillet nouveau style), 35 personnes ont été tuées. La plupart des troupes ont été, sur l'ordre du gouverneur-général, retirées de la ville, *leur discipline étant sérieusement ébranlée.* A Nikolaïev et Sébastopol, troubles dans les arsenaux. Treize personnes ont été tuées à Sébastopol. Les paysans se soulèvent dans cinq districts du gouvernement de Kherson. *Au cours des quatre derniers jours, près de 700 paysans ont été tués.* Un télégramme d'Odessa à Londres, daté du 5 juillet nouveau style dit : « Un duel mortel commence, semble-t-il, entre le peuple et la bureaucratie. »

Oui, la vraie lutte pour la liberté, qui est une lutte à mort, ne fait que commencer. Le cuirassé révolutionnaire n'a pas encore dit son dernier mot. Vive donc l'armée révolutionnaire ! Vive le gouvernement révolutionnaire !

« Prolétari » n°7
du 10 juillet (27 juin) 1905

Conforme au texte du journal

LA BOURGEOISIE MARCHANDE AVEC L'AUTOCRATIE, L'AUTOCRATIE MARCHANDE AVEC LA BOURGEOISIE

Il s'en faut de peu que chaque jour ne nous confirme ce « marchandage » sur lequel nous attirons depuis si longtemps l'attention des prolétaires de Russie. Voici un télégramme intéressant de M. Leroux, daté de Pétersbourg, du 2 juillet nouveau style. Les 28 et 29 juin (15 et 16 juin vieux style), la réunion des représentants des villes et des zemstvos a arrêté une nouvelle fois (la centième fois) les revendications constitutionnelles et les a adressées par télégramme aux ministères. Ces revendications sont plus étendues que celles qui ont été formulées de coutume : la représentation populaire doit absolument être fondée sur les principes *constitutionnels* ; la Constitution « Boulyguine » est nettement repoussée ; la proclamation immédiate de l'inviolabilité de la personne, des libertés de parole, etc., est exigée ; la conférence aurait adopté à l'unanimité (*mais sans l'inclure dans la pétition*, car point n'est besoin de montrer toutes ses cartes quand on marchande !) la revendication du suffrage universel.

Quel est l'avis de ce correspondant d'un journal bourgeois sur cette fameuse extention des exigences de MM. les propriétaires fonciers et les fabricants ? Oh ! il en parle avec beaucoup de bon sens.

« *Il est évident, écrit-il, que les délégués demandent le plus pour obtenir le moins, mais il est certain, aussi, que le moins devra, pour être accepté par eux, tenir le milieu entre ce qu'ils demandent et ce que Boulyguine leur offre.* »

C'est une vraie foire où la bourgeoisie trafique des intérêts et des droits des ouvriers et des paysans russes. Comme à la foire, la bourgeoisie acheteuse et le tsar vendeur se tapent dans la main, crient pour la centième fois leur « dernier mot », jurent chacun que le marché est « ruineux », menacent de s'en aller et ne se décident pas à rompre leur étroite amitié.

Si le tsar ne satisfait pas nos exigences, disait à M. Leroux « un des personnages des plus considérables de cette réunion des zemstvos », nous « ferons appel au peuple ».

Que faut-il comprendre au juste par ce fameux « appel au peuple » ? se demande et demande à ses lecteurs le correspondant français. Et de répondre : il n'y a pas ici de « faubourg Saint-Antoine » (quartier ouvrier de Paris : voir la chronique publiée dans le n° 2 de *Vpériod* [177]). Le peuple n'est pas enclin à descendre dans la rue, il préfère rester chez lui et protester à la manière de Tolstoï en refusant le paiement des impôts !...

Ne calomniez pas le peuple, messieurs les bourgeois, traîtres à la liberté ! Aucune calomnie ne lavera la souillure de votre honteuse lâcheté. Le peuple verse son sang par toute la Russie. Dans nombre de villes, dans quantité de villages, nos « faubourgs Saint-Antoine » grandissent. Le peuple soutient une lutte farouche. Si vous vouliez vraiment « faire appel au peuple » (et ne pas vous borner à menacer ainsi votre allié le tsar), vous devriez, au lieu d'assigner des centaines et des milliers de roubles à vos parlotes, consacrer des millions à l'insurrection armée. Vous devriez élire une délégation non pour faire antichambre chez les tsars, mais pour prendre contact avec les partis révolutionnaires, avec le peuple révolutionnaire.

Le tsar et sa clique savent très bien que vous ne le pouvez pas par crainte pour votre sac d'écus, par crainte du peuple. Aussi le tsar a-t-il pleinement raison de vous traiter comme des larbins, de vous nourrir sans cesse des mêmes promesses, de la même Constitution « Boulyguine », et d'escompter que vous n'oserez même pas, en réalité, élever une protestation énergique contre l'aumône de Boulyguine. Ce n'est pas sans raison que le correspondant spécial du *Journal de Genève*, feuille libérale « sérieuse », écrivait récemment : « Les libéraux ne se dissimulent pas les imperfec-

tions (!) du projet Boulyguine, mais les intérêts du progrès et de *l'ordre en commandent, pensent-ils, l'acceptation... Repousser le projet gouvernemental, ce serait ruiner consciemment la dernière espérance d'une solution pacifique du conflit qui met actuellement aux prises le peuple et le régime bureaucratique* ». (La dernière phrase est soulignée par le correspondant lui-même.)

La bourgeoisie veut *la paix* avec le tsar et craint la *guerre du peuple contre le tsar*. Le tsar veut la paix avec la bourgeoisie, sans craindre pourtant la guerre qu'il a commencée et qu'il continue impitoyablement contre le peuple. La Constitution Boulyguine ne sera-t-elle pas, de toute évidence, l'inévitable issue de cette situation, *si le peuple ne remporte pas, malgré la trahison de la bourgeoisie, une victoire complète* ?

« Prolétari » n°7
du 10 juillet (27 juin) 1908

Conforme au texte du journal

NOTES

1. L'article de Lénine « L'autocratie et le prolétariat » fut publié en éditorial dans le n° 1 de *Vpériod*.
« *Vpériod* » [En Avant !], hebdomadaire illégal bolchévik ; 18 numéros parurent à Genève du 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) au 5 (18) mai 1905. Lénine en était le fondateur. — P. 9.

2. Les *zemstvos* étaient les organes de l'administration autonome locale, créés en 1864 dans les régions centrales de la Russie tsariste. Ils étaient dirigés par la noblesse. Leur compétence se limitait à des questions administratives purement locales (hôpitaux, routes, statistiques, assurances, etc.). Leurs activités étaient contrôlées par les gouverneurs et le ministre de l'Intérieur qui pouvaient suspendre tout arrêté indésirable pour le gouvernement. — P. 13.

3. *Conseillers municipaux*, membres des Doumas municipales, élus à des réunions des industriels, des marchands et des propriétaires de biens immobiliers. La population laborieuse était écartée des élections. — P. 13.

4. Il s'agit de l'oukase du tsar au Sénat du 12 (25) décembre 1904. — P. 14.

5. On fait allusion aux complaisances temporaires du gouvernement tsariste envers les libéraux en 1904. Le ministre de l'Intérieur, Sviatopolk-Mirski, avait autorisé la réunion des assemblées de zemstvos, très légèrement adouci la censure, fait rentrer d'exil administratif quelques personnalités libérales, etc. — P. 14.

6. Le 15 (28) juillet 1904, le ministre de l'Intérieur, von Plehve, fut tué par le socialiste-révolutionnaire Sazonov après le verdict prononcé par l'organisation de combat du parti des socialistes-révolutionnaires (voir la note suivante). Ce meurtre s'explique par le mécontentement profond dû à la politique des répressions impitoyables qui atteignit son point culminant sous le ministère Plehve. — P. 14.

7. *Partisans de l'* « *Osvobojdénié* », bourgeois libéraux ; ils se groupaient autour du journal *Osvobojdénié*, publié à l'étran-

ger de 1902 à 1905, sous la direction de P. Strouvé. En janvier 1904, ils fondèrent l'*Union de l'Osvobojdénié* libéral-monarchiste. Plus tard, ils formèrent le noyau du principal parti bourgeois en Russie, le parti des cadets. — P. 16.

8. *Socialistes-révolutionnaires* (s.-r.), parti petit-bourgeois en Russie. Fondé à la fin de 1901 et au début de 1902, à la suite de la fusion de différents groupes et cercles populistes. Les s.-r. ne faisaient pas de distinction de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires, estompaient la différenciation de classe et les contradictions au sein de la paysannerie, récusaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. Les conceptions des s.-r. étaient un amalgame éclectique de populisme et de révisionnisme. Le Parti bolchévik dénonçait les tentatives des s.-r. de se faire passer pour des socialistes, mena une lutte opiniâtre contre eux pour l'influence sur la paysannerie, mettait à nu la nocivité pour le mouvement ouvrier de leur tactique de terreur individuelle.

L'hétérogénéité de classe de la paysannerie conditionnait l'instabilité politique et idéologique ainsi que le manque d'unité sur le plan d'organisation dans le parti des s.-r., ses flottements perpétuels entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès la première révolution russe (1905-1907), l'aile droite se détacha du parti s.-r., forma un parti légal, le Parti populaire socialiste du travail, proche par ses conceptions des cadets. L'aile gauche constitua l'union à demi anarchiste des « maximiliens ». — P. 16.

9. « *Nacha Jizn* » [Notre Vie], journal quotidien, proche de l'aile gauche des cadets. Parut avec des interruptions du 6 (19) novembre 1904 au 11 (24) juillet 1906, à Pétersbourg. — P. 16.

10. Lénine qualifie ironiquement de « clandestin » le congrès des présidents et délégués des zemstvos, convoqué pour le 6 novembre 1904, à Pétersbourg, avec l'autorisation du tsar. Cinq jours avant le congrès, quand les délégués commençaient déjà à arriver, on annonça que le gouvernement ordonnait de remettre le congrès à l'année suivante. Cependant, le ministre de l'Intérieur Sviatopolk-Mirski, qui voulait se concilier les libéraux, autorisa les délégués à se réunir « autour d'une tasse de thé, en privé ». — P. 17.

11. La fameuse grève de Rostov, commencée le 2 (15) novembre 1902, se transforma rapidement en manifestations politiques auxquelles participèrent 30 000 ouvriers environ. Elle se prolongea jusqu'au 25 novembre (8 décembre). La grève était dirigée par le Comité du Don du P.O.S.D.R. (tendance de l'*Iskra*), (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 6, pp. 247-252).

Par *série d'actions de masses dans le Midi*, Lénine entend les grèves politiques et les manifestations massives dans le Sud de la Russie en 1903, au Caucase (Bakou, Tiflis, Batoumi) et dans les plus grandes villes d'Ukraine (Odessa, Kiev, Ekatérinoslav). — P. 19.

12. « *Iskra* » [L'Etincelle], premier journal marxiste illégal de Russie, fondé par Lénine en 1900. Joua un rôle décisif dans la création du parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière en Russie. Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R. (juillet-août 1903), les menchéviks, soutenus par Plékhanov, s'emparèrent de l'*Iskra*. A partir du nº 52, le journal est devenu un organe menchévik. Il s'agit ici de la nouvelle *Iskra* menchévique. — P. 22.

13. Le siège du Parlement anglais se trouve près de l'abbaye de Westminster, à Londres. — P. 24.

14. « *Rabotchéïé Diélo* » [La Cause ouvrière], revue, organe de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Parut à Genève d'avril 1899 à février 1902. La revue soutenait le mot d'ordre de « liberté de critique » du marxisme, lancé par Bernstein, se plaçait sur des positions opportunistes pour les questions de tactique et les tâches d'organisation de la social-démocratie russe. La rédaction de *Rabotchéïé Diélo* était à l'étranger le centre des « économistes », courant opportuniste dans la social-démocratie russe, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Les « économistes » (groupe de *Rabotchéïé Diélo*) limitaient les tâches de la classe ouvrière à la lutte économique pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc. Ils affirmaient que la lutte politique était l'affaire de la bourgeoisie libérale. S'inclinant devant la spontanéité du mouvement ouvrier, les « économistes » minimisaient l'importance de la théorie révolutionnaire, se prononçaient contre la nécessité de créer le parti centralisé de la classe ouvrière. Lénine critique ces conceptions dans son ouvrage *Que faire ?* (Œuvres, 4e éd. russe, t. 5, pp. 319-494.) — P. 25.

15. L'article « Il est temps d'en finir » fut rédigé par Lénine en collaboration avec le bolchévik Vorovski (pseudonyme : Orlovski). — P. 28.

16. *Le service technique* : il s'agit d'un groupe bolchévik qui s'occupait, sur mandat du parti, de l'installation d'imprimeries clandestines, de l'impression et de la diffusion des publications illégales du parti. Il était aussi chargé de se procurer et de transporter des armes. — P. 29.

17. Les résolutions de la conférence du Nord furent publiées par Lénine, dans *Vpériod*, nº 2 du 14 (1er) janvier 1905, dans la rubrique : « La Vie du parti ». Les résolutions de la conférence du Midi parurent pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XV, pp. 217-219 ; le même volume contient le texte des résolutions de la conférence du Caucase (pp. 249-253). — P. 33.

18. *Vassili Vassilïévitch*, pseudonyme du bolchévik M.S. Olminski (Alexandrov). — P. 36.

19. *Rakhmétov*, pseudonyme de A.A. Malinovski : plus connu sous le nom de Bogdanov ; bolchévik à partir de 1903. Après le V^e^ Congrès de Londres, il s'éloigna du bolchévisme. — P. 36.

20. Il s'agit du Bureau des Comités de la Majorité qui se constitua définitivement après la conférence des Comités du Nord, en décembre 1904. — P. 39.

21. *Papa*, pseudonyme du bolchévik M.M. Litvinov. — P. 39.

22. Documentation destinée à l'article « La chute de Port-Arthur » : quelques variantes du plan de l'article, de nombreux extraits de la presse étrangère et d'autres informations sont publiés dans les Recueils Lénine V, 1929, pp. 57-59 ; XVI, 1931, pp. 37-42 et XXVI, 1934, pp. 242-251. — P. 40.

23. Il s'agit du journal bourgeois belge *L'indépendance belge* qui publia dans son numéro du 4 janvier 1904 un éditorial intitulé « Port-Arthur ». — P. 40.

24. *Alexéev E. I.*, amiral, gouverneur-général en Extrême-Orient depuis 1903. — P. 44.

25. « *The Times* », quotidien fondé en 1785 à Londres, un des grands journaux conservateurs de la bourgeoisie anglaise. — P. 44.

26. « *Révolutsionnaïa Rossia* », journal des socialistes-révolutionnaires, parut de la fin de 1900 à 1905 ; organe central du parti socialiste-révolutionnaire à partir de janvier 1902. — P. 45.

27. La lettre du prince Troubetskoï, maréchal de la noblesse, dans le gouvernement de Moscou, adressée au ministre de l'Intérieur Sviatopolk-Mirski, fut écrite le 15 (28) décembre 1904 et publiée dans le n° 62 de l'*Osvobojdénié* du 18 (31) décembre 1904. Caractérisant l'état du mouvement social, Troubetskoï écrivait : « Ce qui se produit actuellement *n'est pas une émeute, mais une révolution* *, on pousse le peuple russe à la révolution». — P. 48.

28. *Panine* (pseudonyme de M.S. Makadziouh) et *Tchérévanine* (pseudonyme de F.A. Lipkine) sont des auteurs mencheviks. — P. 51.

29. *Rindovoï*, pseudonyme de A.A. Malinovski (Bogdanov), (voir note 19). — P. 53.

30. Il s'agit d'une feuille volante imprimée en décembre 1904 par les éditions bolchéviques dirigées par V. Bontch-Brouévitch et N. Lénine. Elle annonçait la publication du journal *V périod.* — P. 56.

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

31. D'après les renseignements fournis par E. Stassova (pseudonyme : « Absolut »), la lettre de Lénine s'explique par les circonstances suivantes. En juin 1904, plusieurs camarades, militants actifs du Bureau du Nord du C.C. du P.O.S.D.R., entre autres Bauman, Stassova, Lengnik, Knouniantz, etc., furent arrêtés et incarcérés à la prison de Taganka, à Moscou. A la même date, le 7 (20) juin 1904, le gouvernement tsariste publia une loi « sur certaines modifications des procédures concernant les actes criminels contre l'Etat et l'application des arrêtés du nouveau code pénal ». Cette loi se réduisait essentiellement aux mesures suivantes : en ce qui concerne certains « crimes politiques », au lieu de sanctions administratives telles que amendes, déportations, etc., on allait désormais examiner ces « crimes » au tribunal en appliquant à l'égard des prisonniers politiques les articles du code pénal. Les prisonniers politiques de Taganka se demandèrent comment ils devaient se comporter pendant l'instruction et quelle tactique ils devaient suivre au tribunal. On décida de suivre pendant l'instruction l'ancienne tactique, c'est-à-dire de refuser de faire toute déposition, l'instruction étant menée par les mêmes gendarmes, il est vrai en présence d'un procureur. En ce qui concerne l'attitude des social-démocrates au tribunal, la question restait en suspens. C'est pourquoi Stassova, relâchée le 18 décembre 1904 sous caution, fut chargée par les camarades d'entrer immédiatement en contact avec Lénine et de lui demander son avis. La lettre de Lénine est la réponse à la demande de Stassova. — P. 59.

32. Le n° 3 du journal *Vpériod* parut le 24 (11) janvier 1905. — P. 63.

33. La nouvelle des événements du 9 janvier 1905 parvint à Genève le lendemain. Malgré des informations télégraphiques fragmentaires et laconiques, Lénine y attacha aussitôt une importance énorme, les considéra comme une *révolution* en Russie. A ce moment-là (le 10 janvier vieux style), le n° 3 du journal *Vpériod* était déjà composé et prêt à être imprimé, mais Lénine ne pouvait manquer de se prononcer sur cet événement. Il écrivit un petit article « La révolution en Russie » et l'inséra en caractères gras sur la quatrième page du journal à la place de la rubrique « Notre poste ». — P. 64.

34. *Populisme*, courant petit-bourgeois dans le mouvement révolutionnaire russe, surgi dans les années 60-70 du XIXe siècle. Les populistes voulaient renverser l'autocratie et transmettre la terre des propriétaires fonciers aux paysans. Par ailleurs, ils niaient la nécessité du développement des rapports capitalistes en Russie ; pour cette raison, ils considéraient la paysannerie, et non le prolétariat, comme la principale force révolutionnaire. Ils tenaient la communauté rurale pour l'embryon du socialisme. S'efforçant de soulever les paysans contre l'autocratie, les populistes allaient dans les campagnes, « dans le peuple », mais ils n'y étaient pas soutenus.

Dans les années 80-90 du XIXe siècle, les populistes s'engagèrent dans la voie de la conciliation avec le tsarisme, étaient le porte-drapeau des intérêts des paysans riches (koulaks) et luttaient avec acharnement contre le marxisme. — P. 65.

35. *Narodnaïa Volia* [La liberté du peuple], organisation politique secrète de populistes terroristes, fondée en août 1879 après la scission de l'organisation populiste « Zemlia i Volia » [Terre et liberté]. Gardant les positions du socialisme utopique populiste, les adeptes de la « Narodnaïa Volia » s'engagèrent dans la voie de la lutte politique considérant que la tâche primordiale était de renverser l'autocratie et de conquérir la liberté politique. Leur programme prévoyait l'organisation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple, des mesures pour transmettre les usines et les fabriques aux ouvriers.

Les adeptes de la « Narodnaïa Volia » luttèrent héroïquement contre l'autocratie tsariste, mais se réclamant de la théorie erronée des héros « actifs » et de la foule « passive », ils voulaient transformer la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, par la terreur individuelle, en intimidant et en désorganisant le gouvernement. Après le 1er mars 1881 (assassinat d'Alexandre II), le gouvernement anéantit l'organisation « Narodnaïa Volia » par des répressions féroces, des provocations et des exécutions. Les multiples tentatives faites pour ressusciter cette organisation au cours des années 80 échouèrent. C'est ainsi qu'en 1886 se forma un groupe sous la direction de A. Oulianov (frère aîné de Lénine) et de P. Chévyrev, qui suivait les traditions de la « Narodnaïa Volia ». Après une tentative avortée d'organiser un attentat contre Alexandre III en 1887, le groupe fut découvert et ses membres actifs furent exécutés.

Tout en critiquant le programme et la tactique erronés, utopiques, de terreur individuelle des membres de la « Narodnaïa Volia », Lénine avait la plus grande estime pour leur lutte pleine d'abnégation contre le tsarisme. Il appréciait hautement la technique de leur action conspirative et leur organisation strictement centralisée. — P. 65.

36. *V.V.*, pseudonyme de V. Vorontsov, un des idéologues du mouvement populiste libéral des années 80 et 90 du XIXe siècle. — P. 66.

37. *Marxisme légal*, déformation bourgeoise-libérale du marxisme. Courant social et politique indépendant surgi dans les années 90 du XIXe siècle parmi les intellectuels bourgeois libéraux en Russie.

A cette époque, le marxisme était assez largement répandu en Russie et les intellectuels bourgeois commencèrent à prêcher leurs conceptions sous couleur de marxisme dans la presse légale. D'où le nom de « marxistes légaux ».

Critiquant les populistes en tant que défenseurs de la petite production, les « marxistes légaux » tentèrent d'utiliser dans cette lutte le marxisme vidé de tout esprit révolutionnaire. Ils s'efforçaient de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie. Ils rejetaient l'essentiel du marxisme : la théorie de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Ils révisaient les principes fondamentaux du marxisme du point de vue de l'objectivisme bourgeois, du kantisme et de l'idéalisme subjectif.

Les marxistes russes se heurtèrent pour la première fois à ces ennemis camouflés qui se disaient marxistes et qui, en réalité, vidaient le marxisme de tout contenu révolutionnaire.

La lutte décisive de Lénine contre le « marxisme légal » en Russie était en même temps la lutte contre le révisionnisme à l'échelle internationale, et fut un exemple de l'intransigeance idéologique à l'égard des altérations de la théorie marxiste. — P. 66.

38. Voir l'ouvrage de Lénine : « Le contenu économique du populisme, et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 361-547). — P. 66.

39. *Opportunisme à la Bernstein*, courant hostile au marxisme dans la social-démocratie internationale. Surgi en Allemagne à la fin du XIXe siècle, il prit le nom du social-démocrate allemand Eduard Bernstein. Celui-ci proposait une révision de la théorie révolutionnaire de Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois. En Russie, les « marxistes légaux », les « économistes », les bundistes, les menchéviks étaient des partisans de Bernstein. — P. 66.

40. *Starover*, pseudonyme du menchévik A. N. Potressov. — P. 67.

41. « *Zaria* » [Aube], revue marxiste scientifique et politique ; éditée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. Les œuvres suivantes de Lénine y furent publiées : « Notes de circonstance », « Les persécuteurs du zemstvo et les Hannibal du libéralisme », les quatre premiers chapitres de « La question agraire et les « critiques de Marx » (sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire »), « Chronique intérieure », « Le Programme agraire de la social-démocratie russe ». Il y eut trois livraisons : les numéros 1, 2-3 et 4. — P. 70.

42. Lénine fait allusion au recueil d'articles philosophiques de Boulgakov, Troubetskoï et d'autres, paru en 1902 sous le titre « Les problèmes de l'idéalisme ».

« *Voie Nouvelle* », revue mensuelle. Parut à Pétersbourg en 1903-1904. Organe de ce qu'on appelait les « Assemblées religieuses et philosophiques », associations décadentes, auxquelles participaient les symbolistes et les « *bogoïskatéli* »

(« chercheurs de dieu ») Mérejkovski, Guippius, et d'autres. — P. 73.

43. *Nikolaï-on*, pseudonyme de Danielson, un des idéologues du mouvement populiste libéral des années 80 et 90 du XIXe siècle. — P. 78.

44. Il s'agit de l'abolition du servage en Russie en 1861. — P. 82.

45. *L'Association russe des ouvriers de fabriques et d'usines* fut fondée en 1904 à Pétersbourg par le pope Gapone, sur l'ordre de la police tsariste. C'était une organisation dans le genre de celle de Zoubatov qui cherchait à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire contre l'autocratie.

Zoubatovtsy, partisans de la politique du « socialisme policier ». En 1901-1903, sur l'initiative du colonel de gendarmerie Zoubatov, chef de la police de Moscou, furent créées des organisations ouvrières légales dans le but de détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. Les gens de Zoubatov s'efforçaient d'orienter le mouvement ouvrier dans la voie des revendications économiques limitées, d'inculquer aux ouvriers l'idée que le gouvernement était prêt à leur donner satisfaction. — P. 84.

46. La pétition des ouvriers de Pétersbourg au tsar fut imprimée sur feuille volante et reproduite dans *Vpériod* n° 4 du 31 (18) janvier 1905. — P. 85.

47. *Rachats*, versements que les paysans devaient effectuer aux propriétaires fonciers pour les lots qu'ils avaient reçus conformément au « Décret » du 19 février 1861 sur l'abolition du servage en Russie. La somme dépassait de beaucoup la valeur réelle des parcelles des paysans. En effectuant ces versements, les paysans payaient en fait non seulement pour la terre dont ils avaient la jouissance depuis toujours, mais aussi pour leur affranchissement personnel. — P. 86.

48. *Glébov*, pseudonyme de V. A. Noskov, fut élu au Comité central par le IIe Congrès du P.O.S.D.R. En été 1904, il trahit les bolchéviks et adopta une attitude conciliatrice à l'égard des menchéviks. — P. 89.

49. Les lettres dont parle Lénine sont les correspondances d'un bolchévik de Pétersbourg, S. I. Goussev, publiées dans le n° 4 de *Vpériod* du 31 (18) janvier 1905 sous l'en tête : « Lettres de social-démocrates pétersbourgeois ». — P. 101.

50. Il s'agit de l'organe central de la social-démocratie allemande, le journal *Vorwärts* [En avant], mentionné dans le n° 4 de *Vpériod* du 31 (18) janvier 1905, dans l'article « Sur la place du Palais. Lettre d'un témoin ». — P. 106.

51. Cette note était biffée dans le manuscrit et ne figure pas dans le journal *Vpériod*. Elle fut publiée pour la première fois en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI, sous le titre « Note à l'article « Notre petit père le tsar et les barricades ». — P. 109.

52. « *Pravitelstvenny Vestnik* » [Messager du Gouvernement], organe officiel du gouvernement ; parut à Pétersbourg de 1869 à 1917. — P. 114.

53. L'article « Combats sur les barricades », consacré au début de la Révolution en Russie, était prévu pour le n° 4 du journal *Vpériod*, mais ne fut pas publié. Parut pour la première fois en 1934, dans le Recueil Lénine XXVI. — P. 118.

54. *Ougrioum-Bourtchéev*, personnage de l'*Histoire d'une ville* de Saltykov-Chtchédrine. Type du haut-fonctionnaire stupide et borné. Lénine qualifiait ainsi les courtisans du tsar Nicolas II.— P. 120.

55. *L'Historique abrégé de la scission du P.O.S.D.R.* fut publié sur feuille volante par le groupe de soutien du P.O.S.D.R. de Berne, le 2 (15) février 1905, avec la note suivante : « Le groupe de soutien du P.O.S.D.R. de Berne, *Vpériod*, publie cette lettre parce qu'il estime extrêmement important, surtout pour les camarades en Russie, de prendre connaissance d'un historique abrégé de la scission. Nous prions les camarades émigrés de faire parvenir cette lettre en Russie ». — P. 121.

56. Le *Bureau Socialiste International* (B.S.I.), organe permanent, exécutif et d'information, de la IIe Internationale. Le Congrès de Paris de la IIe Internationale (septembre 1900) décida de créer cet organe en le composant des représentants des partis socialistes de tous les pays. Plékhanov et Kritchevski furent élus représentants des social-démocrates russes. Depuis 1905, Lénine faisait partie du Bureau en qualité de représentant du P.O.S.D.R. Le Bureau Socialiste International fut dissous en 1914. — P. 122.

57. *Bund* (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie), fondé en 1897 au congrès constitutif des groupes social-démocrates juifs à Vilna. Groupait principalement des éléments à demi prolétariens des artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R., en mars 1898, le Bund adhéra au parti. Au IIe Congrès les bundistes exigèrent que leur organisation soit reconnue comme l'unique représentant du prolétariat juif. Le congrès ayant repoussé le nationalisme du Bund sur le plan d'organisation, ils quittèrent le parti. — P. 122.

58. L'organisation secrète de la minorité fut créée par Axelrod, Martov et Trotski aussitôt après le IIe Congrès du parti. Vers

la mi-septembre 1903 eut lieu une conférence clandestine de 17 menchéviks. La résolution de cette conférence, rédigée par Trotski et Martov, exposait le programme de l'activité fractionnelle et les mesures d'organisation visant à s'emparer des organismes centraux du Parti et de la direction des organisations locales (voir le Recueil Lénine VI, pp. 246-249). Après la mainmise sur l'*Iskra*, les menchéviks organisèrent, auprès de l'Organe central, une caisse centrale secrète et mirent sur pied leurs propres moyens de transport. Ayant transformé « La ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger » en leur propre base, ils mirent sur pied un réseau d'agents itinérants pour désorganiser le travail du parti en Russie, pour s'emparer de différents comités ou bien pour créer des groupes menchéviks parallèles aux comités bolchéviks, comme ce fut le cas à Pétersbourg, Odessa et Ekatérinoslav. L'organisation secrète de la minorité exista jusqu'en automne 1904. Voir aussi « Le Conseil démasqué » de Lénine dans le présent tome, pp. 326-330. — P. 123.

59. *La Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger*, fondée en octobre 1901 sur l'initiative de Lénine. Elle comprenait l'organisation *Iskra* à l'étranger et l'organisation révolutionnaire « Social-démocrate » ainsi que le groupe « La libération du Travail ». La Ligue avait pour tâche de diffuser les idées de la social-démocratie révolutionnaire et de contribuer à la création d'une organisation social-démocrate de combat. Aux termes des statuts, la Ligue était le représentant à l'étranger de l'*Iskra*. Elle rassemblait les partisans du journal parmi les social-démocrates russes à l'étranger, le soutenait matériellement, organisait le transport de l'*Iskra* en Russie et faisait paraître des ouvrages marxistes de vulgarisation. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. proclama que la Ligue était l'unique organisation du parti à l'étranger, bénéficiant des droits de Comité aux termes des statuts, et devait militer sous la direction et le contrôle du C.C. du P.O.S.D.R.

Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R., les menchéviks consolidèrent leurs positions au sein de la Ligue et engagèrent la lutte contre Lénine, contre les bolchéviks. Au IIe Congrès de la Ligue, en octobre 1903, les menchéviks firent adopter de nouveaux statuts dirigés contre les statuts du parti, adoptés au IIe Congrès du P.O.S.D.R. A partir de cette date, la Ligue devint le bastion du menchévisme. Elle exista jusqu'en 1905. — P. 123.

60. *Galerka*, pseudonyme du bolchévik M. S. Olminski (Alexandrov). — P. 125.

61. *Voïnov*, pseudonyme du bolchévik Lounatcharski. — P. 125.

62. « *Nachi Dni* » [Notre Temps], journal quotidien d'orientation libérale. Parut à Pétersbourg du 18 (31) décembre 1904 au 5 (18) février 1905. Le 7 (20) décembre 1905, le journal réapparut, mais deux numéros seulement furent publiés. — P. 129.

63. Lénine fait allusion au procès des participants à la grève des ouvriers de l'entreprise Morozov en 1885. Le procès, qui eut lieu en mai 1886 à Vladimir, révéla le tableau bouleversant de l'exploitation et de l'oppression des ouvriers. Les accusés répondirent par la négative aux 101 questions posées par les jurés. Le publiciste réactionnaire bien connu, Katkov, écrivit à ce propos dans les *Moskovskié Viédomosti* : « Hier, dans la vieille et sainte cité de Vladimir, cent une salves furent tirées en l'honneur de la question ouvrière surgie en Russie. » — P. 135.

64. *Chelgounov N.V.* (1824-1891), écrivain démocrate, publiciste, collabora au journal *Sovrémennik*. Son activité progressiste était bien connue des ouvriers avancés de Pétersbourg. Les obsèques de Chelgounov (le 15 (27) avril 1891) se transformèrent en une manifestation antigouvernementale. — P. 135.

65. Il s'agit d'une grève politique de masse qui eut lieu à Kiev en juillet 1903. Une longue correspondance était consacrée à cette grève dans le n° 47 de l'*Iskra* du 1er septembre 1903, sous le titre « Grève générale à Kiev ». — P. 136.

66. « *Poslednié Izvestia* » [Dernières Nouvelles], bulletin du comité du Bund à l'étranger, parut à Londres et à Genève de 1901 à 1906. Porte-parole des conceptions bourgeoises nationalistes. — P. 139.

67. *Kifa Mokiévitch*, un des personnages des *Ames mortes* de Gogol. Type d'homme occupé de vains problèmes. — P. 148.

68. Le 5 (18) mai 1902 l'ouvrier Lekert commit un attentat contre le gouverneur de Vilna, von Wal. Martov et Zassoulitch saluèrent cet acte de terrorisme individuel.

En parlant du tract sur l'assassinat de Plehve, Lénine se réfère au tract n° 16 *Au peuple ouvrier*, signé par la rédaction de l'*Iskra* menchévique, qui défendait ouvertement la tactique socialiste-révolutionnaire du terrorisme individuel. — P. 156.

69. Il s'agit du meurtre d'un des représentants les plus réactionnaires du tsarisme, du général gouverneur de Moscou, le grand-duc Serguéi Alexandrovitch Romanov (oncle de Nicolas II et frère d'Alexandre III), perpétré le 4 (17) février 1905 au Kremlin de Moscou par un membre du parti socialiste-révolutionnaire, le terroriste Kaliaev. Cet acte de terreur individuelle eut le plus vif écho dans la presse étrangère. — P. 158.

70. *Triapitchkine* est un personnage du *Révisor* de Gogol et aussi d'une œuvre de Saltykov-Chtchédrine « Dans une ambiance de modération et de ponctualité ». Lénine s'en sert pour caractériser les correspondances de la nouvelle *Iskra*. — P. 165.

71. Lénine fait allusion à la note « Désorganisation des comités locaux » et aux résolutions des groupes social-démocrates de Minsk et d'Odessa, publiées dans le n° 7 de *Vpériod* du 21 (8) février 1905 sous la rubrique « Dans le parti ». — P. 171.

72. Ce texte fut inséré dans le journal *Vpériod* comme note de la rédaction à propos de l'« Information sur la convocation du IIIe Congrès du parti », signée par le Bureau des Comités de la Majorité. Le manuscrit porte une annotation de Lénine dans laquelle il s'adresse aux compositeurs à l'imprimerie : « Je prie instamment les camarades de composer ce texte, si c'est possible, dimanche matin et de remettre les épreuves le soir ». — P. 173.

73. *Bonapartistes de l'étranger* — Lénine appelait ainsi les menchéviks qui s'étaient emparés, contre la volonté du parti, de l'organe central, le journal *Iskra*, du Comité central et du Conseil du parti. — P. 173.

74. Dans le n° 8 du journal *Vpériod*, la rubrique « Dans le parti » contient les résolutions du Comité de Moscou du P.O.S.D.R., de la réunion des responsables du Comité de Moscou et du Comité du Nord qui s'étaient prononcés pour la convocation immédiate du IIIe Congrès du parti. — P. 173.

75. Il s'agit d'une lettre de Bebel à Lénine en date du 3 février 1905 dans laquelle Bebel propose au nom de la Direction de la social-démocratie allemande d'organiser, afin de mettre un terme à la lutte intestine du P.O.S.D.R., un arbitrage sous sa présidence. Dans sa réponse du 7 février 1905, Lénine repousse cette proposition, déclare qu'il n'est pas autorisé à régler cette question et que la proposition pouvait être communiquée seulement au Congrès du parti (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 306). Le Bureau des Comités de la Majorité répondit également à Bebel par un refus publié dans le journal *Vpériod* n° 11, le 23 (10) mars 1905, en soulignant que le fond de la lutte intestine de la social-démocratie russe était « un conflit d'idées politiques » et n'avait pas un « caractère *personnel*, voire un caractère *de groupe* ». C'est pourquoi la question pouvait être tranchée seulement par le congrès du parti et non par un arbitrage (voir « Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. ». Recueil de documents et de textes, Moscou 1955, pp. 64-66, éd. russe). Au congrès, il n'y eut pas de rapport spécial sur la lettre de Bebel, bien que la rédaction de *Vpériod* se fût proposé de la discuter. Cependant, les délégués intervenus dans les débats, repoussèrent la proposition de Bebel et confirmèrent le point de vue exposé dans la lettre du Bureau des Comités de la Majorité (« Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. » Procès-verbaux, Moscou, 1959, pp. 49, 51-52, 57, 58, 312, éd. russe). La réponse du Bureau des Comités de la Majorité à Bebel était soutenue également par les organisations locales. — P. 174.

76. Il s'agit de la résolution de Starover (A. N. Potressov) sur les rapports avec les libéraux, votée au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Cette résolution fut abrogée au IIIe Congrès. — P. 183.

77. Prenant la parole le 20 février (5 mars) 1905 à une réunion de la section d'organisation du Club de la majorité du parti à Genève, Lénine parla d'une enquête-questionnaire qu'il avait rédigée. Les principales questions pour cette enquête sont indiquées par Lénine dans son article « La convocation du IIIe Congrès du parti », publié dans le journal *Vpériod* n° 8, le 28 (15) février 1905 (voir le présent tome, pp. 168-171). — P. 197.

78. *Les Cent-noirs*, bandes armées d'assassins, formées en 1905 par la police tsariste pour lutter contre le mouvement révolutionnaire et pour organiser des pogromes juifs. — P. 201.

79. Le *Plan de la conférence sur la Commune* est le plan d'un rapport sur la Commune de Paris fait par Lénine le 5 (18) mars 1905 à Genève pour la colonie russe d'émigrés politiques. — P. 203.

80. F. Engels, dans sa préface à « La guerre civile en France » de K. Marx, analysant la situation en France après le soulèvement de juin 1848, écrivait : « Si le prolétariat ne pouvait pas *encore* gouverner la France, la bourgeoisie *ne* le pouvait déjà *plus* ».— P. 203.

81. *Internationale Arbeiter Association* — Ire Internationale. Première organisation internationale du prolétariat, fondée en 1864, à une réunion ouvrière à Londres, convoquée par des ouvriers anglais et français. La création de la Ire Internationale était le résultat de la longue lutte opiniâtre de Marx et d'Engels pour le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Marx en fut l'organisateur et le dirigeant, l'auteur de l'« Adresse inaugurale », des statuts et autres documents relatifs au programme et à la tactique.

La Ire Internationale dirigeait la lutte économique et politique des ouvriers des différents pays et renforçait leur solidarité. La Ire Internationale joua un rôle énorme dans la diffusion du marxisme et dans la réunion du socialisme avec le mouvement ouvrier.

Après la défaite de la Commune de Paris, la classe ouvrière avait pour tâche de créer des partis nationaux de masse sur la base des principes posés par la Ire Internationale. « Prenant en considération l'état de choses en Europe, écrivait Marx en 1873, j'estime qu'il est absolument utile de reléguer provisoirement à l'arrière-plan l'organisation formelle de l'Internationale. » (Marx et Engels, Lettres choisies, 1953, p. 288, éd. russe.) En 1876, à la Conférence de Philadelphie, la Ire Internationale fut dissoute officiellement. — P. 203.

82. Ici, et plus loin, Lénine se réfère à l'édition allemande de la brochure de Karl Marx *La guerre civile en France*, parue à Berlin en 1891. — P. 203.

83. Lénine compare ici les bourreaux de la Commune de Paris de 1871 et ceux de la première révolution russe de 1905.
Trépov D. F., gouverneur général de Pétersbourg. Dirigea la répression de la première révolution russe.
Vassiltchikov S. I., prince, général tsariste. Le 9 (22) janvier 1905, il commandait les troupes qui firent feu sur la manifestation paisible des ouvriers à Pétersbourg. — P. 204.

84. Ici et plus loin, Lénine se réfère au livre de G. Weill *Histoire du mouvement social en France 1852-1902*, Paris 1904. — P. 204.

85. Le nombre des victimes de la Commune est cité d'après le livre de Lissagaray *Histoire de la Commune de 1871*, édité à Paris en 1896. — P. 205.

86. *La loi d'exception contre les socialistes*, promulguée en Allemagne en 1878, interdisait toutes les organisations du parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière ; les publications socialistes étaient confisquées ; on commença à expulser les social-démocrates. Sous la pression d'un large mouvement ouvrier, cette loi fut abolie en 1890. — P. 212.

87. *Iks*, pseudonyme du menchévik P. P. Maslov. — P. 232.

88. Cette note est la préface de Lénine à la traduction de l'article de Cluseret, publié dans le nº 11 de *Vpériod*, du 23 (10) mars 1905, sous le titre « De la bataille des rues » (Conseils d'un général de la Commune) ». La traduction fut revue par Lénine (voir le Recueil Lénine XXVI, 1934, pp. 355-356). — P. 236.

89. « *La Commune* », principal organe des proudhonistes. Parut du 20 mars au 17 mai 1871 à Paris. Un des journaux de la Commune de Paris le plus riche en articles théoriques. Rédacteurs en chef : Millière, ancien député à l'Assemblée Nationale, fusillé pendant les journées de mai sur les marches du Panthéon, et l'économiste Georges Duchêne. Aux termes d'un décret du 17 mai 1871, le journal fut interdit à cause des attaques acharnées qu'il lançait contre la politique de la majorité jacobine dirigeante du Conseil.
« *La Marseillaise* », un des principaux journaux de Paris. Parut en 1869-1870 sous la direction de Henri Rochefort. La section parisienne de la Ire Internationale publiait dans cet organe des articles et des informations. — P. 237.

90. Lénine donne le nom de parti «clemenciste» au parti des radicaux, dirigé depuis 1881 par Georges Clemenceau. — P. 237.

91. *Vassiliev*, pseudonyme du bolchévik F. V. Lengnik. — P. 239.

92. Ce texte fut publié comme note de Lénine à l'article de V. V. Vorovski « Les fruits de la démagogie » dans le nº 11 de *Vpériod*, du 23 (10) mars 1905. On trouvera la documentation relative à l'histoire du programme marxiste du parti dans le tome 6 de la 4e éd. russe des Œuvres de Lénine. — P. 244.

93. *Otrezki*, parcelles détachées des exploitations paysannes et remises aux propriétaires fonciers lors de l'abolition du servage en Russie en 1861. — P. 246.

94. Il s'agit du point suivant du programme du parti, voté au IIe Congrès du P.O.S.D.R. : « Visant à atteindre ses buts les plus immédiats, le P.O.S.D.R. soutient tout mouvement oppositionnel et révolutionnaire, dirigé contre l'ordre social et politique existant en Russie, tout en rejetant catégoriquement les projets réformistes liés à tout élargissement ou renforcement de la tutelle policière et bureaucratique sur les classes de travailleurs » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et des sessions plénières du Comité central », 7e éd. russe, 1re partie, 1954, p. 43). — P. 247.

95. Le *Manifeste contre Kriege* fut rédigé par Marx et Engels en mai 1846. Sur les instances du Comité de correspondance communiste de Bruxelles, fondé par Marx et Engels, Kriege, dont les opinions et les actes étaient violemment critiqués dans le *Manifeste*, fut obligé de publier ce document dans le journal qu'il rédigeait, *Der Volks-Tribun*, nos 23 et 24 du 6 et du 13 juin 1846 (et non en 1848, comme l'indique Lénine par erreur). Lénine signale lui-même cette erreur dans l'article « Marx et le « partage noir » américain ». Voir le présent tome, pp. 325-331. — P. 250.

96. Engels critique la théorie de Henri George dans la préface à l'édition américaine de son livre *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Engels reproche à Henri George de préconiser des conceptions étroites, petites-bourgeoises, sur la question agraire. D'après Marx, l'expropriation de la classe ouvrière, privée de tous les moyens de production, y compris la terre, est la cause de l'antagonisme moderne entre les classes, alors que pour Henri George, la principale cause de la division de la population en riches et pauvres est uniquement le fait que les masses populaires sont frustrées de la terre ; aussi proposait-il la nationalisation de la terre comme moyen radical pour supprimer la misère. — P. 250.

97. *Nikititch*, L. B. Krassine. — P. 251.

98. *La Commission Chidlovski*, commission gouvernementale spéciale formée aux termes d'un oukase du tsar, en date du 29 janvier (11 février) 1905, « pour déceler, sans retard, les causes du

mécontentement des ouvriers à Saint-Pétersbourg et ses environs » à la suite du mouvement de grève qui éclata après le « Dimanche sanglant », le 9 janvier 1905, lorsqu'on avait tiré sur une manifestation ouvrière pacifique. Chidlovski, sénateur et membre du Conseil d'Etat, fut placé à la tête de la commission. A côté des hauts fonctionnaires et des fabricants, la commission devait comprendre aussi des représentants des ouvriers qui étaient élus à deux degrés. Les bolchéviks entreprirent un travail d'explication à l'occasion de ces élections en dénonçant les objectifs véritables du tsarisme qui cherchait, par le truchement de cette commission, à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. Quand les électeurs demandèrent au gouvernement d'accorder les libertés civiques, Chidlovski déclara le 18 février (3 mars) 1905 que cette demande ne pouvait être satisfaite. La plupart des électeurs refusèrent d'élire des députés. Le 20 février (5 mars) 1905, la commission fut dissoute avant même d'avoir abordé ses travaux.

Lénine en parlant des tours de passe-passe de la « Commission Chidlovski » du parti fait allusion à la duplicité du C.C. menchévik qui se prononçait en paroles pour la convocation du IIIe Congrès et en réalité luttait contre le congrès. — P. 254.

99. « *Grajdanine* » [Le citoyen], revue réactionnaire. Parut à Pétersbourg de 1872 à 1914. Organe des ultra-monarchistes depuis les années 80, financé par le gouvernement. Rédacteur en chef : le prince Mechtcherski. Peu répandue, mais influente dans les milieux des hauts fonctionnaires. — P. 268.

100. *Boulyguine*, ministre tsariste de l'Intérieur ; auteur du projet de loi sur la Douma d'Etat, caricature d'une représentation populaire (voir le présent tome, pp. 347-361). — P. 273.

101. L'article «La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire » fut écrit par Lénine à la fin de mars 1905, lorsque la montée du mouvement révolutionnaire provoqua des discussions animées parmi les social-démocrates à propos d'un des problèmes les plus pressants de la révolution, celui du gouvernement révolutionnaire provisoire et de la participation de la social-démocratie à ce gouvernement. Dans cet article, Lénine critique la prise de position des menchéviks qui se prononçaient contre la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire. — P. 275.

102. *Le bakouninisme* est proche du proudhonisme. Courant petit-bourgeois reflétant l'idéologie du petit patron ruiné. La principale thèse du bakouninisme est la négation de tout Etat, y compris la dictature du prolétariat, l'incompréhension du rôle historique mondial du prolétariat. Ses tenants menaient une lutte acharnée contre la théorie et la tactique marxistes du mouvement ouvrier. Leur tactique conspirative d'émeutes immédiates et de terrorisme était aventuriste et contraire à la con-

ception marxiste de l'insurrection. Le bakouninisme fut une des sources idéologiques du populisme. La théorie et la tactique de ses adeptes furent condamnées sévèrement par Marx et Engels. Lénine dit que le bakouninisme est la conception du monde « du petit bourgeois désespéré de trouver son salut » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 18, p. 11).

- *Tkatchévisme*, tendance dans le populisme révolutionnaire, proche du blanquisme. Porte le nom de son idéologue P. Tkatchev (1844-1885). Ses disciples considéraient la lutte politique comme une condition indispensable de la révolution, mais ils sous-estimaient le rôle décisif des masses populaires. D'après Tkatchev, la minorité révolutionnaire doit s'emparer du pouvoir politique, fonder un nouvel Etat et procéder à des réformes révolutionnaires dans l'intérêt du peuple à qui il ne resterait qu'à bénéficier des résultats tout prêts. — P. 279.

103. Voir K. Marx et F. Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*.— P. 279.

104. Voir F. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*, Editions Sociales, Paris 1953, p. 96. — P. 280.

105. *Millerand*, socialiste réformiste français. En 1899, il entra au gouvernement bourgeois réactionnaire, où il collabora avec le bourreau de la Commune de Paris, le général Galliffet.

Louis-Eugène Varlin (1839-1871), ouvrier français, membre actif de la Ire Internationale, du Comité central de la garde nationale et de la Commune de Paris en 1871. — P. 282.

106. Le n° 93 de l'*Iskra* menchévique publia l'article de L. Martov : « A l'ordre du jour. Le parti ouvrier et « la prise du pouvoir », notre tâche la plus proche ». C'est cet article que Lénine critique dans « La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » et dans son rapport au IIIe Congrès du P.O.S.D.R. « De la participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire » (voir le présent tome, pp. 294, 393-394) — P. 286.

107. Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, t. I, 1964, p. 347. — P. 287.

108. *Travail de Sisyphe*, travail pénible, fatigant, mais vain ; cette expression a pour origine le mythe concernant le roi grec de l'Antiquité, Sisyphe. S'étant, selon la légende, rendu coupable envers les dieux, Sisyphe fut cruellement puni : il fut condamné à rouler éternellement jusqu'au sommet d'une haute montagne une énorme pierre qui, le sommet une fois atteint, retombait au pied de celle-ci. Lénine fait allusion à une caricature de Lépéchinski présentant Plékhanov qui fait de vains efforts pour retirer Martov du marais menchévique. — P. 289.

109. L'article « La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » fut également édité en brochure par le comité de l'Union du Caucase du P.O.S.D.R. en géorgien, russe et arménien. — P. 294.

110. *Le Congrès d'Amsterdam*, congrès socialiste de la IIe Internationale à Amsterdam, se déroula du 14 au 20 août 1904. Les questions suivantes étaient à l'ordre du jour : 1) Règles internationales de la tactique socialiste ; 2) Politique coloniale ; 3) Grève générale ; 4) Politique sociale et assurance des ouvriers ; 5) Trusts et chômage, etc.

La résolution concernant le premier point, à laquelle se réfère Lénine, indique que la social-démocratie « ne pouvait se proposer de participer au gouvernement dans le cadre de la société bourgeoise. » Cependant, les chefs de droite des partis social-démocrates, en dépit de la résolution du congrès d'Amsterdam, participaient et continuent à participer aux gouvernements bourgeois en poursuivant une politique visant à maintenir et à consolider l'État bourgeois et la domination de la bourgeoisie. — P. 298.

111. *Crétinisme parlementaire*, c'est ainsi que Lénine appelait la foi des opportunistes selon laquelle le système parlementaire serait toute-puissante et la lutte parlementaire serait la seule et principale forme de lutte politique dans toutes les circonstances. — P. 302.

112. Le journal réactionnaire *Novoïé Vrémia* poursuivait haineusement ses adversaires politiques, utilisait largement la calomnie et d'autres procédés malhonnêtes de polémique.

Lénine dit plus bas que l'*Iskra* menchévique « est notre *Novoïé Vrémia* du parti », et les menchéviks sont « des gens de type *Novoïé Vrémia* ». — P. 310.

113. *Le Conseil du parti* (1903-1905) — fondé aux termes des statuts du parti adoptés au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Institution suprême du parti appelée à coordonner et à unifier les activités du C.C. et de la rédaction de l'Organe central, à reconstituer le C.C. et la rédaction de l'Organe central au cas où tous les membres d'un de ces organismes seraient hors d'état d'agir, et aussi à représenter le parti dans ses relations avec les autres partis. Le Conseil était tenu de convoquer les congrès du parti dans des délais prévus par les statuts ou bien avant terme sur la demande des organisations du parti disposant de la moitié des voix au congrès. Le Conseil se composait de cinq membres : un membre désigné par le congrès du parti, deux membres représentant le Comité central et deux membres représentant la rédaction de l'Organe central. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. élut Plékhanov cinquième membre du Conseil. Au début, Lénine faisait partie du Conseil comme représentant de la rédaction de l'Organe central, et après avoir quitté la ré-

daction de l'*Iskra*, il représentait le Comité central. Le Conseil du parti devint un instrument de lutte des menchéviks contre les bolchéviks après la volte-face de Plékhanov dans le sens de l'opportunisme et après la mainmise des menchéviks sur la rédaction de l'Organe central. Lénine lutta résolument au sein du Conseil pour la cohésion du parti en dénonçant l'activité désorganisatrice et scissionniste des menchéviks. Le Conseil fut dissous aux termes des statuts adoptés au III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. A partir du III^e^ Congrès, le Comité central est devenu l'unique centre dirigeant du parti, d'un congrès à l'autre. C'est lui également qui désigna la rédaction de l'Organe central. — P. 312.

114. Il s'agit de la brochure d'Orlovski (V.V. Vorovski) *Le Conseil contre le parti*, éditée à Genève en 1904. — P. 312.

115. *Le tract sur l'insurrection*, signé par le Bureau des Comités de la Majorité fut entièrement reproduit dans le n° 9 de *Vpériod*, du 8 mars (23 février) 1905, sous le titre « Questions brûlantes ».— P. 315.

116. « *Moskovskiê Viédomosti* », journal fondé en 1756 ; depuis les années 60 du XIX^e^ siècle, porte-parole des couches monarchistes les plus réactionnaires des propriétaires fonciers et du clergé ; à partir de 1905, un des principaux journaux des « cent-noirs » (extrémistes de droite). Parut jusqu'à la Révolution de 1917. — P. 317.

117. Le congrès des membres des zemstvos eut lieu à Moscou du 24 au 25 février (9-10 mars) 1905. — P. 317.

118. Lénine cite l'ouvrage de Marx « Contribution à la critique de la philosophie hégélienne du droit. » — P. 320.

119. « *Das Westphälische Dampfboot* », revue démocratique allemande qui paraissait en Westphalie de 1845 à 1848. Elle publia quelques articles de Marx et Engels. — P. 325.

120. La *Lettre ouverte au camarade Plékhanov, président du Conseil du P.O.S.D.R.* fut publiée d'abord sur feuille volante, et réimprimée dans *Vpériod*. L'adresse au Conseil du parti fut envoyée à Plékhanov le 4 (17) avril 1905. Le lendemain eut lieu la réunion du Comité d'organisation (dont faisaient partie les membres du Bureau des Comités de la Majorité et les représentants du Comité central) qui décida d'accorder au Conseil un délai de 7 jours pour la réponse avant l'ouverture du congrès. Le III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. commença ses travaux exactement 7 jours après, le 12 (25) avril. — P. 337.

121. *Johansen*, L. B. Krassine. — P. 337.

122. *Valérian*, A. I. Lioubimov. — P. 337.

123. *Vadim*, D. S. Postolovski. — P. 341.

124. *Bem*, M. A. Silvine, représentant du Comité central au Conseil du parti au début de 1905 ; *Vtorov*, le menchévik V. N. Krokhmal. — P. 342.

125. Lénine fait allusion à l'article « Au parti » publié dans le nº 94 de l'*Iskra* menchévique, le 25 mars 1905. — P. 346.

126. Il s'agit du *IIe Congrès de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger »* qui eut lieu du 13 au 18 (26-31) octobre 1903 à Genève. Le congrès fut convoqué sur les instances des menchéviks qui voulaient l'opposer au IIe Congrès du P.O.S.D.R.

La question centrale à l'ordre du jour était le rapport de Lénine, délégué de la Ligue au congrès du parti. Dans son rapport, Lénine mit en lumière les travaux du IIe Congrès du P.O.S.D.R., dénonça l'opportunisme des menchéviks et montra l'absence de principes dans leur attitude au congrès. Profitant de sa majorité au congrès de la Ligue à l'étranger, l'opposition décida de donner après Lénine la parole à Martov pour un corapport. Celui-ci défendit l'attitude des menchéviks au IIe Congrès du P.O.S.D.R. et lança des accusations calomniatrices contre les bolchéviks. Lénine et les partisans de la majorité, constatant qu'il était nettement impossible et vain de continuer à polémiquer avec l'opposition, quittèrent la séance et refusèrent de participer aux débats sur cette question. La majorité menchévique, visant à s'emparer des organismes centraux du parti, adopta sur le deuxième point de l'ordre du jour trois résolutions dans lesquelles elle se dressait contre la position de Lénine touchant les questions d'organisation, et appelait à la lutte systématique contre les bolchéviks.

Le congrès adopta également les statuts de la Ligue à l'étranger dont plusieurs articles étaient dirigés contre les statuts du parti (publications de la Ligue faites au nom de l'ensemble du parti, rapports entre la direction de la Ligue et les autres organisations, à l'insu du Comité central et de l'Organe central, etc.) ; de plus, les menchéviks contestaient au C.C. du P.O.S.D.R. le droit de confirmer les statuts de la Ligue. Le représentant du C.C. du P.O.S.D.R., Lengnik, qui assistait au congrès, demanda au nom du Comité central de conformer les statuts de la Ligue à ceux du parti et, comme l'opposition refusa d'accéder à cette demande, il déclara que la réunion était illégale. Le Conseil du parti approuva l'attitude du représentant du C.C. Lénine dit que le congrès de la Ligue à l'étranger marqua « l'apogée des actions belliqueuses de l'opposition contre les centres ». (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, p. 105). — P. 346.

127. Le tract *Le Premier mai* fut écrit par Lénine à Genève et publié sous la signature du Bureau des Comités de la Majorité et de la rédaction de *Vpériod*. Le tract fut réimprimé par plusieurs comités social-démocrates locaux. — P. 349.

128. *Hobereau sauvage*, personnage d'un conte de même nom de l'écrivain satirique russe Saltykov-Chtchédrine. Il s'agit d'un propriétaire foncier qui rêvait de « supprimer » entièrement le moujik. La satire vise les féodaux endurcis qui s'efforçaient par tous les moyens de contrecarrer le changement de l'ancien ordre de choses. — P. 355.

129. *Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R.* eut lieu à Londres du 12 au 27 avril (25 avril-10 mai) 1905. Il fut préparé et convoqué par les bolchéviks, sous la direction de Lénine. C'était le premier congrès bolchévik. L'ordre du jour élaboré par Lénine et voté par le congrès, était le suivant :
I. Rapport du Comité d'organisation. II. Problèmes tactiques : 1) insurrection armée ; 2) attitude envers la politique du gouvernement à la veille et pendant la révolution (ce paragraphe était consacré à deux questions : a) attitude envers la politique du gouvernement à la veille de la révolution ; b) le gouvernement révolutionnaire provisoire); 3) attitude à l'égard du mouvement paysan. *III. Questions d'organisation* : 4) relations des ouvriers et des intellectuels au sein des organisations du parti ; 5) Statuts du parti. *IV. Attitude envers les autres partis et tendances* : 6) envers la fraction dissidente du P.O.S.D.R. ; 7) envers les organisations social-démocrates nationales ; 8) envers les libéraux ; 9) accords pratiques avec les socialistes-révolutionnaires. *V. Problèmes intérieurs de la vie du parti* : 10) propagande et agitation. *VI. Rapports des délégués* : 11) rapport du Comité central ; 12) rapports des délégués des comités locaux. *VII. Votes* : 13) élections ; 14) mode de publication des résolutions et des procès-verbaux du congrès et d'entrée en fonctions des responsables.

Pour toutes les questions fondamentales du IIIe Congrès, Lénine avait écrit, dès avant le congrès, des projets de résolutions et les avaient motivées dans des articles publiés dans *Vpériod*. Lénine prit la parole sur l'insurrection armée, la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, l'attitude à l'égard du mouvement paysan, les statuts du parti et sur d'autres points. Les procès-verbaux mentionnent 138 interventions et propositions de Lénine.

Le Congrès modifia les statuts du parti : a) adopta le §1 rédigé par Lénine ; b) définit les droits précis du Comité central et ses rapports avec les comités locaux ; c) modifia la structure des organismes centraux du parti : au lieu de trois centres (Comité central, Organe central et Conseil du parti), le congrès créa un centre unique jouissant des pleins droits, le Comité central.

Sur les travaux et la signification du IIIe Congrès, voir l'article de Lénine « Le IIIe Congrès » (dans le présent tome, pp. 445-452) et le livre de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. — P. 361

130. *Letnev*, A. I. Lioubimov. — P. 369.

131. *Zimine*, L. B. Krassine. — P. 369.

132. *Leskov* (N. V. Romanov), délégué du Comité du Nord, *Jarkov* (M. S. Lechtchinski), délégué du comité d'Ekatérinoslav ; *Mikhaïlov* (D. S. Postolovski), délégué du comité du Nord-Ouest; *Sosnovski* (V. A. Desnitski), délégué du comité de Nijni-Novgorod. —P. 373.

133. *Serguéïev*, A. I. Rykov. — P. 377.

134. *Alexandrov*, D. S. Postolovski. — P. 378.

135. *Schmidt*, P. P. Roumiantsev, délégué du comité de Voronèje. — P. 378.

136. *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes.* Mars 1850. (Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. 1, pp. 102-113). — P. 388.

137. *Ligue des communistes*, première organisation internationale du prolétariat révolutionnaire, créée en été 1847, à Londres, au congrès des délégués des organisations révolutionnaires prolétariennes. Les fondateurs et les dirigeants de la Ligue étaient K. Marx et F. Engels, qui furent chargés par cette dernière d'écrire le *Manifeste du Parti communiste.* La Ligue des communistes exista jusqu'en 1852. Les membres les plus éminents de la Ligue jouèrent par la suite un rôle de direction dans la Ire Internationale (voir F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes »). — P. 388.

138. « *Neue Rheinische Zeitung* », parut à Cologne du 1er juin 1848 au 19 mai 1849, sous la direction de K. Marx et F. Engels. Rédacteur en chef, Marx. Le journal cessa de paraître après le nº 301, sous les coups de la réaction. Voir à ce propos F. Engels, « Marx et la *Neue Rheinische Zeitung* 1848-1849.» — P. 390.

139. Il s'agit de la lettre d'Engels à Turati, datée du 26 janvier 1894 et publiée dans le bimensuel italien *Critica Sociale*, nº 3 du 1er février 1894 sous le titre : « La future révolution italienne et le parti socialiste ». — P. 392.

140. L'article de F. Engels « Les bakouninistes au travail. Notes sur l'insurrection en Espagne, en été 1873 » fut publié en 1873. La traduction russe fut rédigée par Lénine et éditée en brochure par le Comité central du P.O.S.D.R. en 1905 à Genève, et en 1906 à Pétersbourg. — P. 393.

141. Lénine cite l'article de K. Marx « Bourgeoisie et contre-révolution. Article 2. » (Voir Marx et Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. 1, pp. 57-61.) — P. 395.

142. *Andréev*, N.A. Alexéev. Participa au IIIe Congrès du P.OS..D.R. avec voix consultative. — P. 401.

143. *Barsov*, M. G. Tskhakaïa, bolchévik. — P. 403.

144. *Partage noir*, un des mots d'ordre populaires dans la paysannerie de la Russie tsariste. Exprimait l'aspiration des paysans à un nouveau partage des terres. — P. 405.

145. *Goloubine*, P. A. Djaparidzé, bolchévik, délégué au IIIe Congrès. — P. 414.

146. Il s'agit de la résolution « Sur la constitution du Congrès » publiée dans le nº 1 de *Prolétari* du 27 (14) mai 1905 immédiatement après le « Communiqué sur le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. ». (Voir « Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. Procès-verbaux », 1959, pp. 449-450, éd. russe). — P. 439.

147. Ce texte fut publié comme note de la rédaction à la résolution du IIIe Congrès « Sur la constitution du Congrès » dans le nº 1 du journal *Prolétari* du 27 (14) mai 1905. — P. 443.

148. *L'ultimatum du Comité central* fut présenté aux menchéviks le 12 (25) novembre 1903. Dans sa lettre au C.C., en date du 22 octobre (4 novembre) 1903, Lénine indique les principaux points de l'ultimatum ainsi que les concessions pratiques admissibles qu'on pourrait faire aux menchéviks dans le but de supprimer la crise du parti : 1) cooptation à la rédaction de l'*Iskra* des quatre anciens rédacteurs ; 2) cooptation de deux membres de l'opposition au C.C., au choix du Comité central ; 3) rétablissement de l'ancienne situation au sein de la Ligue à l'étranger ; 4) octroi aux menchéviks d'une voix au Conseil du parti. Cinquième condition, supplémentaire : mettre un terme à tous les débats, querelles et bavardages à propos des dissensions au IIe Congrès du parti et après sa clôture. « En cas de rejet de l'ultimatum, disait Lénine, la guerre à outrance » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 192). Ces propositions de Lénine (excepté la condition supplémentaire) figuraient dans l'ultimatum du Comité central en date du 12 (25) novembre, mais étaient quelque peu atténuées par les membres de tendance conciliatrice du C.C.

Les menchéviks, à qui Plékhanov prêta une grande aide en cooptant au lendemain de cet ultimatum tous les anciens rédacteurs à la rédaction de l'Organe central, repoussèrent l'ultimatum du Comité central et s'engagèrent dans la voie de la guerre déclarée contre la majorité du parti. — P. 449.

149. *La Constitution à la Chipov* — Lénine désigne ainsi le projet de structure d'Etat élaboré par Chipov, libéral modéré, leader de l'aile droite des zemstvos. Visant à réduire l'ampleur de la révolution et obtenir en même temps certaines concessions de la part du gouvernement tsariste en faveur des zemstvos, Chipov proposa d'instituer un organisme représentatif consultatif auprès du tsar. A l'aide d'un tel marché, les libéraux modérés cherchaient à tromper les masses populaires, à maintenir la monar-

chie et à obtenir pour eux-mêmes certains droits politiques. — P. 450.

150. *Les résolutions des avocats*, résolutions prises par le Congrès des avocats de Russie, tenu du 28 au 30 mars (10 à 12 avril) 1905 à Pétersbourg. Caractérisant les travaux du congrès et ses résolutions, le *Prolétari* écrivait : « Les trois jours de palabres du congrès des avocats ont reflété, comme dans une goutte d'eau, tout le libéralisme bourgeois avec son désir veule d'une constitution, avec sa frousse de la lutte, avec sa complaisance servile à l'égard de l'autocratie encore forte, avec son amour hypocrite et intéressé du peuple. » (V. Vorovski, « Congrès des avocats de Russie », *Prolétari* nº 2, 3 juin (21 mai) 1905.) — P. 454.

151. Lénine rédigea ce texte à l'occasion d'un article paru dans l'*Iskra* nº 100, le 15 mai 1905, sous le titre « Succès et échecs du Premier Mai » qui exprimait une opinion pessimiste sur les manifestations du 1er Mai 1905 en Russie. — P. 455.

152. Cette « brochure spéciale » parut le 12 (25) juin 1905 en français, comme supplément au journal *Le Socialiste* (organe central du parti socialiste français) et en allemand dans l'édition de Munich « *Bericht über den III Parteitag der S.-D.A.-P.R.* » (traduction du « Communiqué sur le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. » et des résolutions du Congrès). L'annonce sur la publication de ces brochures parut dans le nº 15 de *Prolétari* du 5 septembre (23 août) 1905, sous la rubrique « La vie du parti ». — P. 459.

153. « *Prolétari* », hebdomadaire bolchévik illégal. Organe central du P.O.S.D.R., créé conformément à la décision du IIIe Congrès du parti. Par décision de la session du Comité central, du 27 avril (10 mai) 1905, Lénine fut nommé rédacteur en chef de l'Organe central. Parut à Genève du 14 (27) mai au 12 (25) novembre 1905. 26 numéros sortirent des presses. V. V. Vorovski, A. V. Lounatcharski et M.S. Olminski y collaborèrent régulièrement. Le *Prolétari* suivait la ligne politique de l'ancienne *Iskra* léniniste et assuma pleinement la succession du journal bolchévik *Vpériod*.

Lénine y publia environ 90 articles et notes. Ces articles étaient reproduits dans les organes bolchéviks locaux et imprimés sur feuilles volantes.

Quand Lénine rentra en Russie, en novembre 1905, le journal cessa bientôt de paraître. Les deux derniers numéros (25 et 26) furent rédigés par Vorovski. — P. 459.

154. *Stephan Born* (1824-1898), militant en vue du mouvement ouvrier allemand, participa à la révolution de 1848, fut membre de la Ligue des communistes (voir F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes »). — P. 473.

155. Voir K. Marx, « Révélations sur le procès des communistes à Cologne ». — P. 475.

156. Lénine fait allusion à l'« Adresse du Comité central à la Ligue des communistes », écrite par Marx et Engels à la fin de 1850 (voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. 1, pp. 102-113). — P. 476.

157. K. Marx, *Critique du programme de Gotha*. — P. 476.

158. Voir F. Engels « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes ». — P. 476.

159. « *Der Volksstaat* », journal, organe central de la social-démocratie allemande ; édité à Leipzig de 1869 à 1876 sous la direction de Liebknecht. K. Marx et F. Engels y collaboraient. — P. 480.

160. Le troisième article qui devait faire suite au « Gouvernement révolutionnaire provisoire » ne fut pas publié. Lénine traite des tâches du gouvernement révolutionnaire provisoire dans le document « Tableau du gouvernement révolutionnaire provisoire » (voir le présent tome, pp. 542-544), dans l'article « L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire » (voir le présent tome, pp. 568-577) et dans le livre : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. — P. 486.

161. Ce texte est la préface à la brochure *Communiqué sur le IIIe Congrès du P.O.S.D.R.*, éditée en yiddish en 1905. — P. 501.

162. « *Le Matin* », quotidien français bourgeois, fondé en 1884. — P. 528.

163. *Cassandre*, fille de Priam, roi troyen. D'après la légende grecque, Cassandre, qui avait le don de divination, prédit la chute de Troie. — P. 537.

164. La *Lettre ouverte à la rédaction de la « Leipziger Volkszeitung »* fut rédigée par Lénine en réponse à l'article de Kautsky, « La scission de la social-démocratie russe », publié dans la *Leipziger Volkszeitung*. Lénine écrivait au Comité central du P.O.S.D.R. à ce sujet, le 29 juin (12 juillet) : « Kautsky a publié un article abject à propos de l'édition allemande du « Communiqué » (sur le IIIe Congrès du P.O.S.D.R.). La « Lettre ouverte » de Lénine ne fut pas publiée par le journal. — P. 539.

165. Voir K. Marx et F. Engels, *La Sainte Famille*. — P. 542.

166. De puissantes grèves se déroulèrent en mai-juin 1905, dans la ville polonaise de Lodz, considérée comme le cœur de la Pologne ouvrière. Sous la direction de la social-démocratie révolutionnaire, les ouvriers de Lodz se préparaient activement à l'insurrection armée contre l'autocratie. Le 10 (23) juin, toute la ville était recouverte de barricades où quelques dizaines de milliers d'ouvriers menèrent des combats acharnés contre les troupes pendant deux jours. 2 000 personnes environ furent tuées ou blessées. Dans l'histoire de la révolution de 1905, l'insurrection des ouvriers de Lodz

est un modèle d'héroïsme prolétarien et d'enthousiasme populaire. — P. 545.

167. Les bagarres d'Ivanovo-Voznessensk éclatèrent le 3 (16) juin 1905 pendant la grève générale des ouvriers textiles, déclenchée le 12 (25) mai et dirigée par le groupe local du Comité bolchévik du Nord. Pendant la grève fut créé le Soviet des délégués ouvriers qui au cours des combats révolutionnaires devint un des premiers Soviets des députés ouvriers. Afin de briser la volonté des grévistes, le gouvernement tsariste amena une grande quantité de troupes et de policiers à Ivanovo-Voznessensk et dans les bourgs des environs. Le 2 (15) juin 1905, le vice-gouverneur publia un arrêté interdisant les rassemblements. Dans la matinée du 3 (16) juin 1905, les ouvriers, malgré l'interdiction, commencèrent à se rassembler. Les cosaques, les soldats et les policiers assaillirent les ouvriers et se mirent à les matraquer sauvagement. La répression dura plusieurs heures. Mais elle ne parvint pas à briser la volonté de lutte des ouvriers. La grève générale d'Ivanovo-Voznessensk continua jusqu'au 22 juillet (4 août) et des grèves partielles éclatèrent dans différentes entreprises en août et septembre 1905. — P. 545.

168. La grève générale des ouvriers de Varsovie, décidée en signe de protestation contre les représailles sanglantes des troupes tsaristes frappant le prolétariat insurgé de Lodz, fut déclenchée le 13 (26) juin. Des barricades surgirent dans plusieurs rues de Varsovie où se produisirent des collisions entre les ouvriers et les troupes.

La grève des ouvriers d'Odessa débuta également le 13 (26) juin 1905. Le 14 (27) juin, elle devint générale. Les ouvriers se mirent à dresser des barricades. Des collisions armées avec la police éclatèrent. Dans la soirée du 14 (27) juin, le cuirassé *Potemkine* insurgé jeta l'ancre dans la rade d'Odessa. Afin d'empêcher les marins de s'unir aux ouvriers de la ville, les autorités tsaristes se livrèrent à une provocation. Dans la nuit du 15 (28) au 16 (29) juin, les cent-noirs mirent le feu aux dépôts du port et commencèrent à les saccager. Les troupes appelées au port firent feu sur la foule rassemblée. Un grand nombre de personnes innocentes furent tuées ou blessées.

Le 16 (29) juin eurent lieu à Odessa les funérailles d'un matelot du *Potemkine*, Vakoulintchouk, tué par un officier supérieur ; elles se transformèrent en une puissante manifestation révolutionnaire. Dans la ville, des échauffourées mettaient aux prises les ouvriers avec la police et les cosaques. La panique régnait dans les milieux bourgeois et dans l'administration tsariste d'Odessa. Le moment de déclencher l'action organisée des ouvriers était favorable, mais à cause de l'activité désorganisatrice des menchéviks, de l'affaiblissement des bolchéviks d'Odessa en raison des arrestations, la réunion des marins du *Potemkine* et des ouvriers d'Odessa ne fut pas réalisée. Le cuirassé quitta la rade d'Odessa le 19 juin (2 juillet). La grève générale d'Odessa

commença à décliner. Cependant, son importance fut énorme. Elle stimula l'énergie révolutionnaire des ouvriers dans les autres villes qui engagèrent la lutte contre l'autocratie. — P. 545.

169. « *Rouss* » [la Russie], journal libéral bourgeois. Parut à Pétersbourg de décembre 1903 à juin 1908 avec des intervalles sous des titres différents : *Rouss*, *Molva*, *XX vek*. — P. 550.

170. « *Social-Démocrate* », journal menchévik, publié à Genève d'octobre 1904 à octobre 1905. — P. 556.

171. Il s'agit du livre de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, qui parut fin juillet 1905. — P. 562.

172. En 1905, il y avait dans la rade de Constantinople des bâtiments de guerre des puissances d'Europe, prêts à participer à l'écrasement de la révolution. — P. 563.

173. La proclamation de Lénine *Trois constitutions ou trois régimes d'État* fut publiée en russe sous forme de tract par le journal *Prolétari*, par le Comité central et les Comités locaux d'Astrakhan, Viatsk, Moscou, Nijni-Novgorod, Kazan, Omsk, etc. En géorgien, elle fut publiée par le Comité de Tiflis, en arménien par l'Union caucasienne du P.O.S.D.R., en letton par le Parti ouvrier social-démocrate de Lettonie. — P. 565.

174. En mai 1905, les ouvriers de Bakou organisèrent sous la direction des bolchéviks une grève pour protester contre l'excitation des discordes nationales par le gouvernement tsariste. Pendant la grève, les ouvriers présentèrent plusieurs revendications économiques et politiques : journée de travail de huit heures, augmentation des salaires, liberté de la presse, liberté de réunion, etc. La grève générale se déroula à Tiflis du 20 juin (3 juillet) au 28 juin (11 juillet). Les ouvriers de Gori, de Télavi, de Koutaïssi et de Batoum s'y rallièrent. Les réunions et les meetings prenaient des résolutions exigeant la convocation de l'Assemblée constituante, le désarmement des bandes des centnoirs, le retrait des troupes des villes, la proclamation de la liberté de la parole et de la presse. — P. 569.

175. Les grèves du 1er Mai se déroulèrent dans toute la Lettonie. Elles commencèrent le 30 avril sur décision du C.C. du Parti ouvrier social-démocrate de Lettonie. La grève du 1er Mai était particulièrement bien organisée à Libau. La vie y était paralysée, les fabriques et les usines fermées ainsi que les magasins et les marchés, les tramways cessèrent de fonctionner. Les social-démocrates lettons se préparèrent activement à l'insurrection armée. On organisa des milices ouvrières de combat et on établit la liaison avec les marins des équipages qui se trouvaient à Libau.

En été 1905, le mouvement révolutionnaire s'accentua parmi les marins du port de guerre de Libau. Le 2 (15) juin éclata la grève générale des ouvriers qui gagna toutes les fabriques, les usines et les dépôts ferroviaires. Pendant la grève générale, cinq équipages de la flotte se mutinèrent (près de 4 000 hommes). Les marins insurgés s'emparèrent de l'arsenal et des quelques armes, qui s'y trouvaient, et délivrèrent les marins arrêtés. Cependant, on ne réussit pas à réunir les forces des marins et des ouvriers de la ville. Les autorités prirent aussitôt des mesures et empêchèrent les marins de pénétrer dans la ville. Le commandant du port fit appel aux troupes, et l'insurrection à Libau fut écrasée férocement. — P. 569.

176. Sous l'action du mouvement ouvrier et paysan en Russie, surtout sous l'influence de la propagande social-démocrate, faite dans l'armée et dans la flotte par les bolchéviks, les bâtiments suivants de la flotte de la mer Noire se rallièrent à la révolution en juin-juillet 1905 : « Le prince Potemkine de Tauride » (le 14 (27) juin-25 juin (8 juillet)) escorté du torpilleur n° 267, le cuirassé « Guéorgui Pobédonossetz » (le 17 (30) juin-18 juin (1er juillet)) et le bateau-école « Prout » (les 19-20 juin (2-3 juillet)). Voir l'article de Lénine « L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire » (dans le présent tome, pp. 568-577). — P. 578.

177. Il est question de l'article de A. Lounatcharski « Essais sur l'histoire de la lutte révolutionnaire du prolétariat européen », publié dans *Vpériod* n° 2, du 14 (1er) janvier 1905. — P. 584.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(Janvier-juillet 1905)

1904—1905

22 décembre (4 janvier) — Le n° 1 de *Vpériod* paraît à Genève sous la direction de Lénine. On y trouve les articles suivants de Lénine : « L'autocratie et le prolétariat » (éditorial), « Sur les bonnes manifestations des prolétaires et les mauvais raisonnements de certains intellectuels », « Il est temps d'en finir » et d'autres.
Lénine rédige la brochure « Déclaration et documents sur la rupture des organismes centraux avec le parti ».

24 décembre (6 janvier) — Dans la « Lettre à un camarade de Russie », Lénine critique violemment l'attitude du journal menchévik *Iskra* à l'égard de la démocratie bourgeoise. Lénine fait une conférence sur la démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise à la colonie russe d'émigrés politiques à Genève.

28 décembre (10 janvier) — Dans sa lettre à A. A. Bogdanov, membre du Bureau des Comités de la Majorité, Lénine insiste sur la nécessité d'une rupture décisive et complète avec les menchéviks.

1905

1er (14) janvier — Le n° 2 de *Vpériod* publie les articles suivants de Lénine : « La chute de Port-Arthur » (éditorial) et « Le rossignol ne se laisse pas nourrir de fables ».

5 (18) janvier — Dans sa lettre au groupe bolchévik de Zürich, Lénine insiste sur une rupture complète avec les menchéviks et la convocation immédiate du IIIe Congrès du parti.

6 (19) janvier — Dans sa lettre à E. D. Stassova et aux camarades emprisonnés à Moscou, Lénine donne des directives sur l'attitude des social-démocrates devant le tribunal.

Entre les 10 et 17 (23 et 30) janvier — Lénine écrit la série d'articles : « Journées révolutionnaires », consacrée aux événements du 9 janvier à Pétersbourg.

11 (24) janvier — Le n° 3 de *Vpériod* publie les articles de Lénine : « Démocratie ouvrière et démocratie bourgeoise » (éditorial), « Du populisme au marxisme », « La révolution en Russie », « La grève de Pétersbourg » et « Nos Tartuffes ».

12 (25) janvier — Lénine rédige « Le début de la révolution en Russie » et appelle à l'organisation de l'insurrection armée. Cet article fut l'éditorial du n° 4 de *Vpériod* du 31 (18) janvier.

Après le 13(26) janvier — A une réunion bolchévique, à Genève, Lénine fait un rapport sur les événements du 9 janvier.

18 (31) janvier — Dans le n° 4 de *Vpériod*, sous la rubrique « Journées révolutionnaires », sont publiés les articles de Lénine : « Que se passe-t-il en Russie ? », « Les premiers pas », « Le pope Gapone », « Plan de la bataille de Pétersbourg », « Notre petit père le tsar » et les barricades ».

19 janvier (1er février) — Lénine écrit « La paix du tsar ».

21 janvier (3 février) — Dans sa lettre au social-démocrate suisse G. Greülich, Lénine expose brièvement l'histoire de la scission du P.O.S.D.R.

25 janvier (7 février) — Dans sa lettre à A. Bebel, Lénine récuse le tribunal d'arbitrage, proposé par celui-ci, entre bolchéviks et menchéviks.
Dans le n° 5 de *Vpériod* sont publiés les articles de Lénine « Pétersbourg après le 9 janvier », « Trépov est le maître » et d'autres. Lénine assiste à Genève à la conférence de M. S. Olminski « Variété d'opportunisme » consacrée à la critique du menchévisme.

1er (14) février — L'article de Lénine « Deux tactiques » est publié en éditorial du n° 6 de *Vpériod*.

2 (15) février — Lénine écrit à S. I. Goussev, à Pétersbourg, et lui propose de renforcer et d'élargir les relations de la rédaction de *Vpériod* avec les cercles ouvriers et surtout avec la jeunesse.

8 (21) février — Dans le n° 7 de *Vpériod* sont publiés les articles de Lénine : « D'un accord de combat pour l'insurrection » (éditorial) et « Devons-nous organiser la révolution ? »

12 (25) février — Dans sa lettre à S. I. Goussev, Lénine insiste sur la nécessité d'une complète indépendance du Bu-

reau des Comités de la Majorité dans la préparation et la convocation du III^e Congrès du parti.

15 (28) février — Lénine rédige la « Lettre aux organisations de Russie », dans laquelle il insiste sur la préparation immédiate du III^e Congrès.
Le n° 8 de *Vpériod* publie l'article de Lénine « Convocation du III^e Congrès du parti » (éditorial).

Avant le 20 février (5 mars) — Lénine établit un questionnaire pour les rapports des organisations locales du parti au III^e Congrès.

20 février (5 mars) — Lénine intervient à la réunion de la section d'organisation au club des bolchéviks à Genève après le rapport de A. M. Essen (Stépanov) sur le travail effectué dans les couches non prolétariennes de la population (étudiants, soldats et paysans).

23 février (8 mars) — Dans le n° 9 de *Vpériod* sont publiés les articles de Lénine : « Nouveaux objectifs, forces nouvelles » (éditorial), « Gens de l'*Osvobojdénié* et de la nouvelle *Iskra*, monarchistes et girondins ».

28 février (13 mars) — Lénine annonce au Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R., la réception des fonds du « Comité représentatif des ouvriers anglais » à titre d'aide aux victimes du 9 janvier 1905.

Février — Lénine rédige le plan général et les projets de résolutions du III^e Congrès du parti.

2 (15) mars — Le n° 10 de *Vpériod* publie les articles de Lénine : « Le prolétariat et la démocratie bourgeoise » et « Qui veulent-ils tromper ? »

3 (16) mars — Dans sa lettre à S. I. Goussev à Pétersbourg, Lénine annonce l'ajournement de la Conférence des partis socialistes, organisée par G. A. Gapone, et indique la nécessité du départ immédiat de A. A. Bogdanov de la Russie pour se rendre en Suisse.

5 (18) mars — Lénine fait un exposé sur la Commune de Paris à une réunion de la colonie russe d'émigrés politiques à Genève.

Avant le 10 (23) mars — Lénine rédige la traduction russe d'un chapitre des « Mémoires du général Cluseret » et écrit une courte biographie de ce dernier. La traduction est publiée dans le n° 11 de *Vpériod* sous le titre de « De la bataille des rues. (Les Conseils d'un général de la Commune) ».

10 (23) mars — Dans le n° 11 de *Vpériod* sont publiés les articles de Lénine « Le prolétariat et la paysannerie » (éditorial) et « Le premier pas ».

12 (25) mars — Lénine écrit au Comité d'Odessa au sujet de la désignation de délégués pour le IIIe Congrès du parti.

16 (29) mars — Lénine rédige « Les fourberies des bonapartistes ». L'article est reproduit en tirage à part du nº 13 de *Vpériod*.

20 mars (2 avril) — Lénine assiste à la conférence des organisations socialistes russes, qui a lieu à Genève. S'étant persuadé de la composition opportuniste de la conférence, Lénine la quitte.
Lénine est élu délégué de l'organisation du parti d'Odessa au IIIe Congrès du P.O.S.D.R.

23 mars (5 avril) — Le nº 13 de *Vpériod* publie les articles de Lénine : « Le capital européen et l'autocratie » (éditorial), « Le deuxième pas » et le début de l'article « La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire ».

30 mars (12 avril) — Dans le nº 14 de *Vpériod* est publié l'article de Lénine « La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». L'article a paru également en brochure séparée éditée par le Comité de l'Union du Caucase, en russe, géorgien et arménien.

Mars-avril — Lénine rédige le plan de l'article « Révolution du type de 1789 ou du type de 1848 ? »

5 (18) avril — Lénine participe, à Genève, à la réunion du Comité d'organisation pour la convocation du IIIe Congrès du parti.

6 (19) avril — Lénine charge G. D. Leiteizen, collaborateur de *Vpériod*, de saluer le congrès du Parti socialiste français au nom de la rédaction de *Vpériod*.

7 (20) avril — Dans le nº 15 de *Vpériod* sont publiés les articles de Lénine «Le programme agraire des libéraux» (éditorial), «Marx et le «partage noir» américain» et d'autres.

10 (23) avril — Au nom du Comité central du P.O.S.D.R. Lénine écrit « Une lettre ouverte au camarade Plékhanov, président du Conseil du P.O.S.D.R. ». La lettre est publiée dans le nº 16 de *Vpériod*.

Le 11 (24) avril au plus tard — Lénine rédige les projets de résolutions du Comité d'organisation concernant la représentation de quelques organisations au congrès et la constitution de ce dernier.

11 (24) avril — Lénine participe à la réunion du Comité d'organisation pour la convocation du IIIe Congrès du parti.

Avant le 12 (25) avril	Lénine écrit la proclamation « Premier mai », publiée par le Bureau des Comités de la Majorité et la rédaction de *Vpériod*. Lénine est mandaté par les comités de Koursk et d'Odessa au IIIe Congrès du parti. Lénine part de Genève à Londres pour participer au IIIe Congrès. Lénine établit l'ordre du jour du IIIe Congrès, tient des réunions avec les membres du Bureau des Comités de la Majorité et les membres de la rédaction de *Vpériod*, s'entretient avec les délégués des futurs travaux du congrès.
12-27 avril	IIIe Congrès du P.O.S.D.R.
(25 avril-10 mai)	Lénine dirige les travaux du congrès et tient le journal du Président du congrès.
12 (25) avril	Ouverture du congrès. Lénine est élu Président du congrès.
13 (26) avril	Lénine intervient sur la légitimité du congrès ; il est élu membre de la commission chargée de rédiger les résolutions.
14 (27) avril	Lénine rédige le rapport de A. Lounatcharski sur l'insurrection armée. Lénine intervient à la 4e et à la 5e séances sur le rapport de la commission des mandats.
15 (28) avril	Lénine intervient, à la 6e séance, sur la question de l'insurrection armée.
16 (29) avril	Lénine intervient à la 8e séance sur l'insurrection armée et rédige la résolution portant sur cette question.
17 (30) avril	Le no 16 de *Vpériod* publie l'article de Lénine « Le Bazar constitutionnel ». Cet article a été publié sur feuille volante par le Comité bolchévik de Bakou, le 15 (28) mai.
18 avril (1er mai)	Lénine intervient, lors de la 10e séance du congrès, sur l'attitude envers la tactique du gouvernement à la veille de la Révolution. Lénine fait, à la 11e séance, un rapport « Sur la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire » et dépose un projet de résolution.
19 avril (2 mai)	Lénine intervient à la 12e séance sur les amendements à la résolution touchant le gouvernement révolutionnaire provisoire. Lénine fait un rapport à la 13e séance « Sur la résolution concernant le soutien au mouvement paysan ». A la 13e séance on vote la résolution

de Lénine « Sur l'action politique ouverte du P.O.S.D.R. »

20 avril (3 mai) — La résolution de Lénine « Sur le soutien au mouvement paysan » est discutée et adoptée aux 14e et 15e séances du congrès.
Lénine intervient à la 15e séance sur les relations entre ouvriers et intellectuels dans les organismes social-démocrates.

12 avril (4 mai) — Lénine intervient aux 16e et 17e séances dans la discussion des statuts du parti.
A la 16e séance, on vote le § 1 des statuts, sous la forme que lui a donnée Lénine.

22 avril (5 mai) — Lénine propose, à la 19e séance, « Un projet de résolution sur les rapports des ouvriers et des intellectuels dans les organisations social-démocrates » et intervient sur cette question à trois reprises.

22 et 23 avril (5 et 6 mai) — Lénine dépose une résolution « Sur la fraction dissidente du parti » et intervient dans la discussion, aux 19e et 20e séances.

23 avril (6 mai) — Lénine intervient, à la 21e séance, sur les accords pratiques avec les socialistes-révolutionnaires.

25 avril (8 mai) — Lénine prend la parole, à la 22e séance, sur la propagande et l'agitation.
Lénine intervient, à la 23e séance, à propos du rapport sur l'activité du Comité central.
Lénine est élu membre du Comité central du parti.
La résolution de Lénine sur le mode de publication des procès-verbaux est adoptée à la 23e séance.

26 avril (9 mai) — La résolution de Lénine sur les événements du Caucase est votée à la 25e séance du congrès.

27 avril (10 mai) — Lénine clôture le IIIe Congrès.
Lénine préside la 1re séance du Comité central élu par le IIIe Congrès du parti.
Lénine dresse un plan de répartition des responsabilités entre les membres du Comité central pour le travail à l'étranger et en Russie.
Lénine tranche la question du mot de passe, du chiffre, des pseudonymes pour les liaisons entre les membres du Comité central, met au point la technique de l'organisation et du financement du travail du parti.
Lénine est nommé, par le C.C., rédacteur en chef de l'Organe central du parti, le journal *Prolétari*, et représentant du Comité central à l'étranger.

Après le 27 avril (10 mai) — Lénine se rend, avec les délégués du IIIe Congrès, sur la tombe de K. Marx au cimetière de Highgate, à Londres.

Entre le 27 avril et le 2 mai (10 et 15 mai) — Lénine repart à Genève. Lors de son passage à Paris, Lénine se rend, avec un groupe de délégués du IIIe Congrès, sur les lieux où ont été fusillés les Communards, « Le Mur des Fédérés », au Père-Lachaise.

5 (18) mai — Dans le nº 18 de *Vpériod* est publié l'article de Lénine « Sophismes politiques ».

7 (20) mai — Lénine participe à la réunion des collaborateurs de l'Organe central du parti, *Prolétari*, où l'on discute le plan de travail de la rédaction.

Après le 10 (23) mai — Lénine écrit, au nom du Comité central du P.O.S.D.R., une lettre à « La Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger » et lui demande de se prononcer sur les décisions du IIIe Congrès.

14 (27) mai — Le premier numéro du journal bolchévik *Prolétari* rédigé par Lénine paraît. Dans ce numéro sont publiés les articles de Lénine : « Communiqué sur le IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie» (éditorial), « Le IIIe Congrès » et une note sur la résolution concernant la « Constitution du congrès ».

Avant le 20 mai (2 juin) — Lénine rédige un article « Sur le gouvernement révolutionnaire provisoire », publié dans les nos 2 et 3 du journal *Prolétari*.

20 mai (2 juin) — Lénine informe le Bureau socialiste international que le IIIe Congrès a eu lieu et qu'il a décidé de considérer le journal *Prolétari* comme l'Organe central du P.O.S.D.R.

21 mai (3 juin) — Dans le nº 2 du *Prolétari* est publié l'article de Lénine « Conseils de la bourgeoisie conservatrice ».

27 mai (9 juin) — Le nº 3 du journal *Prolétari* publie les articles de Lénine : « La débâcle » (éditorial), « Lutte révolutionnaire et maquignonnage libéral ».

Fin mai — Lénine écrit « Aux ouvriers juifs », préface à la brochure *Communiqué sur le IIIe Congrès du P.O.S.D.R.*, éditée en yiddish.

Lénine fait deux rapports, à Genève, sur le IIIe Congrès du parti et la conférence menchévique.

4 (17) juin — Dans le nº 4 de *Prolétari* sont publiés les articles de Lénine « Les objectifs démocratiques du prolé-

tariat révolutionnaire » (éditorial) et « Une nouvelle union ouvrière révolutionnaire ».

5 (18) juin — Lénine approuve les statuts de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger.

Après le 12 (25) juin — Lénine adresse une lettre ouverte à la rédaction de la *Leipziger Volkszeitung* dans laquelle il proteste contre l'interprétation tendancieuse de la scission au sein du P.O.S.D.R. donnée par Kautsky.

13 (26) juin — Le n° 5 de *Prolétari* publie les articles de Lénine «Les premiers pas de la trahison bourgeoise » et « Les révolutionnaires » en gants blancs ».

Avant le 14 (27) juin — Lénine organise la publication du « Communiqué sur le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. » et des résolutions les plus importantes du congrès, en allemand et en français.

20 juin (3 juillet) — Dans le n° 6 de *Prolétari* sont publiés les articles de Lénine « La lutte du prolétariat et la servilité de la bourgeoisie » (éditorial) et « Le troisième pas en arrière », à propos de la conférence des menchéviks à Genève.

21 juin (4 juillet) — Lénine demande au Bureau socialiste international de publier un appel aux ouvriers de tous les pays pour empêcher l'écrasement de l'insurrection à bord du cuirassé *Potemkine*.

27 juin (10 juillet) — Le n° 7 de *Prolétari* publie les articles de Lénine : «L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire » (éditorial), « Le tsar de Russie cherche protection contre son peuple auprès du sultan de Turquie », « La bourgeoisie marchande avec l'autocratie, l'autocratie marchande avec la bourgeoisie ».

Fin juin — Lénine charge M. I. Vassiliev-Ioujine qui se rend en Russie d'établir des liaisons avec l'organisation social-démocrate qui dirigea le soulèvement dans la flotte de la mer Noire et sur le cuirassé *Potemkine*.

Juin-juillet — Lénine rédige une proclamation « Trois constitutions ou trois régimes ».

Lénine écrit le livre « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ».

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

L'AUTOCRATIE ET LE PROLÉTARIAT 9

SUR LES BONNES MANIFESTATIONS DES PROLÉTAIRES ET LES MAUVAIS RAISONNEMENTS DE CERTAINS INTELLECTUELS . . . 21

IL EST TEMPS D'EN FINIR 28

CONFÉRENCE DES COMITÉS 33

LE NOUVEL EMPRUNT RUSSE 34

LETTRE À A. A. BOGDANOV 36

LA CHUTE DE PORT-ARTHUR 40

LE ROSSIGNOL NE SE LAISSE PAS NOURRIR DE FABLES 49

LETTRE AU GROUPE BOLCHÉVIK DE ZÜRICH 56

LETTRE À E. D. STASSOVA ET AUX CAMARADES EMPRISONNÉS DE MOSCOU 59

LA RÉVOLUTION EN RUSSIE 64

DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET DÉMOCRATIE BOURGEOISE 65

DU POPULISME AU MARXISME. *Premier article* 76

LA GRÈVE DE PÉTERSBOURG 84

NOS TARTUFFES 88

LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION EN RUSSIE 90

JOURNÉES RÉVOLUTIONNAIRES 95

1. Que se passe-t-il en Russie? 97
2. Le pope Gapone 100
3. Le plan de la bataille de Pétersbourg 102
4. Supplément à l'article: «Le plan de la bataille de Pétersbourg» 105
5. «Notre petit père le tsar» et les barricades 106
6. Les premiers pas 110
7. La veille du dimanche sanglant 114
8. Nombre des tués et des blessés 117
9. Combats sur les barricades 118

LA PAIX DU TSAR 120

HISTORIQUE ABRÉGÉ DE LA SCISSION DU P.O.S.D.R. 121

LETTRE À GREULICH 122
TRÉPOV EST LE MAÎTRE 128
PÉTERSBOURG APRÈS LE 9 JANVIER 132
PREMIÈRES LEÇONS 134
LETTRE À A.A. BOGDANOV ET S. I. GOUSSIEV 139
DEUX TACTIQUES 144
D'UN ACCORD DE COMBAT POUR L'INSURRECTION 154
DEVONS-NOUS ORGANISER LA RÉVOLUTION? 163
CONVOCATION DU IIIe CONGRÈS DU PARTI 173
DU CAMP DE LA NOUVELLE *Iskra* 177
LETTRE AUX ORGANISATIONS DE RUSSIE 178
PLAN GÉNÉRAL DES RÉSOLUTIONS DU IIIe CONGRÈS 180
PROJETS DE RÉSOLUTIONS DU IIIe CONGRÈS DU P.O.S.D.R. . . . 187
1. Résolution sur l'activité désorganisatrice des menchéviks ou du groupe de la nouvelle *Iskra* 189
2. Résolution sur l'attitude de Plékhanov dans la crise du parti 190
3. Résolution sur les principes de la nouvelle *Iskra* 191
4. Résolution sur les rapports entre les ouvriers et les intellectuels dans le Parti social-démocrate 192
MODIFICATION DE L'ARTICLE DES STATUTS CONCERNANT LES ORGANISMES CENTRAUX 194
ENQUÊTE. *Pour le IIIe Congrès du parti* 197
PRÉFACE À LA BROCHURE: *Mémoire du directeur du département de la police Lopoukhine* 199
PLAN DE LA CONFÉRENCE SUR LA COMMUNE 203
NOUVEAUX OBJECTIFS, FORCES NOUVELLES 209
GENS DE *L'osvobojdénié* ET DE LA NOUVELLE *Iskra*, MONARCHISTES ET GIRONDINS 220
PERPÉTUELS DÉTOURS 222
QUI VEULENT-ILS TROMPER? 224
LE PROLÉTARIAT ET LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE 227
LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE 230
DE LA BATAILLE DES RUES. (*Les conseils d'un général de la Commune*) 236
LE PREMIER PAS 238
CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DU PROGRAMME DU PARTI 244
DE NOTRE PROGRAMME AGRAIRE. (*Lettre au IIIe Congrès*) . . . 245
LES FOURBERIES DES BONAPARTISTES 251
RÉVOLUTION DU TYPE DE 1789 OU DU TYPE DE 1848? 256
APPEL AU PARTI 259
LE DEUXIÈME PAS 261

LE CAPITAL EUROPÉEN ET L'AUTOCRATIE 266
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE 275
I 277
II 281
III 286
IV 288
LA DICTATURE RÉVOLUTIONNAIRE DÉMOCRATIQUE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE 294
LES USAGES FRANCO-RUSSES DE «GRAISSAGE» 305
LA PAILLE ET LA POUTRE 307
LE PROGRAMME AGRAIRE DES LIBÉRAUX 317
MARX ET LE «PARTAGE NOIR» AMÉRICAIN 325
LE CONSEIL CONFONDU 332
LETTRE OUVERTE AU CAMARADE PLÉKHANOV, PRÉSIDENT DU CONSEIL DU P.O.S.D.R. 337
À PROPOS DU IIIe CONGRÈS 346
PLAN DU TRACT DU Ier MAI 348
PREMIER MAI 349
LE BAZAR CONSTITUTIONNEL 353
LES RAPPORTS BIMENSUELS DES ORGANISATIONS DU PARTI . . 358
IIIe CONGRÈS DU P.O.S.D.R (12)] 25 AVRIL-27 AVRIL (10 MAI) 1906 361
1. DISCOURS SUR LA LÉGITIMITÉ DU CONGRÈS, LE 13 (26) AVRIL 365
2. INTERVENTION SUR LES PLEINS POUVOIRS DES COMITÉS DE KAZAN ET DU KOUBAN, LE 14 (27) AVRIL 367
3. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE DU P.O.S.D.R. À L'ÉGARD DE L'INSURRECTION ARMÉE 370
4. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE . . . 371
5. INTERVENTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE, LE 15 (28) AVRIL 372
6. INTERVENTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE, LE 16 (29) AVRIL 373
7. RÉSOLUTION SUR L'INSURRECTION ARMÉE 375
8. INTERVENTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION, LE 18 AVRIL (1er MAI) 377
9. SUPPLÉMENT À LA RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT À LA VEILLE ET AU MOMENT DE LA RÉVOLUTION 378
10. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ACTION POLITIQUE DÉCLARÉE DU P.O.S.D.R. 379
11. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE 381
12. SUPPLÉMENT À LA RÉSOLUTION SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE 383

13. RAPPORT SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE, LE 18 AVRIL (1er MAI) 384
14. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE 399
15. INTERVENTION À PROPOS DES AMENDEMENTS À LA RÉSOLUTION SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE, LE 19 AVRIL (2 MAI) 401
16. INTERVENTION À PROPOS DE LA RÉSOLUTION SUR LE SOUTIEN DU MOUVEMENT PAYSAN, LE 19 AVRIL (2 MAI) . . . 403
17. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE SOUTIEN DU MOUVEMENT PAYSAN 408
18. INTERVENTION SUR LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES, LE 20 AVRIL (3 MAI) 410
19. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES 412
20. REMARQUES AU COURS DES DÉBATS SUR LA RÉSOLUTION CONCERNANT LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES, LE 22 AVRIL (5 MAI) 414
21. INTERVENTION SUR L'ORDRE DE DISCUSSION DES RÉSOLUTIONS TOUCHANT LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES, LE 22 AVRIL (5 MAI) 415
22. INTERVENTION DANS LES DÉBATS SUR LES STATUTS DU PARTI, LE 21 AVRIL (4 MAI) 416
23. INTERVENTION SUR L'ARTICLE 9 DES STATUTS DU PARTI, LE 21 AVRIL (4 MAI) 418
24. INTERVENTION SUR L'ACCORD AVEC LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES, LE 23 AVRIL (6 MAI) 419
25. INTERVENTION SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL, LE 25 AVRIL (8 MAI) 424
26. RÉSOLUTION SUR LA PUBLICATION DES PROCÈS-VERBAUX DU CONGRÈS 425
27. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES ÉVÉNEMENTS DU CAUCASE 426
SOPHISMES POLITIQUES 427
COMMUNIQUÉ SUR LE IIIe CONGRÈS DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE 436
SUR LA CONSTITUTION DU CONGRÈS 443
LE TROISIÈME CONGRÈS 445
RÉVOLUTION VICTORIEUSE 453
LA POLITIQUE CONFONDUE AVEC LA PÉDAGOGIE 455
LETTRE AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 459
LES CONSEILS DE LA BOURGEOISIE CONSERVATRICE 460
SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE . . . 465
Premier article. La référence historique de Plékhanov . . . 467
Deuxième article. Seulement d'en bas ou d'en bas et d'en haut à la fois? 478

LA DÉBACLE 487
LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE MAQUIGNONNAGE LIBÉRAL . . 491
AUX OUVRIERS JUIFS 501
UNE NOUVELLE UNION OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE 505
LES OBJECTIFS DÉMOCRATIQUES DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE 518
LES PREMIERS PAS DE LA TRAHISON BOURGEOISE 526
«RÉVOLUTIONNAIRES» EN GANTS BLANCS 533
LETTRE OUVERTE À LA RÉDACTION DE LA *Leipziger Volkszeitung* 539
TABLEAU DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE 542
LA LUTTE DU PROLÉTARIAT ET LA SERVILITÉ BOURGEOISE . . . 545
LE TROISIÈME PAS EN ARRIÈRE 552
AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 563
TROIS CONSTITUTIONS OU TROIS RÉGIMES 565
L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE 568
LE TSAR DE RUSSIE CHERCHE PROTECTION CONTRE SON PEUPLE AUPRÈS DU SULTAN DE TURQUIE 578
LA BOURGEOISIE MARCHANDE AVEC L'AUTOCRATIE, L'AUTOCRATIE MARCHANDE AVEC LA BOURGEOISIE 583
Notes 587
La vie et l'œuvre de V. Lénine 617

ILLUSTRATIONS

Première page du journal bolchévik *Vpériod* n° 1, 4 janvier 1905 (22 décembre 1904) avec l'article de Lénine «L'autocratie et le prolétariat» 11

Première page du manuscrit de Lénine «Nouveaux objectifs, forces nouvelles». 1905 207

Couverture de la brochure de Lénine: *La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie*. Edit. de l'Union Caucasienne du P.O.S.D.R. 1905 295

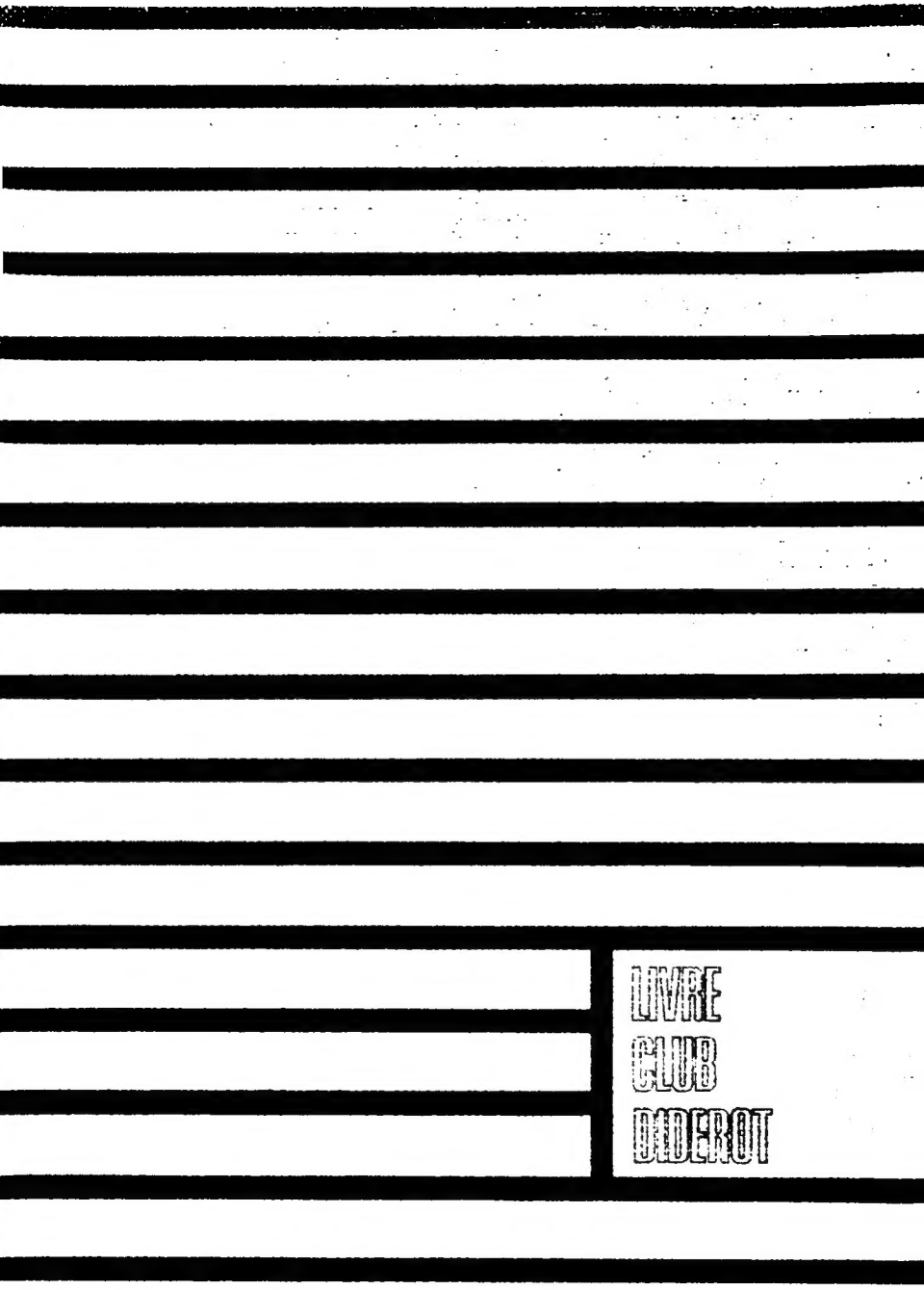
Couverture du livre *Le IIIe Congrès régulier du P.O.S.D.R. Texte complet des procès-verbaux*. Edit. du Comité central, Genève 1905 363

Première page du journal bolchévik *Prolétari* n° 1, 27 (14) mai 1905 avec l'article de Lénine «Communiqué sur le IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie» et les résolutions les plus importantes du Congrès 437

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR KIRA HOPPÉ, ANDRÉ ROBEL, MIKHAÏL KATSOVITCH.

Achevé d'imprimer en novembre 1964 par les Editions du Progrès, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou


LIVRE
CLUB
DIDEROT